

# REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX



TOME XCI  
ANNÉE 2000

**BU LETTRES**



Publiée par la Société Archéologique de Bordeaux  
sous le patronage de la Municipalité de Bordeaux,  
du Conseil général de la Gironde  
et de la Direction régionale des Affaires culturelles d'Aquitaine



PZ 1327.000 - 51



# *Revue archéologique de Bordeaux*

*Tome XCI*  
*Année 2000*

*Revue publiée avec le concours de la Municipalité de Bordeaux  
du Conseil général de la Gironde  
et de la Direction régionale des Affaires culturelles, Service régional de l'Archéologie*

*Société Archéologique de Bordeaux  
1 place Bardineau  
33000 Bordeaux*

*Société fondée en 1873  
reconnue d'utilité publique  
par décret du 11 mars 1915*

Conformément à la tradition, la Société Archéologique de Bordeaux ne prend sous sa responsabilité ni les opinions émises ni les analyses développées par les auteurs.

Elle interdit toute reproduction totale ou partielle de documents sans son autorisation écrite.

### ***Photographie de couverture :***

*Projet de dégagement de la Grosse Cloche.*

*Artus et Lauriol, aquarelle, 1898.*

*A.M.Bx IX-B/44, Cliché Sanna Hanben.*

## ***Bilan et orientation de la recherche archéologique en Aquitaine pour l'année 2000***

L'année 2000 a été celle des négociations : négociations tout azimut pour la mise en place de la nouvelle loi sur l'archéologie mais aussi négociations et préparations des grands chantiers bordelais liés au tramway ; négociations des chantiers de la future déviation de Bergerac et achèvement de celles sur la dernière tranche de l'autoroute A89.

L'archéologie préventive s'annonce extrêmement importante pour la région en 2001 et 2002. Les besoins en personnel vont être exponentiels pour le futur E.P.A. et le service régional de l'archéologie aura lui aussi à faire face à des demandes croissantes d'encadrement, de contrôle et de suivi scientifiques.

Comme un leitmotiv, je pourrai reprendre mes différents courriers, préfaces et autres appels réalisés ces dernières années pour souligner le manque de personnel criant du service régional de l'archéologie : un poste de conservateur et deux postes d'ingénieur non renouvelés. Il est évident que faute d'effectifs scientifiques d'encadrement, il nous sera difficile d'assurer avec compétence toutes nos missions. La réflexion est engagée sur les choix que nous devons opérer, choix qui s'ajouteront à ceux que nous faisons déjà depuis des années.

L'avenir s'annonce donc à la fois excitant par les chantiers annoncés qui vont renouveler ou bouleverser nos connaissances et peut être nos certitudes, mais aussi ils s'annoncent inquiétants par la charge de travail qu'ils impliquent à la veille d'un passage aux trente-cinq heures sans malheureusement de création d'emploi.

Année de contrastes donc que cette année 2000, pleine d'espoirs scientifiques concrétisés notamment par la découverte en octobre 2000 de la spectaculaire grotte de Cussac, mais aussi peut être année de transition vers une autre façon d'aborder l'archéologie.

### **Préhistoire**

La diversité des opérations d'archéologie préhistorique, au cours de la période concernée, laisse néanmoins apparaître la forte représentation des recherches programmées au détriment des recherches d'archéologie préventive (sur le tracé de l'A. 89 essentiellement). Sur l'axe diachronique deux pôles sont bien représentés : le Paléolithique et la fin de la Préhistoire.

### **Les travaux d'archéologie préventive sur l'A. 89**

L'avancement des travaux, sur le tracé de l'autoroute A. 89, a déterminé au cours de l'année la prospection puis l'étude d'un secteur localisé à l'Est de Périgueux. Dans cette zone géographique de causses jurassiques, où la couverture superficielle est généralement faible, les prévisions étaient modestes dès le départ et l'accent avait été volontairement mis sur le repérage et l'étude des cavités karstiques. A cet effet, une convention prévoyant l'expertise de spéléologues, dès la phase de prospection et sondages, avait été signée avec le comité départemental de spéléologie de la Dordo-



gne. Les interventions localisées sur les communes d'Ajat, Limeyrat, Thenon et Blis-et-Born n'ont donné lieu qu'à une seule évaluation archéologique sur un site paléolithique à Las Censias (Blis-et-Born). Dans ce dernier une unique occupation du Paléolithique moyen à débitage Levallois récurrent et à très rares pièces bifaciales a été fouillée sur près de 1000 m<sup>2</sup>.

## Le Paléolithique

Parmi 28 opérations relatives aux périodes préhistoriques, le Paléolithique moyen est concerné sept fois, le Paléolithique supérieur 11 et la période néolithique/protohistorique 9.

### Le Paléolithique moyen

La reconnaissance par sondages, d'une série d'occupation du Paléolithique ancien-moyen, dans le Bergeracois, sur le coteau de Pécharmant, s'est poursuivie à Chante-Louette (Creyse). A Toutifaut (Maurens) un sauvetage bref vérifiait l'extension d'un site étudié par J.-G. Guichard, il y a plusieurs décennies.

La plupart des sites fouillés sont localisés dans la zone Vézère-Dordogne du Sarladais, tels les gisements de la grotte XVI à Cénac-et-Saint-Julien et des Pech de l'Azé I et IV à Carsac. La reprise, pour une durée de trois ans, de recherches de réactualisation des données dans une perspective éditoriale au Pech de l'Azé IV, a débuté par la remise en état du gisement et le dégagement de leur protection matérielle des coupes stratigraphiques édifiées par F. Bordes.

Au Roc de Marsal, à Campagne, une intervention ponctuelle avait pour objectif une étude paléoenvironnementale conduite par l'Institut de préhistoire et de géologie du Quaternaire de l'université de Bordeaux I.

Les recherches dans la grotte d'Unikoté à Iholdy (64) et à la Berbie à Castels (24) contribuent à l'édification de référentiels fauniques dans des pièges karstiques au cours des stades isotopiques 3 et 4. A Unikoté, une présence humaine est largement confirmée par la découverte de vestiges lithiques et osseux associés à des structures d'habitat.

### Le Paléolithique supérieur

C'est la période du Paléolithique supérieur ancien, avec six opérations, qui est la mieux représentée au sein du Paléolithique supérieur soulignant ainsi à la fois une spécificité patrimoniale du sud-ouest de la France et une attention soutenue des chercheurs pour les problématiques de ces périodes. Si l'on replace ces opérations de fouille dans

le contexte général de l'exploitation et de la diffusion la recherche (travaux universitaires, communications à des colloques, articles), le résultat est largement amplifié et révèle bien la place actuelle de ces travaux dans la discipline.

A côté d'interventions limitées à l'achèvement de la fouille d'une aire d'habitat à Barbas III (Dordogne, Creysse) ou à un sondage exploratoire à Canaule (Dordogne, Creysse) ont coexisté des fouilles de longue durée sous abri à Brassempouy et à Isturitz, mais aussi des opérations plus ciblées comme à Caminade (Dordogne, Sarlat). Ici la séquence culturelle de niveaux d'Aurignacien ancien, mise en évidence par D. de Sonnevill-Bordes, est réexaminée dans le cadre de travaux universitaires dans une perspective pluridisciplinaire et méthodologique.

Les récents résultats de datations et d'analyses complémentaires sur les sites châtelperroniens et aurignaciens de la région, qu'il s'agisse de ceux qui sont évoqués ci-dessus et donc en cours de fouille ou d'autres dont les fouilles viennent de s'achever (abri Castanet, grotte de Combe-Saunière), représentent une partie significative des avancées scientifiques dans ce domaine.

En Lot-et-Garonne, à Saint-Vite (Le Mayne), les travaux de construction dans une zone qui ont mis au jour une occupation bien conservée et un faciès original d'un gravettien, ont donné lieu à une opération de sauvetage urgent sur une superficie de plusieurs dizaines de m<sup>2</sup>.

L'étude des occupations de plein air de Villazette (Dordogne, Creysse) et de La Honteyre (Gironde, Le Tuzan) s'est poursuivie. Au Tuzan, un galet gravé d'une représentation animale a été découvert au sein de l'aire fouillée qui semble correspondre à un habitat de plein air azilien. A Arancou (Pyrénées-Atlantiques), les recherches dans la grotte de Bourouilla sont toujours localisées dans la partie externe de la cavité. Cette dernière, d'accès délicat, avait livré, rappelons-le, une exceptionnelle série d'œuvre d'art mobilier très représentative du Magdalénien pyrénéen.

Du côté des grottes ornées, seule la grotte de Lascaux fait toujours l'objet de recherches méthodiques et assidues visant à l'archivage exhaustif du dispositif pariétal. La découverte, en septembre 2000, par un amateur spéléologue d'un nouveau réseau orné à Cussac sur la commune du Buisson-de-Cadouin, en rive gauche de la Dordogne, n'a pas encore pu faire l'objet d'un inventaire systématique du fait de la nécessité de suspendre les recherches pour une mise en sécurité de la galerie d'accès.

La découverte d'une occupation épipaléolithique, qui se prolonge au Mésolithique à la grotte de Leherreko-Zilao à Larrau, a justifié la fouille programmée de ce type d'implantation dans la moyenne montagne pyrénéenne.

## Du Néolithique à la fin de l'Age du Fer

Les principaux résultats scientifiques obtenus pour les périodes néolithiques et protohistoriques le furent à l'occasion des opérations réalisées dans le cadre de l'autoroute A89, de trois opérations programmées et d'un sauvetage dans la banlieue de Pau.

Trois de ces fouilles ont été dirigées par Fabrice Marembert, doctorant à l'université de Toulouse. Il s'agit des interventions de Saint-Laurent sur Manoire, Le Cabout à Pau et la grotte du phare à Biarritz.

Le site des Jeannettes à Saint-Laurent sur Manoire en Dordogne a fait l'objet d'un décapage extensif de 3000 m<sup>2</sup>. De très nombreuses structures ont été dégagées. Les premières occupations semblent remonter à un Néolithique récent difficile à cerner.

Bien que très lessivé, le site a aussi livré une fosse du Bronze final IIIb et des traces de construction de la Tène III.

A Pau, la construction par la commune d'un complexe sportif, a amené le service régional de l'archéologie à prescrire une fouille sur une zone où déjà deux tumulus avaient été recensés au XIXe siècle. La fouille a permis d'observer ces deux structures très arasées. Elles sont rattachées au Bronze ancien et ont été réutilisées à l'Age du Fer.

Enfin à Biarritz, la troisième campagne dans la grotte a permis de fouiller en totalité les niveaux de l'Age du Bronze. Un mobilier important, probablement lié à une sépulture, a été dégagé dans le niveau du Bronze final IIIa : restes d'un jeune adolescent, bracelet et épée très courte.

A Sanguinet, Bernard Maurin poursuit l'étude des pigrogues monoxyles. Deux supplémentaires ont été analysées en 2000, ce qui porte leur nombre à 28 exemplaires. Mais les travaux se sont surtout concentrés autour de la cabane de Put Blanc. Sa conservation exceptionnelle permet des observations très fines sur les techniques de construction et les aménagements de ce type d'habitat dont les datations <sup>14</sup>C situent l'aménagement au tout début de l'Age du Fer.

Enfin la dernière opération importante concerne la fouille menée par B. Gellibert et J.-C. Merlet sur la nécropole protohistorique de Mouliot à Laglorieuse, découverte en 1995. Les travaux sylvicoles la menaçant ayant été écartés, les responsables ont entrepris de l'explorer intégralement dans le cadre d'une opération programmée. A ce jour, 2538 m<sup>2</sup> ont été fouillés livrant 89 tombes, 20 fosses indéterminées et 42 structures de pierres. L'ornementation des vases funéraires permet de proposer le VIIIe-VIe siècle pour la datation d'utilisation de cette nécropole. Il est à noter la présence de mobilier du Bronze final peut être lié à un habitat antérieur relativement proche.

En conclusion, on peut noter un renouveau certain des études sur les périodes protohistoriques. Trois fouilles programmées, cela ne s'était pas produit en Aquitaine depuis de très nombreuses années. Il faut ajouter à ces opérations le début de reprise d'activité sur le site de l'*oppidum* de la Curade à Périgueux mais aussi l'apparition de nouveaux chercheurs-étudiants qui reprennent des travaux sur le Premier Age du Fer. Il est à espérer que leur thèse soutenue, ils pourront trouver des postes qui permettront de poursuivre le développement des études sur l'Age du Bronze et l'Age du Fer en Aquitaine.

Le panorama ne serait pas complet si nous ne faisons pas allusion dans ce bilan aux recherches menées par D. Galop et ses collaborateurs dans le cadre du P.C.R. sur le «paléoenvironnement de la montagne basque».

Les multiples sondages réalisées par C. Rendu, F. Marembert et N. Valdeyron montrent l'énorme potentiel des gisements du massif des Arbailles, de la région d'Iraty et Saint-Jean-Pied-de-Port. Les résultats des carottages palynologiques témoignent d'une occupation de la montagne extrêmement précoce et un développement très ancien de la métallurgie. Ces résultats confirment les travaux menés par A. Beyrie (étudiante en thèse à Toulouse) sur les exploitations métallurgiques d'Hasparren et Saint-Martin d'Arossa dont le nombre et l'ancienneté (Deuxième Age du Fer) risquent d'ouvrir de nombreuses pistes de réflexions sur ces régions que l'on vouait essentiellement au pastoralisme.

Dès 2002, les premières publications de ces travaux ne manqueront pas de surprendre par leur nouveauté et leur précision.

## Archéologie urbaine

L'année 2000 a été l'occasion de parfaire nos connaissances sur Périgueux et surtout Bordeaux, avant le démarrage des grandes opérations liées au tramway.

Toute une série de sondages de diagnostics a été réalisée place Pey Berland, place des Quinconces, place Fernand Laffargue et place Stalingrad à Bordeaux. Les résultats sont variables, négatifs à Stalingrad, très positifs à F. Laffargue et Allées d'Orléans. Tous permettront d'établir des cahiers des charges scientifiques très précis pour les opérations programmées DE 2002. Notons aussi une redécouverte, celle de l'aqueduc antique alimentant Bordeaux, dégagé et protégé à l'occasion de l'installation d'un lotissement non loin de la rocade sud, sur la commune de Villenave d'Ornon. Sur près de cent mètres, son tracé a été identifié dont près de cinquante mètres encore en élévation sur un mètre cinquante à deux mètres.



A Périgueux, un autre monument important de la ville a été localisé. Il s'agit de l'ancien pont Japhet, pont médiéval dont les origines pourraient fort bien être antiques. Une prospection et une surveillance des terrassements en bordure de l'Isle ont permis d'identifier des restes de piles (?) et surtout de remonter des éléments d'architecture appartenant visiblement à une construction monumentale antique, probablement les restes de ce fameux pont qui s'effondra dans la rivière dans la deuxième moitié du XVe siècle.

La construction du nouveau musée de site de la villa des Bouquets à Périgueux a aussi été l'occasion de procéder à quelques dernières vérifications à l'emplacement des futurs sous-sols du musée. L'opération 2000 a permis de bien caler les limites de la *domus* et d'explorer le trottoir et la rue qui la borde au nord. Une publication générale du site est maintenant envisagée dans le cadre du volume de la carte archéologique de la Gaule consacrée à Périgueux, sous la direction de Cl. Girardy-Caillat, ingénieur au service régional de l'archéologie.

Le Haut Moyen Age

Deux sites retiennent l'attention en 2000. Il s'agit de deux opérations de sauvetage réalisées par Ch. Scullier (A.F.A.N.) à Terrasson (Dordogne) et à Jau-Dignac-Loirac en Médoc.

A Terrasson, la réalisation de travaux municipaux de réaménagement de places a livré deux portions de murs et une quinzaine de sépultures dont quatorze sarcophages trapézoïdaux. Le mobilier découvert et la datation <sup>14</sup>C indiquent qu'il faut probablement rechercher dans le VIe siècle, la mise en place de cette nécropole et des bâtiments. Le fouilleur propose, avec précaution, d'y voir les restes de l'église Saint-Julien, détruite en 1826, et dont l'origine serait une abbaye fondée, d'après l'hagiographie ? au VIe siècle par Saint-Sour.

A Jau-Dignac-Loirac, ancienne île au milieu des marais médocains sur les bords de la Gironde, c'est une plantation de vigne qui est à l'origine de la découverte d'un sarcophage trapézoïdal décoré de stries. Sa fouille et la réalisation d'un diagnostic ont permis d'identifier la présence d'une importante nécropole mérovingienne groupée autour d'une chapelle dédiée à Saint-Siméon, et encore attestée au XVIIIe siècle. Signalé par M. Bernat de l'association archéologique de Vieux Queyrac, ce site a pu être protégé et fera l'objet d'une fouille programmée en 2001, confiée à I. Cartron, maître de conférences à Bordeaux III. Il faut souligner l'action de ces bénévoles, sans qui ce pan important de l'histoire du Haut Moyen Age en Médoc n'aurait pu être connu, et aurait sans doute connu le sort de bien des sites archéologiques en milieu agricole intensif.

Le Moyen Age

A la demande de la municipalité de Bayonne, des sondages ont été réalisés place Montaut à Bayonne, à une centaine de mètres de la cathédrale, au cœur de l'enceinte antique. Outre les traces d'occupation antique, ils ont révélé l'extrême sensibilité du quartier et surtout l'importance de la stratigraphie pour le Moyen Age, notamment le XIIIe siècle.

Dans le même temps, des séries de sondages étaient pratiquées sur le site du couvent des Cordeliers, en rive droite de la Nive. Un projet de complexe cinématographique devait s'implanter à son emplacement. Cette opération a permis d'établir un plan précis de l'ancien établissement religieux et de fixer très précisément le cahier des charges de la future construction.

Ces deux opérations de diagnostic illustrent la collaboration qui s'est mise en place avec la ville de Bayonne. Elle vise à mieux connaître l'histoire de la ville tout en évitant de provoquer des destructions irréversibles du sous-sol par le biais de projets d'aménagements urbains déconnectés du contexte archéologique. Ainsi, le couvent sera recouvert par les cinémas sans subir de destruction importante et le projet de parking souterrains *intra-muros*, place Montaut, est, dans sa première mouture, abandonné.

Deux autres opérations méritent d'être mentionnées pour le Moyen Age. Elles concernent le site de Castelculier en Lot-et-Garonne et Castets en Pyrénées-Atlantiques.

A Castelculier, le projet de construction d'H.L.M. à côté de la villa gallo-romaine, a entraîné la destruction des ruines d'une maison du XIXe siècle. La surveillance archéologique exercée à cette occasion a révélé la présence d'une tour ou d'un corps de logis du XVe siècle intégré dans la bâtisse. Un relevé et une couverture photographique de ces vestiges ont pu être réalisés et, après une longue négociation, le projet d'H.L.M. a été abandonné afin de préserver les restes archéologiques présents en élévation et dans le sous-sol. C'est un des très rares témoignages d'une continuité d'occupation entre un grand domaine antique tardif et une demeure aristocratique du XIII-XVe siècle.

A Castets, en vallée d'Ossau, les projets de restauration du site du château ont été l'occasion de reprendre l'intégralité des données documentaires connues sur ce site. Il ressort maintenant que la tour qui domine le village, assimilée par les historiens au château vicomtal, n'est, en fait, qu'une «abbaye laïque» comme de nombreux cas connus en Béarn.

Le château vicomtal se trouvait probablement sous le cimetière actuel, non loin de l'église paroissiale, où des murs puissants sont encore visibles. Détruits au XVe puis définitivement arasés au XIXe siècle, il avait disparu complètement de la mémoire locale. Cette étude topographique,

historique et architecturale lui a redonné sa place mais a aussi complexifié la compréhension des origines du bourg de Castets en Ossau.

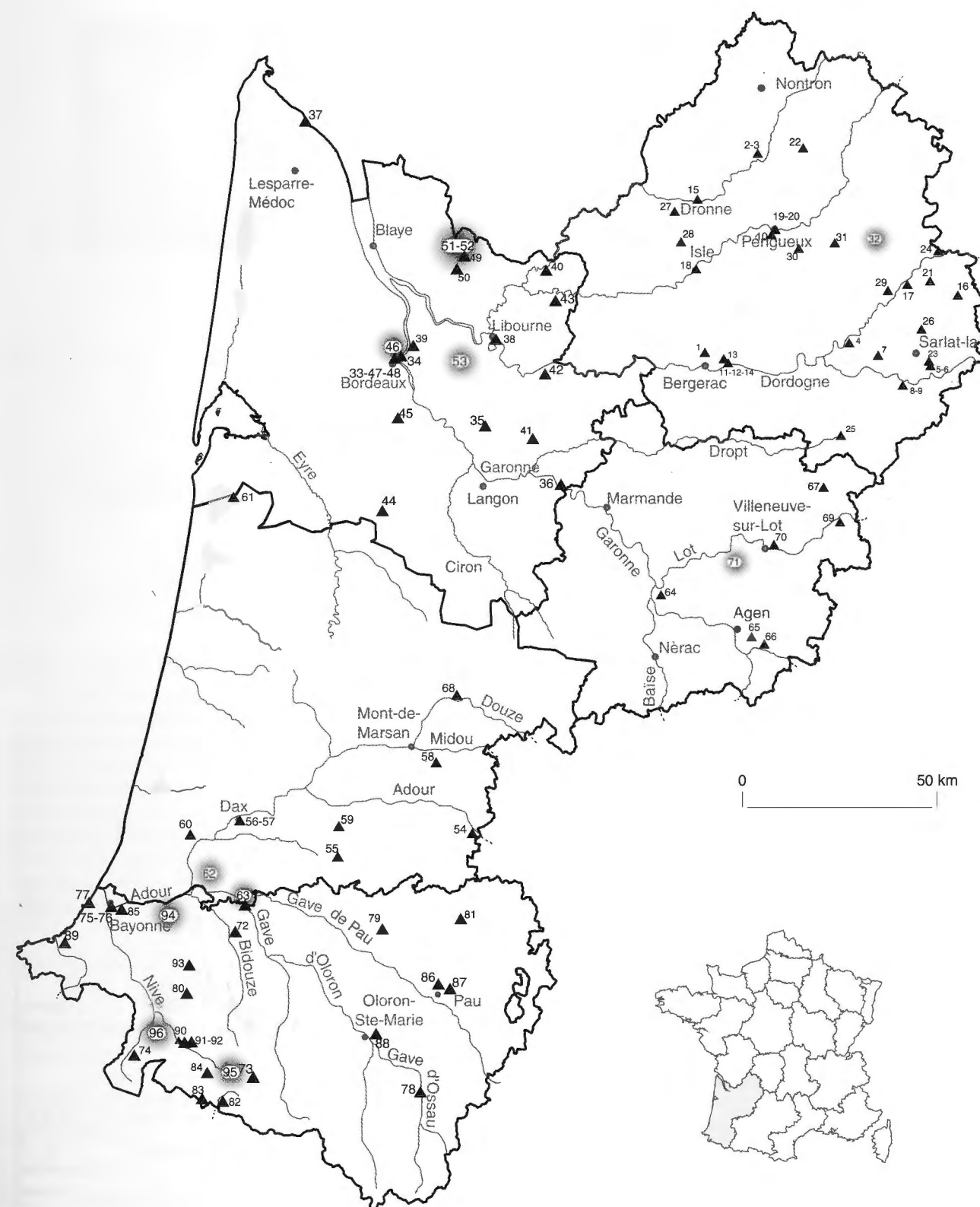
Dany Barraud  
Jean-Michel Geneste

	DORDOGNE	GIRONDE	LANDES	LOT-ET-GARONNE	PYRENEES ATLANTIQUES	TOTAL
Sondages	17	13	4	2	27	63
Sauvetages (SP, SU, MH)	7	2	1	7	4	21
Fouilles programmées	7	2	2	0	6	17
Relevés (RA, RE)	2	0	1	0	1	4
Analyses	0	0	0	0	0	0
Prospections programmées	0	0	1	0	1	2
Prospection inventaire (PI, PA, PR, PS)	5	7	3	2	2	19
Projets collectifs (PC)	1	1	0	0	2	4
Total	39	25	12	11	43	130



## Carte des opérations menées en Aquitaine durant l'année 2000

<i>Dordogne</i>		<i>Gironde</i>		<i>Lot-et-Garonne</i>	
1	Bergerac ZAC de Pombonne	33	Bordeaux Place Fernand-Lafargue	64	Aiguillon Lagravisse
2	Brantôme Esplanade de l'abbaye	34	Bordeaux Quartier de la Bastide	65	Bon-Encontre Sainte-Radegonde
3	Brantôme Place du Marché	35	Escoussans Eglise Saint-Seurin	66	Castelculier Grandfond
4	Campagne Roc de Marsal	36	Hure Place de l'église Saint-Martin	67	Gavaudun Le château
5	Carsac-Aillac Pech de l'Azé I	37	Jau-Dignac-et-Loirac	68	Roquefort Lescazes,
6	Carsac-Aillac Pech de l'Azé IV		La Chapelle Saint-Siméon		lotissement Plein-Ciel
7	Castels La Berbie	38	Libourne	69	Saint-Vite-de-Dor Le Mayne
8	Cénac-et-Saint-Julien Grotte XIV		Château de Condat, le Caillou	70	Villeneuve-sur-Lot Eysse
9	Cénac-et-Saint-Julien Grotte XVI	39	Lormont Pointe du Grand Tressan		
10	Coulounieix-Chamiers	40	Les Peintures		<i>Pyrénées-Atlantiques</i>
	Camp de César		Gravière les Sauzes- la Boujade	72	Arancou Bourouilla
11	Creysses Barbas III	41	Saint-Félix-de-Foncaude	73	Aussurucq
12	Creysses Canaule I		Château de Pommiers		Tumulus de Potto-Ibarnaba
13	Creysses Chante-Louette	42	Saint-Pey-de-Castets	74	Banca Les Mines
14	Creysses Villazette		Le Barrail V et VI	75	Bayonne Eglise des Cordeliers
15	Douchapt Beauclair	43	Saint-Sauveur-de-Puynormand	76	Bayonne Place Montaut
16	Jayac Eglise Saint-Julien		L'église	77	Biarritz Grotte du Phare
17	Montignac Lascaux	44	Le Tuzan La Honteyre	78	Castet Le château "Tour Abadie"
18	Neuvic-sur-l'Isle Le Breuil	45	Villeneuve-d'Ornon	79	Doazon Retenue de l'Aubin
19	Périgueux Domus des Bouquets		Rond-point de Sarcignan	80	Iholdy Grotte d'Unikoté
20	Périgueux Pont Japhet	46	Bordeaux Tramway	81	Lalonquette
21	Saint-Amand-de-Coly	47	Bordeaux Château Trompette		L'Arrière de Laubequet et Lacassagne
	Eglise abbatiale	48	Bordeaux Centre historique	82	Larrau Grotte de Leherreko-Zilola
22	Saint-Pierre-de-Cole	49	Marsas, Cavignac, Laruscade	83	Lecumberry Dolmen d'Artxilondo
	Château de Bruzac		R.N. 10, Nord Gironde	84	Lecumberry Grotte de Mikelaun
23	Sarlat-la-Canéda La Caminade	50	Marsas Les Sablons	85	Mouguerre Ibarbide
24	Terrasson-la-Villedieu	51	Cavignac, Laruscade R.N. 10	86	Pau Tumulus "Cabot" 4 et 5
	Place du Foirail	52	Cavignac La Tuilerie-Est,	87	Pau Tumulus "Le Grand Puyo"
25	Capdrot R.D. 660		le Château de la Mothe	88	Précilhon Darré la Peyre
26	Marcillac-Saint-Quentin-et-Proissans	53	Saint-Germain-du-Puch, Camarsac	89	Saint-Jean-de-Luz
	Font Goutoune		Les bourgs	90	Saint-Jean-le-Vieux
27	Saint-Martin-de-Ribérac R.D. 709				Camp de Burgo Chaharré
28	Saint-Vincent-de-Connezac-et-Saint-Jean-d'Ataux		<i>Landes</i>		ou Camp de César
	R.D. 709	54	Aire-sur-l'Adour	91	Saint-Jean-le-Vieux
29	Thonac R.D. 706		Eglise Sainte-Quitterie du Mas		La Chapelle d'Aphat-Ospitalia
30	Saint-Laurent-sur-Manoire	55	Brassempouy Pouy	92	Saint-Jean-le-Vieux
	Les Jeannettes	56	Dax La Fontaine chaude		Déviations de la R.D. 933
31	Blis-et-Born Las Censias	57	Dax Place de la Cathédrale	93	Saint-Martin-d'Arberoué
32	Ajat, Limeyrat, Thenon	58	Laglorieuse Mouliot		Grotte d'Isturitz
	Le Causse blanc	59	Larbey Eglise Saint-Jean-Baptiste	94	Canton de Bidache
		60	Saint-Geours-de-Maremme	95	Vallées de la Nive et des Alduves
			La Carrière du Fait		Mines et métallurgie antiques du fer
		61	Sanguinet Put Blanc	96	Vallées de Cize et de Soule
		62	Pays d'Orthe		Archéologie de l'estivage
		63	Sorde-l'Abbaye, Saint-Cricq-du-Gave		en montagne basque







Carte des opérations menées en Gironde durant l'année 2000

33	Bordeaux	Place Fernand-Lafargue	40	Les Peintures		46	Bordeaux	Tramway
34	Bordeaux	Quartier de la Bastide		Gravière les Sauzes- la Boujade		47	Bordeaux	Château Trompette
35	Escoussans	Eglise Saint-Seurin	41	Saint-Félix-de-Foncaude		48	Bordeaux	Centre historique
36	Hure	Place de l'église Saint-Martin		Château de Pommiers		49	Marsas, Cavignac, Laruscade	
37	Jau-Dignac-et-Loirac		42	Saint-Pey-de-Castets			R.N. 10, Nord Gironde	
		La Chapelle Saint-Siméon		Le Barrail V et VI		50	Marsas	Les Sablons
38	Libourne		43	Saint-Sauveur-de-Puynormand		51	Cavignac, Laruscade	R.N. 10
		Château de Condat, le Caillou		L'église		52	Cavignac	La Tuilerie-Est,
39	Lormont	Pointe du Grand Tressan	44	Le Tuzan	La Honteyre		le Château de la Mothe	
			45	Villenave-d'Ornon		53	Saint-Germain-du-Puch, Camarsac	
				Rond-point de Sarcignan			Les bourgs	

# Travaux et recherches archéologiques en Gironde

## Bordeaux

### Tramway

#### Principes et déroulement de l'opération

Ainsi que défini par le cahier des charges et la convention gérant l'opération, le contrôle et le suivi des travaux de déviation de réseaux sur les trois lignes du tramway de la Communauté Urbaine de Bordeaux sert de diagnostic archéologique systématique pour un tracé linéaire de grande longueur en milieu urbain. La même opération assure aussi un contrôle des terrassements liés à la mise en place de la plate-forme. Par ailleurs, deux autres, menées en 2000, viennent compléter celle-ci : il s'agit de sondages au cœur de Bordeaux, dans le centre historique (L. Wozny, cf. ci-après) et sur les allées d'Orléans (N. Millard, cf. ci-après).

La méthode se fonde sur le recueil systématique des stratigraphies archéologiques et géologiques perceptibles après creusement des tranchées. Les logs sont dessinés, décrits et interprétés à la fois d'un point de vue archéologique et sédimentologique. Dans une même tranchée, ils sont distants au maximum de 20 m ; c'est une maille d'observation suffisamment fine pour prendre en compte les évolutions latérales des faciès sédimentaires et tous les indices archéologiques. Ces éléments sont intégrés dans une base de données sur laquelle les synthèses archéologiques se fondent. Ce travail a suscité des études spécifiques comme celle du complexe fluvial de la confluence Garonne/Dordogne et de sa couverture sédimentaire, et des analyses spécialisées complémentaires.

L'opération a débuté en novembre 1999 à Cenon (rue Camille Pelletan), sur la ligne A (cf. B.S.R. 1999, p. 61-63). Au 1er avril 2001, 359 tranchées longitudinales et

Ligne	Commune	Voies	Nombre	
			Tranchées	Logs
A	Lormont	Avenues de la Résistance, de la Libération et Carnot	69	227
A	Cenon	Avenue Carnot, square de la Morlette, avenue Schwob	60	171
A B C	Bordeaux	Avenue Thiers, place Stalingrad, quai des Chartrons, place de la Bourse	145	247
B	Pessac	Avenues du Maréchal Lyautey, du Maréchal Juin et Jean Babin	46	109
B	Talence	Avenue Roul, cours de la Libération	30	94



traversées de voies par les réseaux souterrains ont été contrôlées et 848 relevés stratigraphiques réalisés (cf. tableau ci-dessous).

### Principales découvertes

Des observations, que l'on ne détaillera pas ici, ont été faites sur plusieurs sites d'époques moderne ou contemporaine, dispersés sur tout le tracé. En particulier :

- Rue C. Pelletan à Cenon : six bâtiments de tailles similaires, "habitat domestique" associé à du matériel des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles dont on retrouve une trace dans le cadastre napoléonien.
- Cours Le Rouzic à Bordeaux-Bastide : un mur appartenant à un bâtiment du XVIII<sup>e</sup> siècle, vraisemblablement détruit lors de l'aménagement de la voie, entre 1825 et 1830.
- Quai des Chartrons à Bordeaux : une cave comblée, présentant à la base de la coupe un aménagement de remblais

bien structurés sur pieux de bois, vraisemblablement antérieurs ou contemporains de la façade du XVIII<sup>e</sup> siècle.

- Non loin, une autre cave dont apparaissaient deux murs et deux piliers de soutènement.

- Sur le même quai des Chartrons à Bordeaux : plusieurs chenaux d'évacuation d'eau, l'un de type batardeau, fait de planches de bois fichées verticalement, avec un colmatage vaseux et un autre bâti en moellons calcaires.

- Rue de Candale à Bordeaux : un sondage réalisé au pied de l'escalier sud de la Faculté de Pharmacie a montré les fondations du bâtiment et l'aménagement de la place publique sur une succession de remblais de démolition contemporains structurés.

- Avenue des Facultés à Talence : deux murs et des niveaux de circulation extérieurs appartenant à un bâtiment vraisemblablement contemporain.

Au-delà de celles-ci, les découvertes sont nombreuses, au hasard des travaux, qui concernent les périodes anté-



Bordeaux - Tramway : Lormont - La Butinière.  
La tranchée de chauffage urbain et un des trois silos.

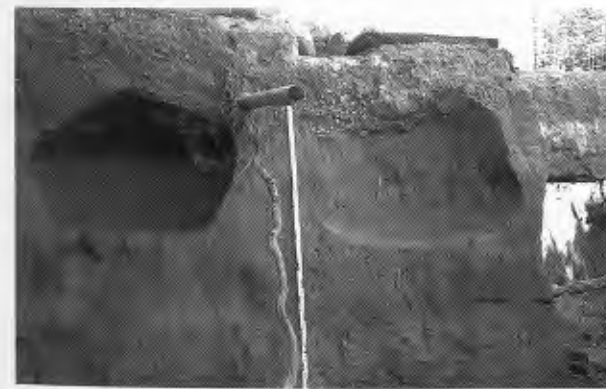
rieures, Moyen Age, Antiquité et parfois la Préhistoire ou du moins les époques géologiques qui lui correspondent.

### Sur les coteaux de rive droite

Une fosse d'inhumation d'un équidé a été identifiée à l'issue du décapage de la plate-forme du tramway, avenue de la Résistance à Lormont. La fosse était de forme rectangulaire, presque trapézoïdale. Elle a été creusée dans l'horizon naturel argileux et ses dimensions étaient de 2,15 m de long sur 0,80 m de large pour 0,40 m de profondeur. La pauvreté du matériel archéologique n'a pas permis de donner une chronologie précise. L'examen des os des membres postérieurs du cheval semble indiquer son appartenance à une forme lourde et massive, comme l'actuel percheron ; il s'agit très vraisemblablement d'un animal de trait dont la taille au garrot varie entre 1,50 m et 1,70 m. Des traces d'intervention humaine ont été remarquées : le fémur et la patella postérieurs gauches portent une incision profonde et étroite, relevant d'une tentative de trancher la patte ; l'animal a été désarticulé afin de le faire rentrer dans la fosse trop réduite pour sa taille.

Des paléosols quaternaires ont été mis en évidence au lieu-dit La Butinière, avenue de la Libération à Lormont. La tranchée de chauffage urbain de 6 m de large et de 2,65 m de profondeur a recoupé le comblement d'un vallon attribué au Pléistocène moyen. Les procédures employées n'ont pas permis de vérifier le contenu des dépôts, mais l'absence apparente d'industrie a été considérée avec prudence car trois paléosols ont été individualisés, dont l'un marquerait le passage du Pléistocène inférieur au Pléistocène moyen.

Une aire d'ensilage médiévale composée de trois silos a été recoupée dans la même tranchée. Les trois silos ont été identifiés à partir de 0,70 m de profondeur, soit 52,80 m N.G.F., avec un comblement stratifié et du matériel céramique chronologiquement homogène. Leurs diamètres n'excèdent pas 1,30 m ; comme la plupart de ces structures, ils ont servi de fosses dépotoirs après usage, recevant



Bordeaux - Tramway : Lormont - La Butinière.  
Deux des trois silos.

des vidanges de foyer, des morceaux de vases brisés et un outil en fer de type houe. Le lot de céramique, correspondant aux rejets d'un habitat proche, est à situer au XII<sup>e</sup> siècle d'après différents ensembles observés sur Bordeaux et Lormont. Le paysage médiéval des coteaux de Lormont et de Cenon a pu être reconstitué grâce aux résultats des analyses carpologiques, anthracologiques, palynologiques et pédologiques. La mise en valeur du coteau s'est effectuée à partir des vallons entaillant la côte. Les silos auraient été installés au sein d'un milieu ouvert fortement anthropisé : la forêt se situerait dans un rayon de l'ordre de 1 à 2 kilomètres ; mais la présence conjointe de champs cultivés et de prairies caractérise le coteau de Lormont au XII<sup>e</sup> siècle. La culture du millet semble prédominante ; les terres agricoles seraient dans les vallons où l'on trouve des sols favorables.

Le déplacement du réseau de chauffage urbain dans le square de la Morlette à Cenon a recoupé un puits comblé dans la seconde moitié XIV<sup>e</sup> siècle. Il a été identifié en coupe à l'issue du creusement d'une tranchée large de 5 m, descendant en deux paliers successifs à - 2,60 m. La structure a été identifiée à partir de 0,70 m de profondeur, soit 63,30 m N.G.F., avec un comblement stratifié et du matériel céramique chronologiquement homogène. Il n'a pas été possible d'atteindre le fond ; quatre niveaux de remplissage ont néanmoins été fouillés sur 2,80 m de profondeur. Le puits est cylindrique, son diamètre est de 1,15 m ; il est creusé dans les limons argileux ; la paroi est parfaitement lissée à l'argile et présente à intervalles réguliers de 0,20/0,25 m, des orifices de section régulière (0,11 m de haut, pour 0,15 m de large et 0,12 m de profondeur) de part et d'autre du cylindre, permettant vraisemblablement un accès au fond. Le talweg du square de la Morlette possède un bassin versant qui draine les eaux pluviales sur 1 km<sup>2</sup> environ ; la présence d'une nappe perchée d'origine pluviale au fond du vallon, sous la couverture sédimentaire superficielle, apparaît de ce fait logique. Située au sein de la



Bordeaux - Tramway.  
Silo de Lormont, houe.



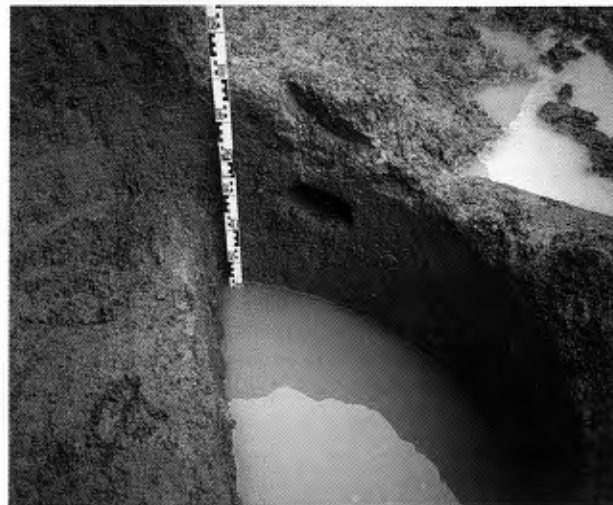
nappe graveleuse sous-jacente, elle est accessible dans ce talweg. La réalisation d'un puits dans ce secteur n'est donc pas liée au hasard, mais résulte vraisemblablement d'une bonne connaissance hydrogéologique ; elle témoigne par ailleurs d'une probable occupation médiévale voisine que la suite des travaux n'a pas permis de repérer.

### Dans le centre de Bordeaux

Au centre du cour Pasteur et au croisement de la rue La Lande, une traversée d'évaluation a permis d'identifier la voirie contemporaine sur 0,56 m. Des niveaux de recharges de voirie d'époques moderne et médiévale se superposent jusqu'à -1,40 m soit 10,6 m N.G.F. La base de la stratigraphie présente des terres noires en dépôts structurés, riches en matériel céramique du Bas Empire, qui recouvrent un retour de mur à partir de -2,10 m, soit 9,88 m N.G.F. Le mur est construit avec des moellons calcaires de petites dimensions (non identifiable) ; orienté nord/sud, avec un retour sud-est/nord-ouest, en élévation sur au moins 1,40 m, il présente une largeur approximative de 0,80 m.

Le détournement du réseau de gaz existant vers les façades intérieures de la place de la Bourse a permis d'identifier dans chaque sondage réalisé, un ou plusieurs murs antérieurs à 1744. Les sondages de reconnaissance ont été faits depuis la chaussée ouest, quai de la Douane, vers l'angle sud ouest de la place et le retour intérieur nord. L'exiguïté des sondages et le passage longitudinal de la conduite de gaz a limité la description du contexte environnant à un relevé en plan et à la description des stratigraphies. L'épaisseur des murs varie de 0,70 m à 1,50 m, ils sont bâtis avec des moellons calcaires bien équarris dont les tailles varient entre 0,35/0,25 m et 0,60/0,30 m. Ils sont généralement associés à des galets de lest liés par un mortier de chaux. Des niveaux de sols de circulation de plusieurs centimètres d'épaisseur ont été identifiés à partir de -1,20 m, soit 4,13 m N.G.F. contre certains murs, parfois associés à un dallage d'une cour extérieure avec un caniveau d'évacuation.

La tranchée s'est prolongée en discontinu depuis le débouché de la rue Saint-Rémi sur la place de la Bourse vers la rue des Capérans et la rue Fernand-Phillipart. L'excavation a recoupé la cave d'un bâtiment du XIX<sup>e</sup> siècle. Sous le trottoir du n° 9 rue Saint Rémi un mur de 4,10 m de large a été recoupé. Il a été identifié à -0,60 m de profondeur soit 6,17 m N.G.F. Son emplacement et son orientation nord-sud sont sensiblement les mêmes que celles du rempart antique. L'exiguïté de la tranchée et l'urgence de la pose n'ont pas permis d'affirmer qu'il puisse s'agir d'une reprise moderne ; toutefois, le mur est bordé de part et d'autre par des remblais contemporains et la maçonnerie comprend des galets de lest.



Bordeaux - Tramway.  
Puits de Cenon La Morlette.

Le déplacement du réseau de gaz rue Esprit des lois, depuis le quai Louis XVIII jusqu'à la place de la Comédie, a recoupé une voie composée de galets de lest à l'angle de la rue Lafayette. La rue est orientée nord-sud et correspond à une voie extérieure au rempart de la troisième enceinte de Bordeaux et s'appuyant contre lui. Celui-ci a été identifié à l'angle de la rue Lafayette où il est apparu à 5,12 m N.G.F. ; c'est un mur composé de deux parements externes de pierres calcaires grossièrement équarrées et d'un bourrage hétérogène, composé de gros galets de lest noyés dans un mortier de chaux beige ; il mesure 1,60 m de large.

La tranchée a régulièrement recoupé les remblais liés à la mise en place des glacis du château Trompette et à l'aménagement du quartier. Entre la rue Charles Lamoureux et la rue de Condé, la tranchée a recoupé un niveau de circulation correspondant à une cour dallée, à 1,30 m sous le niveau actuel, soit 5,22 m N.G.F. Les matériaux de sol, plaques calcaires quadrangulaires avec recharges de brique de terre cuite, ne correspondent pas aux niveaux de rue d'époque moderne observés dans le quartier. La fondation d'un bâtiment a été recoupée sur 9,80 m de long, sous les niveaux d'aménagement des glacis du château Trompette mis en place à partir de 1680.

Enfin un puits a été identifié à l'angle de la rue Louis et de la rue Esprit-des-Lois, derrière le Grand Théâtre ; il est de forme circulaire, avec un diamètre intérieur de 0,60 m ; les remblais qui le recouvrent la structure sont contemporains et le mode de construction ainsi que les matériaux employés ne semblent pas pouvoir faire remonter sa construction à une période antérieure à l'époque moderne.

Le déplacement du réseau de gaz rue Sainte Catherine a engagé l'excavation de 17 points linéaires contre la façade ouest, depuis la place Saint Projet jusqu'à la limite du cours Alsace Lorraine. Plusieurs sondages ont révélé la présence de murs en moellons calcaire et de sols associés à du matériel de la période moderne à 7,20 m N.G.F.

### Dans la banlieue ouest

A Talence, une tranchée réalisée dans l'enceinte de la faculté des sciences, avenue Roul, a permis d'identifier une stratigraphie fluviale complexe dans un vallon comblé. Les descriptions ont été réalisées sur le flanc occidental d'un axe drainant comblé par des sables et des graviers. Trois ensembles sédimentaires ont été distingués dont deux correspondent à des formations fluviales du pléistocène moyen. Deux structures en creux de type fosses-dépotoirs creusées dans la partie sommitale des formations sableuses, sont apparues en coupe à 0,40 m de profondeur, soit 21,3 m N.G.F. La partie supérieure des deux fosses a été tronquée. Un tesson antique associé à du matériel contemporain, a été identifié dans le remplissage d'une des fosses. L'ensemble des décapages associés au déplacement des réseaux avenue Roul et sous la passerelle universitaire n'ont livré aucun autre indice archéologique susceptible de concerner le passage de l'éventuelle voie antique que l'on cherche dans les environs.

### Conclusion

Toutes ces données diachroniques rassemblées au sein d'une base de données numérique sont aujourd'hui d'un intérêt primordial pour la connaissance archéologique de Bordeaux et de ses banlieues. Les travaux du tramway ont d'ores et déjà permis d'étudier des séquences sédimentaires rarement rencontrées, comprises entre 900 000 et 130 000 ans à Lormont et Talence. Il s'agit d'un enjeu de recherche important qui valorise le travail de suivi des tranchées au quotidien. Ces observations associées à des études spécialisées ponctuelles, nous permettent aujourd'hui de diagnostiquer et de compléter nos connaissances sur les stratigraphies géoarchéologiques des premiers mètres de la couverture sédimentaire des lignes A, B et C du tramway de Bordeaux et de ses proches banlieues.

Wandel Migeon

## Bordeaux

### Allées d'Orléans

Sur les allées d'Orléans, la Mission Tramway prévoit un pôle d'échange de ligne à ligne. Il était nécessaire de diagnostiquer ce site où se dressait une imposante forteresse : le château Trompette.

Construit par Charles VII au lendemain de la prise de Bordeaux, il avait pour vocation d'assujettir et de surveiller la ville. Il fut rasé en 1649, lors de la Fronde. Reconstitué à partir de 1653, il fut agrandi à partir des années 1660. Il prit son plein développement lorsque Vauban fit parachever ses dehors : sa surface construite avait quadruplé, ses glacis avaient détruit tous les quartiers périphériques. Un siècle plus tard, la forteresse est obsolète, envoyée dans des constructions parasites, véritablement enkystée dans la ville. Sa destruction fut décidée dès 1785, mais son démantèlement ne fut achevé qu'en 1819. En 1824, les bains des Quinconces sont créés : au sud, le bâtiment des Allées d'Orléans, dit bains du Chapeau Rouge, était le plus luxueux ; au nord, l'autre bâtiment, dit bains des Chartrons, construit à l'identique et en symétrie au niveau des Allées de Chartres, avait une vocation plus thérapeutique. En 1898, ces établissements sont rasés.

Dans son plan achevé, le château est un vaste rectangle défendu par des bastions aux angles et au milieu des longs côtés : face à la Garonne, les bastions de France et de Navarre, respectivement au nord et au sud, encadrent celui de la Mer ; sur le côté occidental, les bastions de la Reine et du Roi encadrent celui du Dauphin. Le bastion de Navarre et la courtine sud font partie des phases anciennes de la construction ; le bastion du roi inclut la "Tour du Diable" qui faisait l'angle sud-ouest du premier château. Sur trois côtés, des douves entourent la forteresse. Elles sont précédées de défenses avancées : une vaste contregarde à l'ouest, la demi-lune des Chartrons au nord et le réduit du Chapeau Rouge au sud.

Un chemin couvert enveloppe l'ensemble. A l'est, une fausse-braie complète le dispositif.

Les objectifs de l'intervention étaient de reconnaître les structures du château Trompette, de les positionner avec précision et de déterminer leur état de conservation.

Onze sondages ont été réalisés. En règle générale, les maçonneries subsistantes sont dans un excellent état de conservation. Elles apparaissent à 2 m de profondeur sous un significatif niveau de démolition ; leur niveau d'arasement correspond aux contremurs des bastions. Les vestiges se situent donc hors d'atteinte des travaux prévus dans le projet du tramway ; ce qui n'est pas le cas des vestiges des bains du Chapeau-Rouge dont les maçonneries affleurent sous le sol.

Partie des maçonneries de la tour du Diable a été reconnue lors des sondages ; il n'y a aucun doute sur leur identification tant leur forme est particulière. C'est un repère précis pour aider à situer le château Trompette. Cependant d'autres maçonneries moins typiques sont plus difficiles à distinguer parmi les diverses constructions et laissent libre cours à plusieurs interprétations. Une seconde difficulté



s'oppose au positionnement exact de la forteresse : il est impossible de superposer les représentations du château. Plusieurs propositions demeurent possibles, car si certaines parties du château se calent convenablement, l'ensemble se positionne avec plus de difficultés.

Nathalie Millard,  
Pierre Régaldo

Bordeaux

Centre historique

En complément de l'opération de diagnostic général du tramway (W. Migeon, cf. ci-dessus) et en anticipation sur d'éventuels problèmes de planning, une campagne de reconnaissance par sondages dans le centre historique de Bordeaux fut réalisée du 19 juillet au 31 août 2000.

Sur 14 sondages envisagés, 12 ont été retenus et, sur ces 12 sondages, 9 ont pu effectivement être réalisés dans les délais impartis (cf. tableau ci-dessous).

Les sondages 2 sur le cours Pasteur, 4 et 9 sur la place Pey Berland sont très positifs pour les périodes antiques et médiévales. Les indices sont mobiliers (tessons de céramique du Haut Moyen Age et de l'Antiquité tardive, Sd 9) ou immobiliers (murs antiques, Sd 4 et 2 ; sols et conduit antique, Sd 4 ; "terres noires", voirie médiévale et moderne Sd 2 ; latrines et murs modernes et contemporains, Sd 9). Les terres noires du sondage 2, cours Pasteur, sont épaisses de 70 cm et riches en mobilier céramique ; elles témoignent d'une remise en culture du secteur dans un contexte et une période à préciser. Les sondages 1, 5, 6, 7, 10 et 11 apportent des informations sur les époques modernes et contemporaines.

	Emplacement	Terrain naturel	Toit des niveaux		
			Antiquité	Médiéval	Moderne
Sd 1	Cours Pasteur	-2,30 m		-1,55 m	-0,48 m
Sd 2	Cours Pasteur		-2,10 m	-1,10 m terres noires	-0,56 m
Sd 10	Rue Vital Carles			-2,50 m	-0,70 m
Sd 11	Rue Vital Carles		-2 m ?	-2 m	-1,50 m
Sd 5	Cours Alsace-Lorraine				-0,50 m Peugue
Sd 6	Cours Alsace-Lorraine				-0,45 m
Sd 4 sud	Place Pey-Berland		-1,50 m	-0,48 m	
Sd 4 nord	Place Pey-Berland		-1,10 m	-0,50 m	
Sd 9	Place Pey-Berland		-3 m	-2,60 m	-0,60 m

Les sondages du cours Alsace-Lorraine ont été difficilement menés en raison des nombreux réseaux enfouis, en particulier une grosse tranchée de transport de gaz et surtout le canal du Peugeot dont les structures en pierre et en béton occupent plus de la moitié de la chaussée. Les sondages 5 et 6 sont négatifs. Le sondage 7 montre les niveaux de circulation antérieurs à la chaussée actuelle.

Les sondages 9, 10 et 11 ont révélé l'imposante infrastructure de l'ancien tramway avec sa plate-forme de 4 m de large en béton armé coulé sur un système d'équerres en fonte armées sur des tringles. La structure épaisse de 0,80 m possède sur ses côtés et sous sa partie centrale des tranchées d'assainissement. Il reste peu de place pour les vestiges archéologiques ; cependant la rue Vital Carles est une création récente (1853) et il demeure envisageable de découvrir des niveaux archéologiques non perturbés sous les structures de l'ancien tramway qui doivent être enlevées.

Le sondage 1 est le seul à avoir atteint le sol naturel fait de grave à cet endroit (- 2,30 m). C'est sous les chaussées latérales que se rencontrent les vestiges archéologiques présents sous la forme de murs, de niveaux de rue et de remblais contenant un abondant mobilier céramique d'époque récente. Un mur épais a été mis en évidence côté ouest mais, faute d'éléments complémentaires, il n'a pas été possible de l'identifier.

Les perspectives de recherches archéologiques sur le projet tramway dans le centre historique de la ville de Bordeaux peuvent donc amener plusieurs types d'approche de terrain allant selon les cas de la simple surveillance de travaux à de véritables opérations de fouille.

Luc Wozny

Bordeaux

Place Fernand Lafargue

Préalablement à la construction d'un parking souterrain, deux sondages devaient permettre de préciser la nature de l'occupation antique et médiévale dans cette zone de Bordeaux d'une grande sensibilité archéologique. En effet, sis sur la rive droite du Peugeot, qui passe à une trentaine de mètres au nord, et dans l'agglomération romaine, le site n'est éloigné que de quelques trois cents mètres du port antique sur la Devèze et juxte, au septentrion, le *castrum* du Bas Empire. Au Moyen Age, sans doute dès la fin du XIIème siècle, il est occupé par le marché et fait partie du faubourg Saint-Eloi dont la création pourrait remonter à l'époque mérovingienne.

Plusieurs phases d'activités au cours du Haut Empire ont été reconnues sur le site. Après une première occupation à l'époque claudienne qui livre un four domestique et des zones de circulation à l'air libre, le secteur est restructuré par un remblai de terres noires qui pourraient constituer des jardins. A partir des premières décennies ou du milieu du IIème siècle s'implante un habitat (mur et égout) comprenant peut-être des zones en extérieur (cour ?) où l'on pratique des activités artisanales dont témoigne un creuset. Après l'abandon de cet habitat, une levée de terre dont la nature et la fonction exactes - ainsi que la datation - restent à préciser, est érigée au sud-ouest de la place.

Le sommet de la séquence antique est tronqué par la création d'un sol - vers la fin du XIIème ou le début du XIIIème siècle - correspondant à la place du Vieux Marché. Plateforme commerçante de la cité médiévale, ce dernier connaîtra jusqu'à l'époque actuelle, plusieurs exhaussements et cinq états successifs de son niveau de circulation. Quelques trous de poteaux indiquent que la plupart des structures devaient y consister en aménagements "légers". Au troisième état de cette place (entre le XIVe et le XVIIIe siècles) appartiennent un puits et une fondation de mur, seules structures bâties rencontrées dans ces niveaux.

Une étude sédimentologique, menée par Th. Gé, a permis de préciser et de comparer la topographie du site avec divers sites bordelais antiques déjà connus. Les premiers résultats font apparaître que la place Lafargue, contrairement à la place C. Jullian par exemple, n'est pas sise en fond de vallée mais sur la rupture de pente du versant méridional. En dépit de leur proximité, les deux places offrent un contexte géologique dissemblable : on ne rencontre pas à Lafargue les sols tourbeux et marécageux caractéristiques de la vallée de la Devèze.

Du fait qu'il s'inscrit dans un contexte géomorphologique différent, le site nous permet de compléter le panorama topographique de cette vallée et donc du paléo-environnement qui a vu naître et s'étendre la ville antique de Bordeaux. La connaissance de cette topographie originale devrait contribuer dans l'avenir à expliquer la dynamique de l'urbanisation et la manière dont les Romains ont peu à peu optimisé leur environnement.

Nicole Gangloff

Geneviève Caillabet. Etude documentaire et archivistique sur le tracé du tramway de Bordeaux (lignes A, B et C), 1999, Bordeaux : Service régional de l'archéologie, 2000, 8 vol., non pag. : ill.

Bordeaux

Quartier de la Bastide, 10-24, place Stalingrad et 13-19, rue Fourteau

Deux sondages archéologiques ont été réalisés sur l'emprise de la démolition d'un îlot bâti situé entre la Place Stalingrad et la rue Fourteau, quartier de la Bastide à Bordeaux. Ces sondages ont été effectués à la fin du mois de mars 2000 sous forme de tranchées profondes de trois mètres, larges de deux mètres et longues d'une dizaine de mètres. Ils étaient destinés à s'assurer de l'absence de vestiges archéologiques enfouis dans le sous-sol du terrain où l'aménageur, la société Domofrance, avait décidé de construire un immeuble avec parking souterrain.

Les investigations ont permis de vérifier la présence de caves du XIXe siècle enfouies profondément dans un terrain tourbeux et limoneux. Ces caves ont visiblement purgé les niveaux d'occupation antérieurs, si tant est qu'il y en ait eu, car aucun niveau de sol ni structure précédent le XIXe siècle n'a été repéré. Cependant, on note la découverte d'une poche d'argile contenant du matériel d'époque antique (tesson d'amphore), établie sous un mur de cave. Par ailleurs, les vases et limons rencontrés en fond de sondage, signalent un terrain marécageux, probablement lié à l'existence d'un ancien bras de la Garonne qui aurait été colmaté. L'étude de plans des XVIIIe et XIXe siècles confirme ce fait et révèle une occupation du sol essentiellement viticole sur ce secteur de la rive droite de la Garonne.

Jean-Luc Piat



## Bordeaux

### Quartier de la Bastide, 10-24, place Stalingrad et 13-19, rue Fourteau

Deux sondages archéologiques ont été réalisés sur l'emprise de la démolition d'un îlot bâti situé entre la Place Stalingrad et la rue Fourteau, quartier de la Bastide à Bordeaux. Ces sondages ont été effectués à la fin du mois de mars 2000 sous forme de tranchées profondes de trois mètres, larges de deux mètres et longues d'une dizaine de mètres. Ils étaient destinés à s'assurer de l'absence de vestiges archéologiques enfouis dans le sous-sol du terrain où l'aménageur, la société Domofrance, avait décidé de construire un immeuble avec parking souterrain.

Les investigations ont permis de vérifier la présence de caves du XIX<sup>e</sup> siècle enfouies profondément dans un terrain tourbeux et limoneux. Ces caves ont visiblement purgé les niveaux d'occupation antérieurs, si tant est qu'il y en ait eu, car aucun niveau de sol ni structure précédent le XIX<sup>e</sup> siècle n'a été repéré. Cependant, on note la découverte d'une poche d'argile contenant du matériel d'époque antique (tesson d'amphore), établie sous un mur de cave. Par ailleurs, les vases et limons rencontrés en fond de sondage, signalent un terrain marécageux, probablement lié à l'existence d'un ancien bras de la Garonne qui aurait été colmaté. L'étude de plans des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles confirme ce fait et révèle une occupation du sol essentiellement viticole sur ce secteur de la rive droite de la Garonne.

Jean-Luc Piat

## Escoussans

### Eglise Saint-Seurin

Initié par la municipalité d'Escoussans, un projet de restauration de l'église paroissiale Saint-Seurin a fourni les conditions favorables à une étude approfondie du bâti et des niveaux archéologiques entourant l'édifice reconnu par cinq sondages.

Une bonne partie des matériaux employés pour la construction de l'église provient d'un site antique. C'est ainsi que l'on retrouve ces matériaux un petit appareil quadrangulaire dans l'élévation d'un mur de la nef daté du XVI<sup>e</sup> siècle, preuve que le site antique était alors encore exploité. L'idée d'une fondation de Saint-Seurin

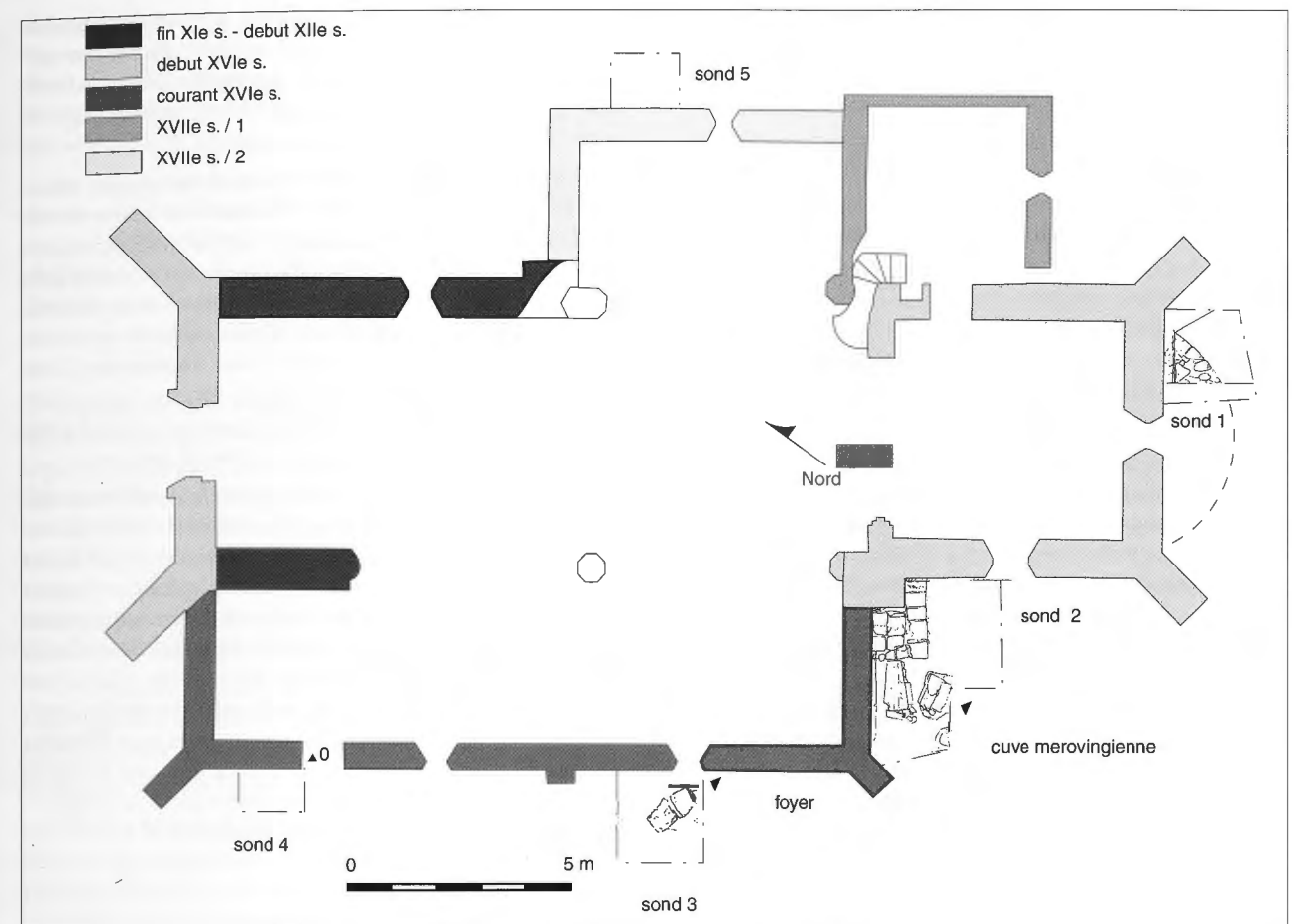
d'Escoussans à l'époque mérovingienne est renforcée par la présence d'un sarcophage remployé : cuve trapézoïdale et couvercle en bâtière évidé.

Nous n'avons pas remarqué de niveaux archéologiques appartenant de façon certaine aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles. Pourtant les parties les plus anciennes de l'église, les parements externes au nord et au sud de la nef, s'apparentent au mode de construction des débuts de l'art roman dans le sud-ouest de la France. Une abside semi-circulaire, découverte dans un sondage, appartient certainement au chevet roman, mais sa construction n'a pas pu être datée de façon précise.

A la fin du Moyen Age, une importante campagne de restauration entraîna la construction d'un chevet plat, voûté d'une croisée d'ogive, et de la façade, dotée d'un nouveau portail de style flamboyant surmonté d'un clocher-mur. C'est à cette période qu'un habitat occupe une partie de ce qui est maintenant le cimetière. Un foyer, constitué de tuiles canal, soigneusement rangées de chant, appartenait à cet habitat.

Un coffre sans fond, doté d'une logette céphalique contenant un individu dont le corps était orienté est-ouest, tête à l'ouest, était antérieur au foyer. Les deux autres sépultures découvertes dans les sondages, un coffre sans fond bâti contre le mur du bas-côté et la cuve d'un sarcophage remployé de "type mérovingien", présentent deux orientations totalement différentes, respectivement la tête au sud-ouest et la tête au nord. Typologiquement, la tombe antérieure au foyer et le coffre qui se trouve contre le mur est du bas-côté dateraient au plus tard du XV<sup>e</sup> siècle. Pourtant ce dernier s'adosse contre un mur daté du courant XVI<sup>e</sup> siècle. Le site de l'église Saint-Seurin d'Escoussans serait donc un lieu de culte ancien, établi à proximité d'un bâtiment gallo-romain. Sa fondation daterait de l'époque mérovingienne, comme le suggère le titre même de cette église. L'importante campagne de reconstruction de nombreuses parties de l'église fournit aussi de bons éléments comparatifs pour le gothique flamboyant.

Hélène Silhouette, Agnès Marin



Escoussans - Eglise Saint-Seurin.

## Hure

### Place de l'église Saint-Martin

Fin 1999, suite au début de la réalisation d'un aménagement de la place de l'église à Hure, et à la destruction d'une mosaïque datée du IV<sup>e</sup> siècle de notre ère, le service régional de l'archéologie a arrêté les travaux et décidé de l'urgence d'une opération de sauvetage. La profondeur des travaux de réaménagement étant limitée, le cahier des charges ne prescrivait qu'un nettoyage de surface et quelques sondages. La superficie concernée est d'environ 350 m<sup>2</sup>. Malgré des investigations restreintes, les informations récoltées ont été riches et nombreuses.

Trois états romains ont pu être reconnus lors du nettoyage et des différents sondages menés sur la place de l'église Saint Martin.

Au IV<sup>e</sup> siècle de notre ère on trouve un premier état composé de deux salles mosaïquées à une profondeur d'en-

viron 1,50 m sous le niveau du sol actuel. La première, de forme carrée, est connue depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Elle fut mise au jour lors de travaux de plantation arborée en 1871. En 1912 elle est entièrement dégagée et protégée par la construction d'un kiosque. Elle sera déposée en 1959 et exposée depuis sous le préau de l'école municipale. Un sondage à l'angle ouest de ce kiosque fait apparaître un mur associé à cette structure, au pied duquel on remarque un second tapis mosaïqué partiellement dégradé.

Dans le même sondage on met au jour un second mur, à l'ouest, légèrement courbe, et dont le niveau de sol associé est légèrement plus haut (0,50 m) que le précédent. Cette structure procède manifestement d'un réaménagement du précédent état tout en en conservant le plan.

Un dernier état intervient probablement aux alentours des V-VI<sup>e</sup> siècles. Toutes les structures antérieures sont arasées puis remblayées sur 0,70-0,80 m. Le centre de la place est "bétonné" pour former un grand espace (dont l'altitude est de 29,60 m N.G.F., environ 0,30 m sous le



forme carrée, est connue depuis le XIXe siècle. Elle fut mise au jour lors de travaux de plantation arborée en 1871. En 1912 elle est entièrement dégagée et protégée par la construction d'un kiosque. Elle sera déposée en 1959 et exposée depuis sous le préau de l'école municipale. Un sondage à l'angle ouest de ce kiosque fait apparaître un mur associé à cette structure, au pied duquel on remarque un second tapis mosaïqué partiellement dégradé.

Dans le même sondage on met au jour un second mur, à l'ouest, légèrement courbe, et dont le niveau de sol associé est légèrement plus haut (0,50 m) que le précédent. Cette structure procède manifestement d'un réaménagement du précédent état tout en conservant le plan.

Un dernier état intervient probablement aux alentours des V-VIe siècles. Toutes les structures antérieures sont arasées puis remblayées sur 0,70-0,80 m. Le centre de la place est "bétonné" pour former un grand espace (dont l'altitude est de 29,60 m N.G.F., environ 0,30 m sous le sol actuel) bordé au nord, à l'ouest et au sud par trois murs épais. Cette cour (intérieure ?), dont la superficie conservée est supérieure à 350 m<sup>2</sup>, est flanquée de bâtiments relativement importants : probablement une galerie mosaïquée au nord-ouest, dont l'altitude est légèrement supérieure à celle de la cour (0,20 m), et des pièces en enfilade dont une grande abside au sud-est. Il est à noter que cet ensemble s'organise parallèlement au mur sud-ouest de la nef de l'église.

Les deux derniers états romains sont tout à fait remarquables si l'on considère la mise en œuvre des constructions. En effet, les remaniements successifs ont consisté en un remblaiement systématique du terrain (d'abord 0,50 m puis 0,70 à 0,80 m), et les niveaux de sol rencontrés sont exactement à la même altitude de part et d'autre de la place, alors que l'on s'attendrait à ce qu'ils suivent un pendage sensible dû à la topographie du terrain. Nous avons donc la marque d'un aménagement en plateau de la colline du bourg de Hure. Les difficultés rencontrées, probablement dès les hautes époques et encore aujourd'hui, pour le maintien des terres de cette terrasse montrent le caractère monumental de ces constructions, qui ont dû nécessiter l'intervention d'une ingénierie civile développée.

Après l'abandon du site, une occupation à situer entre les VIIIe et Xe siècles vient perturber les vestiges romains. Ces derniers ne semblent pas réutilisés, et font place à des constructions légères en bois, signalées par la présence de trous de poteaux.

Vers le XIe siècle, on construit l'église autour de laquelle on plante un cimetière qui perdure jusqu'en 1870, date à laquelle il est abandonné. On nivelle alors les terres jusqu'au niveau de la place actuelle. Ce dernier fait explique le peu de sépultures mises au jour lors du nettoyage.

Cette opération a mis en évidence la très haute sensibilité archéologique de la place de l'église de Hure. Les vestiges romains affleurant ont déjà largement souffert de l'érosion du temps mais aussi des manipulations humaines. Il semble urgent de protéger ces structures.

Il est difficile de cerner un secteur archéologique sensible sur la commune de Hure. Où que l'on se trouve, au nord du chemin départemental n° 224 et de la voie communale n° 3, depuis le lieu-dit Julians jusqu'au canal latéral, il semble que les vestiges romains soient omniprésents. Les sources bibliographiques de même que notre opération ou les témoignages, confirment cette impression d'une occupation du bourg depuis l'âge du bronze, occupation extrêmement importante et développée aux périodes romaines sans solution de continuité jusqu'à nos jours.

La commune d'Hure a été le cadre de nombreuses découvertes archéologiques depuis le milieu du XIXe siècle. Les érudits locaux considéraient ce site comme étant la cité d'*Ussubium* sur l'itinéraire d'Antonin. Cette opération archéologique n'a pas pour but de répondre à ces questions. Cependant elle lève un peu plus le voile sur l'étendue et l'importance des richesses du sous-sol de Hure : plus d'une demi-douzaine de mosaïques sont recensées et de nombreuses autres structures romaines reconnues, sans éléments de datation absolue. Il reste à entreprendre une étude de plus grande ampleur, tant documentaire qu'archéologique. Il faut aussi souligner le caractère monumental des édifices mis au jour lors du nettoyage : superstructures visant à maintenir une terrasse artificielle, construction d'une cour intérieure de plus de 350 m<sup>2</sup>, composition même du sol de cette cour, mélange de mortier et de béton d'une épaisseur d'environ 0,30 m. La présence à Hure d'une très importante villa ou d'une petite agglomération pourrait relancer le débat tant sur l'organisation géographique des centres antiques que sur les voies dont on cerne mal le tracé à cet endroit. De plus, les indices d'une occupation continue depuis l'époque romaine jusqu'à aujourd'hui sont suffisamment rares pour qu'ils méritent que l'on s'y intéresse.

Olivier Henry

## Jau-Dignac-et-Loirac

### La chapelle

La découverte fortuite de sarcophages sur un terrain à destination viticole a motivé une campagne de sondages destinée à évaluer l'importance du site.

Le lieu dit "la chapelle" se situe sur la commune de Jau-Dignac-et-Loirac dans le nord du Médoc, à 950 m des rives de la Gironde. Les parcelles concernées par l'interven-

tion, localisées entre le port de Richard et le port de Goulée, sont sur une légère butte (entre 3 et 4 m d'altitude) au-dessus de prés gagnés sur les marais et sur l'estuaire. Les vestiges localisés se répartissent en deux catégories : vestiges funéraires et vestiges architecturaux.

Le toponyme de la parcelle laissait envisager une telle découverte, vérifiée sur certaines cartes (Cassini par exemple) et par une petite recherche en archives. La mention la plus ancienne relevée jusqu'à présent de cette chapelle Saint-Siméon, dite Saint-Aubin au lieu dit "la Goulée", ne remonte pas au-delà du XVIIe siècle. Le site était, par ailleurs, répertorié dans la base Dracar.

Les structures funéraires comprennent des sarcophages apparemment monolithes (une dizaine ont été repérés dans la partie occidentale de la parcelle), et des tombes dites sans contenant visible (pleine terre ou cercueils, dix-sept dénombrées qui se distribuent sur une surface beaucoup plus étendue que les sarcophages). Ces éléments semblent se rattacher à deux phases sépulcrales bien distinctes qui témoigneraient à la fois de la perdurance et de l'extension d'un espace funéraire.

Ces structures gravitent autour d'un bâtiment dont le tracé apparaît en négatif. Le plan permet d'identifier un édifice ecclésial de 20 m de long sur 6,50 m de large à nef unique, orienté, avec une abside simple.

Dans la partie occidentale du bâtiment, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, d'autres murs fragmentaires sont apparus. Deux d'entre eux ébauchent le plan d'un quadrilatère à l'entrée même de la chapelle dans lequel certaines sépultures viennent se loger.

De façon générale, si dans le tracé des murs, certains correspondent assez bien aux limites d'une enceinte cimetériale, l'interprétation de la majorité d'entre eux reste délicate. S'agit-il des vestiges d'une première église, d'un monument funéraire ou d'une toute autre construction ?

Sur le plan chronologique, le premier sarcophage découvert est la seule structure qui peut être pour l'instant datée : le riche mobilier exhumé permet de le situer à l'époque mérovingienne : un peigne en os à double rangée de dents, un gobelet en verre, une petite boucle en argent, ainsi que trois éléments de teinture damasquinés.

Le reste du mobilier datant peut être considéré comme résiduel, extrait de la "terre à cimetière" environnante, il souligne ce contexte du Haut Moyen Age, tout en renfermant également de nombreux marqueurs attribuables au Bas Empire (monnaies du IVe siècle, tessons de D.S.P., etc.), qui suggèrent fortement une première occupation encore à définir.

Christian Sculler

## Libourne

### Château de Condat "Le Caillou"

#### Le site et le contexte

Condat est le faubourg sud de Libourne situé dans le méandre de la Dordogne. La tradition locale y voit l'emplacement du port antique relaté dans les écrits d'Ausone. Le château médiéval de Condat est connu comme possession des Plantagenet, il fut résidence du Prince Noir qui y retint captif Du Guesclin en 1367, après l'avoir fait prisonnier à la bataille de Najera. En 1377, Du Guesclin pris la ville de Libourne et... rasa le château de Condat.

Un manoir du XIXe siècle, appelé château de Condat, subsiste en bordure de la Dordogne, sur une terrasse alluviale, à proximité de la chapelle gothique. Les restes d'une mothe fouillée en 1940, sont visibles à proximité sur ce site privilégié contrôlant le méandre de la Dordogne.

Un plan intitulé "Substructions du Château de Condat" établi lors d'une fouille réalisée en 1895 par le propriétaire M. de Seguin et l'entrepreneur Rocherol, est conservé aux archives départementales. Ce plan fait apparaître au sud-est du château, quelques murs rectilignes et quelques absides qui furent interprétées (hâtivement ?), comme les restes des tours du château médiéval.

A l'occasion d'un changement de propriétaire et de travaux de terrassement entrepris pour planter de la vigne devant ce château, une prospection de surface fut entreprise sur ce terrain remanié.

#### La prospection

Une zone archéologique se détermine facilement par la concentration des moellons de petit appareil et de matériel céramique. Elle coïncide avec le site observé à la fin du XIXe siècle.

Des moellons de petit appareil apparaissent sur cette zone dans la grave remaniée.

Après une première approche rapide de ce matériel (Ch. Sireix), des orientations chronologiques peuvent être émises : la principale surprise est que la période du château médiéval de Condat (XII-XIVe siècle) est très peu représentée et que la majeure partie de ce matériel est de l'Antiquité tardive et du Haut Moyen Age ; des VI-VIIe siècles au IXe siècle environ.

#### Premières conclusions

A Libourne, une occupation du Haut Moyen Age était déjà attestée dans le quartier de Fozera sur lequel vint se greffer la bastide en 1270. Les murs relevés en 1895 n'étaient



pas ceux d'un édifice médiéval, mais ceux d'un établissement de l'antiquité tardive, probablement réutilisé jusqu'à l'époque carolingienne, comme cela se rencontre souvent.

Le site du Caillou renouvelle donc la problématique de la formation du noyau urbain au début du Moyen Âge.

Les recherches sur le château médiéval de Condat, quant à elles, évolueront vers d'autres sites, déjà pressentis, situés à proximité.

Une surveillance archéologique des zones environnantes est nécessaire pour éviter la destruction d'un site *a priori* très riche, où se nouent les origines de Libourne.

Christian Martin

## Lormont

### Pointe du Grand Tressan

Une prospection destinée à évaluer le risque archéologique avant la réalisation d'un lotissement sur le site, a entraîné le creusement de 88 tranchées mécaniques de profondeur variable (de 0,60 à 3 m). En dépit des potentialités présumées de ce petit plateau, au sous-sol argileux (proximité à une centaine de mètres de fours de potiers médiévaux), les sondages n'ont amené la découverte d'aucune structure ni de contextes anthropiques anciens. Seules quelques observations de type ethnographique concernant le vignoble ayant existé autrefois sur le site ont pu être effectuées. De même, un fossé et un chemin en partie empierré renvoient à des limites parcellaires récentes (contemporaines).

L'extrême rareté de mobilier en surface fait écho à cette absence de fréquentation.

Nicole Gangloff

## Les Peintures

### Gravière les Sauzes-la Boujade

Cette étude d'impact est située dans la vallée de la Dronne, à une soixantaine de kilomètres au nord-est de Bordeaux, aux lieux-dits la Boujade et Champ de Doussain qui appartiennent à la commune des Peintures.

Cette opération s'inscrit dans le contexte de l'exploitation du gravier de la vallée de la Dronne mise en place par la société Redland-Granulats d'Aquitaine. Le terrain concerné par l'opération doit accueillir une carrière en aire

ouverte et une installation de traitement des graviers. Il s'agissait donc de déterminer la présence d'éventuels vestiges archéologiques en ouvrant à la pelle mécanique des sondages de 20 m de long disposés en quinconce.

À l'exception de nombreuses anomalies dépourvues de mobilier et interprétées comme des fosses de plantation, voire d'anciens chablis, les indices mis au jour sont assez ténus. Ils concernent une fosse très pauvre en mobilier daté du Néolithique et une grande aire d'extraction de limon vraisemblablement aménagée en point d'eau vers la fin du III<sup>e</sup> siècle ap. J.-C.

Ces éléments complètent les informations recueillies lors de l'intervention effectuée sur la gravière de Meffret (commune des Églisottes) et confirment la vocation agropastorale du secteur. L'aménagement gallo-romain pourrait être en relation avec une *villa* dont les indices ont été repérés à 1,8 km au nord-ouest sur l'emprise de l'église Saint Vincent aux Peintures.

Christine Etrich

## Saint-Félix-de-Foncaude

### Château de Pommiers

Qualifié de "ville" en 1496, Pommiers est l'un de ces petits bourgs castraux aquitains antérieurs au mouvement de fondation des bastides. Ses dernières habitations furent détruites au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, seule subsiste de l'ancien *castrum* une enceinte triangulaire de 413 m de périmètre percée de deux portes. Au cours de l'été 2000, une opération prolongeant la prospection thématique de 1998, a eu pour objectif d'approfondir l'étude des élévations, de vérifier les données des prospections électriques de Michel Martinaud (C.D.G.A., Université de Bordeaux I) et d'évaluer le potentiel du sous-sol archéologique.

Agnès Marin, responsable de l'étude architecturale du site depuis 1998, a entrepris cette année une étude des maçonneries du front nord de l'enceinte de part et d'autre de la porte dite de Sauveterre, le seul à être actuellement dégagé de la végétation et facilement accessible. À partir des relevés d'élévation réalisés par Christian Martin, un relevé pierre à pierre a été effectué et analysé selon la méthode d'enregistrement des unités stratigraphiques construites afin de préciser les rapports chronologiques entre la porte et la muraille et de distinguer les différentes phases de reprises.

Entre juin et septembre, quatre sondages archéologiques ont été effectués. Les travaux de restauration programmés sur le site ayant été reportés, le suivi prévu n'a pas pu être

réalisé. En revanche, des travaux entrepris en périphérie immédiate du site ont fait l'objet d'une surveillance et ont entraîné une intervention imprévue.

À l'extérieur du *castrum*, deux sondages ont porté sur la localisation du fossé ouest de l'enceinte que la prospection électrique avait permis de repérer en 1998. Les sondages ont confirmé la position éloignée de l'enceinte (20 m en moyenne) d'un fossé sec, à la fois creusé dans l'argile et le calcaire, étroit, au profil en V et régulièrement curé (donc non daté) jusqu'à son comblement à la fin de l'époque moderne. À l'extérieur du fossé, face à la porte sud, des décaissements (parcelle B 634) ont permis la découverte d'un four à chaux vraisemblablement lié aux besoins de la construction du chai voisin au début du XIX<sup>e</sup> siècle.

À l'intérieur du *castrum* deux sondages ont enfin été réalisés. Le premier recoupait la "rue publique" de Pommiers, structure repérée en prospection géophysique à hauteur des arcades de l'ancienne halle moderne du village. La rue est ici très bien conservée à une faible profondeur dans son état moderne (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle) contemporain de la construction de la halle. Aménagée avec des blocs de calcaire, elle est légèrement rognée sur son côté ouest où les constructions qui la bordaient ont été détruites et leurs

matériaux récupérés. Le second sondage a été implanté dans l'angle sud-est du *castrum* où la prospection électrique ne donnait aucune information sur les substructions enfouies. La fouille a confirmé la présence d'un épais remblai correspondant à la destruction des dernières maisons du village au début du XIX<sup>e</sup> siècle et destiné au nivellement général du sol du *castrum* pour permettre la construction de la "maison Béchade". Ce remblai masquait un mur de parcelle moderne arasé et un gros massif de maçonnerie médiévale ; seule l'extension de la fouille permettra d'interpréter cette construction, ainsi que les niveaux de remblais et de sols du XVI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècles qui ont été mis en évidence.

Sylvie Faravel

Marin (A.), *Le castrum de Pommiers, étude architecturale de l'enceinte médiévale*, D.E.A., sous la direction de M. Philippe Aragauas, Université de Bordeaux III, juin 2000.

Faravel (S.), Marin (A.), Huguet (J.-C.), Martinaud (M.), Martin (Ch.), *Du nouveau sur le castrum de Pommiers (commune de Saint-Félix-de-Foncaude, Gironde), actes du VII<sup>e</sup> colloque de l'Entre-Deux-Mers à la recherche de son identité tenu à Blasimon, Pommiers et Sauveterre en septembre 1999*, Langon, 2000, p. 29-71.



## Saint-Germain-du-Puch et Camarsac

### Les bourgs

Les travaux de surveillance du creusement des tranchées d'enfouissement du réseau gaz sur les bourgs voisins de Camarsac et Saint-Germain-du-Puch se sont déroulés en deux temps, une première surveillance au cours des mois de février et mars 2000, une seconde au cours du mois de mai 2000.

Les découvertes archéologiques sur le bourg de Saint-Germain-du-Puch sont nombreuses et reflètent la densité des vestiges enfouis, principalement aux abords de l'église et de son ancien cimetière. La mise au jour d'un vaste ensemble de maçonneries et de sols d'époque antique permet de cerner le périmètre de l'occupation gallo-romaine autour du sanctuaire roman. On savait que ce lieu de culte avait réoccupé une nécropole du Haut Moyen Age, elle-même installée sur un établissement du Bas Empire signalé par des pavements de mosaïque. Désormais, on peut noter la grande étendue des substructions antiques que l'on trouve disséminée sur un axe nord-sud, le long d'une pente naturelle exposée plein sud. Par ailleurs, la découverte de sépultures médiévales aux abords immédiats de l'ancien cimetière aujourd'hui disparu, n'est pas sans rappeler tout l'intérêt qu'il y aurait à cerner les origines du bourg et du sanctuaire roman. L'organisation subtile du parcellaire bâti le long de ruelles débouchant sur la rue principale qui mène à l'église mériterait ainsi une étude topographique précise.

Les vestiges reconnus dans la surveillance du bourg de Camarsac ne présentent pas le même intérêt. En dehors de quelques sépultures recoupées à proximité de l'actuel cimetière, la tranchée de gaz n'a fait que réemprunter les tracés de réseaux antérieurs. Dans le cas de Camarsac, les observations archéologiques sont restées mineures.

Jean-Luc Piat

## Saint-Pey-de-Castets

### Le Barrail V et VI

Après les diagnostics et les fouilles préventives menées en 1998 deux nouvelles opérations archéologiques distinctes et simultanées ont eu lieu entre le 18 et le 22 septembre 2000. Ces travaux sont liés à la progression d'une exploitation de granulats occupant, dans un secteur de la vallée de la Dordogne particulièrement sensible sur le plan archéologique, une superficie totale de vingt hectares. Ces vingt

hectares sont divisés en quatre phases successives d'exploitation programmées sur quatre ans. Les deux interventions menées en 2000 concernent la troisième et une partie de la quatrième et dernière phase.

### Le Barrail V

L'opération archéologique concerne le diagnostic et la fouille d'un petit amas de galets et de débitage lithique repéré lors des sondages réalisés en août 2000 (Le Barrail IV) sur l'emprise de la phase 3 d'exploitation. Cet assemblage peu perturbé justifiait incontestablement une évaluation, même si les éléments nous manquent pour lui attribuer une chronologie claire (Néolithique ?). Il n'existe aucun moyen de datation, et les caractères de l'industrie sont trop ordinaires pour que l'on se hasarde à une estimation à partir des seules données de cet ensemble.

### Le Barrail VI

L'opération archéologique concerne une nouvelle série de sondages effectués sur une partie de l'emprise de la phase 4 d'exploitation. Ces sondages ont été réalisés de façon anticipée par rapport au planning prévisionnel pour permettre la continuité de l'exploitation de la carrière malgré les découvertes archéologiques. Deux nouveaux sondages peuvent être considérés comme positifs en raison de la présence d'épandages de mobilier céramique attribuable à l'Age du Bronze ancien.

Sur ces bases, de nouveaux zonages et un nouveau planning ont été négociés.

Christophe Sireix,  
Christophe Fourloubey

## Saint-Sauveur-de-Puynormand

### L'église

#### Le site et le contexte

L'église de Saint-Sauveur est située sur un site privilégié, en bordure du coteau, dominant la rive gauche de la vallée de l'Isle ; elle contrôle un vaste paysage.

Le tertre du Maragon, situé à 300 mètres, est attesté comme motte féodale, l'église primitive était elle celle d'un village médiéval associé à cette motte ?

Nous sommes à deux kilomètres du village de Puynormand, siège d'une importante châtellenie où se trouve également une remarquable motte féodale décrite par Léo Drouyn.

Cette petite église comporte un chœur médiéval avec chevet plat évoquant une église hospitalière. La nef d'époque moderne semble avoir été édifiée après une destruction violente.

La mairie de Saint-Sauveur-de-Puynormand ayant projeté de réaliser des travaux de réfection de la toiture de l'église, le diagnostic architectural préalable a mis en évidence des interrogations dont les réponses pouvaient être fournies par des sondages archéologiques :

- si des drains ou des canalisations d'évacuation des eaux pluviales étaient envisagés, à quel niveau peuvent-ils être réalisés pour ne pas détruire de niveaux archéologiques ?
- la voûte du chœur ayant subi un écartement important, quel est l'état des fondations des puissants contreforts encadrant l'arc triomphal ? - qui ne semblent pas jouer leur rôle de confortement.

### Les sources écrites

Une recherche dans les rares archives connues permet d'attester que la paroisse de Saint-Sauveur-de-Puynormand disparut de manière soudaine vers 1398 avant de devenir une annexe de Puynormand au XVI<sup>e</sup> siècle (registre des comptes de l'Archevêché de Bordeaux de 1332 à 1402).

Lors de la visite épiscopale de 1606, l'église était toute ruinée et devait être reconstruite. L'édification de la nef actuelle date sûrement des années suivant cette inspection.

Un magnifique cénotaphe orné d'une croix hospitalière est conservé dans l'église. Il nous invite à penser que cette église, à chevet plat éclairé par trois baies, ait été d'origine hospitalière, bien qu'elle n'ait pas été recensée parmi les possessions de cet ordre dans l'ouvrage du marquis de Marquessac.

### Les sondages

Pour répondre à ces questions deux sondages ont été réalisés en juillet 2000.

Les niveaux ont été cotés en cm à partir du seuil du portail occidental (000), le sol de la nef étant à - 30 et celui du chœur à - 17.

Le sondage nord fut réalisé à l'angle du contrefort de l'arc triomphal, contre le départ de la nef. Après une succession de niveaux où apparaissent les restes des remaniements de toiture, avec quelques charbons de bois, le sol argileux vierge a été atteint à la cote - 97

Ce sondage a mis en évidence la semelle de fondation de la nef dont le dessus est situé à - 74. La fondation du contrefort est venue ultérieurement s'appuyer sur ce débord. Aucun mobilier archéologique n'a été trouvé dans ce sondage.



Cette petite église comporte un chœur médiéval avec chevet plat évoquant une église hospitalière. La nef d'époque moderne semble avoir été édifiée après une destruction violente.

La mairie de Saint-Sauveur-de-Puynormand ayant projeté de réaliser des travaux de réfection de la toiture de l'église, le diagnostic architectural préalable a mis en évidence des interrogations dont les réponses pouvaient être fournies par des sondages archéologiques :

- si des drains ou des canalisations d'évacuation des eaux pluviales étaient envisagés, à quel niveau peuvent-ils être réalisés pour ne pas détruire de niveaux archéologiques ?
- la voûte du chœur ayant subi un écartement important, quel est l'état des fondations des puissants contreforts encadrant l'arc triomphal ? - qui ne semblent pas jouer leur rôle de confortement.

#### Les sources écrites

Une recherche dans les rares archives connues permit d'attester que la paroisse de Saint-Sauveur-de-Puynormand disparut de manière soudaine vers 1398 avant de devenir une annexe de Puynormand au XVI<sup>e</sup> siècle (registre des comptes de l'Archevêché de Bordeaux de 1332 à 1402).

Lors de la visite épiscopale de 1606, l'église était toute ruinée et devait être reconstruite. L'édification de la nef actuelle date sûrement des années suivant cette inspection.

Un magnifique cénotaphe orné d'une croix hospitalière est conservé dans l'église. Il nous invite à penser que cette église, à chevet plat éclairé par trois baies, ait été d'origine hospitalière, bien qu'elle n'ait pas été recensée parmi les possessions de cet ordre dans l'ouvrage du marquis de Marquessac.

#### Les sondages

Pour répondre à ces questions deux sondages ont été réalisés en juillet 2000.

Les niveaux ont été cotés en cm à partir du seuil du portail occidental (000), le sol de la nef étant à - 30 et celui du chœur à - 17.

Le sondage nord fut réalisé à l'angle du contrefort de l'arc triomphal, contre le départ de la nef. Après une succession de niveaux où apparaissent les restes des remaniements de toiture, avec quelques charbons de bois, le sol argileux vierge a été atteint à la cote - 97.

Ce sondage a mis en évidence la semelle de fondation de la nef dont le dessus est situé à - 74. La fondation du contrefort est venue ultérieurement s'appuyer sur ce débord. Aucun mobilier archéologique n'a été trouvé dans ce sondage.

Le sondage sud a été réalisé contre le mur sud du chœur médiéval, à l'angle du contrefort de l'arc triomphal. Très vite, après des niveaux de démolition de toiture la base de la fondation du contrefort fut atteinte à la cote - 28,5 (soit environ le niveau actuel du sol de la nef). L'hypothèse d'un contrefort tardif et mal fondé était vérifiée. Sous ce contrefort, des niveaux de sépultures bouleversées se succèdent jusqu'au niveau - 70, où apparut la bordure d'un coffre de sépulture bâti. Ce coffre était constitué d'une maçonnerie de pierres calcaires, grossièrement équarries, située parallèlement au mur du chœur. Des éléments de dalles de couverture, également grossièrement équarries, se situaient au dessus, dans les niveaux bouleversés. Cette maçonnerie, épaisse de 15 cm, visible sur deux assises grossières, sur une hauteur de 30 cm, était située à 45 cm du mur de l'église qui constituait l'autre coté du coffre.

Deux squelettes en place, collés l'un sur l'autre, étaient situés sur le niveau - 100, ils étaient visibles du bas du sternum au dessous des rotules ; la tête, à l'ouest, étant située sous le contrefort. Le sondage ne fut pas élargi pour éviter de déstabiliser le sol sous le contrefort.

L'absence d'indication sur les extrémités de cette sépulture et, particulièrement sur la loge céphalique, ne permet pas de dater plus précisément cette inhumation médiévale. Ce sondage permit également de dégager le soubassement du mur roman du chœur, saillant de 9 cm, il était raccordé au parement supérieur par un chanfrein à 45° situé au niveau - 17,5. L'assise, située en dessous, était soigneusement parementée ; ce mur devait donc être visible jusqu'au niveau - 73, niveau probable de circulation extérieure de l'église. Plus grossières les assises situées en dessous furent vues jusqu'au niveau - 107.

#### Conclusions

Ces deux sondages ne livrèrent aucun mobilier archéologique mais permirent de répondre à la problématique posée. Les contreforts encadrant le chœur sont tardifs et mal fondés ; cela explique les déformations de la voûte du chœur et permit d'en reprendre le confortement avec des hypothèses plus sûres. Il n'existe pas de niveaux archéologiques coté nord, sur la pente du coteau. Il en existe au contraire coté sud, mais l'exhaussement important du sol permet le passage de canalisations en surface. La sépulture médiévale mise au jour est cohérente avec la date de disparition de la paroisse (XIV<sup>e</sup> siècle). La base romane du mur du chœur est un élément complémentaire invitant à la mise en valeur de cet édifice.

Cette intervention a permis d'éclairer les études pour conforter le voûtement et de sensibiliser l'équipe municipale à l'intérêt de ce patrimoine.

Christian Martin

médiévale mise au jour est cohérente avec la date de disparition de la paroisse (XIV<sup>e</sup> siècle). La base romane du mur du chœur est un élément complémentaire invitant à la mise en valeur de cet édifice.

Cette intervention a permis d'éclairer les études pour conforter le voûtement et de sensibiliser l'équipe municipale à l'intérêt de ce patrimoine.

Christian Martin

### Le Tuzan

#### La Honteyre

Découvert en 1990 par G. Belbeoc'h dans un semis de pins, le gisement de la Honteyre a fait l'objet d'une campagne de sondages en 1997, puis de trois campagnes de fouilles. C'est un gisement de plein air de la Haute Lande girondine, situé à proximité immédiate d'une zone humide et proche des anciennes mines de lignite d'Hostens. L'unique niveau archéologique livre une industrie lithique relativement abondante, clairement attribuable au Magdalénien supérieur. La faune n'est pas conservée dans le sédiment humique et sableux de la couche archéologique. Le niveau magdalénien peu profond, localement remanié par les racines et le semis de pins, semble peu perturbé à sa base. La fouille et les sondages périphériques ont concerné une trentaine de m<sup>2</sup> au total. Dans la partie centrale, l'industrie lithique est assez abondante et les vestiges ont une disposition proche de l'horizontale tandis qu'ils se raréfient en périphérie et montrent un pendage plus marqué au sein d'un niveau archéologique qui se dilate, près du fossé de drainage à l'origine de la découverte du gisement. Sur quelques m<sup>2</sup>, l'industrie lithique est intimement associée à des plaquettes de grès ferrugineux, plus ou moins rubéfiées qui pourraient avoir servi de pierres de foyer. A proximité du site existe une croupe graveleuse renfermant des débris de démantèlement de cuirasse ferrugineuse comparables à ceux représentés dans le gisement. La campagne de fouille de l'été 2000 a concerné un secteur qui prolonge vers l'ouest et vers le nord celui fouillé en 1999. La densité des vestiges lithiques diminue dans ces deux directions et en périphérie des carrés les plus riches, les débris de grès ferrugineux se raréfient jusqu'à disparition complète.

Dans l'ensemble, l'industrie lithique est de belle facture, laminaire et lamellaire, en silex sénoniens bruns ou gris foncé issus d'alluvions comme l'indique l'usure du cortex de certains silex associés à des exemplaires plus rares au cortex rugueux qui pourraient avoir été récoltés sur des gîtes. Le silex campanien qui affleure sur le bombement anticlinal de Villagrains tout proche, est plus rare, de même que le silex lacustre aquitainien des grès de Bazas dont les

affleurements sont cependant peu éloignés. L'outillage est riche en lamelles à dos, pour la plupart à dos épais. Les burins dominant, surtout les burins dièdres, accompagnés de burins sur cassure, de quelques burins sur troncature retouchée, de perçoirs assez abondants dont plusieurs exemplaires de petites dimensions, de grattoirs peu nombreux, sur lame, outre quelques outils composites, des lames tronquées et des fragments de lames retouchées. Le niveau archéologique a probablement subi des tassements par le passage de tracteurs sur un chemin de service outre l'effet de phénomènes de ruissellement en milieu sableux meuble, qui peuvent avoir entraîné le déplacement de quelques catégories dimensionnelles de vestiges et le regroupement de petits produits de taille. Des concentrations d'origine anthropique subsistent cependant, telles que celles qui concernent les débris et plaquettes de grès ferrugineux ou de grands éclats de silex sénonien brun gris à cortex non utilisé groupés dans le secteur nord de la fouille. La dernière campagne de fouille a été marquée par la découverte d'un galet gravé en quartzite à grain fin, en bordure nord de la zone fouillée, dans un carré (R95) qui constitue la limite d'une parcelle plantée en pins au sommet du niveau archéologique dans un secteur remanié par le jeu des racines. A ce galet incomplet par suite de cassures anciennes, se raccorde un éclat recueilli en surface lors de la découverte du gisement. L'ensemble porte de nombreux traits gravés plus ou moins nets et de profondeur variable. Sur une face, une figuration nette de petit cheval est opposée en position tête bêche à celle d'un bovidé dont manque la tête. Une autre face porte une queue de félin et un poisson. Le graphisme du cheval, très caractéristique du Magdalénien est tout à fait comparable à celui d'autres exemplaires connus en Aquitaine. Cette découverte constitue un élément intéressant pour ce gisement magdalénien isolé dans ce secteur de la Gironde.

Michel Lenoir,  
Gwenolé Belbeoc'h

### Villenave d'Ornon

#### Rond point de Sarcignan

L'intervention archéologique sur l'emplacement du rond-point de Sarcignan à Villenave d'Ornon a permis de mettre au jour quelques vestiges variés : deux murs, des structures en creux, parmi lesquelles cinq fosses, et huit structures funéraires. Pour ces dernières, le type de contenant utilisé n'a pu être identifié. L'encaissant sableux, extrêmement fluide, n'a pas permis de vérifier s'il s'agissait de tombes en pleine terre ou en cercueil.



Sur le plan chronologique, les murs et une partie des fosses peuvent être rattachés à la période antique. En revanche, il est plus difficile d'estimer la mise en place des autres structures, les sépultures en particulier pour lesquelles les éléments datant fiables ont fait défaut.

Par ailleurs, la réalisation de cette opération a été l'occasion de relever une portion d'un aqueduc antique passant à proximité du site. Celui-ci avait été repéré en 1973, puis localisé plus précisément en 1999.

Christian Scuiller

## R.N. 10 Nord Gironde

### Marsas, Cavignac, Laruscade

Les travaux destinés à amener la R.N. 10 à des normes autoroutières, placés sous la maîtrise d'ouvrage de la direction départementale de l'équipement de la Gironde, ont nécessité plusieurs opérations archéologiques menées depuis 1998 et prévues pour s'achever en 2001.

En 1998 fut menée une campagne de étude documentaire et de prospection au sol (A. Debaumarché, *B.S.R.* 1998, p. 78). Les travaux archéologiques qui furent alors programmés se limitèrent aux parties de tracé neuf. Cependant, les conditions d'accessibilité foncière des terrains concernés ont amené le découpage des opérations de diagnostic et de sauvetage en plusieurs campagnes distinctes.

Une première campagne de diagnostic par sondages systématiques fut menée en 1999, sur la commune de Marsas (J. Catalo, *B.S.R.* 1999, p. 64). Elle amena la découverte d'un site préhistorique important qui fut l'objet d'une fouille préventive en 2000 (cf. ci-après, I. Ortega).

Une seconde campagne de diagnostic porta en 2000 sur une autre partie de l'opération, sur les communes de Cavignac et de Laruscade (cf. ci-après, A. Dumont). Un site arténacien découvert à cette occasion fut étudié la même année, dans le cadre d'une évaluation complémentaire (cf. ci-après, P. Fouéré).

D'autres campagnes archéologiques se dérouleront en 2001 pour achever le diagnostic de toute la nouvelle emprise de la R.N. 10 et les sauvetages éventuels auxquels les découvertes donneront suite.

Pour le service régional de l'archéologie,  
Pierre Régaldo

## Marsas Les Sablons Déviation R.N. 10

Le gisement des Sablons a été découvert, dans le cadre de travaux préventifs pour le doublement de la R.N. 10, sur le secteur sud de la déviation du village de Marsas.

Après la réalisation d'un décapage mécanique, le site a pu être circonscrit sur une surface d'environ 800 m<sup>2</sup>. Deux niveaux archéologiques ont été mis au jour. Ils comprennent un ensemble de vestiges lithiques d'environ 6000 objets (silex, roches métamorphiques, orthoquartzites etc.). Ils se retrouvent enfouis entre 80 et 100 cm de profondeur au sein d'un sédiment limoneux sableux d'origine éolienne. Ces deux niveaux sont attribuables au Paléolithique supérieur.

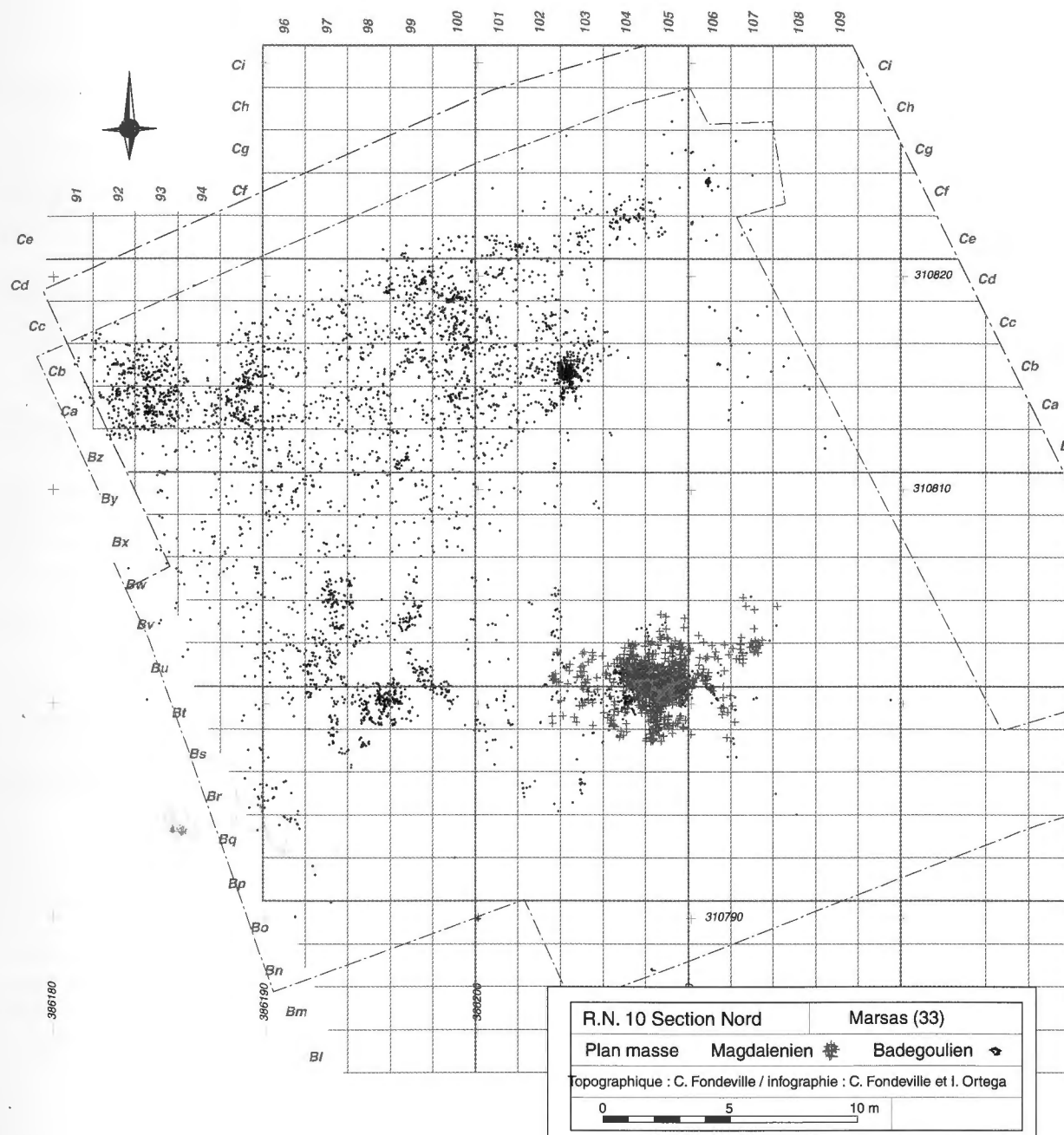
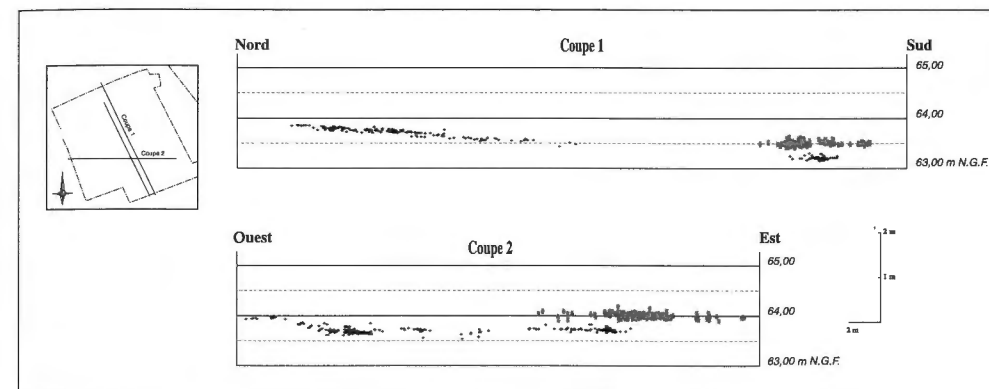
Le premier niveau est caractéristique, tant d'un point de vue typologique (nombreuses raclettes) que technologique (débitage d'éclats), au Badegoulien. L'extension de cette occupation s'élève à plus de 400 m<sup>2</sup>.

Le deuxième niveau est attribuable au Magdalénien moyen. L'industrie laminaire et lamellaire comprend essentiellement de nombreuses lamelles à dos, lamelles à dos tronquées et quelques grattoirs. Il s'étend sur une surface minimale de 58 m<sup>2</sup>. En effet, la partie sud de cette occupation n'a pu être évaluée puisqu'elle se localise en dehors des limites de l'emprise des travaux.

Pour chacun des niveaux, un test tracéologique (V. Beugnier) a été réalisé mettant en évidence un travail des matières animales. Néanmoins, l'état de conservation du matériel ne permet pas d'émettre des conclusions d'ordre socio-économique sur la fonction du site.

Les études en cours permettront très certainement de mettre en évidence l'importance de ce gisement dans le contexte régional, notamment en comparaison avec ceux découverts sur le tracé A.89, Le Claud-du-Moulin et Les Lèches par exemple.

Illuminada Ortega,  
avec la collaboration de Christophe Fourloubey  
et Frédéric Grigoletto.





## Cavignac-Laruscade

### R.N. 10

Ce diagnostic portait sur des terrains situés aux lieux-dits "Château-Lamothe" et la "Tuilerie-Est", au nord-est de la commune de Cavignac, le "Pas de Montguyon" et le "Cotet", à l'ouest de la commune de Laruscade. Ils se caractérisent par deux replats dont les rebords de terrasse surplombent la plaine de la Saye et couvrent une surface totale de neuf hectares. Sur "Château-Lamothe", le substrat se compose de molasses du Fronsadais ; seule une petite partie de la "Tuilerie-Est" touche la plaine de la Saye constituée d'argiles à graviers. Sur Laruscade, les terrains du "Cotet" et du "Pas de Montguyon" sont formés de sable du Périgord.

Dans le cadre d'une précédente intervention archéologique de prospection, quelques fragments de céramique gallo-romaine ont été ramassés, au lieu-dit "Château-Lamothe". Le rapport mentionne également la présence à cet endroit, d'une "ruine de motte" (une information tirée de la carte de Belleyme). Au lieu-dit "Château-Lamothe", quelques sondages se sont révélés positifs avec la découverte de mobiliers céramique et lithique, et la présence d'une structure archéologique de type fosse. Les traces d'une occupation plus récente ont été perçues à travers quelques fragments de céramique datés du Haut Moyen Âge. Mais aucune structure archéologique n'est associée à ce matériel et ne permet d'avancer l'existence d'un site dans l'emprise des parcelles sondées.

Une concentration de fragments de céramique non tournée, a été observée dans une des tranchées creusées sur la parcelle du "Château-Lamothe". Un premier groupe concentre une partie de vase, écrasé sur place, un fragment de meule, une fusaïole en terre cuite et deux outils en silex, une hache polie et un couteau à tranchant retouché. Le second ensemble se compose d'autres vases non tournés, disposés à plat, sur un sédiment sableux.

L'ensemble de ces poteries appartient à la culture d'Artenac. P. Fouéré compare ce matériel avec celui des sites des Charente-Maritime, et du site de Douchapt en Dordogne (Fouéré 1995). Parmi les fragments recueillis sur le site de "Château-Lamothe", il se trouve deux grands récipients à fond plat, de facture grossière, dont les surfaces externes sont de teinte brun-orangé à brun-rouge, grossièrement lissées. Le col d'un des vases a pu être remonté, il porte un décor de languettes sur sa paroi. Il est comparable à un grand vase retrouvé dans la couche des "Inconnus de Diconche" (Burnez, Fouéré 1999). Appartiennent aussi à cet ensemble des fragments de vase à carène sinueuse à pâte fine, avec surfaces lissées de teinte brun-rouge apparten-

nant à cet ensemble, des éléments de panses, avec des décors de bossettes ou d'impression digitée sur la rupture de panse.

Une fosse est apparue, à 50 m plus au sud de cette concentration. Elle présente une forme ovale de 3 m sur 2 m, aux parois rectilignes. Elle traverse le niveau de sable et creuse l'argile naturelle sur une profondeur de 0,50 m. Son comblement se présente sous l'aspect d'un sédiment sableux homogène de couleur brun clair. Cette structure ne possède aucun mobilier archéologique. Elle peut être interprétée comme une fosse d'extraction d'argile.

Cette opération de diagnostic a donc révélé une concentration de mobilier céramique et lithique, avec un fragment de meule et une fusaïole, du Néolithique final.

Bien que ces sondages n'aient pas mis en évidence de structures d'habitat en relation avec ce mobilier, la présence de trous de poteaux, fosses et fossés n'est pas exclue. Le contexte géomorphologique du site de Cavignac présente des caractéristiques semblables à celles du site de Douchapt, dont la plupart des structures en creux ont été difficiles à repérer.

Aurélié Dumont

C. Burnez, P. Fouéré, 1999. *Les enceintes néolithiques de Diconche à Saintes (Charente-Maritime). Une périodisation de l'Artenac*. In : Société Pré-historique Française, Mémoire XXV, Vol. 1 et Vol. 2, Chauvigny, 1999.

A. Debaumarche, 1998. *Prospection-Inventaire en Gironde : communes de Cavignac, Cézac, Cubnezais, Laruscade, Marsas, Saint-Mariens*, S.R.A. Aquitaine, avril 1998.

P. Fouéré, 1995. *Les bâtiments artenaciens de Beauclair à Douchapt, Dordogne*. Fouille de sauvetage (sept., oct. 1995), S.R.A. Aquitaine, Bordeaux, 1995.

## Cavignac

### La Tuilerie est

Les premiers indices de site avaient été repérés lors des sondages de prospection, au cours du printemps 2000, le long du tracé de la déviation de la R.N. 10, à la hauteur du bourg de Cavignac.

Les quelques concentrations de céramiques, pour la plupart rapportées au Néolithique final artenacien, ont pu être délimitées et fouillées dans le cadre de l'évaluation complémentaire. Le site se place sur une faible pente sableuse à quelques centaines de mètres du petit ruisseau de la Saye. Le principal amas de céramiques, environ 1600 tessons et 300 éléments lithiques, était réparti sur une surface d'une quinzaine de mètres de longueur pour cinq de large.

Aucune structure probante n'a pu leur être associée. La nature sableuse, très meuble et très perméable, du sédiment encaissant est sans doute à l'origine de cette absence apparente, de même que la grande rareté des charbons de bois. L'acidité du sol a rendu également impossible toute conservation de la faune et du matériel carbonaté. La répartition groupée des objets, notamment la présence de la moitié inférieure d'un grand vase de stockage encore en place et d'une grosse meule, ainsi que quelques fragments de torchis brûlés, militent en faveur d'un sol d'habitat dont tout marqueur sédimentaire aurait disparu. L'hypothèse d'un petit bâtiment, dont les élévations ou les éventuelles structures creusées n'ont pu être conservées, peut prudemment être évoquée.

Pierrick Fouéré

## Opération "Forêt 2000"

Des recherches aériennes ont été entreprises après la tempête du 29 décembre 1999, dans l'hypothèse que les dégâts considérables infligés au couvert forestier pouvaient révéler des vestiges normalement indécélables. Après information, ces vols de février 2000 ont été concentrés sur la partie ouest de la Gironde (Landes girondines) et l'extrême nord de la Dordogne. Dans les deux cas, il s'est avéré que les arbres abattus masquaient suffisamment le sol pour empêcher toute amélioration de la perception. Les recherches ont donc été suspendues, en attendant que les secteurs considérés soient nettoyés et ensemenés. Cependant, quelques observations ont été faites, tant en Nontronnais que dans le Médoc, sur des parcelles découvertes classiquement, par labour ou défrichement.

### Dans le Médoc

Il s'agit d'une série d'enclos annulaires de formes irrégulières, de dimensions variables atteignant 60 m de grand axe, installés sur le cordon dunaire dominant l'étang d'Hourtin, à hauteur de Gréchas (Hourtin). Ils forment des lignes claires sur le sable noirci par l'humification. Leur présence a été révélée par une coupe à blanc suivie d'un décapage du terrain sur une vaste parcelle, il est donc très probable que la même densité de vestiges existe sur les parcelles encore boisées du cordon. Il semble que ces structures sont assez récentes ; les lignes claires correspondent à des fossés creusés à 50 cm environ, où apparaît le sable non humifié, et qui sont encore bien marqués dans le sol. Il s'agit donc probablement d'enclos, liés à l'élevage ovin, qui ont précédé le boisement en pins du XIXe siècle.

### Dans le secteur au nord de Nontron

Les communes de Saint-Estèphe, Bussière-Badil et Busserolles, très affectées par la tempête, demanderont des recherches complémentaires. Le vol, réalisé en collaboration avec J.-G. Peyrony, a révélé des anomalies pédologiques significatives sur le site métallurgique antique de la Basse Côte à Varaignes.

François Didierjean

## Projets collectifs de recherche

### Édifices religieux du Haut Moyen Âge en Aquitaine

Le programme concernant les édifices religieux de Sainte-Quitterie d'Aire-sur-Adour, de Saint-Seurin de Bordeaux, de Saint-Martial de Limoges, de Saint-Jean de Poitiers et de Saint-Philibert de Grandlieu s'est achevé en 2000. Un dernier bilan a été fait sur la progression des chantiers en septembre. Elle a été accompagnée d'une séance de travail sur les échafaudages des parois sud et est du baptistère Saint-Jean, qui ont été montés par les Monuments historiques dans le cadre d'un nettoyage des murs.

Elle a été suivie d'un séminaire à Angers, au service départemental de l'archéologie, consacré aux problèmes de relevés, de représentations et de rendus graphiques. Les questions abordées concernaient surtout la publication et la transmission des informations. Les outils nécessaires aux relevés traditionnels ou à l'infographie, et surtout la façon dont on les utilise et le but dans lequel on les emploie, ont été largement débattus. On voit désormais se développer plusieurs métiers, et il est extrêmement important qu'un dialogue permanent entre ces nouveaux professionnels et les archéologues soit instauré sur la base de questionnements scientifiques et non uniquement d'interrogations techniques. L'archéologue comme le dessinateur (sens large) doit pouvoir justifier ses choix d'interprétation et de représentation. Faute de quoi, la chaîne opératoire des données archéologiques sera de plus en plus fractionnée au détriment de la qualité scientifique de l'information archéologique. Pas plus que le relevé manuel, voire moins, les relevés numériques et leur traitement informatique ne sont objectifs. Si le développement de nouvelles techniques représente une possibilité d'améliorer la prise et le traitement de l'information, et non comme on a tendance à le croire



de réduire les délais de terrain et d'analyses, il ne faut surtout pas oublier que derrière reste l'humain, les questions qu'il se pose ou ne se pose pas, ce qu'il veut ou non représenter et transmettre. Une représentation scientifique ou de valorisation doit rendre compte des limites de l'étude et non donner l'illusion d'un travail idéal.

Cette rencontre, très riche, entre praticiens et archéologues a également été l'occasion de visiter les fouilles et l'aménagement en cours de la crypte de Saint-Martin par le service départemental de l'archéologie.

L'année 2001 sera réservée à la rédaction d'un article commun dont l'objet est de rendre compte à la communauté scientifique et technique (archéologues, restaurateurs, historiens de l'art et agents du patrimoine) de notre démarche et des acquis de ce programme. Des propositions seront également faites en vue d'améliorer les interventions archéologiques dans ce type d'édifices, rendus complexes par leur histoire, leur environnement et par la multiplicité des acteurs en jeu.

Parallèlement, des articles ou ouvrages à caractère monographique portant sur les monuments étudiés seront publiés entre 2002 et 2004. Un des acquis scientifiques de ce programme, mais cela n'est plus tant une nouveauté, a été de mettre en évidence le nombre considérable de reprises dans ces édifices. Ces modifications et transformations sont dues à des adaptations liées aux changements d'usage religieux (mausolée, baptistère, oratoire, église paroissiale, collégiale ou monastique...), à l'évolution de la liturgie ou encore à celle de l'architecture. Cinq édifices revus, cinq édifices différents. On ne donnera donc pas à la fin de ce programme une évolution architecturale en Aquitaine pour la longue durée qui les couvre entre romain et roman (8 à 9 siècles). Malgré le peu d'édifices qui nous sont connus, on mettra l'accent sur l'importance de la création architecturale à ces périodes. La compréhension des projets architecturaux initiaux, leurs conditions d'implantation se sont révélés, et ce n'est pas non plus une surprise pour ceux qui étudient ces monuments, fondamentales pour saisir leur évolution jusqu'à la Révolution, voire, pour certains, jusqu'à nos jours.

Brigitte Boissavit-Camus

## Bibliographie archéologique régionale

Cette bibliographie a été réalisée à partir des documents (revues, monographies, actes de colloques) reçus au centre de documentation du SRA et des informations transmises par les auteurs des notices, depuis la parution du dernier bilan. Les documents qui étaient sous presse en 1999 sont donc inclus dans l'édition de 2000. Le bilan de 2000 est pris en compte dans son ensemble mais n'a pas fait l'objet d'un dépouillement par auteur.

### Préhistoire

BERTRAND, Anne. *Les armatures de sagaies magdaléniennes en matière dure animale dans les Pyrénées*. Oxford, BAR International Series 773, 1999, 138 p., ill.

BEYNEIX, Alain. Aperçu sur la céramique du Néolithique moyen en Lot-et-Garonne. *Bulletin du Musée d'anthropologie préhistorique de Monaco*, 1999-2000, n° 40, p. 77-80.

BEYNEIX, Alain. Les architectures mégalithiques du département de Lot-et-Garonne. *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, 2000, n° 97-2, p. 239-264, ill.

BON, François. *La question de l'unité technique et économique de l'Aurignacien : réflexions sur la variabilité des industries lithiques à partir de l'étude comparée de trois sites des Pyrénées françaises. La Tuto de Camalhot, Régismont-le-Haut et Brassempouy*. Thèse présentée à l'Université de Paris I, UFR d'histoire de l'Art et d'Archéologie, 2000, 425 p., 81 fig., 23 tabl., 49 pl.

BORDES, Jean-Guillaume. La séquence aurignacienne de Caminade revisitée : l'apport des raccords d'intérêt stratigraphique. *Paléo*, 2000, n° 12, p. 387-407, ill.

CASTEL, Jean-Christophe et CHADELLE, Jean-Pierre. Cap Blanc (Marquay, Dordogne), l'apport de la fouille de 1992 à la connaissance des activités humaines et à l'attribution culturelles des sculptures. *Paléo*, 2000, n° 12, p. 61-75, ill.

CHADELLE, Jean-Pierre. Le gisement de Champ-Parel 3 à Bergerac (Dordogne, France). Observations taphonomiques sur un atelier aurignacien en plein air. *Paléo*, 2000, n° 12, p. 409-412, ill.

CHIOTTI, Laurent. Lamelles Duffour et grattoirs aurignaciens (carénés et à museau) de la couche 8 de l'abri Pataud, Les Eyzies-de-Tayac, Dordogne. *L'Anthropologie*, 2000, n° 104-2, p. 239-263, ill.

COSTAMAGNO, Sandrine. Stratégies d'approvisionnement et traitement des carcasses au Magdalénien : l'exemple de Moulin-Neuf (Gironde). *Paléo*, 2000, n° 12, p. 77-95, ill.

COUSSOT, C. *Les concrétions calcitiques de la grotte d'Unikoté (Pyrénées Atlantiques) : genèse, processus de sédimentation*. Mémoire de DEA d'Anthropologie sous la direction de Catherine Ferrier. Bordeaux, Université de Bordeaux I, 2000, 189 p.

DACHARY, Morgane. Etude du matériel lithique recueilli à Unikoté (Iholdy, Pyrénées-Atlantiques) : campagnes 1995 à 1998. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2000, n° 19, p. 65-76, ill.

DELLUC, Brigitte et DELLUC, Gilles. La vénus sculptée de l'abri Pataud (Les Eyzies) : oui !. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2000, n° 127-1, p. 43-72, ill.

DELPECH, Françoise, GRAYSON, Donald K. et RIGAUD, Jean-Philippe. Biostratigraphie et paléoenvironnements du début du Würm récent d'après les grands mammifères de l'abri Flageolet I (Dordogne, France). *Paléo*, 2000, n° 12, p. 97-126, ill.

DRUCKER, Dorothée, *et al.* Implications paléoenvironnementales de l'étude isotopique (13 C, 15 N) de la faune des grands mammifères des Jamblancs (Dordogne, France). *Paléo*, 2000, n° 12, p. 127-140, ill.



DUMONTIER, Patrice, COURTAUD, Patrice et FERRIER, Catherine. La grotte d'Apons à Sarrance, Pyrénées-Atlantiques : les occupations humaines du Néolithique et de l'Âge du Bronze. In *Sociétés et espaces. Troisième session des Rencontres Méridionales de Préhistoire récente* tenue à Toulouse les 6 et 7 novembre 1998 publié sous la direction de Mireille Leduc, Nicolas Valdeyron et de Jean Vaquer. Toulouse, Archives d'Ecologie Préhistorique, Centre d'Anthropologie UMR 8555, 2000, p. 433-440, ill.

FONTANA, Laure. La chasse au renne au Paléolithique supérieur dans le sud-ouest de la France : nouvelles hypothèses de travail. *Paléo*, 2000, n° 12, p. 141-164, ill.

GAMBIER, Dominique. Aurignacien Children an Mortuary Practice in Western Europe. *Anthropologie*, 2000, t. 38, n° 1, p. 5-21.

GAMBIER, Dominique. Gisement de Brassempouy (Landes) : les recherches de 1997 à 2000. *Bulletin de la Société de Borda*, 2000, n° 4, p. 521.

GAMBIER, Dominique, et al. Datation de vestiges humains présumés du Paléolithique supérieur par la méthode du carbone 14 en spectrométrie de masse par accélérateur. *Paléo*, 2000, n° 12, p. 201-212, ill.

GARRALDA, María Dolores et VANDERMEERSCH, Bernard. Les Néandertaliens de la grotte de Combe-Grenal (Domme, France). *Paléo*, 2000, p. 213-259, ill.

GARREAU, Sophie. Etude technologique de l'industrie lithique acheuléenne du site des Pendus (Creysse, Dordogne). In *Des comportements techniques dans la préhistoire. Actes de la Table Ronde* sous la direction de Eric Boëda et de Virginie Guillomet Malmassari. Nanterre, Laboratoire de Préhistoire et Technologie (UMR 7055), Laboratoire d'Ethnologie et de Sociologie Comparative, 2000. (*Ateliers*, n° 20, p. 7-28, ill.).

GUICHARD, Francis. Le Pech de l'Azé, de l'aube de la préhistoire aux plus récentes découvertes. *Bulletin de la Société d'Art et d'Histoire de Sarlat et du Périgord Noir*, 2000, n° 80, p. 7-15.

GUILLAUMET, Jean-Paul, et al. La collection Henri Lamarre (1904-1982). *Antiquités Nationales*, 1999, n° 31, p. 44-115, ill.

HARMAND, Sonia. Etude techno-économique du niveau paléolithique moyen d'un gisement du sud-ouest de la France : Trélassac (Dordogne). In *Des comportements techniques dans la préhistoire. Actes de la Table Ronde* sous la direction de Eric Boëda et de Virginie Guillomet Malmassari. Nanterre, Laboratoire de Préhistoire et Technologie (UMR 7055), Laboratoire d'Ethnologie et de Sociologie Comparative, 2000. (*Ateliers*, n° 20, p. 147-175, ill.).

IRWIN, A. The hooked stick in the Lascaux shaft scene. *Antiquity*, 2000, t. 74, n° 284, p. 293-298.

LAPLACE, Georges et SAENZ DE BURUAGA, Andoni. Application de la typologie analytique et structurale à l'étude de l'outillage moustéroïde de l'abri Olha 2 à Cambo (Kanbo) en Pays Basque. *Paléo*, 2000, n° 12, p. 261-324, ill.

LAPORAL, David. Approche pluridisciplinaire d'un outil archéologique : le burin. In *Des comportements techniques dans la préhistoire. Actes de la Table Ronde* sous la direction de Eric Boëda et de Virginie Guillomet Malmassari. Nanterre, Laboratoire de Préhistoire et Technologie (UMR 7055), Laboratoire d'Ethnologie et de Sociologie Comparative, 2000. (*Ateliers*, n° 20, p. 91-130, ill.).

LENOBLE, Arnaud, ORTEGA, Illuminada et BOURGUIGNON, Laurence. Processus de formation du site moustérien de Champs-de-Bossuet (Gironde). *Paléo*, 2000, p. 413-425, ill.

LENOIR, Michel. La fin des temps glaciaires dans les basses vallées de la Dordogne et de la Garonne. In *Actes de la Table Ronde de Chambéry 12-13 mars 1999. Le Paléolithique supérieur récent : nouvelles données sur le peuplement et l'environnement*. Paris, Société Préhistorique Française, 2000, p. 81-87, ill. (*Mémoire* 28)

LENOIR, Michel. Le gisement de Penon (commune d'Eyres-Moncube, Landes), quelques éléments pour une interprétation nouvelle. A la mémoire de Cl. Thibault, géologue et préhistorien (1933-1980). *Préhistoire du Sud-Ouest*, 2000, n° 7-1, p. 5-17, ill.

LENOIR, Michel. L'Homme paléolithique et l'outil. *Bulletin de la Société d'Etudes et de Recherches Préhistoriques des Eyzies*, n° 99, p. 16-19.

LENOIR, Michel. La préhistoire ancienne en Gironde : apports des recherches récentes. *Gallia Préhistoire*, 2000, n° 42, p. 57-84, ill.

LENOIR, Michel. La Préhistoire ancienne de l'Entre-deux-Mers : des découvertes les plus anciennes aux recherches actuelles. In *L'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité. Actes du colloque l'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité* ; 7. Camiac-et-Saint-Denis, CLEM, 2000, p. 11-21, ill.

LUCAS, Géraldine. *Les industries du Flageolet I (Dordogne). Approche économique, technologique, fonctionnelle et analyse spatiale (Aurignacien et Périgordien)*. Thèse d'université sous la direction de Jean-Philippe Rigaud. Bordeaux, Université de Bordeaux I, 2000.

MAUREILLE, Bruno et SORESSI, Marie. A propos de la position chrono-stratigraphique de l'enfant du Pech-de-l'Azé I (commune de Carsac, Dordogne) : la résurrection du fantôme. *Paléo*, 2000, n° 12, p. 339-352, ill.

MICHEL, Patrick. Une grotte repaire d'Hyènes. Des cavernes dans des niveaux würmiens : la grotte d'Unikoté à Iholdy (Pyrénées-Atlantiques). Premières synthèses des fouilles effectuées sur Unikoté I (fouille principale) et Unikoté II (chantier extérieur). *Bulletin du Musée Basque*, 2000, n° 155, p. 3-50.

MICHEL, Patrick. Une grotte repaire d'Hyènes des cavernes avec des indices de présence humaine dans des niveaux würmiens : la grotte d'Unikoté à Iholdy (Pyrénées-Atlantiques). Bilan des travaux et synthèses des données. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2000, n° 19, p. 39-64, ill.

NESPOULET, Roland. Le Gravettien final de l'abri Pataud, Les Eyzies-de-Tayac, Dordogne : nouvelles données technologiques et typologiques sur l'industrie lithique provenant du niveau 3. *L'Anthropologie*, 2000, n° 104-1, p. 63-120, ill.

PAILLET, Patrick. Le Bison dans les arts magdaléniens du Périgord. *Gallia Préhistoire*, 1999, sup. 33, 475 p., ill.

PIGEAUD, Romain. Art mobilier sur support contraignant : étude des proportions de trois chevaux magdaléniens conservés au Musée des Antiquités Nationales et de leur inscription dans le volume de la pièce. *Antiquités Nationales*, 1999, n° 31, p. 11-43, ill.

PLASSARD, Frédéric. *Les tectiformes et les Mammouths de Rouffignac et de Font-de-Gaume. Etude comparative de l'art paléolithique des deux grottes*. Mémoire de DEA d'Anthropologie et de Préhistoire. Bordeaux, Université de Bordeaux I, 2000, 115 p.

PLASSARD, Frédéric et PLASSARD, Jean. Figures inédites de la grotte de Rouffignac. *Gallia Préhistoire*, 2000, n° 42, p. 85-106, ill.

RAUX, Pascal. Nouvelle interprétation de certaines phalanges animales percées. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2000, n° 127-1, p. 87-138, ill.

ROUSSOT-LARROQUE, Julia. Laurent Coulonges et la naissance du Sauveterrien. *Préhistoire du Sud-Ouest*, 2000, n° 7-2, p. 145-157, ill.

ROUSSOT-LARROQUE, Julia. Sauveterrien et Sauveterriens. *Préhistoire du Sud-Ouest*, 2000, n° 7-2, p. 159-178, ill.

ROUSSOT-LARROQUE, Julia, MOREAU, Jacques et BOURHIS, Jean-Roger. Nouveau poignard campaniforme à Soulac-sur-Mer (Gironde). *Préhistoire du Sud-Ouest*, 2000, p. 75-81, ill.

TAUXE, Denis. Participation figurative et abstraite du point dans l'iconographie pariétale de Lascaux (Dordogne, France). *L'Anthropologie*, 1999, n° 103-4, p. 531-548, ill.

TEYSSANDIER, Nicolas. L'industrie lithique aurignacienne du secteur II de Barbas (Creysse, Dordogne) : analyse technique et implications archéologiques. In *Des comportements techniques dans la Préhistoire. Actes de la Table Ronde* sous la direction de Eric Boëda et de Virginie Guillomet Malmassari. Nanterre, Laboratoire de Préhistoire et Technologie (UMR 7055), Laboratoire d'Ethnologie et de Sociologie Comparative, 2000. (*Ateliers*, n° 20, p. 29-59, ill.).

TURQ, Alain. Le Paléolithique inférieur et moyen entre les vallées de la Dordogne et du Lot. *Paléo*, 2000, sup. 2, 456 p., ill.

VANDERMEERSCH, Bernard. La place du sud-ouest de la France dans le peuplement paléolithique de l'Europe. In *Annales des VIIIe Rencontres Archéologiques de Saint-Céré (Lot)*. Saint-Céré, Association des Amis du Passé de Saint-Céré, 2000, p. 4-12, ill.

## Protohistoire

BEYNEIX, Alain. Des estampilles sur *dolia* dans le sud-ouest de la Gaule à la fin de l'Âge du Fer. *Archäologisches Korrespondenzblatt*, 2000, n° 30, p. 85-96.

BIRON, Marina. Traitement et mise à l'étude du mobilier métallique du tumulus Grand Tauzin n° 3 (commune de Monségur, Landes). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2000, n° 19, p. 125-130, ill.

BLANC, Claude. Archéologie protohistorique de la vallée d'Ossau (P.-A.). Essai de synthèse. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2000, n° 19, p. 7-27, ill.

CERT, Claudine. Les moules métallurgiques dans les Pyrénées. *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, 2000, n° 97-4, p. 595-608, ill.

CHEVILLOT, Christian. Les premiers agriculteurs et métallurgistes. In *Histoire du Périgord* sous la direction de Bernard Lachaise. Périgueux, Fanlac, 2000, p. 44-69, ill.

COFFYN, André. Paléométaballurgie du Sud-Ouest du Néolithique final au Bronze ancien. *Préhistoire du Sud-Ouest*, 2000, n° 7-2, p. 179-189, ill.

DHENNEQUIN, Laurent. L'armement dans le sud-ouest de la France au début de l'Âge du Fer. *Antiquités Nationales*, 1999, n° 31, p. 159-170, ill.

ESCUDE-QUILLET, Jean-Marie. Eléments d'études sur les pratiques funéraires du Bronze final et du début de l'Âge du Fer en Aquitaine méridionale. In *Archéologie de la mort, archéologie de la tombe au Premier Âge du Fer. Actes du*



XXI<sup>e</sup> colloque International de l'Association française pour l'Etude de l'Age du Fer, Conques - Montrozier du 8 au 11 mai 1997 (thème spécialisé). Lattes, UMR 154-CNRS «Milieux et Sociétés en France Méditerranéenne : archéologie et histoire», 2000. p. 131-140, ill. (*Monographies d'Archéologie Méditerranéenne*, n° 5).

GELLIBERT, Bernard et MERLET, Jean-Claude. Etude archéologique métallique du tumulus Grand Tauzin n° 3 (commune de Monségur, Landes). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2000, n° 19, p. 131-136, ill.

GUILAINE, Jean, CAROZZA, Laurent et GAIFFE, Olivier. Avant-propos : Actualité de l'Age du Bronze dans le sud-ouest de la France. *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, 2000, n° 97-4, p. 517-520.

MAREMBERT, Fabrice. Un faciès original : le groupe du Pont-Long au cours des phases anciennes de l'Age du Bronze dans les Pyrénées nord-occidentales. *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, 2000, n° 97-4, p. 521-538, ill.

MAURIN, Bernard. Le plancher de cabane de Put-Blanc III, lac de Sanguinet, Landes. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2000, n° 19, p. 117-124.

MERLET, Jean-Claude. La sépulture à incinération du moulin de Papin à Saint-Sever (Landes). *Bulletin de la Société de Borda*, 2000, n° 4, p. 463-470, ill.

SEIGNE, Jacques. Serres-Castet 1871 (Pyrénées-Atlantiques). Le tumulus de Turucoulous. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2000, n° 19, p. 29-38, ill.

## Histoire

AFONSO, Nuno. *Lalouquette, une villa gallo-romaine : proposition de restitution architecturale par modélisation informatique*. Mémoire d'Histoire, Archéologie, Histoire de l'Art présenté à l'Université de Pau sous la direction de François Réchin, 2000.

ALLOUIS, Pierre. Le Bruilhois. *Revue de l'Agenais*, 2000, n° 4, p. 289-293, carte.

AUBIN, Gérard. Le terrier de Sauveterre-de-Guyenne. In *L'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité. Actes du colloque l'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité ; 7. Camiac-et-Saint-Denis*, CLEM, 2000, p. 111-129, ill.

BABOULENE, Valérie. Saint-Hilaire : ancienne église de l'ensemble conventuel des cordeliers d'Agen (Lot-et-Garonne). *Archéologie du Midi Médiéval*, 2000, n° 18, p. 142-160, ill.

BARRAUD, Dany et REGALDO-SAINT-BLANCARD, Pierre. Aquitaine : recherches récentes de *Burdigala* à Bordeaux. *Archeologia*, 2000, n° 367, p. 24-35, ill.

BENIER, Jean. Questions et hypothèses sur les modifications subies au cours des siècles par la basilique de Soulac-sur-Mer. *Cahiers Méduliens*, 2000, n° 33, p. 75-82.

BENQUET, Laurence et PIOT, Céline. Les amphores de Lacoste (Mouliets-et-Villemartin, Gironde). In *Productions régionales et importations en Aquitaine. Actualité des recherches céramiques en Gaule. Actes du congrès de Libourne 1 au 4 juin 2000* sous la direction de Lucien Rivet. Marseille, Société Française d'Etude de la céramique Antique en Gaule, 2000, p. 155-165, ill.

BERDOY, Anne. Lieux de production potière en Béarn et Pays Basque, du Moyen Age à l'époque contemporaine. In *Potiers et poteries modernes en Midi toulousain et Gascogne : 2<sup>èmes</sup> rencontres archéologiques en Comminges*, Muret, septembre 1999. *GRESALE*, 2000, n° 2, p. 5-14.

BERGERET, Agnès et NACFER, Marie-Noëlle. Le cimetière carolingien de la gare Citram à Bordeaux. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1999, t. 90, p. 47-57, ill.

BERIAC-LAINE, Françoise. Bayonne au tournant des siècles XI<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> s. *Revue d'histoire de Bayonne, du Pays Basque et du Bas-Adour*, 2000, n° 155, p. 13-20.

BERTHAULT, Frédéric. Le matériel amphorique produit à Périgueux. In *Productions régionales et importations en Aquitaine. Actualité des recherches céramiques en Gaule. Actes du congrès de Libourne 1 au 4 juin 2000* sous la direction de Lucien Rivet. Marseille, Société Française d'Etude de la céramique Antique en Gaule, 2000, p. 29-38, ill.

BERTHAULT, Frédéric. *Aux origines du vignoble bordelais : il y a 2000 ans, le vin à Bordeaux*. Bordeaux, Editions Féret, 2000, 125 p., ill.

BERTHIER, Marcel. Quelques notes sur les clarisses de Périgueux et leurs monastères du XIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2000, n° 127-1, p. 73-86, ill.

BLAISE, Michel et CARRILLON, Claire. Découverte de fours à Loupes, lieu-dit «le Petit-Verdun». Les fours de Loupes, sauvetage urgent 9 et 10 août 1999. *Bulletin de la Société Archéologique de Lignan-de-Bordeaux et du canton de Créon*, 2000, n° 6, p. 24-29, ill.

BLONDIN, Alain. Saint-Pierre de Tourtoirac. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2000, n° 127-1, p. 177-184, ill.

BLOT, Jacques. Le cercle de pierres ou Baratz «Mendizabale 7», commune de Macaye, Pyrénées Atlantiques. Compte rendu de fouilles 1995. *Bulletin du Musée Basque*, 2000, n° 56, p. 53-74, ill.

BLOT, Jean-Yves et LIZE, Patrick, éditeurs. *Le naufrage des portugais sur les côtes de Saint-Jean-de-Luz et d'Arcachon (1627). Relations de dom Manuel de Meneses & dom Francisco Manuel de Melo (epanafora tragica) & autres documents*. Paris, Editions Chandeigne, 2000, 285 p., ill.

BOUTOULLE, Frédéric. Une sauveté de la Sauve Majeure et ses paroissines, Saint-Martin de Coirac (fin XI<sup>e</sup>-début XII<sup>e</sup> siècle). In *L'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité. Actes du colloque l'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité ; 7*. Bordeaux, William Blake & Co., 2000, p. 73-80, ill.

BOUTOULLE, Frédéric. La vigne et le négoce du vin en Bordelais et Bazadais (fin XI<sup>e</sup>-début XIII<sup>e</sup> siècle). *Annales du Midi*, 2000, n° 3, p. 275-298.

BRASSOUS, Laurent. Origine et datation des céramiques à parois fines retrouvées dans la région bordelaise. L'apport d'une fouille de sauvetage urbain. In *Productions régionales et importations en Aquitaine. Actualité des recherches céramiques en Gaule. Actes du congrès de Libourne 1 au 4 juin 2000* sous la direction de Lucien Rivet. Marseille, Société Française d'Etude de la céramique Antique en Gaule, 2000, p. 167-175, ill.

BRIVES, Anne-Laure. *Le petit mobilier métallique provenant des fouilles gallo-romaines effectuées dans la ville de Périgueux (Dordogne) : la parure, les instruments de toilette et de chirurgie et les petits objets de la vie quotidienne*. Mémoire de maîtrise en archéologie. Bordeaux, Université de Bordeaux III, U.F.R. de Lettres, département Histoire de l'Art et Archéologie, 2000, 107 p., ill.

BROQUA, Alain. Une villa gallo-romaine à Moncrabeau (Lot-et-Garonne). *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 2000, n° 22, p. 1-8, ill.

BUI THI MAI. Nouvelles données sur l'environnement végétal des sites archéologiques du piémont pyrénéen, du Néolithique à l'Antiquité. In *Organisation des espaces antiques : entre nature et histoire. Table ronde du groupe de recherches archéologiques de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour*, 21-22 mars 1997 sous la direction de Georges Fabre, Rosa Plana et François Réchin. Biarritz, Atlantica, 2000, p. 95-107, ill.

CARPONSIN-MARTIN, Catherine et GOURDON-PLATEL, Nicole. La céramique à engobe micacé (Dordogne) : caractérisation et technique de fabrication. In *Productions régionales et importations en Aquitaine. Actualité des recherches céramiques en Gaule. Actes du congrès de Li-*

bourne 1 au 4 juin 2000 sous la direction de Lucien Rivet. Marseille, Société Française d'Etude de la céramique Antique en Gaule, 2000, p. 39-52, ill.

CARRERE, Jean. La seigneurie de Brassempouy. *Bulletin de la Société de Borda*, 2000, n° 4, p. 427-440, ill.

CHATEAU, Catherine. L'oeuvre de Claude-Clair Francin à Bordeaux entre 1748 et 1765, de la sculpture Rocaille à la sculpture néoclassique. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1999, t. 90, p. 139-155, ill.

COCULA, Anne-Marie, sous la direction de. *Aquitaine 2000 ans d'histoire*. Bordeaux, Editions Sud-Ouest, 2000, 141 p., ill.

COMPATANGELO-SOUSSIGNAN, Rita. La reconstitution du paysage antique de Lescar : sources médiévales, cartographie et aéro-photographie. In *Organisation des espaces antiques : entre nature et histoire. Table ronde du groupe de recherches archéologiques de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour*, 21-22 mars 1997 sous la direction de Georges Fabre, Rosa Plana et François Réchin. Biarritz, Atlantica, 2000, p. 73-93, ill.

CORVISIER, Christian. Ancien prieuré du Paravis, étude d'histoire architecturale. *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 2000, n° 22, p. 9-26, ill.

CORVISIER, Christian. Le château de Rauzan. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1999, t. 90, p. 65-99, ill.

COSTE, Laurent. Demeures de jurats bourgeois bordelais dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1999, t. 90, p. 127-132, ill.

COURTES, Georges. Pontenx au temps des forges. *Bulletin de la Société de Borda*, 2000, n° 2, p. 209-212.

CUEILLEN, Laetitia. Les lampes à huile de Bordeaux : l'apport de la cité judiciaire. In *Productions régionales et importations en Aquitaine. Actualité des recherches céramiques en Gaule. Actes du congrès de Libourne 1 au 4 juin 2000* sous la direction de Lucien Rivet. Marseille, Société Française d'Etude de la céramique Antique en Gaule, 2000, p. 177-188, ill.

DEBAUMARCHE, Anne et LERAT-HARDY, Marie-Christine. Abécédaire de l'estuaire, et du patrimoine fluvio-maritime en Gironde. *Le Festin*, 2000, n° 35-36, p. 21-26, ill.

DELLUC, Brigitte et DELLUC, Gilles. Cadouin et ses abbayes-filles (archéologie cistercienne). *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2000, n° 127-2, ill.

DORMOY, Claude et DOREAU, François. Dans les antres de la terre et au coeur de la foi des églises creusées dans le roc. *Le Festin*, 2000, n° 34, p. 18-27, ill.



DOUSSY, Denise. Les églises romanes dans la région de Mézin. *Revue de l'Agenais*, 2000, n° 2, p. 131-133, ill.

DUCOURNEAU, Alexandre. *Les lithographies de la Guienne historique et monumentale publiées par Alexandre Ducourneau (1842-1844)* préface de Bernard Larrieu. Camiac-et-Saint-Denis, Editions de l'Entre-deux-Mers, 2000, 263 p., ill. (*Archives et chroniques d'Aquitaine*).

FABRE, Georges. La dimension sociale du contrôle de l'espace dans les Pyrénées occidentales et centrales : quelques remarques. In *Organisation des espaces antiques : entre nature et histoire. Table ronde du groupe de recherches archéologiques de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour*, 21-22 mars 1997 sous la direction de Georges Fabre, Rosa Plana et François Réchin. Biarritz, Atlantica, 2000, p. 133-144, ill.

FAIVRE, Jean-Bernard. La reconstruction de l'église Notre-Dame de Sauveterre-de-Guyenne (1818-1938). In *L'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité. Actes du colloque l'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité* ; 7. Bordeaux, Camiac-et-Saint-Denis, CLEM, 2000, p. 249-261, ill.

FARAVEL, Sylvie. L'abbaye de Blasimon et sa seigneurie au Moyen Age (Xe - XVIe siècle). In *L'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité. Actes du colloque l'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité* ; 7. Camiac-et-Saint-Denis, CLEM, 2000, p. 229-248.

FARAVEL, Sylvie et al. Du nouveau sur le château et les seigneurs de Pommies. In *L'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité. Actes du colloque l'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité* ; 7. Bordeaux, Camiac-et-Saint-Denis, CLEM, 2000, p. 29-71, ill.

FENIE, Jean-Jacques. Les pays des Landes : glissements et permanence d'un patrimoine. *Bulletin de la Société de Borda*, 2000, n° 4, p. 471-486.

FOURNIOUX, Bernard. Le paysage agraire de la châtellenie de Montignac et son environnement humain à la fin du Moyen Age. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2000, n° 127-1, p. 139-176, ill.

FOURNIOUX, Bernard. L'habitat et l'espace cultivé au coeur de la forêt Barade. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2000, n° 127-2, p. 287-320, ill.

GABORIT, Michelle. Peintures funéraires de Pons de Pommiers dans la cathédrale Saint-André de Bordeaux. In *L'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité. Actes du colloque l'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité* ; 7. Bordeaux, Camiac-et-Saint-Denis, CLEM, 2000, p. 207-213, ill.

GABORIT, Michelle. Peintures murales médiévales autour de Sauveterre, Gironde. In *L'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité. Actes du colloque l'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité* ; 7. Camiac-et-Saint-Denis, CLEM, 2000, p. 215-222, ill.

GALES, Françoise. *Des fortifications et des hommes : l'oeuvre des Foix-Béarn au IXe siècle*. Thèse de doctorat d'Histoire de l'Art sous la direction de Michèle Pradalier-Schlumberger et de Nelly Pousthomis-Dalle. Toulouse, Université de Toulouse-le-Mirail, 2000, 2 tomes, 3 volumes, 263, 32, 184 p.

GENIN, Martine, MARE, Eric et SIREIX, Christophe. L'atelier du site de l'Enclos à Saint-Médard-de-Mussidan (Dordogne) : une production régionale de céramique commune (IIe-IIIe siècles). In *Productions régionales et importations en Aquitaine. Actualité des recherches céramiques en Gaule. Actes du congrès de Libourne* 1 au 4 juin 2000 sous la direction de Lucien Rivet. Marseille, Société Française d'Etude de la céramique Antique en Gaule, 2000, p. 75-109, ill.

GERBER, Frédéric. Nouvelles informations sur la ville antique de Dax (Landes). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2000, n° 19, p. 163-171, ill.

GENEVIEVE, V. et HOLLARD, D. Une nouvelle imitation d'un double sesterce de Postume découvert à Bordeaux. *Bulletin de la Société Française de Numismatique*, 2000, n° 7, p. 172-174.

GIRODET, Jérôme. Pointes de lances d'époque romaine découvertes dans les Pyrénées-Atlantiques et les Hautes-Pyrénées. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2000, n° 19, p. 193-197, ill.

GRILLON, Louis et REVIRIEGO, Bernard. Le cartulaire de l'abbaye Notre-Dame de Chancelade. *Archives en Dordogne-Etudes et documents*, 2000, n° 2, 279 p., ill.

GUIET, Hervé. La genèse de la Bastide de Créon. In *L'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité. Actes du colloque l'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité* ; 7. Camiac-et-Saint-Denis, CLEM, 2000, p. 91-110, ill.

HERVET, Myriam. Inventaire descriptif des églises médiévales du canton de Fronsac : Saint-Pierre de Lalande de Fronsac, Saint-Genès de Fronsac. *Revue Historique et Archéologique du Libournais*, 2000, n° 255, p. 1-16, ill.

HERVET, Myriam. Inventaire descriptif des églises médiévales du canton de Fronsac : Saint-Michel de Fronsac, Saint-Romain-la-Virvée. *Revue Historique et Archéologique du Libournais*, 2000, n° 258, p. 77-89, ill.

IDIART, Sophie. Occupation du sol et peuplement entre Adour et Midouze à l'époque médiévale. *Bulletin de la Société de Borda*, 2000, n° 3, p. 341-356, ill.

JACQUES, Philippe. Une officine de potier à Agen (Lot-et-Garonne) au IIIe siècle ? In *Productions régionales et importations en Aquitaine. Actualité des recherches céramiques en Gaule. Actes du congrès de Libourne* 1 au 4 juin 2000 sous la direction de Lucien Rivet. Marseille, Société Française d'Etude de la céramique Antique en Gaule, 2000, p. 53-74, ill.

JACQUES, Philippe. Le site archéologique de villa de Sainte-Radegonde. In *Bon-Encontre un siècle d'images du bourg ecclésial à la ville moderne*, 2000, p. 53-74.

LABATUT, Fernand. Dans les landes du pays de Buch sous l'ancien régime : prélude à l'ensemencement des dunes. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique d'Archacchon et du Pays de Buch*, 2000, n° 103, p. 68-94 ; n° 104, p. 3-12 et 85-96.

LACOSTE, Jacques. L'église de Blasimon et sa façade. In *L'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité. Actes du colloque l'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité* ; 7. Camiac-et-Saint-Denis, CLEM, 2000, p. 263-275, ill.

LAGRANGE, Jacques et al. *Bergerac et le pays bergeracois*. Tome I. Périgueux, Pilote 24 édition, 2000, 307 p.

LAROCHE, Jean-Marc. Le moulin à foulon de la commanderie de Condat. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2000, n° 127-4, p. 579-584, ill.

LAUT, Laurence. L'occupation du sol, autour de la villa de Taron, commune de Taron-Sadirac-Viellenave (Pyrénées-Atlantiques). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2000, n° 19, p. 77-88, ill.

LAVAUD, Sandrine. L'emprise foncière de Bordeaux sur sa campagne : l'exemple des bourdieux (XIVe-XVIe siècles). *Annales du Midi*, 2000, n° 3, p. 315-330.

LE BIHAN, Cécile. Pierre Clochar (1774-1853) : itinéraires d'un architecte bordelais de Paris en Italie. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1999, t. 90, p. 157-168, ill..

LECOEUR, Pierre. Le Franc : notre monnaie au cours des siècles. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1999, t. 90, p. 101-111, ill.

LEGAZ, Amaia. L'immeuble Sainte-Claire à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2000, n° 19, p. 107-111, ill.

LE NAIL, François. *La longue histoire de Saint-Rabier*. Saint-Rabier, 2000, 256 p.

LESTANI, Dominique. La juridiction de Lamoujoie au XVIIe siècle d'après les livres terriers de 1632 et 1672. *Revue de l'Agenais*, 2000, n° 4, p. 295-306.

MARIAN, Jérôme. *Etude de la villa gallo-romaine de Loupiac*. Travail d'étude et de recherche sous la direction de Jacques des Courtils. Bordeaux, Université Michel de Montaigne, U.F.R. d'histoire de l'Art et Archéologie, 2000, 2 tomes, 97 p., 99 fig.

MARQUETTE, Jean-Bernard et LARRIEU, Bernard. Léo Drouyn. *Les albums de dessins. Vol. 6 : Le Bazadais méridional* sous la direction de Bernard Larrieu et Jean-François Duclot. Camiac-et-Saint-Denis, Editions de l'Entre-deux-Mers, 2000, 227 p., ill. (*Archives et chroniques de l'Entre-deux-Mers*).

MARTIN, A. *Le castrum de Pommiers, étude architecturale de l'enceinte médiévale*. Mémoire de DEA sous la direction de Philippe Araguas. Bordeaux, Université de Bordeaux III, 2000.

MAUPATE, Peggy. *Le patrimoine du canton de Thèze. Constat, analyse du vécu et mise en valeur*. Mémoire d'Histoire, Archéologie, Histoire de l'Art présenté à l'Université de Pau sous la direction de François Réchin et Patrice Bidart, 2000.

MC-DONALD, Monique. Rion-des-Landes, 1750-1840, à travers l'histoire de quatre familles de laboureurs. *Bulletin de la Société de Borda*, 2000, n° 4, p. 448-462.

MERLET, Florine. *La villa de Lussas-et-Nontronneau (Dordogne) : étude du mobilier céramique*. Travail d'étude et de recherche sous la direction de Alain Bouet. Bordeaux, Université Michel de Montaigne, U.F.R. d'Histoire, 2000, 3 volumes, 109, 170 p., 72 pl.

MICHEL, François et COULAUD, Stéphane. Charnier sous le béton, l'antique. *Le Festin*, 2000, n° 23-24, p. 34-39, ill..

MUSSOT-GOULARD, Renée. Les châteaux de l'Adour au Ve siècle. *Revue d'histoire de Bayonne, du Pays Basque et du Bas-Adour*, 2000, n° 155, p. 1-16.

MUSSOT-GOULARD, Renée. Labourd, An 1000, vers Bayonne. *Revue d'histoire de Bayonne, du Pays Basque et du Bas-Adour*, 2000, n° 156, p. 3-12.

NORMAND, Christian. Vallée de la Bidouze : identification des maisons fortes. *Le Festin*, 2000, n° 33, p. 50-57, ill.

POTIER, Charles. Le «monastère» de Saint-Cyprien au service du monde rural. *Bulletin de la Société d'Art et d'Histoire de Sarlat et du Périgord Noir*, 2000, n° 81, p. 74-76.

RECHIN, François. Etablissements pastoraux du piémont occidental des Pyrénées. In *Organisation des espaces antiques : entre nature et histoire. Table ronde du groupe de recherches archéologiques de l'Université de Pau et des Pays de*



*l'Adour*, 21-22 mars 1997 sous la direction de Georges Fabre, Rosa Plana et François Réchin. Biarritz, Atlantica, 2000, p. 11-50, ill.

RECHIN, François et LEBLANC, Jean-Claude. L'émergence d'une tradition sidérurgique dans les Landes de Gascogne aux époques romaines et médiévales : sondages archéologiques à Saint-Paul-lès-Dax (Landes). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2000, n° 19, p. 137-161, ill.

RECHIN, François et CONVERTINI, Fabrice. Production et échanges en Aquitaine durant le Haut-Empire : nouveaux apports de la pétrographie céramique. In *Productions régionales et importations en Aquitaine. Actualité des recherches céramiques en Gaule. Actes du congrès de Libourne 1 au 4 juin 2000* sous la direction de Lucien Rivet. Marseille, Société Française d'Etude de la céramique Antique en Gaule, 2000, p. 111-127, ill.

RIVET, Lucien, directeur. *Productions régionales et importations en Aquitaine. Actualité des recherches céramiques en Gaule. Actes du congrès de Libourne 1 au 4 juin 2000*. Marseille, Société Française d'Etude de la céramique Antique en Gaule, 2000, 520 p., ill.

ROUSSEAU, Stéphane. Les souterrains refuges de l'Entre-deux-Mers. In *L'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité. Actes du colloque l'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité*; 7. Bordeaux, William Blake & Co., 2000, p. 23-27, ill.

SABLAYROLLES, Robert. Le pagus dans le cadre pyrénéen. In *Organisation des espaces antiques : entre nature et histoire. Table ronde du groupe de recherches archéologiques de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour*, 21-22 mars 1997 sous la direction de Georges Fabre, Rosa Plana et François Réchin. Biarritz, Atlantica, 2000, p. 95-107, ill.

SAINT-GIRONS, Franck. Les tourbières de l'Estanque (Mées, Landes). *Bulletin de la Société de Borda*, 2000, n° 3, p. 373-382, ill.

SIREIX, Christophe et MAURIN, Louis. Potiers de Vayres (Gironde). In *Productions régionales et importations en Aquitaine. Actualité des recherches céramiques en Gaule. Actes du congrès de Libourne 1 au 4 juin 2000* sous la direction de Lucien Rivet. Marseille, Société Française d'Etude de la céramique Antique en Gaule, 2000, p. 11-28, ill.

SOULAS, Sylvie. Eléments d'évolution de la céramique estampée d'après les fouilles de la place Camille-Jullian à Bordeaux. In *Productions régionales et importations en Aquitaine. Actualité des recherches céramiques en Gaule. Actes du congrès de Libourne 1 au 4 juin 2000* sous la direction de Lucien Rivet. Marseille, Société Française d'Etude de la céramique Antique en Gaule, 2000, p. 145-153, ill.

TAILLENTOU, Jean-Jacques. Le Vignac au XVIIIe siècles : originalités d'un village des confins du Born et du Marensin. *Bulletin de la Société de Borda*, 2000, n° 4, p. 478-514, ill.

TRAISSAC, Elisabeth. Description de l'abbaye de la Sauve par Dom Dulaura (1683), l'oeuvre de la congrégation de Saint-Maur. In *L'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité. Actes du colloque l'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité*; 7. Camiac-et-Saint-Denis, CLEM, 2000, p. 81-89, ill.

TRAMASSET-BARIOU, Corinne. De la terre à pots aux pots de terre. *Bulletin de la Société Archéologique de Lignac-de-Bordeaux et du canton de Créon*, 2000, n° 6, p. 95-115, ill.

VERGAIN, Philippe. Approches archéologiques des parcellaires et structures agraires en Aquitaine méridionale. In *Organisation des espaces antiques : entre nature et histoire. Table ronde du groupe de recherches archéologiques de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour*, 21-22 mars 1997 sous la direction de Georges Fabre, Rosa Plana et François Réchin. Biarritz, Atlantica, 2000, p. 51-72, ill.

## Toutes périodes

CHOPIN-BOURGUINAT, Cécile. Première approche de l'archéologie du canton d'Oloron-Ouest (Pyrénées-Atlantiques). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2000, n° 19, p. 89-106.

L'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité. *Actes du colloque l'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité*; 7. Bordeaux, Camiac-et-Saint-Denis, CLEM, 2000. 315 p., ill.

LACHAISE, Bernard, sous la direction de. *Histoire du Périgord*. Périgueux, Fanlac, 2000, 319 p., ill.

MAGNANT, François, et al. *Villenave d'Ornon 5000 ans d'histoire*. Villenave d'Ornon, Maury imprimeur, 2000, 205 p., ill.

# Le quartier de Tropeyte à Bordeaux Essai de synthèse historique et archéologique

par Pierre Régaldo-Saint Blancard \*

La ville de Bordeaux dans son ensemble, y compris sa proche banlieue, est en travaux. Plusieurs programmes d'envergure visent à lui donner une modernité qu'elle avait perdue. Beaucoup ont des impacts archéologiques qui nécessitent des interventions préventives. Parmi ceux-ci, si aucun n'est négligeable, le plus important est sans conteste celui des parcs de stationnement souterrains<sup>1</sup> confiés par la Communauté urbaine de Bordeaux, par délégation de service public<sup>2</sup>, à la société BP 3000. On ne s'attachera ici qu'au vaste complexe, particulièrement sensible du point de vue archéologique, formé par le parc de la place de Bourse<sup>3</sup>, celui du cours du Chapeau-Rouge et de la place Jean-Jaurès<sup>4</sup> et leur commun système d'accès sous le quai du maréchal Lyautey<sup>5</sup> (fig. 1).

Le parc souterrain du Chapeau-Rouge occupera le centre du cours, depuis la rue Louis, qui borde l'arrière du Grand-Théâtre ; après un infléchissement vers le nord au droit de la place Gabriel, il s'épanouira sur la place Jean-Jaurès jusque dans l'axe des façades des quais ; les dernières versions de ce projet ne lui attribuent aucune sortie piétonne hors de son volume<sup>6</sup>. Celui de la Bourse occupera le centre de la place et se développera largement sous les voiries actuelles des quais jusqu'au terre-plein central ; sur les trois autres côtés, il débordera quelque peu les parterres paysagers. Il possèdera trois sorties piétonnes : les deux premières conduiront devant les hôtels de la Bourse et de la Douane ; l'autre traversera la place et le bas de la rue Saint-Rémi pour ressortir au 6 de cette rue, dans un ensemble d'immeubles restructuré qui débouche aussi sur la rue

Fernand-Philippart ; une autre version des projets remplace cette sortie par un débouché dans la Chambre de commerce. On accèdera à ces deux parcs par un vaste complexe de trémies et de couloirs d'accès souterrains, établi

\* DRAC d'Aquitaine, Service régional de l'Archéologie.

Le rapport d'où est issu le texte qui suit a été réalisé avec la collaboration :

- de Mauricette Laprie (SRA), Sylvie Maleret (Hadès) et Hugues Roussanie (Hadès), pour la documentation ;
- d'Olivier Henry (Hadès) et de Joël Nadal (Hadès) pour les opérations de terrain ;
- de Béatrice Szepertyski (LAE) pour la dendrochronologie ;
- de Thierry Gé (Afan) pour la géologie ;
- de Philippe Coutures (SRA) et d'Olivier Henry (Hadès) pour les plans et cartes.

1. L'ensemble de ces projets a parfois porté le nom de "Parcs des Portes du Centre".

2. Délibération n° 2000/390 du 26 mai 2000.

3. 701 places, 3500 m<sup>2</sup>.

4. 890 places, 4700 m<sup>2</sup>, 210 m de longueur est-ouest.

5. Pour certains dossiers administratifs, ces deux parcs constituent même une unique entité ; ils ont fait l'objet de modifications de la demande de permis de construire en date du 13 décembre 2000. Différentes modifications sont encore en cours de discussion.

6. A des stades antérieurs de l'étude, une sortie piétonne gagnait l'hôtel de Saige et une desserte de service passait sous la place Gabriel et l'hôtel de la Bourse pour rejoindre l'autre parking.



sous les voies de circulation actuelles des quais, immédiatement à l'est de la place Jean-Jaurès et le long de la façade de l'hôtel de la Bourse. La réalisation de ces ouvrages est théoriquement prévue sur un calendrier qui devrait, conformément au cahier des charges établi par la CUB, libérer la surface des voiries en mars 2002 pour l'établissement des voies du tramway<sup>7</sup>.

Le texte qui suit est issu, sous une forme un peu allégée et avec un plan remanié, de l'étude de diagnostic menée sur l'emprise de ces travaux. La partie concernant la place de la Bourse a déjà fait l'objet d'une communication dans la *Revue archéologique de Bordeaux*<sup>8</sup>, et l'on n'en reprendra pas ici les détails.

La publication de ce dossier, y compris le cahier des charges établi par le Service régional de l'archéologie, donné en annexe, avant que commencent les fouilles, témoigne d'une volonté affirmée de transparence et d'ouverture au public ; un autre volet en sera l'exposition qui, à partir de février 2002, retracera au Musée d'Aquitaine l'évolution des travaux archéologiques presque en temps réel. L'exercice est ici quelque peu périlleux : quel que soit le soin apporté à la synthèse qui suit, il est probable que bien des éléments ne passeront pas l'épreuve du terrain, seul verdict valable en la matière.

## Un quartier de Bordeaux

Le propos est donc ici de présenter l'évolution des différents paysages qui se sont imposés à ce quartier ancien de Bordeaux, en recentrant bien sûr l'exposé sur les emprises des futurs parcs, mais en ayant aussi une vision plus élargie qui permette une certaine mise en perspective des phénomènes constatés localement.

Un bon nombre d'observations archéologiques jalonnent le périmètre des aménagements envisagés. Elles fournissent de nombreuses données, en général convergentes, sur la réalité des niveaux anciens, sur leur profondeur et leur puissance. Autant les données de ces fenêtres restreintes sont importantes en elles-mêmes, autant elles n'ont de signification réelle et utilisable en terme de diagnostic que dans un cadre historique qui ne se limite pas aux seules emprises des travaux mais embrasse l'ensemble du secteur.

## Trois espaces distincts et complémentaires

Le quartier ainsi considéré est marqué par une diversité certaine de son occupation presque à toutes les époques. On y distingue trois espaces bien typés qui entretiennent de multiples relations les rendant complémentaires :

- S'épaulant à l'est sur la Garonne, ce quartier possède un espace fluvial qui se développe le plus souvent sous son aspect portuaire, avec, presque à toutes époques historiques, des aménagements spécifiques plus ou moins marqués au sol.
- En seconde ligne, se développe un espace défensif qui ne se limite pas à l'enceinte du XIV<sup>e</sup> siècle et à ses adjonctions, y compris le château Trompette, mais implique aussi l'angle nord-est du *castrum* et ses greffes médiévales ; il naît ainsi avec le Bas Empire et disparaît avec l'Ancien Régime.
- En arrière, s'étend un espace urbain, tantôt ouvert et tantôt clos par les murailles, tantôt richement bâti et tantôt délaissé, voire même abandonné à l'agriculture périurbaine.

Le quartier ainsi caractérisé porte à certains moments de son histoire un nom un peu étrange bien que de consonance nettement gasconne : Tropeyte. C'est par ce nom qu'on le désignera ici.

## Tropeyte

Ce nom est attesté en 1262 pour la première fois<sup>9</sup>. Etant donnée la rareté des textes antérieurs, on ne saurait déterminer une chronologie plausible pour son origine. Toutefois, le fait qu'il ait dès ce moment deux significations distinctes tend à démontrer qu'il a déjà une certaine ancienneté.

Sa signification même est inconnue. Aucune étymologie n'en est jamais proposée, si ce n'est deux explications anciennes, pseudo-historisantes, issues de la corruption du nom en *Trompette* : il évoquerait les sonneries de trompettes destinées à rappeler bergers et troupeaux avant la fermeture des portes de la ville, ou celles qui appelaient maçons et ouvriers pour travailler à la construction du château<sup>10</sup>.

La forteresse construite par Charles VII au lendemain de la bataille de Castillon accaparera progressivement ce toponyme. Mais, à la fin du Moyen Age, il désigne couramment un vaste quartier de Bordeaux qui s'étendrait de la Devèze à l'Audeyole, de la Garonne à la route du Médoc<sup>11</sup>, soit une emprise jalonnée approximativement par

7. Ces données sont sans doute à actualiser, et le seront probablement encore : un retard de six mois de l'ensemble de la programmation du tramway a été annoncé en mars 2001.

8. Régado 1996b. La bibliographie est donnée en annexe II.

9. *Livre des Bouillons*, CXVII, p. 365-373 (p. 368, 370, 371).

10. Respectivement Dom Devienne et Jean de Gaufréteau dans sa *Chronique bordelaise*, cités par Desgraves, 1960, p. 338.

11. Drouyn, p. 109, 143. A l'ouest, c'est le quartier de Campaure 1879.

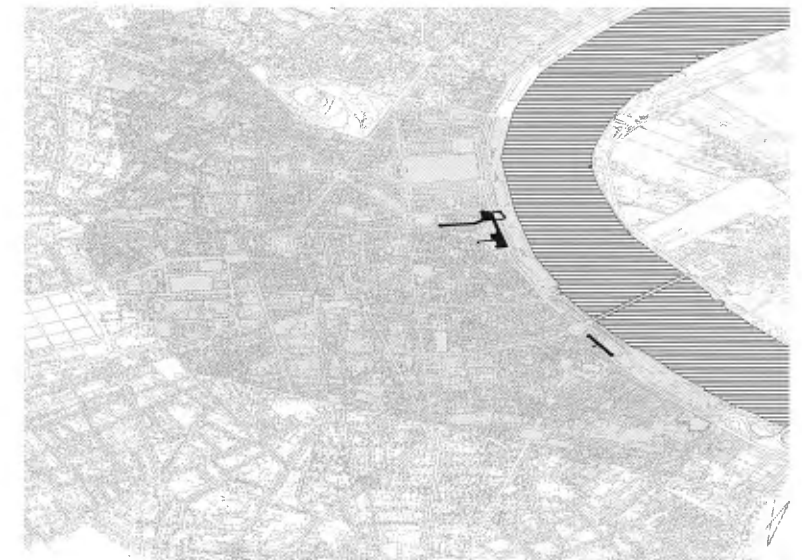
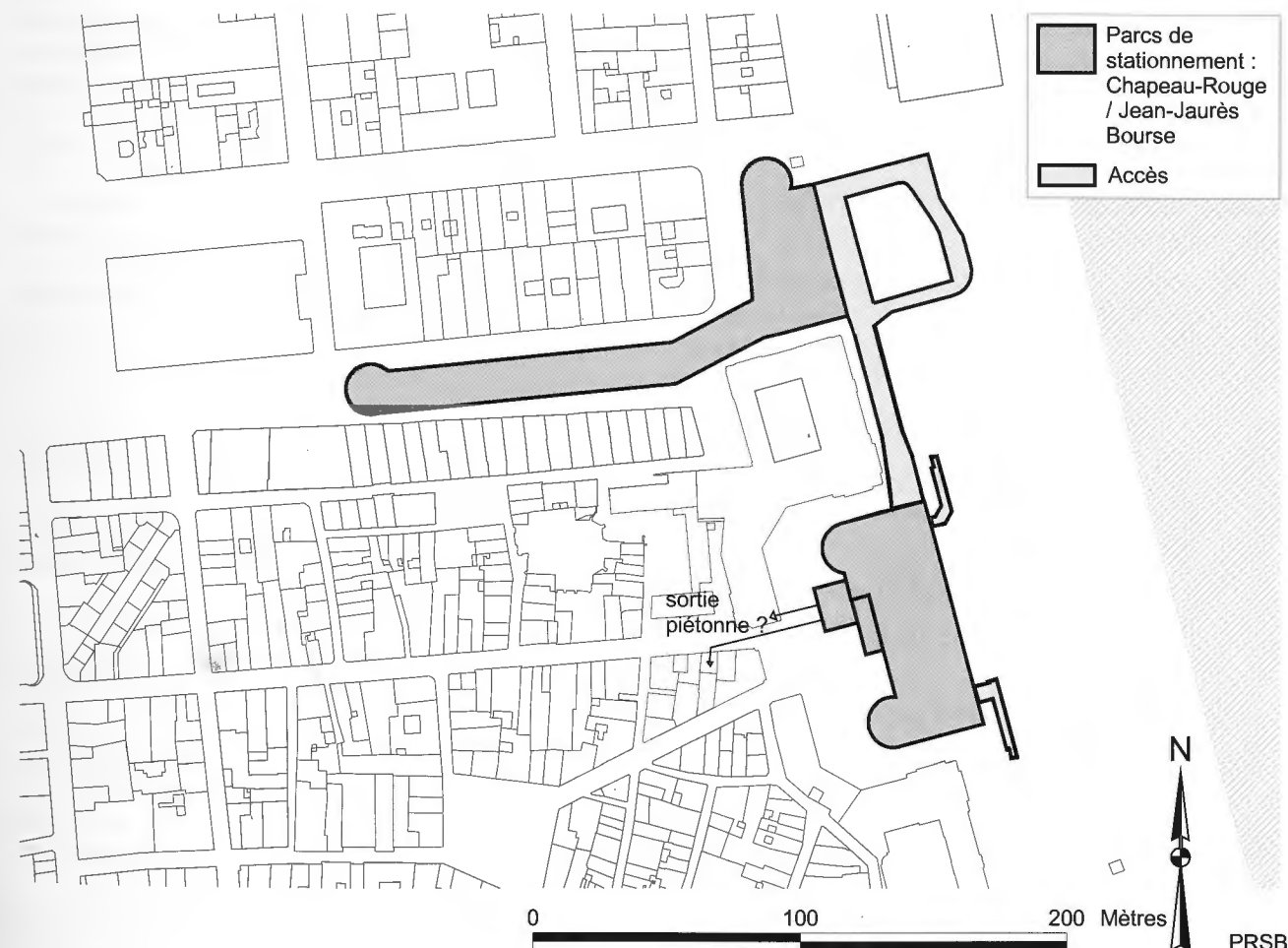


Fig. 1. - Localisation dans Bordeaux des parcs de stationnement projetés et plan actualisé en octobre 2001 d'après des documents BP3000.





l'église Saint-Pierre, la place des Quinconces et les allées de Tourny. C'est sensiblement le territoire de la paroisse Saint-Rémi, pour lequel ce nom correspond à une sorte d'appellation laïque et populaire. Toutefois, il s'applique assez rarement à la partie incluse dans le *castrum*.

Ainsi défini, délaissant avec le *castrum* le contrefort du Puy-Paulin, s'arrêtant à la route du Médoc, et donc sensiblement au rebord du plateau, le quartier de Tropeyte correspond assez bien à une entité géologique : les terrains alluvionnaires qui se développent au pied de la falaise calcaire.

En 1262 les témoignages recueillis par les quatorze commissaires à propos des padouens de la ville utilisent l'expression "*a Tropeyta*" pour désigner les berges de la Garonne et les installations portuaires au nord du "*port Sent-Pey*". Mais les commissaires eux-mêmes, alors qu'ils recherchent la plus grande précision, ne retiennent pas ce terme ; ils restreignent le nom de "*Tropeyta*" à une tour qui occupe sensiblement le centre de cette emprise. Qualifiée de neuve, elle appartient cependant nécessairement au *castrum*, dont elle pourrait marquer l'angle <sup>12</sup>.

Un peu plus tard, ce même nom est attribué au fossé qui couvre la muraille nord du *castrum*, et à la source qui y jaillit <sup>13</sup>, devenue de nos jours, après bien des avatars, la *fontaine Daurade*. Contrairement à ce qu'on a parfois pu penser <sup>14</sup>, *Tropeyte* ne désigne jamais directement le ruisseau qui coule là : son nom complet, courant aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, de "*riu de la font de Tropeyta*" <sup>15</sup> montre bien qu'il s'agit d'une dérivation de proche en proche <sup>16</sup>.

Il apparaît donc que l'origine la plus plausible de ce toponyme reste la tour ainsi désignée dès 1262. On pourrait même éventuellement se servir de cette constatation comme base d'une hypothèse étymologique <sup>17</sup>.

## Antiquité

### Naissance et développement d'un espace urbain

#### Recul progressif de l'espace fluvial

Le socle de calcaire marneux, d'époque stampienne, forme une falaise nettement découpée <sup>18</sup>, dont le pied se trouve au droit de la rue Louis, c'est-à-dire à l'extrémité occidentale du projet de parc souterrain. Dans l'espace entre cette falaise et la Garonne, la coupe géologique montre au-dessus du calcaire une séquence positive de défluviation aboutissant aux occupations archéologiques bâties (fig. 2).

On constate trois dépôts successifs. Le premier, constitué de sable et de grave, est un dépôt de fond du chenal principal, remontant au Pléistocène ; il forme à sa surface un paléorelief de fond de vallée. Le second, d'argile sableuse, constitue une plaine de débordement. Le troisième, d'argile molle, est une décantation de fond de palus. Deux saignées au comblement argileux s'impriment sur cet ensemble : l'un à l'est, s'étend jusqu'à la Garonne ; l'autre à l'ouest, bordant la falaise calcaire, pourrait représenter un chenal secondaire du fleuve ou le lit d'un affluent <sup>19</sup>.

Il semble assez clair que, à haute époque, peut-être vers la fin du Pléistocène ou le début de l'Holocène, le creux du méandre s'est, ici, déplacé d'ouest en est, ce qui ne constitue probablement qu'une partie d'un déplacement général du nord vers le sud, qui serait en coïncidence avec l'envasement de la rive convexe et la constitution des îles et du palus de la Bastide. Ce mouvement s'est prolongé à l'époque historique où l'on a de nombreux témoignages de légers déplacements de la Garonne, en général contenus par la constitution de remblais ou la construction de murs de quais, comme aux Salinières ou devant le château Trompette.

L'existence d'une palu à époque protohistorique distingue fortement cette zone du Puy-Paulin qui le surplombe. Un phénomène naturel d'eutrophisation étant exclu par la nature même des sols, c'est à l'action anthropique que revient l'assèchement de ce palus. Dans la mesure où aucune des données du sol ne témoignent d'un remblaiement important des lieux, on pourrait envisager un système de drainage, qui agirait en particulier sur les eaux de la future Audeyole en les repoussant progressivement vers le nord. Ainsi procèdera-t-on encore au XIV<sup>e</sup> siècle pour établir les limites septentrionales de la ville.

12. En particulier, Drouyn, 1879, p. 14, 24, 99-100, 109, 176-177 et surtout 439-440. Contre cette interprétation, Barraud et al., 1996, p. 77, n. 13, reprenant l'opinion de Mensignac.

13. Vinet, 1574, § 60. Drouyn, 1879, p. 399, citant un texte de 1489.

14. Desgraves, 1960, p. 338 (je ne sais quelle est sa source). Galy, 1997, p. 48. Régaldo, 1996.

15. Drouyn, 1879, p. 169.

16. Au surplus, si l'on était tenté de voir dans ce ruisseau l'origine du nom, on objectera aisément que ce type de toponyme ne s'étend jamais à un territoire délimité par les cours de deux rivières voisines.

17. Contraction de deux mots dont le premier serait *tor(turris)* et l'autre un adjectif ou un complément commençant par *rop-, rup-, op-* ou autre syllabe voisine ; avec plus ou moins de plausibilité linguistique, mais sans que l'on puisse trancher à défaut de variantes anciennes, les candidats seraient nombreux, donnant des sens aussi variés que : tour rouge, rougeâtre ; noire, ombragée ; rompue ; etc.

18. Sur une distance de 50 m, elle plonge de 19 m.

19. L'Audeyole ou un de ses bras ?

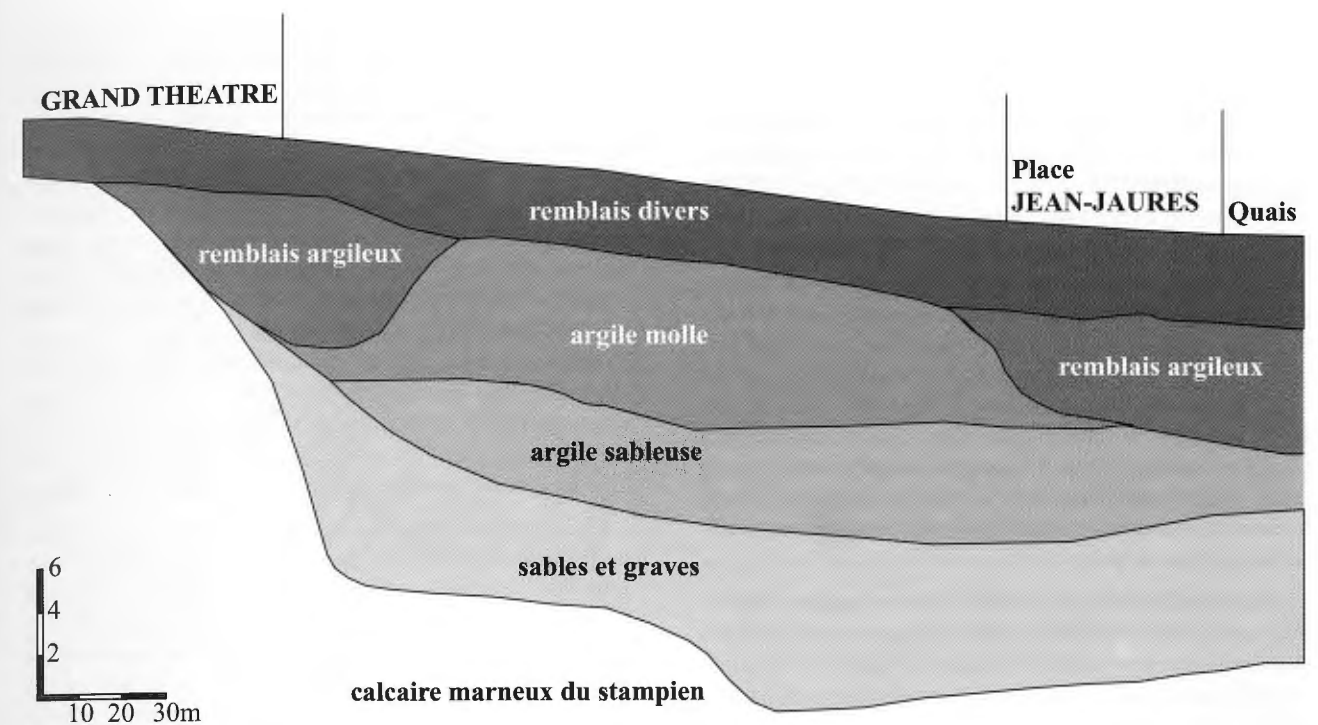


Fig. 2. - Coupe géologique schématique, d'après un document CUB.

Les carottages menés sur la place de la Bourse montrent des systèmes voisins, mais ils ont beaucoup moins d'amplitude vers l'ouest <sup>20</sup>. Dans la succession des différents horizons qu'une observation directe des carottages a révélée, on reconnaît assez aisément le processus d'appropriation humaine des rives : dépôt naturel, puis remblais, puis occupation. Sur les quelques données situées sur une même ligne sud-nord, que l'on peut réunir en un même schéma, on remarque assez nettement l'extrémité du promontoire du Puy-Paulin, formé par la terrasse de graves. Il est bien délimité au sud par la vallée assez marquée de la Devèze ; au nord, la rupture est moins nette et se perd dans un méandre de la Garonne.

### Anthropisation du quartier

Un certain nombre de témoignages, assez dispersés, anciennement observés, montrent que le site de Bordeaux n'est pas totalement inconnu pour la Préhistoire ou la Protohistoire <sup>21</sup>. Aucune synthèse n'en existe <sup>22</sup>, ce ne sont, il est vrai, que des témoignages qui semblent bien sporadiques. Rien toutefois n'interdit des découvertes de cet ordre, surtout dans un contexte d'anciennes palus.

Deux opérations récentes <sup>23</sup>, qui semblent significatives de l'ensemble de la vallée du Peugue qu'elles jalonnent, montrent, de manière certes indirecte, une importante

transformation du paysage au Néolithique et à l'Age du Bronze, qui supposent une implantation humaine de quelque importance. La chénaie de climat atlantique originelle, présente durant toute la première partie de l'Holocène, est progressivement détruite au profit de clairières et peut-être de cultures ; ce serait les premières traces d'une anthropisation du milieu <sup>24</sup>.

A la Cité Judiciaire, les premiers niveaux archéologiques, remontant au VI<sup>e</sup> siècle avant notre ère, correspondent à une nouvelle et radicale régression du couvert arboréen et à l'apparition de cultures céréalières <sup>25</sup>. Ces niveaux équivaldraient, place Fernand-Lafargue, à un contexte paléoenvironnemental de couverture herbacée <sup>26</sup>. Ces

20. Régaldo 1996a, p. 61-65, fig. 54 et 55.

21. *Contra*, Etienne, 1962, p. 35-55.

22. Voir cependant Diot, 1995, p. 18.

23. Fouilles de la Cité Judiciaire (Sireix, 1995) ; diagnostic de la place Fernand-Lafargue (Gangloff, 2000).

24. Gé dans Gangloff, 2000, p. 25-26 ; Diot, 1995, p. 18-19 ; Ferrier, 1995, p. 74.

25. Diot, 1995, p. 28-29.

26. Gé dans Gangloff, 2000, p. 26-28.



faits concordent pour témoigner de l'établissement d'un paysage agropastoral en périphérie d'une petite agglomération de l'Âge du Fer.

Il est aujourd'hui établi qu'il en existait une sur le site de Bordeaux dès cette époque, avec une stratigraphie continue depuis le VI<sup>e</sup> siècle avant notre ère jusqu'à nos jours<sup>27</sup>. Son extension est mal reconnue mais on considère qu'elle se développait essentiellement sur le Puy-Paulin, c'est-à-dire dans l'angle intérieur des emprises ici considérées. Un peu plus au sud, le contexte marécageux de la plaine du Peugue et de la Devèze y excluait toute implantation d'habitat<sup>28</sup>. Le Chapeau-Rouge se déploie en son nord, au symétrique de cette vallée ; à défaut de données paléoenvironnementales, on ne saurait aujourd'hui dire si les contextes y sont analogues ou non. On pourrait néanmoins considérer, à titre d'hypothèse, que la palu du Chapeau-Rouge limite, au moins à haute époque, l'extension de l'agglomération gauloise vers le nord.

À partir de ce noyau premier, la petite agglomération s'est progressivement accrue selon un processus que l'on peut imaginer ainsi pour le nord de la ville<sup>29</sup> :

- Une première phase d'extension, probablement dès le II<sup>e</sup> siècle avant notre ère, devrait occuper le rebord de la terrasse calcaire, au voisinage des allées de Tourny<sup>30</sup>, avec des niveaux anthropisés un peu plus tardifs en périphérie<sup>31</sup>.
- En une seconde phase, cette extension s'élargirait progressivement, donnant des niveaux d'occupation dès le début de l'époque augustéenne<sup>32</sup>.
- À défaut de la première phase, qui, bien que mal démontrée, reste assez plausible, au moins cette seconde est très probable sur le cours du Chapeau-Rouge. C'est en relation avec cette première occupation des lieux – dont la chronologie reste donc à déterminer – que l'on doit réfléchir l'assainissement de la palu originelle.

Par ailleurs, la rue Saint-Rémi pénètre sur le contrefort du Puy-Paulin. Dans la mesure où des niveaux augustéens ou même antérieurs sont attestés à son débouché sur la place de la Bourse<sup>33</sup>, le couloir piétonnier, qui remontera la rue sur quelques dizaines de mètres, sera sans doute l'occasion de cerner la périphérie de l'agglomération de l'Âge du Fer et d'apercevoir la berge garonnaise de cette époque.

### Le quartier présumé du forum

Un système orthogonal de voirie se met en place dans la première décennie de notre ère<sup>34</sup>, du moins pour la partie de Bordeaux située au nord de la Devèze<sup>35</sup>. D'un avis unanime, le *decumanus maximus* correspond aux cours de l'Intendance et du Chapeau-Rouge ; pour la plupart, le *cardo maximus* serait la rue Sainte-Catherine<sup>36</sup>. Cet urbanisme perdurera partiellement au-delà de l'érection du *castrum*, et indirectement jusqu'aujourd'hui.

Au cœur de ce système se trouvait bien évidemment le *forum*, dont la méconnaissance a toujours irrité les historiens. Pour certains, il aurait pu se trouver place Saint-Projet<sup>37</sup> ou vers la place Gambetta<sup>38</sup>. En fait, en une quasi-unanimité, on le cherche depuis presque deux siècles du côté des allées de Tourny. Les données de terrain aujourd'hui acquises permettent de préciser ce raisonnement : elles montrent d'une part le prolongement du *cardo* Sainte-Catherine à travers la place de la Comédie et les allées de Tourny ; elles positionnent d'autre part, avec quelque précision, les deux *decumani* Grands-Hommes/Tourny et Intendance/Chapeau-Rouge, et esquissent la démonstration que les deux îlots situés au nord de ce dernier sont réunis. Et certains de rêver une grandiose architecture qui conduirait en terrasses jusqu'aux berges de la Garonne et sur laquelle règneraient les Piliers de Tutelle.

Les thermes retrouvées sur les allées de Tourny donnent quelque probabilité archéologique au raisonnement historique de positionnement du *forum*. Mais celui-ci est largement antérieur. L'essentiel de l'argumentation est fondé sur le monument des Piliers de Tutelle. La nature de celui-ci est cependant débattue, et sa datation incertaine : pour les uns, c'est le temple de la déesse Tutelle<sup>39</sup> ; pour

27. Barraud, 1988.

28. Diot, 1995, p. 85 ; Ferrier, 1995, p. 68-69.

29. Le sud est plus mal connu et, au demeurant, hors de notre propos. Malgré certains éléments que l'on considère comme sporadiques (hôpital Saint-André : Massan, 1996), on considère en général que l'urbanisation y est plus tardive (renseignement D. Barraud).

30. Voir les quelques études sur le matériel céramique recueilli lors des fouilles de 1971 et 1972 : Bats, 1985 ; Laubenheimer et Watier, 1991.

31. Place des Grands-Hommes : Sireix, 1997, p. 19 ; niveaux estimés de 60/30.

32. Place des Grands-Hommes : Sireix, 1997, p. 20 et s. ; niveaux estimés de 30/20.

33. Régaldou, 1996. U.s. 316 à 320 ; 420 à 422.

34. Barraud, 1988, p. 49 ; Sireix, 1997, p. 31.

35. Barraud et Gaidon, 1992, p. 46 ; Barraud et al., 1996, p. 29-30 ; etc. Ce système était déjà pressenti par Etienne, 1962.

36. Etienne, 1962, p. 187, exprime un doute sur ce sujet : il tient la rue Sainte-Catherine pour le *cardo* du IV<sup>e</sup> siècle, mais se pose la question pour le Haut-Empire, peut-être vers la rue Lafaurie-Monbadon ?

37. Maillé, 1959, p. 226.

38. Etienne, 1962, p. 187, dans la suite de son doute sur l'identification du *cardo maximus*.

39. Toute la tradition historiographique de Bordeaux depuis Elie Vinet jusqu'à Camille Jullian, au moins.

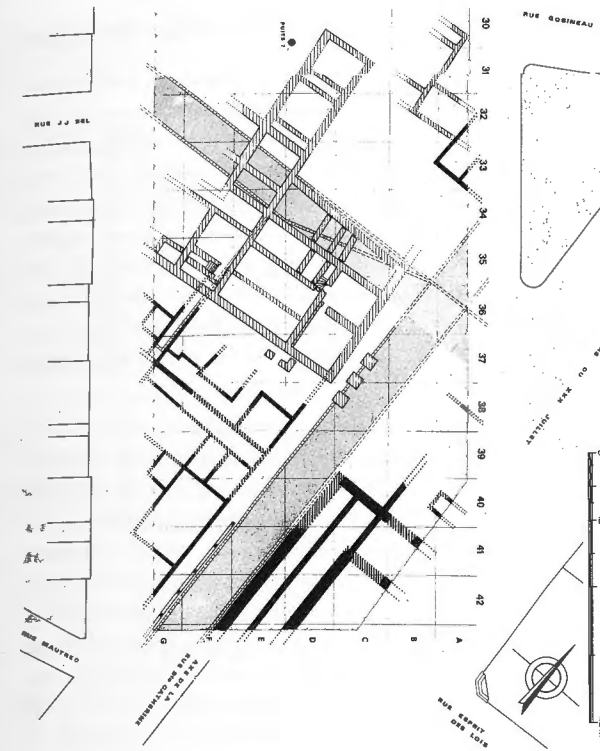


Fig. 3. - Plan des structures dégagées lors des fouilles des allées de Tourny, partie sud. D'après Coupry et Gauthier, 1972.

d'autres, c'est un *forum* sévérien<sup>40</sup> ; cette datation étant contredite par l'estimation à l'époque flavienne des cryptoportiques des allées de Tourny qui devaient compléter le dispositif du monument<sup>41</sup>. Les Piliers de Tutelle sont hors de notre emprise, et ce n'est donc pas le lieu de réouvrir un débat où manquent, de toute façon, les arguments décisifs. L'intérêt est, en revanche, majeur de souligner la localisation probable, avec tout ce qu'elle peut impliquer de caractère monumental et notable, du *forum*, qui occuperait donc les îlots voisins de ceux partiellement compris dans l'emprise des parcs souterrains.

### De quelques données archéologiques

Les fouilles des allées de Tourny, première grande opération préventive bordelaise, sont la source principale de ces précisions (fig. 3). On y dégagait en particulier un carrefour entre un *decumanus* et un *cardo*. Le prolongement du premier a, plus tard, été retrouvé place des Grands-Hommes<sup>42</sup> ; le second est sensiblement axé sur notre rue Sainte-Catherine. Les chaussées sont larges de 6 mètres ou un peu moins, et bordées de caniveaux. À l'ouest, le *cardo* possède des colonnades délimitant un trottoir couvert, qui longe des thermes. À l'est, se trouvent des "sortes de caves, galeries ou magasins, qui pourraient avoir servi de base à de

grands portiques", "galeries semi-enterrées de type crypto-portique"<sup>43</sup>. Ces magasins, attribués à l'époque flavienne, étaient "implantés dans un sol que déjà encombraient les débris d'amphores"<sup>44</sup> ; ces amphores, de même que la céramique campanienne, montrent un contexte remontant au II<sup>e</sup> siècle avant notre ère, mais concernant surtout le I<sup>er</sup><sup>45</sup>. Cet ensemble, d'aspect très nettement monumental, devait entourer les "Piliers de Tutelle"<sup>46</sup>.

La relative étroitesse des rues, particulièrement dans un tel contexte, est assez notable<sup>47</sup>. Sur tout, c'était la première fois que l'on mettait à jour des indices sérieux de la trame urbaine antique de Bordeaux, jusque là supposée<sup>48</sup>. Ceux-ci, complétés de plusieurs autres observations, ont permis de déterminer, pour toute la partie située au nord de la Devèze, un maillage orthogonal régulier de 120 m de côté<sup>49</sup>. Ainsi, le Grand-Théâtre et l'îlot Louis occuperaient deux de ces carrés, tandis que, immédiatement au sud, le mur du *castrum* en couperait deux autres à peu près par le milieu.

Les sondages menés en 1992 à l'occasion d'un premier projet de parc de stationnement sous le cours du Chapeau-Rouge ont permis de compléter ces données<sup>50</sup>. Ils ont en particulier permis d'interpréter des niveaux de grave comme

40. Etienne, 1962, p. 187-191, reprenant certains éléments des analyses de Claude Perrault. Cette interprétation est bien sûr à mettre en relation avec l'idée de la localisation vers la place Gambetta du *forum* du Haut-Empire. À comparer aussi avec un probable (ré)aménagement vers le II<sup>e</sup> siècle de la galerie qui longeait le *decumanus* Chapeau-Rouge : cf. Pichonneau, 1992.

41. Coupry, 1973.

42. Sireix (dir.), 1997, p. 23-29.

43. Coupry, 1973. Coupry et Gauthier, 1972, p. 16.

44. Coupry, 1973.

45. Laubenheimer et Watier, 1991. Bats, 1985.

46. Ces magasins semi-enterrés sont à rapprocher des mentions médiévales de "voûtes", c'est-à-dire de caves, dans le monument des Piliers de Tutelle. Elles sont parfois nommées "*chay de la Retge*" : Desgraves, 1960, p. 318. On trouve chez cet auteur une longue description du monument et de ses avatars médiévaux et modernes, nourrie de citations variées (p. 317-320).

47. Comparer ces quelque sept mètres, caniveaux compris, avec les dimensions données par Loustaud, 2000, p. 96-97. Ces rues, voisines du *forum*, seraient dans la moyenne des voiries des autres villes d'Aquitaine et correspondent aux plus étroites de Limoges. Les chaussées reconnues à Périgueux ont de l'ordre de 4 m de large (renseignement Cl. Girardy-Caillat).

48. Etienne, 1962.

49. Barraud et Gaidon, 1992, p. 46 ; Barraud et al., 1996, p. 29-30 ; etc.

50. Opération conduite par Jean-François Pichonneau (SRA). Pichonneau, 1992.



une voirie antique et des murs, empiétant sur cette chaussée, comme une galerie couverte<sup>51</sup>. Ces murs contiennent un niveau de dépotoir dont le matériel daterait du II<sup>e</sup> siècle. Un sondage profond a, ponctuellement, permis de reconnaître l'existence de niveaux antérieurs à la voirie, pouvant remonter à la période augustéenne, et de situer l'établissement de celle-ci dans la première moitié du I<sup>er</sup> siècle de notre ère<sup>52</sup>.

Le *decumanus* ainsi révélé se trouve sensiblement à 120 m de celui observé en 1971 sous les allées de Tourny ; à son tour, il interdit une plausible extension du *forum* supposé vers le sud. Il faut encore noter que le mur est-ouest débord le *cardo*<sup>53</sup> déterminé par la régularité de la trame urbaine, telle qu'elle est envisagée par les hypothèses actuelles ; en conséquence, les deux îlots, qui devraient se trouver au nord du cours du Chapeau-Rouge, n'en feraient qu'un et constitueraient le meilleur (et le seul ?) emplacement possible du *forum*<sup>54</sup>.

Les fouilles récentes de l'hôtel de Saige<sup>55</sup> apportent quelques indications complémentaires, bien que les niveaux antiques n'aient pas été atteints ; elles doivent être confrontées à celles issues du diagnostic préalable qui avait atteint des niveaux plus profonds<sup>56</sup>.

Les remblais mis en place au XVIII<sup>e</sup> siècle contenaient une grande quantité de matériel antique ; on peut raisonnablement penser qu'ils proviennent du creusement des importants sous-sols de l'hôtel. Ce matériel témoigne d'une occupation continue depuis la fin de la Protohistoire<sup>57</sup> jusqu'à la fin du Bas Empire. Par ailleurs, un autel antique anépigraphe a été découvert dans les terres noires qui marquent la césure avec l'occupation médiévale, peut-être réutilisé comme borne de parcellaire<sup>58</sup>.

Un mur a été reconnu 3 m sous le sol actuel, soit vers 5,50 m NgF, qui serait attribuable à cette époque<sup>59</sup> ; un sol couvre sa tranchée de fondation<sup>60</sup>. D'autres murs plus anciens ont été observés plus profondément, notamment trois en dessous de celui-ci : deux formant angle et un troisième perpendiculaire, implantés dans une argile marneuse grise. Deux sols s'interposent entre ces maçonneries, vers 5 m et 4,30 m NgF<sup>61</sup>. Enfin, un sol en tuileau a été atteint au nord-ouest de la cour à 5,30 m sous le sol actuel, soit 3,20 m NgF<sup>62</sup>.

Si l'on cumule ces informations, on se retrouve devoir estimer le potentiel archéologique antique à quatre ou cinq états successifs sur 2,30 m de stratigraphie. Même si les données ainsi cumulées sont trop imparfaites pour fournir des certitudes, cela semble bien signifier à la fois une certaine richesse de l'Antiquité en cet endroit et un maintien de l'occupation jusqu'à des époques assez tardives.

## Aperçus sur les îlots de la ville antique

Le *cardo* situé immédiatement à l'est de la rue Sainte-Catherine devrait, en conséquence des observations et des raisonnements qui précèdent, se trouver sensiblement au niveau de la rue Louis (fig. 4). Le suivant serait à peu près entre les 5 et 12 du cours du Chapeau-Rouge et passerait juste à côté du chevet de l'église Saint-Rémi. Une dizaine de mètres de ce *cardo* devrait appartenir à l'emprise des travaux. Quant au *decumanus*, il serait coupé, sensiblement en son milieu, par la paroi moulée du futur parking, laissant accessible à la fouille plus de 2000 m<sup>2</sup> d'habitats répartis entre deux îlots.

Plus à l'est, se développe un espace large d'un demi îlot. Le *decumanus* Saint-Rémi se poursuit bien au-delà de l'emplacement supposé du dernier *cardo* oriental, jusqu'à atteindre, ou peu s'en faut, les berges de la Garonne qui lui seraient contemporaines<sup>63</sup>. Cet espace, par sa situation même, pourrait être dévolu aux aménagements de berges, chaussée, atterrissements, entrepôts et autres installations portuaires, à supposer qu'il y en ait à cette époque le long de la Garonne. Quelques indices cependant laissent à penser que cet espace était habité : Mensignac rapporte des faits de cet ordre pour l'impasse Douhet<sup>64</sup> ; c'est aussi ce que l'on a pu voir place de la Bourse<sup>65</sup>.

51. Le mur est-ouest est à peu près à 7 m de l'alignement des façades nord du cours du Chapeau-Rouge.

52. Cf. l'estimation plus générale de la chronologie d'établissement du système de voirie de Bordeaux dans la première décennie de notre ère : Barraud, 1988, p. 49 ; Sireix, 1997, p. 31.

53. Bien observé plus au sud, rue Métivier.

54. Sans remettre en cause cette interprétation, qui se justifie par ailleurs, il faut cependant remarquer que le recouvrement observé entre le mur est-ouest et le *cardo* envisageable reste très faible, seulement de l'ordre de 1 à 2 m, c'est-à-dire dans la marge d'incertitude topographique que l'on peut raisonnablement estimer pour la reconstitution de la trame orthogonale régulière.

55. Sireix, 1999.

56. Régaldo, 1997.

57. La question néanmoins se pose (Sireix, 1999, p. 18) : ce matériel ne pourrait-il être issu des rejets de l'agglomération gauloise toute proche ?

58. Sireix, 1999, p. 18.

59. M5 Régaldo (avec une datation erronée) = M13 Sireix.

60. Sol 14/15 Régaldo.

61. Sols 16 et 17 Régaldo.

62. Sol 8 Régaldo.

63. Régaldo, 1996.

64. Mensignac, 1921, p. 105, mentionne une maison incendiée, sans même la décrire ; le seul indice de datation qu'il donne pour appuyer une attribution au I<sup>er</sup> siècle est une monnaie de Trajan.

65. Régaldo, 1996.

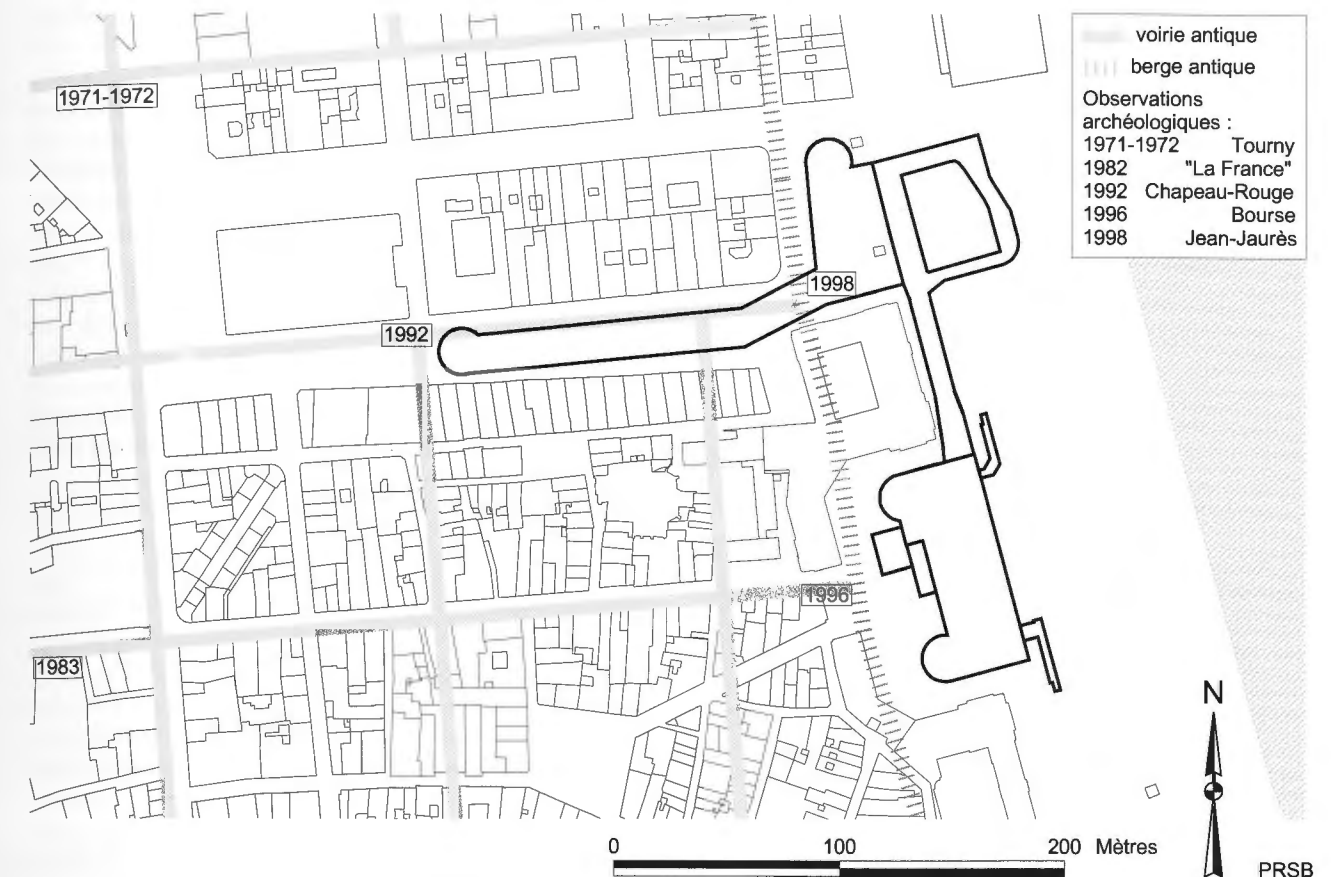


Fig. 4. - Plan schématique du système viaire orthogonal du Haut Empire dans le quartier de Tropeyte.

Les niveaux les plus anciens atteints par la reconnaissance archéologique menée sur cette place se situent devant le pavillon central. Deux murs parallèles, se prolongeant 10 m en avant de la façade, se laissent interpréter comme les vestiges d'une galerie couverte longeant le *decumanus* Saint-Rémi<sup>66</sup>. Côté rue, c'est une construction régulière de pierres et de briques, portant à son sommet des dalles de terre cuite. Côté habitation, la maçonnerie la plus ancienne conservée se compose de trois assises de petit appareil régulier au-dessus de la fondation ; elle a été reprise sur le même alignement dans un autre état qui présente un débord sensiblement au même niveau que les dalles du mur extérieur. Le trottoir correspondrait donc à un second état de la structure ; l'ensemble serait du I<sup>er</sup> siècle ; sans doute très tôt pour les éléments les plus anciens.

Ces murs sont insérés dans une stratigraphie où l'on remarque différents niveaux de remblais, les plus hauts possédant des fragments de sigillée, postérieurs au premier état et antérieurs au second, notamment à la base une cou-

che contenant des charbons et, séparé de celle-ci par un mince niveau de terre sablonneuse grise, un épais dépôt de torchis brûlé avec des fragments d'enduits peints. A la base de tout ce contexte se trouvent deux unités, l'une constituée d'argile grise et l'autre de tourbe ; dans cette dernière a été observé un tessou de campanienne. L'impression générale est donc celle d'un espace littoral<sup>67</sup>, voisinant des habitats anciens et colonisé par des constructions correspondant à l'établissement de la ville du Haut Empire, épaulées par des remblais successifs, totalisant une épaisseur supérieure au mètre.

66. Déjà observé plus haut rue Porte-Dijaux : Barraud, 1988.

67. On se trouve à 160 m de la berge actuelle ; ce chiffre est à comparer avec les 150 m qui séparent l'aménagement en bois de la place Jean-Jaurès, dont il sera question plus loin, et la berge.



## Apparition d'un espace défensif

### Le *castrum*

Avec la muraille construite vers 280, avec la ville close et fortifiée qui naît alors, c'est une nouvelle, et radicalement différente, mise en scène du quartier de Tropeyte : la première efficacité d'une fortification est moins de défendre la ville que d'impressionner visiteurs et assaillants. Avec ses murs hauts et puissants, flanqués de tours élevées, le *castrum* remplissait bien ce rôle : à défaut de l'inquiétude de l'assaillant, on connaît bien l'orgueil qu'il suscitait chez l'habitant<sup>68</sup>. Sa façade orientale ne devait pas être en reste : comme au Moyen Âge, comme aujourd'hui, l'accès à Bordeaux le plus fréquenté ne pouvait que se faire par la Garonne et l'on a, d'ailleurs, quelque mal à imaginer qu'on ne traversait le fleuve que loin au sud, du côté de Sainte-Croix, en face de Trégey<sup>69</sup>.

Quel que soit le plan qu'on lui attribue, la fortification se dressait un peu en retrait de la berge et s'ouvrait sur le port intérieur. La partie nord de cette façade orientale aujourd'hui considérée comme, légèrement rentrante, devait posséder des tours sur sa courtine, comme les autres côtés. La "*turris nova de Tropeyte*", ainsi qu'elle était nommée au XIIIe siècle, était assez plausiblement une de ces tours de courtine, très proche de l'angle. A moins qu'elle n'ait été la tour d'angle, ainsi que l'envisageait Léo Drouyn ; mais cette hypothèse me paraît peu probable<sup>70</sup>. Il est très probable qu'il y eut d'autres tours de courtine pour défendre la brèche ouverte par la porte navigère, mais aucun témoignage n'est répertorié d'une autre tour dans ce secteur.

Le *decumanus maximus* que représente notre rue Saint-Rémi venait butter sur l'intérieur de la muraille, sauf peut-être un chemin de ceinture qui desservait courtines et tours ponctuellement, ou même de façon plus systématique<sup>71</sup>. De l'extérieur, la fortification se présentait comme un bloc continu, hérissé de défenses. Selon la plupart des historiens, en effet, la porte des Paux ne serait qu'une ouverture tardivement percée. On pourrait en déduire qu'un cheminement pouvait faire l'extérieur du *castrum*. D'après les observations faites place de la Bourse, il semble bien, en tout cas, que des constructions tardives se soient interposées entre la muraille et la berge du fleuve.

### Observations anciennes sur l'angle nord-est du *castrum*

Toutes les observations archéologiques réellement anciennes faites sur le quartier de Tropeyte sont plus ou moins liées à des démolitions ponctuelles de l'enceinte antique sur son côté nord. Les références en ont été attentivement

collationnées<sup>72</sup> et il est inutile de revenir dessus, sauf pour souligner quelques détails intéressants plus ou moins directement notre propos.

Si le *castrum* impose sa réalité monumentale à toutes les époques qui ont suivi sa construction, il ne devient un objet d'étude qu'à partir du moment où il n'existe pratiquement plus<sup>73</sup>. Les observations précises viennent alors appuyer des visions théoriques plus ou moins vastes. La conception de ses fondations, avec des blocs architectoniques visiblement arrachés à des monuments détruits<sup>74</sup>, heurte l'idée même que l'on se fait d'une romanité ordonnée et scrupuleuse de sacré : ce ne peut qu'être une construction barbare reprenant les plans antiques vantés par Ausone<sup>75</sup> ; mais, comme, à force de l'observer, on doit bien reconnaître qu'il s'agit effectivement d'une œuvre antique, un tel sacrilège n'est imaginable que sous la pression des événements, pour faire face aux invasions<sup>76</sup>. Ce n'est que récemment qu'on a pu faire raison de telles conceptions pour l'ensemble des villes d'Aquitaine<sup>77</sup>. Encore garde-t-on en héritage, pour Bordeaux, il est vrai sans réelle illusion sur l'étendue de nos connaissances, la conception d'une structure tellement ordonnée qu'elle se doit d'être rectangulaire, même sur une façade orientale dont on ne sait presque rien.

Le mur antique est un peu au sud de la rue du Pont-de-la-Mousque : François Jouannet l'a observé plusieurs fois<sup>78</sup> ; Camille de Mensignac à son tour, plus tard<sup>79</sup> ; enfin, Marc

68. Ausonne, *Ordo urbium nobilium*, v. 143 et suivants, ces vers célèbres qui sont, selon les mots de J. Bernard (1968, p. 18) "l'ornement académique de toute dissertation à l'éloge de Bordeaux". Voir aussi Paulin de Pella, *Eucharistique*, v. 44-47.

69. Surtout si l'on considère que la rue de la Benaugue en rive droite pourrait remonter à un axe antique.

70. J'ai rassemblé différents indices allant en ce sens, la plupart médiévaux ou même modernes. Il reste encore à accorder cette proposition assez peu orthodoxe avec les observations anciennes et les réflexions menées sur le port intérieur antique (cf. Debord et Doreau, 1975, reprenant les données de Mensignac). Je préfère en conséquence remettre à une publication ultérieure la démonstration de cette hypothèse.

71. Par exemple la ruelle de la tour d'Arsac, laquelle semblerait correspondre à la rour Tropeyte.

72. Barraud et al., 1996, p. 45-46.

73. Dès 1564. Jullian, 1887-1890, t. II, p. 309-329. Mensignac, 1921, p. 98.

74. En dernier lieu : L. Maurin et W. Migeon, dans *Aquitania* (à paraître) sur la place Pey-Berland.

75. Jouannet, 1818 a et b.

76. Jullian, 1887-90 et 1895 ; Mensignac, 1921 ; etc.

77. Garmy et Maurin (dir.), 1996. A Bordeaux, les premiers doutes datent, à ma connaissance, de 1964 (Gauthier, 1964).

78. Jouannet, 1818 a ; 1835, p. 188-190.

79. Mensignac, 1920-21.

Gauthier en 1964<sup>80</sup>. Ces différentes observations prennent la suite l'une de l'autre, mais ne coïncident pas toujours. Deux points ont quelque intérêt direct pour notre propos. D'abord, une partie de la muraille est fondée sur un système de pilotage et de grillage en bois, de même type que pour les structures attribuées au port antique sur la Devèze, mais ce ne semble pas le cas de parties très voisines ; cette observation caractérise clairement l'état des sols et leur variabilité dans ce secteur à la fin du IIIe siècle, avec des zones ponctuelles de forte humidité résiduelle. Par ailleurs, différentes structures bâties antérieures au *castrum* ont été observées, à l'intérieur de l'enceinte<sup>81</sup> et, surtout, à l'extérieur<sup>82</sup> ; ces faits, qui d'ailleurs ont aussi été notés hors de ce quartier, témoignent que le nouvel urbanisme n'a pas éradiqué complètement les vestiges de l'ancien, laissant à l'archéologie des perspectives de découverte.

### A la lisière septentrionale du *castrum*

La construction de l'enceinte antique coupe sensiblement par le milieu les îlots d'habitations compris entre les *decumani* Chapeau-Rouge et Saint-Rémi. Le second devient un axe majeur de la nouvelle ville mais devrait butter sur la muraille ; du premier, ce n'est que pour des raisons indirectes que l'on peut supposer le maintien. Restent à l'extérieur de la ville fortifiée, entre autres, le *forum* supposé, s'il demeure actif, et le monument des Piliers de Tutelle.

De nouvelles habitations sont construites dans les îlots intérieurs à la ville<sup>83</sup>. Il semble clair qu'une occupation perdure sur le *forum* supposé<sup>84</sup>, à l'instar du monument des Piliers de Tutelle. En revanche, aucun témoignage n'assure la présence de constructions entre ceux-ci et la muraille ; il serait même probablement logique que cet espace reste vide, à la manière d'un glacis longeant une fortification. Ce *no man's land* supposé serait pour partie dans l'emprise des travaux ; on pourra ainsi vérifier son existence. Par ailleurs, si tel est le cas, on peut espérer qu'auront ainsi été relativement préservés les habitats plus anciens.

Contrairement à d'autres quartiers périphériques de la ville du Haut Empire, notamment vers le sud<sup>85</sup>, celui de Tropeyte ne semble pas délaissé plusieurs décennies avant l'érection du *castrum* ; c'est du moins ce que l'on peut présager des continuités céramiques observées à l'hôtel de Saige. Ce privilège pourrait être dû au caractère affirmé de centre civique et monumental.

Bien que certains monuments perdurent, l'abandon du quartier semblerait se produire vers le VIe siècle. Les terrains sont mis en culture<sup>86</sup>, peut-être à ce moment, mais il serait plus vraisemblable d'envisager cette étape plus tard, aux prémisses du redéploiement médiéval de la ville. Une phase correspondant à de véritables friches urbaines est assez plausible.

## Précisions sur la façade orientale du *castrum*

Dans le quartier qui nous intéresse, aucune observation directe de la façade garonnaise du *castrum* n'a jamais été faite<sup>87</sup>. Cependant l'exploration archéologique de la place de la Bourse amène quelques indications indirectes<sup>88</sup>.

Les rues Porte-Dijaux et Saint-Rémi reproduisent un *decumanus* de la ville antique, bordé de portiques ; il a été observé sur le site de "La France"<sup>89</sup> et sur la place de la Bourse. Cet axe conduisait à une porte ouverte dans l'enceinte du *castrum*, connue sous le nom médiéval de *porte des Paux*<sup>90</sup>. A défaut de la moindre observation au sol, son origine antique est mise en doute par de nombreux historiens<sup>91</sup> ; il est vrai que, à proximité immédiate de la porte navigère, son utilité n'est pas évidente.

Contrairement aux hypothèses que l'on avait, la muraille du *castrum* n'a pas été retrouvée sur la place de la Bourse ; force était donc de l'imaginer plus à l'ouest et l'on pouvait en ce cas s'appuyer sur les lignes cadastrales. Les dernières hypothèses<sup>92</sup> envisagent donc que le port de la Devèze et la porte navigère s'ouvrent vers l'aval, avec un canal dont la rue des Faussets actuelle et son prolongement médiéval formeraient l'axe, que la muraille est en retrait, s'ouvrant en sifflet autour de cette embouchure (fig. 5).

Deux murs superposés à ceux du trottoir du *decumanus* Saint-Rémi semblent représenter un empiètement du domaine privatif sur l'espace viaire public, mais en gardent les

80. Gauthier, 1964 ; Couprie, 1965, p. 414-415 ; Debord et al., 1981, p. 165-173 ; Barraud et al., 1996, p. 63-64.

81. Mensignac, 1920-21, p. 105.

82. Gauthier, 1964.

83. Voir, par exemple, la mosaïque conservée sous l'église Saint-Rémi.

84. Cf. la céramique des remblais du XVIIIe siècle de l'hôtel de Saige (Sireix, 1999, p. 18 et suivantes).

85. Rue de Cursol : Régald, 1998. Hôpital Saint-André : Massan, 1996.

86. Cf. les "terres noires" observées par Sireix, 1999.

87. Dernière synthèse en date : Barraud et al., 1996, p. 46-49.

88. Régald, 1996.

89. Barraud, 1988.

90. C'est-à-dire des Pieux, du nom d'un marché aux échelas qui se tenait au devant. Première attestation en 1262 : *Livre des Bouillons*, p. 368 et suiv.

91. Barraud et al., 1996, p. 50-51, avec synthèse et historique. Pour le XIIe siècle même, "du côté du fleuve, on ne voit pas de porte à Saint-Rémi" (Higounet, 1963, p. 271).

92. Plan publié en plusieurs endroits : Barraud et Maurin, 1996, p. 48 ; Régald, 1996, p. 59 ; Barraud et Régald, 2000, p. 59.





Fig. 5. - Le castrum dans le quartier de Tropeyte, proposition de plan.

orientations. Dans des niveaux équivalents, plus à l'ouest, deux autres murs, par le contexte stratigraphique de l'un<sup>93</sup>, par le parallélisme de l'autre, semblent représenter un même état antique tardif. Leur orientation n'est ni celle des systèmes antérieurs, ni celle de l'occupation médiévale ; elle ne se retrouve que dans le parcellaire conservé derrière le pavillon central de la place<sup>94</sup>. Il semble bien en tout cas que les abords orientaux du *castrum* auraient pu être, au moins occasionnellement, occupés.

A son extrémité orientale, le trottoir couvert antique est cassé par un vaste creusement dont le comblement contient des éléments allant de l'Antiquité au XVIIe siècle. Cette observation se trouve dans l'axe de l'actuelle rue des Faussets, anciennement *Fossez*, raccourcie par les travaux de Gabriel. Une interprétation plausible est qu'il s'agisse là du dernier avatar d'un exutoire de la Devèze, lui-même issu de l'embouchure artificiellement créée pour le port intérieur de la ville du Bas Empire. Certes, l'hypothèse est

audacieuse et la fenêtre d'observation des faits archéologiques bien étroite ; elle se relie néanmoins à plusieurs éléments convergents. Aux prochaines excavations menées à proximité de documenter ce sujet.

Les parages de la rue Saint-Rémi devraient donc être, au contraire du cours du Chapeau-Rouge, le lieu d'une continuité de l'occupation. La voie actuelle est large d'environ huit mètres<sup>95</sup>, c'est-à-dire sensiblement autant que pouvait l'être le *decumanus*, trottoir compris. Celui-ci était cependant légèrement décalé vers le sud, puisque le stylobate du portique couvrant le trottoir est dans l'alignement

93. S'appuient sur lui deux dépôts distincts, l'un contenant des pierres calcaires et des enduits peints rouges et noirs, l'autre des *tegulae*.

94. Parcelles KM 168 et numéros suivants.

95. Six mètres entre trottoirs.

des façades existantes<sup>96</sup>. En conséquence, le couloir piétonnier prévu devrait montrer à peu près toute la largeur de la voie – et avec elle tous les phénomènes liés à sa permanence et à son évolution – mais n'aborderait le bâti que pour sa sortie dans les maisons actuelles.

## Emergence d'un espace portuaire

Les berges de la mer, de la Garonne, constituent un espace original, à la fois étroitement lié à la ville et autonome, juxtaposant les caractères les plus ostentatoires et les fonctions les plus utilitaires, tantôt grandiose mise en scène urbaine et tantôt banale zone portuaire. Cette originalité, qui était si vigoureusement marquée il y a peu, quand les hangars masquaient de leurs masses bétonnées les élégantes façades des quais et la majestueuse harmonie de la place de la Bourse, a des antécédents probables dès l'Antiquité.

## La berge du Haut Empire

Esquisser l'aspect de la façade garonnaise de la ville du Haut Empire relève aujourd'hui de l'imagination : on en ignore pratiquement tout.

Le port sur la Devèze serait conçu en même temps que le *castrum*, ce point est unanimement reconnu. Mais cette construction devait logiquement exploiter un état antérieur qui lui aurait été favorable ou même l'aurait préfiguré<sup>97</sup> ; on peut parfaitement envisager que l'essentiel des travaux a consisté à régulariser le cours antérieur de l'estey<sup>98</sup>, à y creuser un bassin, voire à organiser le système de chicane qu'on envisage aujourd'hui. La Devèze, si elle coulait bien là<sup>99</sup>, était-elle utilisée dès le Haut Empire, et sous quelle forme ?

A l'opposé, se trouverait le *forum*, peut-être étagé ses monuments en terrasses sur la pente. Entre les deux, la ville ouverte, régulièrement organisée en îlots par des voies orthogonales. Ce système quadrillé bâti se prolongeait probablement sur le demi îlot oriental, en bordure de Garonne. Les deux *decumani* qui débouchent sur cette partie de la façade garonnaise sont bordés de portiques ; au moins l'un des deux se prolonge jusqu'aux abords immédiats de la berge. Réalité ancienne ou hasard dû aux limites de l'opération menée place de la Bourse, aucune structure ne faisait retour en bordure du fleuve, au-delà d'un surcreusement plus tardif qui interrompait les maçonneries, du moins à des altitudes comparables.

Ces voiries organisées sur un mode relativement monumental aboutissaient-elles à une berge nue ? La rive garonnaise n'accueillait-elle aucune installation portuaire, aucune voie de service, aucun aménagement de berge ? Le port du premier *Burdigala* se bornait-il aux esteys, voire à

un seul car Peugue et Devèze confluaient probablement alors ? On a quelque mal à imaginer une telle sobriété.

## Éléments portuaires du Bas Empire

On ne reviendra pas ici sur le port intérieur sur la Devèze : il est hors de notre emprise et reprendre ce dossier difficile et sensible supposerait l'opportunité d'ouvertures du sol judicieusement positionnées. Mais il me paraît bien difficile de croire que c'était là le seul espace portuaire d'une des capitales de l'Empire. Le panorama que l'on peut dresser pour le Moyen Âge est infiniment plus riche de variété et de potentialité ; c'est plutôt dans ce sens, avec tout un complexe, exploitant les différentes possibilités du site, que j'imaginerais le port de *Burdigala*.

Mais les arguments, hormis la simple logique, sont faibles. Un sondage mené en 1998 à l'angle de la place Jean-Jaurès et du cours du Chapeau-Rouge<sup>100</sup>, dans le cadre des études de faisabilité des parcs de stationnement, donne le seul argument matériel : une structure aménagée en bois, évoquant des caissons proches de ceux observés sur le site de Saint-Christoly, marquait un état de la berge ; la datation dendrochronologique de cette structure serait de 325 de notre ère.

Ainsi, un peu plus au nord de la ville fortifiée, la rive pourrait avoir été aménagée. Ce phénomène était-il ponctuel ou se prolongeait-il devant la façade de la ville ? Ne signifierait-il pas une activité portuaire en Garonne et non pas sur la seule Devèze ?

Bien qu'étroit, le couloir Saint-Rémi devrait préciser tous ces points. Et plus encore, au bas du cours du Chapeau-Rouge, le chantier de la place Gabriel. Surtout la comparaison entre les données des deux sites montrera les continuités éventuelles et les différences, permettra de mesurer l'impact de la proximité du *castrum* sur l'aménagement des berges.

96. Le décalage entre les rues antique et actuelle est un effet logique d'abord des empiètements médiévaux sur le domaine public, réglementés en 1263 (*Livre des Bouillons*, CXVII, p. 365-373), ensuite des alignements du XIXe siècle. La comparaison du cadastre de 1820-1830 et du plan actuel montre clairement que l'emprise des travaux du parking pourra montrer des exemples de cet empiètement progressif.

97. Ce semble bien être l'opinion de Camille de Mensignac, telle que Debord et Doreau, 1975, la reproduisent.

98. Ou d'un des bras du système complexe et mal connu Devèze-Peugue.

99. On a noté un léger décalage des orientations du quadrillage urbain entre le nord et le sud de la Devèze. Cette observation peut passer pour un indice de la présence de la rivière antérieurement au port intérieur. On peut en revanche penser que sa confluence avec la Garonne a été reporté vers le nord à l'occasion des aménagements de la fin du IIIe siècle. Durant le Haut Empire, elle devait se situer sensiblement là où, traditionnellement, on situait le chenal du port.

100. Voir annexe 1.



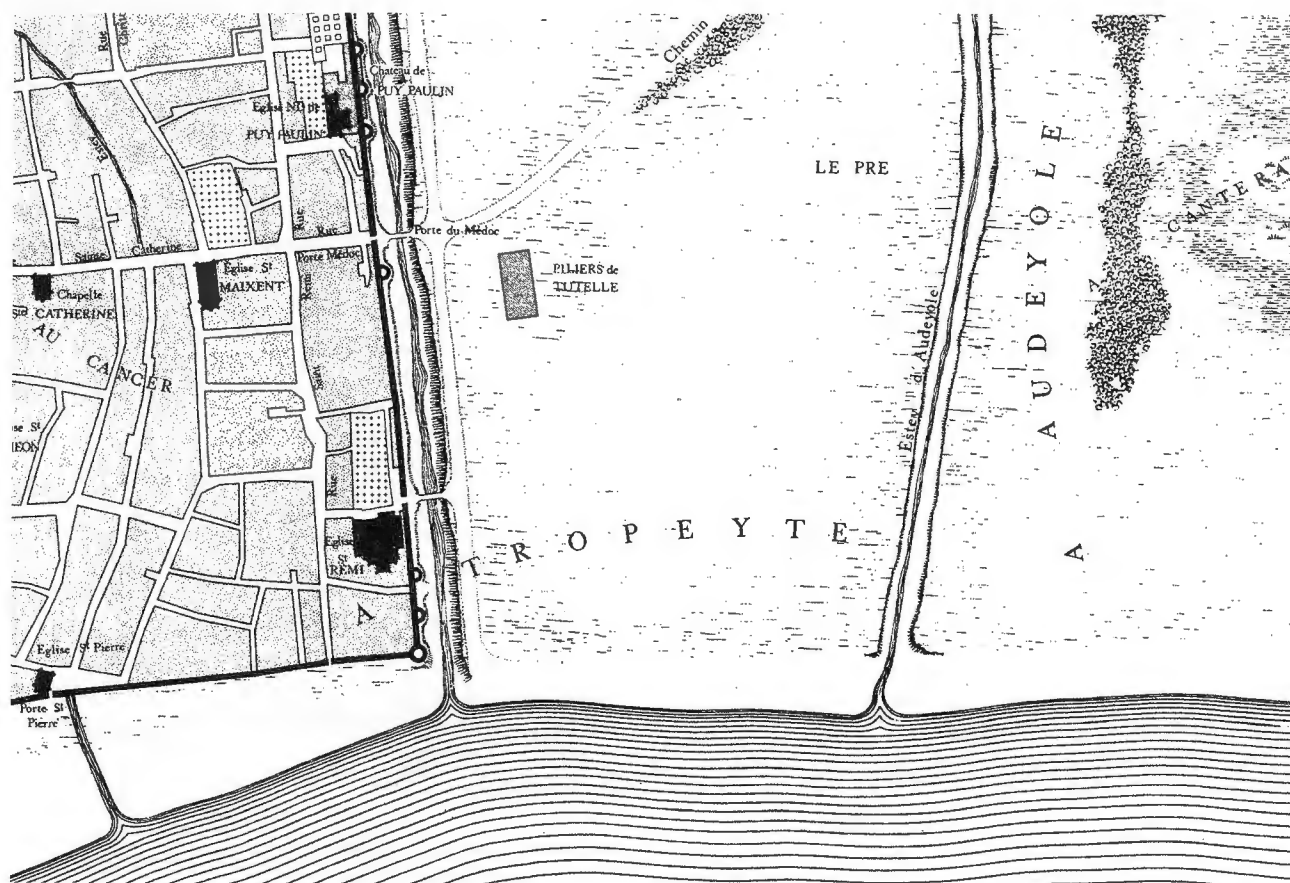


Fig. 6. - Extrait du plan de J. de Saint-Rapt, Bordeaux vers 1220.

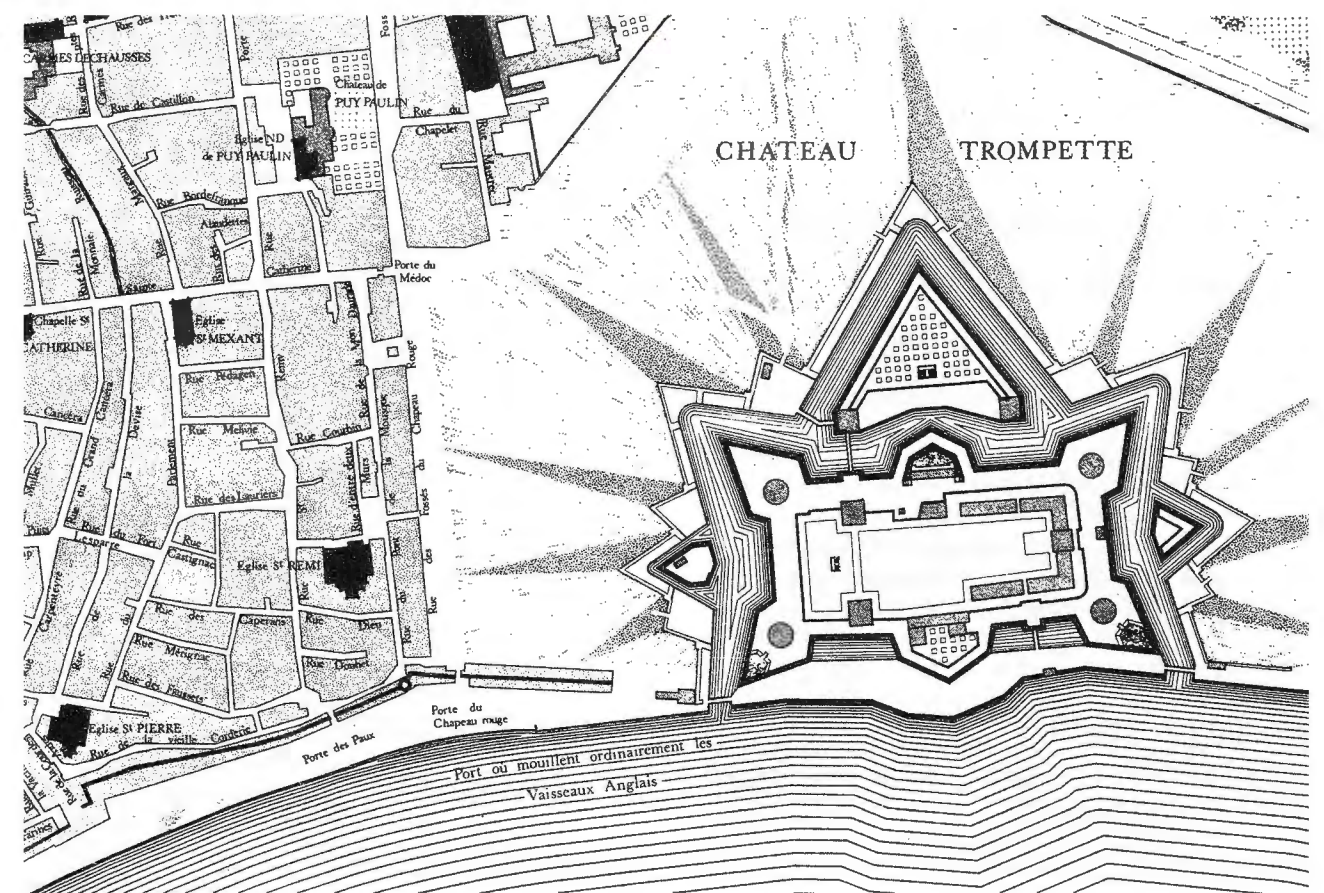


Fig. 8. - Extrait du plan de J. de Saint-Rapt, Bordeaux vers 1685.



Fig. 7. - Extrait du plan de J. de Saint-Rapt, Bordeaux vers 1450.

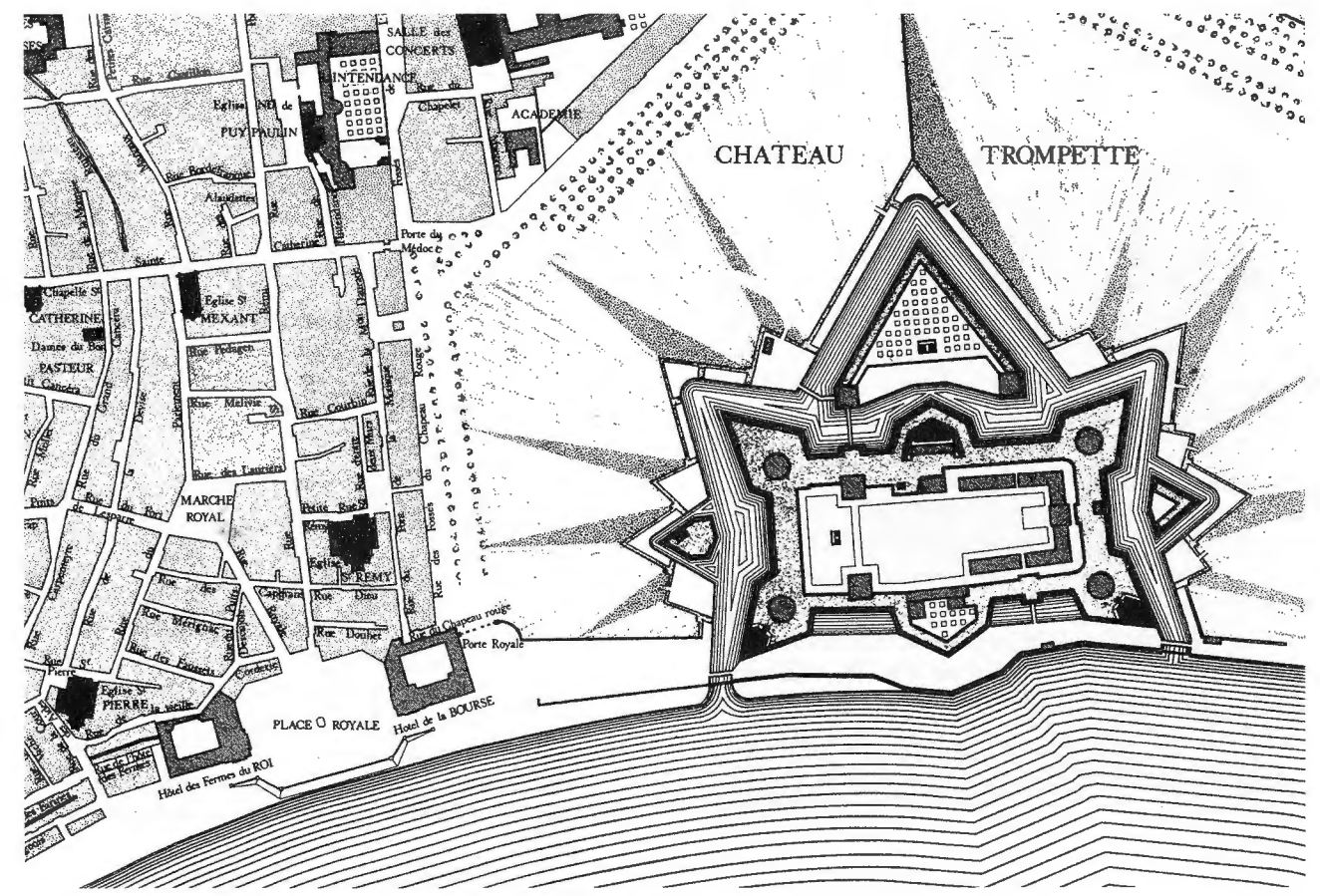


Fig. 9. - Extrait du plan de J. de Saint-Rapt, Bordeaux vers 1750.



## Moyen Age et début de l'époque moderne

### L'urbanisation médiévale

La documentation archéologique disponible marque une nette césure après l'Antiquité tardive : la collecte des éléments céramiques à l'hôtel de Saige contient de l'estampée mais aucun matériel attribuable au Haut Moyen Age<sup>101</sup>. Sur le même site, aucune structure, aucun niveau d'occupation ne correspond non plus à cette période : les "terres noires" à la base de l'occupation médiévale se chargent progressivement de matériaux de démolition et reposent directement sur les niveaux de basse antiquité.

Le renouveau d'une occupation urbaine au nord du *castrum* est en fait assez tardif. Contrairement à la logique topographique apparente, le symétrique historique du bourg de Tropeyte n'est pas le "premier accroissement", mais bien les quartiers Saint-Michel et Sainte-Croix.

### Une banlieue délaissée

Au XIII<sup>e</sup> siècle, ne semblent en effet construites dans le quartier que les berges de la Garonne<sup>102</sup>. Les environs du futur cours du Chapeau-Rouge sont consacrés aux cultures ; particulièrement semble-t-il à la vigne<sup>103</sup>. Des masures pouvaient parsemer les lieux, mais aucun texte ne les mentionne.

Quelques couvents s'installent au nord de la ville, mais bien plus tard qu'au sud. Les Dominicains sont les premiers, vers 1230, sur la voie du Médoc<sup>104</sup> ; ils seront remplacés en ce site par les Jacobins, et eux-mêmes par les Récollets. Les Chartreux, qui donnèrent leur nom au quartier des Chartrons, s'installent seulement en 1383 dans la palu de Bordeaux<sup>105</sup> ; la troisième enceinte est alors achevée. On peut encore citer les Catherinettes et l'hôpital-prieuré du Saint-Esprit. Ces implantations évitent l'espace proprement dit du futur quartier de Tropeyte.

En revanche, c'est sur ce lieu-dit que se construit une draperie en 1287. Cela semble, avant la lettre, une sorte de manufacture royale qui fut sans doute de très courte durée<sup>106</sup>, mais qui est cependant, pour cette époque, autant symptomatique de l'importance de cette industrie et de l'implication du pouvoir royal dans son développement que significative sur l'occupation du quartier (fig. 6-7 et 8-9).

En opposition radicale avec la prolifération de la ville au sud, avec le "premier accroissement", et même avec la naissance des quartiers Saint-Michel et Saint-Eloi, aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, tout le nord, sauf le port, est assez nette-

ment délaissé. Cela correspond assez bien avec les dates de la paroisse Saint-Rémi : fondée en 1128, mais attestée à partir de 1289 seulement<sup>107</sup>.

Dès ce moment, quelques éléments de voirie doivent exister et préfigurer l'urbanisation future. Ainsi, sans doute, la route du Médoc. L'axe du Chapeau-Rouge devrait aussi avoir quelque réalité : il semble avoir perduré à travers le Haut Moyen Age<sup>108</sup>, mais une phase de réappropriation urbaine, après un abandon relatif, est assez probable ; l'identification de la rue de Marseille dans la tranchée 3 de 1992 et le positionnement plausible des bâtiments détruits au XVII<sup>e</sup> siècle impliquent que la rue médiévale se décale très légèrement vers le sud ou s'étrécit quelque peu par rapport à la voirie antique.

### Une urbanisation tardive

Les rues les plus proches du *castrum*, et les plus importantes, sont les plus anciennement attestées, dans le premier tiers du XIV<sup>e</sup> siècle ; ce sont les rues de la Brousse, de Bonaventure (ou de Marseille), de Médoc et Dissente. Les autres ne sont mentionnées qu'à partir de 1370-1380<sup>109</sup>. Le tracé de ces rues est assez bien connu par plusieurs plans des environs du château Trompette, antérieurs à l'établissement de ses glacis.

La fouille de l'hôtel de Saige confirme totalement ce point de vue<sup>110</sup>. Sous d'épais remblais<sup>111</sup>, mis en place au XVIII<sup>e</sup> siècle, les glacis du château Trompette sont com-

101. Sireix, 1999.

102. *Livre des Bouillons*, CXVII, p. 365-373.

103. Delurbe, 1619, qui note pour l'année 1127 : "En ce temps, les piliers de Tutelle estoient environnez de vignes, n'estant encore la Ville accreüe du quartier de Trompette, ni de l'autre coste plus outre que les fosses de la maison de Ville [cours Victor-Hugo]".

104. Drouyn, 1879, p. 355 ; Renouard (dir.), 1965, p. 86. Ce couvent se situe en bonne partie à l'ouest des actuelles allées de Tourny, où des vestiges en ont été retrouvés lors des fouilles de 1971-72.

105. Lavaud, 1993, p. 234.

106. Renouard (dir.), 1965, p. 67-68 et n. 37 ; p. 86. Aucune précision n'est connue sur la localisation exacte de cette construction.

107. Maillé, 1959, p. 231 ; Antignac, 1996, p. 4.

108. Deux arguments vont en ce sens. Un argument négatif : c'est l'absence de "terres noires" dans les sondages de 1992, à l'inverse de ce qui a pu être constaté dans la cour de l'hôtel de Saige (Pichonneau, 1992 ; Sireix, 1999). Une coïncidence topographique : le *decumanus* antique semble bien axé sur la porte du Chapeau-Rouge ouverte dans l'enceinte médiévale.

109. Antignac, 1996, p. 37-38.

110. Sireix, 1999.

111. 2,50 m en moyenne. A noter que la cour de l'hôtel est un peu au-dessus du cours du Chapeau-Rouge dont le sol est vers 8,90 m NgF.

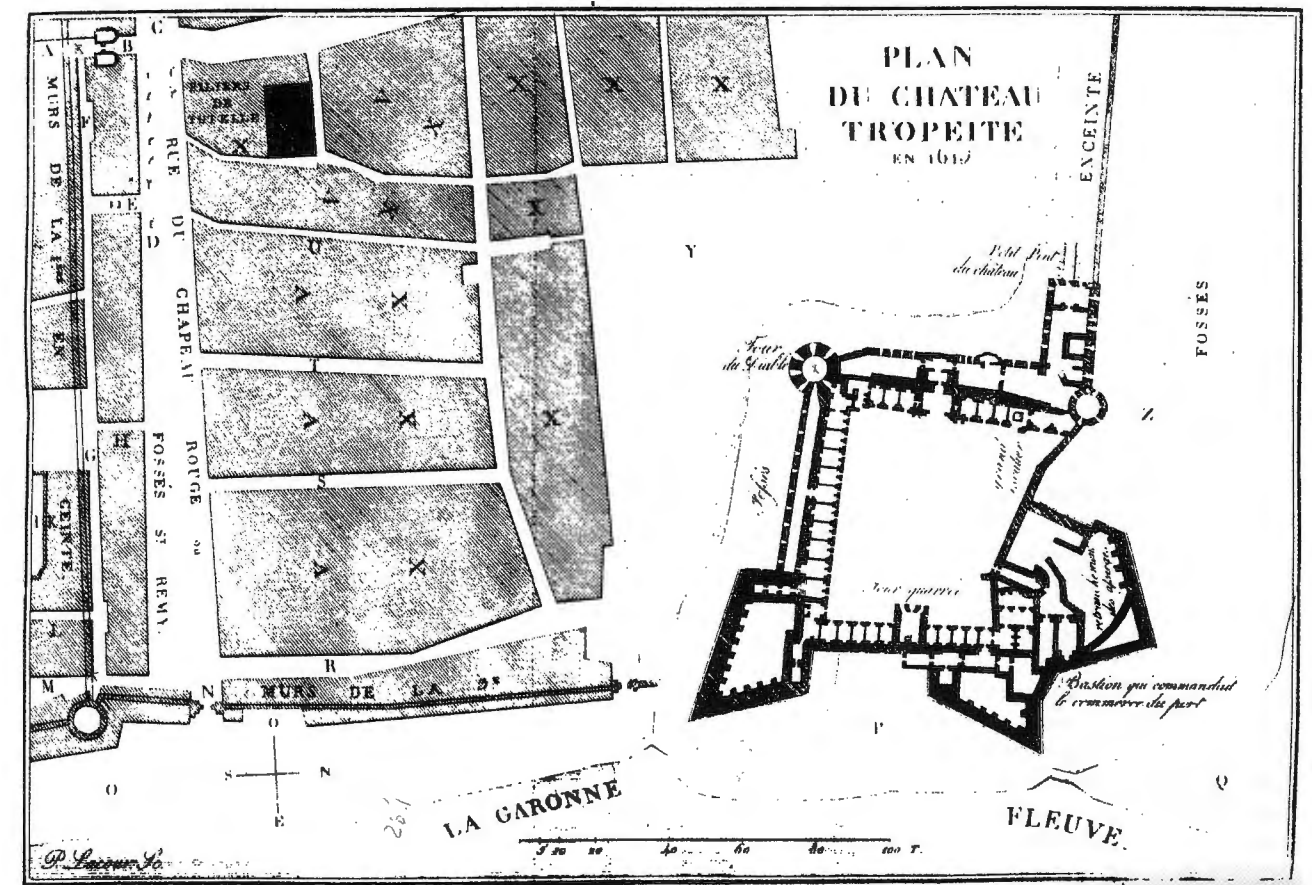


Fig. 10. - Plan du premier château Trompette et du quartier de Tropeyte vers 1665 par Pierre Lacour (Bull. polym. 1819, t. 17, p. 112).

posés d'une couche compacte de mortier pauvre, gris, comportant des éléments de démolition. Ils présentaient, du moins en cet endroit, un double et assez net pendage, d'ouest en est et du sud au nord : le premier, menant à la Garonne, est conforme à la topographie générale de la ville ; le second est à l'inverse de la logique fonctionnelle du glacis et répond sans doute à une difficulté de raccordement avec le niveau de la chaussée. La relative absence de constructions et de niveaux de circulation d'époque moderne<sup>112</sup> laisse entrevoir la possibilité d'un décaissement partiel lors de l'établissement de ce sol ; cette hypothèse justifierait le pendage sud-nord.

Sous le glacis, une rue, identifiable à la rue de Marseille, traversait l'espace du nord au sud. L'extrémité de cette même rue avait été atteinte par les sondages de 1992, mais non identifiée comme telle<sup>113</sup>. Large d'environ 5 m, elle est formée d'une série de recharges de grave, de blocs divers et de galets de lest. Elle distribue plusieurs maisons ; à l'ouest, seules les façades ont pu être observées, mais à l'est les vestiges accessibles avaient plus d'envergure. Les modes de

construction sont assez variables : sur solins ; sur murs porteurs ; certaines maçonneries sont en galets de lest ; un mur très puissant, en pierres de taille, pourrait appartenir à une maison noble. L'ensemble de l'urbanisation est cependant de chronologie homogène : première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle.

### Le bourg de Tropeyte

L'urbanisme de ce quartier a un vague aspect de damier régulier qui fait évoquer à Paul Courteault le concept contemporain de bastide<sup>114</sup> ; la régularité n'est cependant qu'as-

112. Trois murs et un sol, celui-ci étant sans doute légèrement enterré pour l'époque.

113. Pichonneau, 1992. L'espace dessiné dans la stratigraphie de la tranchée 3, entre les maçonneries 3010 et 3013 reconnues comme médiévales, est bien le prolongement de la rue de Marseille.

114. Cf. aussi, d'une certaine façon, l'utilisation du terme de bourg au XV<sup>e</sup> siècle : Drouyn, 1879, p. 143.



sez sommaire<sup>115</sup>. On connaît en effet trois plans de ce quartier avant sa démolition<sup>116</sup> (fig. 10). Ils sont identiques à bien des égards, et sont de même date : vers 1665, assez vraisemblablement<sup>117</sup> ; ils correspondent cependant à trois levés indépendants. Chacun est assez gravement erroné dans les proportions comme dans les angles ; Il est vrai aussi que ce qui nous intéresse ici est moins le château, objet des dessins, que son environnement. De ce fait, ils ne sont pas superposables et leur référencement sur le cadastre actuel, que ce soit indépendamment ou ensemble, est une véritable gageure. Tout semble montrer cependant que la façade nord du cours du Chapeau-Rouge se trouvait sensiblement là où la paroi moulée du parking sera établie.

Ces plans montrent bien, après trois siècles d'un urbanisme peu encadré, probablement déformant, et après amputation d'une partie du quartier au profit du premier château Trompette, une organisation à tendance rectilinéaire, orthonormée et régulière qui tranche nettement avec l'aspect médiéval traditionnel. On retrouve des effets analogues dans les quartiers Saint-Michel et Sainte-Croix, notamment entre les deux bourgs ecclésiastiques anciens.

Ce quartier dont l'urbanisation démarra si timidement et si tardivement s'enrichit assez vite et devient au XVI<sup>e</sup> siècle un lieu de prédilection pour la noblesse et la bourgeoisie parlementaire<sup>118</sup>. Sur la rue du Chapeau-Rouge, dont on vante les dimensions et la beauté<sup>119</sup>, on donne de grandes fêtes et des tournois<sup>120</sup>. Et Claude Perrault de la commenter ainsi : « *on la compare à la rue Saint-Antoine et, en effet, elle est presque aussi large, ayant deux ruisseaux [rigoles], et elle est bordée de quantité de belles maisons* »<sup>121</sup>. En 1659, Louis XIV, attendant de se rendre à Saint-Jean-de-Luz, y séjournera avec sa cour<sup>122</sup>.

Le très réputé *ostaley deu capet roge*, attesté dès 1464<sup>123</sup>, ajoute une dernière touche à la notoriété de ce quartier<sup>124</sup> ; il fut à l'origine du nom du Chapeau-Rouge. Cette hostellerie se trouvait sensiblement sous l'hôtel Boyer-Fonfrède, construit par Victor Louis en 1776 à l'angle du cours et de la place Jean-Jaurès<sup>125</sup>.

## Les défenses de Tropeyte

Dans le secteur ici considéré, le Moyen Age est surtout représenté par la troisième enceinte. Auparavant, néanmoins, différentes modifications ont été portées à la première enceinte et quelques constructions défensives ont pu exister.

## Portes et barbacanes de la première enceinte

La muraille antique, ponctuellement remaniée, est longtemps restée la seule défense de la ville médiévale, notamment dans ce secteur. A un moment inconnu, mais antérieur aux années 1260, on y perça la porte des Paux, au bout de la rue Saint-Rémi. Ainsi la ville close s'ouvrait-elle sur la berge et sur le port. Un tel aménagement participe logiquement d'une phase d'expansion de la ville. La porte des Paux existe encore en 1540<sup>126</sup>.

115. Antignac, 1996, p. 22-23, pense, partiellement à tort, que Drouyn schématise du fait du manque d'informations précises causé par la destruction du quartier au profit des glacis du château Trompette.

116. L'un est aux A.D.Gir. sous la cote 3 J T 24. Le second est une copie par Lacour d'un plan de la collection Delpit, publiée dans le *Bull. polym.*, 1819, t. 17, p. 112. Le troisième fut découvert et publié par le Dr Lasserre (Lasserre, 1964). Il convient de noter que Pierre Lacour fut l'auteur de différents plans de ce quartier (et notamment du château Trompette) ; il a synthétisé de nombreuses informations et apparaît aujourd'hui comme la plus crédible de nos sources.

117. Celui des A.D. est donné comme étant de 1615 ; le Dr Lasserre estimait que le sien était d'avant 1675. En réalité, cet état du château Trompette est manifestement postérieur à 1655-1656 (cf. March, 1996, p. 318, fig. 1) ; il me semble (Régaldo, 1997, p. 9) qu'il pourrait correspondre aux travaux de Poupart, qui eurent lieu entre 1661 et 1664.

118. Il est amusant de constater que c'est ce qu'il est redevenu à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

119. Voir par exemple Pierre de Brach cité en conclusion. Sous l'angle de la qualité des constructions, voir Roudié, 1975, I, p. 260.

120. Desgraves, 1960, p. 298 : « C'est ainsi que, le 3 février 1601, le maréchal d'Ornano, commandant la province de Guyenne, y courut la bague avec le comte de Grammont ».

121. Cité par Desgraves, 1960, p. 298.

122. Marchand, 1953, p. 142. Desgraves, 1991, p. 36-37.

123. Baurein, 1876, t. IV, p. 20.

124. Desgraves, 1960, p. 297 ; Rèche, 1979, p. 117 ; Desgraves, 1991, p. 23 ; etc. Bernard, 1968, p. 77 : « Une fois mis à terre, marins et marchands se retrouvaient dans certains lieux d'élection qui les rapprochaient davantage les uns des autres au sein de la ville où ils faisaient escale. C'était parfois les maisons des courtiers, bien placées pour devenir les « houstes » des marchands étrangers, auxquels ils servaient d'intermédiaires ; c'était parfois les tavernes et les hôtelleries. La plus connue portait, au début du XVI<sup>e</sup> siècle, l'enseigne du « Chapeau Rouge ». Son « houst », Aymeric de Fayolles, dit le Prince, était devenu également propriétaire de la « mayson du Plat d'estanh » et prenait « à gaudence », un peu plus tard, en 1520, de Grimon Ayquem, une belle maison « sur le grand fossé de Trompette ».

125. Desgraves, 1960, p. 297-298 ; Rèche, 1979, p. 117.

126. Baurein, *Bull. polym.*, 1817, p. 353, cité par Drouyn, 1879, p. 72.

Quelques indices observés place de la Bourse<sup>127</sup> ont évoqué l'hypothèse d'une barbacane construite en défense avancée de cette porte<sup>128</sup>. Dans la mesure où la troisième enceinte, décidée en 1302, l'englobe et la rend obsolète, il semble que l'on doive lui attribuer une datation haute. On pourrait envisager que cette défense avancée, si elle a bien existé, soit sensiblement contemporaine de la barbacane de la porte de la Rousselle, sur l'angle sud-est de la deuxième enceinte ; on peut noter, mais c'est difficilement un indice bien marquant, que les deux portes sont sensiblement symétriques de part et d'autre de la ville.

Les alluvions ont progressivement repoussé la berge. Les « vases »<sup>129</sup> sont stabilisées, usurpées et bâties. Un petit quartier médiéval se développe là, sacrifiant le caractère ostentatoire du *castrum* aux utilités portuaires de chacun : c'est un espace laniéré, desservi par les rues de la Grande Corderie<sup>130</sup> et de la Vieille Corderie. L'ouverture de la porte des Paux doit accompagner – ou concrétiser – cette colonisation sauvage. La barbacane supposée occupe une partie de cet espace, mais elle pourrait bien ne pas être première et, au contraire, succéder à une première vague de constructions que l'on imagine assez volontiers en bois et matériaux légers.

Le Moyen Age a considérablement modifié le côté nord du *castrum*, sans pour autant le doter d'un accroissement comme au sud. En son centre s'ouvrait, selon toute vraisemblance, une porte antique donnant accès du *cardo* Sainte-Catherine à la route du Médoc<sup>131</sup>. Cette porte est indiquée, avec des formes passablement différentes, sur les plans du XVII<sup>e</sup> siècle du château Trompette. Elle fut renforcée par une barbacane ; cette défense avancée est connue à partir du XIV<sup>e</sup> siècle sous le nom de *porta Medoca*, de *porte Médoque*, etc<sup>132</sup>. Elle devait être assez importante — l'abbé Baurein parle d'un petit accroissement<sup>133</sup> — pour que les jurats autorisent à y bâtir, à l'intérieur<sup>134</sup> comme à l'extérieur<sup>135</sup>. En 1262, Bordeaux possède plusieurs barbacanes ; il n'est pas exclu que celle de la porte Médoc, comme celle que l'on est conduit à envisager devant la porte des Paux, ait pu en faire partie<sup>136</sup>.

## Les fossés du Chapeau-Rouge

Selon Léo Drouyn, le mur nord du *castrum* possédait, dès l'Antiquité, un fossé<sup>137</sup> ; l'ensemble aurait été doublé, au XIV<sup>e</sup> siècle, d'un second mur et d'un second fossé. Travaux considérables, qui semblent assez peu utiles : dès 1302 la construction de la troisième enceinte est décidée<sup>138</sup>, elle semble achevée dans les années 1335-1340 au nord de Bordeaux<sup>139</sup>.

L'idée du double mur est issue d'un raisonnement à partir du nom, très courant, de rue *Entre-deux-Murs*<sup>140</sup>. Si l'argumentation est solide pour la seconde enceinte<sup>141</sup> ou

pour l'actuelle rue des Remparts, elle ne tient, pour le côté nord du *castrum*, que sur l'interprétation dans un esprit de système d'un des noms de la rue du Pont-de-la-Mousque<sup>142</sup>. Ce nom, tardif et peu attesté, pourrait s'expliquer d'autres façons<sup>143</sup>. Surtout on doit constater que Drouyn n'a jamais rencontré de texte citant nommément le second mur ; c'est plausiblement une des raisons pour lesquelles lui-même, en contradiction avec ses propres explications, ne le dessine pas dans son plan général (fig. 11).

127. Un mur courbe contenant des galets de lest et un carottage géotechnique qui a montré une maçonnerie profonde, dans la poursuite du mur et de même nature, fondée sur un platelage de bois.

128. Le décalage entre les deux portes des Paux, celles de la première et de la troisième enceinte, renforce cette hypothèse.

129. C'est le terme sous lequel les désigne le texte sur les padouens de la ville.

130. Partie en subsiste encore sous le nom de rue des Faussets, anciennement *Fossez*.

131. Barraud et al., 1996, p. 51.

132. Vinet, 1574, § 51 : « *boulevard de nouvelle façon, basti devant l'antienne porte* ». Drouyn, 1879, p. 65. Lavaud, 1993, p. 250. Antignac, 1996, p. 33 (texte de 1365). Etc.

133. *Bull. Polymath.* 1817, p. 353.

134. 28 octobre 1392, le duc concède le droit de bâtir « *... a porte Medoqua, dedeinz et defors...* », *Livre des Bouillons*, LXXVIII, p. 249.

135. 25 oct. 1389 : autorisation de construire une boucherie « *hors pourte Medoqua* », *Livre des Bouillons*, C, p. 300. Voir à ce propos Lavaud, 1993, p. 250.

136. *Livre des Bouillons*, CXVII, p. 372 : « *barbacana de Rocella (...)* et omnes alie barbacane civitatis Burdegale ».

137. Il reprend là l'opinion d'Elie Vinet, 1574, § 57.

138. Delurbe, 1619, p. 20 v<sup>o</sup> et 21.

139. Lavaud, 1993, p. 241.

140. Drouyn, 1879, p. 213-217. Pour le secteur qui nous concerne, voir aussi p. 32, 321 et 389-390.

141. Encore que certaines parties ne semblent pas avoir été doublées, dernière synthèse Forme, 1999. Toutefois, la réglementation des constructions imposait que les façades tournées vers le rempart soient lisses et aveugles, formant un véritable mur défensif continu (*Livre des Bouillons*, CXVII, p. 370).

142. Drouyn, 1879, p. 214 (textes de 1490, 1538...), à comparer avec p. 389-390.

143. Notamment par le nom de la porte Entre-deux-Murs qui donne accès de l'église Saint-Rémi à la rue du Pont-de-la-Mousque. Cette porte doit elle-même son appellation à une rue située entre la muraille antique et un alignement de maisons (cf. Barraud et al., 1996, p. 45).



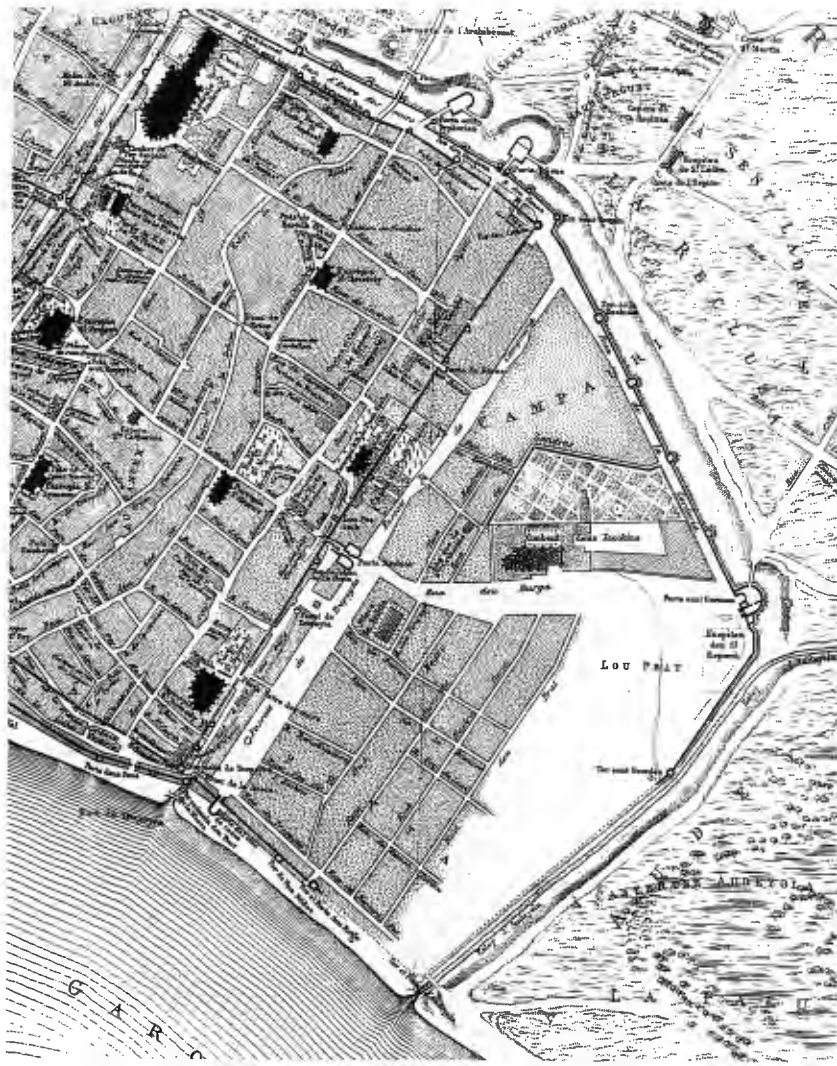


Fig. 11. - Le quartier de Tropeyte vers 1450, extrait du plan de Léo Drouyn (Drouyn 1879, h. t.).

La question de l'existence d'un fossé dès l'Antiquité a été débattue, mais cette défense supplémentaire semble difficilement attribuable à cette époque<sup>144</sup>. Il reste cependant à envisager la possibilité d'un assainissement, dont l'utilité ne serait pas négligeable sur l'ancienne palu du Chapeau-Rouge. Il faudrait alors, considérant que, logiquement, les mêmes nécessités de terrain préexistaient à l'érection du *castrum*, que ce drainage ait été intégré à la structure urbaine du Haut Empire ; or cela ne semble pas le cas. L'hypothèse la plus logique est donc que ce fossé ait été médiéval ; il peut même être assez ancien, sans qu'on ait de preuve absolue de son existence au XIII<sup>e</sup> siècle<sup>145</sup>. Ce fossé de Tropeyte est attesté à partir de 1315<sup>146</sup> ; il n'existait sans doute plus en 1410<sup>147</sup>.

L'idée avancée par Drouyn d'un double fossé devant l'enceinte antique est liée à la fois à l'hypothèse d'un double mur, à la chronologie qu'il attribue au fossé d'origine,

mais aussi à l'existence de la barbacane de la porte du Médoc : elle "devait être précédée d'un fossé dans lequel ont été bâties les maisons bordant le côté méridional du

144. Barraud et al., 1996, p. 70.

145. Le *Livre des Bouillons*, CXVII, p. 365-373, ne le mentionne pas nommément ; cependant, la mention "*item, dicimus quod omnia fossata ville sunt paduentum*", alors même qu'il s'agit des structures de la seconde enceinte, se laisse interpréter comme une extrapolation à l'ensemble des fossés et donc signifiait qu'il y en a d'autres. Il serait alors assez logique d'envisager que celui du Chapeau-Rouge en fasse partie.

146. Antignac, 1996, p. 36.

147. Drouyn, 1879, p. 229. Cf. Pichonneau, 1992 ; ci-dessus, § 2.1.2.1. Les lieux seront pourtant à plusieurs reprises remblayés, jusqu'à l'établissement de la promenade de Tourny.

cours du Chapeau-Rouge, tandis que les maisons de la rue du Pont-de-la-Mousque sont dans le fossé qui bordait le rempart<sup>148</sup>. C'est-à-dire qu'il imagine, sans en donner de raison, peut-être à cause de la largeur de l'espace, un fossé rectiligne en avant des défenses, et non un fossé enveloppant les fortifications, comme il le dessine pour les barbacanes de la troisième enceinte.

En réalité, ce double fossé n'est démontré que par quelques textes très allusifs mentionnant des maisons bâties sur le "*contre-fossat*"<sup>149</sup>. Cette expression, qui reste rare, pourrait parfaitement correspondre à un équivalent de contrescarpe<sup>150</sup>. Par ailleurs, chaque fois que le fossé est mentionné, c'est toujours au singulier. Enfin, les descriptions de divers aménagements vont aussi contre cette opinion : il ne servirait à rien de lancer un pont sur le premier fossé et aucun sur l'autre<sup>151</sup> ; le ruisseau de Tropeyte est protégé contre les remontées de marées par une écluse intégrée à une maison privée<sup>152</sup> qui appartient à une ligne continue, établie en bordure de Garonne, qui ne fait aucune place à un quelconque fossé.

La font Tropeyte jaillit au pied du fossé<sup>153</sup> et le ruisseau auquel elle donne naissance coule dans celui-ci. Son emplacement est encore aujourd'hui lisible au cœur des îlots allongés de maisons entre le cours du Chapeau-Rouge et la rue du Pont-de-la-Mousque, là où Drouyn lui-même le dessine. Si l'on suppose un fossé large d'au moins une quinzaine de mètres autour de cet axe<sup>154</sup>, les maisons qui se trouvent dos à dos avec des façades sur ces deux rues sont bien sur l'escarpe et la contrescarpe et correspondent parfaitement aux indications des textes<sup>155</sup>. En tout cas, il n'y a pas place pour un autre fossé là où Drouyn le décrit.

En revanche, il y aurait suffisamment de place dans la partie occidentale du cours du Chapeau-Rouge. Les sondages de 1992 y ont ouvert deux fenêtres, sensiblement de part et d'autre de l'actuelle rue des Piliers de Tutelle<sup>156</sup>. Elles ont toutes deux révélé la même stratigraphie : sous les remblais du XVIII<sup>e</sup> siècle, une phase de comblement rapide, dont la dernière couche atteinte, à 4,70 m de profondeur, contenait de la céramique attribuée aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Mais les faits observés à cette occasion, contrairement à l'interprétation proposée qui se rallie sans discussion aux conceptions de Léo Drouyn, pourraient aussi être liés au contournement par un seul et même fossé de la barbacane de la porte du Médoc, une telle hypothèse donnant, il est vrai, une bien grande ampleur à cette défense.

On se retrouverait donc avec deux hypothèses concurrentes sur lesquelles, malgré l'intérêt crucial pour notre sujet, on ne saurait conclure avec certitude : d'une part un double fossé empiétant considérablement sur le cours du Chapeau-Rouge, d'autre part un fossé unique au tracé courbe

enveloppant la barbacane du Médoc. Un indice cependant, sérieux bien que toujours délicat à utiliser, donnerait la préférence à la seconde hypothèse : ce sont les cinq carottages géotechniques réalisés au milieu du cours et les huit autres sur son côté sud ; aucun n'indique l'épaisse couche de remblais anthropisés que l'on serait en droit d'attendre si un fossé passait là.

## La troisième enceinte

Les nouvelles défenses de la ville, conçues au début du XIV<sup>e</sup> siècle, constituent une ligne brisée irrégulière, parsemée sans logique apparente, "bosselée" selon le mot de Drouyn<sup>157</sup>, de tours et de portes dissemblables. Le secteur qui nous intéresse est marqué par la présence de deux portes :

- la *porte des Paux*, la seconde de ce nom, quelque soixante mètres en avant de la première, et légèrement décalée vers le nord

148. Drouyn, 1879, p. 32.

149. Textes de 1341 et 1381 cités p. 32.

150. Le texte de 1341, qui mentionne une maison située hors la porte Médoque, semble bien plus aisé à comprendre avec ce sens. De plus, si ces deux fossés sont séparés par un mur, l'expression de contre-fossé, qui suppose une référence à un pendant, est-elle réellement logique ?

151. Voir en particulier l'autorisation demandée en 1414 (Drouyn, 1879, p. 58), donnée en 1415 (Antignac, 1996, p. 43-44, citant les *Reg. de la Jurade*, IV, p. 106) de construire un pont sur *lo fossat deu pont de la Mousque* pour aller de Saint-Rémi à l'extérieur de la ville. De même, le pont de la Mousque ne franchit jamais qu'un seul fossé (Drouyn, 1879, p. 389-390, en particulier).

152. Drouyn, 1879, p. 399.

153. Vinet, 1574, § 60 : "*que s'il i a des fontaines, comme pres Saint-Eleige et le Chapeau Rouge, teles fontaines seroient puis, et assez profonds, quand la n'i eust un fossés, au fons desquels eles se sont trouvées, et aus quelles on descend par longues escheles* [escaliers]".

154. La source Daurade (ancienne font Tropeyte) est à 8 m sous le sol (A.D.Gir. 1 E 34, 1829). En tenant compte des remblais modernes, le fossé devait être profond d'au moins 6 mètres. Le profil d'équilibre envisageable pour les terrains dans lesquels est entaillé le fossé signifiait une largeur au sommet supérieure à 15 mètres.

155. Entre autres éléments notables en ce sens, les latrines étaient à l'arrière des maisons et se déversaient dans ce ruisseau. Cf. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, t. VI, 14 avril 1611, f° 37 ; Darnal, 1620, p. 85 (1614).

156. Pichonneau, 1992.

157. Drouyn, 1865, p. 455.



• et une autre qui fut désignée de bien des façons, *porte de l'Ome de Casse* ou *deu Casse*<sup>158</sup>, de *Bernard de Corn*<sup>159</sup> ou de *Corn* ou encore de *Cor*, de *Tropeyta*, enfin du *Chapeau-Rouge*<sup>160</sup>.

Cette dernière est dans l'emprise des travaux ; son piédroit nord a été partiellement reconnu par le sondage de 1998. Tombée en 1606, elle fut immédiatement reconstruite<sup>161</sup>. Les glacis du château Trompette la préservèrent ; elle fut même réparée peu après leur établissement<sup>162</sup>. Elle était cependant moins utilisée depuis la démolition du quartier du Chapeau-Rouge<sup>163</sup>. Elle ne fut démolie qu'en 1744 dans le cadre des aménagements de l'intendant Tourny. Comme plusieurs autres portes de Bordeaux, notamment celle de Saint-Germain<sup>164</sup>, elle était ouverte dans une tour<sup>165</sup>.

De manière affirmée en 1865<sup>166</sup>, de façon un peu plus nuancée par la suite<sup>167</sup>, Léo Drouyn tente, sans être vraiment convaincant, de doter du même aspect la porte des Paux ; en fait plusieurs arguments font envisager qu'elle s'ouvrait sur la courtine sans aménagement particulier<sup>168</sup>.

Dès la *Guyenne militaire*, qui contient une très rapide préfiguration de ses travaux futurs sur Bordeaux<sup>169</sup>, il attribue une barbacane à la porte du Chapeau-Rouge (fig. 12). Le si documenté *Bordeaux vers 1450* est muet sur ce point, mais le plan dessine bien la forme traditionnelle d'une barbacane ; Saint-Rapt reproduit le même détail. Ce genre de défense avancée reste rare sur l'étroite rive de la Garonne et l'on peut avoir quelque doute sur sa réalité.

Entre cette porte et celle des Paux, se trouvait au moins une tour, bien documentée par de nombreux plans<sup>170</sup> : c'est celle dénommée d'après le voisin *pont de la Mousque* qui enjambait le fossé de Tropeyta<sup>171</sup> ; elle renforçait un redan de l'enceinte sous l'actuel palais de la Bourse. Également appelée *tour d'Aste*, c'est probablement elle qui est vendue en 1611 par Pierre d'Aste et dont on possède une courte description faite à cette occasion : *tour ronde couverte d'ardoise, garnie de machecolli*<sup>172</sup>. Elle était dotée d'une *eschelle*, d'un escalier, qui prenait sur la rue de la porte des Paux entre deux maisons<sup>173</sup>.

Une autre tour voisinait la porte des Paux, peut-être au nord mais ce n'est guère assuré<sup>174</sup> ; peut-être était-elle carrée<sup>175</sup>. Une dernière enfin se trouvait sur la courtine au sud de cette porte : elle est connue sous le nom d'un de ses gardiens, *Loys de la Tour*<sup>176</sup>. En 1406, la jurade de la porte des Paux était chargée de tout ce secteur et jusqu'à la tour d'Audeyole à l'angle nord-est de l'enceinte<sup>177</sup>.

Les détails d'une reconstitution de l'ampleur de celle de Léo Drouyn restent toujours assez délicats à démontrer. Ne fût-ce que par ce que les réalités changent au fil des siècles. Ainsi certaines tours, attestées à certains moments, n'existent plus ensuite. Un plan, estimé de 1691 (fig. 13) mais pouvant être antérieur d'une dizaine d'années<sup>178</sup>, est

158. On trouve aussi chez Desgraves, 1960, p. 295, le nom de l'Orme cassé, alors qu'il s'agit, à l'évidence, d'un chêne et d'un homme désigné d'après lui.

159. Ce personnage fut le gardien de cette porte au début du XVe siècle ; il habitait non loin de là en 1416. Cf. Drouyn, 1879, p. 478.

160. Drouyn, 1879, p. 67-69. Reprenant et corrigeant Baurein et Bernadau, il y justifie en même temps ces identifications et la situation de la porte.

161. Drouyn, 1865, p. 455. Mention non reprise en 1879.

162. A.M.Bx, fonds Baurein, i-i 24, 10 novembre 1698, état des réparations à faire sur la voûte. 24 février 1699, devis de réparation pour le pavillon.

163. *Ibid.* 21 juin 1683 : la porte des Paux est beaucoup plus fréquentée depuis lors ; son état *extrêmement bas* nécessite des réparations.

164. On en possède quelques représentations tardives, après une reconstruction supposée à l'identique, qui peuvent donner quelque idée de celle du Chapeau-Rouge. C'est la plus anciennement attestée : 1321 (cf. Drouyn, 1879, p. 163).

165. Cf. le rôle des tours de 1572, cité par Drouyn, 1879, p. 113 : *Une tour qu'est au dessus du portal de Corn, autrement du Chapeau-Rouge...* Pierre de Brach : "la tour qui bande ton arceau" (*Hymne à Bordeaux*, v. 380).

166. Drouyn, 1865, p. 454 : "d'après le plan de Vinet, la porte des Paux (...) s'ouvrait sous une tour carrée".

167. Drouyn, 1879, p. 70-72 : contre deux plans qu'il cite et la *Cosmographie* de Munster, il prétexte d'un "semblant de tour" chez Vinet et d'un titre de 1499 mentionnant en confront *le coin du jambage de la tour de porte Despaux*. Plus loin, p. 96, il prend cette démonstration pour acquise ; cependant, son plan ne la dessine pas.

168. A la même page, mais pour les besoins d'une autre démonstration, Drouyn cite une bailliette de 1526 : *toute icelle tour qui est près le portal des Paux*. On pourrait parfaitement envisager que la tour de la porte et celle près de la porte sont une seule et même construction. Dans le même sens, on peut citer le plan estimé de 1691 (fig. 13), mais avec les précautions qu'imposent ce document (cf. ci-après, note 178).

169. Drouyn, 1865, p. 445-461 et pl. 150-150 bis.

170. Voir, par exemple, les plans du château Trompette vers 1665. Cf. aussi celui donné par Drouyn, 1879, p. 100.

171. Drouyn, 1879, p. 68, 96, 113 et surtout 99-100.

172. Drouyn, 1879, p. 100.

173. Reconnaissances de 1537 et 1538 citées par Drouyn, 1879, p. 99-100.

174. Drouyn, 1879, p. 96 : "Dans le rôle de 1572, une tour est placée entre celle de Loys du Tour [qui vient d'être située au sud de la porte des Paux] et celle du Pont de la Mousque, et par conséquent au nord de la porte des Paux".

175. Drouyn, 1879, p. 72, d'après ce qu'il devine dans le dessin d'Elie Vinet.

176. Drouyn, 1879, p. 95-96.

177. Drouyn, 1865, p. 457, d'après Ribadieu. Repris dans les différentes notices du *Bordeaux vers 1450*.

178. A.M.Bx, XL A/22. Un détail me gêne dans ce plan, et plus encore dans sa datation : le fort Louis possède les deux redoutes latérales qui furent proposées à Vauban en 1680 et refusées par lui (Régaldo, 1998). Cependant, les glacis du château Trompette y figurent comme ils seront réalisés après 1680, mais sur des projets remontant vraisemblablement aux

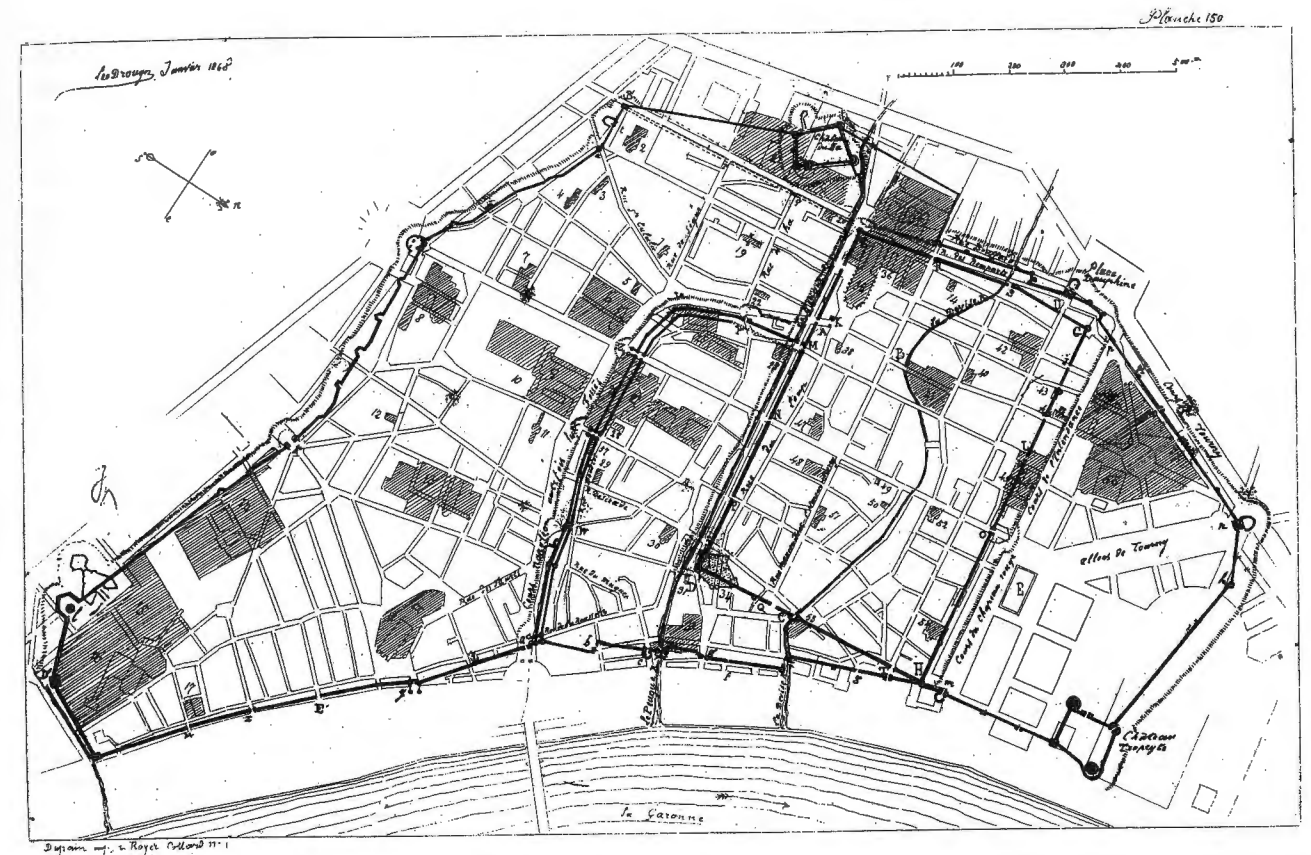


Fig. 12. - Plan de Bordeaux médiéval (Drouyn, 1865, pl. 150).



Fig. 13. - Plan de Bordeaux à la fin du XVIIe siècle (A. M. Bx XL A/22).



ici de quelque intérêt, dans la mesure où, bien que de façon schématique, il semble indiquer l'essentiel des fortifications de Bordeaux. À côté du château Trompette, deux demi-cercles représentent les piédroits de la tour-porte du Chapeau-Rouge ; plus à l'est un dessin analogue symbolise la tour du pont de la Mousque ; la porte des Paux apparaît nue dans la courtine, avec une autre tour au sud.

Sur la place de la Bourse, la muraille est partiellement bâtie avec des sarcophages non utilisés. C'est plausiblement un indice d'une datation assez tardive de ce tronçon. Mais en réalité, le processus est sensiblement analogue à celui de la récupération des pierres de lest abandonnées en nombre sur le port. Ce phénomène n'a pas, jusqu'à maintenant, été observé ailleurs.

L'enceinte traverse la place de la Bourse un peu à l'ouest de l'emprise du parc souterrain, et la place Jean-Jaurès. Elle sera atteinte par le couloir Saint-Rémi et par la partie jouxtant la place Gabriel du parking du Chapeau Rouge. Dans les parties où les travaux vont la longer de près, il n'est pas exclu qu'ils puissent accrocher l'avancée d'une tour.

## La demi-lune du Chapeau-Rouge

Dans les années 1620, une fortification avancée fut édifée devant la porte du Chapeau-Rouge : elle est encore en cours de réalisation en 1628<sup>179</sup>. On doit bien sûr la distinguer radicalement de la barbacane imaginée par Drouyn au même emplacement, dont il est question plus haut. Cette porte, qui semblait déjà l'entrée d'honneur de la ville au XVI<sup>e</sup> siècle<sup>180</sup>, est ainsi particulièrement distinguée, d'autant plus que cette construction militaire semble avoir été assez richement décorée.

On ne dispose d'aucun plan la mentionnant. Seul celui reproduit fig. 13 dessine, en avant des deux courbes qui représentent les piédroits de la tour-porte, un angle qui pourrait l'évoquer ; encore est-ce là une attribution peu assurée, ne serait-ce que par ce que les plans du château Trompette vers 1665, qui se trouveraient chronologiquement entre la construction et l'établissement du plan, sont muets, mais aussi du fait des doutes que l'on peut avoir sur ce document. Cette demi-lune a-t-elle disparu très vite après sa construction ? Cela semble le cas dans les années 1730 : aucun des plans de Gabriel, pourtant assez précis sur les états des lieux, ne l'indique. La restructuration du château Trompette avec un système de fortification bastionné, à partir des années 1660, rend probablement cette défense caduque, à supposer qu'elle fût jamais opérationnelle, ou même gênante. Il semble, en tout cas, probable que le nouveau quai construit vers 1683<sup>181</sup> ait nécessité le démantèlement de la demi-lune, s'il n'était déjà réalisé.

Il s'agit d'une construction de type bastion, triangulaire, avec des parois en glacis ; elle fait faire une *pointe* au quai<sup>182</sup>. Son ornementation semble particulièrement riche, à travers des archives qui se sont visiblement plus intéressées à cette finition qu'à la construction : une plaque de marbre signale les autorités en fonction lors de sa construction<sup>183</sup> ; le frontispice porte les armes du roi, du gouverneur et de la ville<sup>184</sup> ; elle possède des colonnes et des frontons et l'on cherche à les protéger des intempéries<sup>185</sup>.

Il est assez plausible que le mur aperçu à l'extrémité orientale du sondage de 1998 ait appartenu à l'arrière de cette fortification. Elle devrait être, en tout cas, dans l'emprise des travaux.

années 1670. Tout s'expliquerait s'il s'agissait à la fois d'une vue d'ensemble d'état des lieux des fortifications de Bordeaux, intégrant les projets existant en 1680 ; mais en ce cas, pourquoi serait-il édité à Paris ? En préparation de la visite de Vauban ? Ces interrogations, au surplus, ne semblent pas remettre en cause le témoignage de ce document pour le secteur qui nous intéresse.

179. Desgraves, 1960, p. 296. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, t. VI, p. 288, 10 novembre 1628 : *M. le duc d'Epéron dit à MM. les jurats de faire continuer en toute diligence la demy-lune qui avoit été commencée devant la porte du Chapeau-Rouge*.

180. Voir en particulier Pierre de Brach, cité en conclusion.

181. Un texte du 21 juin 1683 (A.M.Bx, fonds Baurein, i-i 24) fait état de l'achèvement récent d'un quai devant la porte du Chapeau-Rouge.

182. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, t. VI, p. 289, 27 juillet 1630.

183. *Ibid.* p. 289, 9 juillet 1629 : achat à l'architecte et sculpteur Carlier pour 100 livres *d'une pièce de marbre taillée à façon Vantegore (?)*, avec gravure en lettres d'or des noms des *Gouverneur de la Province, Jurats, Procureur-sindic et Clerc de Ville*, destinée à la pyramide de la demy-lune de la porte du Chapeau-Rouge.

184. *Ibid.* p. 289, 18 juillet 1629 : avance à Carlier de 200 livres sur une somme de 500, prises sur les *deniers des fortifications, pour faire le mur servant de frontispice à un angle de la demy-lune [...] et y mettre les armes du Roy, de M. le gouverneur et de la Ville, suivant le dessin agréé*. 28 juillet 1629 : *adjudication de la pyramide ou frontispice qu'on vouloit faire à un angle ou au milieu de la demy-lune* à René Hopquen d'Amsterdam et Dominique Clary d'Auch, pour 500 livres dont une avance de 250.

185. *Ibid.* p. 289, 27 juillet 1630 : adjudication pour 45 livres à Pierre Ardouin *d'une maçonnerie en pierre de taille qu'on vouloit faire sur la pointe du quay du Chapeau-Rouge, au devant et au derrière des colonnes et épitaffes mises à la demy-lune de la porte du Chapeau-Rouge, laquelle bâtisse devoit être de la hauteur des frontons et garnie par dessus de marchepieds de pierre de Rosan en glacis, le tout pour éviter que la pluie, le mauvais tems et l'abordage des vaisseaux et barques ne gâtassent lesdites colonnes et épitaffes*.

## Les ports de Tropeyte

### Les sites portuaires de Bordeaux

Bien que les bordelais n'aient jamais été un peuple de marins<sup>186</sup>, leur ville présente une bonne variété de sites portuaires susceptibles d'accueillir toutes sortes de bateaux :

- la Garonne elle-même permet aussi bien des mouillages en pleine eau que des échouages sur berges ;
- les embouchures des "esteys" – conformément à leur étymologie, estuaires véritables bien que de petites tailles, ouverts sur le fleuve et eux-mêmes remontés par le flux des marées – sont de commodités abris<sup>187</sup> ;
- les rivières, "l'antique Devèze et le Peugue médiéval"<sup>188</sup>, peuvent être remontées sur d'assez bonnes distances, dans les deux cas sensiblement jusqu'à la cathédrale.

Les différentes époques ont chacune des préférences pour chaque type de sites, même si ces préférences ne sont sans doute pas exclusives. J. Bernard distingue trois périodes : "celle des ports intérieurs, celle du port médiéval en rivière, celle qui développa le port jusqu'aux Chartreux"<sup>189</sup>. La première de ces périodes se divise aisément en deux : l'envasement du port intérieur romain provoque le développement du Peugue<sup>190</sup> qui est au XIII<sup>e</sup> siècle le seul "estier" utilisé<sup>191</sup>.

Les autres articulations de ces périodes sont plus délicates à saisir. Plutôt qu'un strict découpage chronologique et fonctionnel, il vaudrait sans doute mieux concevoir une sorte de migration graduée des activités principales vers le fleuve, la rivière étant progressivement désertée. Dès le XIII<sup>e</sup> siècle, le port en rivière est déjà bien développé, et largement au-delà des enceintes existantes. Au siècle suivant, la tendance est bien marquée : hormis leurs embouchures, les rivières sont de plus en plus désertées ; "la période des ports intérieurs est révolue"<sup>192</sup>. Cependant, le port en rivière n'est pleinement et exclusivement acquis guère qu'au XVI<sup>e</sup> siècle : "il n'y a plus lieu par où les bateaux entrent en Bourdeaux. Ils demeurent tous, petits et grands, en la Garonne, devant la ville"<sup>193</sup>.

À ce moment, les Chartrons ont déjà bien engagé leur développement. "Le départ des Anglais marque (...) le terme de l'époque du "port de la mer", dont la Grave et Tropeyte n'étaient ainsi que l'expression ripuaire, mais il marque aussi le début d'une nouvelle phase dans le développement du port, qui, sans abandonner pour autant les cales du Moyen Age, franchit la limite de l'Audeyola pour se créer aux Chartreux, dans les limites qu'il conservera jusqu'à l'époque contemporaine, une annexe moderne"<sup>194</sup>.

## Le complexe portuaire de Bordeaux à la fin du Moyen Age

Le XIV<sup>e</sup> siècle, et plus particulièrement son début, est un moment d'activité commerciale et portuaire rarement égalé<sup>195</sup>. Sur les 21 portes que compte la troisième enceinte, 13 s'ouvrent sur la Garonne, alors que la muraille n'a sur ce côté que le tiers de sa longueur totale. C'est assez dire l'importance de la berge pour la ville du XIV<sup>e</sup> siècle ; mais c'est aussi signifier la parcellisation d'un espace portuaire qui s'étend sur une demi lieue, bientôt, avec les Chartrons, sur plus de trois kilomètres. Le port de Bordeaux est en fait un ensemble de ports plus ou moins bien, et plus ou moins artificiellement, différenciés dans l'espace et dans les fonctions.

L'ensemble du complexe portuaire en Garonne est couramment dénommé "le port de la mer"<sup>196</sup>. On y distingue de l'amont vers l'aval :

186. Bernard, 1968, p. 17-21.

187. C'est en fait le cas bien au-delà de Bordeaux, sur les cours inférieurs de la Garonne et de la Dordogne soumis à l'influence des marées.

188. Bernard, 1968, p. 58. Un peu plus haut (p. 55), le même auteur en parlait en ces termes évocateurs et porteurs d'une extension vers de très hautes époques : "On sait que les deux esteys, la Devèze et le Peugue, qui formèrent les havres clos de la cité et du bourg, étaient les éléments essentiels d'un site, dont la valeur s'affirme d'abord par l'existence de stations préhistoriques. Il associait à ces esteys les émergences calcaires — "puyadus" ou "pujaus" — de Puy-Paulin, du Mont Judaïque, de Saint-André, de Saint-Michel et de Sainte-Eulalie, véritables cales naturelles inclinées vers la rivière, dont la berge ne redoutait plus les inondations, à la concavité d'un méandre que le courant faisait profond, au point du gonflement maximal de la marée et au dernier point d'aval, où ni la largeur du fleuve ni ses marais ne rendaient encore le passage "de travers" trop malaisé. Le Peugue et la Devèze étaient les plus accessibles et les plus commodités de tous les "rius", les "fontes", les "ayguas", qui suintaient des terrasses de la rive gauche."

189. *Ibid.* p. 54.

190. Il ne me semble pas exclu que ce soit vrai non seulement pour la fréquentation humaine mais aussi pour le débit, le Peugue recueillant les eaux de la Devèze bouchée.

191. *Livre des Bouillons*, CXVII, p. 365-373.

192. Bernard, 1968, p. 58.

193. Vinet, § 60.

194. Bernard, 1968, p. 74.

195. *Ibid.*, p. 21-22, avec quelques chiffres significatifs : en 1308-1309 sont vendus 102 000 tonneaux de vin ; dans les bonnes années du XV<sup>e</sup>, plus de 20 000, contre 4 à 5 000 pour les mauvaises ; et seulement 3 000 au début de la présence française.

196. Drouyn, 1879, p. 159-160 et 484. Bernard, 1968, p. 54-58, etc.



- le port de Sainte-Croix <sup>197</sup>
- le port de la Grave <sup>198</sup> ;
- le port de l'Ombrière <sup>199</sup>, ou de Cailhau <sup>200</sup> ;
- enfin le port de Tropeyte <sup>201</sup>, jusqu'à l'Audeyole ;
- plus au nord, les Chartrons, ou encore port de la Lune, commencent à peine à se développer.
- En rive droite, vis-à-vis Sainte-Croix se trouve le port de Trégey <sup>202</sup>, avec un série de petits sites vers l'amont qui ne semblent plus avoir de réelle signification urbaine ;
- vis-à-vis la Grave, celui de la Bastide ;

• Lormont, enfin, bien que très nettement au nord correspond au débarquement des ports de passage de l'aval, notamment celui des Chartrons, mais aussi celui de Tropeyte.

L'ensemble se complète de deux ports sur les embouchures des estuaires :

- sur le Peugue, jusqu'au pont Saint-Jean, le port des Pèlerins <sup>203</sup> ou de Saint-Jean du Pont ; la rivière elle-même reste navigable et utilisée pour des transports légers, sensiblement jusqu'à la cathédrale.
- sur la Devèze, qui depuis longtemps s'est envasée, le port de Saint-Pierre <sup>204</sup>.

S'ils se différencient sur le plan topographique, ces ports sont aussi diversifiés fonctionnellement. Sur ce point, nos sources sont, pour l'essentiel, plus tardives mais tout semble démontrer qu'elles traduisent des tendances nettement marquées bien auparavant. On admettra sans doute avec Bernard contre Drouyn que les distinctions ne sont peut-être pas aussi nettes que certains l'ont exprimé <sup>205</sup> : *“Les parties ou grèves d'icelui [port de Bordeaux] sont assignées à l'assiette et réception de certains navires, bateaux ou marchandises. Entre l'estey nommé de Fines Terres et la porte de ville nommée Despau, est le port, l'ancrage et le sit des navires qui sont au fret, qui chargent et déchargent ; de la porte Despau jusqu'à la porte Caillau, est l'abri et la rade des vaisseaux pour hiverner ; à la suite et devant le pont Saint-Jean est le sit et l'abordement des barques chargées d'oranges, de citrons, de bled, de légumes, et de poisson salé, sec ou verd ; ceux du sel, aux Salinières, et finalement à la Grave est la retraite des vaisseaux qui ont besoin de radoub ou des œuvres de marée”* <sup>206</sup>.

Il semble bien en tout cas que l'encadrement administratif de plus en plus prégnant ait rendu à systématiser des tendances relativement naturelles. Ainsi, la plus grande profondeur d'eau au plus proche de la ville se trouvant au creux du méandre, il n'y a rien d'étonnant à voir mouiller les vaisseaux de ligne de part et d'autre du château Trompette <sup>207</sup> ; les navires y étaient organisés en plusieurs lignes parallèles à la berge en fonction de leur tirant d'eau <sup>208</sup>. Au-delà même de ce qu'écrivait Cleirac, certains plans de la fin du XVIIe siècle indiquent clairement que le mouillage des

vaisseaux français se faisait le long de la vieille ville ; des anglais, au pied du Château-Trompette ; plus en aval ceux des hollandais et d'autres nationalités. Il n'est pas non plus surprenant de voir les bateaux fluviaux de l'amont vers Sainte-Croix et ceux de la Gironde vers Tropeyte ou les Chartrons.

Et quoi de plus normal que les autorités aient cherché à ordonner un port aussi fréquenté, aussi embarrassé que celui de Bordeaux <sup>209</sup> ?

## Tropeyte, un port aux multiples fonctions

Au XIIIe siècle ne semblent construites dans le quartier que les berges de la Garonne, à peu près jusqu'aux actuelles allées d'Orléans. Au XIVe, la multiplication et la concentration des chais confirme le rôle et l'importance du port de Tropeyte, au détriment des anciens ports d'estey.

Ce port est logiquement tourné vers le trafic avec l'aval, la Gironde et la Dordogne, via le bec d'Ambès. D'où un des noms qui lui a été attribué : port de Blaye <sup>210</sup>. De ce

197. Drouyn, 1879, p. 130, 484 (texte de 1361).

198. Drouyn, 1879, p. 127 : si la *Graba*, la *Grave* signifient parfois les berges dans leur totalité, le plus fréquemment, ce terme désigne la portion entre la porte des Salinières et Sainte-Croix. D'où le nom de notre quai de la Grave. Voir aussi p. 159.

199. *Livre des Bouillons*, CXVII, p. 365-373.

200. Drouyn, 1879, p. 159 (texte de 1395).

201. Drouyn, 1879, p. 162, citant en particulier un texte mentionnant ce port pour des denrées destinées à l'archevêché en 1395. Cf. aussi p. 484-485.

202. Drouyn, 1879, p. 130, 138-139 (port Peyron, la Bastille vielhe), 160 (port de Lassoys), 161-162 (texte de 1337), 484.

203. Drouyn, 1879, p. 160 (texte de 1274). Cf. aussi *Livre des Bouillons*, CXVII, p. 365-373.

204. *Livre des Bouillons*, CXVII, p. 365-373. Drouyn, 1879, p. 160-161. Bernard, 1968, p. 55, n. 181 : “Le “port Sent-Pey”, utilisé encore par les galères au XIIIe siècle, n'était peut-être plus dès cette époque que la brève embouchure de la Devèze, qui deviendra le “port de las anguilhas”, lesquelles ressemblaient à des galères fluviales”.

205. Drouyn, 1879, p. 162. Bernard, 1968, p. 70-71.

206. A. Cleirac, 1661, p. 35.

207. D'ailleurs, n'aurait-il pas été installé là en partie pour cette raison ?

208. Buttel, 1974 (1996).

209. Sur les embarras du port, voir par exemple Desgraves, 1991, p. 55-61, p. 123.

210. Desgraves, 1960, p. 296.

trafic lui vient aussi une importance particulière des vins <sup>211</sup>, qui valurent à la place Jean-Jaurès son premier nom : place du marché aux vins <sup>212</sup>. Avec de telles destinations, ce port drainait aussi l'essentiel du trafic avec Paris et le nord : traditionnellement, la route de charroi passait par la Garonne et Blaye <sup>213</sup>.

Comme le port de la Grave, son symétrique, celui de Tropeyte accueillait aussi des chantiers navals <sup>214</sup>. Symétriques l'un de l'autre, tous deux “correspondaient à une deuxième période du port en rivière, celle du second accroissement et du rempart du XIVe siècle” <sup>215</sup> ; “tous deux voyaient aborder les gabares et les couraux...” <sup>216</sup>. “A Tropeyte, au XVe siècle on a donc les gabarriers, la foule des marins à la recherche d'un chargeur, des marchands en quête de navires, dans le voisinage d'échoppes notariales bien achalandées, des berges plus vastes et plus longues, dont les chais abritaient, en face des flottes au mouillage, le vin et le pastel” <sup>217</sup>. Ailleurs encore <sup>218</sup>, le même historien évoque le port de Tropeyte sous d'autres jours : “La gabarre peut être transformée en navire de parade, ou maison navale, ornée de tapisseries, la gabarre débarque à l'Ombrière ou au Chapeau Rouge, devant les jurats et les chanoines, sa cargaison papale, épiscopale ou royale, et participe aux réjouissances nautiques qui se déchaînent en ces occasions, dans la liesse générale des entrées solennelles.”

A côté, les parages de la porte des Paux, bien que voisins, font pauvre mine, car ils ne sont guère connus sur le plan portuaire que par ce marché aux pieux qui valut son nom à ce lieu. Remarquons cependant que cette vocation survécut visiblement aux transformations du XVIIIe siècle : Michel Suffran reproduit une photographie où les empilements de pièces de bois en avant de l'hôtel de la Bourse sont particulièrement significatifs <sup>219</sup>.

## Les aménagements de berges

J. Bernard, reprenant le texte de 1262 sur les padouens, montre que le domaine maritime de l'époque “s'étendait non seulement à toutes les berges couvertes par le grand flot de mars, mais encore à toutes celles qu'il avait recouvertes dans le passé : vases consolidées en matras, remblais, terres rapportées, emplacements gagnés sur la rivière” <sup>220</sup>. Qu'il s'agisse de stabiliser une rive envasée ou de ménager des atterrissements aux ports établis sur les berges, les moyens restent sensiblement les mêmes : remblais et enrochements, éventuellement avec des bateaux coulés, fondations de pieux de bois et platelages... et finalement des murs de quais. Toutes les époques ont eu ces pratiques avec des moyens plus ou moins développés. Les berges sont naturellement mouvantes, l'homme s'est toujours efforcé de les stabiliser pour les utiliser ou les coloniser.

“La berge pouvait être un gravier naturel, très précisément une “grave” <sup>221</sup>, un “gravey” ; ce pouvait être un “port pavimentat”, une berge construite ou consolidée, empierrée ou remblayée avec le lest abandonné, et formant une cale inclinée. Ces cales étaient sans cesse menacées par l'agression de la marée, qui venait mourir jusque sur la place de l'Ombrière, par l'envahissement des chais et des pilotis, du lest inconsidérément déchargé, des filets, des navires, gabares ou couraux” <sup>222</sup>.

L'exploration archéologique de la place de la Bourse a mis en évidence des surfaces engravées, correspondant certes à l'abandon des structures anciennes avant établissement de la place Royale mais répétant des pratiques bien plus anciennes dont les superpositions stratigraphiques rendent compte. Les surfaces ainsi observées étant planes, elles ont été dénommées “chaussée du port” en considérant qu'il s'agissait du sommet aménagé en terre-plein d'un atterrissement. Cette chaussée longeait les échoppes adossées à l'enceinte médiévale ; s'y ouvraient portes, fenêtres et soupiraux.

## Echoppes et chais <sup>223</sup>

Tout au long de son parcours garonnais, plus qu'ailleurs parce qu'on y bénéficiait de la proximité du port, le mur de ville fut ennoyé dans des constructions privées. C'était déjà

211. Bernard, 1968, p. 71 : “les quartiers, le vin, que les gens de l'archevêque faisaient venir de la Dordogne, du Blayais, du Médoc, se déchargeaient à Tropeyte. Les ports de la Grave et de Tropeyte (...) étaient surtout les ports des marchands et des marins étrangers, ceux de la grande navigation et de son fret, le vin, ceux du grand commerce d'exportation, dont les transactions se nouaient là, dans les chais, les hôtelleries et les échoppes des tabellions.”

212. Desgraves, 1960, p. 335.

213. Debaumarché et Régald, 1992, p. 86-87.

214. Bernard, 1968, p. 69 : “A la Grave, aux Anguilles, au Portal Barrat, au Portal deu Corn, on abattait en carène, on radoubait, on construisait des navires, hors d'atteinte du grand flot.” Cf. p. 71, même idée.

215. *Ibid.* p. 72.

216. *Ibid.* p. 73.

217. *Ibid.* p. 73.

218. *Ibid.*, p. 155.

219. Suffran, 1981, p. 39 ; coll. A. Roussot.

220. Bernard, 1968, p. 65-66.

221. Est couramment désignée sous ce nom à Bordeaux, l'espace entre les murs et les bords de la rivière. Drouyn, 1879, p. 127, en particulier citant Baurein.

222. Bernard, 1968, p. 69.

223. Le terme de *chais* est médiéval ; celui d'*échoppes*, moderne. Cette différence lexicale couvre plausiblement une différence de fonction.



le cas au XIII<sup>e</sup> siècle ; la troisième enceinte subit le même sort. Hors même du commodé appui sur une fortification, ce genre de construction abonde sur les padouens de la ville, en bordure du port *de la mar*.

Les chais, ainsi qu'on les appelait à Bordeaux, étaient des entrepôts, "sortes de docks élémentaires, compagnons obligés de l'*oustau*<sup>224</sup> du marchand"<sup>225</sup>. Au moins au XIII<sup>e</sup> siècle, les chais construits sur la berge pouvaient être prolongés par des constructions sur pilotis, "vieille habitude gasconne qui a subsisté dans les petits ports ostréicoles"<sup>226</sup>. Vers 1260, habitations et chais bordaient la Garonne, tout au long du port de Tropeyte, jusqu'à la maison de Pey de Médoc, que l'on peut sans doute situer au bout de la rue de Médoc<sup>227</sup> disparue sous les glacis du château Trompette, c'est-à-dire aux environs immédiats de la future *porte de la rue Médoc*, soit légèrement au sud de nos allées d'Orléans.

Dès la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>228</sup>, avec des prémisses bien antérieures<sup>229</sup>, "des fossés de Tropeyte à la tour d'Audeyole (...) il semble que l'on ait une file quasi ininterrompue de chais bordant le fleuve. Si la plupart semblent bâtis *intra muros*, certains doivent être édifiés directement sur la berge"<sup>230</sup>. Le nom primitif du quartier qui se développe au-delà de l'enceinte est d'ailleurs significatif : *aus darreys chays*<sup>231</sup>. Dès le XV<sup>e</sup> siècle, certaines de ces constructions possèdent une *voulte*, une pièce voûtée qui peut être une cave, et sont donc en pierre<sup>232</sup>.

Sur la place de la Bourse<sup>233</sup>, les sondages de 1996 ont abordé plusieurs échoppes<sup>234</sup>. Construites en pierre et dallées de terre cuite, chauffées par des cheminées, elles possédaient parfois un étage et parfois aussi des caves, malgré les difficultés que devait poser la proximité de l'eau ; tel était du moins leur état le plus récent, remontant probablement au XVI<sup>e</sup> ou au XVII<sup>e</sup> siècle<sup>235</sup>. Du côté du port, une chaussée les longeait donc ; à l'arrière, elles avaient souvent rogné l'épaisseur de la muraille d'enceinte, et même parfois l'avaient percée<sup>236</sup>.

De part et d'autre de la porte du Chapeau-Rouge, il en était de même<sup>237</sup>. Dès 1533, l'autorisation est renouvelée de bâtir contre les murs de ville, ce qui s'était en réalité toujours fait<sup>238</sup>. A partir de 1618, les permis de construire sont spécifiquement adaptés au contexte local du Chapeau-Rouge : ils sont accordés contre loyer à la ville et sont conditionnés à la conformation aux bâtiments voisins et à la prolongation par les pétitionnaires du quai vers le nord<sup>239</sup>. Dès lors les autorisations se multiplient<sup>240</sup> ; d'après les quelques professions mentionnées, la fonction initiale d'entrepôts portuaires semble se perdre. Il semble que ce soit seulement en 1632 qu'on les bâtit de pierre<sup>241</sup>. Ce même quai fut, plus tard, à nouveau prolongé, en avant du château Trompette, jusqu'aux Chartrons<sup>242</sup> ; mais sur ce tronçon, la forteresse royale empêchait les constructions privées.

224. Cf. Lavaud, 1993, p. 251 : sur 23 chais recensés par son enquête, 16 sont accolés à une maison.

225. Bernard, 1968, p. 62. Cf. p. 58-59 : "Les chais disgracieux du début de ce siècle, puis les hangars du port autonome, n'ont fait ainsi que perpétuer une tradition nécessaire, mais désolante pour la population, coupée de son fleuve".

226. *Ibid.* p. 67, avec citation à l'appui d'un texte de 1289 (p. 68, n. 254).

227. Dont le nom n'a rien à voir avec une direction qui lui serait en fait perpendiculaire. Voir à propos de cette rue, Drouyn, 1879, p. 104 ; Antignac, 1996, p. 34, attestations dès 1310, c'est-à-dire très tôt pour ce quartier.

228. Cette précision chronologique est donnée par Antignac, 1996, p. 63.

229. Bernard, 1968, p. 65, s'appuyant sur A.M. Bx V, Coutumes, 587, n° III, 31 janvier 1304 : "Les marchands essayaient d'implanter leurs habitations et les chais qui en dépendaient dans les quartiers riverains des quais à Saint-Rémy et à Tropeyte."

230. Lavaud, 1993, p. 251-252. Pour les constructions sur la berge, Antignac, 1996, p. 63, donne une intéressante précision : sur 583 actes recensés, 60 chais s'alignent *devert la mar*.

231. Lavaud, 1993, p. 235.

232. Antignac, 1996, p. 63, citant un acte de 1439. Cependant, Bernard, 1968, p. 62, explique la création de ces chais par la difficulté à établir une cave dans un sol trop humide.

233. Cf. les plans d'état des lieux de J. Gabriel en 1733, sous l'hôtel des Fermes, A.D.Gir. C 4500, pièce 1.

234. Deux d'entre elles ont été dégagées entièrement ; elles étaient tête-bêche, l'une sur berge, l'autre en ville. Deux autres ont été partiellement observées dans la tranchée qui suivait le mur d'enceinte. Une cinquième a été à peine aperçue de l'autre côté de la porte des Paux.

235. On doit ici aussi supposer un état primitif en bois et matériaux légers dont des éléments peuvent subsister sous les dallages modernes, mais les sondages se sont arrêtés au dernier état conservé.

236. A.D.Gir. C 4494, 31 mars 1664 et 12 août 1691 : plaintes des fermiers contre ce genre de pratique qui permet de frauder l'octroi.

237. Voir par exemple, les plans du château Trompette vers 1665.

238. A.M.Bx, fonds Baurein, i-i 20, 21 juillet 1533.

239. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, t. VI, p. 14, 23 mai 1618 : permission accordée à Jean Bonnet *de construire une échope au bout du quay nouvellement construit hors la porte du Chapeau-Rouge, à la charge de la bastir conformément aux voisins, de payer à la ville le même loyer qu'elles payaient et de continuer ledit quay dans l'étendue de ladite échope...*

240. *Ibid.* p. 27-28 : 24 janvier 1626, à Jean Duvergier pour 14 pieds d'emplacement ; 28 mars 1626, à François Robin, *faiseur de lunettes* ; 9 mai 1626, à Fabien Roche, jardinier ; 22 août 1626, à François de la Prairie, peintre.

241. *Ibid.* p. 37-38, 28 avril 1632 : *Les propriétaires desdites échoppes situées quay du Chapeau Rouge [entre autres] demandèrent de les eslever et bastir en pierre ; cela leur fut accordé.*

242. A.M.Bx, fonds Baurein, i-i 25, 18 juillet 1665 et 31 juillet 1670.

Il est prévu que ces échoppes soient démolies, sans indemnité, en cas de nécessité. Ce fut le cas en 1636, pour fait de guerre<sup>243</sup>. On ne sait si elles furent toutes démantelées ; toujours est-il qu'elles furent bien vite reconstruites. Un ordre définitif de démolition fut donné en 1670, pour agrandir les glacis du château Trompette<sup>244</sup>, mais cet ordre ne fut pleinement réalisé que le 30 décembre 1675. Néanmoins, bâtiments et apprentis envahirent à nouveau rapidement les lieux : une ordonnance royale de 1695 en fait faire inventaire et plan dans la perspective d'une démolition<sup>245</sup>.

Plus d'un siècle plus tard, un mémoire se propose de renouer avec la vocation traditionnelle de ces lieux, mais les proportions ont changé : il ne s'agit plus de petites échoppes de dix à vingt pieds de façade, mais de véritables entrepôts de 200 pieds de longueur sur 100 de largeur que l'on se propose de construire devant la porte Richelieu<sup>246</sup>. De tels projets ne virent le jour que bien plus tard.

## Quais et cales

Sur la place de la Bourse, l'existence de quais, avant ceux du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>247</sup>, est rarement mentionnée ; il reste assez probable qu'il n'y en eut pas de conçus comme réellement définitifs. Un texte de 1674<sup>248</sup> organise l'échouage des bateaux *entre le quay du Chapeau-Rouge et celui de la porte Despaux* ; étant données la proximité des deux lieux, l'absence d'autres témoignages contemporains et la formule elle-même, on peut se demander s'il ne s'agit pas d'un abus de langage. Avant les aménagements de Gabriel, un atterrissage engravé aboutissait à une chaussée qui bordait les échoppes. Selon certains documents<sup>249</sup>, l'architecte aurait, en un premier temps, construit un quai. Dans la version définitive de la place Royale, un atterrissage engravé, découvert à marée basse, s'étendait en avant du "balcon de Bordeaux". Partie d'un magistral décor urbain, mur de soutènement d'une terrasse et balustrade, cette structure n'a rien à voir avec un quai, en ce sens qu'elle n'est en aucune façon un aménagement portuaire.

A l'inverse, les documents d'archives mentionnent à de nombreuses reprises la construction de quais devant la porte du Chapeau-Rouge et devant le château Trompette, jusqu'aux Chartrons. Cinq campagnes de travaux, au moins, peuvent ainsi être reconstituées :

- Un quai, *nouvellement construit*, existait déjà en 1618, *hors la porte du Chapeau-Rouge*, quand, à charge de le continuer, on autorisa Jean Bonnet à construire une échoppe<sup>250</sup> ; rien n'indique que ce quai avait été à la charge de précédents pétitionnaires.

- Ce principe d'un prolongement par concessions de la largeur des échoppes est plusieurs fois répété jusqu'en 1626, où, après une série d'autorisations similaires, il disparaît<sup>251</sup> ; il y a fort à douter de l'homogénéité, voire de la solidité, d'une telle réalisation.

- La construction de la demi-lune, attestée deux ans plus tard comme une construction à achever<sup>252</sup>, fait faire une pointe au quai<sup>253</sup> ; il y a peu de chances que cette forme ait été initiale et il doit s'agir là d'un accompagnement de ces grands travaux.

- Après cinq ans de tractations, un arrêt du conseil du roi ordonne de construire un quai le long du château Trompette jusqu'à celui des Chartrons<sup>254</sup> ; peu après, au hasard d'un autre texte, le *quay du Chapeau-Rouge* est mentionné<sup>255</sup> ; il semble bien qu'on aboutisse ainsi dans les années 1670 à une structure unique sur toute cette longueur de berge.

- A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, enfin, existe une *cale*, dite *du Chapeau-Rouge*, qui ne suffit pas au déchargement des matériaux nécessaires aux constructions<sup>256</sup>.

243. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, t. VI, p. 45 : 31 octobre 1636, ordre de démolition sous trois jours ; 3 novembre, délai demandé par les détenteurs ; 7 novembre, lettre au Gouverneur faisant état d'un bon avancement des démolitions.

244. A.M.Bx, fonds Baurein, i-i 19, 28 février 1670 : plaintes de bourgeois devant les démolitions ; 8 mars : un fonds sera envoyé en dédommagement, il est proposé de le demander au roi *et de lui représenter que cette démolition causait un grand préjudice au commerce accause que ces maisons étoient situées au voisinage de la rivière.*

245. A.M.Bx EE 34, 16 mai 1695.

246. A.M.Bx, fonds ancien, DD6 a, 20 septembre 1782. Auparavant, il avait été autorisé de décharger là les matériaux nécessaires à la construction du Grand Théâtre et de l'îlot Louis (*Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, t. III, p. 17, 28 juin 1776).

247. Charles, 1962. A la suite d'une loi spécifique de 1844, les quais sont construits à partir de 1846 et, pour une première tranche de 806 m de longueur, achevés en 1856 par l'extrémité amont, aux alentours de la place de la Bourse. Les constructions reprendront à partir de 1861 vers l'aval, les Chartrons, Bacalan. En 1859 on dut réparer la partie située au droit de l'hôtel de la Bourse qui menaçait de s'effondrer.

248. A.M.Bx, fonds Baurein, i-i 24, 17 janvier 1674.

249. Plan Anus, 1954, archives CRMH Aquitaine : "quai primitif construit par J. Gabriel en 1731".

250. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, t. VI, p. 14, 23 mai 1618.

251. *Ibid.*, p. 27-28 : 24 janvier, 28 mars, 9 mai, 22 août 1626.

252. *Ibid.*, p. 288, 10 novembre 1628.

253. *Ibid.*, p. 289, 27 juillet 1630 : adjudication d'une construction *sur la pointe du quay (...) au devant et au derrière des colones et épitaffes mises à la demy-lune...*

254. A.M.Bx, fonds Baurein, i-i 25, 18 juillet 1665 ; 31 juillet 1670.

255. *Ibid.*, i-i 24, 17 janvier 1674.

256. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, t. III, p. 17, 28 juin 1776.



Ces quais, sont représentés schématiquement sur un plan du château Trompette en 1774 (fig. 14), de même que le "balcon de Bordeaux" et peut-être la cale entre ces deux structures. Il ne faut pas imaginer, malgré l'utilisation du même nom, une conception analogue à celle du XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'agit alors de ménager une paroi verticale suffisamment haute pour que des bateaux à fort tirant puissent accoster sans s'échouer, secondairement une large esplanade à la fois utilitaire et monumentale. Les quais des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles sont en réalité constitués d'un mur qui contient les marées et d'un atterrissement où s'échouent les bateaux ; les navires restent mouillés en eau profonde et ne sont reliés à la rive que par de véritables norias d'annexes, de gabarres et autres petits bateaux. Pour l'essentiel, ces structures doivent consister en des maçonneries de pierres sur pieux battus.

Dans les années 1728 et 1729, un débat passionné est occasionné par les premiers projets de Gabriel auprès de la porte des Paux. Les opposants protestent que tout empiètement sur la Garonne provoquera l'envasement et la ruine du port ; les promoteurs défendent que cet espace est inutile et ne peut servir qu'au prix de ces travaux ; on argumente point par point. A travers cet autre débat des anciens et des modernes, on comprend assez bien certains aspects des pratiques portuaires. Apparaît aussi, ce qui est d'un autre intérêt, la cohérence relative des connaissances hydrogéologiques de l'époque.

Quelques mentions dispersées dressent un panorama peu attrayant du site à cette époque : *"un terrain qui estoit inutile et qui ne servoit qu'à jeter les immondices de la ville"*, *"une place toute formée, l'usage de laquelle à la vérité est interdit à toutes sortes d'abordages par une infinité de cavités et de blocs de marbre (une marbrerie royale existait dans les environs immédiats) qui s'y rencontrent et en empêchent l'accès occupé par les seuls dérivés de la ville qui infectent continuellement cet endroit du port"*. Une telle description n'est pas sans évoquer le "cloaque" qui a été reconnu en 1996 sur la place de la Bourse, dans le prolongement de la rue des Fossees. Certains passages évoquent plus directement l'usage des lieux, usage qui est à l'origine du nom des deux portes des Paux : *"tout cet espace estoit occupé par des échelats et ne pouvoit par conséquent servir à y déposer aucune marchandise"* ; la place est *"occupée par des perches de saule de 8 à 10 pieds de long sur deux pouces de diamètre, lesquelles perches servent d'échalas aux grandes vignes du pays ; il y en avoit des piles de plus de 4000"*<sup>257</sup>.

Finalement, l'intendant eut raison des opposants et Gabriel édifia la Place royale avec sa façade portuaire, le balcon de Bordeaux, empiétant largement en Garonne.

## Données topographiques anciennes

De manière assez similaire, les deux espaces où seront implantés les futurs parcs de stationnement ont, durant l'époque moderne, subi une destruction totale des structures bâties émergentes, ce qui a eu pour effet de fossiliser les occupations antérieures : c'est l'établissement, pour l'un, des glacis du château Trompette à partir de 1680, pour l'autre de la place Royale à partir de 1732. On peut considérer les sols correspondants comme le toit des niveaux archéologiques. Deux documents anciens, mais plus récents que les aménagements eux-mêmes, fournissent des altimétries de ces sols et des aménagements des berges ainsi que du lit de la Garonne, pour l'un en cotes (fig. 14) et pour l'autre en coupe (fig. 15 et 16). Leur témoignage est, en particulier pour cette raison, tout à fait précieux.

Pour utiliser ces données, la difficulté est de convertir ces altimétries en un système significatif pour notre époque. Heureusement, les sols originels de la place Royale ont été observés ponctuellement lors des sondages de 1996 : ils se situent en moyenne à 80 cm sous le pavage actuel, soit à environ 5,15 m NgF.

La conversion est beaucoup plus difficile pour le cours du Chapeau-Rouge. Le glacis du château Trompette a été observé en 1998 à l'angle sud-ouest de la place Jean-Jaurès<sup>258</sup> et en 1999 dans la cour de l'hôtel de Saige<sup>259</sup>. Mais le plan de 1774 ne donne pas de cotes à ces endroits précis ; les plus voisines se trouvent sur un axe qui sera celui de la rue Esprit-des-Lois, c'est-à-dire à l'extrémité du pendage légitime du glacis<sup>260</sup> et avant sa remontée constatée à l'hôtel de Saige, sur le haut du cours du Chapeau-Rouge. On arrive ainsi à l'équivalence :

65 pieds = 6,00 m NgF

L'incertitude a deux raisons inverses : d'une part, le pendage peut se poursuivre un peu au-delà de ces points, et en ce cas la cote NgF est surestimée ; d'autre part la remontée des niveaux peut se produire immédiatement, et en ce

257. Les Archives historiques de la Gironde (tome XLVIII, 1813, p. 161-294) ont rassemblé un imposant dossier sur ce débat. Les citations sont extraites respectivement des pièces XXXIV (réponse de l'intendant Boucher aux objections de J.-J. Bel), p. 247 ; XXXV (intitulé identique), p. 259 ; XXXIV, p. 251 ; XXXVII (certificat des ingénieurs Vitry et Barbier), p. 277. Tous ces documents, datés de 1729, sont aux A.N. sous la cote G7.

258. Sondages Régaldo, cf. ci-dessous en annexe.

259. Sireix, 1999.

260. Bien marqué sur le plan par le développement en étoile de traits symbolisant le relief.

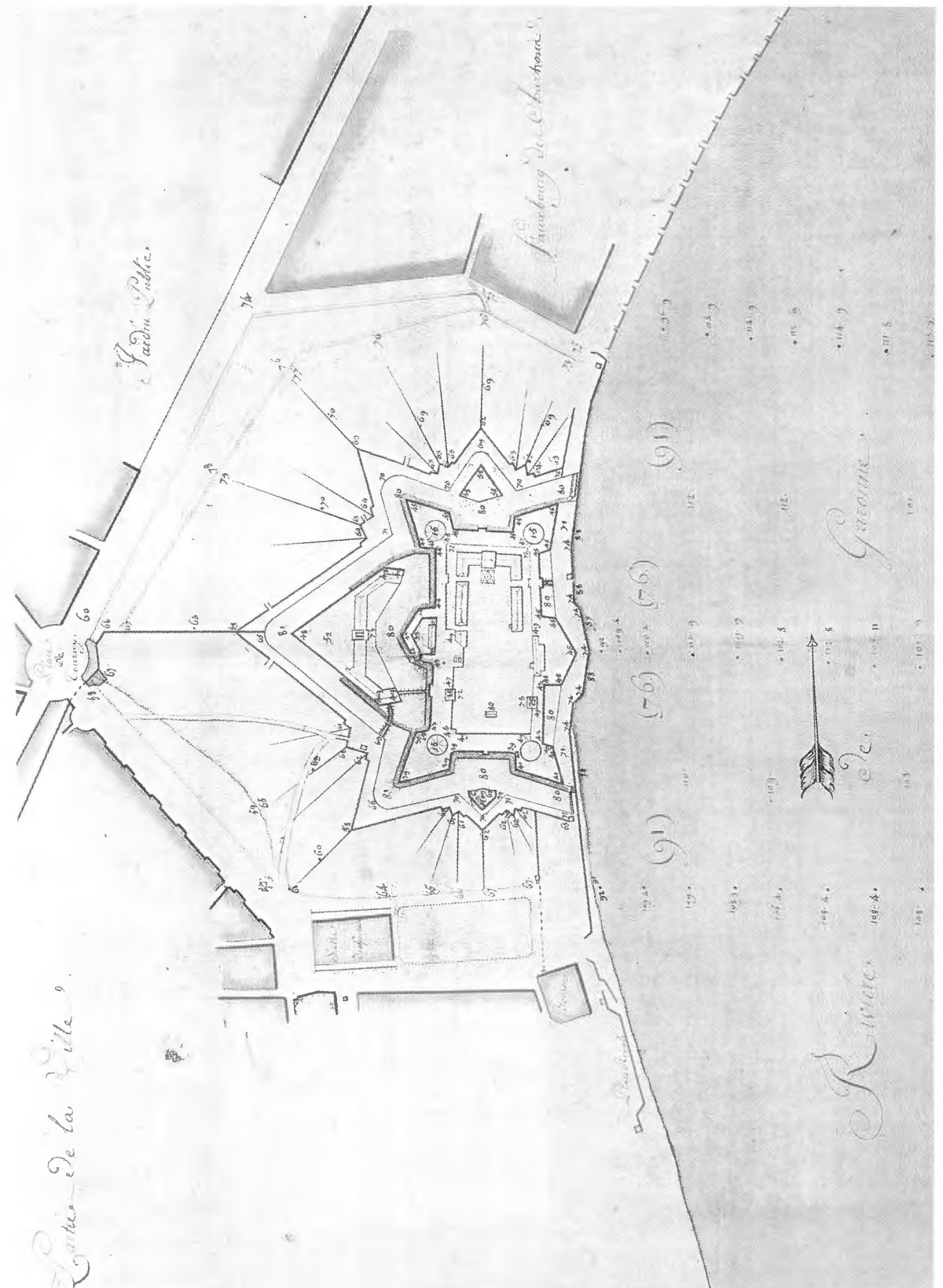


Fig. 14. - Plan du château Trompette en 1774. A. M. Bx S IX C 3.  
Les altitudes sont routes négatives, calculées à partir d'un zéro situé 15 pieds au-dessus du point le plus haut du château.





Fig. 15. — Plan de la place Royale en 1819, établis pour un projet de construction d'un quai (A. D. Gir. C4500).

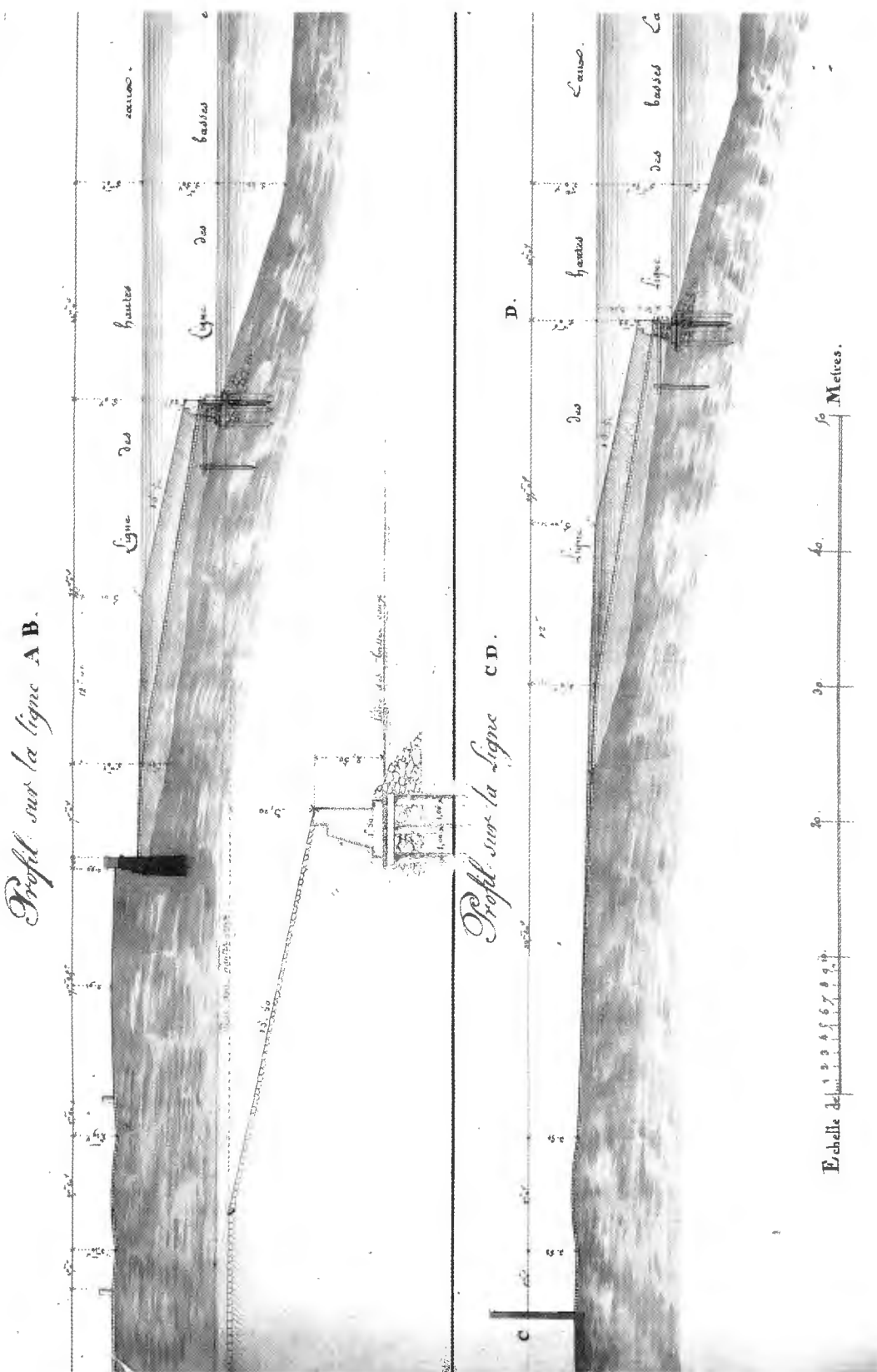


Fig. 16. — Coupes de la place Royale en 1819, établis pour un projet de construction d'un quai (A. D. Gir. C4500).



cas la cote NgF est sous-estimée. Ce dernier argument, cependant est à son tour pondéré par le fait que la remontrée des niveaux est peu probable sur la place Jean-Jaurès. On pourrait donc considérer que la marge d'incertitude est inférieure à un pied.

Cette base de calcul donne le tableau suivant :

Hôtel de Saige			
	cour	façade nord	
angle nord-ouest	6,25 m NgF	-64 pieds	6,30 m NgF
angle nord-est	5,95 m NgF	-65 pieds	6,00 m NgF
Place Jean-Jaurès			
angle sud-est	5,30 m NgF		
angle nord-est		-67 pieds	5,30 m NgF

Ces calculs ont quelque vraisemblance : on remarquera en particulier que les sols des deux places auraient à la même époque des altitudes assez équivalentes : un peu plus élevée pour la place Jean-Jaurès (5,30) que pour la place de la Bourse (5,15), mais cette différence est parfaitement conforme à la variation des distances par rapport à la berge.

Nos deux documents portent chacun des indications pour les hautes et basses eaux. Les amplitudes sont différentes, dans une proportion de 10 %, mais les bases de calcul ne sont sans doute pas exactement les mêmes, de même que les objectifs des levés <sup>261</sup> : 15 pieds en 1774 ; 5,50 m en 1819. En revanche, les cotes d'étiage obtenues selon les systèmes de conversion ici proposés sont sensiblement identiques : une marge de 10 cm. Un tel résultat paraît conforter les propositions qui précèdent. Quelques surprises, en revanche, apparaissent si on les compare à des mesures récentes des étiages au pont de Pierre <sup>262</sup> ; j' imagine que de tels écarts sont dus aux aménagements des deux derniers siècles tout au long de la Garonne et de ses affluents, à commencer par le pont lui-même.

Niveaux de la Garonne			moyenne actuelle	maxi et mini (1905)
	1774	1819		
hautes eaux	-76 pieds (2,40 m)	3,00 m		3,65 m
basses eaux	-91 pieds (-2,60 m)	-2,50 m	-0,85 m	-1,84 m

cotes NgF

A partir du XVIIIe siècle

Pour le quartier qui nous intéresse ici, le paysage urbain actuel est, dans ses grandes lignes, issu du XVIIIe siècle. Même si quelques éléments remontent à des époques antérieures, essentiellement l'îlot qui développe ses parcelles presque régulières entre la rue du Pont de la Mousque et le cours du Chapeau-Rouge. Les deux éléments majeurs de ce paysage sont d'une part l'ensemble composé par le Grand Théâtre et l'îlot Louis, d'autre part les majestueux bâtiments qui décrivent la place de la Bourse, ancienne place Royale.

Des compléments importants sont apportés au XIXe siècle, après le démantèlement du château Trompette : esplanade des Quinconces, est des allées de Tourny et nord de la rue Esprit-des-Lois. D'autres compléments sont plus mineurs, comme ceux que Charles Burguet apporta à l'hôtel de la Bourse et à sa façade nord, ou le remplacement approximatif de la statue équestre de Louis XV, disparue lors de la Révolution, par la fontaine des Trois Grâces de Visconti.

Cependant, le paysage composé par ces deux siècles, tel qu'il nous apparaît aujourd'hui, est incomplet. Plusieurs éléments en ont été gommés ; ils appartiennent tous soit aux ultimes manifestations de l'espace garonnais, soit aux avatars purement structurels de l'espace défensif. L'œuvre du XXe siècle, complétant celle de ses deux prédécesseurs, achève d'éliminer de ce quartier toute référence portuaire et défensive.

A l'ombre du château Trompette

La forteresse qui porta ce nom marqua moins l'histoire de Bordeaux que sa topographie et l'esprit des bordelais. Comme d'autres de ces "quiquengrogne", elle fut construite par Charles VII pour assujettir un territoire nouvellement conquis et le surveiller <sup>263</sup>. Elle était implantée sur l'angle nord-est de la troisième enceinte. Elle fut rasée une première fois lors de la Fronde, en 1649, puis reconstruite à partir de 1653. Théoriquement limitée à l'identique, con-

261. L'ingénieur qui réalisa l'étude de 1819 a dû prendre en compte des données plus exceptionnelles que le géomètre de 1774 : son projet vise bien à contenir les marées dans tous les cas reconnus.

262. Source DDE, dossier de faisabilité de l'itinéraire à grand gabarit Bordeaux-Toulouse, mars 2001. Chiffres analogues chez Debord et Doreau, 1975, p. 17.

263. Lavaud, 1993, p. 243 : plusieurs actes des années 1462-1464 mentionnent le *castel neu de Tropeyta* ; il est donc achevé.

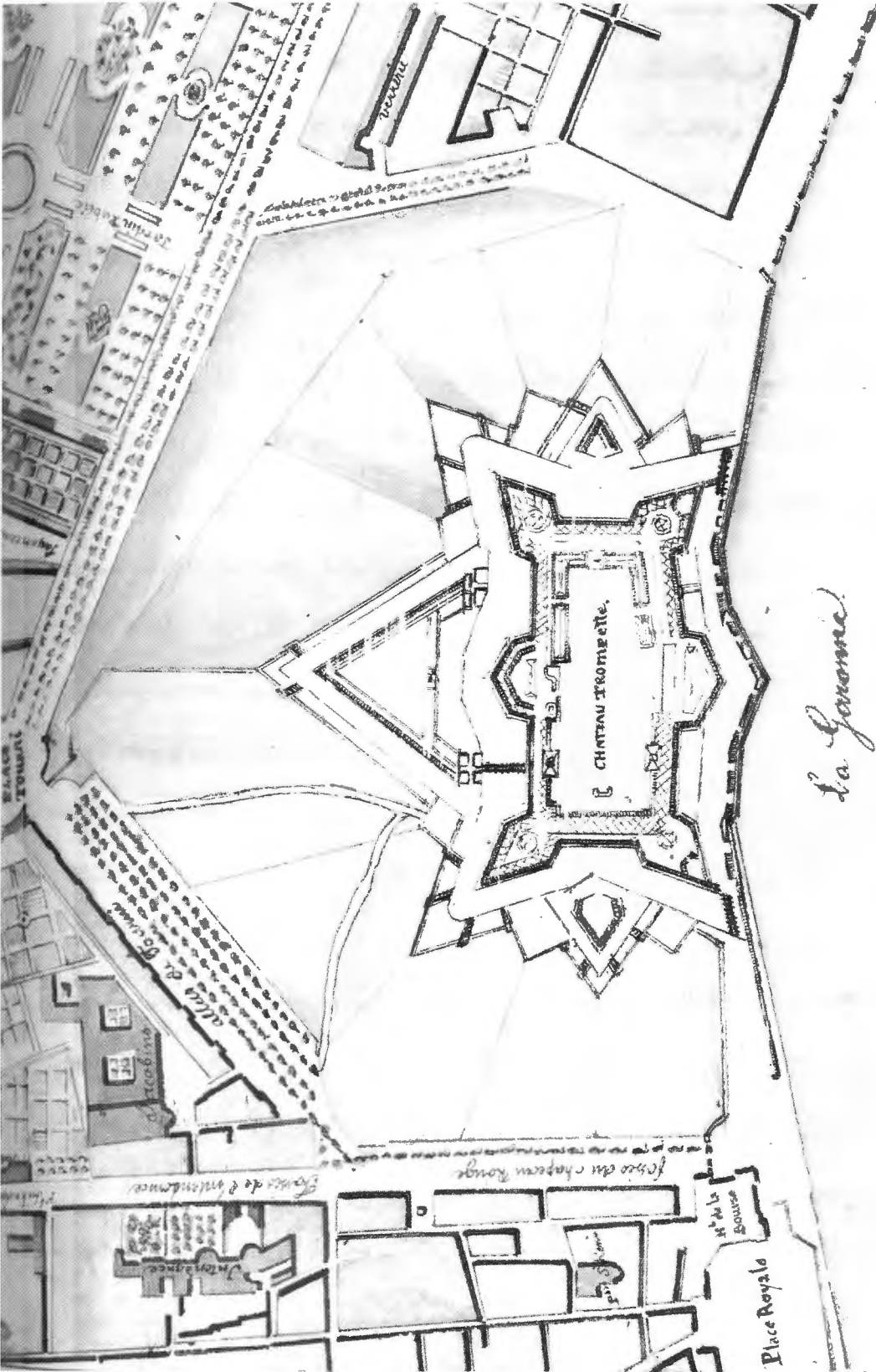


Fig. 17. - La promenade de Tourny : plan du château Trompette vers 1750 (A. D. Gir. 3 JT24).



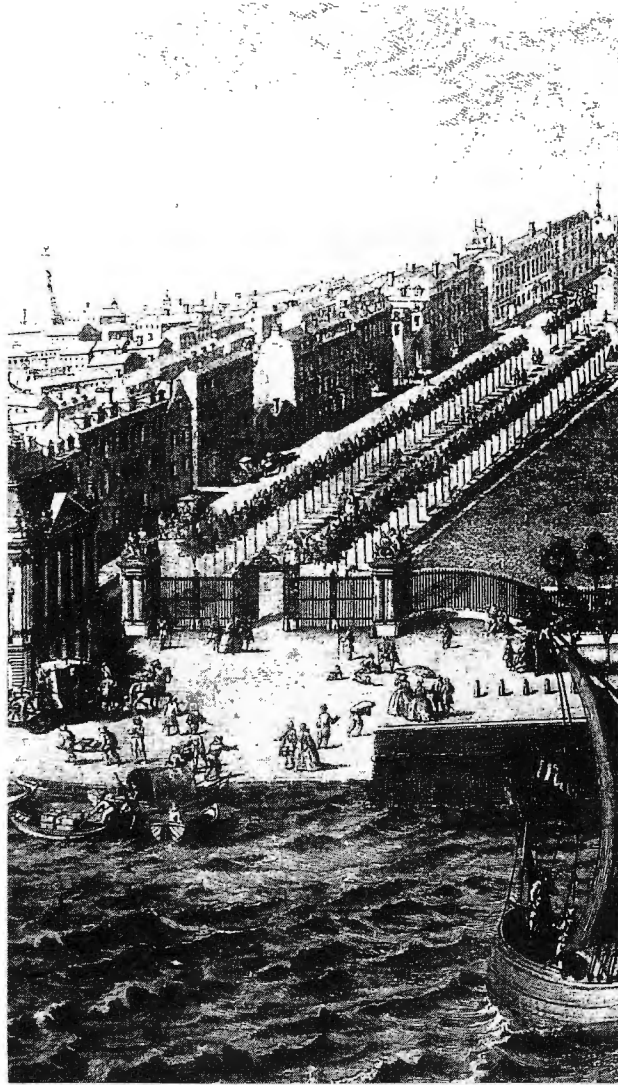


Fig. 18. - Les fossés du Chapeau-Rouge vers 1750.

formément au traité de paix de 1649, elle s'agrandit à partir des années 1660, dans la foulée même de sa restauration.

Elle prit son plein développement lorsque Vauban, à partir de 1680, fit parachever ses dehors, peut-être en partie selon des projets plus anciens<sup>264</sup>. Elle avait doublé sa surface construite et imposait sa force aux bordelais. Ses glacis avaient envahi le quartier, détruisant les Piliers de Tutelle, orgueil de la ville, et toute construction sur un périmètre encore aujourd'hui marqué par les cours Xavier-Arnoz et de Verdun, la place et les allées de Tourny, le cours du Chapeau-Rouge. L'ensemble constituait un vaste territoire, non urbain et infranchissable, qui isolait gravement la ville du faubourg des Chartrons ; impuissants devant ce royal obstacle, les pouvoirs bordelais tentèrent d'abord de le contourner<sup>265</sup> puis de le rogner.

C'est ainsi que l'intendant Tourny créa vers 1749 des promenades arborées, à la fois pudiques paravents végétaux masquant le royal "chien de garde" aux regards de la ville et prolongements urbains du Jardin public, sur tout le périmètre des glacis, et notamment sur les anciens fossés du Chapeau-Rouge (fig. 17 et 18).

Quelques décennies plus tard, en 1769, le maréchal-duc de Richelieu, gouverneur de Guyenne, malgré une certaine opposition, plus passive qu'active, des Jurats, obtint la cession du glacis méridional pour y faire construire un "Vauxhall". La vente des terrains non utilisés devant payer le théâtre ; malgré un découpage et une programmation soigneusement réfléchis, malgré le démarchage organisé des plus riches clients potentiels, malgré la spéculation tant officielle que privée, le produit ne compensa pas le coût. Après un premier projet de Lhote, cet ambitieux programme devint en 1773 l'affaire de Victor Louis qui agit autant comme lotisseur que comme architecte et artiste. Au-delà du théâtre lui-même, il s'occupa de ses abords, activement mais avec des succès variés face à la concurrence de ses confrères eux-mêmes très actifs : il travailla la partie occidentale, mais surtout la partie orientale jusqu'à la façade garonnaise qui devint "l'îlot Louis"<sup>266</sup>. Ces constructions se sont réalisées à grand renfort de remblais, mais l'abaissement de la chaussée autour du Grand-Théâtre entre 1846 et 1850 a partiellement tronqué leurs épaisseurs<sup>267</sup>.

Victor Louis présenta un projet grandiose pour l'aménagement d'une *place Ludovise* sur l'emplacement du château Trompette, mais ce fut un échec. La citadelle était pourtant condamnée, reconnue obsolète dès Louis XVI, promise à la démolition par un décret royal de 1785 ; elle ne fut cependant complètement démantelée qu'aux lendemains de la Révolution, en 1817. Et le quartier fut remodelé autour de ce qui demeure une véritable cicatrice dans le tissu urbain.

Avec le Grand Théâtre et l'îlot Louis, les fossés du Chapeau-Rouge renouent, par delà près d'un siècle sacrifié aux arts militaires, avec les fastes de la noblesse et de la grande bourgeoisie qu'ils avaient connus sous la Renaissance.

264. Vauban, 1680 (1903). Un texte du 8 mars 1670 (A.M.Bx, fonds Baurein, i-i 19) demande de faire instance pour empêcher la démolition projetée du quartier du Chapeau-Rouge.

265. Par l'est, dès 1665 : le quai est prolongé en avant du château Trompette jusqu'aux Chartrons (A.M.Bx, fonds Baurein, i-i 25, 18 juillet 1665, 31 juillet 1670). Surtout par l'ouest où le Jardin public, autorisé en 1746, fut conçu par Tourny pour réunir à la ville les faubourgs des Chartrons et de Saint-Seurin et fut dessiné par Jacques-Ange Gabriel (Desgraves, 1960, p. 353-354).

266. Taillard, 1987 a.

267. Taillard, 1987 b, p. 159-160.

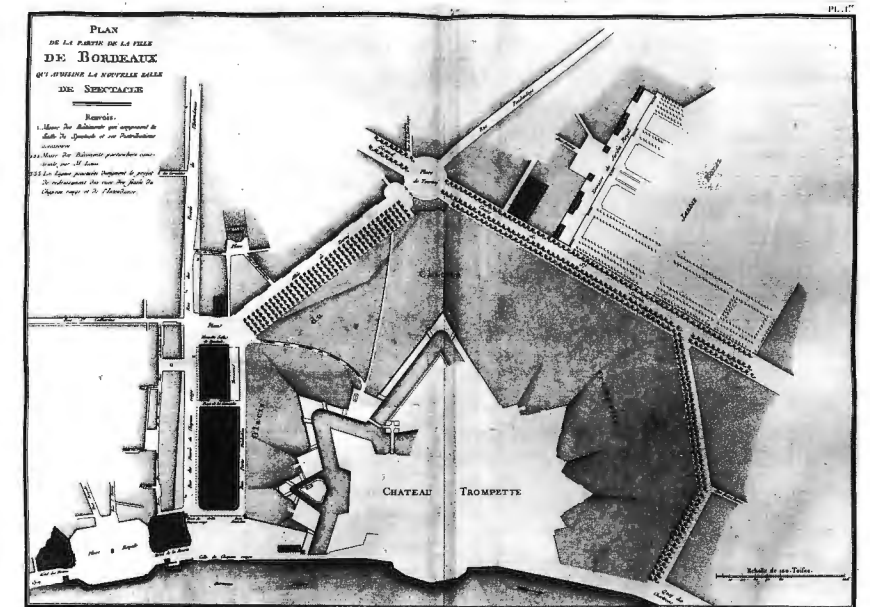


Fig. 19. - Le grand Théâtre et l'îlot Louis. Album Louis pl. I, cl. Dubau.

## La place Royale et autres aménagements de Tourny

Le programme développé par Jacques Gabriel, à partir de 1732, pour la conception que nous lui connaissons<sup>268</sup>, provoqua la destruction du quartier médiéval et son remplacement par les bâtiments qui composent aujourd'hui l'élégant paysage urbain de la place de la Bourse. Les travaux furent longs et difficiles, ils correspondent essentiellement à deux phases : la première de 1732 à 1738, dirigée par Jacques Gabriel ; et la seconde par Jacques-Ange de 1743 à 1755. L'ensemble se complétait en bordure du fleuve d'une balustrade, flanquée de deux guérites d'octroi, appelée couramment *Balcon de Bordeaux*, qui appartenait à la première phase de travaux et fut éliminée en 1844 au profit des aménagements contemporains. La statue équestre de Louis XV par Lemoyne, qui devait se trouver sensiblement sur le passage de l'enceinte médiévale, inaugura la seconde phase ; détruite sous la Révolution, elle fut finalement remplacée en 1869 par l'actuelle fontaine des Trois Grâces, décalée un peu vers l'est. Au XVIIIe siècle, une grille de fer forgé, œuvre du même Fuet qui travailla à la porte du Chapeau-Rouge, fermait la place dans l'alignement des façades.

Selon un axe médian, le *Balcon de Bordeaux* se trouvait 75 m en avant de la muraille médiévale et environ 105 m en avant de l'enceinte antique ; aujourd'hui, il serait en retrait par rapport à la berge de 75 m. Ces trois chiffres montrent bien la pression anthropique sur le milieu fluvial et l'accroissement de la ville à son détriment.

Un peu plus au nord, l'enceinte médiévale fut partiellement détruite lors de l'établissement des glacis du château Trompette, mais la porte du Chapeau-Rouge demeura jusqu'en 1744. Maintenant une délimitation de l'espace urbain, non plus dans un sens défensif mais uniquement ornemental, une grille lui fut substituée en 1746, un peu plus à l'ouest, dans la continuité des aménagements de la Place Royale<sup>269</sup> ; elle fut à son tour déplacée vers l'est lors de la construction de l'îlot Louis, démolie en 1792 et transformée en piques<sup>270</sup>. Les soubassements de ces deux états de la grille ont été identifiés dans le sondage de 1998.

Cette grille était initialement destinée à faire le pendant de la porte Dauphine qui marquait l'entrée de notre cours de l'Intendance. La majestueuse perspective ainsi jalonnée par Jacques-Ange Gabriel, qui se voulait une sorte de prolongement de la place Royale conçue par son père, ne se réalisa jamais, plusieurs façades s'interposant dans l'alignement. La grille était de Fuet, avec un portail central flanqué de deux vantaux<sup>271</sup>. Sur les gros piliers de pierre, se trouvaient deux groupes sculptés par Francin sur une commande passée par Tourny dès 1751, mais formalisée en 1753 : Mercure protégeant la ville de Bordeaux, accompa-

268. D'autres projets et même des débuts de réalisation furent développés bien avant. Voir par exemple *AHG*, XLVIII, 1813, p. 161-294.

269. Desgraves, 1960, p. 296 ; Pariset, 1968, p. 556-557. Cf. l'expression "la porte de fer du Chapeau-Rouge", en 1763 (A.M.Bx EE 34).

270. Chateau, 1999, p. 143-144.

271. Lacoue-Labarthe, 1993, p. 144-147.



gné de deux figures tenant les attributs du commerce, et la Garonne protégeant l'Amérique, flanquée de deux africains eux aussi porteurs des attributs du commerce <sup>272</sup>. A cette occasion, un hangar fut construit autour de la porte pour protéger le sculpteur et son équipe. Le travail fut achevé en 1762 et démantelé trente ans plus tard.

La porte Richelieu, qui avait été construite non loin vers 1780, fut à son tour détruite en 1810, lorsque fut ouverte la rue Esprit-des-Lois <sup>273</sup>. L'espace devant la façade orientale de l'îlot Louis est enfin entièrement libre ; il prend le nom de place Richelieu <sup>274</sup> et deviendra notre place Jean-Jaurès.

## Les bains publics

Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ces parages de la rive garonnaise accueillent des bains publics <sup>275</sup>.

Les *bains orientaux* sont construits en 1799, devant l'hôtel de la Bourse, par Michel Bonfin <sup>276</sup> et détruits vers 1825 <sup>277</sup>. Leur style aurait été un véritable "défi porté aux usages et à toutes les règles en la matière" <sup>278</sup> ; ce sont certains des motifs décoratifs utilisés qui leur ont valu leur nom. Cette construction s'élevait sur le quai dans le prolongement du balcon de Bordeaux, après des escaliers et peut-être un autre bâtiment. Ces constructions seront touchées par les couloirs d'accès automobile au parc de la Bourse.

D'autres bains ont existé en face de la place Jean-Jaurès, mais il n'y aurait pas eu là d'installation construite en dur : ce sont les *bains flottants* du Chapeau-Rouge <sup>279</sup>. Il semblerait, mais je n'en jurerais pas absolument, que, dans l'esprit de certains, une confusion se soit produite entre cet établissement <sup>280</sup> et les bains orientaux – qui, eux-mêmes, débordaient de la perspective du cours du Chapeau-Rouge <sup>281</sup>.

## Revisiter l'histoire de Bordeaux

Le cours du Chapeau-Rouge est avant tout un espace dédié à la circulation, et ce depuis deux millénaires. Avec une géométrie variable au fil des siècles, il a pour fonction essentielle et constante de relier la ville et le fleuve, et cette fonction, même la vaste enceinte médiévale l'a respectée ; mais, ce faisant, il établit et entretient une démarcation entre des quartiers différenciés.

Au sud, c'est le cœur permanent de l'habitat urbain : la bourgade gauloise des origines, les demeures privées régulièrement ordonnancées du Haut Empire, les murailles du *castrum* et les fortifications médiévales qui le renforcent, l'urbanisme dense et laniéré qui finit par le déborder.

Au nord, c'est l'alternance, flux et reflux, des espaces vides, ruraux ou militarisés, et des espaces urbains monumentaux : la palu d'abord, puis le probable *forum*, survivant hasardeusement hors de la ville fortifiée, bientôt réduit à une friche urbaine d'où émergent seuls les piliers d'un monument, terres labourées tardivement conquises par une urbanisation raisonnée, à son tour bientôt menacée par une place forte royale et finalement détruite à son profit, usurpation provisoire dont a finalement raison un grand projet composite, monumentalement ordonnancé.

Ayons garde de n'oublier l'est : c'est la mer, le fleuve et le port, d'une certaine manière l'origine, en tout cas la raison d'être, la richesse et la gloire de Bordeaux. Ce le fut, tout au moins.

La richesse fondamentale de ce quartier, Pierre de Brach l'a autrefois chantée en des termes dithyrambiques. Exagération poétique et amour patriotique aidant, le quartier de Tropeyte se compare à l'antique ville de Thèbes <sup>282</sup> :

272. Château, 1999, p. 144-145.

273. Desgraves, 1960, p. 335.

274. Du nom du maréchal-duc, gouverneur de Guyenne.

275. Ce dossier a été fort peu étudié, me semble-t-il, et les dates données par les uns et les autres s'entrechoquent souvent. Ainsi Rêche, 1979, p. 75, évoque-t-il, dans une phrase très embrouillée, des bains dès 1783 ; il me semble qu'il devrait s'agir des *bains flottants* du Chapeau-Rouge. Le *Guide de l'étranger à Bordeaux* (Bordeaux, Fillastre et Neveu, 2<sup>e</sup> édition 1827, p. 246) donne la date de 1763 pour les premiers bains publics.

276. Coustet et Saboya, 1999, p. 58-59

277. Les bains du Chapeau-Rouge et des Chartrons, situés respectivement sur les allées d'Orléans et de Chartres dans l'emprise du château Trompette détruit, les remplaceraient à partir de 1826. La substitution des uns aux autres est indiquée par Rêche, 1979, p. 75-76. Sur la construction des établissements des Quinconces, voir en particulier Roux, 1994, t. 1, vol. 2, p. 403-413.

278. Propos rapportés, avec d'autres, par Pariset, 1968, p. 685.

279. Rêche, 1979, p. 76 ; Avisseau et Poussou, 1990, pl. 137 ; ces deux ouvrages avec reproduction de la même lithographie. Coustet et Saboya, 1999, p. 59, les datent du dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle. Avisseau et Poussou font certainement une erreur en situant le début de leur activité en 1839, le *Guide du Voyageur* de 1827 les donnant pour existant "naguère". A moins qu'il n'y ait là aussi une confusion avec d'autres établissements !

280. Ainsi qu'un autre identique, dit des Chartrons, tous deux portant déjà les noms des bains qui seront construits au nord et au sud de l'ancien château Trompette et leur caractère "flottant" n'étant souvent pas mentionné. Ainsi le *Guide du voyageur*, p. 247.

281. Stendhal dans Desgraves, 1991, p. 138.

282. Pierre de Brach, *Hymne à Bourdeaux* (v. 369-370 ; 375-394), édition Dezeimeris, 1862.

"Surgissant donc à bord, & bornant le voyage  
Qui m'a tant fait errer le long de ce rivage, (...)  
Et, prenant le plus court, hardiment j'entrerais  
Par le premier portail que je rencontrerai.  
O portail de Trompette, encor bien qu'à l'antique  
Tu ne sois embelli par un pillier Dorique,  
Et qu'un terme, ou qu'une plinte, ou qu'un grand chapiteau  
N'enrichisse la tour qui bende ton arceau,  
Si est ce toutefois qu'aux cent portes ouvertes  
Dont Thebes a pleuré les ruineuses pertes,  
Un de ses cent portaux jamais ne fut trouvé,  
Pour si haut que l'ouvrier eust son front eslevé,  
Perçé d'un si beau jour, ni gardant à l'entrée  
Une rue en largeur droitement mesurée  
Si belle que la tienne, où dedans marcheront  
Sans s'entre-coudoyer cinquante hommes de front,  
Qui depuis ton entrée où répond sa sortie,  
A de mille grands pas sa longueur aboutie ;  
Ayant ses deux grands flancs bordés esgalement  
Des fronts haut eslevés de maint grand bastiment,  
Qui souvent ont logé nos grands Rois & nos Princes,  
Et ceux qui sont venus des estranges Provinces."

Les parcs de stationnement de Bordeaux dont les travaux commencent représentent incontestablement une opération très lourde à beaucoup de points de vue, et no-

tamment pour l'archéologie. Totalisant à elle seule la moitié de la superficie des parcs souterrains jamais fouillés à Bordeaux, touchant à plusieurs domaines d'une sensibilité extrême, elle peut se révéler particulièrement traumatisante. Mais elle est en même temps exceptionnellement riche en promesses. Elle s'enfonce comme un coin entre *forum* et *castrum* et au cœur de la ville médiévale ; abordant sur la longue durée les relations entre la ville et le fleuve, elle touche sinon à l'origine même, du moins aux raisons de l'existence, du développement et de la richesse de l'*εμπολιον* et du port de la lune. C'est un rendez-vous avec le passé de Bordeaux que l'on ne doit pas manquer.

Qui plus est, cette opération se cumule avec un grand nombre d'autres travaux en cours ou programmés : le tramway lui-même, moteur de ce renouveau, plusieurs autres parcs souterrains, de nombreux réaménagements d'espaces publics, notamment autour de la cathédrale, des démolitions et des constructions nouvelles, etc. Ce sont des opérations de natures très variées, parfois extensives et restant en surface, parfois affectant l'ensemble des épaisseurs archéologiques et même la proche géologie ; par cette variété même, par la localisation et la surface des emprises, elles se complètent remarquablement. C'est toute l'histoire de Bordeaux qui, à défaut d'être refaite, sera pour le moins revisitée, documentée sur de nouvelles bases et sans doute modifiée sur un certain nombre de points.



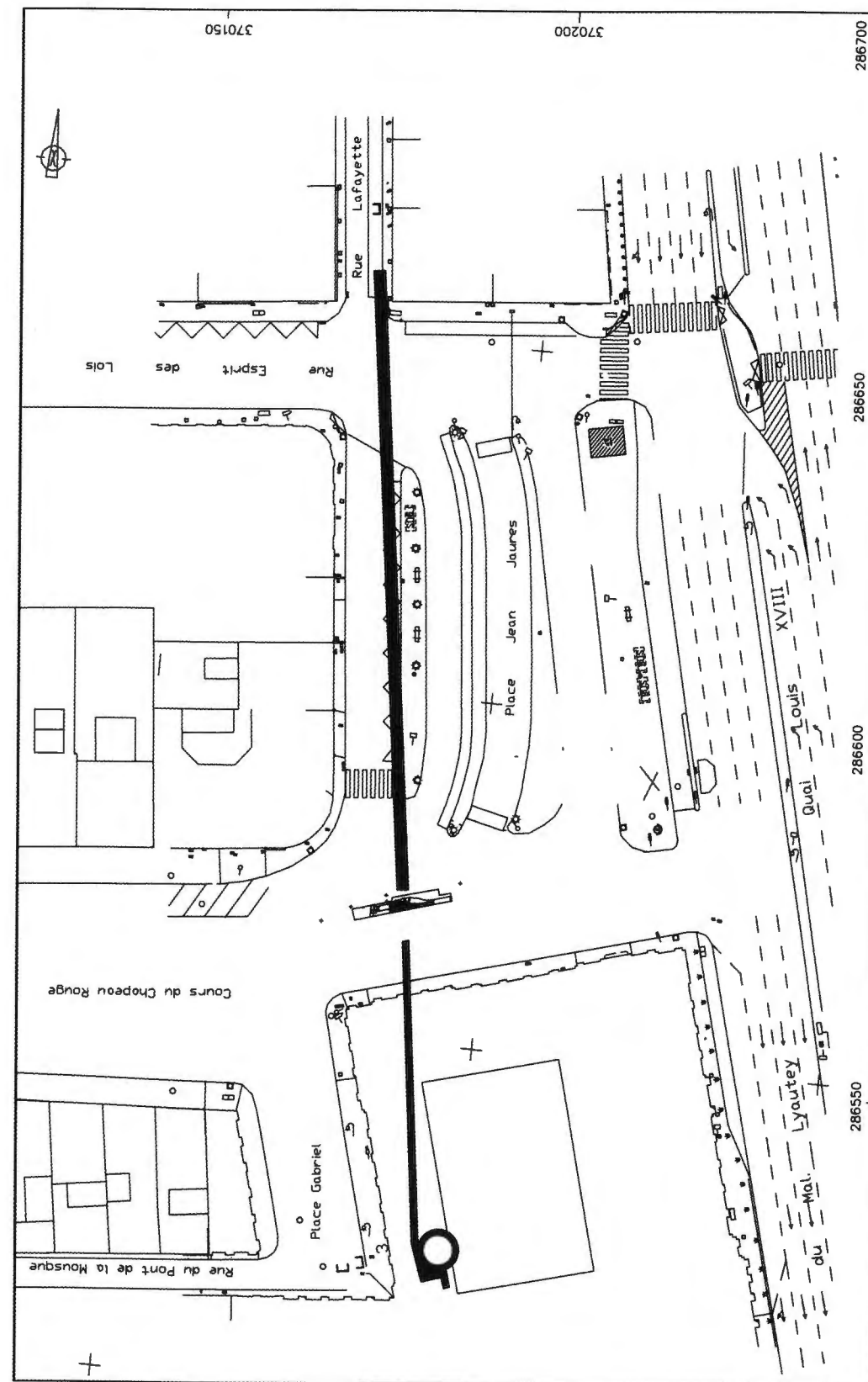


Fig. 20. — Situation du sondage place Jean-Jaurès et de l'enceinte du XIVe siècle. Relevés Joël Nadal et Olivier Henry ; dessin Olivier Henry. Fond de plan rattaché au système de projection Lambert, levé et dressé par A. Maurey (CUB).

## Annexe I

### Sondage place Jean-Jaurès, 1998

Dans le cadre de l'étude de faisabilité du parking, un sondage archéologique a été pratiqué, en mai 1998, place Jean-Jaurès<sup>283</sup>. Les informations obtenues en 1992 étaient jugées suffisantes pour le haut de l'emprise considérée. Des carottages sur le côté nord de la place devaient compléter le dispositif en positionnant avec précision la troisième enceinte. Cette partie de l'opération échoua : un égout non recensé occupait le seul espace disponible et interdisait toute observation<sup>284</sup>.

L'opération, si elle disposait de délais et de moyens confortables, dut se plier à de lourdes contraintes techniques : maintenir libres les voies de circulation automobile, une certaine largeur de trottoirs et de passages pour piétons ; laisser un accès suffisant aux bus pour lesquels la place Jean-Jaurès est un important terminus ; ne pas porter atteinte aux réseaux enfouis actifs, nombreux et mal positionnés ; respecter la végétation ; etc. En conséquence, le sondage fut implanté sur le zebra qui sépare les voies de circulation automobile et l'accès des bus. Une tranchée fut ouverte sur une quinzaine de mètres d'est en ouest, avec une largeur variable en fonction des opportunités<sup>285</sup> et des profondeurs.

#### Les structures observées

La tranchée a pris en écharpe plusieurs structures parallèles de différentes époques (fig. 21) ; d'est en ouest, on identifie :

- Immédiatement sous les niveaux de voirie (40 cm environ), le soubassement de la grille mise en place sur les ordres de l'intendant Tourny en remplacement du mur de ville démolie<sup>286</sup> ; cette structure ne fut qu'à peine aperçue.

- En contrebas d'un collecteur qui empêcha de prolonger l'observation, à 3 m de profondeur, sous différents niveaux de sols et de remblais alternés qui seront décrits plus bas, se trouvait un ensemble ordonné de deux poutres placées horizontalement, de blocs de pierres taillés, de galets et de sable légèrement argileux, le tout couvert par des vestiges d'une sorte de plancher ; cet ensemble était associé à des débris de céramique sigillée. L'organisation de cette structure, malheureusement observée sur à peine 80 cm de large, évoquait un aménagement de berge en caissons plus qu'une partie d'épave. Un prélèvement fut réalisé pour une datation par dendrochronologie.

- Affleurait sous les niveaux de voirie le second soubassement de la grille du XVIIIe siècle, déplacée pour donner suffisamment de latitude aux maisons de l'extrémité orientale de l'îlot Louis<sup>287</sup>.

- Cette structure s'appuyait sur un large ensemble bâti médiéval de presque 6 m de largeur, dérasé à 0,80/1 m sous

283. Maîtrise d'ouvrage CUB, direction des grands travaux.

284. Depuis lors, à l'occasion d'une surveillance de déplacement d'un réseau de gaz dans le cadre des opérations tramway, W. Migeon a pu observer le passage de l'enceinte dans ce secteur, confirmant les hypothèses de positionnement.

285. En particulier un réseau de téléphone, installé dans une conduite de type gaz, non recensé et probablement ancien, et la plate-forme de l'ancien tramway ont provoqué d'importants retards et surtout nettement réduit la largeur du sondage, ne laissant, à 3 m de profondeur, qu'une fenêtre de 80 cm (structure 2).

286. Constant, 1837 ; Desgraves, 1960, p. 296 ; Pariset, 1967, p. 58-59.

287. Album Louis, planche I (fig. 19, ci-dessus).

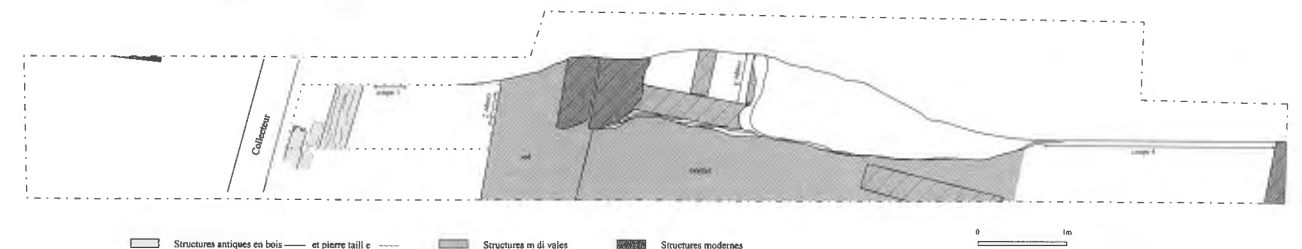


Fig. 21. — Plan des structures principales observées place Jean-Jaurès. Relevés et dessin Olivier Henry.



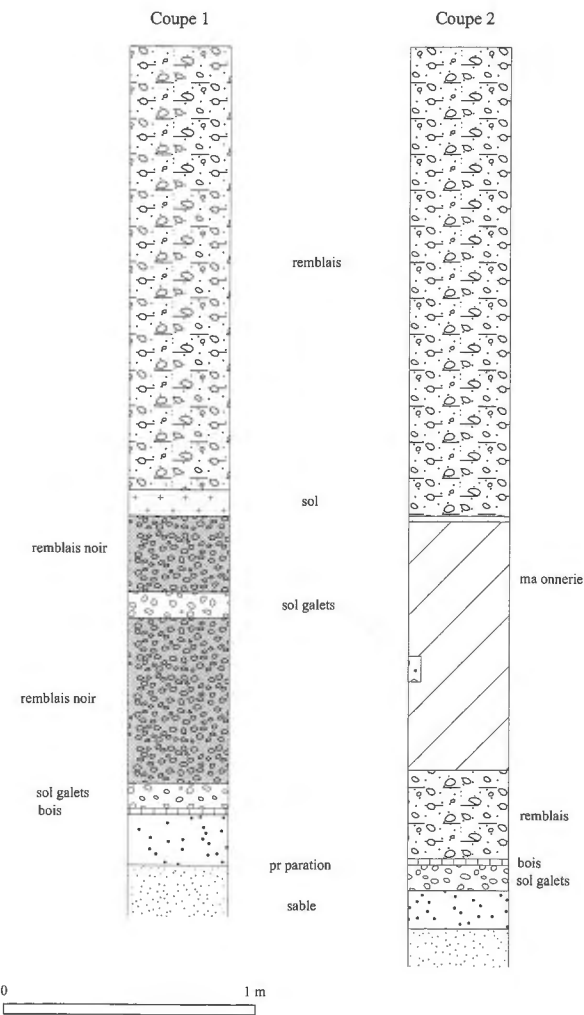


Fig. 22. — Place Jean-Jaurès, coupes schématiques 1 et 2. Relevés et dessin Olivier Henry.

le sol <sup>288</sup>, comprenant assez plausiblement la base d'un escalier de pierre <sup>289</sup>; cet ensemble se laisse aisément interpréter, par sa conception autant que par son emplacement, comme le piédroit nord de la porte ouverte dans la troisième enceinte <sup>290</sup>.

• Une succession de remblais et de sols correspondait vraisemblablement à différents aménagements de voiries et d'atterrissements.

• Enfin, un mur d'aspect moderne était dérasé à 80 cm de profondeur; il fut interprété sur le moment comme le mur de quai, mais appartient plus probablement à la demi-lune établie en avant de la porte de Tropeyte au XVI<sup>e</sup> siècle.

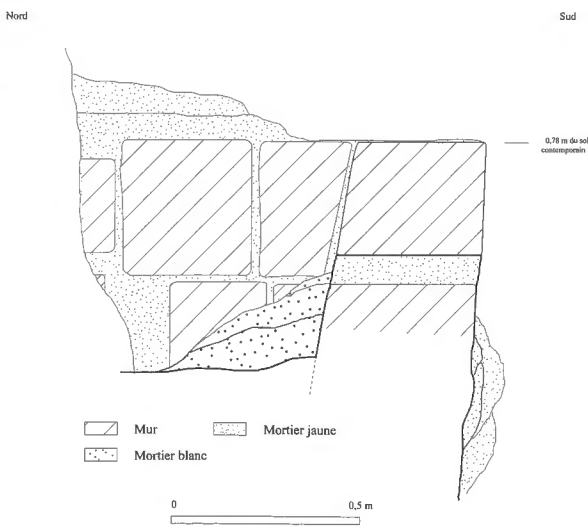


Fig. 23. — Place Jean-Jaurès, coupe 3, aperçu de la maçonnerie du XIV<sup>e</sup> siècle. Relevés et dessin Olivier Henry.

Précisions stratigraphiques, coupes 1 et 2 (fig. 22)

Etant données les conditions assez précaires de l'observation, les remblais de surface n'ont pas été distingués. On rétablit néanmoins assez aisément le niveau de circulation du XVIII<sup>e</sup> siècle, correspondant aux glacis du château Trompette, à 45 cm sous le sol actuel.

Les niveaux qui se succèdent ensuite ont un pendage assez net d'ouest en est : pour les premiers de l'ordre de 6,5 %; pour les plus profonds de l'ordre de 18 %. Ce pendage et ses variations montrent clairement le voisinage de la Garonne et le report de la ligne de berge au cours des siècles. Un premier sol, à 1,80/1,85 m de profondeur, s'appuie sur le large débord des maçonneries du XIV<sup>e</sup> siècle. Il couvre un remblai hétérogène noir. Ce remblai est lui-même établi sur un second sol, composé de galets et épais d'une dizaine de centimètres (fig. 23). Ce sol, à 2,20/2,40 m, est coupé par la maçonnerie médiévale; il semble correspondre à un aménagement de berge datable vers le XIII<sup>e</sup> siècle.

La maçonnerie est ancrée dans le remblai sous-jacent, très analogue au précédent. Ce niveau est assez épais : environ 65 cm. Il repose sur un aménagement (sol 3) composé d'un plancher qui, en un endroit, couvre un niveau

288. Environ 5 m NGF pour les points les plus hauts.

289. L'espace dégagé était trop faible pour que l'on puisse en acquérir la certitude.

290. Cette porte était ouverte dans une tour, voir ci-dessus.

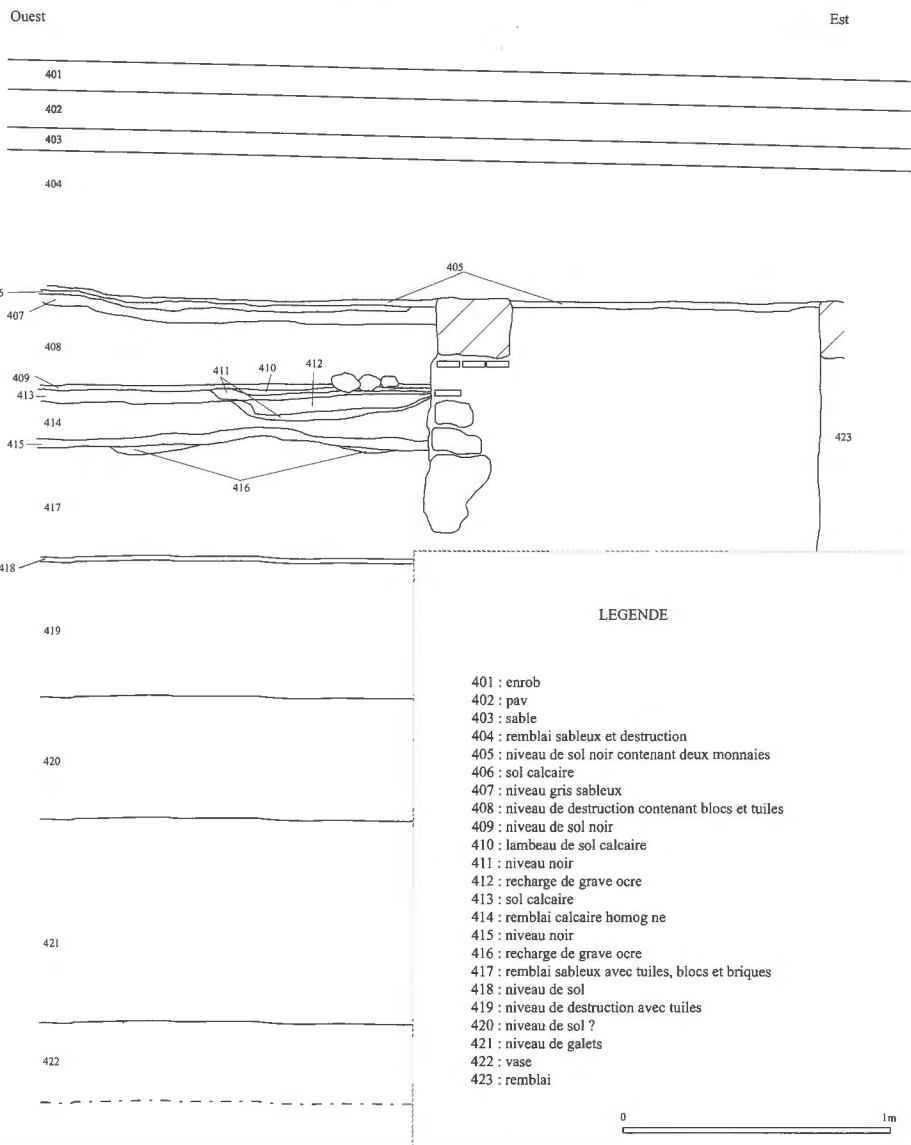
Place Jean Jaurès (BDD2819)  
espèce..... CHENE  
moelle..... oui    cambium..... oui  
aubier..... 70  
longueur..... 84 ans  
ori 242 Ap JC    ter 325 Ap JC

Valeurs en indice (E) de Place Jean Jaurès (BDD2819)

{ 242}	, , ,	-30	42	-60	-13	55	1	-41
{ 252}	-37	15	33	-22	54	45	18	-23 -43 -37
{ 262}	5	38	-7	44	30	-17	-72	-60 21 15
{ 272}	-16	27	-14	-1	-24	22	-9	-7 7 -11
{ 282}	20	13	19	-23	-20	-25	24	16 38 22
{ 292}	-43	27	-105	-61	-86	-33	76	23 38 -16
{ 302}	74	19	-92	-120	-24	2	92	114 42 -103
{ 312}	-108	23	9	-44	9	44	71	49 -15 -73
{ 322}	-21	, , ,						

Fig. 24. — Place Jean-Jaurès, présentation de la séquence moyenne obtenue sur l'échantillon de bois. Extrait du rapport de Béatrice Szepertyski.

Fig. 25. — Place Jean-Jaurès, coupe stratigraphique 4. Relevés et dessin Olivier Henry.



organisé de galets et, ailleurs, est couvert par un autre niveau de galets. Cet aménagement est porté sur des poutres noyées dans un niveau de préparation argilo-sableux. L'ensemble est disposé sur des sables de rivière, à 3,25/3,50 m de profondeur.

Dendrochronologie <sup>291</sup>

Un échantillon de la poutre la plus accessible a été prélevé. Elle est en chêne, plus ou moins équarri, en très bon état de conservation : la moelle, les cernes d'aubier et le cambium <sup>292</sup> ont été observés, ce dernier donnant la date d'abattage et, dans la mesure où l'on se trouve en milieu humide, la date de construction. 84 cernes ont été mesurés (fig. 24).

291. Extraits du rapport de B. Szepertyski, Laboratoire d'Analyses et d'Expertise en archéologie et œuvres d'art, septembre 1998.

292. Assise génératrice placée directement sous l'écorce.



La croissance moyenne de ce bois, estimée à 1,6 mm par an, et son ample croissance durant les vingt premières années de sa vie signifient que l'arbre a poussé dans un milieu de forêt pas très dense.

La datation a été acquise en comparaison avec l'Étalon-Référence du Grand-Sud-Ouest de la France. La date obtenue doit être prise avec une certaine réserve. En effet, deux dates se dégagent : l'une 242/325 de notre ère ; l'autre 1586/1669. La datation au XVII<sup>e</sup> siècle étant archéologiquement exclue, la datation romaine est privilégiée. Toutefois, les coefficients de synchronisations sont faibles, ce qui peut s'expliquer par une provenance extra-régionale<sup>293</sup> ou par un particularisme du bois<sup>294</sup>. La datation de cette structure au IV<sup>e</sup> siècle de notre ère demande donc à être confirmée. Ce témoignage postérieur à l'établissement du *castrum* pour une structure importante qui lui est extérieure, est cependant remarquable.

### Précisions stratigraphiques, coupe 4 (fig. 25)

Directement sous les structures routières actuelles, la surface de la couche 404 doit correspondre à la fois aux glacis du château Trompette et/ou au sol contenu par le mur de quai bâti plus bas vers la Garonne, hors de l'emprise du sondage.

Le sol 405 prolonge le dérasement des maçonneries médiévales. La succession des u.s. 409/416, qui s'appuient d'une part sur le mur de ville, d'autre part sur le mur moderne, plausiblement un des éléments de la demi-lune, est typique d'un niveau de voirie ou assimilable.

Les couches sous-jacentes correspondraient assez bien à différents aménagements successifs des berges. En particulier, 418 est l'équivalent du sol 1 des coupes 1 et 2 ; 421, au moins pour partie, celui du sol 2 ; ces unités dateraient donc respectivement des XIV<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles. L'ensemble repose sur des vases fluviales, à 3,60 m de profondeur.

### Remarque générale sur les stratigraphies observées

Ce sondage a permis de situer bon nombre d'éléments d'intérêt majeur, et en particulier de reconnaître une éventuelle ligne de berge antique. Mais un point est particulièrement à souligner, parce qu'il a des conséquences non négligeables sur la conduite des futures opérations : c'est la faiblesse des remblais de surface. Alors qu'en haut du cours du Chapeau-Rouge, les travaux du XVIII<sup>e</sup> siècle ont remonté les niveaux de sols de près de deux mètres, ici le toit des niveaux archéologiques est immédiatement sous les remblais des voiries actuelles, à peine soixante centimètres sous le sol.

293. Cependant des comparaisons avec d'autres Étalons-Références européens n'ont donné aucun résultat probant.

294. Il est actuellement admis qu'un bois sur dix est indatable ; ce problème est généralement minimisé par le nombre d'échantillons, ce qui était en l'occurrence irréalisable.

## Annexe II

## Bibliographie

Antignac, 1996 : Antignac, Hélène. *La paroisse Saint-Rémi intra-muros, 1289-1506*. Maîtrise, Université Bordeaux III, 1996.

Avisseau et Poussou, 1991 : Avisseau, Jean-Paul, et Poussou, Jean-Pierre. *Illustration du vieux Bordeaux*. Aubanel, 1990.

Barraud, 1988 : Barraud, Dany. Le site de «La France» : origines et évolution urbaine de Bordeaux antique. *Aquitania*, 6, 1988, p. 3-59.

Barraud et al., 1996 : Barraud, Dany, et al. Bordeaux. In : Maurin, Louis, et al. (dir.), *Enceintes gallo-romaines d'Aquitaine*. Paris, DAF, t. 53, 1996, p. 15-80.

Barraud et Gaidon, 1992 : Barraud, Dany, et Gaidon, Marie-Agnès. Bordeaux. *Villes et agglomérations antiques du Sud-Ouest de la Gaule, histoire et archéologie*. Deuxième colloque Aquitania, Bordeaux, 1990. Sixième supplément à *Aquitania*. Bordeaux, Fédération Aquitania, 1992, p. 43-48.

Barraud et Maurin, 1996 : Barraud, Dany, et Maurin, Louis. Bordeaux au Bas-Empire : de la ville païenne à la ville chrétienne (III<sup>e</sup>-VI<sup>e</sup> siècles). In : Maurin, Louis, et Pailler, Jean-Marie, (dir.), *La civilisation urbaine de l'Antiquité tardive dans le Sud-Ouest de la Gaule*. *Aquitania*, t. 14, 1996, p. 35-53.

Barraud et Régaldo, 2000 : Barraud, Dany, et Régaldo-Saint Blancard, Pierre. Recherches récentes, de Burdigala à Bordeaux. *Archéologia*, 367, mai 2000, p. 56-65.

Bats, 1985 : Bats, Michel. Fouille des allées de Tourny à Bordeaux (1971) : la céramique campanienne. *Aquitania*, 3, 1985, p. 27-30.

Baurein, 1876 : Baurein, abbé. *Recherches sur la ville de Bordeaux*. Bordeaux, 1876.

Bernadau, 1837 : Bernadau. *Histoire de Bordeaux depuis l'année 1675 jusqu'à 1836*. Bordeaux, Balarca, 1837.

Bernadau, 1845 : Bernadau. *Le viographe bordelais*. Bordeaux, Gazay, 1845.

Bernard, 1968 : Bernard, Jacques. *Navires et gens de mer à Bordeaux (vers 1400- vers 1550)*. Paris, SEVPEN, 1968.

Bordeaux, 2000 ans : *Bordeaux, 2000 ans d'histoire*. Catalogue d'exposition. Bordeaux, Musée d'Aquitaine, 1973.

Boutruche, 1966 : Boutruche, Robert, dir. *Bordeaux 1453-1715. Histoire de Bordeaux* sous la direction de Charles Higounet, tome III. Bordeaux, FHSO, 1966.

Brach, 1862 : Brach, Pierre de. *Oeuvres poétiques*, publiées et annotées par Reinhold Dezeimeris. Paris, Aubry, 1862.

Buttel, 1974 (1996) : Buttel, Paul. *Les négociants bordelais, l'Europe et les Îles au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Aubier, 1974. Réédition : Aubier, 1996, collection historique.

Caillabet, 1999 : Caillabet-Duloum, Geneviève. *Etude documentaire et archivistique sur le projet de deux parkings souterrains : rue de la Vieille-Tour et place Fernand-Lafargue à Bordeaux*. Rapport, Hadès / SRA d'Aquitaine, 1999.

Cammas et al., 1995 : Cammas, C., et al. Le problème des «terres noires» sur les sites urbains tardo-antiques et médiévaux : réflexions et propositions méthodologiques à partir des fouilles du Collège de France à Paris. *Les Nouvelles de l'Archéologie*, 61, automne 1995, p. 22-29.

Chateau, 1999 : Chateau, Catherine. L'œuvre de Claude-Clair Francin à Bordeaux entre 1748 et 1765, de la sculpture Rocaille à la sculpture néoclassique. *Revue archéologique de Bordeaux*, 90, 1999, p. 139-155.

Constant, 1837 : Constant. *L'album du voyageur à Bordeaux*. Bordeaux, 1837.

Coupry, 1965 : Coupry, Jacques. Rue du Pont-de-la-Mousque. *Gallia* (informations archéologiques), 23, 2, 1965, p. 414-415.

Coupry, 1973 : Coupry, Jacques. Allées de Tourny. *Gallia* (informations archéologiques), 31, 2, 1973, p. 449-454.

Coupry et Gauthier, 1972 : Coupry, Jacques, et Gauthier, Marc. Sous les allées de tourny, sauvetage archéologique à Bordeaux. *Archéologia*, 47, juin 1972, p. 8-17.

Courteault, 1911 : Courteault, Paul. Les portes de Bordeaux. *Revue philomatique*, janv.-fév. 1911, p. 7-32.

Courteault, 1918 : Courteault, Paul. Les arbres des allées de Tourny. *Revue historique de Bordeaux*, 1918.

Courteault, 1919 : Courteault, Paul. Les origines de la Place royale. *Revue historique de Bordeaux*, 1919.

Courteault, 1932 : Courteault, Paul. *Bordeaux cité classique*. Paris, Firmin-Didot, 1932.

Courteault, 1939 : Courteault, Paul. Les portes de Bordeaux au XVIII<sup>e</sup> siècle. *Revue historique de Bordeaux*, XXXII, 1939.

Coustet et Saboya, 1999 : Coustet, Robert, et Saboya, Marc. *Bordeaux, le temps de l'histoire*. Bordeaux, Mollat, 1999.

Debaumarché et Régaldo, 1992 : Debaumarché, Anne, et Régaldo-Saint Blancard, Pierre. Aperçus sur le paysage routier de l'Entre-deux-Mers au XVIII<sup>e</sup> siècle. *L'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité, actes du colloque tenu à Monségur et Saint-Ferre les 19 et 20 octobre 1991*. CLEM, 1992, p. 83-95.

Debord et al., 1981 : Debord, Pierre, et al. Du nouveau sur Bordeaux antique. In : *Actes du 104<sup>e</sup> congrès national des sociétés savantes, Bordeaux, 1979*. Paris, 1981, p. 165-178.



Debord et Doreau, 1975 : Debord, Pierre, et Doreau, Jacques. Le port antique de Bordeaux (d'après les notes inédites de C. de Mensignac). *Revue historique de Bordeaux*, XXIV, 1975, p. 5-18.

Delurbe, 1619 : Delurbe, Gabriel. *Chroniques bordelaises*. Bourdeaux, Millanges, 1619.

Desgraves, 1960 : Desgraves, Louis. *Evocation du vieux Bordeaux*. Bordeaux, éditions de Minuit, 1960.

Desgraves, 1991 : Desgraves, Louis. *Voyageurs à Bordeaux, du dix-septième siècle à 1914*. Bordeaux, Mollat, 1991.

Desgraves et Dupeux, 1969 : Desgraves, Louis, et Dupeux, Georges. *Bordeaux au XIXe siècle. Histoire de Bordeaux* sous la direction de Charles Higounet, tome III. Bordeaux, FHSO, 1969.

Diot, 1995 : Diot, Marie-Françoise. *Cité Judiciaire. Apports de l'étude palynologique à la reconstitution de l'environnement végétal naturel et anthropique de la vallée du Peugue*. Rapport, SRA d'Aquitaine, 1995. DFS Cité Judiciaire (C. Sireix dir.), annexe n° 9.

Drouyn, 1865 : Drouyn, Léo. *La Guyenne militaire*. Bordeaux, Gounouilhou, 1865.

Drouyn, 1879 : Drouyn, Léo. *Bordeaux vers 1450*. Bordeaux, Gounouilhou, 1879.

Etienne, 1962 : Etienne, Robert. *Bordeaux antique. Histoire de Bordeaux* sous la direction de Charles Higounet, tome III. Bordeaux, FHSO, 1962.

Ferrier, 1995 : Ferrier, Catherine. *Cité Judiciaire. Les environnements physiques contemporains des premières occupations de la vallée du Peugue*. Rapport, SRA d'Aquitaine, 1995. DFS Cité Judiciaire (C. Sireix dir.), annexe n° 1.

Forme, 1999 : Forme, Séverine. *La deuxième enceinte de Bordeaux*. Maîtrise, Université Bordeaux III, 1999.

Galy, 1997 : Galy, Roger. *Les noms de rues de Bordeaux*. Bordeaux, 1997.

Gangloff, 2000 : Gangloff, Nicole. *Diagnostic place Fernand-Lafargue à Bordeaux*. Hadès, 2000.

Gauthier, 1964 : Gauthier, Marc. *Bordeaux, fouille de sauvetage, rue du Pont de la Mousque*. Rapport, Direction des Antiquités Historiques, 1964.

Higounet, 1963 : Higounet, Charles. *Bordeaux pendant le haut Moyen Age. Histoire de Bordeaux* sous la direction de Charles Higounet, tome III. Bordeaux, FHSO, 1963.

Jouannet, 1818 a : Jouannet, François. Découverte rue du Pont-de-la-Mousque. *Bulletin polymathique du Muséum d'instruction publique de Bordeaux ou Journal littéraire, historique et statistique du département de la Gironde*, 16, 1818, p. 205-209.

Jouannet, 1818 b : Jouannet, François. Dissertation sur quelques murs de ville faussement attribués aux romains. *Bulletin polymathique du Muséum d'instruction publique de Bordeaux ou Journal littéraire, historique et statistique du département de la Gironde*, 16, 1818, p. 257-264.

Jouannet, 1835 : Jouannet, François. Rapport sur quelques antiquités (6 août 1835), séance du 10 septembre 1835. *Actes de l'Académie de Bordeaux*, 1835, p. 183-193.

Jullian, 1887-90 : Jullian, Camille. *Inscriptions romaines de Bordeaux*. Bordeaux, 1887-90.

Jullian, 1895 : Jullian, Camille. *Histoire de Bordeaux depuis les origines jusqu'en 1895*. Bordeaux, Féret, 1895.

Labadie, 1909-1910 : Labadie, Ernest. La topographie de Bordeaux à travers les siècles, ou catalogue historique et descriptif des vues et plans généraux de la ville de Bordeaux des origines à la fin du XIXe siècle. *Revue historique de Bordeaux*, II, 1909, p. 383-401 ; III, 1910, p. 33-52 ; p. 114-122 ; p. 195-210.

Lacoue-Labarthe, 1993 : Lacoue-Labarthe, Marie-France. *L'art du fer forgé en pays bordelais de Louis XIV à la Révolution*. Bordeaux, Société Archéologique de Bordeaux, 1993, coll. *Mémoires*, t. 3.

Lasserre, 1964 : Lasserre, Charles. Plan du château Trompette (séance du 13 décembre 1964). *Bulletin et mémoires de la Société Archéologique de Bordeaux*, 65, 1963-69, p. 46.

Laubenheimer et Watier, 1991 : Laubenheimer, Fanette, et Watier, Brigitte. Les amphores des allées de Tourny à Bordeaux. *Aquitania*, 9, 1991, p. 5-39.

Lavaud, 1993 : Lavaud, Sandrine. *Saint-Seurin : une grande seigneurie du Bordelais (XIVe-XVe siècles)*. Thèse, Université Bordeaux III, 1993.

Lhéritier, 1920a : Lhéritier, M. *Tourny intendant de Bordeaux*. Paris, Alcan, 1920. Thèse de lettres.

Lhéritier, 1920b : Lhéritier, M. *Tourny, 1695-1760*. Paris, Alcan, 1920. 2 vol.

*Livre des Bouillons* : Archives municipales de Bordeaux. *Livre des Bouillons*. Bordeaux, Gounouilhou, 1867.

Loirette, 1977 : Loirette, Francis. La sédition bordelaise de 1675, dernière grande révolte urbaine de l'ancien régime. *Actes du 102<sup>e</sup> congrès des Sociétés savantes, Limoges 1977*.

Loustaud, 2000 : Loustaud, Jean-Pierre. *Limoges antique*. Limoges, Association des antiquités historiques du Limousin, 2000. *Travaux d'archéologie limousine*, suppl. 5.

Maillé, 1959 : Maillé, marquise de. *Recherches sur les origines chrétiennes de Bordeaux*. Paris, 1959.

Marchand, 1953 : Marchand, J. Un voyage en bordelais d'après le journal inédit de Jean Le Laboureur (1659). *Revue historique de Bordeaux*, 2 n.s., 1953, p. 137-149.

Mensignac, 1880 : Mensignac, Camille de. Emplacement de la ville romaine de Bordeaux du Ier à la fin du IIIe siècle. *Bulletin et mémoires de la Société Archéologique de Bordeaux*, VII, 1880, p. 63-176.

Mensignac, 1920-21 : Mensignac, Camille de. Importante découverte archéologique 2 et 4 rue du Pont de la Mousque à Bordeaux (murailles gallo-romaines, hôtel d'Arsac, habitat romain). *Société Archéologique de Bordeaux*, 39, 1920-21, p. LXXXVIII-XC et 88-124.

Pariset, 1968 : Pariset, François-Georges, dir. *Bordeaux au XVIIIe siècle. Histoire de Bordeaux* sous la direction de Charles Higounet, tome III. Bordeaux, FHSO, 1968.

Pariset, 1980 : Pariset, François-Georges. *Victor Louis, 1731-1800. Dessins et gravures*. Catalogue d'exposition. Bordeaux, 1980. *Revue historique de Bordeaux*, numéro hors série. p. 33-62.

Pichonneau, 1992 : Pichonneau, Jean-François. *Bordeaux, cours du Chapeau-Rouge, diagnostic archéologique*. Rapport, SRA, 1992.

Rèche, 1979 : Rèche, Albert. *Naissance et vie des quartiers de Bordeaux*. Paris, Seghers, 1979.

Régaldo, 1996 a : Régaldo-Saint Blancard, Pierre. *Bordeaux, place de la Bourse, exploration archéologique du sous-sol*. Rapport, SRA, 1996.

Régaldo, 1996 b : Régaldo-Saint Blancard, Pierre. Exploration archéologique de la place de la Bourse à Bordeaux. *Revue archéologique de Bordeaux*, 87, 1996, p. 39-62.

Régaldo, 1997 : Régaldo-Saint Blancard, Pierre. *Bordeaux, ancienne préfecture (hôtel de Saige), sondage-diagnostic*. Rapport, SRA, 1997.

Renouard, 1965. Renouard, Yves, dir. *Bordeaux médiéval II. Histoire de Bordeaux* sous la direction de Charles Higounet, tome III. Bordeaux, FHSO, 1966.

Roudié, 1975 : Roudié, Paul. *L'activité artistique à Bordeaux, en Bordelais et en Bazadais, de 1453 à 1550*. Bordeaux, Sobodi, 1975.

Saint-Rapt, 1974 : Saint-Rapt, Jacques de. *Plans de Bordeaux reconstitués d'après différentes études*. 1974.

Sireix, 1995 : Sireix, Christophe. *Cité Judiciaire*. Rapport, SRA d'Aquitaine, 1995.

Sireix (dir.), 1997 : Sireix, Christophe (dir.). *Les fouilles de la place des Grands-Hommes à Bordeaux*. Bordeaux, Société Archéologique de Bordeaux, 1997. Pages d'Archéologie et d'histoire Girondines, 3.

Sireix, 1999 : Sireix, Christophe. *Bordeaux, hôtel de Saige, fouille préventive*. Rapport, SRA, 1999.

Suffran, 1981 : Suffran, Michel. *Bordeaux naguère, 1859-1939*. Payot, 1981, coll. Mémoires des villes.

Taillard, 1987 a : Taillard, Christian. L'îlot Louis, un lotissement de prestige à Bordeaux au XVIIIe siècle. *Cahiers du centre de recherche et d'études sur Paris et l'Ile-de-France*, mars 1987, p. 61-81.

Taillard, 1987 b : Taillard, Christian. *Bordeaux classique*. Toulouse, Privat, 1996.

Vauban, 1680 (1903) : Mémoire de Vauban sur les travaux à exécuter pour achever de fortifier le Château-Trompette, le fort Sainte-Croix et le château du Hâ, de Bordeaux. *Archives historiques de la Gironde*, 38, 1903, p. 231-274.

Védère, 1955 : Védère, Xavier. *Le palais de la Bourse de Bordeaux*. Bordeaux, Delmas, 1955.

Vinet, 1574 : Vinet, Elie. *L'Antiquité de Bourdeaux et de Bourg*. Bordeaux, 1574.



## Annexe III

### Cahier des charges scientifiques pour une opération d'archéologie préventive sur les parcs souterrains de Bordeaux : Cours du Chapeau-Rouge et place Jean-Jaurès Place de la Bourse et rue Saint-Rémi Quai des Salinières

#### Six chantiers indépendants

Afin, d'une part, de permettre le meilleur développement des problématiques que l'on peut dégager du rapport de diagnostic, afin, d'autre part, de réduire les temps d'intervention et de tenir les délais impartis, on divisera les emprises concernées en plusieurs unités. Ces divisions exploitent par ailleurs les opportunités offertes par les plans des aménagements, leur structure technique et leur programmation.

Ainsi, le parc Chapeau-Rouge/Jean-Jaurès sera découpé en trois chantiers indépendants. Le premier concernera le cours du Chapeau-Rouge. Le second, les environs de la place Gabriel ; cet espace correspond à l'infléchissement du plan du parking ; une "paroi souple", structure technique destinée à diviser l'espace total du parc, devrait coïncider, au moins approximativement, avec ce découpage. Le troisième, la place Jean-Jaurès ; cet espace correspond à l'épanouissement du parc sur la place. Le parking de la Bourse, de son côté, sera divisé en deux chantiers : le premier prendra en considération le parc lui-même ; et le second, le long couloir piéton qui doit réunir le parking et le 6 de la rue Saint-Rémi. Le parc des Salinières est, quant à lui, considéré dans son entièreté.

Au total donc six chantiers qui correspondent à des problématiques et à des programmations différentes. Dans l'ensemble, les contextes et les problématiques des chantiers Bourse et Jean-Jaurès coïncident ; de même, mais à un moindre titre, pour les chantiers Chapeau-Rouge et Saint-Rémi. Les durées de fouille envisagées pour ces différentes opérations, et négociées avec l'aménageur, sont les suivantes :

- Chapeau-Rouge : 7 mois
- Gabriel : 3 mois
- Jean-Jaurès : 3 mois
- Bourse : 3 mois
- Saint-Rémi : 2 mois
- Salinières : 2 mois

La livraison des terrains concernés devrait se faire, pour chacun des parcs, avec un décalage provoqué par les nécessités et les délais de réalisation des parois moulées.

#### Interventions anticipées

L'ouverture de ces chantiers sera consécutive à l'établissement des parois moulées. Cependant, certains des travaux préalables devront faire l'objet d'interventions archéologiques, au moins au titre d'une surveillance, avec des relevés en plan des structures apparues.

#### Les détournements de réseaux

D'assez nombreux réseaux doivent être détournés pour libérer les emprises. En particulier des réseaux d'assainissement qui nécessitent des tranchées de 2 m de large et de 4 m de profondeur en moyenne. Si les travaux des autres réseaux peuvent être suivis par l'équipe assurant le contrôle archéologique des opérations tramway, il n'en est pas de même pour ceux-ci dont l'ampleur considérable suppose d'autres techniques et d'autres moyens, dont les emplacements sont par ailleurs tels qu'on est en droit d'attendre bien des informations complémentaires utiles dans la problématique et la programmation des fouilles ultérieures.

#### Problématiques et procédures

Dans la mesure où les tranchées longeront les futurs parkings, c'est l'occasion de compléter les éléments de diagnostic déjà disponibles. Notamment pour le quai des Salinières où les informations collectées lors de l'étude de faisabilité restent minimales. On privilégiera la lecture des stratigraphies, sans pour autant négliger l'observation des structures. Il est en particulier impératif de préciser les altitudes des remblais contemporains, des niveaux archéologiques structurés (murs, sols, etc.) et des vases fluviaux. Il sera évidemment utile de vérifier l'existence d'un éventuel prolongement des structures en bois retrouvées sur la place Jean-Jaurès et interprétées comme un aménagement de la berge antique, de déterminer si des vestiges analogues d'époques antérieures existent plus haut ; de confirmer, sur cette place et sur celle de la Bourse, le positionnement de l'enceinte médiévale, de préciser l'emplacement du ou des atterrissements médiévaux, etc.

Il a été demandé à l'aménageur de procéder en paliers successifs ainsi définis :

- 1- remblais, jusqu'aux nivellements des XVIIe ou XVIIIe siècles selon les cas
- 2- niveaux archéologiques jusqu'à 1.30 m
- 3- niveaux archéologiques entre 1.30 m et l'eau
- 4- jusqu'en fond de tranchée

Les paliers 2 et 3 seront décaissés de façon à permettre les observations archéologiques directes ; on aura notamment recours à une progression par passées décimétriques et au dégagement des structures majeures dès leur apparition. Le palier 3 devra se faire impérativement sous la protection d'un blindage. Pour le palier 4, les observations seront fonction des réalités de terrain, surtout de la possibilité et de l'intérêt d'un travail en contexte humide ou même inondé ; dans l'idéal elles s'apparenteront aux techniques du palier précédent.

On privilégiera avant tout les observations stratigraphiques, avec, dans la mesure du possible, dessin de coupes et, au minimum, relevé de logs significatifs et commentés.

#### Cours du Chapeau-Rouge et place Jean-Jaurès

Selon les plans prévisionnels, la longueur des tranchées prévues est au total de 392 m dont seuls 300 intéressent des niveaux archéologiques. Elles seront d'importances et de profondeurs inégales. Elles se décomposent ainsi :

##### Sur le côté nord :

- un raccordement sur 75 m de long auprès du haut de l'emprise ;
- un autre raccordement contournant l'extrémité orientale de l'îlot Louis, sur un tracé en ligne brisée de 177 m ;

- un dernier raccordement au grand collecteur des quais, d'une longueur de 60 m qui ne fera que couper les remblais récents.

##### Sur le côté sud :

Le raccordement de l'existant sur le collecteur des quais, sur 80 m de longueur, le long de la façade nord de l'hôtel de la Bourse

Les contextes attendus sont les suivants :

- façades de maisons médiévales (tranchée 1) ;
- *decumanus* avec galerie couverte (tranchée 1) ;
- quartier médiéval (tranchée 2) ;
- aménagements de berges antiques (tranchées 2 et 4) ;
- enceinte XIVe (tranchée 4) ;
- atterrissements médiévaux et modernes (tranchée 4) ;
- vases fluviaux (tranchée 4).

#### Place de la Bourse

Les tranchées des réseaux d'assainissement, tels que prévus, auront environ 130 m de longueur en ligne brisée et contourneront le parc par le sud.

Les principaux contextes prévisibles sont les suivants :

- quartier médiéval ;
- enceinte XIVe ;
- échoppes de part et d'autre ;
- atterrissements et aménagements de berges de toutes époques ;
- vases fluviaux.

#### Les parois moulées

La mise en place des parois moulées commencera par une phase de terrassement préliminaire qui décapera l'entièreté des emprises sur une épaisseur de 1 m. Suivra la réalisation des parois elles-mêmes.

#### Préterrassements

A cette occasion, seront normalement atteintes plusieurs structures, la plupart de démolition récente, à savoir :

##### sur le bas du cours du Chapeau-Rouge :

- les maisons médiévales et modernes antérieures au glacis du château Trompette,

##### sur la place Jean-Jaurès :

- l'enceinte médiévale avec la porte Tropeyte,
- les échoppes adossées,
- la demi-lune du Chapeau-Rouge,
- les murs de quai du XVIIe siècle,
- les soubassements des grilles du XVIIIe siècle ;

##### sur les quais :

- les quais du XVIIe siècle,
- le "balcon de Bordeaux",
- les soubassements des Bains orientaux ;



- sur la place de la Bourse :
- des parties de la façade orientale des échoppes,
  - le “balcon de Bordeaux”,
  - les éventuels quais des XVIIe et XVIIIe siècles.

Ces structures, ou du moins certaines d’entre elles, justifient pleinement une présence archéologique sur site lors de ces préterrassements, avec une mission minimale consistant en un contrôle et un relevé. Dans la mesure du possible, il serait bon que les terrassements préservent leurs dérasements.

Les parois moulées

Lors du creusement des parois moulées, il est prévu par l’entreprise chargée de l’opération d’effectuer des relevés sédimentologiques et de dresser une coupe. Les aménageurs se sont engagés à communiquer ces relevés au SRA. Convenablement interprétés, ils auront une utilité évidente de connaissance des sols en préalable à la fouille et en complément des données issues des études de faisabilité et des observations faites lors des détournements de réseaux.

Les accès aux parkings

Le complexe de couloirs souterrains, situé sous les chaussées actuelles des quais, permettant l’accès des véhicules aux parkings Jean-Jaurès/Chapeau-Rouge et Bourse, se trouve hors zone archéologique : dans les épais remblais qui ont envahi et repoussé les berges au XIXe siècle. Néanmoins quelques structures récentes se trouvaient là et il ne serait pas sans intérêt de procéder à des relevés au fur et à mesure des affouillements. Ce sont :

- les bains publics, dits “bains orientaux”, construits en 1799 en avant de l’hôtel de la Bourse ;
- l’angle nord du “balcon de Bordeaux”, plus au sud ;
- quelques constructions qui se trouvaient entre ces deux et notamment des escaliers menant à l’atterrissement engravé sur la berge ;
- les murs de quais construits au XVIIe siècle et dont des parties seront dans les chantiers Jean-Jaurès et Bourse.

Une présence archéologique lors de ces travaux sera de toute façon une précaution utile, au cas, très peu probable, où une découverte imprévue pourrait se faire.

Le chantier Chapeau-Rouge

		profondeur	
		ouest	est
Epoque moderne	glacis du château Trompette	fin XVIIe	1,80 0,70 ?
	très large chaussée en bordure de maisons	XVIe	2,00 ? 0,90 ?
Moyen Age	très large chaussée en bordure de maisons	XIVe	
	permanence ou renouveau d’un espace viaire ; mise en culture partielle ?		
Haut M. A.	permanence d’un espace de voirie ?		
Bas Empire	organisation d’un espace hors les murs, permanence (partielle ?) d’un réseau viaire	fin IIIe	
Haut Empire	mise en place d’un réseau viaire régulier encadrant des îlots de maisons	début Ier	2,40
Proto histoire	première occupation	Ile ?	
	assèchement de la palu originelle		
	évolution naturelle des paysages, éventualité d’occupations occasionnelles		

Possibilité écartée : fossé médiéval

Tableau récapitulatif des types de contextes envisagés

Première phase de fouille : sondage préliminaire, décapage général

Ce chantier correspond à des problématiques classiques de contexte urbain.

Les deux principales inconnues qui subsistent sont la possibilité d’un large fossé médiéval qui empièterait sur l’espace de fouille et l’existence de niveaux antérieurs à la période romaine. Ces deux inconnues ont des conséquences non négligeables sur la conduite des opérations. Le début du chantier consistera donc à tenter d’y répondre rapidement.

Pour ce faire, on plantera un large sondage à la tête du parking en haut du cours du Chapeau Rouge. Ce sondage précisera, notamment du point de vue altimétrique, certaines des données du diagnostic et déterminera la présence ou l’absence d’un fossé médiéval, les épaisseurs des recharges de voirie, la date de colonisation du site et l’existence de niveaux protohistoriques.

La réponse à ces questions conditionnera la progression de l’ensemble du chantier. Il est en effet évident que l’on ne peut se permettre de sacrifier, pour des raisons de délais, des niveaux protohistoriques. Il est évident aussi que si le fossé médiéval a détruit l’essentiel de l’occupation antique, une réorganisation de l’ensemble de la problématique serait nécessaire pour ces niveaux.

On considèrera les glacis du Château Trompette comme le toit des niveaux archéologiques conservés. Après dégagement des remblais superficiels au-dessus de ce sol, estimés à environ 1, 80 m en haut du cours du Chapeau-Rouge et 0,70 m en bas, on passera dans des phases de fouille.

Absence d’espaces bâtis médiévaux

Les façades des maisons détruites pour le développement du glacis du château Trompette étaient certes en avant des hôtels bâtis par Victor Louis, mais de suffisamment peu pour qu’elles doivent coïncider avec les parois moulées. Les préterrassements (cf. § 2.2.1) et le chantier Gabriel (cf. § 4) donneront probablement une étroite fenêtre de visibilité sur ces niveaux. Il n’y en eut pas d’autres au sud de ces façades, sauf d’éventuelles cabanes liées aux cultures. Si toutefois elles étaient accessibles, on observerait attentivement leur continuité, les reprises et remaniements, on tenterait d’établir une chronologie de l’ensemble.

Les développements qui précèdent montrent qu’un fossé médiéval est peu probable dans l’emprise des travaux. Si toutefois une telle structure existait, il serait fondamental de déterminer la date de son comblement, ou de ses comblements successifs, la période de son utilisation et la date de son creusement. Les niveaux de comblement devraient contenir une très forte proportion de mobilier, des XIVe ou XVe siècles selon toute probabilité. Ce peut être l’occasion d’introduire une solide étude céramologique. Seuls les résultats de la fouille permettront de déterminer si le matériel justifie une telle démarche.

Permanence des espaces viaires

Le glacis du château Trompette formait lui-même à sa périphérie une chaussée urbaine ; les promenades arborées de Tourny ont pu y percer des fosses. Il semble qu’une bonne partie de l’espace considéré ait correspondu à une permanence de structures de voirie.

Selon les périodes, on note des décalages des limites et sans doute des différences d’emprise : le *decumanus* devrait être coupé, sensiblement en son milieu, par la paroi moulée, mais la rue médiévale et moderne devrait être presque complète ; si celle-ci s’étendait jusqu’à l’autre côté du cours du Chapeau-Rouge, les chaussées antiques devraient être de l’ordre de six mètres. Des variations de ce genre seront à caractériser et à raisonner.

Un point clé est, bien sûr, la détermination du moment de mise en place du système de voirie antique : il s’agit ici de rien moins que de larges parties du *decumanus maximus* et de trois *cardines*. Une occupation de même genre, mais évidemment moins importante, précède-t-elle ce système ? Car, après tout, l’organisation générale des lieux, telle qu’on l’imagine, pouvait dès avant notre ère générer une zone de passage.

On observera et on caractérisera, en faisant appel à toutes les collaborations utiles et en particulier à la sédimentologie, les phases d’abandon et de reprise, leurs mises en place, leurs aménagements successifs, la continuité ou la discontinuité de l’entretien, les phénomènes de recharges localisées ou de remaniement généralisé des chaussées et ainsi de suite. On s’attendrait en particulier à un changement fonctionnel en rapport avec la construction du *castrum*, à un abandon – peut-être relatif – durant le Haut Moyen Age, à une reprise selon des modalités presque rurales vers le XIe ou le XIIe siècle, à une urbanisation au XIVe. Ces différentes étapes correspondent-elles à des différences structurelles ?

Dans la mesure des possibilités, qui seront en particulier déterminées par le sondage préliminaire à la tête du parking, on décapera des surfaces suffisamment grandes pour être significatives des principales étapes de ces chaussées.

Seront fondamentales toutes observations permettant de déterminer la richesse d’un quartier qui fut monumental, au nord de l’espace considéré et à certaines époques. En particulier pourraient se retrouver, pour l’Antiquité, différents types d’aménagements de carrefour, bornes de traversées, bornes chasse-roue, etc. ; sans doute des trottoirs couverts bordaient-ils les voiries et les chaussées possédaient-elles des réseaux d’évacuation des eaux de pluie, peut-être aussi des systèmes d’adduction d’eau. Mais la fin du Moyen Age aussi, ou surtout le XVIe siècle, ont pu mettre en place des structures particulières, notamment liées au caractère festif occasionnel des lieux ; dans un de ses derniers états, la chaussée possédait deux rigoles.

Proximité d’un espace cultivé

L’absence constatée de “terres noires” en bordure de l’espace considéré, alors qu’elles étaient bien présentes plus au nord, signifie une différenciation des espaces et probablement la permanence d’une zone de passage. Néanmoins,



des terrains cultivés, au moins à partir du XII<sup>e</sup> siècle, se trouvaient non loin. Par des études palynologiques on tentera de déterminer les essences naturelles et/ou agricoles qui pouvaient se trouver dans les environs. Cela nécessitera de maintenir, de loin en loin et de façon plus ou moins provisoire, des coupes pour les prélèvements. Elles permettront aussi de préciser les observations stratigraphiques. Cette procédure devra s'articuler avec les larges décapages de chaussées souhaités plus haut.

L'absence de "terres noires" peut, au demeurant, être un phénomène très localisé. Si l'on venait à en rencontrer, notamment au sud de l'espace considéré, une étude spécifique devra être mise en œuvre. Les disciplines paléoenvironnementales primeront les observations archéologiques. On tentera en particulier de déterminer les modes de culture (enrichissement des terres, amendement, etc.), la nature des cultures (vignes, céréales, etc.) ; des études de malacophone permettront aussi de caractériser les milieux concernés.

Du point de vue archéologique, on rassemblera tous les éléments de datation de ces niveaux ; il serait fondamental de déterminer la date de mise en culture de ces espaces. On vérifiera bien évidemment qu'il n'y ait pas de traces de constructions ; s'il y en avait, elles devraient être très pauvres, caractérisées fondamentalement par des trous de poteau et des murs en matériaux périssables, donc disparus ; de telles structures devront être fouillées avec toute l'attention nécessaire. On observera aussi toutes traces possibles d'un éventuel parcellaire.

L'habitat antique

L'espace considéré contiendra, sur une profondeur d'une dizaine de mètres, deux îlots de maisons de la ville du Haut Empire,

On sera attentif aux moments d'installation des différentes maisons, à leur évolution, à leur vie, à la manière dont elles s'organisent par rapport aux façades sur la rue, aux relations avec le trottoir sous portique qui devait longer la rue, aux boutiques que l'on devrait assez probablement y trouver. On comparera entre eux les éléments permettant de déterminer la distribution des différentes maisons qui seront ainsi observées. Tout phénomène de récurrence, même partielle, sera une contribution importante à une réflexion d'ensemble.

On peut penser que, les îlots concernés ayant été coupés en deux par l'érection du *castrum* et les parties ici étudiées restant à l'extérieur de la ville, ces maisons ont été abandonnées à la fin du III<sup>e</sup> siècle et n'ont subi aucune reconstruction. La démonstration de ce point sera fondamentale. Si tel est le cas, on pourrait se retrouver avec un état fossilisé, ce qui ne fait qu'accroître l'intérêt de l'obser-

vation. Si tel n'était pas le cas, on tentera de déterminer si l'on reste dans des perspectives de remaniements des ensembles du Haut Empire ou si un nouvel urbanisme se met en place ; on raisonnera ce point en particulier avec l'observation des permanences des voiries.

A l'inverse, on portera une attention toute particulière à la détermination des origines de cet habitat, à ses sources éventuelles dans les décennies augustéennes ou même au-delà.

Le problème des origines

Tout se présente comme si l'ensemble des systèmes de voirie de Bordeaux, au nord de la Devèze tout au moins, était mis en place dans les dix premières années de notre ère. Plusieurs indices laissent à penser que ce secteur pourrait être occupé avant ce moment, dès le II<sup>e</sup> siècle ou même plus tôt.

Le sondage préliminaire permettra de déterminer l'existence et l'importance de tels niveaux. Leur caractérisation sera fondamentale : épandage de déchets sans structuration de l'espace, liés à la proximité de la ville protohistorique ; matériaux mobilisés en tant que remblais dans une perspective d'assainissement du secteur ; ou au contraire espace organisé ? Il conviendra de les fouiller avec grande attention et d'en tirer toutes les informations utiles à la compréhension des origines de la ville, y compris par des démarches paléoenvironnementales, en particulier sédimentologiques et palynologiques.

Le problème du début de l'occupation dans ce secteur de Bordeaux est aussi celui de l'assainissement de la palu originelle. C'est un point clé de l'évolution de l'ensemble de la ville de Bordeaux à haute époque. Le problème est de déterminer dans quelles conditions et dans quelle chronologie cette opération a eu lieu. Il est assez vraisemblable qu'elle s'est produite par drainage. Des traces, peut-être directes mais surtout indirectes, peuvent en exister dans le secteur concerné, on y sera particulièrement attentif.

Toutes observations de type paléoenvironnemental seront prioritaires pour déterminer le type de végétation et devront être croisées avec les données chronologiques issues de démarches plus proprement archéologiques, ce qui permettrait éventuellement de documenter l'évolution de ce secteur par le biais de sa végétation.

Niveaux quaternaires anciens

Aucun témoignage archéologique, au sens strict, n'est recensé dans les niveaux profonds de ce secteur. Cela ne signifie pas qu'il n'en existe aucun : jusqu'au bas des affouillements de ce parc, des risques subsistent, d'autant plus importants que le milieu est humide.

C'est de toute façon un endroit privilégié pour étudier la géologie récente de Bordeaux, celle des périodes qui précèdent la présence humaine attestée, qui, façonnant leur environnement, limitent et orientent, de façon assez contraignante, les occupations primitives.

A ces niveaux cependant l'action appartiendra plus aux pelles mécaniques qu'aux truelles. En procédant aux études paléoenvironnementales utiles, on maintiendra une présence archéologique sur le chantier, qui permettra de parer à toutes éventualités de découvertes qui pourraient se produire.

Les procédures de terrain relèveront pour l'essentiel de l'observation de coupes, de leur relevé et de prélèvements. En ce sens là, elles sont proches de celles à mettre en œuvre dans les espaces fluviaux, auxquels ces niveaux sont assimilables.

Les espaces garonnais

On considèrera ici ensemble les chantiers Jean-Jaurès et Bourse : voisins, situés à distances équivalentes par rapport au fleuve, ils possèdent très sensiblement les mêmes structures et obéissent aux mêmes problématiques.

Le cas du chantier des Salinières n'est que partiellement proche. Proche pour ce qui concerne le milieu fluvial ancien, mais avec moins de potentialités ; différent du fait de l'absence certaine de tout élément bâti en surface.

Le chantier Jean-Jaurès

			prof.
Epoque moderne	murs de quais	XVII <sup>e</sup>	0,50 ?
	demi-lune	début XVII <sup>e</sup>	0,60
Moyen Age	façades des chais adossées à l'enceinte, en bois puis en pierre		
	voie sur berge ?	début XIV <sup>e</sup>	
	chais en bois ; pontons ?	XIII <sup>e</sup>	
	stabilisation des alluvions, aménagement d'atterrissements		
Toutes époques	lit(s) de la Garonne, évolution anthropique et naturelle risques d'épaves et de toutes sortes d'autres vestiges de toutes époques évolution naturelle de l'hydrographie de la Garonne		

Possibilité écartée : barbacane médiévale

Tableau récapitulatif des types de contextes envisagés

Le chantier Bourse

			prof.
Epoque moderne	sol de la place Royale	1745	0,80
	soubassement de la grille de Fuet	0,60 ?	
	" balcon de Bordeaux "	1738	0,60 ?
	quai " primitif "	1731	
Moyen Age	chaussée du port et atterrissement engravé		1,20
	échoppes en pierre	XVI <sup>e</sup>	
	chaussée du port et atterrissement engravé	XIV <sup>e</sup>	
	chais en bois	XIV <sup>e</sup>	
	muraille de la troisième enceinte	XIV <sup>e</sup>	1,00
	chais en bois ; pontons ?	XIII <sup>e</sup>	
Haut M.A.	stabilisation des alluvions, aménagement d'atterrissements		
	Envasement du chenal du port intérieur qui devient un exutoire de la Devèze ?		
Bas Emp.	Débouché du chenal du port intérieur sur la Devèze ?		
Toutes époques	lit(s) de la Garonne, évolution anthropique et naturelle risques d'épaves et de toutes sortes d'autres vestiges de toutes époques		
	évolution naturelle de l'hydrographie de la Garonne		

Tableau récapitulatif des types de contextes envisagés

Le chantier Salinières

Risques d'épaves et de toutes sortes d'autres vestiges du Moyen Age.  
Evolution naturelle de l'hydrographie de la Garonne.

Problématiques et méthodologies de fouille spécifiques aux espaces garonnais

Il est fondamental de distinguer, toutes époques confondues, trois types de contextes :

- les niveaux bâtis, y compris les voiries et atterrissements engravés qui leur sont associés ;
- les niveaux de berges anthropisées ou naturelles avec leurs remblais ;
- les épaves éventuelles.



Les terres mortes seront au préalable enlevées sous contrôle archéologique, avec probablement des variations d'altitude selon les endroits.

## Les niveaux bâtis

Pour ce que l'on peut recenser, ce sont essentiellement des structures récentes, quais ou fortifications d'époque moderne. Il est probable que se trouvent dans les emprises concernées partie des échoppes adossées à l'enceinte médiévale ; sans doute aussi aux points extrêmes atteints à l'ouest, sur la Bourse notamment, de petites parties de la muraille elle-même.

Ces contextes seront travaillés en aire ouverte. On privilégiera une lecture aboutissant à des relevés en plan et en coupes significatives, avec étude des modes de construction des différentes structures, aboutissant éventuellement à une évolution de ces modes dans les cas de structures comparables, et avec la perspective fondamentale d'une chronologie relative et absolue. La finalité ultime est de montrer, période par période, l'impact du bâti sur l'évolution de la berge et l'évolution des conceptions et des mises en œuvre.

Il reste évident que, comme la nécessité ne manquera pas de se présenter, on devra privilégier certaines structures en fonction d'une part de leur représentativité, d'autre part et surtout de leur ancienneté. On espère que les sacrifices qui seront ainsi consentis ne représenteront jamais une impasse totale, mais seulement une observation moins approfondie.

À la base des niveaux bâtis, il peut se faire que soient conservés des vestiges de constructions légères, en particulier chais et pontons médiévaux. On sera particulièrement attentif à ces contextes porteurs d'indications majeures sur la colonisation de la berge et l'établissement des structures portuaires.

La plupart de ces aménagements, qu'ils soient bâtis en dur ou pas, devraient comporter en soubassement des pieux battus ou des platelages, tous éléments de bois qui doivent être étudiés à la fois en tant que tels (identification, âge des bois, traitements spécifiques de mise en œuvre, dendrochronologie, etc.) et en tant que participant d'une structure complexe.

Les sols extérieurs, chaussées ou atterrissements, seront fondamentalement positionnées en coupes et reliées aux constructions chronologiquement équivalentes. Dans les ensembles de grande envergure, on dégagera des fenêtres significatives où une étude plus fine sera conduite. Si des niveaux importants de galets de lest apparaissent, ce qui est probable, on raisonnera l'intérêt d'identifications géologiques, notamment sur des amas d'apparence identique, éventuellement sur des échantillonnages statistiquement repré-

sentatifs. Les sols, au sens archéologique classique du terme, et les remblais intermédiaires seront caractérisés à la fois selon des critères sédimentologiques, paléoenvironnementaux et archéologiques, ces études devant s'épauler dans la perspective d'une synthèse interprétative montrant l'action anthropique sur le milieu.

On sera attentif à toutes traces d'installations particulières qui pourraient subsister à la surface des sols. On les identifiera et les observera de façon à en comprendre la fonction, la structure et la chronologie. Toutes comparaisons utiles, internes aux sites bordelais ou externes, devront être menées. On mettra aussi ces structures en parallèle avec les témoignages éventuels des archives.

## Les niveaux de berges

Les contextes, ainsi dénommés faute de meilleur vocable, regroupent les niveaux correspondant à une évolution des berges due aux actions anthropiques et/ou aux contingences naturelles. On les imagine comme des accumulations sédimentaires scandées par des sols, des paléosols ou effets équivalents, naturels, naturels et exploités, artificiels. Pour chacun, on tentera de déterminer le partage raisonnable entre l'œuvre de l'Homme et l'offre de la Nature.

Ces contextes seront travaillés en plusieurs tranchées est-ouest permettant des observations et des relevés, les espaces intermédiaires étant terrassés sous contrôle.

Les tranchées seront ouvertes au godet lisse, en prenant garde à maintenir les paliers et talutages nécessaires selon les normes sécuritaires en vigueur. Après nettoyage des coupes, on examinera les différentes unités stratigraphiques selon des normes sédimentologiques ; dans la mesure du possible on déterminera les équivalences entre les différentes tranchées. Des prélèvements pour études paléoenvironnementales seront réalisés systématiquement en fonction de ces observations. Les observations archéologiques et les collectes éventuelles de matériel seront corrélées aux unités stratigraphiques ainsi définies.

Des relevés graphiques seront effectués, dans la mesure du possible en détail et en continu sur la totalité de chaque coupe ; à défaut, par logos suffisamment représentatifs pour reconstituer l'ensemble de la coupe. Les coupes seront aussi photographiées en numérique, avec des repères topographiés en x, y et z suffisants pour corriger les effets de perspective et monter une image complète de chaque stratigraphie.

Si dans ces tranchées on observait des niveaux de sols importants, lors des terrassements des espaces intermédiaires on les dégagerait pour des relevés d'ensemble, des collectes des éventuels matériels épars et des études fines par fenêtres significatives. Les mobiliers recueillis seront analysés selon les modalités propres à chaque type.

La finalité ultime de toutes ces observations est de reconstituer l'évolution des berges. La réalisation de plusieurs tranchées parallèles entre elles et perpendiculaires à la berge doit potentiellement permettre une reconstitution en trois dimensions.

## Les épaves

Tous ces contextes sont susceptibles de contenir des épaves. En soi, celles-ci peuvent être de deux types : les épaves naufragées et celles réutilisées en contention de remblais sur berges. Il semble légitime de penser que, dans la mesure où les sites sont relativement éloignés des chenaux principaux de navigation – ce qui implique qu'un bateau qui s'y serait naufragé restait accessible à tous pillages et réutilisations –, le second type est nettement plus probable, avec les conséquences que l'on imagine sur les états de conservation.

Dans la mesure où l'on ne peut déterminer raisonnablement ni s'il y aura effectivement des épaves dans les emprises considérées, ni combien, ni à quel niveau, ni où, ni dans quel état, la convention passée avec l'aménageur les a intégrées dans les clauses de découvertes à caractère exceptionnel, qui seront gérées au coup par coup. On peut penser aussi que, devant l'intérêt manifeste de telles découvertes, un consensus se dégagera assez facilement et que les éventuels arrêts de chantier causés par elles seront relativement bien acceptés.

On distinguera, cependant, parmi ces découvertes les fragments d'épaves de petites tailles que l'on pourrait traiter dans les procédures normales de fouille. À cette fin, le personnel comprendra une équipe spécialisée dans le traitement des épaves, occupée à d'autres tâches en l'absence de découvertes mais rapidement mobilisable dès que ce sera utile. Les membres de cette équipe devront être recrutés selon leurs compétences avérées, assez tôt pour pouvoir bénéficier dans le cadre de la formation continue d'une mise à niveau des connaissances par des spécialistes. Dans ce cadre, l'aide du centre de recherches Camille Jullian et du musée de la Marine est d'ores et déjà acquise.

Si de grosses découvertes se produisaient, cette équipe serait à même d'intervenir rapidement soit par elle-même, soit en encadrement d'autres personnels. On devrait pouvoir ainsi minimiser autant que possible les arrêts de chantier.

Les épaves et fragments d'épaves qui seront dégagés seront stockés hors du chantier dans des conditions de conservation contrôlées. Sur le terrain ne se feront que les observations et relevés indispensables de contexte et de structure, et les prélèvements pour étude paléoenvironnementale. L'étude approfondie se fera sur les lieux de stockage.

## Le chantier Gabriel

			prof.
Epoque moderne	soubassements des grilles	1775 ; 1746	0,40
	glacis du château Trompette, maintien de l'enceinte médiévale et des échoppes	fin XVIIe	0,60
	large chaussée menant à l'enceinte médiévale ; façades est et sud des maisons	XVIe	
	chais en pierre adossés à l'enceinte	XVIe	
Moyen Age	large chaussée, maisons	XIVe	
	chais en bois adossés à l'enceinte	XIVe	
	enceinte, portail de Corn	début XIVe	0,90
	chais en bois ; maisons ?	XIIIe	
Haut M.A.	permanence d'un espace viaire ? avec accès à la berge ?		
Bas Empire	aménagement de berge en bois	325 ?	3,00
	organisation d'un espace hors les murs menant aux berges	fin IIIe	
Haut Empire	extrémité sud-est du forum ?		
	mise en place d'un réseau viaire régulier encadrant des îlots de maisons ; voie sur berge aménagée ?	début Ier	
Protohistoire	première occupation, avec accès aux berges	Ile ?	
	assèchement de la palu originelle		
	évolution naturelle des paysages et de l'hydrographie de la Garonne éventualité d'occupations occasionnelles		

Tableau récapitulatif des types de contextes envisagés

De tous les chantiers du présent projet de fouille, c'est ici sans conteste celui qui promet d'être le plus complet et le plus complexe.

Les niveaux bâtis y ont une grande importance : enceinte médiévale avec son enveloppe d'échoppes et de chais, construits en pierre et en bois ; angle de l'îlot de l'auberge du Chapeau-Rouge, et sans doute de l'auberge elle-même ; habitat antique avec une plausible façade sur la Garonne ; chaussées de toutes époques. Les niveaux de berges aménagées y sont tout aussi majeurs : probable berge antique en caissons de bois ; berges des époques antérieures. Ce chantier n'est pas seulement un endroit privilégié par l'abondance des contextes, c'est aussi le lien évident et naturel entre les chantiers Chapeau-Rouge et Jean-Jaurès.



Ici se juxtaposent et se superposent les espaces terrestres et fluviaux ; ici se mélangent aussi les problématiques et les méthodologies proposées plus haut. On traitera les espaces bâtis en aire ouverte, comme dans les autres chantiers ; mais on procèdera aussi de même pour les berges antiques et protohistoriques. Si s'avère un aménagement en caissons de poutres, toutes les ressources de la dendrologie seront utilisées pour affiner les chronologies, déterminer les techniques, cerner les réutilisations de matériaux, les éventuelles réparations et les remaniements. A la base des niveaux médiévaux et des niveaux antiques, on prendra garde aux vestiges de constructions légères.

On aura un recours aux études sédimentologiques et paléoenvironnementales d'autant plus poussé et d'autant plus généralisé que c'est aussi le lieu où la palu asséchée rejoint la Garonne. Si des inondations se sont produites à époques anciennes, c'est ici qu'on pourra les percevoir et tenter d'en définir les modalités.

Ces études se prolongeront au-delà des niveaux anthropisés pour compléter les observations faites sur les chantiers voisins.

Le chantier Saint-Rémi

Situé à même distance de la Garonne que le chantier Gabriel, celui-ci développe les mêmes problématiques et les mêmes méthodologies. S'il est moins important en superficie, il possède à sa surface des niveaux bâtis médiévaux bien plus importants et il pénètre dans la ville close du Bas Empire et de la majeure partie du Moyen Age. Il est donc à la fois une contrepartie au Chapeau-Rouge, un parallèle à Gabriel et un complément à tous pour le Moyen Age. Beaucoup d'hypothèses devraient trouver ici une vérification.

Le travail en aire ouverte sera la règle générale, aussi bien pour les importants niveaux bâtis que pour les berges qu'on est en droit d'envisager. Là aussi les définitions sédimentologiques des unités stratigraphiques et les études paléoenvironnementales épauleront vigoureusement les observations strictement archéologiques.

La muraille du XIVe siècle, qui sera coupée par les travaux, nécessite quelques précisions. Telle qu'on a pu la percevoir, elle est constituée au moins en partie de sarcophages ; il conviendra de les prélever dans les meilleures conditions possibles, d'abord pour observer la manière dont on a transformé des objets creux en un mur plein, ensuite parce que sera une occasion unique d'observer une série importante et absolument synchrone de sarcophages ; ce sera un apport non négligeable aux raisonnements typologiques sur ce genre d'objets.

			prof.
Epoque moderne	permanence des habitats médiévaux empiétant sur la rue jusqu'aux alignements XIXe		
	sol de la place Royale	1745	0,40
	échoppes en pierre adossées à l'enceinte médiévale	XVIe	1,00
	permanence de l'habitat médiéval et des voiries		
Moyen Age	réorganisation de l'habitat <i>intra muros</i> ; rues de la porte des Paux, de la Corderie, Saint-Rémi, etc.	XIVe	
	chais en bois adossés à l'enceinte	XIVe	
	enceinte médiévale	XIVe	1,00
	envahissement progressif de l'espace par des maisons		
	barbacane ?	XIIIe	
	maisons ; chais en bois ; pontons ?	XIIIe	
Haut Moyen Age	ouverture de la porte des Paux dans l'enceinte antique		
	permanence partielle d'un habitat, notamment <i>intra muros</i>		
Bas Empire	permanence d'un aménagement des berges ?		
	constructions extérieures au <i>castrum</i>		
	réorganisation de la voirie et de l'habitat <i>intra muros</i>		
	réaménagement des berges ?		
Haut Empire	muraille du <i>castrum</i>	fin IIIe	
	aménagement des berges ?		
	<i>decumanus</i> bordé de portiques ; îlots de maisons	début Ier	
	occupation augustéenne		
Proto histoire	constructions en torchis ?		
	limite de la ville gauloise ?		
Toutes époques	berge avec des cales naturelles ?		
	évolution naturelle des paysages et de l'hydrographie de la Garonne		

Tableau récapitulatif des types de contextes envisagés.

Un point très original de ce chantier sera le probable prolongement du " cloaque " observé à peine plus au sud en 1996. Tous les moyens devront être pris pour déterminer sa nature, ses dimensions, son origine et les éventuelles phases de son comblement.

On pénétrera dans la ville par la porte des Paux. Une attention toute particulière doit être portée à cette structure où devraient se mélanger construction antique, remaniement médiéval et réparations modernes. L'observation attentive des relations de chronologie relative avec les différents sols et états de chaussées et une étude spécifique du bâti seront indispensables. On aura, si utile, recours aux analyses de mortiers pour déterminer les étapes de construction.

La base

L'ensemble du dispositif sera complété par une base. Les charges de celles-ci seront de gestion et de coordination générale, de répartition des moyens et des compétences, de stockage et de traitement du mobilier recueilli et des informations, et toutes autres tâches d'intérêt général et partagé entre les chantiers. Ainsi :

Des moyens informatiques importants seront réunis, sous la gestion d'un informaticien qui assurera les adaptations et actualisations nécessaires de la base DFS.

Un atelier graphique, comprenant topographes, photographes et infographistes assurera photographies, relevés, dessins, maquettes de documents, etc.

Une équipe spécialisée gèrera le mobilier de tous les chantiers et l'amènera à un état permettant l'étude, voire même l'initiera.

Seront affectés à la base les spécialistes du paléoenvironnement ; un coordinateur, formé aux différentes disciplines utilisées, assurera et gèrera les prélèvements nécessaires.

Par convention, les locaux et les moyens matériels de cette base seront mis à disposition par l'aménageur. Les travaux de la base débiteront avec trois mois d'avance sur

les chantiers et monteront progressivement en puissance, de telle manière que tout soit prêt et prévu au moment de l'ouverture des fouilles.

Les responsables de chantiers, dans le cadre de la phase de préparation dont ils bénéficieront, recevront en particulier une formation spécifique aux moyens et aux bases informatiques dont ils devront user. Un tel programme ne saurait se permettre des incohérences entre des moyens d'enregistrements différents.

Une nécessaire réactualisation du projet de fouille

Au moment où l'on conclut ces pages, les plans-masses définitifs n'ont toujours pas été communiqués. Il apparaît cependant qu'ils ont évolué de façon non négligeable depuis les premières versions : en particulier, la boîte principale du parking de la Bourse a été tirée vers la ville afin de la déconnecter des programmations du tramway qui, initialement, devait se superposer ; le plan du parc Chapeau-Rouge/ Jean-Jaurès a été épuré, ce qui a pour conséquence d'augmenter la partie de jonction entre le cours et la place, désignée ci-dessus comme le chantier Gabriel.

Par ailleurs le calendrier des travaux n'est toujours pas définitif et, en particulier, les propositions de l'aménageur n'ont pas encore été approuvées par toutes les parties. Il se dégage en tout cas une programmation globale des opérations sur onze mois, à partir de janvier 2002.

Il s'agit là d'une réalité évolutive, parce qu'en création, insérée dans un contexte qui est aujourd'hui lui-même bien contingenté. La gestion d'un tel problème est loin d'être simple. Elle nécessitera une réactualisation du présent dossier.



## *Explorations archéologiques dans le quartier Sainte-Croix de Bordeaux*

par Jean-Luc Piat

Lorsque des terrains explorés par l'archéologie peuvent bénéficier d'un contexte historique remarquable, la lecture des horizons stratigraphiques et l'interprétation des structures dégagées s'en trouvent souvent facilitées. C'est le cas des deux opérations archéologiques que nous avons menées dans le quartier Sainte-Croix de Bordeaux, interventions qui ont bénéficié d'une étude documentaire sommaire, mais riche d'informations.

Le quartier Sainte-Croix a renfermé les anciennes propriétés ecclésiastiques de l'abbaye Sainte-Croix de Bordeaux et du Noviciat des Jésuites (fig. 1) dont l'abondante documentation écrite est encore en grande partie conservée aujourd'hui. Par ailleurs, ce faubourg est significatif de l'évolution topographique de la cité bordelaise, puisqu'il fut enfermé au XIV<sup>e</sup> siècle dans les remparts de la troisième enceinte, et qu'il était particulièrement protégé par l'ancien fort Sainte-Croix, devenu fort Louis sous Louis XIV. Aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, le développement urbain et l'aménagement de la gare Saint-Jean entraînent une restructuration du quartier avec l'installation d'équipements économiques — abattoirs municipaux et bâtiments industriels — mais aussi d'établissements d'enseignement — école des Beaux-Arts, conservatoire de musique et d'art dramatique. Aujourd'hui, le quartier fait de nouveau l'objet de grands travaux que Pierre Régaldo-Saint Blancard a déjà énumérés dans son article sur le fort Louis <sup>1</sup>.

### **Le sous-sol du quartier Sainte-Croix vu à travers deux opérations archéologiques différentes**

Les deux opérations archéologiques dont nous exposons ici les principaux résultats sont concomitantes, même si les approches méthodologiques sont radicalement différentes <sup>2</sup>. En effet, l'une est une fouille de sauvetage urgent <sup>3</sup> en préalable à la construction de l'I.U.T. B de journalisme (fig. 2), l'autre est un suivi de tranchées réalisées sur la voirie dans le but d'enfouir des réseaux électriques (fig. 3). Ces deux opérations ont été effectuées par le bureau archéologique Hadès, sous le contrôle scientifique du

1. Régaldo-Saint Blancard (1998 b).

2. Nous renvoyons aux deux rapports archéologiques pour le détail de ces méthodes : Piat (1999 a) et Piat (1999 b).

3. Cette fouille doit ses résultats au travail d'une équipe de plusieurs spécialistes que nous tenons à remercier ici. Les fouilleurs sur le terrain qui nous ont secondé, sont Hélène Silhouette, responsable de secteur, Hugues Roussarie et Bertrand Ducourneau, techniciens de fouilles. L'étude de la céramique a été réalisée par Sylvie Fabre-Dupont-Maleret. L'étude des monnaies par A. Delpit et J.-M. Debruge du Cercle Bertrand Andrieu de la Société Archéologique de Bordeaux. L'étude du verre par Bernard Pousthomis. La recherche documentaire a bénéficié de l'aide efficace de Pierre Vivez de la Société Archéologique de Bordeaux et de Mauricette Laprie et de Pierre Régaldo-Saint Blancard du Service Régional de l'Archéologie.



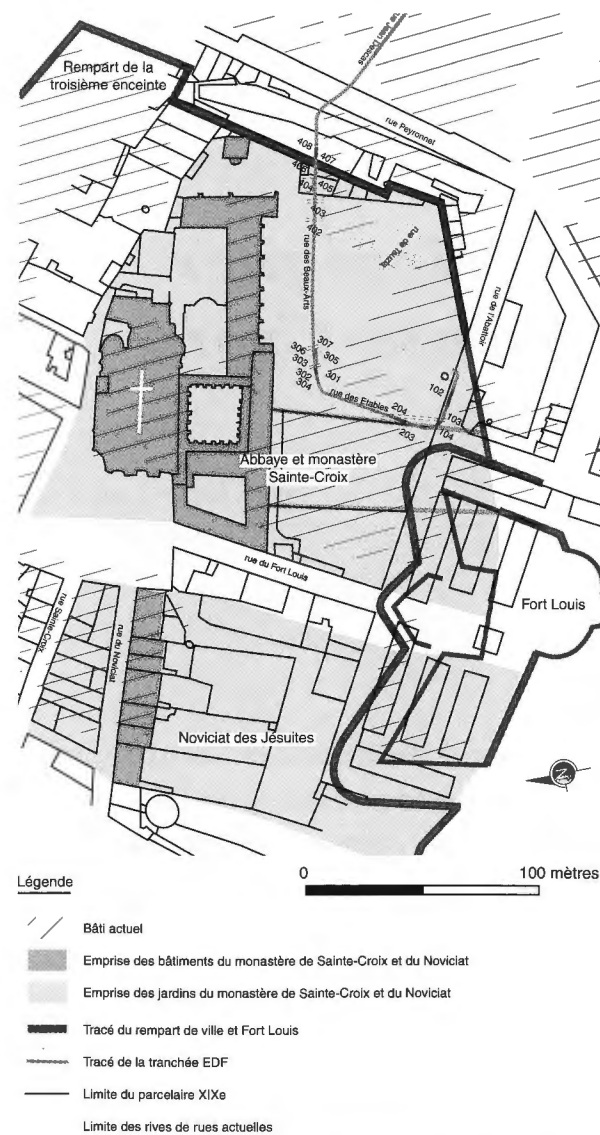


Fig. 1. — Plan de situation du quartier Sainte-Croix. Superposition du cadastre de 1851 sur le cadastre actuel. J.-L. Piat, Hades, 2000.

Service régional de l'Archéologie. Le financement a été assuré par Bordeaux Métropole Aménagement pour la fouille de l'I.U.T. B et par Electricité de France pour le suivi des tranchées.

### Le chantier de l'I.U.T. B

La première opération a consisté en la fouille préventive du terrain destiné à l'Institut Universitaire Technologique de journalisme (I.U.T. B), place Renaudel. Les travaux archéologiques ont dégagé un terrain de 900 m<sup>2</sup> le long de la rue du fort Louis<sup>4</sup>.

Cette emprise a été retenue suite au diagnostic archéologique réalisé en mai 1998 sur ce même terrain<sup>5</sup>. Seize tranchées et quatre petits décapages avaient révélé la présence de structures d'époque récente, notamment des fosses, des plots de béton, supports de poutrelles métalliques et des murs maçonnés, le tout appartenant aux anciens bâtiments des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles où s'installèrent les garages automobiles Maleville-Pigeon, les chais à vin du négociant Descas et les fonderies de fer Izard et Daney. Ces aménagements et constructions ont condamné sur la majeure partie du site tout espoir de découverte de niveaux archéologiques antérieurs. Ainsi, les vestiges d'époque moderne n'avaient été décelés que de manière lacunaire : seulement quelques fosses et dépotoirs isolés, des vestiges de murs d'habitations, un semblant de margelle de puits ont pu être repérés. De même, pour l'époque médiévale, seuls les indices d'une habitation des XIV<sup>e</sup> ou XV<sup>e</sup> siècles, recoupés par deux excavations récentes, et des fosses estimées entre le XI<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup>, creusées dans le soubassement calcaire, avaient pu être relevés. Une aire de rubéfaction avait enfin été remarquée, peut-être liée à une activité métallurgique du haut moyen âge.

L'enchevêtrement de l'ensemble de ces vestiges, les lacunes consécutives aux coupes et aux terrassements récents auguraient de multiples difficultés dans la lecture des niveaux stratigraphiques et dans l'interprétation des vestiges repérés. Un secteur du terrain fut cependant retenu comme «archéologiquement sensible» car il paraissait moins affecté par les décaissements contemporains. Les niveaux archéologiques qu'il recelait, principalement des remblais et des substructions maçonnées, étaient tronqués en surface mais aussi atteints en profondeur. D'abord par les tranchées archéologiques exploratoires, comblées de sable et relativement bien localisées sur le relevé topographique. Ensuite par des excavations de diverses natures, cuves et plots en béton, fosses comblées de sable ou de remblais de démolition, le tout contemporain du fonctionnement et de l'abandon des garages automobiles qui occupèrent le site, il y a de cela quelques années.

Il fallait donc s'attendre à ne rencontrer essentiellement que des vestiges arasés et résiduels dans la mince épaisseur de terre conservée au-dessus du socle naturel. Cette opinion s'est confirmée par l'étude géotechnique réalisée par l'agence Fondasol-Atlantique<sup>6</sup> en septembre 1998. L'assiette du terrain correspond à une terrasse alluvionnaire

4. L'entreprise Aquitaine Travaux Publics du Haillan était chargée de fournir l'équipement nécessaire aux travaux de terrassements.

5. Bertrand-Desbrunais (1998).

6. Fondasol (1998).

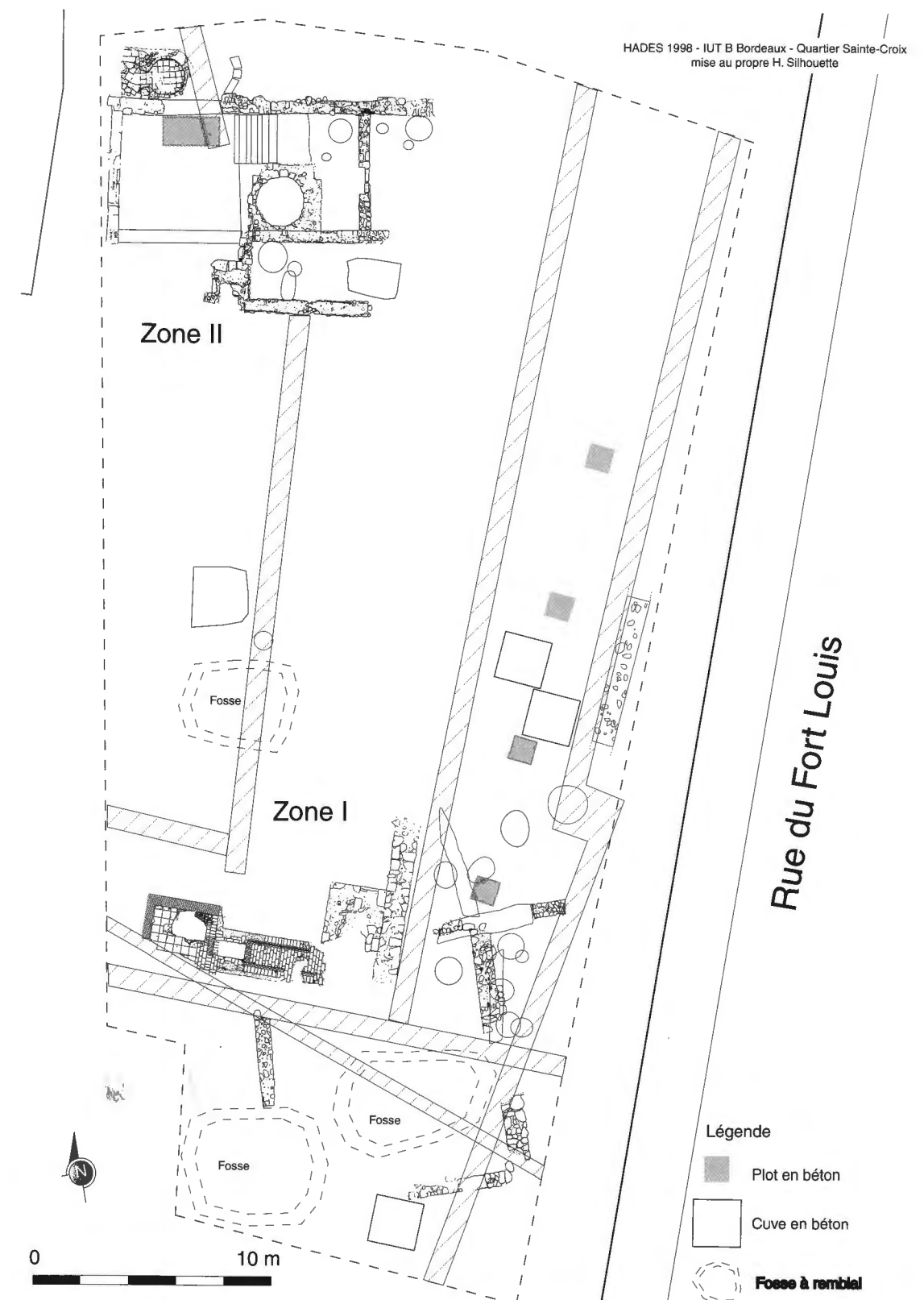


Fig. 2. — Plan général des structures archéologiques dégagées sur le chantier de l'IUT B.



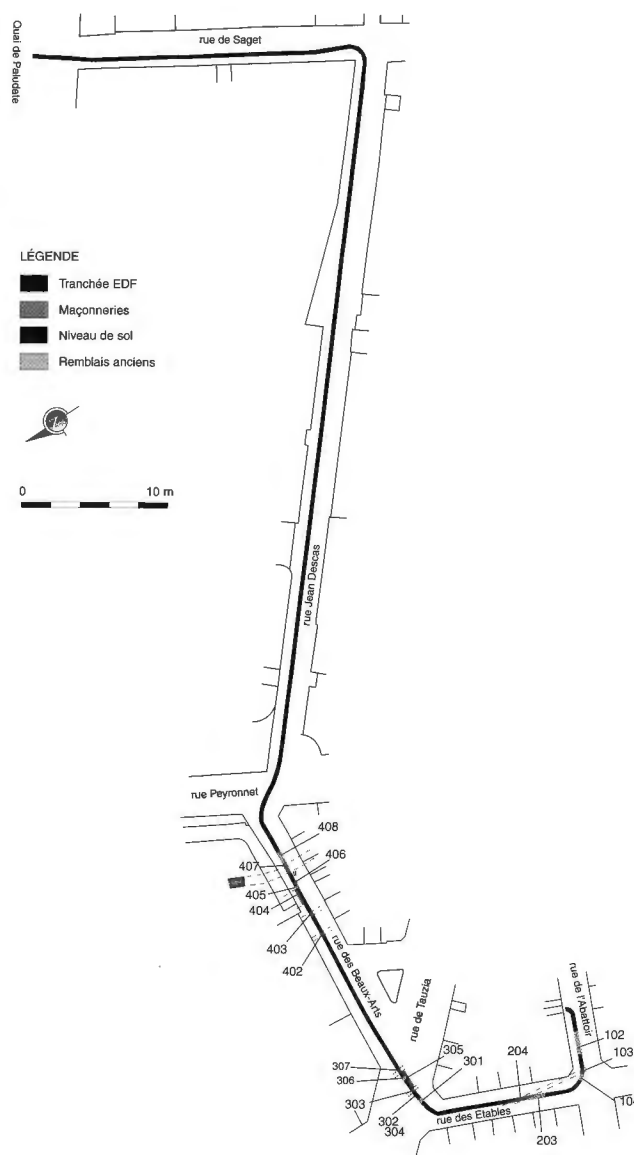


Fig. 3. — Tracé général de la tranchée EDF. Localisation des faits archéologiques observés sur fond de plan EDF.  
J.-L. Piat, Hades, 2000.

ancienne de la Garonne, dont le lit est situé à moins de 100 m au nord. Ces alluvions (sables et argiles à graviers) recouvrent sur une épaisseur de 1,50 m en moyenne un entablement de calcaires à Astéries, altéré et érodé dans sa partie supérieure. Des remblais anthropiques d'une épaisseur variant de 0,40 m à 2 m masquent partiellement cette couverture alluvionnaire. La présence hypothétique d'un puits pouvait cependant amener à conduire des explorations plus profondes dans le sous-sol, au moins jusqu'à la limite de la nappe phréatique, aux alentours de 4 mètres de profondeur, soit entre 2,35 m et 3,07 m NGF.

La fouille de sauvetage s'est déroulée entre les mois de septembre et octobre 1998. Le chantier fut clôturé le 23 novembre 1998 par une visite guidée des vestiges découverts présentés aux membres de la Société Archéologique de Bordeaux et à plus de 150 élèves des classes élémentaires de l'école André-Meunier de Bordeaux.

### La tranchée E.D.F.

La seconde opération archéologique consistait à surveiller le creusement d'une tranchée d'un mètre de large sur 1,50 m de profondeur réalisée dans le cadre de travaux d'enfouissement sous fourreaux d'une ligne électrique à haute tension. Il s'agissait d'une liaison souterraine entre le poste de la rue des Etables et celui de Floirac, de l'autre côté de la Garonne.

Cette surveillance a concerné environ 570 mètres linéaires. Les portions de voies traversées sont : les rues de l'Abattoir, des Etables, de Tauzia, des Beaux-Arts, Peyronnet, Jean-Descas et de Saget. Ces deux dernières n'ont pu être observées que très partiellement en raison de l'avancée intermittente et trop fluctuante du chantier. Les quais de Paludate et de la Souys n'ont pas été explorés en raison des désordres souterrains déjà nombreux causés par les réseaux enfouis existants.

Le chantier s'est organisé techniquement de la manière suivante : une à deux visites quotidiennes entre les mois de mai et juillet 1999 en fonction de l'avancée du creusement de la tranchée<sup>7</sup>. Notre intervention était tributaire de la progression de l'équipe de terrassement, qui, après avoir repéré les réseaux enfouis, creusé à la pelle mécanique et évacué les terres, blindait systématiquement les parois de la fouille, pour ensuite se consacrer à la pose, au bétonnage des fourreaux et au remblaiement des tronçons achevés (fig. 4). L'entreprise ne poursuivait le creusement de la tranchée qu'une fois le tronçon précédant remblayé et remis en état pour la circulation automobile. Nos observations devaient donc s'intercaler entre la phase de creusement de la tranchée et la phase de blindage, cette dernière nous permettant de descendre en sécurité mais nous interdisant souvent une lecture précise des faits archéologiques et des coupes stratigraphiques repérés au moment de l'ouverture de la fouille. Cependant, l'observation générale a surtout pâti de la multitude de réseaux enfouis sur l'emprise — câbles PTT, conduites d'eau et de gaz, lignes électriques, collecteur d'égout — qui ont perturbé les niveaux archéologiques anciens.

7. SOBECA d'Artigues-près-Bordeaux



Fig. 4. — Tranchée EDF rue des étables.

Lorsque une structure enfouie ou des niveaux archéologiques intéressants étaient repérés, nous faisions arrêter la pelle mécanique afin de mener les premières observations depuis le haut de la tranchée et indiquions au chef de chantier la zone considérée afin que le blindage nous réserve une lucarne suffisante pour mener les relevés stratigraphiques nécessaires. Aucun vestige découvert n'a nécessité des arrêts du chantier de plus de quelques minutes ou des mesures de protection et de conservation. Ainsi, les maçonneries repérées ont-elles été, pour la plupart, détruites par la pelle mécanique dans la poursuite des travaux, une fois nos observations préliminaires achevées. Chaque fait archéologique observé a reçu un numéro d'ordre, a fait l'objet d'une fiche descriptive et a été repéré sur le plan d'ensemble de la tranchée.

## Quelques éléments de topographie historique sur le quartier Sainte-Croix de Bordeaux

Les données livrées par ces deux explorations archéologiques doivent avant tout être replacées dans l'évolution topographique du quartier Sainte-Croix, telle que l'on peut la restituer à grands traits à partir de la sommaire enquête historique que nous avons réalisée. Nous avons bien évidemment privilégié les données documentaires concernant les secteurs du quartier explorés par nos travaux.

Le quartier Sainte-Croix est un ancien faubourg de la cité de Bordeaux qui s'est traditionnellement tourné d'une part vers la Garonne et les activités de batelleries (construction navale, corderie, tonnellerie), d'autre part vers les terres alluviales et les cultures maraîchères et viticoles suburbaines. Il s'étend aujourd'hui le long de la Garonne entre les quartiers de la gare Saint-Jean et de l'église Saint-Michel. Le terrain est une basse terrasse alluviale de la Garonne, soumise aux inondations. Les sols sont limoneux et graveleux au-dessus d'un socle calcaire situé à quelques mètres de profondeur.

Les origines du peuplement dans le quartier Sainte-Croix sont mal connues. Les quelques interventions et observations archéologiques menées dans ce secteur de la ville n'ont pas livré d'indices antérieurs à l'époque gallo-romaine.

A l'époque antique, ce quartier s'étale à quelques centaines de mètres au sud-est des limites de la cité de *Burdigala*, agglomération dont l'urbanisme, croissant pendant le Haut-Empire, se resserre brutalement dans le *castrum* fortifié vers 280. C'est ainsi que la prospère cité gallo-romaine qui avoisinait ces terrains au cours des deux premiers siècles de notre ère s'en éloigne complètement pendant tout le Bas-Empire, l'habitat s'étant recentré autour des rives du ruisseau de la Devèze, plus en aval sur la Garonne. Le quartier Sainte-Croix n'est donc plus à cette époque qu'un espace rural vraisemblablement abandonné aux prairies humides des bords de Garonne, parcouru par un ruisseau, l'estey de Sainte-Croix. Cependant, il n'est pas complètement inoccupé, puisque quelques témoignages architecturaux ont été retrouvés en 1987 à l'emplacement actuel du Centre Dramatique National. Il s'agit des substructions d'un édifice de l'Antiquité tardive caractérisées par une petite salle sur hypocauste<sup>8</sup>. Cet habitat, le seul dégagé dans le quartier, pourrait correspondre à une maison suburbaine installée sur un terroir agricole aux marges de la cité.

8. Nacfer (1987).



## L'abbaye Sainte-Croix et la vocation religieuse du quartier

L'occupation du terrain évolue plus nettement pendant le Haut Moyen Âge. Une nécropole chrétienne apparaît dans le quartier Sainte-Croix vers les VI<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> siècles, survivance d'une tradition romaine qui rejetait les cimetières à l'extérieur des agglomérations. Cette affectation révèle une situation encore à l'écart de l'habitat groupé, toujours retenu par les remparts antiques.

Témoins de la vocation funéraire du quartier, des sarcophages en pierre datant du Haut Moyen Âge ont été retrouvés autour de l'église Sainte-Croix<sup>9</sup>. L'un d'eux, de type aquitain, taillé dans le marbre, aurait contenu le corps de saint Mommolin<sup>10</sup>, sépulcre autour duquel se serait développé un lieu de culte<sup>11</sup>. La tradition d'un oratoire de saint Mommolin établi sur la nécropole elle-même, rapportée par le cartulaire de l'abbaye de Sainte-Croix au XII<sup>e</sup> siècle, serait aussi confirmée par une inscription autrefois gravée sur le sarcophage<sup>12</sup>, datée de 643.

En tout état de cause, c'est autour de ce lieu sépulcral qu'est fondé un sanctuaire suburbain au VII<sup>e</sup> siècle, sans doute affecté d'un service monastique, mais que les invasions normandes, d'après la tradition, ruinèrent aux VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> siècles. A la fin du Xe, on établit à la place, un monastère bénédictin. Les chantiers de construction de l'église abbatiale s'échelonnent ainsi entre la fin du Xe et le XIII<sup>e</sup> siècle, le gros œuvre étant réalisé au cours de la période 980-1050<sup>13</sup>.

L'implantation du monastère à plus de deux mille mètres au sud du rempart antique, à l'embouchure de l'estey de Sainte-Croix, favorise l'émergence d'un faubourg qui prend corps autour de l'abbaye. En 1027, le monastère obtient d'ailleurs un droit de sauveté, dont les limites ne sont connues qu'à partir du XV<sup>e</sup> siècle seulement<sup>14</sup>. Un regroupement de l'habitat s'observe cependant et s'affirme lorsque, vers 1130, un chapelain de l'abbaye est chargé d'un service paroissial ; une paroisse Sainte-Croix existait donc alors. La limite entre cette paroisse et celle de Saint-Michel, née avant 1099<sup>15</sup>, ne fut fixée que vers 1175-1180<sup>16</sup>.

Un quartier suburbain s'est donc développé au sud de Bordeaux, autour du monastère de Sainte-Croix qui y détenait de nombreux droits, notamment fonciers. Ce quartier restait isolé de l'enceinte du *castrum* que l'on avait élargi d'une seconde muraille dans les années 1220-1230.

Mais, très rapidement, l'habitat se développe au-delà des nouveaux remparts. En effet, une enquête de 1262 sur les maisons élevées dans les anciens padouens de Bordeaux révèle un accroissement urbain vers les quartiers de Sainte-Eulalie, Saint-Michel et Sainte-Croix, hors les murs de cette seconde enceinte<sup>17</sup>. Par ailleurs, de nombreux établisse-

ments religieux et notamment des ordres mendiants s'installèrent dans ces quartiers périphériques où ils pouvaient encore trouver des terrains vacants suffisamment vastes pour recevoir leurs bâtiments et leurs jardins. Ainsi s'établit en 1228 le premier couvent des frères Mineurs ou Cordeliers qu'ils quittèrent en 1249. Il était situé paroisse Saint-Michel, sur le terrain appelé Maucaillou, propriété jusqu'alors de l'abbaye de Sainte-Croix<sup>18</sup>. Les bâtiments furent récupérés par les Clarisses, moniales de saint François, installées à Bordeaux par une bulle pontificale de 1239<sup>19</sup>. Leur premier établissement sur la route de Bègles, près Grattecap, fut transféré dans l'ancien couvent des frères Mineurs. Ce déplacement fut confirmé en 1252 et amena leur surnom de *sœurs Menudes*<sup>20</sup>.

## Le quartier Sainte-Croix dans la troisième enceinte de ville

L'ensemble de ces nouvelles constructions, établissements monastiques et habitations domestiques, furent englobées dans une troisième enceinte dont la construction fut décidée en octobre 1302 par la municipalité de Bordeaux<sup>21</sup>. Après divers règlements, l'abbaye de Sainte-Croix

9. Voir notamment le compte-rendu des surveillances archéologiques de Jacques Clemens (1978).

10. Higounet (1963), p. 153.

11. La vie et les miracles de saint Mommolin ont été rapportés en 1618 par J. Darnal. Son tombeau, daté de 643, aurait donné lieu au regroupement d'une communauté monastique, qu'un récit de Grégoire de Tours pourrait cependant faire remonter au VI<sup>e</sup> siècle.

12. Jullian (1890), p. 43-44. Braquehay (1874), p. 91-101 et pl. IX. Higounet (1963), p. 82.

13. Voir le détail des différents chantiers de construction de l'abbatiale de Sainte-Croix dans : Higounet (1963), p. 171-187.

14. *A.H.G.*, tome 24, p. 453. Le 29 août 1746, les bénédictins de Sainte-Croix renonçaient à leur droit de sauveté après un long procès avec la ville (A.D.Gir., H 1127, n° 16; A.M.Bx, *Registre de la Jurade*, tome 6, p. 7 et 24).

15. Higounet (1963), p. 126.

16. *A.H.G.*, tome 27, p. 61.

17. Renouard (1965), p. 89.

18. Renouard (1965), p. 147.

19. Renouard (1965), p. 157.

20. Le couvent des Clarisses fut ensuite détruit pour renforcer les fortifications de la ville en 1527 et elles furent déplacées en 1528 dans le couvent des Annonciades. Puis, l'emplacement de leur couvent fut donné par les jurats de Bordeaux en 1601 aux frères Capucins.

21. A.D.Gir., H 282, n° 33. Pour le détail chronologique de la mise en place de cette troisième enceinte voir : Renouard (1965), p. 226.

acceptait d'être enfermée dans cette nouvelle muraille et abandonnait pour cette raison son droit d'issac sur l'entrée des vins dans le quartier<sup>22</sup>.

L'abbaye conserva un accès vers l'extérieur des remparts par deux portes, l'une donnant au nord sur le fleuve, l'autre ouverte dans la muraille sud. Un fort fut établi au XV<sup>e</sup> siècle sur l'ancienne porte fortifiée de Sainte-Croix ménagée dans le rempart sud, puis agrandi à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle pour devenir le fort Louis<sup>23</sup>.

Entre temps, l'habitat s'est densifié à l'intérieur des murs de ville<sup>24</sup>, préservant cependant de vastes parcelles de jardin autour de l'abbaye Sainte-Croix, autour du couvent des Clarisses, devenu en 1601 couvent de Capucins, et autour du Noviciat des Jésuites établi en 1611. Les remparts sont pourtant débordés dès le XVII<sup>e</sup> siècle par des établissements hospitaliers fondés hors les murs : hôpital de la Manufacture et hôpital de la Peste.

Le canton situé immédiatement à l'ouest de l'abbaye, inclus dans le périmètre fortifié de Bordeaux, prit le nom de *Peyrat de Sainte-Croix*<sup>25</sup>. Il était délimité à l'est par la rue du Peyrat<sup>26</sup>, d'axe nord-sud, qui rejoignait la porte Sainte-Croix, au nord par la rue Sanguinengue, appelée aussi grande rue Sainte-Croix, qui rattrapait Saint-Michel, et au sud par les murs de la ville. Du côté ouest, la limite paroissiale de Sainte-Croix clôturait ce périmètre. C'est sur cet espace que fut établi plus tard le Noviciat des Jésuites.

L'occupation du secteur à partir du XIV<sup>e</sup> siècle pourrait être étudiée dans le détail grâce aux documents fonciers contenus dans le fonds d'archives de l'abbaye de Sainte-Croix<sup>27</sup> ou dans les registres de notaires conservés à partir du XV<sup>e</sup> siècle. Il est certain qu'une recherche minutieuse à partir des pistes données par des documents du XVII<sup>e</sup>, notamment ceux provenant du fonds du Noviciat des Jésuites (fig. 5 à 8)<sup>28</sup>, révélerait la nature foncière d'un grand nombre de parcelles. Nous n'avons pu engager ces dépouillements faute de temps. Nous avons néanmoins entrepris de restituer le nom des propriétaires connus à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, en remontant jusqu'à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle pour le terrain concerné par l'emprise de l'I.U.T. B (fig. 9). Il faut désormais rechercher les actes qui les concernent dans les registres de notaires, souvent cités en référence dans les documents que nous avons utilisés<sup>29</sup>. De la sorte, il serait possible de préciser non seulement les biens fonciers et immobiliers qu'abritaient les terrains du Peyrat de Sainte-Croix, mais aussi de définir le parcellaire lui-même et retrouver ceux qui en avaient la propriété et la jouissance.

Ainsi, les plans dressés par les Pères jésuites entre la fin du XVII<sup>e</sup> et le début du XVIII<sup>e</sup> siècle pour justifier leurs possessions dans ce quartier constituent un témoignage précieux. Pour les siècles antérieurs, les documents sont moins explicites. Cependant, quatre schémas du XVIII<sup>e</sup> siècle,

présentent les confronts des anciennes propriétés que l'abbaye Sainte-Croix tenait sur le lieu du Peyrat. La restitution schématique que nous en avons faite montre la succession de tenanciers qui occupèrent ces terrains dont le parcellaire découpé en lanière est le signe d'une mise en culture viticole et maraîchère, affectation agricole caractéristique des faubourgs. Il apparaît à la lecture de ce document que la propriété des parcelles relevait de l'abbaye de Sainte-Croix, soit de la manse abbatiale, soit de la manse des grands officiers<sup>30</sup>. Ceci constitue une indication intéressante dans notre tentative de reconstitution du parcellaire avant les démembrements et remembrements successifs.

Les parcelles qui correspondent à l'emprise de l'I.U.T. B sont à rechercher sur les terrains de Noël Bonnières et sur ceux de Madame de Carles, derniers propriétaires avant l'installation du Noviciat des Jésuites au début du XVII<sup>e</sup> siècle. Il s'agit des parcelles E, F, G, H, I, K, L, M et N figurées sur le plan. Nous ne connaissons leur nature fon-

22. A.M.Bx, *Registre de la Jurade*, tome 6, p. 28 ; *A.H.G.*, tome 24, n° 101.

23. Voir le détail de cet ensemble de fortifications dans Régaldo-Saint-Blancard (1998 b), p. 69-142.

24. Un travail universitaire sur l'état de l'habitat médiéval de certains îlots du quartier Sainte-Croix est à consulter : Jean (1999).

25. La première mention d'un lieu *Lo Peyrat* près de Sainte-Croix date de 1180 (*A.H.G.*, tome 27, p. 62). Il faut ensuite attendre les années 1376 et 1389 pour retrouver ce nom à l'intérieur de l'enceinte fortifiée sous la désignation du "*loc aperat au Peyrat*".

26. Au XVII<sup>e</sup> siècle, la rue du Peyrat formait la délimitation entre les jardins de l'abbaye de Sainte-Croix et ceux du Noviciat des Jésuites. Venant du sud depuis la porte Sainte-Croix, elle longeait le cimetière paroissial et se prolongeait par la rue du Port vers les berges de la Garonne où devait être aménagé un "peyrat" ou cale de déchargement. Peut-être son nom vient-il de là ? Une autre hypothèse voudrait que ce soit en fait lié à un "peyrat" ou pierrier situé devant l'abbaye, carrière et dépôt de pierres où seraient venus s'approvisionner les maçons de la ville. La rue du Peyrat est mentionnée pour la première fois en 1389. Elle changea de nom à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle au profit de rue du fort Louis.

27. On a par exemple la mention, le 13 janvier 1297, de plusieurs déguerpissements de maisons situées près du cimetière de Sainte-Croix (A.D.Gir., H 369, n° 7).

28. Voir aussi les documents des Jésuites déjà publiés par Pierre Régaldo-Saint-Blancard (1998 b), p. 93 à 97.

29. Parmi les notaires cités, nous trouvons les noms suivants : Lavau (1376), Bravia (1436), Lortie (1492), Beausse (1452), Salvez (1437), Gilbert (1534-1540), Bouhet (1611-1616), Grenier (1610-1620), Douteau (1662), De la Ville (1617-1618).

30. C'est en 1299 que la manse abbatiale, la manse conventuelle et la manse de chaque officier furent distinguées dans l'abbaye Sainte-Croix. A.D.Gir., H 938, f° 29 v°.



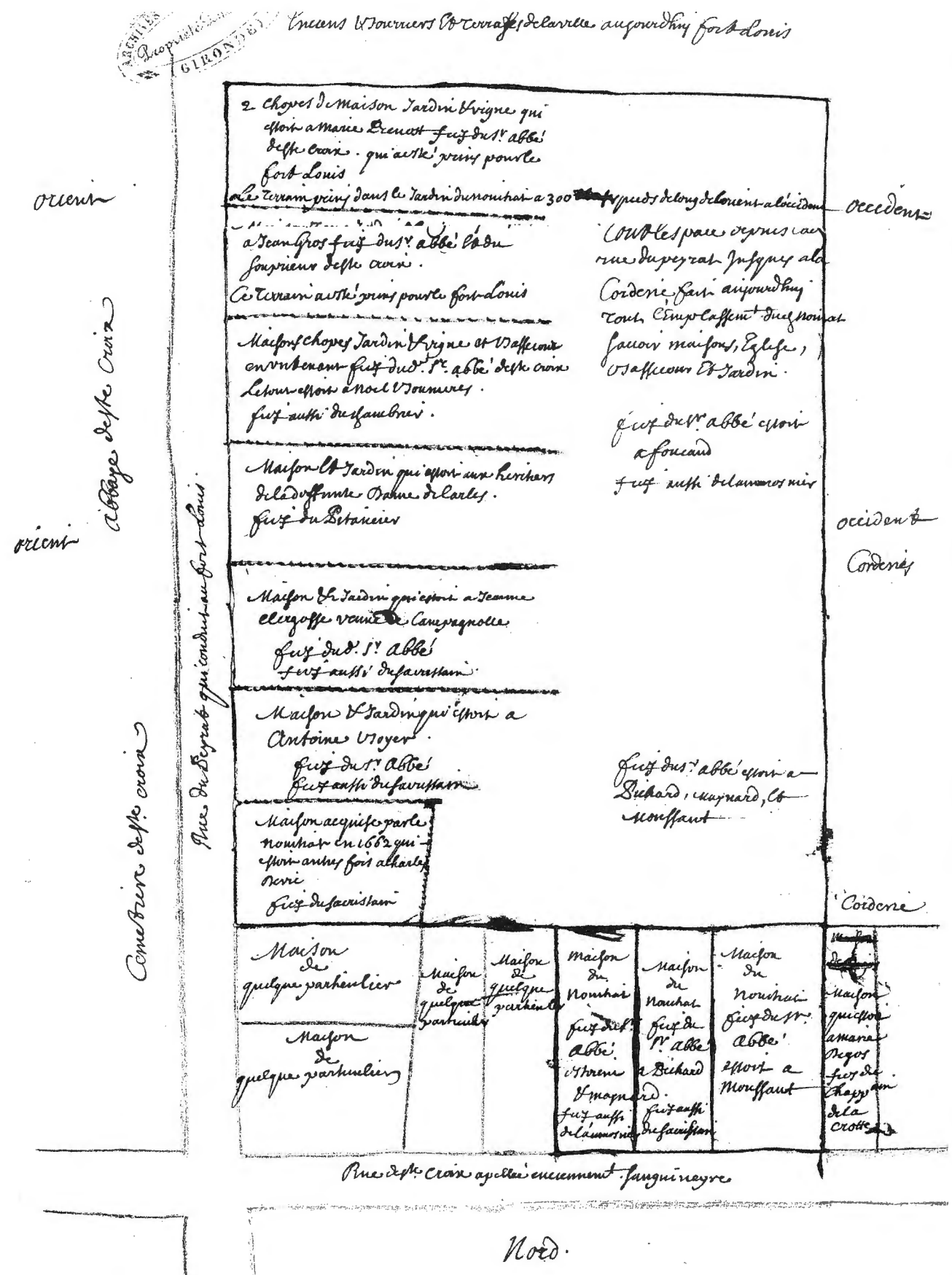


Fig. 5. — Schéma des terrains achetés par les jésuites, plan du XVIIe siècle A.D. Gir., H 2589.

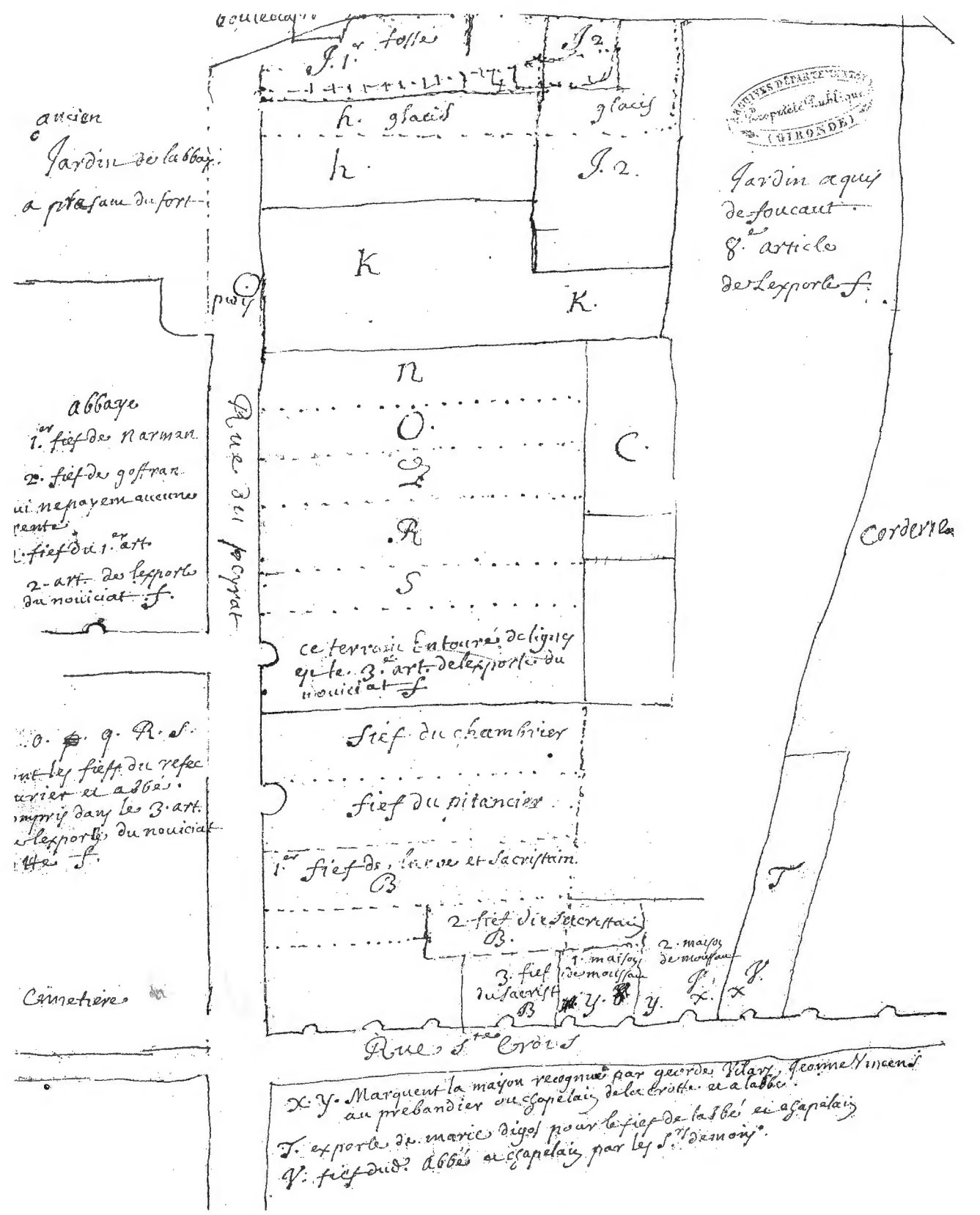


Fig. 6. — Schéma des terrains achetés par les jésuites, plan du XVIIe siècle, A.D. Gir., H 2589.



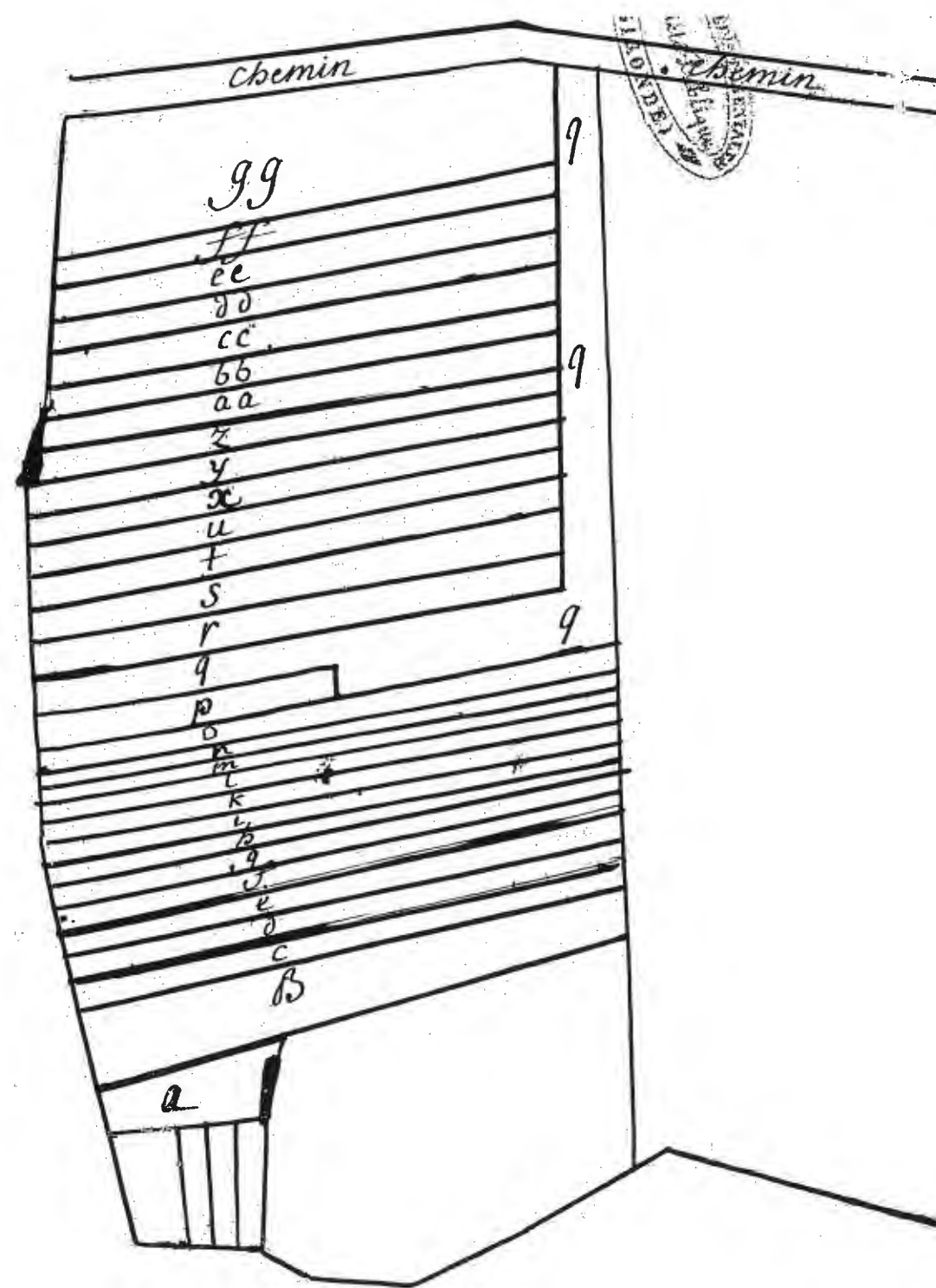


Fig. 7. — Schéma des exportes sur le quartier du peyrat de Sainte-Croix, plan du XVIIe siècle, A.D.Gir., H 2589.

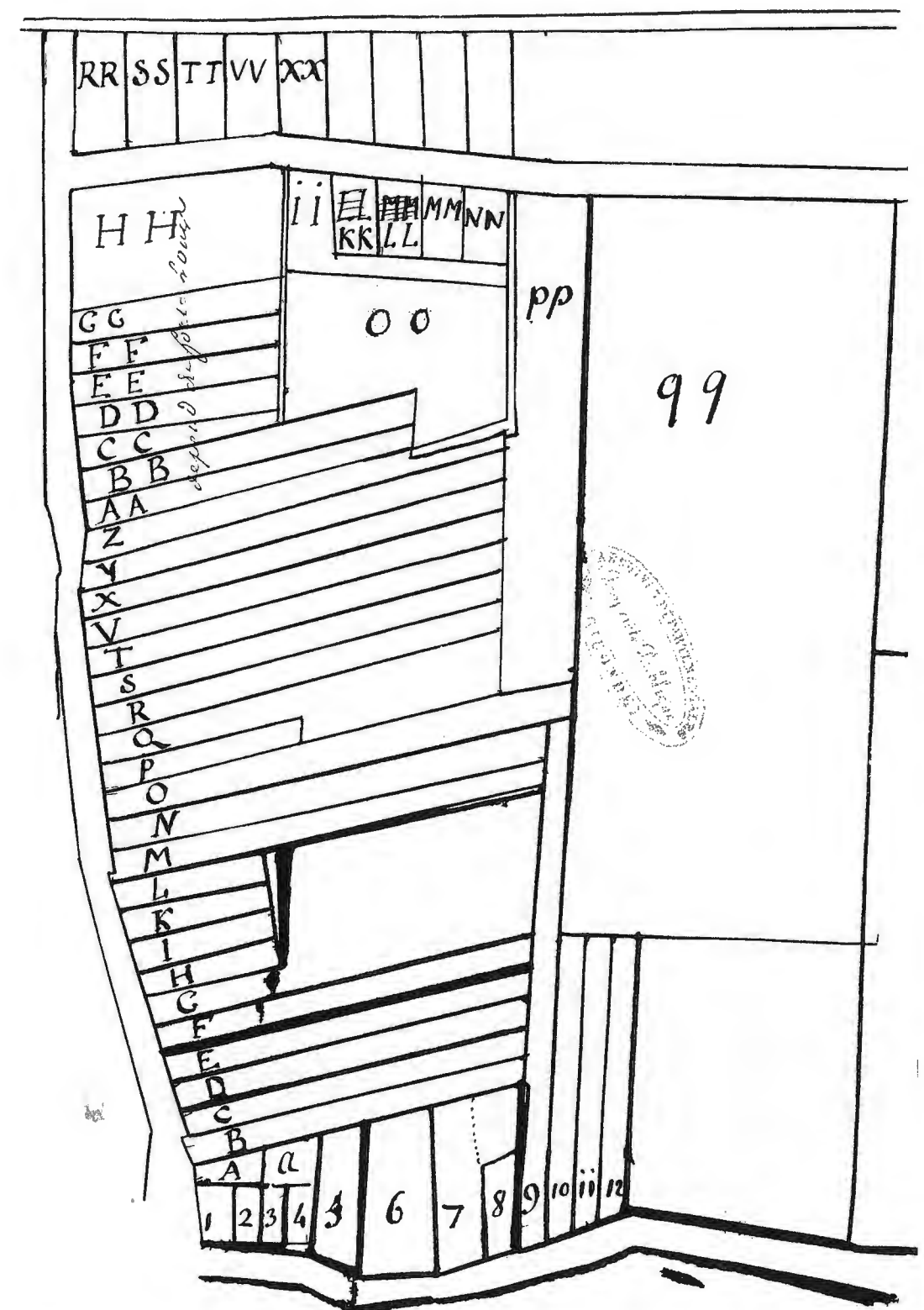


Fig. 8. — Schéma des exportes sur le quartier du peyrat de Sainte-Croix, plan du XVIIe siècle, A.D.Gir., H 2589.

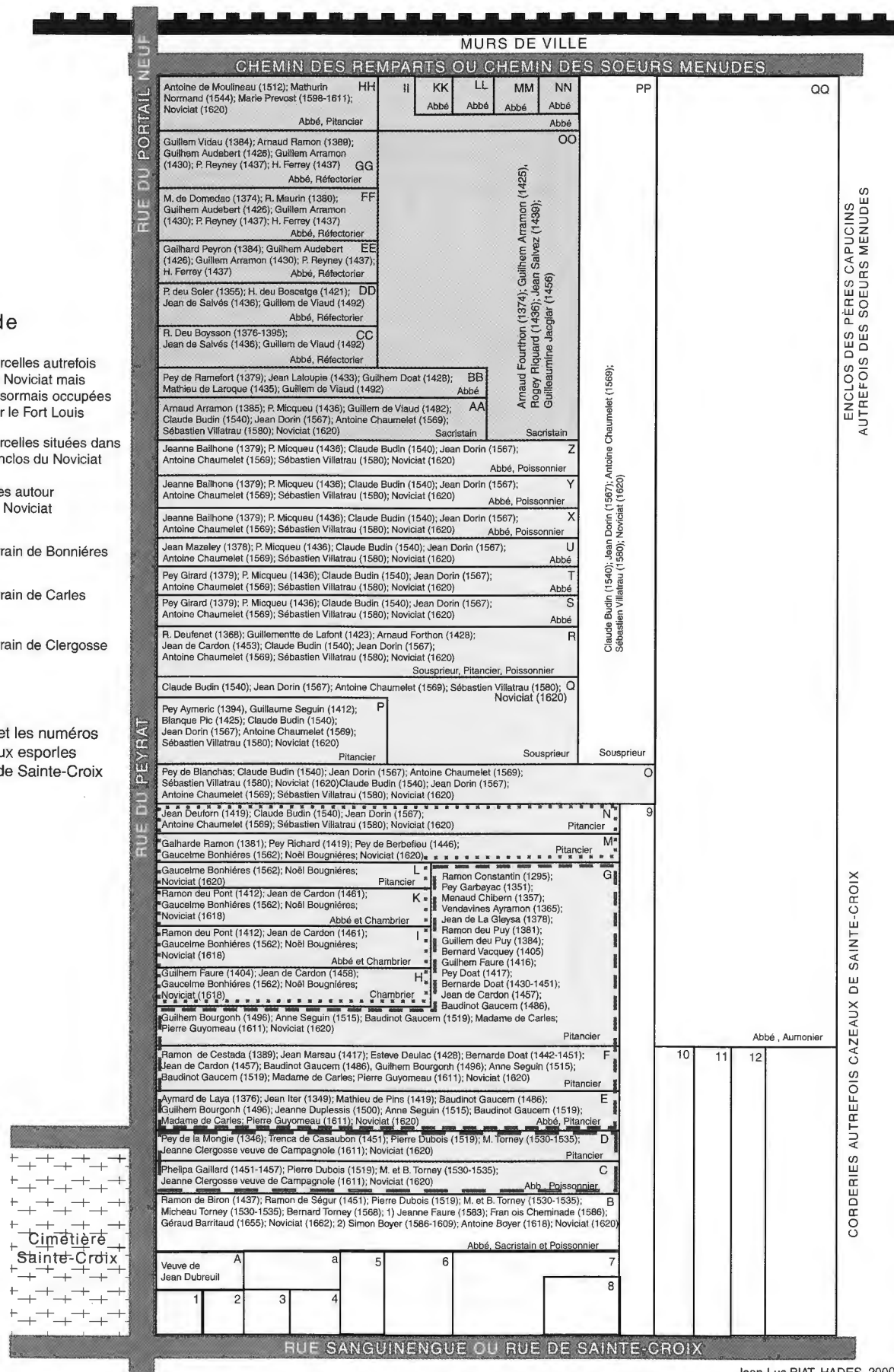


# Légende

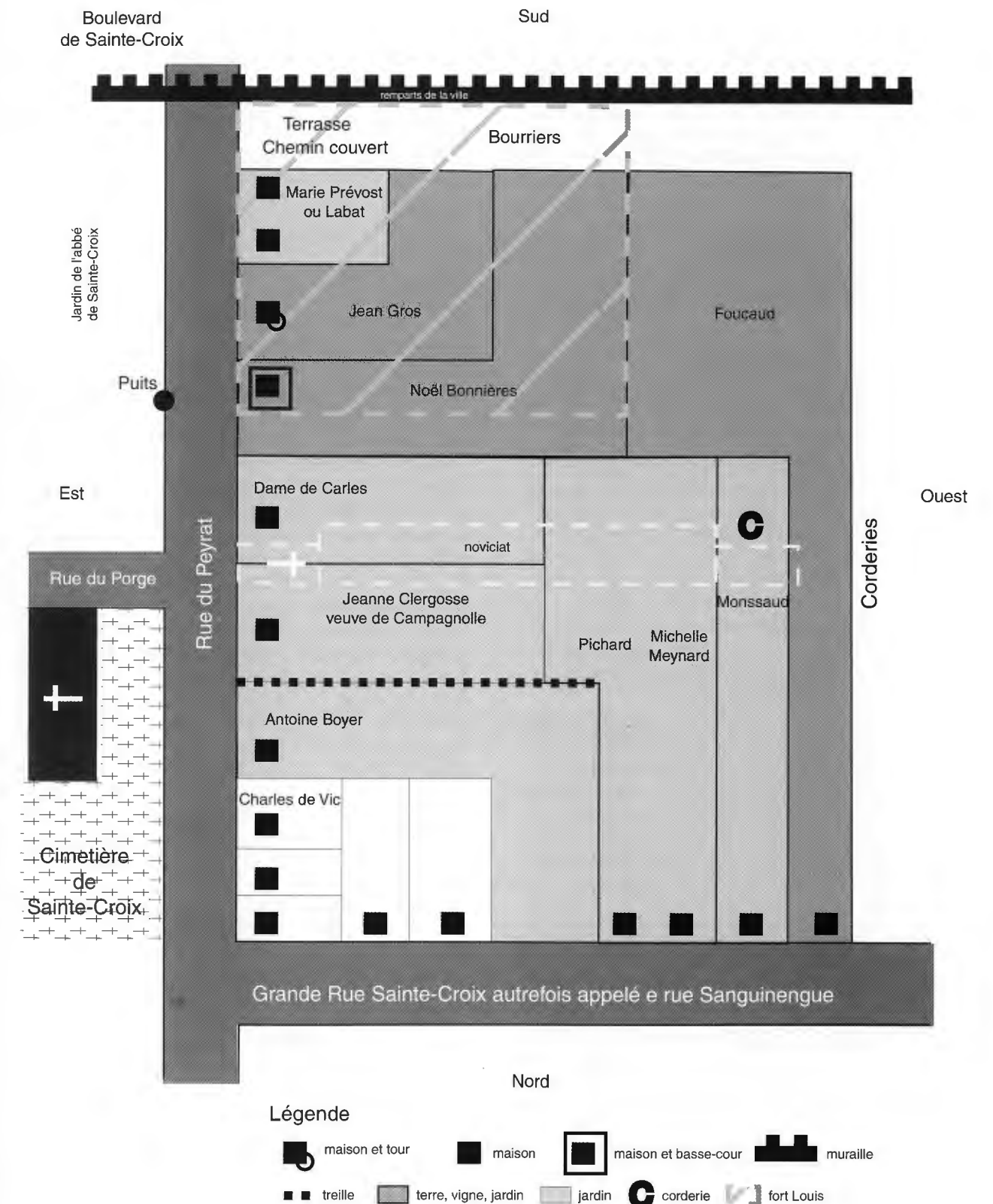
- parcels autrefois au Noviciat mais désormais occupées par le Fort Louis
- parcels situées dans l'enclos du Noviciat
- rues autour du Noviciat

- terrain de Bonnières
- terrain de Carles
- terrain de Clergosse

Les lettres et les numéros renvoient aux esporles anciennes de Sainte-Croix



Jean-Luc PIAT, HADES, 2000



# Légende

- maison et tour
- maison
- maison et basse-cour
- muraille
- treille
- terre, vigne, jardin
- jardin
- corderie
- fort Louis



cière qu'à partir du début du XVII<sup>e</sup> siècle (fig. 10). Il s'agissait de terrains habités voisinant avec des vignes et des jardins. En 1610, la maison de Noël Bonnières qui se trouve en face du pressoir de l'abbaye Sainte-Croix est ainsi décrite : « *petite maison basse* <sup>31</sup> *faite en apentis, couverte de tuille creuse ; à un bout, dans lequel il y a une petite sotte ; par le devant et au derrière de la dite maison, vers le nord, il y a un jardin, et par le devant, vers midy, y a une petite bassecourt. Plus toute icelle grange, vigne et toute icelle bassecourt : icelle grange enfermée de muraille des deux costés, et par le bout de derrière et par le devant icelle grange est ouverte sans aucune muraille ; au costé de laquelle, vers midi, y a un jardin. Plus toute icelle pièce de vigne en deux courrèges qui sont au derrière des dits bastiments ; et jardin vers le soleil couchant. Le tout, bastiments, jardin et vigne en un tenant, situé en la présente ville près l'abbaye ou monastère Sainte Croix en la rue apellée au Peyrat qui conduit de la grande rue Sainte Croix vers les terrasses ou bourriers de ladite ville et sont les dits jardins et bastiments vers la rue renfermés de muraille* » <sup>32</sup>.

La composition des parcelles dans le voisinage montre un espace bâti assez lâche : maison, tour, jardin et vigne sur la propriété de Jean Gros ; deux chopes de maisons, vigne et jardin chez Marie Prévost ; maison et chopes, jardin et places sur le terrain de Michelle Meynard ; chopes et jardin de Charles de Vic ; jardin et terres labourables sur le terrain de Foucaud qui touche aux terrasses de la ville devant la grosse tour Sainte-Croix, devenu à cette époque le corps de garde ; maison, jardin et treille d'Antoine Boyer ; chai et corderie de Marie Digos, veuve de Foucaud ; maison, jardin et corderie de Raimond Richard, etc.

On parvient ensuite à remonter les siècles grâce à quelques textes fonciers qui évoquent le souvenir des anciens propriétaires et des biens qu'ils possédaient. Ainsi, en 1534, Charles de Vic détenait déjà une maison basse avec une sotte en jardin ainsi qu'une maison et appentis en avant d'un grand jardin agrémenté d'un puits. Contre ces deux propriétés, il avait fait construire une grande maison neuve avec basse-cour. De même, la maison de Jean Gros était tenue en 1540 par Claude Badin. Elle consistait déjà en une maison, tour, jardin et vignes à proximité du puits <sup>33</sup> situé dans la rue du Peyrat. Les plus anciennes mentions datent de 1422-1427 ; elles évoquent trois maisons en pierre et bois avec leurs issues, propriété de Guilhem Audebert et la moitié d'une maison, avec le casau, occupée par Hélie du Boscatge, pauvre de Dieu, touchant la maison de Raimon Boysson, fournisseur. En 1389 aussi, on voyait la maison avec les issues, le jardin et la vigne d'Arnaud Ramon qui jouxtait la maison de Raimon Maurin, autre fournisseur.

Entre les XIV<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, le quartier du Peyrat s'était donc loti d'habitations diverses : les termes qui reviennent le plus fréquemment dans le vocabulaire des actes sont *mayson* (en 1376, 1389, 1418, 1426, 1540, 1610),

*hostal* ou *hostau* (en 1452, 1620), *eschoppe* ou *choppe de maison* (1571, 1610, 1620). A partir de ces simples expressions, il est difficile de caractériser cet habitat ; en outre, nous n'avons guère de précisions sur les matériaux employés (pierre et bois sont mentionnés en 1427, tuiles creuses et murailles en 1610). Les mentions d'une maison avec tour, d'une grangé, d'appentis, d'une maison basse, d'échoppe, évoquent quelques types, mais elles demeurent encore trop allusives <sup>34</sup>. En fait, nous n'avons une vue correcte de l'habitat sur le lieu du Peyrat qu'au début du XVII<sup>e</sup> siècle, lorsque le Noviciat des Jésuites rachète les lots pour installer ses bâtiments. Ainsi, le long de la rue du Peyrat, il est question de l'acquisition de sept maisons ou chopes avec les jardins et les vignes par derrière <sup>35</sup>.

La présence d'échoppes n'est pas surprenante. Nous sommes à cette époque dans un ancien faubourg où l'habitat n'est pas encore aussi serré que dans le centre ancien. L'échoppe domine dans le quartier. Petite maison, sans étage la plupart du temps, souvent confondue avec une boutique de marchand ou d'artisan <sup>36</sup>, elle pouvait parfois disposer d'une cave <sup>37</sup>. Il y a de nombreux jardins ; des arrière-cours aussi.

De fait, la vocation du quartier Sainte-Croix a toujours été tournée vers des activités artisanales. Déjà, au XII<sup>e</sup> siècle, un atelier (*operatorium*) est mentionné à Sainte-Croix <sup>38</sup>. En 1204, une sentence arbitrale attribuait à l'abbaye de Sainte-Croix la dîme des tuiles que les potiers fabriquaient à côté du monastère <sup>39</sup>. On peut citer encore les deux artisans fournisseurs évoqués dans les confronts du quartier du Peyrat entre la fin du XIV<sup>e</sup> siècle et le début du XV<sup>e</sup>. Enfin, au début du XVII<sup>e</sup>, on relève des mentions de corderies à l'ouest du quartier du Peyrat, établies sur des parcelles étroites et allongées de manière à pouvoir dérouler les cordages.

31. Dans un autre document de 1620 cette maison basse est appelée choppe.

32. A.D.Gir., H 2589, contrat de vente du 9 mars 1610.

33. Ce puits est figuré sur plusieurs plans des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Il est mentionné dès 1418 et existait encore en 1708.

34. Le texte de 1427 fait mention de trois maisons « *tenent a tenent* » avec les issues qui sont derrière, déguerpies et baillées à nouveau pour les maintenir de pierres et de bois (*de peyra et de fusta*). A.D.Gir., H 2589.

35. A.D.Gir., H 2589.

36. Les premières mentions d'échoppes sont souvent associées à des activités commerciales : ainsi en 1527 et 1531, une boutique ou eschoppe existait contre le portal de l'Ombrière (A.D.Gir., 3 E 6660, f° 116, 3 E 6647, f° 102). Nous remercions Jean-Pierre Saignac pour nous avoir communiqué ces renseignements.

37. Voir les détails descriptifs donnés dans l'ouvrage de Tribalat (1997), p. 31.

38. Cartulaire de Saint-André, f° 17 v°.

39. A.H.G., tome 27, p. 56.

## L'installation du Noviciat des Jésuites au XVII<sup>e</sup> siècle

L'histoire du quartier est mieux documentée avec l'installation du Noviciat des Jésuites au début du XVII<sup>e</sup> siècle, et ce jusqu'à la suppression de leur ordre à la fin du XVIII<sup>e</sup>. En effet, dès 1593, les Jésuites avaient reçu des fonds pour la création d'un Noviciat à Bordeaux. Des difficultés avaient cependant freiné la création de cet établissement. En septembre 1603, un édit d'Henri IV leur permettait de s'établir définitivement <sup>40</sup>. Ce n'est pourtant que le 20 avril 1606 que les lettres patentes du roi portant la permission d'établir le Noviciat des Jésuites à Bordeaux furent envoyées à la cour du Parlement <sup>41</sup>. Le 7 juin 1606, le Parlement de Bordeaux autorisait l'établissement du Noviciat, arrêt confirmé par le roi le 27 août 1606 <sup>42</sup>. Le Noviciat fonctionna à partir de 1607, d'abord au collège de la Madeleine, puis dans une maison de la rue du Hâ, avant que la famille de Gourgues ne fit des donations et des legs importants qui conduisirent les Jésuites à racheter des terrains en face de l'abbaye de Sainte-Croix, au lieu du Peyrat <sup>43</sup>. C'est entre 1610 et 1618 que les Pères Jésuites engagèrent de front une politique d'acquisition des terrains convoités <sup>44</sup> et traitèrent le marché de construction de leur maison dont les plans avaient été envoyés à Rome le 27 janvier 1611 <sup>45</sup>.

Voici ce que rapporte un mémoire de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle sur les conditions d'arrivée des Jésuites dans le quartier Sainte-Croix : « (...) *ledit Noviciat avait acquis ces biens de sept particuliers le long de la rue du Peyrat à prendre depuis les ramparts de la ville jusqu'à l'extrémité dudit Noviciat vers la rue Sainte-Croix, lesquels estoient composés de maisons, chopes, jardins et vignes et entre autre l'acquisition faite du sieur Bounières, à la réserve d'une maison qui fait un de ses sept articles, acquise en 1662 qui n'a ny jardin ny vigne et qui est encore existante comme elle estoit lors de l'achat, joignant le grand portal d'entrée dudit Noviciat vers la rue Sainte-Croix ; et presque tous ses biens acquis alloient joindre par derrière la partie dudit jardin dudit Noviciat qu'il avoit acquis de Foucaud vers la corderie et a autres places et jardins dépendens de trois maisons acquises par ledit Noviciat dans la rue Sainte-Croix, joignant aussi lesdites corderies* » <sup>46</sup>.

Les travaux de construction des bâtiments furent terminés avant 1620 <sup>47</sup>. Plus tard, des réfections eurent lieu sur la chapelle, suite à un legs de 24 000 livres par Olive de Lestonnac en 1650.

L'édifice existe toujours de nos jours ainsi que la chapelle (fig. 11) <sup>48</sup>. Seuls les jardins situés de part et d'autre de ce grand corps de logis ont aujourd'hui disparu. Nous en conservons cependant plusieurs plans (fig. 12) établis par les Jésuites pour faire reconnaître leurs droits au moment de la construction du fort Louis à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, au

sud de leur enclos. Ces plans figurent précisément le jardin <sup>49</sup> situé au sud, directement concerné par la fouille archéologique de l'I.U.T. B. C'est pourquoi leur observation attentive s'avère particulièrement précieuse. Ce que l'on peut remarquer d'emblée, c'est la présence de structures bâties dessinées au sein même du jardin, car, en dehors des parterres et des allées qui peuvent avoir laissé quelques vestiges de sols aménagés, les plantations <sup>50</sup> ne laissent guère de traces remarquables.

Parmi les constructions, nous trouvons en premier lieu les murs de clôture du jardin, bâtis en pierres. Nous possédons quelques descriptions et, surtout, l'ensemble de ses délimitations fixées par de nombreux plans et plusieurs textes d'arpentages <sup>51</sup>. On cite ainsi de « *grandes et bonnes murailles dont tout le circuit est bien de 272 toises* », clôture neuve achevée en 1617, comme le prouvent plusieurs documents. Des allées d'arbres fruitiers ou d'arbres ornementaux dessinaient des parterres et des carrés de culture. Une orangeraie avait été établie le long du mur de la corderie à l'ouest du jardin, d'où partait une allée de traverse qui allait rejoindre un grand cabinet couvert de charmes.

40. A.D.Gir., H 3256, f° 218.

41. A.D.Gir., H 2588.

42. A.D.Gir., H 3256, f° 218 / H 2588.

43. Andrieux (1981), p. 14. Moisy (1958), tome 1, p. 179. De La Mothe (1854), p. 39-44. Loirette (1959), col. 760-766.

44. Nous renvoyons à l'annexe pour le détail chronologique de cette politique d'achat.

45. La politique d'achat de chacune de ces maisons revenait à « *pour le tout, faire desmollir et l'employer au bastiment de la maison et églises qu'ils ont commencés* » (A.D.Gir., H 2589).

46. A.D.Gir. ; H 2589.

47. Nous donnons en annexe, quelques détails chronologiques sur l'avancée de ces travaux.

48. Ces bâtiments accueillent des logements, le presbytère de Sainte-Croix et des salles de travail pour des étudiants des Beaux Arts et des associations d'œuvres sociales. Certaines parties de l'édifice sont en très mauvais état et mériteraient une restauration urgente.

49. Le jardin du Noviciat des Jésuites a fait l'objet d'un article récent : Maffre et Favreau (1994), p. 167-174.

50. A titre informatif et pour rajouter à l'article de Ph. Maffre et M. Favreau, nous donnons en annexe quelques mentions des récoltes effectuées dans le jardin du Noviciat aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

51. Principalement des actes de bornages conservés dans la liasse H 2589 aux A.D.Gir.





Fig. 11. — Façade sud du Noviciat des jésuites.

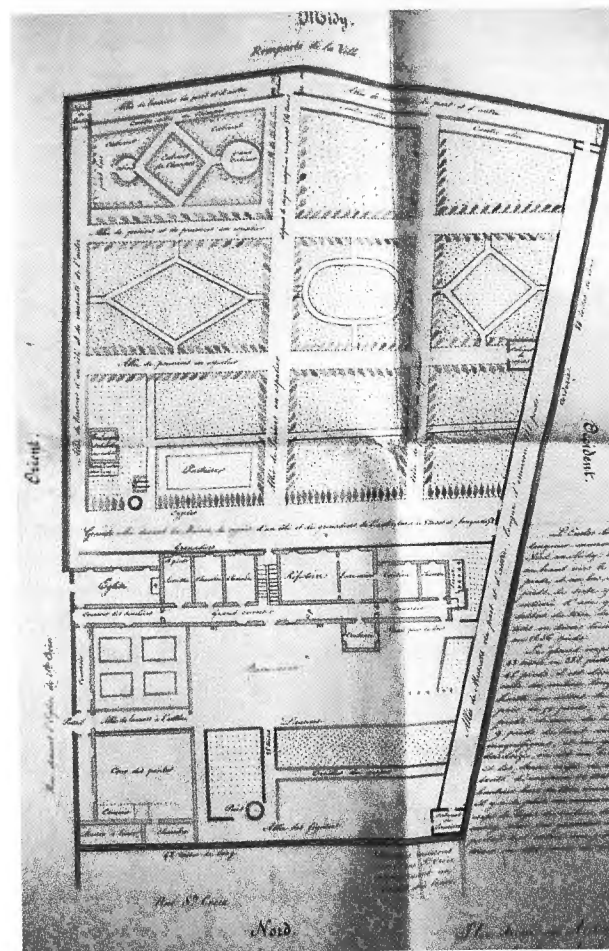


Fig. 12. — Plan du jardin du Noviciat des jésuites, copie du XIXe siècle d'un plan du XVIIe, A.M.Bx, DD 24.

Ce mur de clôture fut une première fois démolé en 1676, sur tout le côté méridional et sur une partie du tronçon oriental en raison de la construction du fort Sainte-Croix et de l'aménagement du bastion Saint-Ignace. Une seconde portion du mur oriental, fut encore abattue en 1691, lorsque l'on fit élargir le glacis du bastion Saint-Ignace afin d'établir au-dessus un chemin couvert pour protéger un réduit d'entrée construit en 1681, face au portail du fort. De ce côté du jardin, la muraille ne fut jamais rétablie, une cloison de planches faisant office de palissade. Il y avait aussi dans le jardin un puits figuré sur plusieurs plans et encore reporté sur le cadastre de 1851. Ce puits existe toujours et présente une belle margelle moulurée de plan carré<sup>52</sup>. Enfin, deux plans figurent l'emprise d'un bâtiment, non loin du puits, précisément sur l'emplacement de notre fouille archéologique. La légende indique qu'il s'agit d'une boulangerie et d'une chambre des valets. Adossé à ce bâtiment de plan carré, on voyait un atelier de menuiserie et une teinturerie.

Ce bel ordonnancement d'architecture, de cultures et de plantations fit réagir le syndic des jésuites, qui, en février 1676, devant les empiètements répétés des ingénieurs du fort Louis sur le jardin, s'appretait à quitter les lieux qu'il voyait se dégrader : « (...) la maison du Noviciat que les Pères jésuites sont contraints de laisser est une des plus belles maisons qui soit dans Bordeaux et qu'ils aient en France soit à cause de l'espace et du grand emplacement où elle est qui a 84 toises de longueur et 62 de largeur, soit pour la grandeur et magnificence de la maison qui a 43 toises de face en longueur et qui est à trois grands estages dont la hauteur des murailles est de 50 pieds outre les autres bastiments considérables pour les offices et les belles et hautes murailles dont tout l'emplacement est entourée de toute part, soit encore pour la beauté du jardin, la liberté de l'air et l'estendue de la vue que cette maison a sur la campagne et sur la rivière »<sup>53</sup>.

Il faut rappeler que la construction du fort Sainte-Croix, dit fort Louis, entreprise en 1675 visait à donner à la ville un ouvrage militaire plus performant que le boulevard Sainte-Croix. Projeté en 1520 par Jean de Cologne pour renforcer les remparts sud de la ville<sup>54</sup>, ce boulevard com-

52. Ce puits, au moment de notre intervention sur le site, se trouvait couvert de végétation et avait été partiellement brisé par la chute d'un arbre. Il mériterait une protection et une restauration.

53. Voyez la transcription intégrale de ce texte dans l'article de Pierre Régaldou-Saint Blancard (1998 b), p. 138.

54. Sur les conditions du chantier du boulevard Sainte-Croix, voir l'article de Roudié (1960) p. 41-57. On trouve de nombreux détails sur les travaux et les réparations faits au boulevard Sainte-Croix dans les registres de la Jurade publiés dans la collection des Archives Municipales de Bordeaux. Voir surtout les tomes 6, 8 et 9.

mencé en 1525 sur les plans de l'ingénieur Anchise de Bologne, ne fut achevé qu'en 1535. De plan polygonal, il protégeait depuis l'extérieur de l'enceinte, l'ancienne porte Sainte-Croix<sup>55</sup> bâtie dans l'épaisseur du rempart et en avancement sur les fossés du XIVe siècle.

Le projet d'édification du fort Louis en 1675 semble avoir conservé le boulevard Sainte-Croix qui prit le nom de *bastion des Anglais*. En arrière, du côté de la ville, on fit élever deux nouveaux bastions en tenaille, rattachés au rempart de la troisième enceinte et incorporant visiblement le plan de l'ancienne porte Sainte-Croix<sup>56</sup>. Ces deux bastions s'élevaient sur les bourriers de la ville, établis entre la porte et le boulevard Sainte-Croix. L'amoncellement des ordures était tel qu'en 1617, Antoine Boyer, jardinier, obtint l'autorisation d'entretenir et de défricher la terre située dans l'enclos du boulevard afin de le prémunir des ronces et des immondices qui s'accumulaient dans le fossé<sup>57</sup>. En 1661, les Jésuites eux-mêmes se plaignaient des désagréments causés par les bourriers que l'on portait sur le rempart de Sainte-Croix.

Le bastion oriental, qui empiétait sur le jardin des bénédictins de Sainte-Croix, prit le nom de bastion Saint-Benoît ; le bastion occidental, qui empiétait sur le jardin du Noviciat des Jésuites, fut baptisé Saint-Ignace. En 1691, les ingénieurs du roi obtinrent l'autorisation d'élargir le glacis du bastion Saint-Ignace. Ils aliénèrent ainsi une portion supplémentaire du jardin des Jésuites<sup>58</sup>.

Le jardin, ainsi amputé sur un bon tiers par le fort Louis, fut morcelé et vendu aux enchères après que l'ordre des Jésuites fut interdit en 1762 partout en France. Le 18 février 1764, un arrêt de la cour du Parlement autorisait la vente des biens des Jésuites<sup>59</sup>. Le 3 mai 1768, une délibération des jurats de Bordeaux prononçait l'adjudication du Noviciat<sup>60</sup>. Enfin, le 30 janvier 1771, on fit dresser un plan avec les 28 emplacements et lots mis en vente sur les bâtiments, cours et jardins du Noviciat des Jésuites<sup>61</sup>. Le lot n° 1, qui comprenait la chapelle et la parcelle concernée par la fouille, fut adjugé au sieur Martin. Dans le petit jardin situé au nord des bâtiments, on fit ouvrir en juillet 1771 les rues du Noviciat et du Portail<sup>62</sup>.

### Le percement de nouvelles rues et le réaménagement du quartier au XIXe siècle

De même, l'aliénation des terrains et bâtiments de l'abbaye Sainte-Croix à la Révolution permit d'ouvrir le quartier à de nouvelles voies et de nouvelles affectations.

C'est ainsi que les sept rues traversées par la tranchée EDF sont des percées réalisées, il y a moins de deux siècles, principalement dans la première moitié du XIXe. Aupara-

vant, les fonds que ces rues sont venues aliéner étaient occupés par les jardins et bâtiments conventuels du monastère de Sainte-Croix et par les immeubles et cours de sortie de l'hôpital de la Manufacture.

La rue de l'Abattoir fut ainsi créée entre 1826 et 1832, période au cours de laquelle sont décidés et construits les abattoirs municipaux sur l'emplacement de l'ancien fort Louis, démolé en 1831 après un décret impérial de 1808. D'après le plan dressé pour le concours des abattoirs en 1826 par G.-J. Durand<sup>63</sup>, elle passait au travers du rempart de ville et empiétait sur les fossés de ville et les jardins du couvent de Sainte-Croix. Le plan cadastral de 1851 montre très nettement l'interruption du mur d'enceinte par la rue de l'Abattoir, approximativement au nord du transformateur EDF.

Tout comme la rue de l'Abattoir, la rue des Etables a été créée à l'occasion de la construction des abattoirs municipaux dans le second quart du XIXe siècle. Cependant, la section de rue que devait traverser la tranchée EDF est un prolongement tardif de la rue des Etables sur les jardins

55. On possède peu d'information sur cette ancienne porte Sainte-Croix pendant le Moyen Âge. On la confond souvent avec une autre porte Sainte-Croix située sur la Garonne. Nous avons relevé quelques mentions que nous donnons ici à titre indicatif :

- 23 février 1415 : mention du logis et de la tour situés près du portail Sainte-Croix appartenant à la ville (A.M.Bx, *Registre de la Jurade*, p. 120)
- 18 avril 1415 : réparation à faire au mur tombé près de la tour Sainte-Croix (A.M.Bx, *Registre de la Jurade*, p. 143)
- 21 avril 1416 : guet établi dans la grande tour Sainte-Croix qui est dans le fossé (A.M.Bx, *Registre de la Jurade*, p. 342)

56. Voir pour un complément sur les sources disponibles sur le fort Louis, l'étude documentaire réalisée par Hugues Roussarie et Sylvie Maleret (société Hadès) et Mauricette Laprie (SRA Aquitaine) sous la direction de Pierre Régaldou-Saint Blancard (1998 a).

57. A.M.Bx, *Registre de la Jurade*, tome 8, p. 233

58. Nous donnons en annexe, le déroulement chronologique des travaux de construction du fort Louis sur l'emprise du jardin du Noviciat. On trouvera d'autres compléments dans l'article de Pierre Régaldou-Saint Blancard (1998 b).

59. A.M.Bx, DD 24.

Le dernier syndic du Noviciat, Pierre Verdier adressa une dernière supplique au Maréchal duc de Richelieu pour regretter que cet emplacement de plus de 3500 toises fasse l'objet d'adjudications alors qu'il était « *suffisant pour six raffineries, quarante et une maison et trois rues* ».

60. A.M.Bx, *Registre de la Jurade*, tome 6, p. 70.

61. A.M.Bx, DD 24.

62. A.M.Bx, DD 24.

63. A.M.Bx, 155 M 2



de l'abbaye Sainte-Croix, tronçon destiné à rattraper les rues de Tauzia et des Beaux-Arts, créées dans le dernier tiers du XIXe.

La rue de Tauzia a été percée dans la seconde moitié du XIXe siècle pour relier le cœur du quartier Sainte-Croix avec la nouvelle gare de chemin de fer du Midi, décidée en 1853, l'actuelle gare Saint-Jean. Elle est donc venue empiéter sur les jardins de l'abbaye Sainte-Croix et a entraîné la démolition d'une partie des bâtiments conventuels : le cloître, le réfectoire, la cuisine, la salle de récréation, le cellier, le pressoir et l'écurie <sup>64</sup>.

La rue des Beaux-Arts a été créée elle aussi dans la seconde moitié du XIXe siècle, le long du dortoir du monastère construit au XVIIe par les moines mauristes de Sainte-Croix, dans lequel s'est installé l'école des Beaux-Arts. Cette rue est venue percer le rempart de ville dont il subsiste une portion encore en élévation au dos de la fontaine du couvent ainsi que des bâtiments qui étaient adossés à la muraille, figurés sur le cadastre de 1851. Elle a aliéné ensuite une partie des jardins de l'abbaye pour rattraper la rue de Tauzia.

La rue Peyronnet existait bien avant le XIXe siècle et empruntait le chemin qui longeait le ruisseau de Sainte-Croix, aussi appelé estey de Bègles, et le pied extérieur des remparts de la ville. Elle paraît avoir été établie au milieu du XVIe, sous la forme d'un chemin de ronde avec deux ponts de franchissement sur l'estey de Sainte-Croix <sup>65</sup>. L'un de ces ponts aurait été observé en 1965 à l'intersection de la rue Peyronnet et de la rue de Tauzia et pourrait correspondre à celui établi en 1826 pour permettre le franchissement en siphon du ruisseau par l'égout de l'abattoir <sup>66</sup>.

La rue Jean-Descas a été aménagée lors de la construction de l'hôtel Descas à la fin du XIXe siècle, sur l'emprise de l'ancien hôpital de la Manufacture, établissement de charité et de soins, fondé en 1619. La voie passe approximativement sur les terrains de la cour intérieure, entre la chapelle Saint-Vincent et les bâtiments d'hébergement des malades déshérités et des enfants trouvés.

Quant à la rue de Saget, elle a été établie le long des bâtiments de l'ancien hôpital de la Manufacture, dans une portion de terrain laissée en culture encore à la fin du XVIIIe siècle.

Ces réaménagements topographiques conduisent le quartier à se tourner vers de nouvelles activités dès le milieu du XIXe siècle. Si des établissements d'enseignements y sont implantés, le quartier reçoit aussi de nombreuses industries.

Ainsi, pour ne citer qu'un exemple précis, les parcelles qui forment l'angle des rues du fort Louis et de l'Abattoir, canton formant l'ancien emplacement du jardin du Noviciat, appartiennent en 1852 à un dénommé Izard, qui y fait construire les bâtiments d'une fonderie de fer. Cette fon-

derie est exploitée par les frères Daney qui, le 8 septembre 1851, reçoivent l'autorisation du Préfet de Gironde <sup>67</sup> d'établir une fonderie de cuivre au creuset dans leur local situé entre la rue des Douves et la place Sainte-Croix, au n° 3 <sup>68</sup>. Le 12 septembre 1854, un arrêté du Préfet de la Gironde autorise les frères Daney <sup>69</sup> à faire usage d'un appareil à vapeur destiné à faire mouvoir un atelier de chaudronnerie. Ils obtiennent en même temps l'autorisation de construire des machines, toujours dans leur local du 3 place Sainte-Croix <sup>70</sup>. A la fin du XIXe siècle, les bâtiments sont rachetés par des négociants en vins. Le premier, Paul Darat, demande le 18 juin 1903 l'installation d'une chaudière à vapeur dans sa distillerie du 1-3 place Sainte-Croix <sup>71</sup>. Puis, avant la première guerre, Jean Descas, autre négociant, acquiert l'ensemble pour y établir ses chais.

Pendant la guerre, il revend l'ensemble au constructeur d'automobiles américain, Henri Ford, qui y installe le siège social de sa firme pour la branche française. En 1917, le garage automobile Ford, au 8-10 place Sainte-Croix, obtient l'autorisation de s'équiper d'un réservoir à essence. En 1921, Ford désire transférer ses ateliers sur le boulevard Albert Ier et passe un contrat d'échange avec les concessionnaires André Maleville et Pierre Pigeon, qui reçoivent les locaux de la place Sainte-Croix pour la vente des voitures Ford dont ils deviennent les concessionnaires. En 1926, Henri Ford préférant se rapprocher de la région parisienne, abandonne le garage d'exposition de la rue du fort Louis <sup>72</sup>. Maleville et Pigeon conservent les locaux où ils installent les bureaux de leur agence et un garage d'exposition et de vente des voitures dont ils ont la concession. La marque Peugeot-Talbot devient ensuite la nouvelle enseigne des deux concessionnaires. Ce garage a été détruit dans le courant des années 1990.

64. Voir le plan des bâtiments de l'abbaye de Sainte-Croix de 1656 et la planche du *Monasticon Gallicanum* sur le monastère bénédictin à l'époque mauriste.

65. Redeuilh et Vivez (1960), p. 173-176.

66. Voir les figurations de ce pont dans Régaldo-Saint Blancard (1998 b), p. 81 et 83.

67. La famille Daney avait déjà été autorisée en 1846 à construire une fonderie au 24 rue des Douves (A.D.Gir., 5 M 243).

68. A.D.Gir., 5 M 295.

69. Leur héritière, Mme Korzin à Bordeaux, nous a indiqué qu'ils avaient fourni les poutrelles de plusieurs ponts Eiffel dans la région Aquitaine. Ils ont réalisé aussi des commandes de statues en bronze.

70. A.D.Gir., 5 M 295.

71. A.D.Gir., 5 M 295.

72. Lajugie (1972), p. 155  
Chanuc (1979), p. 63-75.

## Quelques nouveaux repères archéologiques dans le quartier Sainte-Croix

Les deux interventions que nous allons détailler se rajoutent aux autres explorations menées par nos devanciers et qui contribuent à la lecture du sous-sol du quartier Sainte-Croix. Il faut citer les observations de Pierre Vivez et Henri Redeuilh dans les années 1960, les travaux de Jacques Clémens au chevet de l'abbaye Sainte-Croix en 1978, les investigations menées par Marie-Noël Nacfer en 1987 sur l'emplacement du Centre Dramatique National, par Pierre Régaldo-Saint-Blancard, rue Camille Sauvageau, rue des Douves, place André Meunier, entre 1994 et 1998, et par Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais sur l'I.U.T. B en 1998.

### La fouille sur l'emprise de l'I.U.T. B

La fouille préventive conduite en septembre et octobre 1999 sur l'emprise de l'I.U.T. B de Journalisme a représenté le dégagement d'une surface de 900 m<sup>2</sup>. Sur l'ensemble de ce terrain, deux zones ont été privilégiées. La zone I représente une surface de terrain décapée d'environ 350 m<sup>2</sup> dans la moitié sud du chantier archéologique. La zone II, d'une superficie de 200 m<sup>2</sup>, occupe le quart nord-ouest du chantier au sud des anciens bâtiments du Noviciat des Jésuites.

Ces deux portions de terrain présentaient de vastes parties tronquées : tranchées menées au cours de l'évaluation de mai 1998, excavations liées à la démolition des garages, cuves de vidange cimentées, plots en béton de charpente métallique.

Six états chronologiques ont pu être distingués à partir des données recueillies sur les deux zones archéologiques explorées. Ils couvrent une période comprise entre le Xe et le XXe siècle, soit près de mille ans d'occupation humaine sur ce petit périmètre.

L'assiette de terrain sur laquelle se sont établis les premiers niveaux d'occupation dégagés est formée d'un sol naturel d'argiles sableuses et graveleuses issues tant des alluvions de la Garonne que de la décomposition du soubassement calcaire, situés à moins de deux mètres de profondeur par endroits. Ce sont sur ces argiles peu épaisses, et non pas sur le substrat calcaire, que les premiers niveaux d'occupation ont été remarqués. À cet emplacement, la table calcaire n'a été entamée que par les creux des fosses menées depuis le sommet du substrat argileux.

Parmi les vestiges les plus anciens reconnus sur les deux zones, figurent des matériaux de démolition de l'Antiquité ou du Haut Moyen Âge : débris de sols de tuileau, fragments de tuiles à rebord, fragments de marbre, tesselles de

mosaïques, éléments architecturaux en terre cuite et fragments de sarcophages à décor de chevron.

Tout cet ensemble d'éléments révèle une zone de décharge à la périphérie du *castrum* antique, dans des secteurs de marais et de terres inondables. Ces matériaux antiques ont été déversés intentionnellement avec des terres de remblais contenant du mobilier d'époque médiévale afin d'asseoir des niveaux de circulation. Il s'agit donc de débris issus de la démolition d'anciens bâtiments antiques, détruits pour laisser place aux constructions médiévales que l'on établissait dans le quartier de l'abbaye Sainte-Croix. Difficile de préciser de quel type de construction sont issus ces matériaux. La présence de quelques fragments de marbre et de tesselles de mosaïque laisse supposer qu'ils proviennent de la démolition d'une villa suburbaine, sinon d'habitations urbaines.

### Premier état : aménagement d'une plaque foyère et de fosses de stockage, Xe-XIe siècles (fig. 13)

Le niveau d'occupation le plus ancien découvert est une vaste plaque foyère d'environ vingt mètres carrés de superficie. Elle se caractérise par un sol damé et rubéfié sur 3 à 5 cm de profondeur.

Découverte sur la zone I, l'aire rubéfiée se compose d'un sol de galets pris dans une matrice de sable et de grave. Cette aire de combustion avait été établie sur un substrat naturel de sable brun. Plusieurs couches de cendre et de chaux s'étalent au-dessus de cette plaque foyère dont nous n'avons pu reconnaître l'étendue avec précision. Un mur vient en effet l'interrompre au sud, tandis qu'à l'ouest, elle est occultée par la tranchée de récupération d'un ancien mur. Au nord et à l'est, une tranchée archéologique et les cuves en béton des anciens garages automobiles l'ont recoupée.

Les différentes couches de cendres et de chaux superposées au-dessus de cette aire de foyer suggèrent une utilisation répétée de l'espace et excluent un niveau d'incendie. On observe aussi, en plusieurs secteurs de la plaque foyère, des emplacements plus rubéfiés qu'ailleurs, sans doute liés à un déplacement des feux. Enfin, les couches de cendres ne contenaient aucun déchet alimentaire, mais, étaient mêlées à de fins débris de calcaire et à quelques blocs de tuileaux antiques.

Il reste difficile à partir de ces quelques éléments, de dire quelle était la destination des feux que l'on y pratiquait. Il faut sans doute les rattacher à une activité artisanale plus qu'à une utilisation domestique. On pourrait envisager une aire de production de chaux à partir de matériaux récupérés, ou une charbonnière au vu de la large zone rubéfiée, ou encore des petits foyers de combustion successifs déplacés à des endroits proches les uns des autres.



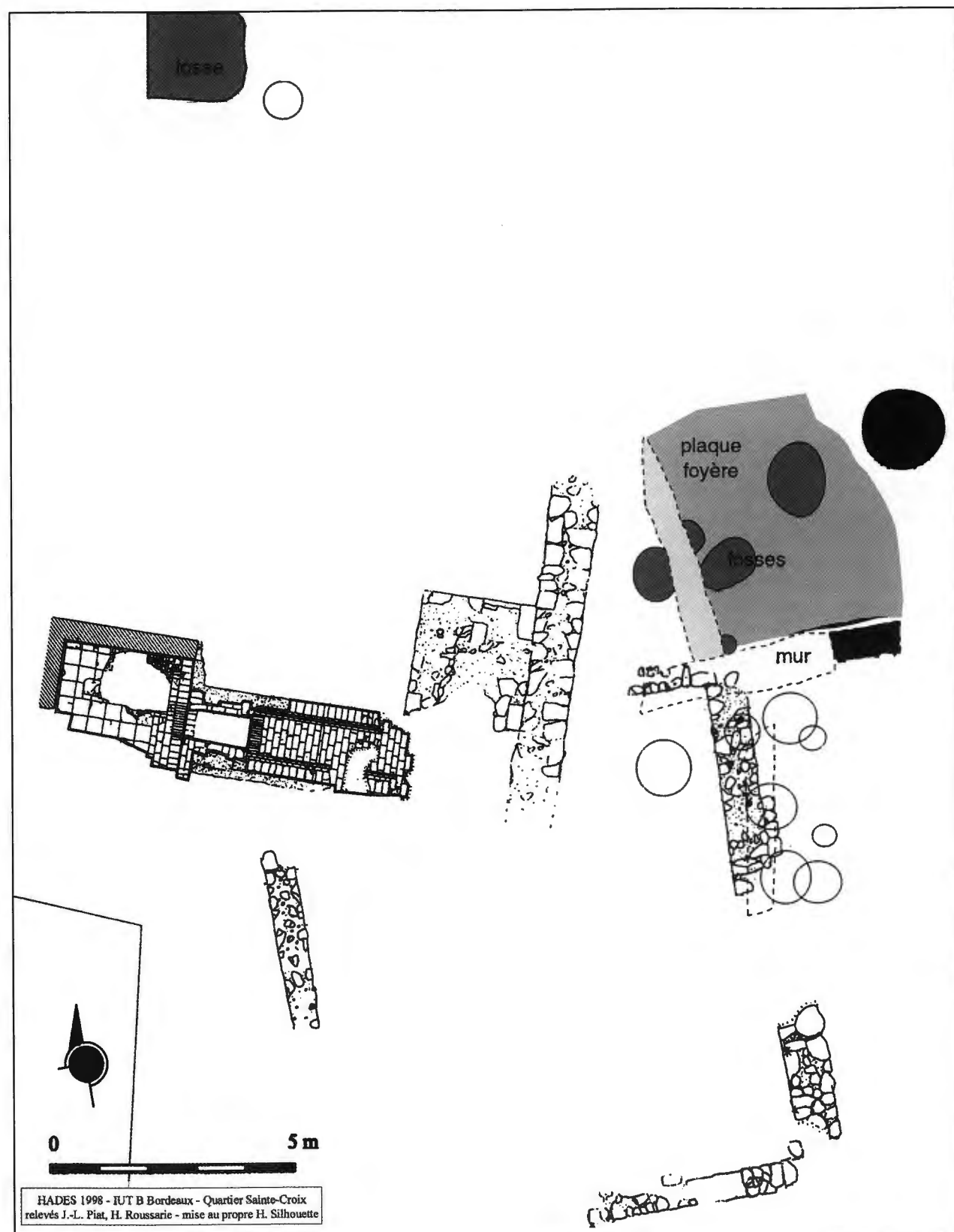


Fig. 13. — Quartier Sainte-Croix. Zone I, état 1, fosses et plaque foyère, Xe-XIe siècles.  
Hades 1998. Relevés J.-L. Piat, H. Roussarie, mise au propre H. Silhouette.



Fig. 14. — Zone I, Vue générale de la plaque foyère et des fosses.

Chronologiquement, cette aire de combustion a fonctionné aux environs des Xe et XIe siècles. Le matériel céramique recueilli au contact de la plaque et dans les fosses qui l'ont repéré est caractéristique de cette période, au cours de laquelle prend place le grand chantier de construction de l'abbaye de Sainte-Croix situé à 50 mètres au nord-est. L'aménagement de cette plaque foyère est peut-être lié à cette phase de travaux.

Peu après l'abandon de la plaque foyère, une série de fosses est aménagée sur son emprise et dans son voisinage immédiat (fig. 14). La fouille a permis d'en dégager une demi-douzaine toutes calées chronologiquement, d'après leur comblement, autour des Xe et XIe siècles. Une autre série de fosses pourrait appartenir à la même phase de creusement, mais leur comblement est sensiblement postérieur comme nous le verrons plus loin.

Les fosses sont formées d'un fond de cuvette presque plat et de rebords légèrement arrondis au sommet. Les orifices et les contours des parois sont des cercles ou des ovales plus ou moins réguliers de 50 à 150 cm de diamètre en moyenne. La plupart des fosses ont une profondeur moyenne de 40 cm. On en relève toutefois deux plus profondes, de 60 et 80 cm. Une seule présente des contours déformés et un large évidement. Son comblement, très riche en déchets organiques associé à des fragments de tuiles à rebord et des moellons calcaires, laisse supposer qu'il s'agit d'une fosse dépotoir ; elle diffère des autres fosses énumérées ci-dessus, qui semblent plutôt liées à une activité de stockage, de type silo. Les terres de comblement de chacune de ces fosses ne contiennent cependant aucune graine, qui puisse confirmer une fonction d'ensilage. Les remplissages sont assez hétérogènes, couches limoneuses et sableu-

ses mêlées à des niveaux charbonneux ; remblais de démolitions antiques composés de fragments de mortier de tuileau et de tuiles à rebord ; certaines fosses contiennent aussi des fragments d'os et quelques tessons de céramique.

Il n'est pas possible de déterminer avec ces seuls éléments la fonction de cette série d'aménagements en creux. La présence de mobilier céramique et de déchets alimentaires dans les comblements pourrait cependant les rattacher à une habitation domestique. Des blocs de pierre situés dans le fond d'une des fosses pourrait correspondre à un calage de poteau, mais leur aspect désorganisé et instable semble plutôt indiquer un simple remblai.

#### Deuxième état : aménagement de nouvelles fosses de stockage et première habitation, XIe-XIIIe-XIIIe siècles (fig. 15 et 16)

L'abandon et le comblement des fosses de la zone I correspondent à la mise en place d'une habitation en murs de moellons calcaires. Il subsiste notamment de cette construction un lambeau de mur d'axe est-ouest, composé d'une maçonnerie de mortier de sable jaune et de gravier ; il a été partiellement récupéré par une tranchée dont les remblais sont datés de la seconde moitié du XIIIe siècle. À ce mur, il faut très certainement rattacher une seconde tranchée de récupération, d'axe nord-sud, qui recoupe une série de fosses. Le comblement de cette tranchée est lui aussi constitué de petits éléments de démolition, blocs calcaires, fragments de tuiles, mortier dégradé.

Ces murs et négatifs de murs forment l'angle d'un bâtiment dont les niveaux de sols ont disparu suite à l'aménagement d'une voie de circulation. L'arasement des murs, la récupération des moellons dans les tranchées de fondation



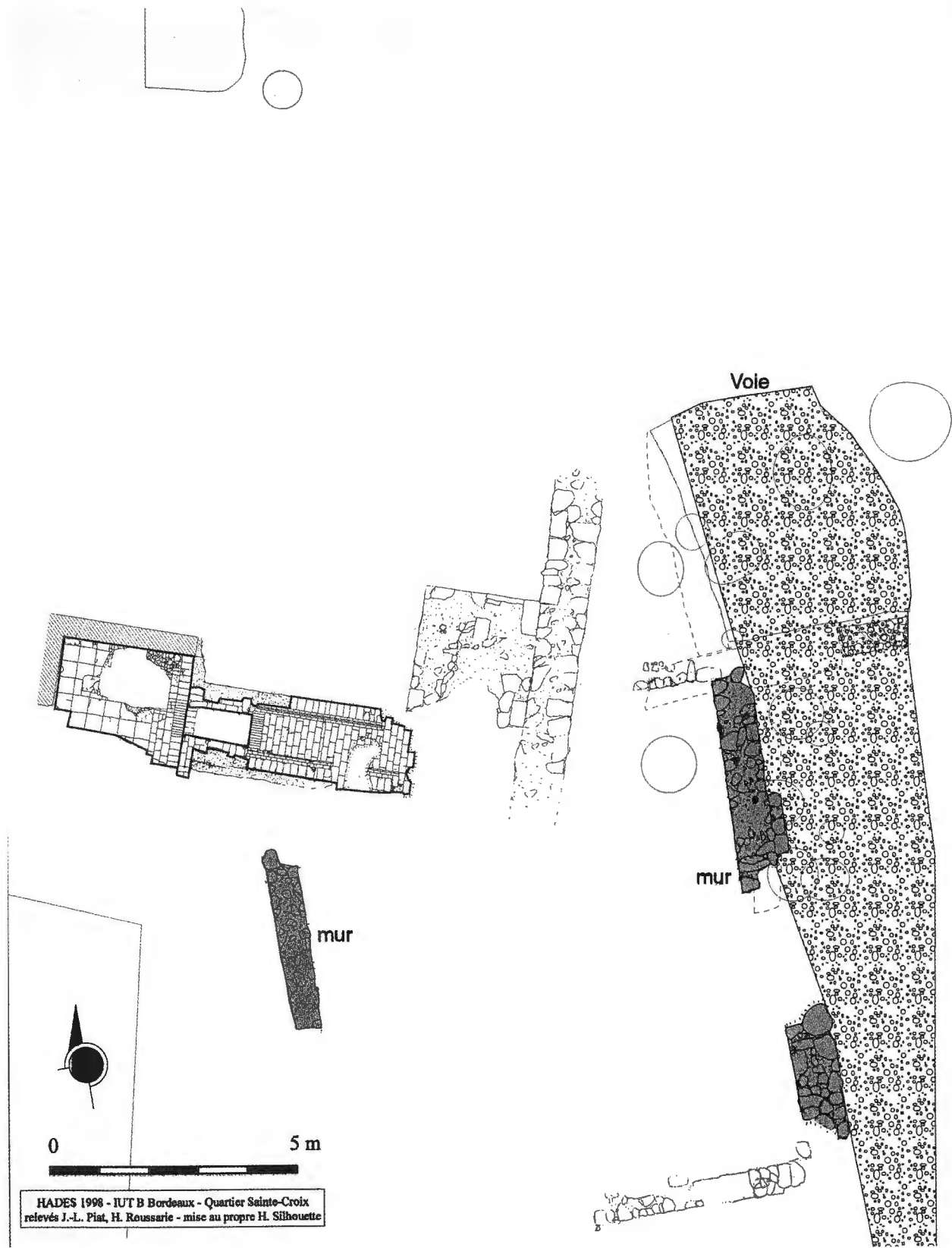


Fig. 15. — Quartier Sainte-Croix. Zone I, état 2, fosses et habitat, XIIIe siècle.  
Hades 1998. Relevés J.-L. Piat, H. Roussarie, mise au propre H. Silhouette.

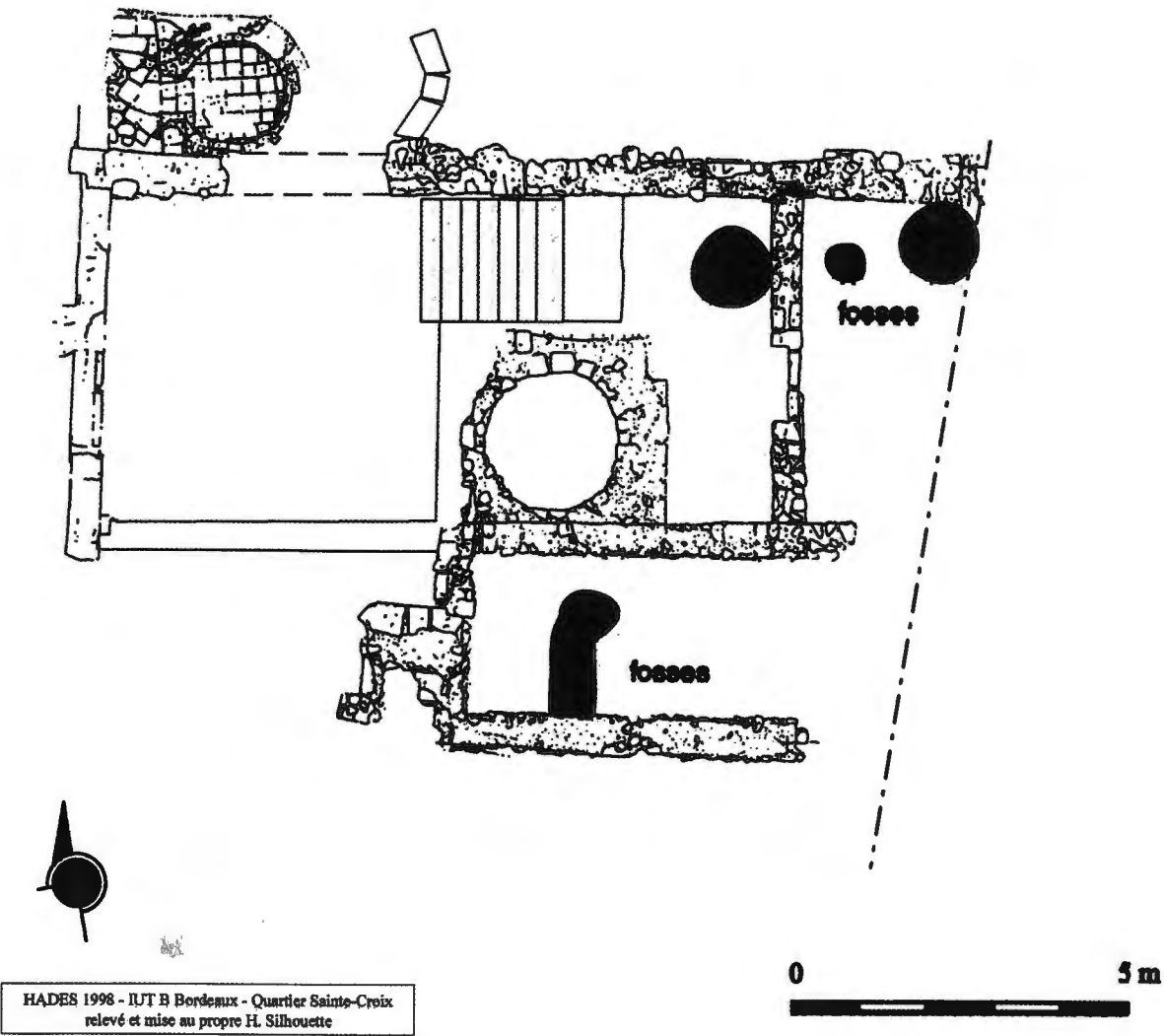


Fig. 16. — Quartier Sainte-Croix. Zone II, état 2, fosses XIIIe siècle.  
Hades 1998. Relevé et mise au propre H. Silhouette.



et le remblaiement des démolitions sont postérieurs au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. Si l'abandon de cette construction est ainsi bien daté, il faut, par contre, en situer l'origine dans la période qui suit le comblement des fosses de l'état 1, vers la fin du XI<sup>e</sup> ou le début du XII<sup>e</sup>. L'habitation aurait donc eu une durée d'un siècle et demi.

Contemporaines de cet habitat, neuf autres fosses ont été creusées dans le substrat argilo-graveleux ; leur comblement appartient à la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. D'une profondeur variant entre 0,30 et 1,20 m, elles ont des orifices dont les diamètres sont compris entre 0,70 et 1,10 m. Contrairement à celles de la phase précédente, la majorité d'entre elles présentent des orifices circulaires réguliers et des panses au profil en chaudron, c'est-à-dire un fond plat et des parois intérieures évasées et incurvées se rétrécissant au goulot ; seules deux offrent un profil de cuvette à fond plat. Ces aménagements paraissent avoir eu une fonction de stockage. Leur comblement, riche en déchets de toutes sortes (ossements d'animaux, scories de bronze, tessons de céramique, charbons de bois, cendres, fragments de tuiles à rebord, etc.), ne permet cependant pas de caractériser la nature des denrées qui y étaient conservées. Des fragments de vases de réserve retrouvés dans le comblement d'une des fosses pourraient confirmer cette vocation d'entrepôt.

Il faut remarquer que ces fosses contenaient aussi des remblais de pierres calcaires, certaines rubéfiées, d'autres correspondant à des fragments de cuves de sarcophages du Haut Moyen Âge, pierres qui auraient pu servir de calage. Elles ne semblent pas, pour autant, avoir servi de trous de poteau. La disposition inorganisée des creusements, certains silos recoupés par d'autres et enchevêtrés entre eux, signale visiblement des creusements effectués au fur et à mesure des nécessités.

L'aspect hétérogène des déchets qu'elles contiennent suggère une réutilisation en dépotoir. L'une des fosses dégagées avait déjà été repérée dans une tranchée exploratoire en mai 1998. Elle avait ainsi livré du matériel domestique intéressant : un fragment de meule, du mobilier céramique, des reliefs de faune et un manche de couteau en os travaillé.

Ces aménagements ne sauraient être antérieurs aux fosses repérées sur la plaque foyère et datées des Xe ou XI<sup>e</sup> siècles, mais ils peuvent être contemporains ou légèrement postérieurs ; ils sont très certainement liés à l'habitat précédemment évoqué. On doit donc les situer entre la fin du XI<sup>e</sup> et le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle.

On peut resserrer cette fourchette entre la fin du XI<sup>e</sup> et le milieu du XII<sup>e</sup> siècle, grâce à la tranchée de récupération d'un mur qui appartenait à l'habitation et recoupe les fosses. Le matériel recueilli dans le remblai contient un fragment de meule en calcaire et des tessons de céramique du

XIII<sup>e</sup> siècle. Ce mur fut donc détruit vers ce moment, très certainement en même temps que l'habitation. Sa construction, par contre, est postérieure au comblement des fosses, et doit donc être rapportée à la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. On pourrait ainsi conclure que le mur a eu une période d'utilisation assez courte, durant la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle.

Sur la zone II, nous n'avons trouvé presque aucun indice d'une occupation humaine avant le XIII<sup>e</sup> siècle. C'est alors que sont creusées cinq fosses, à partir de sols de chaux, sableux ou argileux, quelquefois rubéfiés. Elles présentent des formes semblables aux fosses observées sur la zone I : fond plat, orifice circulaire, panse aux parois concaves. En outre, leur comblement correspond à la même période chronologique, la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Une de ces fosses, au profil en chaudron, contient des restes carbonisés de graines (blé et pois), comblement qui attesterait une fonction d'ensilage. Son orifice rétréci s'ouvre sur une panse aux parois couvertes de charbons de bois. Sans doute un clayonnage intérieur en bois maintenait les terres et assurait l'étanchéité du silo. Ses dimensions sont de 1 m de diamètre à l'orifice pour 1 m de profondeur. Une autre fosse présente un diamètre d'environ 1 m pour une profondeur de 65 cm.

### Troisième état : abandon, remblaiement, aménagement d'une voirie et d'un nouvel habitat, fin du XIII<sup>e</sup> siècle et début du XIV<sup>e</sup> (fig. 17)

Des remblais consécutifs au comblement des fosses (fin du XIII<sup>e</sup> siècle) ont été apportés sur l'ensemble de la zone II. Ils viennent sceller l'occupation du secteur pour plus d'un siècle. En effet, aucun indice d'occupation du XIV<sup>e</sup> siècle n'a été retrouvé, ce qui indique probablement une phase d'abandon de cette partie du terrain. Le site n'est réoccupé qu'à partir du XV<sup>e</sup> siècle.

Sur la zone I, l'abandon de l'habitat correspond aussi à une phase importante de remblaiement. Les terres qui recouvrent les substructions antérieures à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle contiennent des fragments de matériaux antiques et médiévaux (tuiles à rebord, tuiles plates, blocs de mortiers, fragments de plaque de marbre, moellons calcaires, tessons de céramiques). Ces remblais sont mêlés à une terre argileuse aux teintes brunes et noires, de nature organique (charbons de bois, ossements d'animaux, coquilles d'huîtres). Le mobilier céramique rassemble de nombreux fragments de pots et de cruches de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, ainsi que des vases de stockage.

L'apport de couches de remblais sur l'ensemble de la zone paraît correspondre à la phase de démolition de l'habitat précédemment signalé. Les décombres ont été étalés

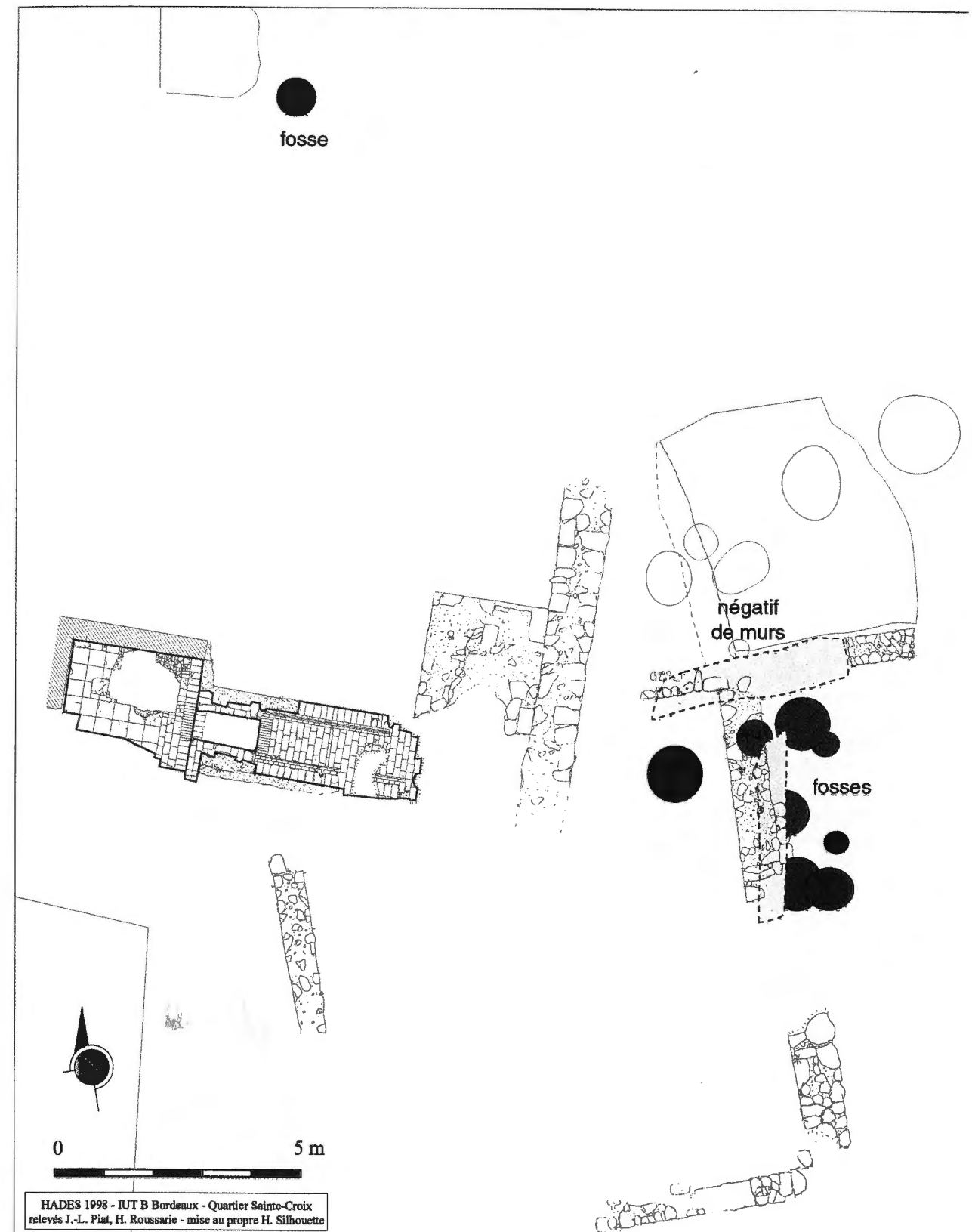


Fig. 17. — Quartier Sainte-Croix. Zone I, état 3, chaussée et habitat, fin XIII<sup>e</sup>-début XIV<sup>e</sup> siècle.  
Hades 1998. Relevés J.-L. Piat, H. Roussarie, mise au propre H. Silhouette.





Fig. 18. — Zone I, Vue générale de la voie en cours de fouille et d'un mur de rive.

et rajoutés à des terres de déblais prélevées dans des couches de remblais antiques. Le terrain, régularisé par cet apport de terre, offrait une assiette suffisamment plane pour pouvoir établir une voie de circulation.

En effet, une chaussée, épaisse d'une trentaine de centimètres, a été aménagée sur une largeur de 4 mètres ; elle a été observée sur une longueur de 15 mètres dans l'axe nord-sud. Elle a été établie à partir de matériaux extraits de la terrasse alluviale de la Garonne, principalement des galets et graviers. Ces niveaux de graves, formés de plusieurs recharges, sont associés à une matrice argileuse cimentée et oxydée ainsi qu'à des cailloux calcaires émoussés. D'aspect compact, ces différentes strates sont recouvertes par de fins niveaux de circulation caractérisés par de menus tessons de céramique et surtout de nombreux fragments de tuiles plates, pilés et érodés, le tout mêlé à un sable gris cendré.

Les différentes recharges de chaussées observées témoignent d'une fréquentation et d'une réparation régulière de la voie. L'hétérogénéité du matériel recueilli est là pour confirmer ces passages répétés : pièce de monnaie antique (III<sup>e</sup> siècle après J.-C.), fragments de scories ferreuses et de métal cuivreux, ossements d'animaux et nombreuses inclusions charbonneuses disséminés au contact des recharges de graves. Enfin, le matériel céramique rassemble des formes du XIII<sup>e</sup> siècle pour la couche la plus profonde et du début du XIV<sup>e</sup> siècle pour le premier niveau de voie conservé. La disparition des niveaux supérieurs de la voie, nivelés par les constructions des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, n'a pas permis de déterminer la période de désaffectation de cet axe de circulation.

Cette voie, d'axe nord-sud, a été tronquée sur sa bordure orientale par une tranchée archéologique préliminaire. Sa bordure occidentale suit la rive d'un mur contemporain de l'établissement de la voie (fig. 18). Une tranchée et son comblement le long de ce mur viennent cependant interrompre l'amortissement de la voie sur tout un pan de la maçonnerie.

Ce premier mur, ainsi qu'un tronçon parallèle neuf mètres plus à l'ouest, marquent l'installation d'une habitation vers la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. Ces deux murs, d'axe nord-sud, présentent une maçonnerie comparable de moellons calcaires et de galets de lest liés à un mortier de sable et gravier roux pauvre en chaux. S'ils n'ont pas les mêmes épaisseurs, le premier 80 cm et le second 50 cm, par contre les parois montrent que chacune des deux fondations ont été établies dans une tranchée étroite où fut coulé le mortier. L'aspect moulé des joints entre les blocs de pierres le confirme aisément. Pour chacun des tronçons de murs observés, il ne subsiste qu'une à deux assises construites. Le plan dessiné par ces deux maçonneries forme une construction de vaste largeur, rive rive de la voie. Il n'a pas été possible de retrouver de niveaux d'occupation contemporains de l'établissement de cette construction. Certainement les niveaux de sols primitifs ont-ils été évacués par les occupations postérieures.

Quoi qu'il en soit, on observe sur l'ensemble de la zone I, de la même manière que pour la zone II, l'absence de marqueurs chronologiques pour tout le milieu et la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, alors qu'une fréquentation se manifeste encore au début du même siècle sur la voie de circulation. Cet abandon de la zone à ce moment est particulièrement surprenant et pose des questions que la fouille ne nous a pas permis de résoudre.

#### Quatrième état : construction et premier réaménagement des habitations, XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles (fig. 19 et 20)

L'absence de vestiges antérieurs au XV<sup>e</sup> siècle sur la zone II s'explique peut-être aussi par la construction dans le courant du XVI<sup>e</sup> d'un immeuble en pierre qui a pu gommer tout niveau antérieur. Ce bâti s'est installé sur un sol constitué par des apports successifs de couches de remblais plus ou moins étendues selon les secteurs. Ces remblais, datés des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, contiennent de nombreux fragments de tuiles canal et des coquilles d'huîtres.

Seul un mur semble avoir appartenu à une phase de construction antérieure à l'installation de l'immeuble. Il s'agit d'une simple fondation de deux assises de blocs calcaires, située sous un mur de l'habitat moderne.

Le bâtiment du XVI<sup>e</sup> siècle est de plan rectangulaire, orienté dans sa longueur d'est en ouest. Malheureusement, nous n'avons pu en observer les extensions complètes. La partie est a été entièrement détruite par les établissements automobiles. Quant à la partie ouest, elle se trouve au-delà de l'emprise fouillée. Nous avons pu observer les transformations d'une pièce, qui, divisée en deux par un mur de cloison peu fondé, fut ensuite occupée par une construction de fondation intérieure circulaire et par un escalier communiquant avec une cave. Un four à pain et sa salle d'accès, situés au nord-ouest du bâtiment, s'appuient contre son mur extérieur ; ils ont pu être dégagés partiellement. Enfin, une seconde pièce adossée au flanc sud du bâtiment a été explorée.

Nous avons tenté de restituer les différentes phases de constructions et remaniements du bâtiment en analysant les maçonneries et la stratigraphie.

Il apparaît ainsi que deux murs au nord et au sud délimitent un premier corps de bâtiment dans lequel fut installée une cheminée. Le mur nord de l'édifice est constitué d'un appareil calcaire irrégulier, avec quelques pierres de taille en remploi, prises dans un mortier de sable jaune et de chaux. Fondée dans le substrat naturel, la maçonnerie présente des parois enduites d'un fin badigeon de mortier gris. La cheminée qui y est adossée, large de deux mètres, se compose de deux piédroits en pierres calcaires, très abîmés et encastrés dans le mur. Le contrecœur se compose de deux assises de tuiles creuses, peu incurvées, dressées en hérisson avec un mortier blanc très cimenté, séparé par une assise de tuiles creuses posées à plat. L'âtre qui devait fonctionner avec cette cheminée ne subsiste dans le sol qu'en négatif. Le mur sud construit en moellons calcaires irréguliers conserve trois assises distinctes ; la maçonnerie est constituée d'un sable jaune et de chaux. Ce mur ressemble

par conséquent au mur nord, excepté l'absence de traces d'enduit de revêtement.

Les niveaux d'occupation contemporains de l'aménagement de ces maçonneries datent du XVI<sup>e</sup> siècle. Ils correspondent à des sols de mortiers sur lesquels on trouve quelques couches limoneuses ou sableuses.

Contre ce bâtiment allongé, d'orientation est-ouest, vient s'appuyer au sud une seconde construction délimitée par deux murs en angle droit. Le mur parallèle au mur sud, est construit en pierres calcaires et en galets de lest, le tout maçonné avec un mortier de chaux, de sable jaune et de grave. Il a été tronqué à ses extrémités par des fosses ou des tranchées diverses. Ce mur se raccorde au reste du bâti par un mur perpendiculaire maçonné en pierres calcaires et galets de lest, renforcé d'un massif de maçonnerie appareillé dans l'un des angles où se dégagent l'encadrement et le seuil d'une porte. La greffe de cette adjonction avec le mur sud du bâtiment n'a pu être observée en raison de la reconstruction de la maçonnerie à l'aplomb d'une fosse profondément creusée. Les remblais et niveaux de sols contemporains de la fréquentation de la pièce renferment du mobilier céramique de la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. Ainsi, l'adjonction au corps bâti d'une pièce supplémentaire au sud correspondrait à une phase d'aménagement peu éloignée des premières constructions du bâtiment.

Sur la zone I, c'est dans la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle et pendant tout le XVI<sup>e</sup> que l'occupation reprend avec du matériel céramique provenant de couches de remblais et de niveaux de sols contemporains de la construction de deux murs de cloison perpendiculaires aux murs de l'habitation établie à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. Ces murs, très arasés, sont construits en pierres de moellons liées au mortier de sable jaune. Cette phase d'occupation, déjà repérée lors du diagnostic de mai 1998, correspond à la fréquentation du bâtiment construit à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. Cet habitat est occupé au moins jusque dans le courant du XVII<sup>e</sup> siècle. Cependant, les niveaux de sols, lacunaires et très perturbés par les aménagements postérieurs, n'ont pu être fouillés de manière suffisante.

#### Cinquième état : réaménagements des habitations, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (fig. 21)

La zone I ne livre aucun niveau du XVIII<sup>e</sup> siècle, soit parce qu'il n'y a eu aucune occupation notable, soit que ces couches supérieures aient été évacuées lors de l'installation des bâtiments du XIX<sup>e</sup>.

Pour la zone II, en revanche, c'est dans le courant des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles que les principales modifications à l'édifice construit précédemment sont apportées. En pre-



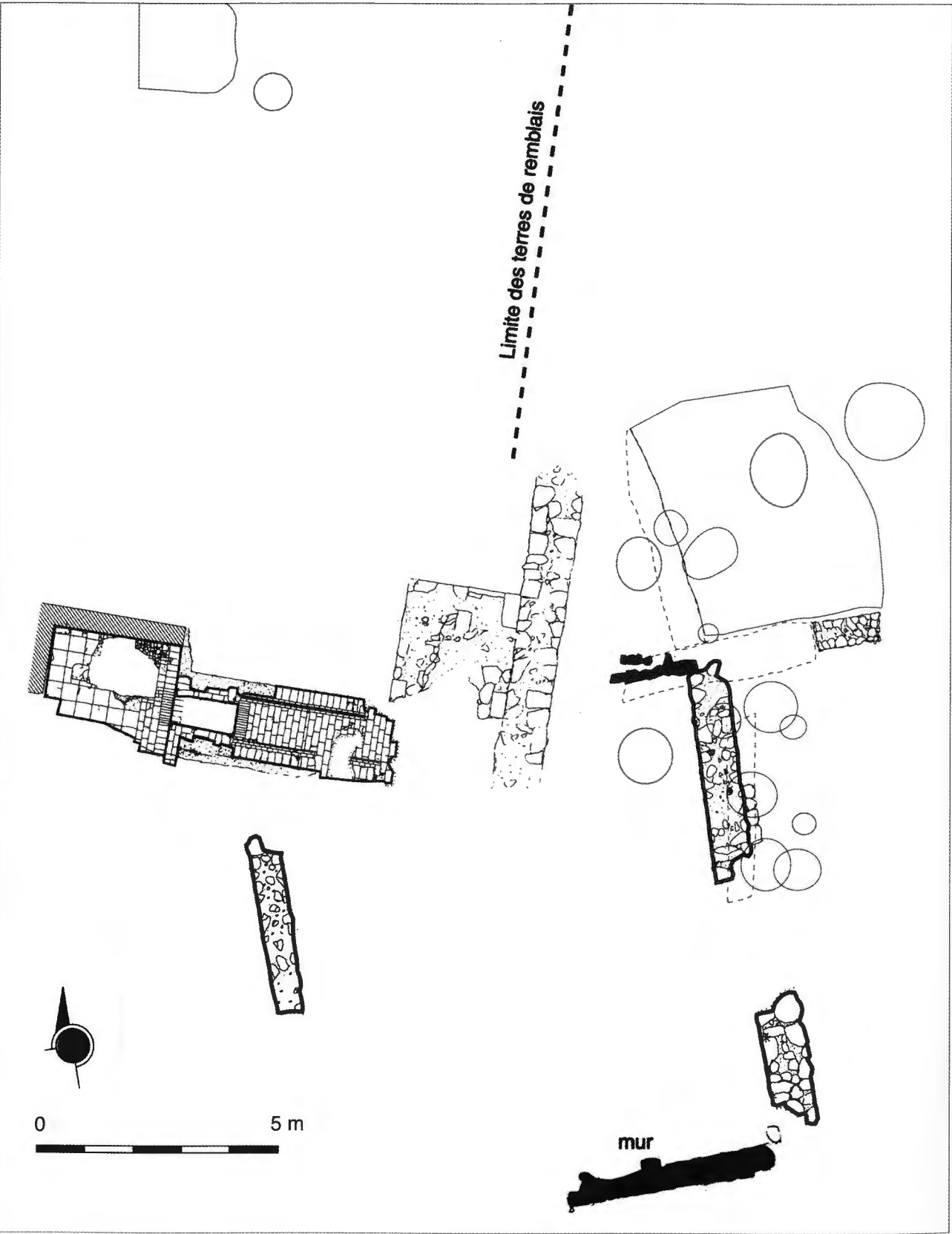


Fig. 19. — Quartier Sainte-Croix. Zone I, état 4, habitat, XVe-début XVIIe siècles.  
Hades 1998. Relevés J.-L. Piat, H. Roussarie, mise au propre H. Silhouette.

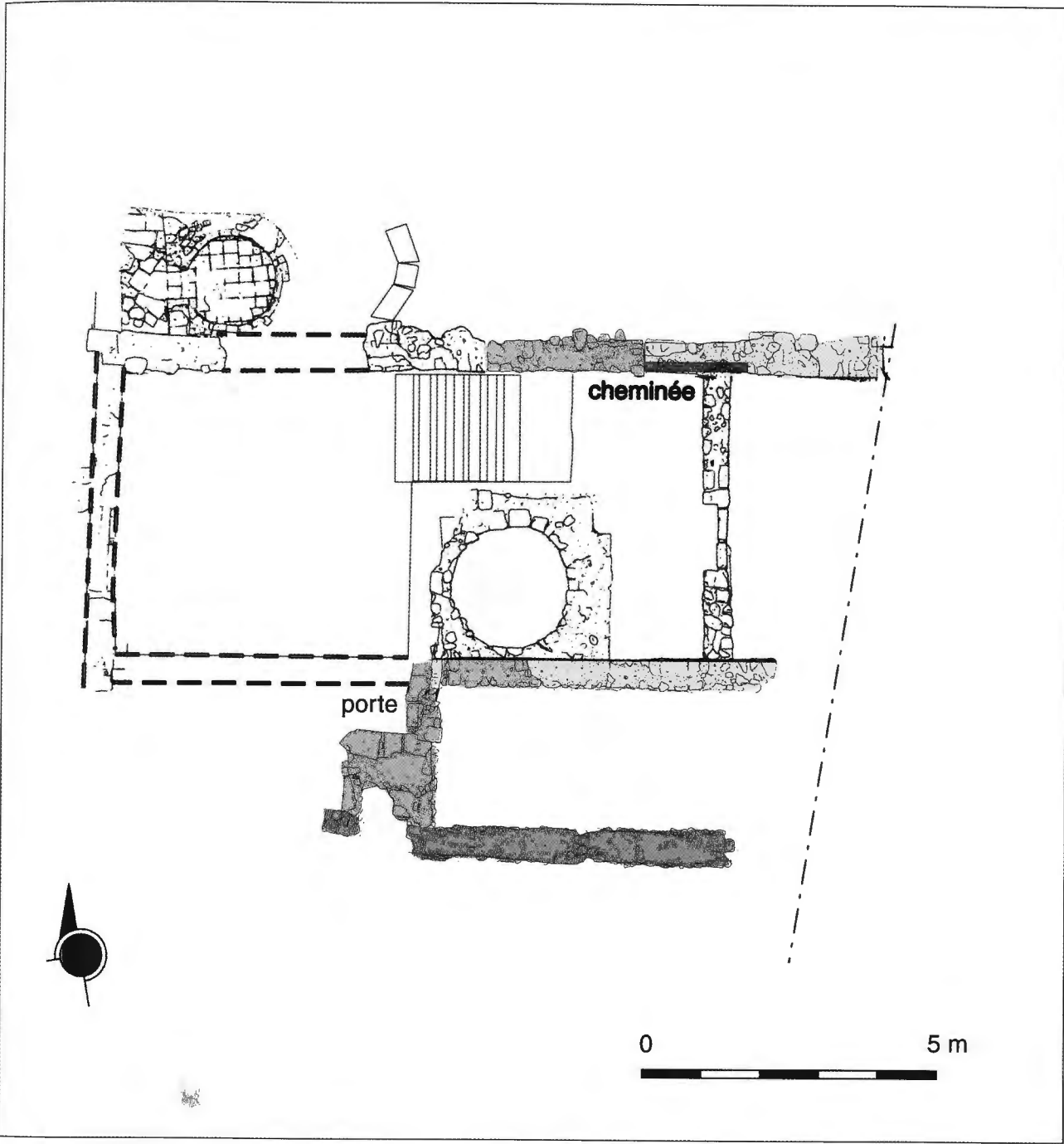


Fig. 20. — Quartier Sainte-Croix. Zone II, état 4, construction d'une habitation XVIe siècle.  
Hades 1998. Relevé et mise au propre H. Silhouette.



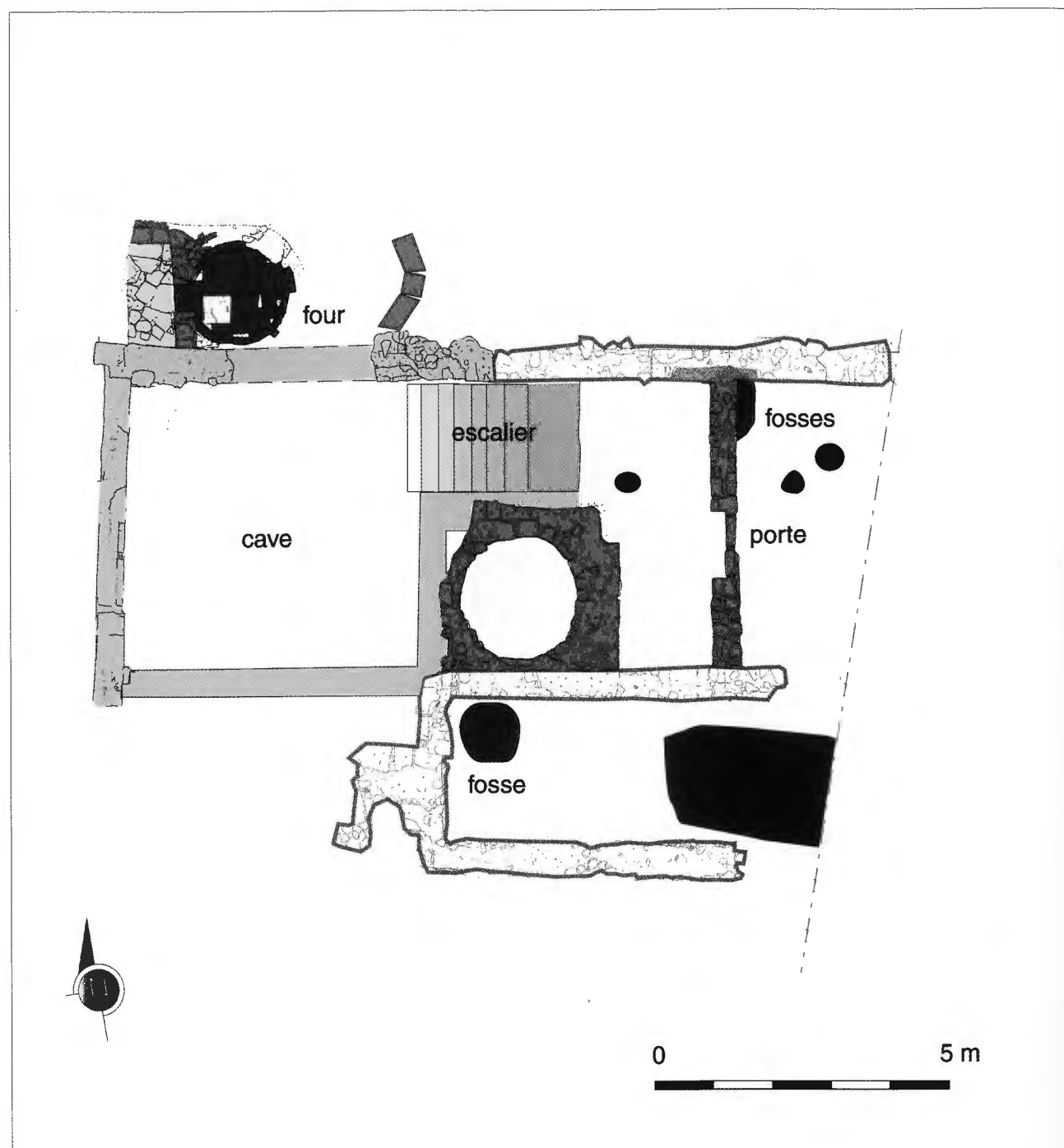


Fig. 21. — Quartier Sainte-Croix. Zone II, état 5, réaménagements de l'habitation, XVIIe-XVIIIe siècles.  
Hades 1998. Relevé et mise au propre H. Silhouette.



Fig. 22. — Zone II, vue de la cave et du four à pain.

mier lieu, une cave creusée dans le soubassement calcaire est aménagée à l'ouest du corps principal (fig. 22). Difficile de préciser, à partir de ce que nous avons pu observer, si cette cave a été implantée en dessous de l'ancien corps bâti ou si au contraire elle n'a fait que le prolonger. Quoi qu'il en soit, au-dessus de la voûte de la cave existait une pièce contiguë avec le reste du bâtiment. Elle a disparu avec l'effondrement de la voûte.

Cette cave présente un plan carré ; sa descente est assurée par un escalier de 1,30 m de large, placé dans l'angle nord-est. Cette descente de cave à volée droite ne conserve que sept marches, les trois plus hautes ayant été récupérées. Elles se composent de deux ou trois pierres de taille dures, hautes de 21 cm et larges de 28 cm. Les blocs sont liés par un mortier orange. Ces marches ne sont pas encastées dans les murs ; elles ont été installées postérieurement.

Le mur sud de cet escalier a été arasé pour l'installation d'une structure maçonnée de plan circulaire. Il est bâti en moellons ébauchés pris dans un mortier orange riche en grave.

Le mur nord comporte deux maçonneries distinctes. Nous avons déjà décrit la portion contre laquelle est adossée la cheminée et qui a été conservée sur la partie haute de l'escalier. Dans la partie basse, une chaîne de pierres de taille raccorde ce mur à celui de la cave. Il est bâti à sa base en moellons ébauchés pris dans un mortier de sable orange riche en grave. Son aspect change dans le haut de son élévation, le mortier devient alors beige gris. Cette différence de maçonnerie est probablement liée à la reprise du mur pour l'installation d'un arc voûté qui devait couvrir le pied de l'escalier. Deux blocs pris dans l'élévation du mur dessinent ce départ de voûte depuis une jambe harpée où l'arc devait s'élancer pour retomber en face sur l'angle opposé.

Le haut de l'embranchement devait être couvert d'un plancher comme semblent le montrer quelques trous de solives et une ligne horizontale d'enduit.

Le mur nord de la cave conserve la ligne de retombée de voûte à mi-hauteur de son élévation. Ce mur se raccorde en angle droit au mur ouest de la cave par une chaîne d'angle en besace.

Ce mur ouest présente, lui aussi, une maçonnerie de cailloux calcaires liés par un mortier ocre roux riche en graviers. Sur ce mur, on lit assez bien l'arrachement de la voûte qui formait une courbe en anse de panier. Les claveaux sont en pierres de tailles et paraissent avoir été disposés dans une campagne de construction différente de celle des murs de la cave. En effet, le mortier employé dans les joints n'est pas identique à celui des murs. De même, un soupirail en abat-jour occupe le tiers de la largeur du mur, mais il est excentré. Son encadrement est composé de grandes pierres taillées. Or, ce soupirail a pu être rajouté postérieurement car le mortier employé est plus fin, de couleur beige, comme celui utilisé pour la maçonnerie des voûtes.

Cette différence de mortier se voit assez facilement sur le mur sud de la cave où se fait l'autre retombée de voûte. En effet, un mortier plus beige et plus fin apparaît au niveau de l'amorce de la voûte. Ce mur est lié aux murs ouest et est de la cave par une chaîne d'angle en besace, identique à celle observée sur le mur nord. Il est bâti de moellons ébauchés pris dans un mortier orange riche en grave.

Enfin, le mur est de la cave, construit avec les mêmes matériaux que les autres, est occupé en son centre par une niche. C'est un petit placard formé de quatre pierres de taille, à l'origine fermé par une porte dont les gonds en fer sont encore pris dans la pierre.





Fig. 23. — Zone II, four à pain.

L'ensemble de la cave a été creusé dans le soubassement rocheux à une date qu'il est difficile de préciser, mais sans doute entre la fin du XVI<sup>e</sup> et le début du XVII<sup>e</sup> siècle. Cela expliquerait en effet la construction du mur de séparation établi devant l'escalier dans le courant du XVII<sup>e</sup>, isolant l'entrée de cave du reste de la pièce. Lors de sa découverte, la cave était comblée de remblais, matériaux appartenant à la démolition du bâtiment et décombres rapportés. Quelques éléments de la voûte ont été retrouvés au fond, mais la majorité des pierres a certainement été récupérée. Les rares niveaux d'occupation rencontrés sous les remblais tant sur le sol rocheux de la cave que sur les marches d'escalier sont postérieurs à la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. Cette datation coïncide avec la phase d'abandon puis de comblement de la cave, puisque les remblais contenaient du matériel céramique daté de la fin du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle.

La pièce depuis laquelle fut aménagée la cave a donc par la suite été divisée par un mur ; très peu fondé, il repose parfois directement sur les sols de circulation contemporains de l'établissement de l'immeuble. C'est à la suite de cette construction que la cheminée de l'habitation est détruite et condamnée, le mur de séparation s'appuyant au nord contre son bouchage. Ce mur de cloison est bâti de blocs calcaires grossièrement taillés. Une porte, matérialisée par un seuil, permettait le passage entre les deux pièces ainsi créées. Les pierres de l'encadrement de la porte possèdent des angles chanfreinés, élément caractéristique des ouvertures des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Or, le seuil fonctionne avec des niveaux d'occupation postérieurs au XVII<sup>e</sup>. Cette succession de sols de mortier et d'argile, sur lesquels reposent des couches limoneuses et cendreuse, marque une fréquentation répétée de l'habitat au moins jusque dans

le courant du XVIII<sup>e</sup> siècle. En effet, les indices céramiques retrouvés dans les couches d'abandon témoignent d'une désertion à la fin de ce siècle.

Dans le recoin formé par le mur oriental de la cave, le mur sud de l'escalier et le mur sud du bâtiment, a été établie une construction de plan carré mais de contour intérieur circulaire. Cette maçonnerie d'abord qualifiée de puits lors des prospections de mai 1998, s'est finalement révélée être un autre type d'aménagement dont la fonction n'a pas encore été déterminée. Ancien bassin d'ornement établi à l'intention du jardin des jésuites, soubassement de tour d'escalier, vestiges d'une ancienne glacière, plusieurs hypothèses ont été avancées. Il est vrai que l'observation de cette construction n'apporte guère d'informations suffisamment explicites. Ainsi, la maçonnerie carrée est large de trois mètres de côté. Des blocs grossièrement taillés pris dans un mortier beige de bonne qualité forment le parement intérieur de la construction circulaire conservée sur deux ou trois assises. Nous n'avons trouvé aucune trace d'enduit interne. Par contre, le sol de cette structure est composé d'une couche de mortier assez épaisse.

L'édifice a été établi sur une couche de remblais et sur un sol d'occupation coïncidant avec un apport de terres à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle ou au début du XVII<sup>e</sup>. Ces remblais sont probablement consécutifs du creusement de la cave à la même époque. Quoi qu'il en soit, les remblais qui contiennent la structure sont postérieurs à la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. D'un point de vue architectural, cette construction vient s'appuyer contre le mur sud du bâtiment et contre les murs de la cave. Elle est donc postérieure à ces maçonneries et doit certainement être rattachée à une phase d'aménagement de la fin du XVII<sup>e</sup> ou du début du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Sans doute vers la même époque, on fit établir au-dessus et à l'extérieur de la cave, contre l'angle nord-ouest du bâtiment, un four à pain en brique avec une salle d'accès située à l'ouest (fig. 23). Contrairement aux fours à pain classiques, la sole se trouve au niveau du sol de circulation de la salle d'accès extérieure. Cette sole est formée de carreaux en terre cuite carrés de 19 cm de côté. On observe quelques lacunes dans ce carrelage de même que des réparations avec des carreaux de dimensions plus petites. Les parois sont montées en briques prises dans une maçonnerie carrée. Cette maçonnerie, partiellement réparée avec des fragments de tuiles creuses, est directement accolée au mur nord de la cave. La bouche de ce four, bâtie avec des pierres calcaires, fait 60 cm de large sur 30 cm de profondeur. Elle se trouve de plain-pied avec le sol pavé en gros blocs de grès de la salle d'accès au four. Cette salle est limitée au nord par un mur en pierre de taille rattaché à la maçonnerie du four à pain. Il ne reste de l'ensemble qu'une élévation de 50 cm.

À l'intérieur du four, deux couches d'abandon très cendreuse ont été datées par le matériel céramique entre la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et le XVIII<sup>e</sup>. Cette phase chronologique correspond certainement à l'abandon et à la démolition du four, qui a été construit peu après l'aménagement de la cave, dans le courant du XVII<sup>e</sup> siècle. Le four est remblayé de nombreux blocs de pierres et de fragments de briques provenant de l'effondrement de la voûte. Parmi ces décombres, nous avons retrouvé plusieurs éléments sculptés, notamment un fragment de vasque en pierre calcaire figurant la tête d'un ange ouvrant légèrement la bouche.

À l'est du four, un ensemble de trois pierres taillées a été retrouvé contre le mur nord du bâtiment. La disposition en arc de cercle de ces pierres, répondant au cul du four à pain, suggère qu'elles sont peut-être associées. Nous n'avons pas pu déterminer plus précisément l'usage de cet aménagement.

Dans l'ensemble de l'immeuble, des aménagements ponctuels des sols ont été observés : creusements de fosses et recharges de sols sont quelques-uns des faits recensés. Ils témoignent de la fréquentation de l'habitation pendant tout le XVII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècles. En effet, le matériel archéologique découvert correspond à ces périodes chronologiques. On peut noter ainsi des fosses dans lesquelles on a pu recueillir quelques récipients entiers (cruches, jattes, pichets, pot de fleur) l'ensemble des lots de céramique appartenant à la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle et au XVIII<sup>e</sup>. Deux fosses de grande contenance ont servi de dépotoir comme le prouvent les très nombreux déchets domestiques retrouvés (ossements, coquilles d'huîtres et de moules, arêtes de poissons, objets métalliques, verre, monnaie, etc.). L'une d'elles, de plan circulaire, atteint une profondeur de 2,10 m.

D'autres fosses appartiennent certainement à des aménagements intérieurs. Elles sont de petites tailles, de plan circulaire et elles rappellent plutôt des trous de poteaux avec calage de pierres.

#### Sixième état : Construction de bâtiments industriels, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles (fig. 24)

Sur la zone II, l'abandon du bâtiment est marqué par un arasement général et l'apport de remblais dans la cave et dans les tranchées de démolition. L'ensemble de la zone a probablement été nivelé à la fin du XVIII<sup>e</sup> ou dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle. Le secteur a cependant été préservé en raison de sa situation à l'arrière des cours des établissements industriels construits aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> sur la rive de la rue du fort Louis. Seule la construction d'un plot en béton sur l'emprise de la cave a entraîné quelques destructions profondes.

La zone I a, quant à elle, été considérablement remaniée par l'installation d'équipements industriels. Il s'agit notamment d'un soubassement de chaudière construit en briques réfractaires (module : 25 x 13 x 5 cm). Il se compose d'une plate-forme allongée d'axe est-ouest (fig. 25, 26, 27) sur laquelle devait reposer une cuve en tôle de fer remplie d'eau. Un pied en fonte retrouvé dans les couches de démolition de cette plate-forme devait soutenir la cuve d'eau. En contrebas, du côté ouest du soubassement, se trouve le cendrier de chauffe dont l'ouverture était fermée autrefois par une porte métallique, comme en témoignent les arrachements de gonds dans la feuillure de porte. Il manque toute la partie supérieure du cendrier, sans doute couvert par une voûte en brique effondrée. Le comblement du cendrier contient une superposition de couches de démolitions dans lesquelles on a retrouvé de nombreux fragments de briques, des morceaux de coke et des scories vitrifiées. La couche d'abandon contient des cendres noires mêlées à des résidus de houille épais et meubles, et pour seul vestige une semelle cloutée de chaussure en cuir.

Le cendrier était alimenté en charbon depuis la salle de chauffe, pièce carrée dont il ne subsiste que les murs nord et ouest, bâtis en pierres de taille et cailloux calcaires. Le reste de la maçonnerie, au sud, a été arraché lors du creusement d'une tranchée d'exploration géotechnique. Un sol de carreaux en terre cuite et brique forme le pavement de la pièce. Des blocs de coke métallurgique subsistent dans le recoin nord-ouest du sol. Sur le côté du mur nord, une rainure profonde dans la pierre et un arrachement dans le carrelage accompagné d'empreintes profondes laissées par les pieds d'un engin indiquent l'ancien emplacement d'une lourde machine dont nous ignorons la fonction.

Par ailleurs, adossé à l'ouest du soubassement de chaudière, un massif de maçonnerie carré, construit en blocs calcaires avec une pierre de taille à chaque angle, devait



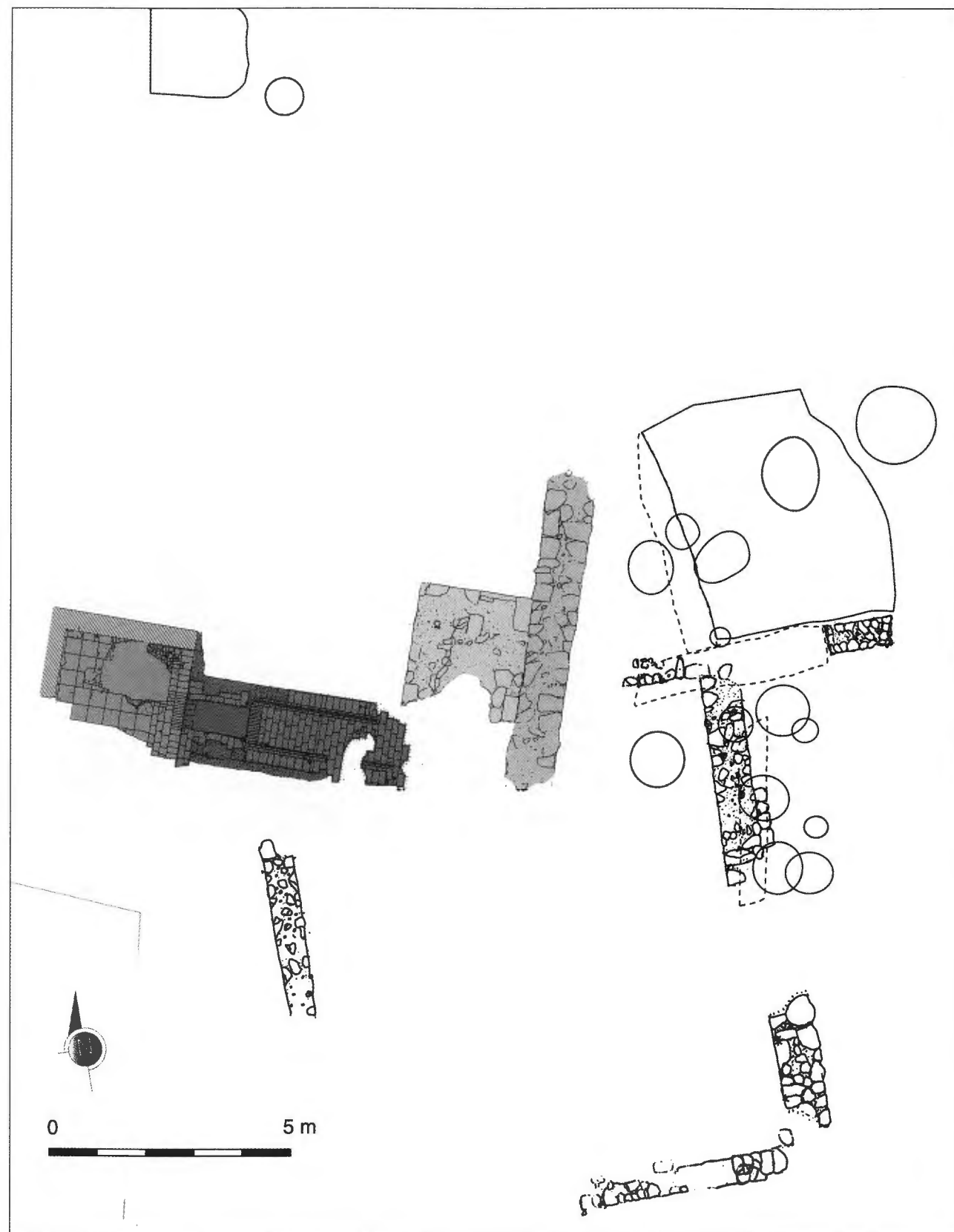


Fig. 24. — Quartier Sainte-Croix. Zone I, état 6, soubassement de chaudière, XIXe siècle.  
Hades 1998. Relevés J.-L. Piat, H. Roussarie, mise au propre H. Silhouette.

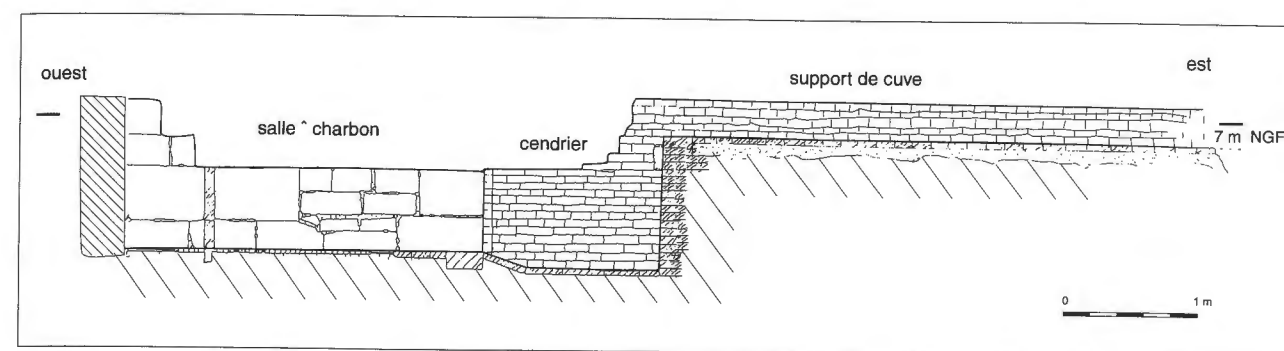


Fig. 25. — Quartier Sainte-Croix. Zone I, soubassement de chaudière, élévation est/ouest.  
Hades 1998. Relevés J.-L. Piat, mise au propre H. Silhouette.

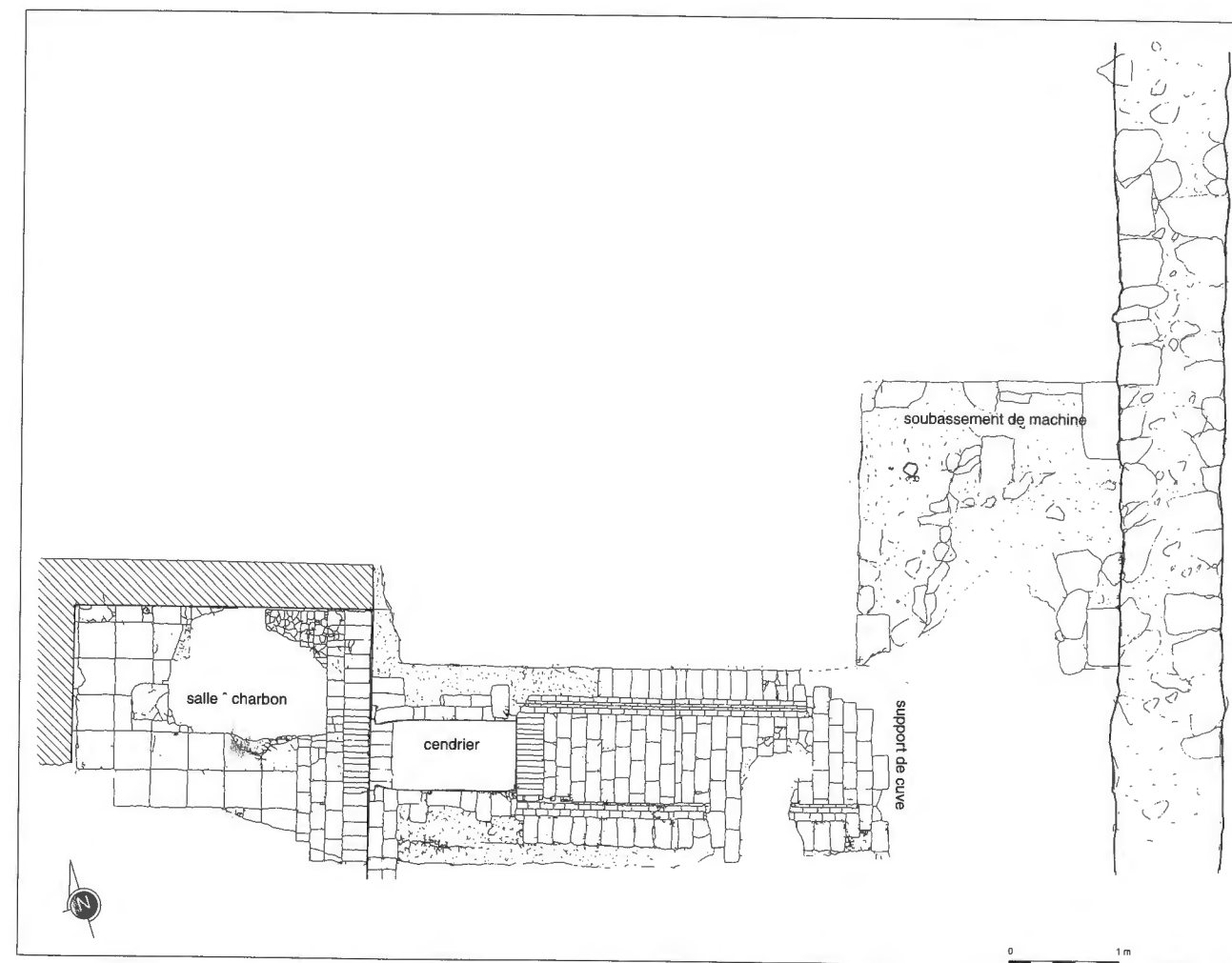


Fig. 26. — Quartier Sainte-Croix. Zone I, plan du soubassement de chaudière.  
Hades 1998. Relevés J.-L. Piat, mise au propre H. Silhouette.





Fig. 27. — Soubassement de chaudière en brique.

recevoir la charge d'une machine actionnée par l'énergie fournie par la chaudière. Ce soubassement de machine est appuyé contre la fondation d'un mur en pierre calcaire visiblement contemporain. Ce mur, d'axe nord-sud, doit être l'un de ceux du bâtiment qui abritait l'ensemble de l'installation.

La datation de cet équipement industriel n'est pas aisée. Les remblais de démolition contiennent quelques matériaux des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, mais issus des terrains voisins. Par contre, la construction en brique de la chaudière évoque très bien les équipements industriels du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle déjà rencontrés dans les fouilles urbaines de Bordeaux<sup>73</sup>. La présence de houille raffinée et d'une semelle de chaussure cloutée signale par ailleurs l'époque contemporaine. Il s'agit assurément d'une installation du XIX<sup>e</sup> siècle. Sa date d'abandon reste difficile à évaluer à partir des seuls éléments archéologiques.

D'autres aménagements du XIX<sup>e</sup> siècle ont été repérés sur la zone I. Il s'agit d'une fosse creusée en pleine terre et cerclée de bois, dans laquelle se trouvent des scories de fer, des poches de cendre et un long clou en bronze de section carrée. Cet aménagement et ces résidus sont à mettre en relation avec les installations métallurgiques déjà signalées à cet endroit lors du diagnostic archéologique de mai 1998.

En dehors des structures du XIX<sup>e</sup> siècle, il faut signaler enfin pour mémoire les aménagements du XX<sup>e</sup> observés sur cette zone, parmi lesquels, des plots en béton ayant

supporté des poutrelles métalliques, des cuves de vidange en béton, des fosses de remblais hétérogènes et des fosses de sable, l'ensemble contemporains des garages automobiles détruits dans le courant des années 1990.

### Le suivi des tranchées du réseau électrique à haute tension dans les rues du quartier Sainte-Croix

Les données archéologiques recueillies dans la surveillance du creusement des tranchées E.D.F. ont été regroupées par faits archéologiques ayant reçu chacun un numéro d'ordre établi selon la portion de rue où ils ont été repérés. De la rue de l'Abattoir à la rue de Saget ce sont près d'une vingtaine de faits recensés, allant de l'époque antique à l'époque contemporaine. On note principalement des maçonneries, aisément repérables dans les coupes de la tranchée, mais aussi des niveaux d'occupation ou de remblais anciens, plus difficiles à distinguer.

73. Voir notamment les fouilles au 88, rue Camille Sauvageau dans ce même quartier Sainte-Croix où deux soubassements de chaudières du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle furent dégagés. Ces équipements servaient à fournir la force motrice et le chauffage de l'étuve d'une raffinerie de sucre. Régaldou-Saint Blancard (1995), p. 52.

Dans la rue de l'Abattoir, une épaisse couche de remblai, brune argileuse et sableuse, contenant du matériel céramique des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, reposait sur une mince couche de débris et poussière calcaire visible dans le fond de tranchée, formant un niveau de sol de pierruche calcaire (fait 102). Au carrefour de la rue de l'Abattoir et de la rue des Etables, est apparu un mur maçonné de blocs de pierres de taille et de cailloux calcaires liés par un mortier de chaux et de sable jaune (fait 103). Cette construction, déjà abîmée par les tranchées de réseaux préexistants, a été sectionnée par la tranchée EDF. Il s'agit d'un mur axé nord-sud, de 1,20 m de large. On a pu en voir une hauteur de 1,50 m dans la tranchée, arasée à 40 cm sous la chaussée. Deux couches de remblais anciens viennent s'établir contre cette maçonnerie. Seule la couche située du côté ouest du mur a été explorée avant que le blindage des parois ne soit réalisé (fait 104). Elle contenait du matériel céramique antérieur au XVII<sup>e</sup> siècle. Ce mur pourrait correspondre à la fondation d'un mur de clôture du jardin de l'abbaye Sainte-Croix.

Dans la rue des Etables, une couche de terre argileuse noire (fait 203) contenait des fragments de tuiles et divers ossements d'animaux. Des tessons de céramique ont aussi été récoltés : on note en particulier des poteries des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles et un tesson de céramique commune gallo-romaine à pâte noire. Au-delà, un mur maçonné de cailloux calcaires (fait 204) a été recoupé sur une grande longueur de la tranchée. Quelques galets de lest ont été remarqués. L'ensemble arasé et très abîmé par la pose d'une nappe de 6 fourreaux HTA, était lié par un mortier ocre jaune. D'axe nord-sud, ce mur forme le prolongement du mur 103 recoupé rue de l'Abattoir. Un tesson de céramique recueilli dans la maçonnerie du mur appartient au XVI<sup>e</sup> ou au XVII<sup>e</sup> siècle.

La tranchée réalisée dans la rue de Tausia a livré un certain nombre d'indices intéressants. En dehors de quelques niveaux de remblais, dont une couche de terre sableuse contenant quelques ossements d'enfants (fait 301) et un comblement de fragments d'ardoises démolition d'une ancienne toiture (fait 306), on note la découverte d'un sol de béton de chaux et de grave avec galets, fragments de carreaux et de tuiles à rebord antiques et cailloux calcaires (fait 302). Ce sol semble avoir été aménagé de plusieurs recharges de graves. Un niveau d'occupation marqué par une mince pellicule cendreuse recouvre cette surface régulière que l'on a pu suivre sur trois mètres de long dans la tranchée. Ce sol situé à 1,90 m sous la chaussée actuelle, repose sur une épaisse couche de sable brun stérile. Au-dessus du sol, on trouve un remblai organique (fait 304) contenant des coquilles d'huîtres et quelques tessons de poteries communes antiques.

Ce sol d'origine antique a été interrompu par la fondation d'un mur d'axe nord-sud (fait 303) bâti en moyen appareil calcaire lié par un mortier de sable gris. Cette maçonnerie, arasée à 1,65 m sous la chaussée actuelle, forme trois assises dessinant chacune trois ressauts successifs. Ainsi, ce mur accuse une largeur de base de 1,60 m pour une largeur d'élévation de 60 cm. Cette maçonnerie est axée dans le prolongement de la façade ouest de l'actuel bâtiment des Beaux-Arts. Un épais éboulis instable de débris calcaires, de mortier, de fragments de carreaux et de céramiques recouvre le sommet de la maçonnerie. La céramique contenue dans l'éboulis est datée des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Il s'agit probablement de la fondation d'un ancien édifice appartenant aux bâtiments monastiques de l'abbaye Sainte-Croix.

Un autre mur d'axe est-ouest (fait 305), maçonné de moellons calcaires équarris de forme parallélépipédiques, liés par un mortier ocre jaune, vient s'appuyer perpendiculairement au mur 303. Cette maçonnerie conservée à 1,50 m sous la route actuelle, parallèle à la tranchée, n'a pu être observée que partiellement étant donné la présence d'une conduite d'eau au-dessus de son arase et des terres de remblais trop instables le long de son parement. Une poterie entière était prise dans la maçonnerie du mur dont on ne voyait que l'orifice circulaire et le départ de l'anse. Il s'agit d'un pot à glaçure interne verte mouchetée de type Sadirac, daté du XIV<sup>e</sup> ou du XV<sup>e</sup> siècle, ayant servi de niche de rangement. Cette construction de la fin du Moyen Âge doit appartenir au mur d'une ancienne habitation axée sur les bâtiments conventuels de l'abbaye. Il faut certainement y rattacher un mur maçonné de cailloux calcaires liés par un mortier de sable gris, d'axe nord-sud et de 90 cm de large (fait 307). Trois assises de pierre sont conservées sous le remblai sableux d'une conduite multiple de télécommunication en béton. Une couche de remblai noire contenant quelques tessons de céramique allant du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle vient s'appuyer contre cette maçonnerie.

Dans la rue des Beaux-Arts, le mur maçonné en pierre de taille d'une ancienne habitation (fait 402), large de 90 cm et d'axe nord-sud, a été recoupée perpendiculairement par la tranchée. Il se trouve arasé à 90 cm sous la chaussée de pavés par une conduite de gaz. Une couche de remblai argileux s'appuie à l'ouest du mur. Aucun indice chronologique ne permet d'avancer une datation.

Distant de quelques mètres, un second mur, parallèle au précédent, maçonné en pierres de taille calcaires, liées par un mortier de sable gris (fait 403), est conservé sur trois assises. Cette maçonnerie de 1,20 m de large a été arasée à 1,10 m sous la chaussée pavée par une conduite de gaz qui passe au-dessus. Un niveau de sol de mortier à l'est du mur, situé à 1,50 m de profondeur sous la chaussée pavée, est



recouvert par une couche de remblai contenant des fragments de tuiles et d'ardoise. Un tesson de céramique du XVI<sup>e</sup> siècle a été récolté sur le sol de mortier.

Au-delà, un vaste massif maçonné en grand appareil calcaire (fait 404) a été dégagé sur un côté par la tranchée. Quelques fragments d'ardoises ont été observés dans le mortier de scellement. Cette maçonnerie est arasée à 90 cm sous la chaussée et seulement deux assises sont visibles en fond de tranchée. Deux couches de remblais argileux organiques (fait 405) ceignent cette maçonnerie d'époque moderne. Non loin de cette construction, un mur maçonné de cailloux et pierres de taille calcaires (fait 406), large de 40 cm, est axé sud-est / nord-ouest. Cette maçonnerie est arasée à 40 cm sous la chaussée ; elle a été tronquée par la bouche d'aération du tout-à-l'égout. Un sol de carreaux de terre cuite fonctionne avec le parement nord du mur à 1,10 m sous la chaussée. Il s'agit ici encore des vestiges d'une ancienne habitation d'époque moderne.

La tranchée a ensuite recoupé la maçonnerie de cailloux et pierres de taille calcaires avec des galets de lest (fait 407) du rempart de la troisième enceinte de ville. Cette construction, dans le prolongement exact du tronçon de rempart conservé devant le Centre André Malraux, a été considérablement détruite par le passage du tout-à-l'égout et des conduites de gaz. La fondation du mur a été observée à 2,40 m sous la chaussée et sur une largeur de 3,70 m. Au-delà, sans doute dans l'ancien talus du fossé du rempart, plusieurs couches superposées de scories ferrugineuses vitrifiées, de cendres grises, de sables, de charbons et de fragments de tuyau en céramique vernissée ont été déversées (fait 408). La tranchée n'a pas permis d'atteindre le fond de ce comblement.

La surveillance de la tranchée dans les rues Jean-Descas et Sager n'a pas livré d'indices archéologiques remarquables. On se situe à l'extérieur de l'enceinte de ville, zone qui n'a été occupée que tardivement d'où l'absence de vestiges particuliers.

## De nouveaux jalons chronologiques

La confrontation des résultats archéologiques et des faits rapportés par les documents d'archives permet d'éclaircir certaines interprétations et de préciser plusieurs points dans la chronologie d'occupation du quartier Sainte-Croix. En effet, chacun des états chronologiques que nous avons pu distinguer et caractériser trouve des résonances dans le rapide aperçu historique que nous avons brossé.

La présence de substructions antiques autour de l'abbaye Sainte-Croix est confirmée, mais ces vestiges restent

trop ténus pour préciser le type d'occupation. Le caractère périphérique du secteur par rapport à l'agglomération voisine reste donc affirmé d'autant que le développement urbain de Bordeaux pendant le Haut Empire se fait ailleurs que dans cette partie des bords de Garonne. Le niveau de sol d'origine antique ou du haut Moyen Âge découvert à l'intersection de la rue des Etables et de la rue de Tausia, recouvert par une maçonnerie moderne et les quelques matériaux déversés sous forme de remblais dans des niveaux d'époque médiévale du site de l'I.U.T. B, rappellent les démolitions entreprises sur d'anciennes ruines antiques pour asseoir de nouvelles constructions. Le quartier Sainte-Croix encore couvert d'espace vacants à l'époque médiévale sert alors de zone de remblai et de dépotoir.

En effet, isolé en marge de la cité antique, le quartier Sainte-Croix l'est encore au cours du Haut Moyen Âge : ce sont les morts que l'on vient alors isoler des vivants. Il n'a pas été donné de découvrir de sépultures en place, sinon des remblais sépulcraux dans le voisinage de la parcelle qui était affectée au cimetière paroissial jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Une fréquentation plus affirmée se fait jour à l'aube de l'an Mil. La découverte d'une plaque foyère d'assez grande dimension, datée des Xe ou XI<sup>e</sup> siècles, suggère la présence d'activités liées au feu. La proximité du vaste chantier de construction de l'abbaye Sainte-Croix n'est sans doute pas étrangère à l'apparition de ces niveaux d'occupation. Des habitations se construisent autour du site monastique. Les fosses découvertes témoignent d'aménagements de stockage destinés à fournir des moyens de subsistance tout au long de l'année à des habitants sédentaires.

L'habitat se fixe, dans les premiers temps probablement avec des structures légères, mais très vite, dès le XIII<sup>e</sup> siècle, avec des constructions en dur. Un lambeau de mur en pierre a été dégagé dans la fouille de l'I.U.T. B, dernier témoin sans doute des premières habitations médiévales du quartier Sainte-Croix. Il est vite effacé. Par-dessus, on jette des remblais, on organise une voirie. Une rue est établie sur un axe nord-sud à partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle ; on voudrait y reconnaître la rue du Peyrat qui a structuré le quartier jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle, avant les réajustements du tracé viaire lors de l'établissement du fort Louis.

Le long de cette rue, de nouvelles constructions sont entreprises. C'est l'époque où le quartier Sainte-Croix est rattrapé par une urbanisation grandissante. Les espaces vacants se font rares, l'habitat devient de plus en plus serré. C'est aussi l'époque, en ce début de XIV<sup>e</sup> siècle, où le quartier est englobé dans la troisième enceinte de ville. Ce tournant paraît marquer une rupture dans l'occupation du quartier. La fréquentation de la rue du Peyrat oblige à construire une porte dans la muraille sud de ville, la Grande porte Sainte-Croix.

Mais, pourtant sur le site qui avoisine cet axe de circulation, on ne discerne plus aucune trace d'occupation pour les deux derniers tiers du XIV<sup>e</sup> siècle et la première moitié du XV<sup>e</sup>. On ne sait si la voie fonctionne toujours ; on ignore si l'habitat est détruit ou déserté ; on manque de renseignements. A cela, une explication probable : les niveaux des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles ont été évacués postérieurement. C'est l'explication qui s'accorde le mieux avec nos sources écrites : elles mentionnent des terrains occupés alors par divers tenanciers. L'espace n'est pas vacant, il est habité ou cultivé.

Plus tard, à la fin du XV<sup>e</sup> et surtout dans le courant du XVI<sup>e</sup> siècle, on découvre des traces tangibles de bâtiments le long de la rue du Peyrat. Sur le terrain de l'I.U.T. B, la zone I est ainsi de nouveau fréquentée. La zone II reçoit les fondations d'un bâtiment pourvu d'une cave, d'un four à pain et d'une construction circulaire énigmatique. Or, les archives des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles révèlent un bâti existant sur cet emplacement, habitations caractérisées d'échoppes, pourvues de jardins et de parcelles de vignes très étroites et allongées, des courrèges.

Il serait heureux de retrouver dans les vestiges de l'habitation de la zone II le plan d'une de ces échoppes mentionnées au début du XVII<sup>e</sup> siècle, avant leur acquisition par le Noviciat des Jésuites, qui les firent toutes tomber, sauf une qu'il conserva pour y établir une boulangerie. Les murs assez minces du bâti dégagé indiquent certainement une habitation basse, sans étage. Ne serions-nous pas devant la maison de Noël Bonnières ?

Par contre, il y a d'évidence une relation à faire avec cette *boulangerie et chambre des valets* qu'un plan du XVII<sup>e</sup> siècle nous figure précisément à l'emplacement de la maison fouillée. Le four à pain en serait la preuve matérielle. De même, que dire du mur de clôture de l'ancien jardin du Noviciat, cette haute et belle muraille qui fut construite avant 1617. Ne se pourrait-il que cette large maçonnerie soit celle retrouvée contre les équipements industriels ? Il est en effet curieux d'observer ce mur précisément sur l'axe du tracé de l'ancienne clôture.

Ailleurs, dans le quartier, la voirie explorée révèle des zones de dépotoir dans l'emprise des anciens jardins de l'abbaye Sainte-Croix, mais aussi des maçonneries de murs d'habitation ou de clôture, repérées principalement rue des Etables, rue de Tausia et rue des Beaux-Arts.

Ainsi, le mur occidental de l'ancienne clôture de jardin du monastère Sainte-Croix, avant qu'il ne soit raccourci lors de l'aménagement du bastion Saint-Benoît du fort Louis à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, pourrait avoir été repérée rue des Etables. La lecture des différents plans anciens qui représentent ces jardins avec une division intermédiaire, vraisemblablement marquée par un mur, semble le confirmer.

La confrontation avec le cadastre du XIX<sup>e</sup> siècle, où cette clôture est figurée, ne laisse guère de doute, l'alignement du mur retrouvé se situant précisément dans le prolongement de cette ligne de parcelle.

Dans la rue de Tausia, les trois maçonneries axées nord-sud ou est-ouest dégagées, sont datées de la fin de l'époque médiévale et de l'époque moderne. Il pourrait s'agir des murs d'anciens bâtiments appartenant au couvent de Sainte-Croix. En effet, ces constructions se situent dans l'emprise des anciens jardins de l'abbaye, non loin de l'extrémité sud de l'aile orientale du cloître du monastère, détruite aujourd'hui. Un remblai d'ardoises, issu probablement de la démolition ou de la réfection d'une toiture des anciens bâtiments mauristes, venait recouvrir une partie de ces constructions arasées.

Dans la rue des Beaux-Arts, d'autres maçonneries sont apparues, notamment des murs d'axe nord-sud appartenant visiblement à d'anciennes habitations d'époque moderne. Un niveau de sol de carreaux de terre cuite a été retrouvé contre l'une de ces maçonneries. Il est possible qu'il s'agisse des bâtiments figurés sur le cadastre de 1851, et qui venaient s'appuyer sur le mur intérieur du rempart de ville.

L'enceinte du XIV<sup>e</sup> siècle de la ville de Bordeaux, passant en travers de la rue des Beaux-Arts, a été observée en tranchée. Lors de l'aménagement de cette voie, une partie du rempart fut abattue. Il en subsiste une portion conservée au dos de la fontaine de l'abbaye Sainte-Croix. La tranchée EDF a mis en évidence la fondation de ce rempart précisément dans l'alignement de la portion qui subsiste en élévation. Il s'agit d'une maçonnerie de pierres calcaires et de galets de lest dont la fondation présente un fruit de près de 4 mètres. Le contexte stratigraphique de cette construction n'a pas pu être étudié en raison des nombreuses perturbations du sous-sol à cet endroit. Il aurait pu être intéressant de retrouver cette fortification dans la rue de l'Abattoir. Dans ce secteur, on connaît en effet le tracé du rempart avant qu'il ne soit complètement abattu, lors de la démolition du fort Louis qu'il venait rattraper. Mais la tranchée n'a pas été menée suffisamment loin, de sorte que nous sommes restés dans l'intérieur de l'enceinte au début de la tranchée, sans pouvoir approcher le rempart.

Le développement urbain de Bordeaux dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle a vite obligé la ville à déborder ce rempart. En effet, l'installation d'industries et la construction de la gare de chemin de fer ont entraîné un remaniement de la voirie et du parcellaire de l'ensemble du quartier.

C'est pourquoi le suivi de la tranchée, une fois hors les murs de la ville, n'a pas livré de structures véritablement intéressantes. Exceptés quelques niveaux de remblais sidérurgiques déversés sans doute dans l'ancien fossé du ruis-



seau Sainte-Croix avant qu'il ne soit canalisé, il résulte de l'ensemble de nos observations, une absence nette de vestiges de constructions au-delà de la troisième enceinte, dans le quartier de Paludate. Il est vrai que ce secteur a été tardivement loti lors de l'établissement de l'hôpital de la Manufacture dont la tranchée EDF n'a fait que traverser la cour. Cette maison de charité qui accueillait les malades et les enfants abandonnés disposait de son propre cimetière. La tranchée EDF n'a pas permis cependant de le localiser.

Sur le site de l'I.U.T. B, les bâtiments industriels ont laissé quelques vestiges, mais ont surtout entraîné la disparition de nombreux niveaux archéologiques. Exit le jardin des Jésuites et ses allées ; exit aussi des niveaux plus anciens. A la place, des sols perforés, des substructions arasées. Heureuse surprise toutefois, que de découvrir un sous-bassement de chaudière en brique, sans doute un de ces

appareils à vapeur qu'on fit installer dans la fonderie-chaudronnerie qui réoccupa les lieux au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Scories métalliques, morceaux de coke métallurgique retrouvés en plusieurs endroits du quartier Sainte-Croix, sont aussi quelques témoignages de ces activités industrielles.

L'occupation du site voit enfin arriver le béton et ses cuves de vidanges et ses plots de poutrelles. Un pionnier de l'industrie automobile, Henri Ford, investit en France et s'installe à Bordeaux pour commercialiser ses nouvelles voitures, fer de lance du machinisme américain. Il établit ses bureaux place Sainte-Croix et fait bâtir un hall d'exposition que d'autres concessionnaires reprennent plus tard pour une autre marque de véhicule. Aujourd'hui, débarrassé de toutes ces constructions, le terrain est doté d'un nouvel édifice de verre et de béton et attend prochainement l'arrivée des étudiants en journalisme.

## Annexe

### Précisions sur quelques dates

#### Les achats de terrains par les Jésuites dans le quartier Sainte-Croix

9 mars 1610 : vente par Noël Bonnières au syndic du Noviciat d'une petite maison basse avec la sotte, le jardin et petit jardin, la basse cour, la grange et les vignes, rue du Peyrat (A.D.GIR. H 2589)

13 janvier 1611 : vente par Raymond Richard d'une maison, jardin et corderie au syndic du Noviciat, rue Sainte-Croix (A.D.GIR. H 769, f° 150 v°; H 2589)

27 juin 1611 : vente par Jeanne Clergosse, veuve de feu Campaignolle au syndic du Noviciat, d'une maison et jardin, rue du Peyrat, devant le cimetière (H 769, f° 150 v°)

18 septembre 1611 : vente d'une maison, tour, jardin et vigne rue du Peyrat par Jean Gros au syndic du Noviciat (A.D.GIR. H 524, n° 5; H 769, f° 150 v°; H 773, f° 5 v°)

13 janvier 1612 : vente d'un quart de maison dans la grande rue Sainte-Croix par Raymond Richard en faveur du syndic du Noviciat (A.D.GIR. H 3256, f° 226)

22 juillet 1615 : vente de deux chopes de maisons, jardin et vignes rue du Peyrat par Marie Prévost, veuve de Jean Labat, au syndic du Noviciat (A.D.GIR. H 524, n° 5; H 769, f° 150 v°)

13 septembre 1616 : vente par Pierre Fourcaud au syndic du Noviciat d'un jardin et de terres labourables situés devant la grosse tour Sainte-Croix (A.D.GIR. H 3256, f° 198; H 769, f° 150 v°)

8 juin 1617 : procès verbal à l'attention du syndic du Noviciat constatant qu'une chope n'a pas été démolie malgré l'arrêt qui avait été ordonné (A.D.GIR. H 3256, f° 201)

19 août 1617 : vente par Pierre Moussault au syndic du Noviciat en exécution d'un décret de la cour du Parlement, de deux maisons contiguës, places et jardins, rue Sainte-Croix (H 769, f° 150 v°)

20 décembre 1617 : vente par Michelle Meynard au syndic du Noviciat d'une maison, choppe et jardin rue Sainte-Croix (H 769, f° 150 v°)

6 août 1618 : vente par Antoine Boyer au syndic du Noviciat d'une maison, jardin et treille, rue du Peyrat (H 769, f° 150 v°)

27 juin 1619 : arpentement du jardin du sieur Fourcaud par Dubreuil (A.D.GIR. H 3256, f° 198)

sd (1619 ?) : contrat de vente d'une maison contre le cimetière de Sainte-Croix par Pierre Guienneau en faveur du Noviciat (A.D.GIR. H 3256, f° 201)

2 avril 1655 : vente par M. de Barritaud, conseiller du roi au syndic du Noviciat d'une maison située rue du Peyrat Sainte-Croix près dudit Noviciat (A.D.GIR. H 2589)

#### Chronologie des travaux de construction du noviciat des Jésuites

novembre 1610 : plainte du syndic du Noviciat réclamant la livraison d'une centaine de marches en pierre de Rauzan pour le chantier de construction du bâtiment du Noviciat qu'il attend toujours (A.D.GIR. H 2589)

22 janvier 1611 : vente de 100 pipes de chaux par un marchand de Mélaç au Noviciat (A.D.GIR. H 2589)

27 janvier 1611 : envoi des plans de l'étage et du rez-de-chaussée du Noviciat de Bordeaux à Rome (BN, cab. est., Hd 4, f° 206, 207)

1<sup>er</sup> juillet 1611 : versement d'une somme de 1000 livres par le président de Gourgues pour le bâtiment du Noviciat (A.D.GIR. H 2588)

24 janvier 1612 : promesse faite par Marc Antoine de Gourgues et Marie Seguiet sa femme de donner au provincial de la Compagnie de Jésus, une somme de 30 000 livres pour la construction de la maison du Noviciat, sommes à prendre sur la vente de 1900 arbres de bois merrains (A.D.GIR. H 3256, f° 287) / (A.D.GIR. H 2588)

29 novembre 1614 : détail des comptes dus aux marchands sur les 30 000 livres données par le président de Gourgues pour bâtir la maison du Noviciat (A.D.GIR. H 2618)

19 avril 1617 : procès verbal concernant le jardin du Noviciat (A.D.GIR. H 3256, f° 198)

8 juin 1617 : procès verbal à l'attention du syndic du Noviciat constatant qu'une chope n'a pas été démolie malgré l'arrêt qui avait été ordonné (A.D.GIR. H 3256, f° 201)

20 juin 1617 : arpentement des murs de clôtures que les jésuites font construire autour de leur jardin et contre les remparts de la ville avec le consentement des jurats de Bordeaux (A.D.GIR. H 2589; A.D.GIR. H 3256, f° 198)

24 juillet 1617 : le Noviciat reçoit la somme de 30 000 livres du président de Gourgues promise en 1611 pour la construction du Noviciat (A.D.GIR. H 2618)

11 septembre 1617 : contrat d'accord entre le syndic du Noviciat et Antoine Boyer pour la construction d'un mur de clôture (A.D.GIR. H 3256, f° 198; A.D.GIR. H 2589)



1620 : état des dépenses depuis l'année 1611 pour le financement des bâtiments du Noviciat (A.D.GIR. H 2588)

## Quelques-unes des récoltes du jardin du noviciat des Jésuites

octobre 1669 : vente des choux, laitues, figues, raisins muscadet et poireaux du jardin par Pierre Laroche, jardinier du Noviciat (A.D.GIR. H 3254)

2 juillet 1673 : vente de laitues provenant du jardin du Noviciat (A.D.GIR. H 3254)

avril 1674 : vente de choux et de poireaux provenant du jardin du Noviciat (A.D.GIR. H 3254)

juillet 1680 : vente de choux, poireaux, courges, laitues, mûres, prunes du jardin du Noviciat (A.D.GIR. H 3254)

septembre 1680 : vente des figues du jardin du Noviciat (A.D.GIR. H 3254)

octobre 1683 : vente des figues, anis, prunes et melons du jardin du Noviciat (A.D.GIR. H 3254)

1699 : vente des laitues, choux, asperges et fleurs du jardin du Noviciat (A.D.GIR. H 3254)

juillet 1703 : vente d'oignons du jardin du Noviciat (A.D.GIR. H 3254)

avril 1704 : vente de poireaux, persil et fleurs du jardin du Noviciat (A.D.GIR. H 3254)

## Travaux du Fort Louis sur le jardin du noviciat

novembre 1675 : début des travaux sur le jardin des jésuites pour la construction du chemin couvert et des fossés du fort Sainte-Croix (A.D.GIR. H 2589)

2 décembre 1675 : enquête des ingénieurs dans le jardin des Jésuites pour borner les terrains à prendre pour le fort.

4 décembre 1675 : ordonnance des jurats de Bordeaux de faire travailler des manœuvres avec pics, pelles et hoyaux pour l'excavation des terres à l'emplacement du fort Sainte-Croix (AMBx, EE 36; AMBx, *Registre de la Jurade*, tome 10, p. 175; tome 8, p. 233)

janvier 1676 : démolition du mur de clôture sud du jardin du Noviciat (A.D.GIR. H 2589)

22 mars 1677 : arrêt du contrôleur des bâtiments du roi indiquant les travaux dont le Noviciat devait bénéficier en dédommagement des nuisances provoquées par l'empiètement du fort Sainte-Croix sur leur jardin. Les murs de clôture devaient être ainsi rebâties sur le nouveau périmètre du jardin et les espaces données en compensations des terrains perdus devaient être aplanis au niveau des terres du jardin (A.D.GIR. H 2589)

mai 1677 : on empiète un peu plus sur le jardin

28 août 1677 : certificat du contrôleur des bâtiments du roi certifiant que l'édification du demi bastion Saint-Ignace, avec le fossé, la contrescarpe et le glacis du fort Sainte-Croix entre l'ancien boulevard et le Noviciat des Jésuites a empiété sur une partie du jardin du Noviciat (A.D.GIR. H 2589)

28 août 1677 : ordonnance du maître des requêtes du conseil du roi pour dédommager les Jésuites de la somme de 12 3280 livres pour la portion de leur jardin prise pour le fort Sainte-Croix (A.D.GIR. H 2589)

septembre 1677 : certificat du contrôleur des bâtiments constatant qu'une partie du jardin du Noviciat a été pris pour la construction du fort Sainte-Croix (A.D.GIR. H 2589)

2 septembre 1677 : quittance de la somme de 13 280 livres pour le syndic du Noviciat en dédommagement de l'espace pris sur leur jardin pour la construction du fort Sainte-Croix (A.D.GIR. H 2589)

octobre 1677 : dédommagement de 2900 livres pour la portion de jardin prise pour le fort Sainte-Croix aux Jésuites (A.D.GIR. H 3254)

novembre 1677 : dédommagement de 2900 livres pour la portion de jardin prise pour le fort Sainte-Croix aux Jésuites (A.D.GIR. H 3254)

1681 : construction du réduit de l'entrée du fort Louis (A.D.GIR. H 2589)

1691 : construction d'un nouveau chemin couvert et emprise supplémentaire du fort sur le jardin du Noviciat (A.D.GIR. H 2589)

1691 : démolition d'une partie du mur ouest du jardin du Noviciat pour la construction du nouveau chemin couvert (A.D.GIR. H 2589)

17 novembre 1691 : première estimation de l'emprise du nouveau chemin couvert sur le jardin du Noviciat (A.D.GIR. H 2589)

3 juin 1695 : arpentement de l'enclos du Noviciat compris entre la rue du Peyrat, le cimetière Sainte-Croix à l'est, une corderie à l'ouest, le bâtiment des Jésuites au nord et le fort Sainte-Croix au sud (A.D.GIR. H 2589)

28 juin 1702 : dédommagement au Noviciat pour les biens pris par le roi pour la construction du fort Sainte-Croix (A.D.GIR. H 2589)

8 février 1708 : arpentement de l'enclos du Noviciat (A.D.GIR. H 2589)

19 mars 1753 : ordonnance royale pour que les arbres fruitiers plantés dans le glacis du fort Sainte-Croix soient arrachés (A.D.GIR. H 2589)

## Bibliographie

*Archives Historiques de la Gironde*, tomes 24 et 27

Archives Municipales de Bordeaux, *Inventaire sommaire des registres de la jurade*, tomes 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11,

Andrieux (1981) : Andrieux (Norbert), *Présence Jésuite en Aquitaine sous l'Ancien Régime, Tivoli à Peyreblanque*, numéro spécial du cinquantenaire, 1981.

Bernadau (1844) : Bernadau, *Le viographe bordelais*, 1844, p. 303.

Bernardau (1839) : Bernardau, *Histoire de Bordeaux*, 1839.

Bertrand-Desbrunais et alii (1998) : Bertrand-Desbrunais (J.-B.), Berdoy (A.), Fabre-Dupont Maleret (S.), *Bordeaux, quartier Sainte-Croix, IUT B, sondages diagnostic*, rapport de mai 1998, Service régional de l'Archéologie.

Boutruche (1966) : Boutruche (Robert), *Histoire de Bordeaux, Bordeaux de 1453 à 1715*, 1966.

Braquehay (1874) : Braquehay (Charles), *Sarcophage de la fin du Ve siècle à Bordeaux*, *Bulletin et Mémoires de la Société Archéologique de Bordeaux*, tome 1, 1874, p. 91-101 et pl. IX.

Brutails (1909) : Brutails (Jean-Auguste), *La sauveté de Sainte-Croix*, *Revue Historique de Bordeaux*, 1909, p. 276.

Chanuc (1979) : Chanuc (Lucien), *L'automobile à Bordeaux*, édition Ferret, 1979, p. 63-75.

Clemens (1978) : Clemens (Jacques), *Fouilles au chevet de l'abbaye Sainte-Croix*, 1978, Service Régional de l'Archéologie.

Chauliac (1910) : Chauliac (Albert), *Histoire de l'abbaye de Sainte-Croix de Bordeaux*, Archives de la France monastique, vol. IX, 1910.

Desgraves (1960) : Desgraves (Louis), *Evocation du vieux Bordeaux*, 1960, Bordeaux.

De la Mothe (1854) : De La Mothe (Léonce), *Les Jésuites à Bordeaux, Compte-rendu des travaux de la Commission des monuments et documents historiques de la Gironde*, 1854, XV, p. 39-44.

Delattre (1946) : Delattre (Pierre), *Frères archivistes, architectes et artistes dans la province d'Aquitaine*, Archivum Historicum Societatis Jesu, vol. XIV, 1946.

Devienne (1862) : Devienne (Dom), *Histoire de l'église de Bordeaux*, 1862.

Drouyn (1874) : Drouyn (Léo), *Bordeaux vers 1450, description topographique*, 1874.

Fabre-Dupont Maleret (1995) : Fabre-Dupont Maleret (Sylvie), *Un référentiel pour la céramique bordelaise du Xe au XVe siècle à partir des fouilles d'habitat*, *Aquitania* 13, 1995, 203-265.

Fabre-Dupont Maleret (1996) : Fabre-Dupont Maleret (Sylvie), *La céramique et la ville, Le vaisselier bordelais du Xe au XVe siècle, à partir des données archéologiques*, doctorat Bordeaux III, 1996, 2 vol.

Fondasol (1998) : Fondasol Aquitaine, *Etude de faisabilité géotechnique, IUT de Journalisme Michel de Montaigne*, septembre 1998, p. 38 et 39.

Forton et Nony (1973) : Forton (R.), Nony (D.), *Bordeaux sous le Second Empire*, un chapitre d'histoire métallique, *Bulletin et Mémoires de la Société Archéologique de Bordeaux*, 1973, p. 87.

Gardelles (1990) : Gardelles (J.), *Les monuments du Moyen Age dans le département de la Gironde*, Arts et Histoire, *Congrès archéologique de France, 145e session, 1987, Bordelais et Bazadais*, Société française d'archéologie, Musée des monuments français, Paris, 1990, p. 9-23, p. 12.

Guyon (1971) : Guyon (Gérard), *Le temporel de l'abbaye bénédictine Sainte-Croix de Bordeaux, des origines à la Révolution Française*, thèse de doctorat, Université de Bordeaux I, 1971.

Higounet (1963) : Higounet (Charles, dir.), *Histoire de Bordeaux, Bordeaux pendant le Haut Moyen Age*, 1963.

Jean (1999) : Jean (Ezechiel), *Occupation du sol et peuplement de la paroisse Sainte-Croix de Bordeaux intra-muros entre 1300 et 1492*, TER de maîtrise d'histoire médiévale sous la dir. du professeur Jean-Bernard Marquette, Université de Bordeaux III, 3 vol., 1999.

Jullian (1890) : Jullian (Camille), *Inscriptions romaines de Bordeaux*, tome 2, 1890, p. 43-44.

Lajugie (1972) : Lajugie (Joseph), *Histoire de Bordeaux, Bordeaux au XIXe siècle*, 1972, p. 155

Loirette (1959) : Loirette (Gabriel), *Bordeaux (1572-1772), Les établissements des Jésuites en France depuis quatre siècles*, tome 1, 1959, col. 734-778.

Maffre et Favreau (1994) : Maffre (Philippe), Favreau (Marc), *Les jardins des Noviciats des Carmes déchaux et des Jésuites de Bordeaux*, *Revue Archéologique de Bordeaux*, tome 85, 1994, p. 167-174.

Moisy (1958) : Moisy (Pierre), *Les églises des Jésuites en l'ancienne assis-tance de France*, vol. XII, 1958, tome 1.

Nacfer (1987) : Nacfer (Marie-Noël), *Centre Dramatique National*, 1987, Service régional de l'Archéologie.

Païta (1974) : Païta (Georges), *Aspects de l'implantation matérielle et humaine de la compagnie de Jésus dans le Sud-Ouest de la France*, TER de maîtrise, Université de Paris X, 1974.

Piat (1999 a) : Piat (Jean-Luc), *Le chantier de l'I. U. T. B dans le quartier Sainte-Croix, Bordeaux (Gironde)*, DFS de fouilles archéologiques préventives, Service Régional de l'Archéologie d'Aquitaine, Hadès, 3 vol., 1999.

Piat (1999 b) : Piat (Jean-Luc), *Tranchée EDF, quartier Sainte-Croix commune de Bordeaux*, DFS de prospection archéologique, Service Régional de l'Archéologie d'Aquitaine, Hadès, 1999.

Rabanis et Lamothe (1846) : Rabanis (F.-J.) et Lamothe (L.), *L'enceinte de la ville de Bordeaux à l'époque gallo-romaine et au moyen âge*, *Comptes-rendus des travaux de la commission des Monuments Historiques de la Gironde*, 1845-1846, Bordeaux, 1846, p. 35-44.

Redeuilh et Vivez (1960) : Redeuilh (Henri) et Vivez (Pierre), *Observations archéologiques à l'occasion de travaux de terrassement rue des Allamandiers et rue Peyronnet à Bordeaux*, *Bulletin et mémoires de la Société Archéologique de Bordeaux*, 1960, p. 173-176.



Régaldo-Saint Blancard (1981) : Régaldo-Saint Blancard (Pierre), Poteries de Sadirac et de l'Entre-deux-Mers, première esquisse d'une synthèse archéologique, *SAB*, 72, 1979-1981, 33-47.

Régaldo-Saint Blancard (1988) : Régaldo-Saint Blancard (Pierre), Cru-ches, pichets et cruchons de production sadiracaise du XIVe au XIXe siècle, *Recueil de textes sur l'artisanat céramique à Sadirac et dans l'Entre-deux-Mers*, CLEM, 1988, 80-98.

Régaldo-Saint Blancard (1990) : Régaldo-Saint Blancard (Pierre), Une officine de potier du XIIIe siècle à Lormont, *Société Archéologique de Bordeaux*, 81, 1990, p. 99-111.

Régaldo-Saint Blancard (1995) : Régaldo-Saint Blancard (Pierre), Bordeaux, 88, rue Camille Sauvageau, *Bilan scientifique de la région Aquitaine*, 1994, Service Régional de l'Archéologie, Bordeaux, 1995, p. 52.

Régaldo-Saint Blancard (1998 a) : Régaldo-Saint Blancard (Pierre), *Bordeaux, place André Meunier*, avril 1998, Service Régional de l'Archéologie d'Aquitaine.

Régaldo-Saint Blancard (1998 b) : Régaldo-Saint Blancard (Pierre), Fort Louis, *Revue Archéologique de Bordeaux*, tome 89, 1998, p. 69-142.

Renouard (1965) : Renouard (Yves, dir.), *Histoire de Bordeaux, Bordeaux sous les rois d'Angleterre*, 1965.

Roudié (1960) : Roudié (Paul), Documents sur la fortification de places fortes de Guyenne au début du XVIe siècle, *Annales du Midi*, tome 72, n° 49, 1960, p. 41-57.

Tribalat (1997) : Tribalat (Jacques), *L'échoppe bordelaise*, A éditions, 1997, p. 31.

Vallery-Radot (1960) : Vallery-Radot (Jean), *Le recueil des plans d'édifice de la compagnie de Jésus conservés à la Bibliothèque Nationale de Paris*, 1960.

## La statue en bronze d'Hercule trouvée à Bordeaux et conservée au Musée d'Aquitaine

par Anne Ziégélé

### Découverte des fragments place Saint-Pierre

Les circonstances précises de la découverte à Bordeaux de la statue de bronze d'Hercule ne nous sont pas connues, ce qui ne laisse pas d'étonner Jean-Antoine Labet lorsque lui revint la charge du Dépôt d'Antiques de la ville. En effet, c'est à Jean-François Vatar de Jouannet que l'on doit la préservation des fragments de la statue lors de sa découverte en 1832, mais, contrairement à son habitude, il ne décrit pas précisément le contexte archéologique de la découverte, se contentant de la mentionner pour la première fois cinq ans plus tard dans sa désormais célèbre *Statistique du Département de la Gironde*<sup>1</sup> : "En 1832, des fouilles ayant été pratiquées au milieu des substructions d'une maison sise à l'entrée de l'impasse Saint-Pierre, près de l'église, et presque sur le mur de l'antique enceinte de Bordeaux, les travailleurs rencontrèrent un égout, d'où ils retirèrent les débris d'une statue de bronze plus grande que nature". Il sait y reconnaître les fragments d'une statue d'Hercule, identifiable notamment par la peau de lion enroulée autour de son bras gauche et a déjà l'idée d'y voir le portrait d'un empereur en Hercule. Paradoxalement, aucune coupure de presse ne relate cet événement, qui eut pourtant un certain succès sur le lieu même de la découverte, d'après Labet, qui confie dans le catalogue manuscrit du musée Carreire<sup>2</sup> où était conservée la statue, avoir pu en apercevoir les fragments sitôt sortis du sol : "Cet événement archéologique n'a laissé aucune trace ; aucun journal

de l'époque ne l'a recueilli et personne à Bordeaux ne s'en souvient aujourd'hui si ce n'est un enfant du quartier qui se rappelle avoir comme les autres regardé à travers la clôture du chantier où les ouvriers la montraient pour deux sols, la statue dont la conservation lui serait confiée quarante ans plus tard".

Labet s'employa dès qu'il le put à la faire sortir de l'oubli. Il fut chargé provisoirement en 1842 du récolement des collections du dépôt des Antiques et d'en tenir le registre, qu'il commença à rédiger en 1845, mais ne devint conservateur du dépôt qu'à partir de 1855 et ce n'est qu'en 1864 qu'il réalisa le premier remontage "provisoire" de la statue<sup>3</sup>.

1. Jouannet 1937, p. 243.

2. Catalogue inédit, conservé aujourd'hui aux Archives Municipales de Bordeaux, cote 1411 R10 [1872]. L'œuvre se trouve mentionnée à la 2<sup>e</sup> page de la liste des bronzes ; elle porte le n° 4 du Musée d'Armes et 2042 du Dépôt d'Antiques. Qu'il me soit permis de remercier ici Mme Agnès Vatican, Conservateur des Archives Municipales de Bordeaux, qui m'a fait faciliter les recherches et fait découvrir le cliché original de la statue pris par Jules-Alphonse Terpereau en 1874.

3. C'est dans le "Registre d'inventaire des objets acquis par le Dépôt d'Antiques de la Ville", commencé en 1845, qu'il mentionne pour la première fois p. 44 une "restauration" de la statue réalisée par ses soins en 1864. Registre d'inventaire (inédit) dont une copie est conservée au Musée d'Aquitaine, Ville de Bordeaux.



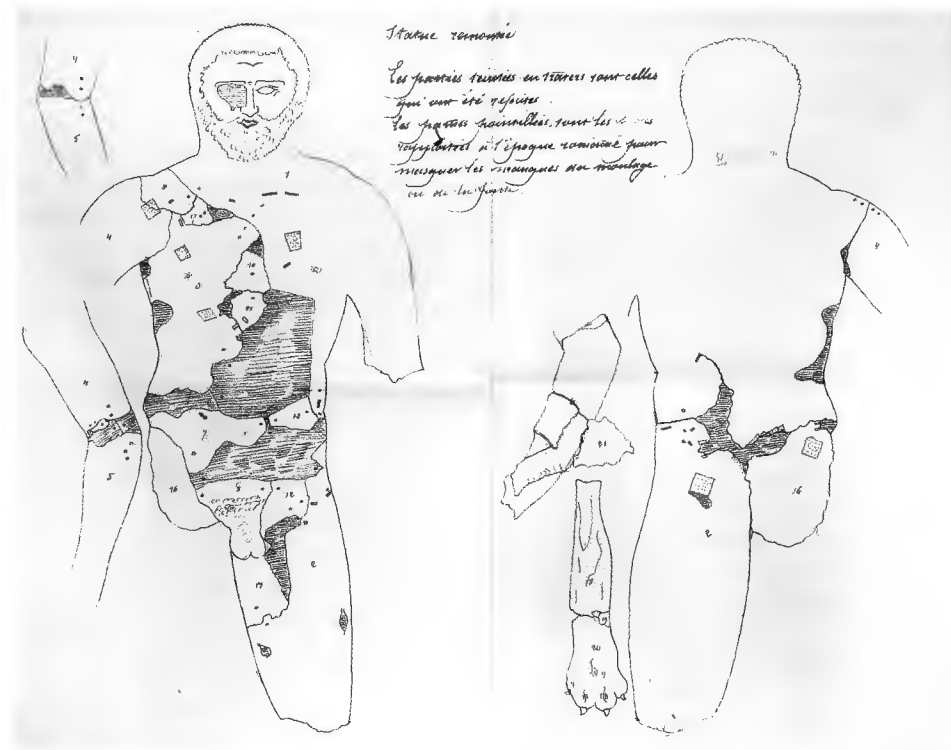
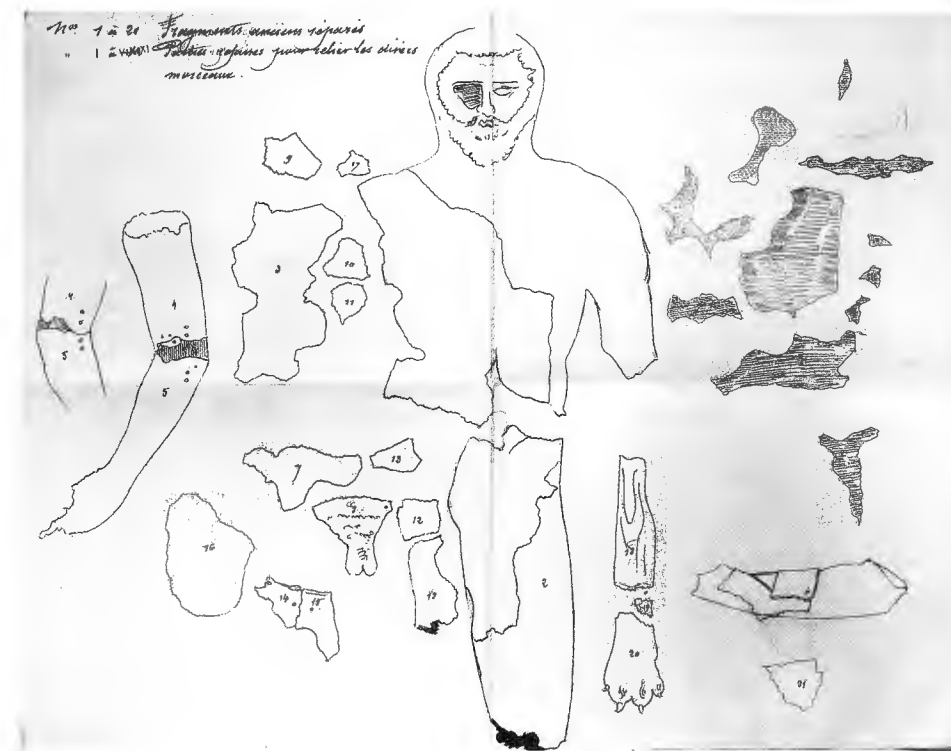


Fig. 1 et 2. — Relevés par J.-A. Labet des fragments de la statue avant et après son remontage en 1864.



Fig. 3 à 6. — Vues de la statue avant la restauration en 1965 par le Laboratoire d'Archéologie des Métaux. Clichés Albert France-Lanord, Laboratoire d'Archéologie des Métaux, reproduits avec l'aimable autorisation de M. François Mirambet, son Directeur. Tous droits réservés.



## Interprétations archéologiques du XIXe siècle

L'examen attentif des différents fragments, "au nombre de vingt environ", lui permit de faire des constatations importantes qu'il consigne dans le catalogue manuscrit du musée d'Armes cité plus haut.

L'état de conservation très variable des éléments de bronze l'amène à supposer qu'ils étaient conservés dans des terres de nature différente. Cette remarque est d'autant plus intéressante qu'ils ont tous été retrouvés, aux dires de Jouannet, dans un même contexte – un égout – lors de leur découverte en 1832, ce qui laisserait entendre que les fragments éparpillés auraient été rassemblés postérieurement, tout au moins dans leur majorité, dans cet égout. Il constate par ailleurs que "l'état des cassures, différent d'aspect, n'indique pas la façon dont elles ont été déterminées, si c'est par écrasement ou à coups réitérés qu'elles ont été produites", mais se résout à penser que "l'absence de traces semble toutes fois en regard de l'épaisseur de certaines parties brisées repousser ce dernier moyen". Il remarque que "le feu en a dévoré une portion notable", dont la main droite, du moins jusqu'à un certain point : "cette partie arrivée au point où le métal devient liquide, la surface ridée, les doigts affaissés, indiquait cet instant si court où il s'épanche et s'écoule au dehors...", ce qui lui permet de supposer "qu'un courant d'eau froide, l'immersion subite enfin a pu seule sauver ce qui reste de la statue". Voilà qui sous-entend que les fragments auraient été jetés dans l'égout afin d'en stopper la combustion.

Toutes ces observations lui permettent alors d'émettre pour la première fois des hypothèses quant à l'origine et la destination de l'œuvre : elle a pu orner un des édifices de la ville et être ensuite arrachée, brisée et jetée dans l'égout, ou bien avoir souffert dans l'incendie et l'effondrement du local qui l'abritait, ou encore avoir été "achevée lors de sa découverte, comme le donneraient à penser la fraîcheur relative de quelques-unes des cassures et surtout le coup de pioche dans l'œil droit".

Lorsqu'en 1874, au cours de la première assemblée de la Société archéologique de Bordeaux, Labet présente une photographie de la statue enfin reconstituée, il lui est demandé de la publier accompagnée d'une notice dans le tout premier numéro du Bulletin de la Société<sup>4</sup>. C'est l'occasion pour lui de rendre un hommage appuyé à Jouannet grâce auquel les fragments de la statue purent être acquis par la Ville, de faire connaître la façon dont il les a assemblés en vue de la présentation de l'œuvre dans l'Exposition philomathique de 1865, mais surtout, de faire part du résultat de ses réflexions, jusque-là inédites.

Il fait remarquer que "le nombre des fractures, l'état dans lequel se trouve le métal peut faire penser qu'elles n'ont pas été déterminées seulement par la chute de la pièce", ce qui suppose une intervention extérieure, qui n'exclurait pas, par exemple, l'effondrement d'un édifice sur la statue. Pourtant il ne semble pas dénué d'arrière-pensée lorsqu'il évoque "des violences et des chocs réitérés" ou qu'il fait remarquer des lacunes importantes précisément du côté gauche pour se demander si ces parties (main gauche, massue et peau de lion) n'auraient pas été "détachées avant et enfouies dans un autre endroit". L'action humaine semble envisagée par Labet, voire présumée par Jouannet déjà, dans sa *Statistique*, lorsqu'il dit la statue "horriblement mutilée" et la main droite "déformée, mutilée sous les coups de la violence". On touche ici au délicat problème des témoignages et de leur corollaire, la subjectivité. Il paraît avéré aujourd'hui par les seules observations permises après une restauration complète de l'œuvre que, d'une part, la main droite a bien brûlé, comme l'indique Labet, (mais il ne faut pas exclure que la statue ait été atteinte involontairement, voire accidentellement), d'autre part, comme l'indiquent les notes prises lors de la restauration la plus récente, que la lacune observée par Labet sur la partie droite du visage est bien due à un coup de pioche malencontreux lors de la découverte<sup>5</sup>.

## Remontages et restauration de la statue

Lorsque Labet entreprit le premier remontage de l'œuvre, ce dernier était conçu pour être provisoire et permettre seulement à la statue, comme on l'a vu, d'être présentée pour l'Exposition philomathique de 1865. En même temps que la photographie de Terpereau, Labet avait présenté lors de la première séance de la Société archéologique nouvellement fondée deux dessins de la statue réalisés par lui. Le premier est le relevé des fragments distincts, le second, celui du remontage avec l'emplacement des différents fragments dans une vue de face et de dos. Ces deux documents extrêmement importants, outre qu'ils dénotent la rigueur de Labet, permettent de situer les parties qui ont dû être restituées pour la cohésion de l'ensemble, réalisées à sa demande par le sculpteur de la Ville, Dominique-Félix Maggesi<sup>6</sup>.

4. Labet 1874.

5. Je remercie très vivement M. François Mirambet, Directeur du Laboratoire d'Archéologie des Métaux à Nancy, de m'avoir communiqué ces notes et les clichés de l'œuvre avant restauration, seuls témoins visuels subsistant de la statue dans son état primitif.

6. Les documents originaux n'ont pas été retrouvés, mais des photographies en sont conservées au Musée d'Aquitaine.

Sur chacun de ces relevés figurent vingt-et-un fragments, alors que leur nombre précis n'était pas mentionné dans la publication de la Société archéologique de Bordeaux, ni même dans un second manuscrit inédit de Labet, légèrement postérieur<sup>7</sup>. Ceci s'explique par le fait que lorsque Labet découvrit les fragments de la statue, ils gisaient "au sol, dans la partie obscure d'une pièce du rez-de-chaussée" du musée des Antiques (alors situé dans l'ancien hôtel de l'Académie, rue Jean-Jacques Bel), laissés à l'abandon depuis vingt ans, et il lui était impossible de s'assurer que tous les fragments se trouvaient là. Il est évidemment regrettable que Jouannet en son temps n'en ait pas consigné le nombre exact (ni les circonstances précises de leur découverte), ce que Labet regrette. Aussi, quand Louis Valensi, Conservateur honoraire du Musée d'Aquitaine, note en 1964 qu'un "morceau de coude, redécouvert, modifie légèrement la position d'un bras"<sup>8</sup>, on est en droit de se demander si ce fragment avait été vu par Labet. De même peut-on s'interroger sur neuf autres fragments conservés aujourd'hui dans les réserves du Musée d'Aquitaine, qui pourraient avoir appartenu à la statue, la malléole externe d'un pied gauche en particulier.

Le remontage de la statue d'Hercule suscita cependant quelques remarques et controverses bien vite dissipées par le sérieux, la rigueur et l'humilité dont fit preuve le conservateur dans cette entreprise difficile. Il lui avait été reproché d'avoir assemblé les différentes parties au moyen de rivets, et d'avoir fait disparaître des réparations antiques de surface dont la découpe adoptait la forme d'une queue d'aronde. Si les rivets s'avéraient nécessaires pour la solidité de la statue, les réparations antiques furent au contraire respectées par Labet, et aucune ne présentait une découpe en queue d'aronde.

Mais depuis ce premier remontage – qu'il a toujours qualifié de provisoire – Labet souhaitait faire réaliser un remontage définitif avec armature intérieure et soclage, afin que les deux faces de la sculpture puissent être admirées par le public. C'est ce qu'il obtint enfin lorsque l'œuvre fut demandée pour figurer à l'Exposition Universelle de 1878 qui se tenait au palais du Trocadéro à Paris<sup>9</sup>.

L'occasion de restaurer véritablement la statue pour lui donner l'aspect qu'elle aujourd'hui est venue avec l'exposition de sculptures qui se tint au Louvre en 1963 et où elle fut présentée<sup>10</sup>. Des clichés révèlent l'état de l'œuvre avant cette dernière restauration réalisée par le Laboratoire des Métaux de Nancy : l'œil droit d'Hercule a été habilement restitué, une grande partie du thorax et le coude droit ont été reconstitués en résine stratifiée et les nombreuses aspérités de surface ont été comblées pour redonner à l'œuvre un aspect harmonieux. Mais il n'est pas possible de déterminer au vu de ces seuls clichés et par les notes de restau-

ration si le bronze ne présentait dans son ensemble qu'une oxydation de surface, ou bien s'il avait brûlé autrement que ponctuellement, comme nous l'avons vu.

Aujourd'hui, la statue de Bordeaux mesure 1,32 m de hauteur, 0,75 m d'épaisseur, 1,09 m de largeur et pèse 90 kg. Car, bien que d'une qualité exceptionnelle, elle présente malgré tout quelques lacunes. Si la peau de lion pendant du bras gauche d'Hercule a été retrouvée et restituée depuis, les accessoires tenus en main, la moitié inférieure de la jambe gauche et la jambe droite ont disparu, de même que les yeux, qui étaient d'une autre matière. Mais le soin et la recherche apportés à sa réalisation ne peuvent nous échapper.

## La réalisation de la statue dans l'Antiquité

Elle a été réalisée en plusieurs parties destinées à être soudées entre elles – comme il est d'usage dans l'Antiquité pour les statues de grande dimension – selon la technique de la fonte à cire perdue avec modèle épargné.

À partir du modèle définitif en terre cuite dont on prend l'empreinte en creux pour obtenir un moule formé de plusieurs pièces, qu'on enduit de cire et remplit de terre réfractaire, on obtient une épreuve identique au modèle d'origine, mais constituée d'un noyau de terre enrobé de cire. À cette épreuve sont "collés" un certain nombre de tuyaux de cire. Un second moule en matériau réfractaire (appelé "moule de potée"), qui emmaillote le tout, est mis à chauffer de manière à faire fondre la cire qui s'écoule à l'extérieur. Le bronze en fusion (alliage cuivreux porté à 1100°) est coulé à l'intérieur du moule, se substituant à la cire fondue. Après refroidissement, l'élément de statue est libéré de sa gangue et les ramifications de bronze qui se sont substituées aux tuyaux de cire sont coupées. C'est alors que sont réalisées les réparations et que le sculpteur du modèle lui-même procède aux finitions.

7. Manuscrit conservé au Musée d'Aquitaine avec la correspondance de Labet [1875].

8. Valensi p. 47.

9. Cf. la lettre adressée au Maire de Bordeaux datée du 22 mars 1878, conservée au Musée d'Aquitaine dans la correspondance de Labet.

10. Cf. Braemer, *L'art dans l'Occident romain, trésors d'argenterie, sculptures de bronze et de pierre*, catalogue d'exposition, juillet-août 1963, Palais du Louvre, Galerie Mollien, Réunion des Musées Nationaux, Paris, 1963 p. 67 n° 270, pl. XXV.





Fig. 7 et 8. — Inclusions de cuivre rouge pour les aréoles des seins et les lèvres.  
Clichés Bernard Fontanel, Musée d'Aquitaine, tous droits réservés.



Fig. 9. — Perforation destinée à recevoir le rivet de fixation de la massue d'Hercule (avant-bras gauche).  
Cliché Bernard Fontanel, Musée d'Aquitaine, tous droits réservés.

Dans le cas de la statue d'Hercule, les nombreuses réparations de surface venues pallier de minuscules défauts de coulée au moyen de très petites pièces de bronze rapportées sont à peine perceptibles et un soin particulier y a été apporté. Quant aux finitions, elles semblent vouloir faire revivre l'âge d'or de la sculpture grecque à une époque où cette dernière était particulièrement prisée. Les inclusions de cuivre rouge des tétons et des lèvres (fig. 7 et 8), incluses "en force" depuis l'extérieur et entourées d'un filet d'argent selon la technique grecque, devaient apporter une touche de vie à la sculpture qu'il faut imaginer à l'époque antique toute dorée, sans sa patine actuelle, même si l'on ne peut savoir aujourd'hui, à cause des restaurations effectuées depuis, si elle fut dorée à l'or. Les yeux étaient rapportés aussi, faits de marbre, d'ivoire ou de nacre de coquillage et de pierres dures ou de verre coloré. Le bord biseauté des paupières indique qu'ils étaient introduits depuis l'intérieur de la tête, mais surtout que le demi-dieu devait avoir le regard légèrement baissé. Cette constatation confirme l'utilisation d'un piédestal comme il est d'usage pour une statue de cette importance. L'aspect fouillé, le graphisme très élaboré de la chevelure et de la barbe dont chaque boucle est travaillée au foret et reprise au burin ne font qu'ajouter à l'effet recherché de contraste avec l'aspect lisse du visage idéalisé. Le souci du détail se traduit jusque dans le travail au burin de la dépouille du lion dont la pilosité est de la même façon très habilement suggérée.

### Hypothèse de restitution et analyse stylistique

Mais aujourd'hui l'attribut essentiel d'Hercule a disparu : sa massue qu'il devait, selon toute vraisemblance, d'après l'inclinaison de ce qui subsiste de la main, soutenir dans sa main gauche, et dont l'extrémité la plus large devait frôler son épaule. La large perforation située au milieu de l'avant-bras du même côté devait permettre la fixation par un rivet de la lourde massue (fig. 9). La dépouille du lion de Némée (qu'il parvint à terrasser au cours du premier des douze travaux qui lui furent imposés avant d'obtenir l'immortalité) a, elle aussi, en majeure partie disparu. Il faut en imaginer une épaisseur notable de part et d'autre de son bras gauche d'où devaient pendre aussi les trois autres pattes de l'animal. L'accessoire qu'il devait présenter dans la main droite est plus délicat à restituer. Mais là encore, il semble subsister suffisamment d'indices pour émettre une hypothèse. En effet, le gras du pouce et la position des doigts les mieux conservés supposent à la fois le pincement entre le pouce et l'index et le maintien de l'accessoire dans l'arrondi de la main. C'est, entre autres choses, ce qui conduit à penser à un objet souvent présent dans les statuettes d'Hercule en Gaule et ailleurs, une coupe à boire. Le bras tendu semble conforter cette idée, à condition que la restauration



10	11
12	

Fig. 10. — Vue en pied de la statue au Musée d'Aquitaine.  
Cliché Bernard Fontanel, Musée d'Aquitaine, tous droits réservés.

Fig. 11. — Revers de la statue.  
Cliché Bernard Fontanel, Musée d'Aquitaine, tous droits réservés.



Fig. 12. — Vue de face de la statue.  
Cliché Bernard Fontanel, Musée d'Aquitaine, tous droits réservés.



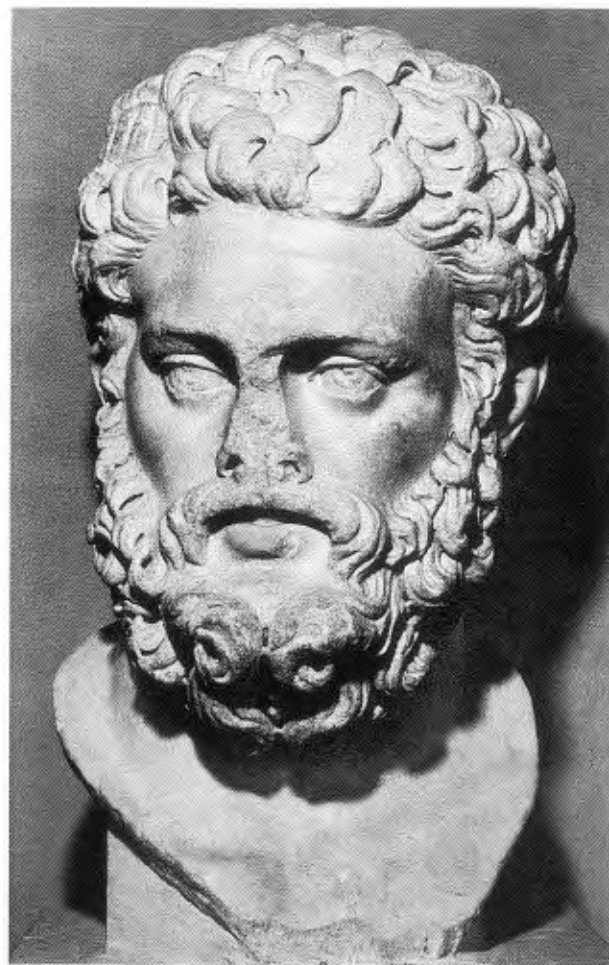


Fig. 13. — Portrait de Septime Sévère en Hercule.  
Cliché Musée archéologique de Tripoli, avec l'aimable autorisation de son  
Directeur, Ali Fakroun. Tous droits réservés.

du coude ait permis la restitution exacte de sa position, ce dont on ne peut être absolument sûr. La coupe ainsi tendue serait celle offerte par Hébé au Héros : emplie de nectar et d'ambrosie, elle assure aux dieux l'immortalité.

La posture générale du dieu paraît, là encore, un rappel de la statuaire classique grecque héritée de Polyclète, avec ce déhanchement si caractéristique et si souvent repris depuis, notamment pour les représentations officielles : le "chiasme" ou *contraposto*. Ce système de figuration qui fut perfectionné par l'école de Sicyone, Lysippe et Léocharès en particulier, crée une dynamique dans la représentation du corps, en simple appui sur une jambe ou en double appui d'une part sur la jambe, de l'autre par le bras du côté opposé se retenant à quelque accessoire. L'appui sur une jambe provoque la cambrure des reins et l'ondulation de la colonne vertébrale à laquelle répond la ligne des épaules, abaissée du côté opposé, tandis que la tête est généralement à peine tournée. Dans le cas d'Hercule, l'appui se fait sur la

jambe droite et l'autre jambe, fléchie un peu en avant, ne lui faisait toucher le sol que du bout du pied. La nudité héroïque est alors prétexte pour rendre avec virtuosité la musculature, comme l'affectionnait tout particulièrement Lysippe. L'influence de ce grand sculpteur grec du IV<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ se fait sentir jusque dans les proportions de la statue, qu'on peut restituer légèrement plus grande que la taille humaine grâce à la cuisse gauche conservée, et par d'autres détails dans la sculpture. Il ne faut pas oublier qu'il fut celui qui introduisit le modèle sculpté d'Hercule à Rome, où le héros divinisé était particulièrement honoré sur le *Forum Boarium* en raison de l'épisode mythologique propre à la Ville, celui d'Hercule et Cacus le voleur de bœufs.

Le type de pose choisi, la nudité héroïque, la symbolique peut-être aussi, mais surtout les traits du visage ont conduit à rechercher dans la statue une représentation impériale sous les traits d'Hercule<sup>11</sup>. C'est notamment le traitement de la coiffure et de la barbe, le mode d'idéalisation du visage et certaines comparaisons avec des portraits de Septime Sévère en Hercule conservés à Leptis Magna (fig. 13), la ville dont il est originaire, qui conduisent à voir dans la statue une effigie héroïsée, ou plutôt divinisée, de cet empereur dont il faut rappeler qu'en 197 après Jésus-Christ, il divinisa Commode (empereur qui s'identifia à Hercule) et fera officiellement d'Hercule à partir de cette date le protecteur de l'empereur.

### Datation et interprétation archéologique aujourd'hui

Les arguments en faveur de cette lecture de la représentation conduisent à insérer la statue dans une fourchette chronologique située entre la fin du II<sup>e</sup> siècle et le tout début du III<sup>e</sup> siècle en fonction de la date anniversaire de ses dix années de règne, 203 après Jésus-Christ, qui furent célébrés par ses *Decennalia*, à l'occasion desquelles fut éditée une médaille le montrant en nouvel Hercule exécutant la volonté de Jupiter.

Il convient donc de s'interroger sur la présence à Bordeaux d'une statue de type officiel. Et il faut se demander si l'endroit où elle a été découverte est significatif, s'il correspond à peu près à son emplacement d'origine ou dans quelle mesure il peut s'en éloigner<sup>12</sup>.

11. Valensi p. 53.

12. Qu'il me soit permis d'adresser mes remerciements les plus chaleureux à M. Jean Marcadé, membre de l'Institut, M. Claude Rolley, professeur émérite de l'Université de Bourgogne et Mme Nathalie de Chaisemartin, maître de conférence à l'Université Paris IV, M. Jean-Pierre Bost, professeur à l'Université de Bordeaux-III et chercheur au Centre Ausonius, auquel j'ai fait part de mes réflexions et qui m'a aidé de ses précieux conseils.

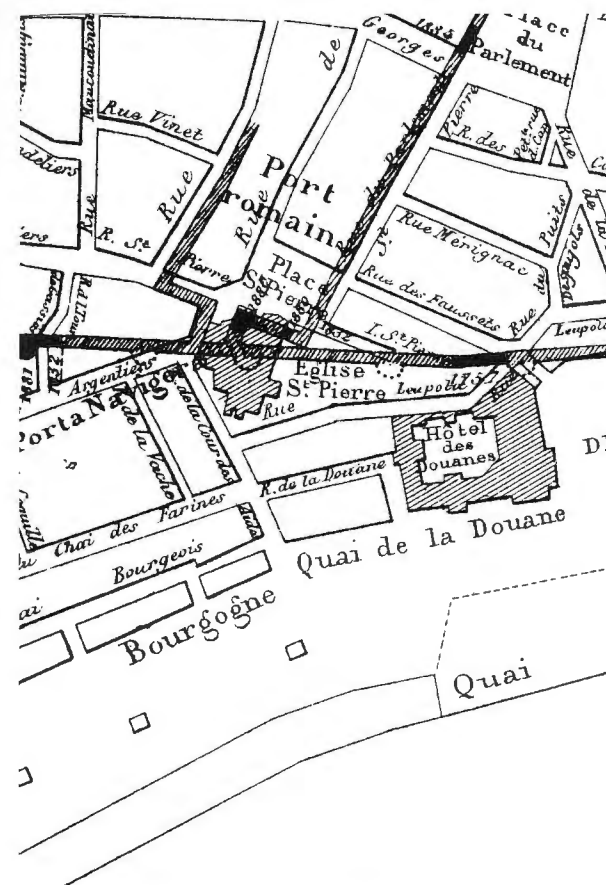


Fig. 14. — Plan de Bordeaux avec son rempart du Bas-Empire par C. de Mensignac en 1876.

La statue fut découverte, selon Jouannet, dans un égout, sans que soit précisée sa datation, ni à quelle profondeur il se trouvait, ni ce qui fit reconnaître un égout. On sait par Camille de Mensignac et peut-être aussi Henri Redeuilh et Daniel Nony<sup>13</sup> qu'à proximité immédiate se situaient un ou plusieurs canaux ou passages voûtés dont Mensignac donne les dimensions : 1,30 m. de large sur 2 m. de haut<sup>14</sup>. On n'est donc peut-être pas absolument sûr de cet égout, et encore moins de son éventuelle datation de l'époque romaine. Par ailleurs, il paraît difficile de déterminer aujourd'hui, malgré les fouilles effectuées anciennement ou plus récemment, l'emplacement précis de l'embouchure du port de Bordeaux dans l'Antiquité, situé à proximité<sup>15</sup>. Car selon une note manuscrite de Mensignac conservée aux archives de la Société archéologique et publiée par Redeuilh et Nony<sup>16</sup>, "le mur nord du chenal, qui a 10 mètres de long et à l'extrémité duquel repose le côté sud-ouest de la façade actuelle de l'église Saint-Pierre, se trouve établi entre la nef principale et le bas-côté sud de cet édifice, en suivant une ligne oblique". Voilà qui ne permet pas vraiment, me semble-t-il, les configurations du port qui furent proposées de-

puis<sup>17</sup>. La découverte d'un relief remployé dans le rempart antique "Tour de Gassie" dans le même alignement en 1980 et récupéré par Jacques Santrot pour être conservé au Musée d'Aquitaine<sup>18</sup> me semble confirmer l'observation de Mensignac, même si une note manuscrite de Santrot ne fait, me semble-t-il, que la supposer déplacée, en remploi dans un mur postérieur, en fonction de l'article de Debord et Doreau. L'observation sur place de ce qui en subsiste peut éventuellement éclairer. En revanche, lorsque Mensignac affirme que "la partie de la muraille est du port intérieur est à 3,40 m. en arrière du contrefort nord de la porte principale", il prend peut-être effectivement, comme l'ont suggéré Debord et Doreau<sup>19</sup>, le rempart antique pour le mur intérieur du port. Quoi qu'il en soit, l'embouchure du port antique, plus ou moins large selon les moments, et plutôt plus que moins à l'époque de Paulin de Nole, si l'on se fie à sa description, se situait à proximité immédiate.

Alors se pose le problème de savoir si la Porte Navigère qu'il mentionne pouvait être ornée d'une statue d'Hercule, si l'on émet l'hypothèse que cette dernière subsista un siècle, ou si, avant que la ville soit remparée, la statue représente un *Herculis Portus*, ou le port un *Portus Herculis*<sup>20</sup>. L'hypothèse est séduisante et peut être confortée par les autres *Portus Herculis*, que ce soient ceux de Gadès, Grenoble... Une autre hypothèse placerait la statue, effigie de symbolique impériale de très grande qualité, à l'extrémité du *decumanus* que représente aujourd'hui la rue Saint-Rémi.

Les questions que l'on est en droit de se poser resteront pour la plupart sans réponse : on ignore comment la statue fut brisée et pourquoi elle a brûlé. A-t-elle été brisée par l'effondrement de la toiture d'une maison ou d'un temple en flammes ? L'a-t-elle été à l'endroit où elle a été découverte ? Fut-elle écartée lors d'un remaniement urbain, par simple désaffection ou dans des circonstances plus violentes ? Dans quelles circonstances s'est déclaré ce feu ?

La qualité exceptionnelle de ce bronze et son originalité en font en tout cas une œuvre majeure, non seulement pour la Gaule, mais pour l'empire romain.

13. Redeuilh et Nony p. 127.

14. Mensignac 1879 p. 101.

15. Cf. Delfortrie, Le sous-sol de l'ancien Bordeaux, *Société archéologique de Bordeaux*, tome III, 1<sup>er</sup> fascicule, mars 1876, p. 67, qui situe une ancienne berge de la Devèze le long du côté sud de l'église Saint-Pierre et Mensignac, *ibidem*, tome XXXV, 1913, p. 114, note 1.

16. Redeuilh et Nony p. 126 note 3.

17. Debord et Doreau p. 11 fig. 4, ou Régaldo, p. 59 fig. 28.

18. Musée d'Aquitaine inv. 80.20.1. Gauthier Marc, Informations archéologiques, Aquitaine, *Gallia*, 1981, tome 39, fascicule 2, p. 476 et 477, ill. n° 6.

19. Debord et Doreau, mention entre parenthèses p. 13.

20. Etienne 1962.



## Bibliographie

Baudry Marie-Thérèse, Bozo Dominique, *La sculpture, principes d'analyse scientifique, méthode et vocabulaire*, Inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France, éd. Imprimerie nationale, Paris, 1978.

Balty Janine, Les premiers portraits de Septime Sévère, problèmes de méthode, *Revue d'études latines*, Latomus XXIII, 1964, p. 56-63.

Balty Janine, Un prototype officiel dans l'iconographie de Septime Sévère, *Bulletin de l'Institut historique belge*, Rome 1961, XXXIII, p. 101-113.

Bayet Jean : *Les origines de l'Hercule romain*, Bibliothèque des Ecoles Françaises d'Athènes et de Rome, éd. De Boccard, Paris, 1926.

Boardman John, Palagia Olga, "Heracles", "Hercules", *Lexicon iconographicum mythologiae classicae*, éd. Artémur, Zurich et Munich, 1988, t. IV, 1 (texte) et IV, 2 (ill.), p. 728.

Boucher Stéphanie, *Recherches sur les bronzes figurés de Gaule pré-romaine et romaine*, Ecole Française de Rome, Palais Farnèse, Rome, 1976, fascicule 228, p. 144-146.

Braquehay Charles, La Basilique Saint-Martin et la Basilique Saint-Pierre à Bordeaux (Notes et documents), *Société Archéologique de Bordeaux*, tome IX, 1er fascicule, mars 1882, Bordeaux 1882, p. 11-14.

Caputo Giacomo, Traversari Gustavo, Le Sculture del teatro di Leptis Magna, iconografie di archeologia, *Libica* XIII, "L'erma" di Bretschneider, Rome 1976, p. 98-100 n° 77, tav. 85.

Caputo Giacomo, Ritratto leptitano di Settimio Severo-Ercole, *Homages to Albert Grenier*, édités par Marcel Renard, *Revue d'études latines*, Latomus LVIII, 1962, p. 381-385.

Charbonneaux Jean, Martin Roland, Villard François, *Grèce Classique* (480-330 avant J.C.), éd. N.R.F. Gallimard, Paris, 1969.

Debord Pierre, Doreau Jacques, Le Port antique de Bordeaux (d'après les notes inédites de C. de Mensignac), *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, Bordeaux, 1975, XXIV, Nouvelle série, p. 5-18.

Deonna Walter, "Statuaria", *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines d'après les textes et les monuments...*, ouvrage fondé par Ch. Daremberg sous la direction de Edmond Saglio, tome IV, 2e partie, Paris, 1919, p. 1488-1505.

Dürnbach F., "Hercules", *ibidem*, tome III, 1e partie, Paris 1919, p. 78-128.

Espérandieu Emile, *Recueil général des bas-reliefs de la Gaule romaine*, tome 9e, Supplément, Paris, 1925, p. 209, n° 6935.

Etienne Robert, avec la collaboration de P. Barrière, *Bordeaux antique*, coll. dirigée par Ch. Higounet : *Histoire de Bordeaux*, Bordeaux, 1962, p. 171, p. 209.

Garmy Pierre, Maurin Louis, (sous la direction de), "Enceintes romaines d'Aquitaine", *Documents d'archéologie française*, 53, p. 25-80.

Grimal Pierre, *Dictionnaire de la mythologie grecque et romaine*, éd. P.U.F., Vendôme, 1999.

Jouannet Jean-François Vatar de, *Statistique du département de la Gironde, histoire et topographie*, Bordeaux, 1837, rééd. Res. Universalis, Paris, 1992, I, Livre cinquième, Histoire, deuxième division, p. 243.

Kersauson Kate de, *Catalogue des portraits romains*, I, Paris 1986 et II, Paris, 1996.

Labet Jean-Antoine, Notice sur l'Hercule en bronze du Musée de Bordeaux, *Société Archéologique de Bordeaux*, I, 1e fascicule, août 1874, Bordeaux, 1874, Présentations p. XVIII, p. 45 à 47, pl. 4.

Mensignac Camille de, Découvertes et nouvelles, "Fouilles à l'angle sud-ouest de l'église [Saint-Pierre]", *Société archéologique de Bordeaux*, tome VI, 1e fascicule, mars 1879, Bordeaux, 1879.

Mattusch Carol C., *Greek bronze statuary from the beginnings through the fifth century B.C.*, Ithaca et Londres, 1988.

Moreno Paolo, *Vita e arte di Lisippo*, Milan, 1987.

Redeuilh Henri et Nony Daniel, Découvertes archéologiques places Saint-Projet, Saint-Pierre et du Parlement à Bordeaux en 1955 et 1956, *Bulletin et mémoires de la Société archéologique de Bordeaux*, LXII, années 1957-1962, Bordeaux 1964.

Régaldo-Saint Blancard Pierre, Exploration archéologique de la place de la Bourse à Bordeaux, *Revue archéologique de Bordeaux*, LXXXVII, 1996, p. 39-62.

Reinach Salomon, *Répertoire de la statuaire grecque et romaine*, Paris, 1930, tome II, volume 1, p. 220, n° 7.

Rolley Claude, Pernot Michel, Le bronze et les bronzes, le rôle de l'archéométrie, *Dossiers d'Archéologie* n° 251, mars 2000, p. 62-69.

Rolley Claude, *La sculpture grecque*, Les manuels d'art et d'archéologie antique, éd. Picard, Paris, 1994, p. 63-72.

Société archéologique : Extraits des comptes-rendus des séances de la Société archéologique de Bordeaux, séance du 8 janvier 1875, sous la présidence de M. Farine, tome II, 2e fascicule, juillet 1875, Bordeaux, 1875, p. 1.

Sansas Pierre, *Dictionnaire archéologique de la Gaule, époque celtique*, publié par la Commission instituée au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Paris, Imprimerie Nationale, 1875, tome 1er, p. 176 "Bordeaux" (pour "Burdigala").

Valensi Louis, *Présentation d'œuvres gallo-romaines*, catalogue d'exposition, Musée d'Aquitaine, Bordeaux, 1964-1965, p. 46-53, notes p. 65-67, ill. p. 46, 49, 50, 53.

# L'église Notre-Dame de Gironde-sur-Dropt

par Pierre Coudroy de Lille

Avec Jean-Pierre Petit, notre attention avait été attirée sur l'église Notre-Dame de Gironde par l'ancien maire, Monsieur Pauly, qui faisait faire des travaux de dégagement d'une litre funéraire dans la chapelle au bas du clocher. Deux restauratrices agréées par les Monuments historiques, Mesdames Godin et Blondeaux, avaient en effet rendu lisibles les quatre écussons armoriés, en losange, parsemant la bande noire. Les efforts financiers et culturels de la Municipalité méritaient qu'on examine cette découverte et M. Jean-Bernard Faivre nous y avait encouragé.

Un examen plus attentif de cette église nous permit de découvrir d'autres particularités qui nous incitèrent à enrichir notre communication à la Société Archéologique de Bordeaux ; nous étudierons ainsi :

- l'abside polygonale
- la fenestrelle, ou claustra
- la charpente et l'intérieur de la nef
- la litre funéraire de la Dame de Castetja.

La moisson archivistique est faible : il faut se référer au cartulaire du prieuré Saint-Pierre de La Réole, publié dans les tomes II et V des *Archives historiques de la Gironde*. En 978, il y a échange de l'église Sainte-Marie de Villa Nova, donnée au prieur, contre celle de Saint-Paul d'Anandria, ou d'Andraut, à Monségur. L'église est à nouveau mentionnée en 1115 et 1130. En 1167 et 1170, un conflit oppose le prieur et l'évêque de Bazas à propos du droit de choisir le titulaire de l'église de Villa Nova, conflit terminé en 1174 par des légats du pape. Villa Nova devint Gironde vers ce moment.

Léo Drouyn, Brutails, Dom Biron ne donnent guère de détails supplémentaires, pas plus qu'un érudit local, l'ins-tituteur Jean Cardouat, auteur d'une monographie communale. Tous reconnaissent une abside polygonale romane, une nef ultérieure de la fin du XVe siècle, "qui l'a fortement dénaturée", selon Léo Drouyn. Paul Roudié a trouvé une précision chronologique : la charpente de la nef fut décidée en 1510.

Ainsi, une église existait dès 978, plusieurs fois remaniée par la suite. La chronologie s'établirait ainsi : d'abord l'abside, puis la nef aménagée au XIIe siècle, puis la face ouest à la fin du XVe avec son clocher.

## L'abside polygonale

L'abside est polygonale, avec des pans de murs qui ont 3,50 m à 3,65 m de dimensions au sol, et les angles sont proches de 144°, soit la valeur de ceux d'un décagone régulier. Sur chaque extrémité du polygone viennent se greffer deux murs semblables formant le même angle que les autres, environ 144°. Le mur du nord est très visible à l'extérieur alors que le mur gouttereau du sud est noyé dans la maçonnerie du presbytère contigu.

Les murs de l'abside ont environ 6 mètres de haut, en appareillage irrégulier sur toute la structure, avec les angles en maçonnerie soignée. Les ouvertures ont été bouchées, repercées à diverses époques. Les angles ne sont épaulés par aucun contrefort, comme on le peut voir à l'église voisine de Caudrot.



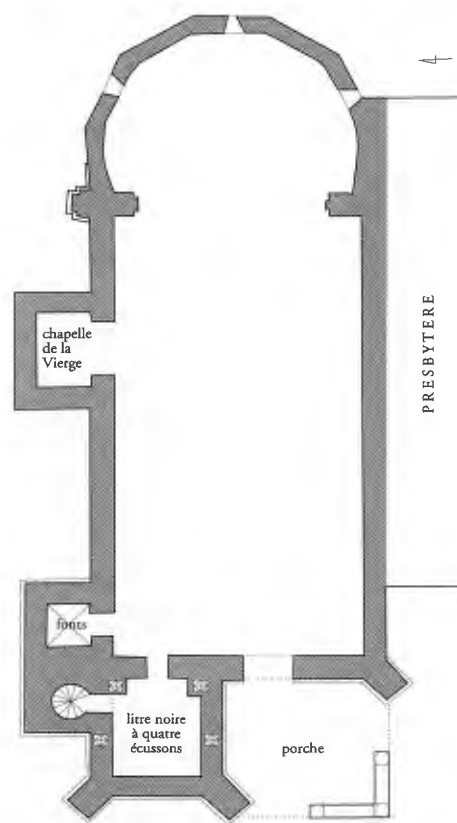


Fig. 1. —  
Plan-masse  
de l'église.

Le raccordement entre l'ancien chœur polygonal et la nef romane du XII<sup>e</sup> siècle se voit bien au nord : l'arc triomphal est renforcé extérieurement par un contrefort plat et par des murs en tas de charge montés pour tenir l'ensemble, qui apparaissent au-dessus de la toiture. Au sud, on voit également saillir du toit le tas de charge. Grâce à ce procédé de construction, la poussée est rendue verticale.

Les côtés et l'angle outrepassés devaient également servir de contrefort d'appui. A l'intérieur, dans le chœur, le mur légèrement courbe suit le mouvement des deux pans en retour, au sud comme au nord. C'est la même structure de petit appareil noyé dans un mortier relativement épais, mais on devine dans la maçonnerie cinq départs d'arcs correspondant aux cinq côtés de l'abside, ce qui laisse supposer qu'à l'origine le chœur était lui aussi polygonal, avant un remaniement qui le rendit en arc de cercle.

Peut-on dire que cette abside existait déjà en 978 ?

### La fenestrelle ou claustra

Une pierre percée, ou claustra, se trouve au-dessus de la porte d'entrée occidentale, près de la fenêtre, mais elle ne donne pas dans l'église ; elle semble même avoir été incluse dans le mur sans correspondre à aucune fenêtre.



Fig. 2. — L'abside polygonale.

La porte d'entrée de style gothique flamboyant, est ornée d'une accolade avec pinacles reposant sur des moulures prismatiques, avec un décor de fleurons, choux frisés et feuillages, et deux petits animaux dans du végétal. La porte est protégée du vent d'ouest par un porche, clos d'un mur-bahut donnant naissance à trois piles octogonales, et du vent du nord par l'épais clocher carré hors œuvre.

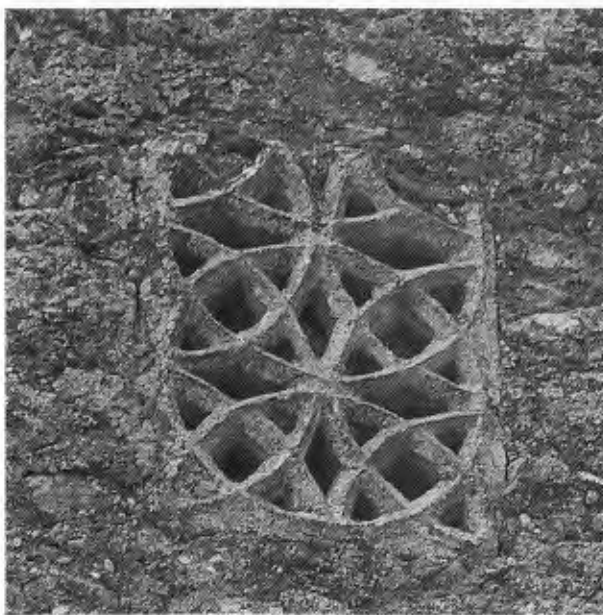


Fig. 3. — La fenestrelle ou claustra.

Les bases des murs du clocher, de la chapelle des fonts baptismaux et de la façade ouest sont reliés par de fortes moulures saillantes, une baguette et un talon renversé, ce qui indique bien une même époque de construction qu'on peut estimer proche des années 1500.

La curieuse pierre percée est décorée de motifs géométriques réguliers : douze cercles entrelacés et ajourés, d'un effet gracieux et élégant. La Commission des Monuments et Documents historiques de la Gironde en publia un dessin dans son volume 4. De tradition romane, d'inspiration peut-être antérieure, cette fenestrelle a été manifestement remployée à titre d'ornement, lorsque le mur ouest fut construit.

D'autres claustra ont été découverts dans la région, à Saint-Georges de Montagne, un fragment à Vayres, à Saint-Martin du Petit-Niort près de Mirambeau ; mais les deux meilleurs types sont en place à l'église de Fenieux en Saintonge où les motifs sont en arc de cercle et en treillage.

### La charpente et l'intérieur de la nef

Il n'était pas possible de lancer des voûtes sur la nef du XII<sup>e</sup> siècle, large de 11 mètres ; d'ailleurs il n'y a aucune pile, ni départ de colonnes, ni contreforts extérieurs pour épauler ces vieux murs. La seule arcade est l'arc triomphal, appuyé sur des contreforts plats renforcés par des murs de charge, en haut.

Les sept entrants de la charpente sont apparents ainsi qu'une partie des poinçons et des arbalétriers, le reste étant caché par des lambris peints. C'est un ensemble dit "à la ferme normale" où les entrants s'appuient sur des sablières reposant sur les murs gouttereaux.

Le professeur Roudié a trouvé le contrat passé en 1510 entre les fabriciens de la paroisse et le charpentier Gauchier : "faire le chapeau de la nef pour couvrir à tuile creuse et à point rond par le dedans". L'enchaînement paraît logique : autour de 1500, construction du mur ouest et du clocher carré ; achèvement par une nouvelle charpente. Les fabriciens s'engageaient à fournir du bois sur pied au charpentier qui n'aurait pas à fournir les matériaux.

D'autres charpentes de ce type existent en Réolais, mais celle de Gironde a des entrants particulièrement longs, au moins 13 mètres, ce qui indique des arbres aux fûts magnifiques. Les entrants ont une section octogonale ; des petites bagues décorent la retombée du poinçon, bagué lui aussi. On peut donc parler d'une charpente très soignée.

Comme il était habituel sous l'Ancien Régime, deux autels étaient appuyés à l'arc triomphal pour des patrons secondaires : l'un dédié à saint Michel, l'autre à saint Clair, évêque d'Albi, martyr, évangéliste du pays. La chapelle

de la Vierge est logée dans un diverticule voûté en arrêtes au mur nord ; la statuette de la Vierge en bois doré semble dater du XVIII<sup>e</sup> siècle.

La table de communion aux gracieuses courbes a été conservée ; elle est due au talent d'un excellent feronnier, Blaise Charlut, qui exerça son art à La Réole de 1745 à 1790 et orna maisons et églises de délicates et élégantes grilles du plus bel effet.

Une deuxième chapelle s'ouvre sur le flanc nord, à l'entrée de la nef, c'est celle des fonts baptismaux, elle est voûtée en arrêtes et semble contemporaine du clocher contigu ; son arc d'entrée est décoré d'une cordelière formant des boucles. L'industrie de la corderie, grâce au chanvre de la vallée de la Garonne, était autrefois très florissante dans le Réolais, mais on ne peut retenir de rapport avec la sculpture.

Au mur sud est suspendu un joli tableau qui pourrait être du XVII<sup>e</sup> siècle, figurant sainte Anne enseignant la Vierge adolescente, revêtue d'une belle robe bleue ; il a été récemment restauré. A la sacristie un autre tableau ancien figure des religieux, sans doute franciscains.

Le clocher carré, massif, épaulé par de forts contreforts d'angle est au nord-ouest de l'église ; on y monte par un étroit escalier en œuvre qui conduit au logement des cloches, sans communication avec la charpente et le toit.

### La litre funéraire

Découvrir une litre funéraire dans une église est un événement intéressant, surtout quand on peut la dater du XVI<sup>e</sup> siècle, ce qui la classerait parmi les plus anciennes bandes peintes de la Gironde. Celles de l'église Saint-Pierre de Langoiran, de Lignan, de Créon, de Saint-Morillon, de Goulade sont des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Une exception cependant : celle du XIV<sup>e</sup> siècle récemment découverte dans la chapelle Sainte-Anne de la cathédrale de Bordeaux, étudiée par Madame Gaborit.



Fig. 4. — La litre funéraire.



Malgré l'effacement partiel et la pâleur des couleurs, la large bande noire, à 2,50 m du sol, est parsemée de quatre écussons en losange, avec le bord extérieur noir renforcé, le tout inscrit dans un ovale parfois peu visible. Si les couleurs des quartiers sont affaiblies, une croix dentelée d'argent est bien visible au milieu. Les armoiries se lisent : de gueule à la croix dentelée d'argent ; ce sont celles d'une ancienne famille de Guyenne, du nom de Castetja. Néanmoins sur deux des écussons, il y a une variante dans la couleur des quartiers : 1 et 4 de gueule, 2 et 3 de sable, encore que ce ne soit pas très net.

Bernard de Castetja, chevalier, est seigneur de Bisqueytan en 1357 du chef de son épouse Natales de la Mothe. Son fils Gérard, son petit-fils Louis lui succèdent dans cette importante seigneurie de l'Entre-deux-Mers. Puis la famille se divise en plusieurs branches : en 1497, Loys de Castetja achète pour 1.500 livres bordelaises d'Alain d'Albret des fiefs à Sainte-Eulalie en Born, Pontenx, Saint-Paul, Biscarosse et Mézos. Effectivement le château féodal de Castetja est à Mézos, il fut acheté vers 1590 par Jean de Biaudos dont la descendance s'appela "de Biaudos de Castetja".

Une autre branche de la famille de Castetja habitait le château de Sauvagnac à Romagne au XVI<sup>e</sup> siècle. Une troisième possédait, en cette fin du XVI<sup>e</sup> siècle, le château et la seigneurie de Ruat, au Teich.

Mais alors, pourquoi ces Castetja à Gironde ? La réponse nous est donnée par Léo Drouyn, dans ces *Notes manuscrites*, au tome 10, où il analyse les archives du château de Beauséjour à Gironde, alors propriété du comte de Marcellus. Quelques actes sont relatifs aux Castetja : le 11 novembre 1402 nobles Arnaud et Pierre de Castetja, frères, de Saint-Paul en Born, achètent la maison noble du Puy à Sainte-Eulalie en Born ; Loys de Castetja, seigneur du Puy et d'Audenge figure dans des actes de 1467 et 1497. Le château de Beauséjour fut vendu, le stock d'archives a disparu. Ce relevé fait en 1860 par Léo Drouyn est donc infiniment précieux.

On peut donc penser que Beauséjour a appartenu anciennement à cette famille de Castetja, mais sans doute à une date très haute du XVI<sup>e</sup> siècle puisque en 1547 Arnaud de Baudry reconnaissait Beauséjour du chapitre cathédral de Bazas, "*fief qu'il tenait de Jean Clyvat*".

Par ailleurs, la forme losangée des écussons signifie qu'il s'agit d'une Dame, comme on trouve fréquemment aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles<sup>1</sup>. Ne pourrait-on pas alors associer cette dame de Castetja à des travaux importants faits à l'église de Gironde en ce début du XVI<sup>e</sup> siècle, par exemple cette belle charpente, qui auraient justifié son droit de sépulture dans cette chapelle seigneuriale, marquée par ses armoiries ? En reconnaissance on lui aurait accordé la sépulture dans cette toute nouvelle chapelle en bas du clocher.

En l'état de la question nous n'avons pas encore toutes les données historiques souhaitables pour mieux connaître les implications de cette famille de Castetja à Gironde-sur-Dropt.

## Conclusion

Cette église ancienne sous l'autorité du prieuré bénédictin Saint-Pierre de La Réole, lui-même dépendant du puissant monastère de Saint-Benoît sur Loire, offre donc bien des éléments dignes d'intérêt. Sa vaste nef laisse entrevoir une population nombreuse, riche grâce à la proximité de la Garonne qui générerait un artisanat de marins, de pêcheurs, de cordiers, de tonneliers, riche aussi de terres à blé et à vigne.

L'ancienneté du sol est certaine car on se trouve au débouché de la vallée du Dropt, vers un passage de rivière protégé par des sites calcaires de hauteur : Pudris à Casseuil, Puderan à Gironde. A peu de distance des légendes rapportent le passage de Charlemagne et de son armée se rendant en Espagne par le gué du Pas-Saint-Georges tout proche<sup>2</sup>. Le château féodal de Gironde et son église romane, furent des points de fixation de la population.

1. L'inventaire des dessins des tombeaux de la collection Gaignières montre bien que l'écusson losangé est réservé aux dames, à côté de l'écu traditionnel pour les hommes.

2. L'érudit Emilien Piganeau, dans son *Essai de répertoire archéologique de la Gironde*, publié dans le tome 22 de la Société Archéologique de Bordeaux en 1897, nous déclare qu'on aurait trouvé dans la commune "un tombeau mérovingien d'une Dame du nom de Gulpitruide". On ne sait ce qu'il est devenu. Des monuments en décagone s'édifiaient à l'époque mérovingienne

## Bibliographie

Archives historiques de la Gironde, T. II et V.

Commission des Monuments et documents historiques, vol. 4. A.D.Gir. 162 T 7.

Brutails, *Les vieilles églises de la Gironde*, 1912.

Jean Cardouat, *Monographie communale de la Gironde*, 1901.

Léo Drouyn, *Notes manuscrites*, A.M.Bx. T. 10.

Emilien Piganeau, *Essai de répertoire archéologique de la Gironde*, SAB, t. XXII.

Paul Roudié, *L'activité artistique à Bordeaux, en Bordelais et en Bazadais de 1453 à 1550*, Bordeaux 1975.

# L'église de Saint-Symphorien (Gironde)

par Michelle Gaborit \*

Peu de documents médiévaux se rapportent à cette église, dont le saint titulaire a donné son nom au village. Les textes les plus anciens sont datés de la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Nous savons par ailleurs qu'au XIII<sup>e</sup> siècle, l'église de Saint-Symphorien était l'une des six paroisses de la seigneurie de Castelnau de Cernès, fief de la famille d'Albret, en compagnie de Saint-Martin de Goth à Villandraut, ainsi que des églises de Saint-Léger de Balson, Balizac, Origne et Le Tuzan<sup>2</sup>. Ces paroisses étaient partagées entre l'évêché de Bordeaux et celui de Bazas.

Parmi ces dernières, on peut signaler la remarquable église de Saint-Léger de Balson, dont la haute nef gothique, flanquée de collatéraux aussi élevés que le vaisseau central, a été édifiée dans la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>, principalement pour abriter les pèlerins qui s'y rassemblaient en juin lors de la fête de saint Clair. Le voisinage immédiat du château de Castelnau de Cernès permet de supposer une intervention très probable des seigneurs d'Albret lors de la réalisation de ces embellissements.

La paroisse de Saint-Symphorien faisait partie de l'archiprêtré du Cernès, rattaché à l'évêché de Bordeaux, dont le territoire s'étendait depuis Gradignan, aux portes de Bordeaux, jusqu'au nord de la Haute Lande. Saint-Symphorien constituait ainsi l'extrémité méridionale de cette circonscription ecclésiastique.

Si les textes médiévaux concernant l'église sont plutôt rares, par contre, les documents sur ce sujet sont particulièrement nombreux dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Ils sont conservés aux Archives Départementales de la Gironde, et dans les Archives Municipales de Saint-Symphorien. Ils nous permettent de mieux connaître l'évolution architecturale de l'édifice, ainsi que les enrichissements progressifs du mobilier et du décor<sup>4</sup> pendant cette période de prospérité économique liée à l'exploitation de la forêt de pins maritimes et de sa résine.

\* Maître de conférences, Université Michel de Montaigne, Bordeaux, Centre de recherches Léo Drouyn, Bouliac.

1. L'église de Saint-Symphorien fait l'objet de dons de la part de divers membres de la famille d'Albret entre 1260 et 1280, voir Jean-Bernard Marquette, "Les Albret", dans *Cahiers du Bazadais*, n° 34, 1976, p. 193. De plus, la mention de la "parrochia sancti Simphoriani" se trouve dans un texte d'hommage rendu au roi d'Angleterre le 19 mars 1274.

2. Voir la carte dressée par J.-B. Marquette, *op.cit.*, t. 1, hors texte, et p. 73.

3. L'un des piliers de la nef porte la date de 1511, mais les travaux se sont poursuivis plus lentement pour les deux collatéraux, voir Paul Roudié, "L'église de Saint-Léger de Balson", dans les *Cahiers du Bazadais*, n° 12, 1967, p. 1 à 29.

4. En 1858, les vitraux des trois baies du chevet sont installés ; en 1870, l'abside est entourée par des boiseries en chêne ; en 1897, un chemin de croix en terre cuite est commandé à la maison Giscard, de Toulouse ; en 1903, deux médaillons avec le Christ et la Vierge sont peints au dessus des grandes arcades de la troisième travée de la nef...





Fig. 1. — Cadastre de 1844 : situation de l'église dans le village au milieu du XIXe siècle.

L'église s'élève à une centaine de mètres du cours de la Hure, petit ruisseau, affluent du Ciron, maintes fois célébré par l'écrivain François Mauriac. A mi-distance entre le chevet de l'église et le cours d'eau, une source aménagée en fontaine était peut-être consacrée, comme celles des églises toutes proches de Saint-Léger de Balson dont la source était dédiée à saint Clair, ou d'Origne, où se situe une source dédiée à saint Yves, mais aucun souvenir du rôle qu'a pu avoir la source de Saint-Symphorien n'est parvenu jusqu'à nous.

Il ne subsiste aucune trace visible de l'église mentionnée au XIIIe siècle, si ce n'est que certaines irrégularités dans le tracé des murs de la nef et de la travée droite du chœur peuvent permettre de supposer que ces derniers appartiennent peut-être à une construction antérieure et ont été partiellement remployés dans l'église actuelle. Le monument qui est parvenu jusqu'à nous est principalement le résultat d'une importante campagne de travaux menée à la fin du Moyen Age. De plus, dans la seconde moitié du XIXe siècle, des modifications notables ont été apportées à cet édifice, par l'adjonction d'une travée supplémentaire à l'est de chacun des deux collatéraux, et par la reconstruction de la façade occidentale. Nous pouvons cependant parfaitement restituer l'aspect de l'église gothique grâce à des documents graphiques et des textes d'une qualité exceptionnelle, dus à l'architecte Charles Durand, qui avait été pressenti pour restaurer l'église et qui fit au préalable, en 1850<sup>5</sup> et 1851<sup>6</sup>, pour le compte de la Commission des Monuments Historiques de la Gironde, un état des lieux des plus complets. C'est en s'appuyant sur ces documents que l'on peut encore aujourd'hui, malgré les importantes transformations que nous venons de mentionner, comprendre l'ensemble des dispositions architecturales de l'église gothique de Saint-Symphorien.



Fig. 2. — L'extérieur de l'église depuis le sud-ouest.



Fig. 3. — Le chevet enveloppé par la sacristie.

### L'église gothique de la fin du Moyen Age

A l'origine, son plan comprenait un chevet polygonal précédé par une importante travée droite, puis une courte nef de deux travées flanquée de part et d'autre par deux collatéraux de même longueur, qui se terminaient vers l'est par un mur droit<sup>7</sup>. La nef et les collatéraux constituaient ainsi un ensemble architectural plus large que long, ce qui n'est pas le cas habituel.

5. A.D.Gir. 156 T 3 (c), 15 août 1850.

6. *Idem*, Album de la Commission des Monuments Historiques, 162 T 7, église de Saint-Symphorien, trois feuillets, 1851.

7. Sur le plan de 1851, on note la présence de deux sacristies barlongues à l'est de chacun des deux collatéraux. Celle du nord était la plus ancienne car elle prolongeait exactement le mur collatéral et s'insérait entre les contreforts. Elle est d'ailleurs la seule à figurer sur le plan de l'église relevé sur le cadastre de 1844. La sacristie du sud, légèrement saillante, était plus récente. Ses murs étaient plus minces et elle englobait un contrefort oblique. Les deux constructions ont été supprimées.

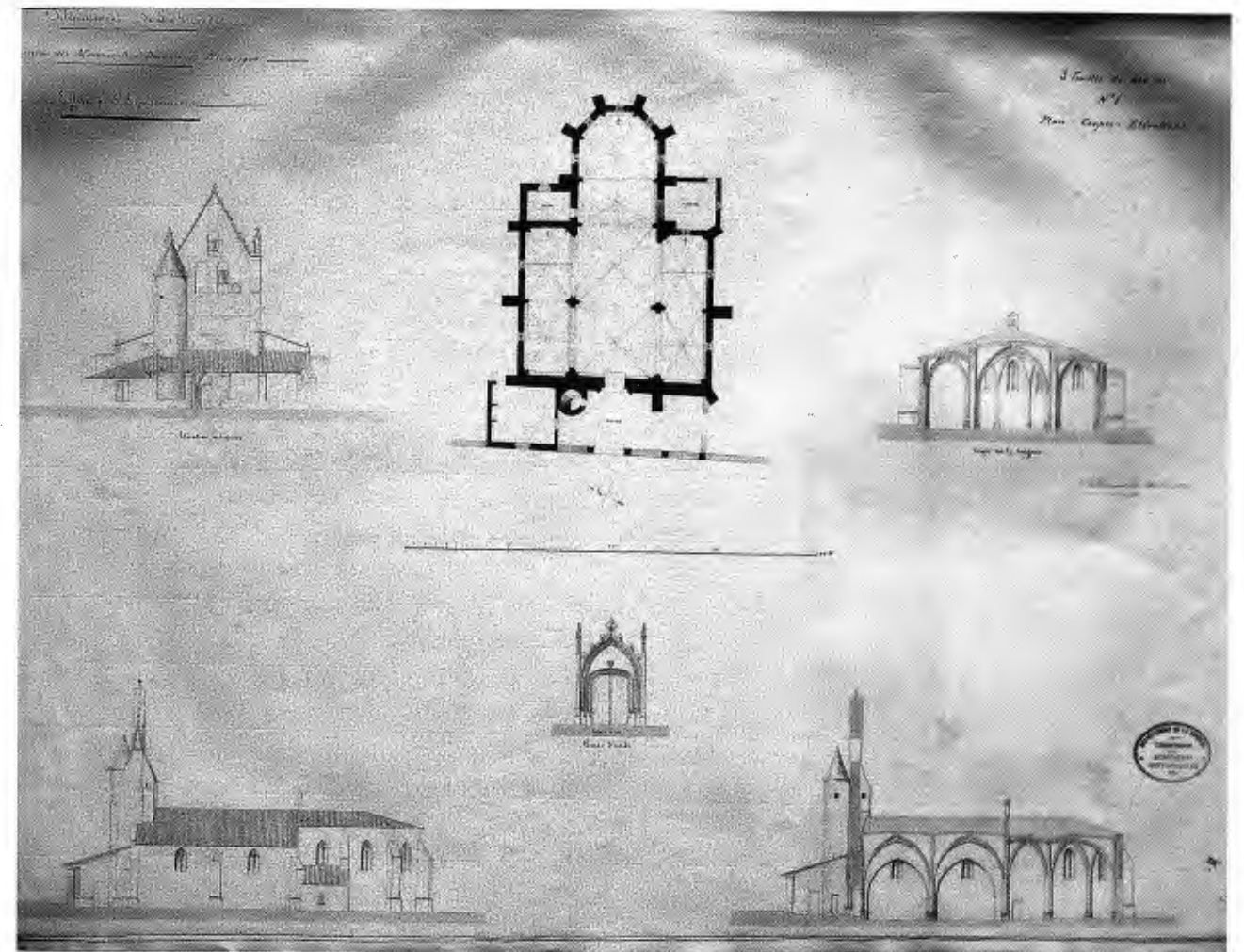


Fig. 4. — Dessins de Charles Durand, en 1851, feuillet 1.

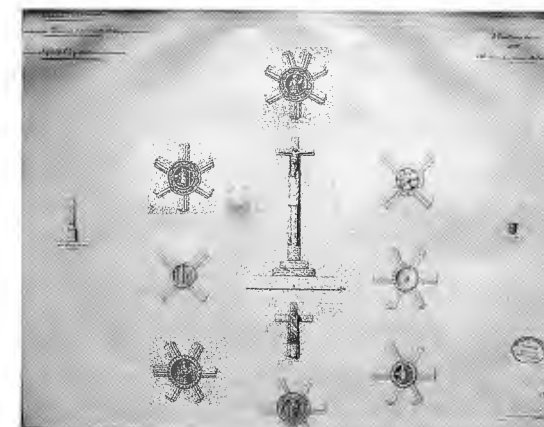


Fig. 5. — Dessins de Charles Durand en 1851, feuillet 2.

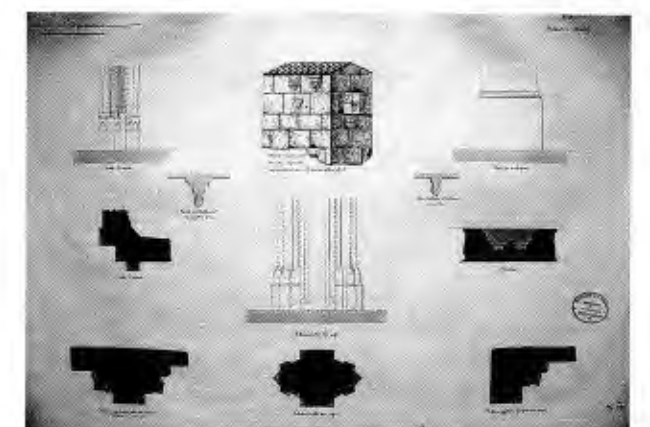


Fig. 6. — Dessins de Charles Durand en 1851, feuillet 3.





Fig. 7. — La nef vers l'ouest.



Fig. 8. — La nef vers l'est.

L'église est entièrement voûtée. Sur l'abside est établie une voûte en étoile, tandis que la travée droite du chœur et les deux travées de la nef<sup>8</sup> reçoivent des ogives quadripartites<sup>9</sup>. Ces dispositions qui sont habituelles à la fin du Moyen Age, sont complétées par un mode de voûtement plus rare sur les travées des nefs latérales puisqu'il s'agit de voûtes sexpartites<sup>10</sup>. A cette période, le choix de ces voûtes apparaît comme un archaïsme. En effet, le modèle en a été sans doute puisé dans des couvrements analogues réalisés beaucoup plus tôt, dès le XII<sup>e</sup> siècle, au début de l'art gothique. En raison de la proximité géographique, on peut proposer qu'il s'agisse là d'une imitation d'édifices de l'Ouest de la France, poitevins ou angevins. Ce choix se justifie en partie par l'allongement des travées collatérales, qui sont fortement barlongues. Elles ont en effet une largeur qui n'excède pas la moitié de celles de la nef principale, largeur qui était vraisemblablement insuffisante pour y développer des voûtes à liernes et à tiercerons, qui constituent dans la région le mode de voûtement habituel sur les collatéraux à la fin du Moyen Age.

En raison de cette différence dans le type des voûtes, on pourrait supposer que les collatéraux ont été bâtis ou couverts plus tardivement que la nef, mais l'homogénéité de la sculpture des clés sur lesquelles se croisent toutes les nervures montre bien que les trois nefs ont été voûtées dans un même temps. D'ailleurs, les piliers sur lesquels retombent ces voûtes ont des profils identiques<sup>11</sup>.

L'église de Saint-Symphorien est donc, par son élévation, comparable à celle de Saint-Léger de Balson, qui offre aussi trois nefs de hauteur égale<sup>12</sup>. Ces deux édifices ruraux reproduisent<sup>13</sup> ainsi, à une échelle beaucoup plus modeste, les modèles offerts par les grandes églises-halles urbaines, dont le prototype le plus accompli peut être rencontré à Saint-Michel de Bordeaux.

### Des clés de voûtes sculptées

Le décor sculpté intérieur se développe uniquement sur les clés de voûtes. On est tout d'abord frappé de reconnaître à deux reprises saint Antoine ermite, représenté de la même façon. Ce saint est facilement identifiable car il est accompagné par un cochon, qui passait pour avoir été son animal familier, et parce qu'il s'appuie sur le tau, la béquille des estropiés.

Saint Antoine, l'un des "Pères du désert", vécut en Egypte dans la seconde moitié du III<sup>e</sup> siècle et la première moitié du siècle suivant. Ses reliques parvinrent en Dauphiné au XI<sup>e</sup> siècle. C'est à partir de leur lieu de conservation, à Saint-

8. On peut remarquer que, si la travée droite du chœur est barlongue, celles de la nef sont presque régulières, mais inégales, la plus occidentale étant légèrement plus courte.

9. Dans la nef, les voûtains sont bâtis en briques, autant qu'on puisse en juger par l'existence d'une lacune dans l'enduit qui les recouvre, et les nervures en pierres.

10. Qui sont pratiquement de la même hauteur que les voûtes de la nef centrale, ce que montre bien la coupe réalisée par Charles Durand, A.D.Gir. 162 T 7, église de Saint-Symphorien, feuillet n° 1.

11. Ils ont été relevés par Charles Durand, A.D.Gir. 162 T 7, église de Saint-Symphorien, feuillet n° 3.

12. Toutefois la nef de Saint-Léger n'a été couverte de voûtes qu'en 1707, vraisemblablement selon le modèle prévu au début du XVI<sup>e</sup> siècle. Les voûtes de l'église de Saint-Symphorien ont ainsi été achevées avant celles de Saint-Léger. Il est vrai que grâce aux dimensions plus réduites de l'église paroupienne, le chantier était plus aisé à mener à son terme.

13. Comme l'avait signalé Jacques Gardelles, *Aquitaine gothique*, Paris, 1992, p. 35.



Fig. 9. — Voûtes en étoile de l'abside.

Fig. 10. — Collatéral sud vers l'est.  
Au fond, la travée refaite au XIX<sup>e</sup> siècle.Fig. 11. — Clé de voûte, collatéral sud, seconde travée :  
Vierge à l'Enfant.Fig. 12. — Clé de voûte, collatéral nord, seconde travée :  
Saint-Antoine ermite.

Antoine en Dauphiné, que se développa l'ordre hospitalier des Antonins, qui avait pour vocation d'accueillir les malades victimes du "Mal des Ardents". On sait aujourd'hui<sup>14</sup> que cette affection, si redoutée au Moyen Age, est liée au développement sur le seigle, lors des printemps humides, d'un champignon, l'ergot du seigle, qui a un fort pouvoir

14. Voir docteur Jacques Battin, "L'iconographie antonine de saint Antoine le Grand au mal des Ardents", mémoire de maîtrise d'histoire de l'art, Université Michel de Montaigne, Bordeaux, 2001.



toxique. Consommé dans le pain, il provoquait des hallucinations, ainsi que des gangrènes qui pouvaient conduire à des amputations spontanées. Ces malades, appelés "ardents" lorsqu'ils souffraient de fièvres, ou "égrotants" lorsqu'ils étaient mutilés, étaient recueillis et soignés dans les hôpitaux antonins, qui se sont répandus dans toute l'Europe. Les religieux de ces établissements fabriquaient un baume qui incorporait à de la graisse de porc des plantes dont l'action anti-inflammatoire était destinée à soulager les malades, et les nourrissaient avec du pain non contaminé.

Or, les deux clés de voûtes consacrées à saint Antoine se justifient, à Saint-Symphorien, par l'existence d'une confrérie de saint Antoine, qui a perduré jusqu'au XIXe siècle. A cette période, le culte voué à Antoine ermite était toujours très important, comme en témoigne, en 1858, une image du même saint, sujet d'un vitrail d'une baie du chevet. On peut alors supposer qu'en l'absence d'un établissement hospitalier antonin, c'est peut-être une confrérie laïque qui a joué un rôle similaire pendant le Moyen Age et au delà, dans un pays, la Haute Lande, où le seigle était autrefois la principale culture céréalière. Quoi qu'il en ait été, la confrérie propagait ainsi le culte d'un saint qui était censé protéger les fidèles des terribles affections du "mal des Ardents".

Dans le collatéral nord, on reconnaît sainte Catherine flanquée de la roue et de l'épée, mais aussi une Vierge à l'Enfant, et, dans le chevet, le Christ portant la robe des prêtres. Ces cinq clés historiées sont entourées d'un galon circulaire orné de dents de loup ou de feuilles de chêne. D'autres clés montrent le monogramme du Christ<sup>15</sup>, une fleur à six pétales ou un simple bouton en relief. Si les personnages qui y sont représentés ne sont pas toujours d'un très bon style<sup>16</sup>, ces clés sculptées sont cependant le témoignage du développement à cette période des thèmes hagiographiques, que l'on trouve habituellement en Gironde dans les églises dont les voûtes, plus complexe, sont à liernes et tiercerons, comme par exemple celles du bas-côté de Lugasson, dans l'Entre-deux-Mers.

## La façade occidentale disparue

La façade occidentale, disparue, mais connue par un dessin de face et une coupe de l'architecte Charles Durand, documents datés de 1851<sup>17</sup>, possédait un clocher-mur dont le pignon, très aigu, était percé de trois baies campanaires en plein cintre, celle du centre étant surélevée<sup>18</sup>. On remarque que, au dessus des contreforts latéraux qui contrebutent les deux extrémités du mur, se dressaient deux clochetons en forme de pyramides, ornés de crochets. Une tourelle d'escalier de plan circulaire était adossée à la façade, au nord, pour permettre au sonneur d'atteindre les

cloches, par le moyen d'un balcon de bois en encorbellement placé au revers du pignon. A l'intérieur de cette tour, un escalier de pierre en vis se développait autour d'un noyau central dont Charles Durand a relevé le dessin.

Un autre document graphique de la main de cet architecte montre le détail des dispositions de la porte d'entrée. Un arc, mouluré en anse de panier, contenait la porte proprement dite. Il retombait sur des piédroits sans chapiteaux. Au dessus, se développait un arc en accolade, sculpté de feuilles de choux très frisées, qui se terminait par un important fleuron épanoui. Prolongeant vers le haut les piédroits de ce portail, deux élégantes pyramides, engagées dans le mur, sculptées de crochets, se développaient verticalement.

Ce type de portail est assez fréquent en Gironde à cette date, mais, en raison de la rareté des constructions entièrement bâties à la fin du Moyen Age, on le rencontre plus fréquemment non sur la nef principale, mais à l'extrémité occidentale des collatéraux édifiés pour agrandir l'église, par exemple à Saint-Vincent de Pertignas ou Sainte-Radegonde.

Notre connaissance de l'ancienne façade de l'église de Saint-Symphorien a été enrichie par la découverte récente de pierres sculptées qui étaient cachées à proximité du mur nord de l'église, à l'intérieur d'une haie vive. Parmi ces pierres, on peut tout d'abord proposer, par comparaison avec les documents graphiques du milieu du XIXe siècle, d'identifier les restes des deux pinacles à crochets ornés de feuilles de choux qui entouraient l'ancienne porte flamboyante percée dans le mur occidental de l'église, ainsi que la partie supérieure de son arc en accolade, surmonté par son fleuron. Ces pièces, de bonne qualité, permettent de vérifier l'exactitude des dessins du XIXe siècle<sup>19</sup>. Elles complètent ainsi notre connaissance de l'ancienne façade du début du XVIe siècle, connue jusqu'alors seulement par des documents graphiques.

15. Dans la nef. Il s'agit des lettres I H S, *Jesus Hominibus Salvator*.

16. Proportions souvent courtes, plis raides, têtes rudes...

17. Charles Durand, A.D.Gir. 162 T 7, église de Saint-Symphorien, feuillet 1.

18. Sur le dessin de 1851, deux cloches sont en place. Ce sont celles qui ont été fondues en 1839, et qui remplaçaient celles dont on trouve les traces dans les archives municipales de Saint-Symphorien en 1732, 1703, 1690 et 1620. Les trois cloches actuelles, plus récentes que celles qui figurent sur le dessin, ont été fabriquées à la fin du XIXe siècle.

19. Une seule parmi ces pierres sculptées ne semble pas provenir de l'ancienne façade occidentale. Il s'agit des restes d'une console, avec un personnage, probablement un ange, tenant un phylactère. Il pourrait s'agir d'un culot destiné à recevoir des nervures d'ogives.

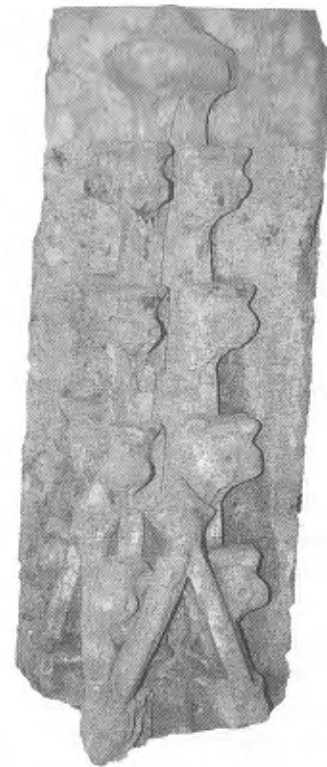


Fig. 13. — Élément sculpté faisant partie de l'ancien portail occidental : un pinacle à crochets.

Un porche bas se déployait en avant de la façade. En occitan, on appelle ces porches des "ballets". Ce ballet reposait au centre et au sud sur quatre piles de section carrée<sup>20</sup>. De plus, nous savons par un texte de Charles Durand, daté du 15 août 1850, décrivant l'église de Saint-Symphorien pour la Commission des Monuments Historiques, que des peintures murales<sup>21</sup> ornaient les murs de ce porche<sup>22</sup>, qui se présentait donc d'une manière similaire à celui de l'église de Saint-Léger de Balson. Dans cet édifice, le vaste porche occidental, lié<sup>23</sup> au pèlerinage en l'honneur de saint Clair, est maintenant partiellement démoli au sud. Il était couvert de peintures murales dont on a récemment retrouvé les traces de part et d'autre de la porte principale, refaite postérieurement.

## Des écus armoriés sur un contrefort méridional

L'église de Saint-Symphorien possède donc bien tous les caractères d'une construction de la fin du Moyen Age, datant de la fin du XVe ou du début du XVIe siècle. Toutefois, sur un gros contrefort épaulant en son milieu le mur du collatéral sud, des écus armoriés, aujourd'hui bien



Fig. 14. — Restes de l'ancien portail occidental : arc surmonté par un fleuron.

mutilés mais connus avec précision par un relevé détaillé et une description de Charles Durand<sup>24</sup>, permettent peut-être d'apporter plus de précisions. On y reconnaît en effet à l'ouest trois écus, l'un portant les armes pleines de France, avec les fleurs de lys, le second celles de la famille de Goth, qui furent au XIVe siècle celles du pape Clément V, originaire du village voisin de Villandraut, et le troisième des armes écartelées difficiles à identifier. En outre sur la face sud, un important écu carré, pratiquement effacé aujourd'hui.

20. Dans la construction primitive, deux autres piles devaient se développer symétriquement au nord.

21. Des traces infimes de couleur ont en effet pu être observées sur les pierres provenant de l'ancien portail.

22. C'est à dire en fait, le mur occidental de l'église puisque trois des côtés du porche retombaient à l'origine sur des piles de section carrée.

23. En particulier à cause de l'existence de tables de pierre au revers du mur occidental, de part et d'autre de l'entrée, qui étaient probablement destinées à recevoir les offrandes des pèlerins.

24. Charles Durand, A.D.Gir. 162 T 7, église de Saint-Symphorien, feuillet n° 3.



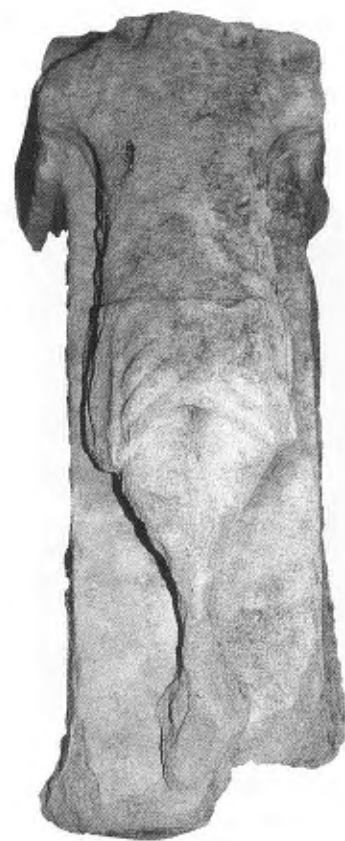


Fig. 15. — Croix du cimetière de Saint-Symphorien : le Christ.

d'hui, était revêtu des armes écartelées de France et d'Albret, armoiries arborées par la famille d'Albret depuis le début du XVI<sup>e</sup> siècle. On pourrait y voir <sup>25</sup> un indice du rôle joué dans la reconstruction de l'église par Amanieu d'Albret, qui fut évêque de Bazas entre 1504 et 1520 <sup>26</sup>. En dépit du fait que l'église appartienne à l'archiprêtre de Cernès, c'est à dire à l'évêché de Bordeaux, elle se trouvait également, comme nous l'avons vu, dans la seigneurie du Castelnau de Cernès, château qui fut tenu par la famille d'Albret jusqu'en 1585, et dont les ruines subsistent sur la commune voisine de Saint-Léger de Balson. Aussi peut-on formuler l'hypothèse que la protection des seigneurs d'Albret, qui les conduisit à effectuer d'importants travaux dans l'église de Saint-Léger au début du XVI<sup>e</sup> siècle, comme en témoigne la date de 1511 gravée sur un de ses piliers, s'étendit à celle de Saint-Symphorien, où les travaux furent vraisemblablement menés dans les deux premières décennies du XVI<sup>e</sup> siècle.

## Les transformations du XIX<sup>e</sup> siècle

L'église, qui était en mauvais état depuis la Révolution, avait été jugée trop petite pour abriter une population en augmentation <sup>27</sup>. Elle n'abritait en fait au début du XIX<sup>e</sup> siècle que le tiers de ses paroissiens. Au nord du porche, une petite salle carrée, bien visible sur le plan de 1851, avait été aménagée, probablement dès la fin du XVIII<sup>e</sup> ou le tout début du XIX<sup>e</sup> siècle pour servir de "salle commune", c'est à dire de mairie.

Depuis 1804, la paroisse de Saint-Symphorien est gérée par un conseil de fabrique, qui, en 1850, prévoit <sup>28</sup> de faire agrandir vers l'est d'une travée les deux collatéraux qui flanquent la nef. Ces modifications peuvent être clairement mises en évidence lorsqu'on compare l'état actuel de l'église et les témoignages graphiques et descriptifs laissés par l'architecte Charles Durand qui ont déjà été signalés.

Les travaux d'agrandissement, confiés à l'entreprise Dubernet, de Noaillan, sont menés en 1855-1856, dans le respect total du style de l'église, à tel point qu'il n'y a pas de différence entre les formes architecturales des deux travées du XIX<sup>e</sup> siècle et celles des collatéraux de l'authentique église de la fin du Moyen Age. En ce sens, ces travaux sont tout à fait exemplaires du respect des formes médiévales, allant jusqu'à un pastiche très fidèle, aujourd'hui bien difficile à discerner de l'œuvre originale. On peut toutefois remarquer que les clés des voûtes du XIX<sup>e</sup> siècle ne sont pas historiées, comme la plupart de celles de l'église gothique, mais sont seulement sculptées de rosaces, à l'imitation des clés les plus simplement ornées de la nef.

Cependant, la façade occidentale, et surtout son porche étaient toujours en mauvais état. Le clocher avait, de surcroît, été touché par la foudre. Les peintures murales qui décoraient le porche, signalées par Charles Durand en 1850, étaient très dégradées, et le porche menaçait de s'effondrer. Aussi, la démolition de l'ancienne façade et de son

25. Plutôt qu'une allusion au mariage entre Henri IV et Marguerite d'Angoulême, entre 1527 et 1543.

26. Renseignement aimablement communiqué par Pierre Coudroy de Lille. Voir aussi A. Claudin, *Les origines de l'imprimerie à La Réole en 1517*, Paris, librairie Claudin, 1894, p. 12-19, dans lequel sont reproduites les armes écartelées d'Amanieu, évêque de Bazas, provenant d'un ouvrage daté de 1517.

27. A.M. de Saint-Symphorien.

28. Sans avoir au préalable demandé une autorisation municipale, ce dont se plaint le maire à la sous-préfecture de Langon, A.M. de Saint-Symphorien.

porche est décidée. En 1876, on projette alors de reconstruire le mur occidental de l'église, et d'établir en avant de ce dernier un clocher-porche. Les travaux reçurent un commencement d'exécution sur des plans de Labbé, architecte du Département et des édifices diocésains <sup>29</sup>, le chantier étant attribué au même Dubernet de Noaillan qui était déjà intervenu dans les collatéraux quelques années plus tôt. Mais en cours de construction, une contestation s'élève entre la commune, maître d'œuvre, et l'entreprise chargée des travaux à propos de la qualité de la pierre qui a été employée par le maçon. L'ouvrage s'arrête. Finalement, en 1883, l'entreprise est condamnée par le Conseil d'Etat à remplacer la pierre du Pian qui avait été utilisée par la pierre de Verdelaïs prévue dans le devis. Les travaux reprennent alors depuis le sol, et, sous la direction de l'architecte Valleton, on se rallie à un projet plus simple, sans porche ni clocher, qui est réalisé en 1885 et 1886. Dix longues années ont donc été nécessaires pour construire l'actuel clocher-mur, en dépit de sa simplicité.

## La croix du cimetière

La croix de cimetière dessinée par Charles Durand en 1851 se dressait dans l'ancien cimetière, au nord de la façade occidentale de l'église, c'est à dire sur le flanc sud de l'actuelle mairie. Sur la face antérieure de la croix se trouvait le Christ, et à son revers une Vierge médiatrice, selon une disposition fréquente sur ces monuments.

Des documents du début du XX<sup>e</sup> siècle <sup>30</sup> présentent la croix encore en place, sur un piédestal formé de trois marches, ainsi que des pierres amassées, dont certaines sont sculptées, qui proviennent de la démolition de la façade occidentale gothique dans les années 1876, groupées autour d'une cuve en pierre, probablement l'ancienne cuve baptismale <sup>31</sup>. Sur un autre document, un peu plus tardif, la croix est brisée et ne conserve plus que son piédestal et son fût.

La remise en état des abords de la mairie a permis de découvrir, outre les pierres sculptées provenant de la façade que nous avons déjà signalées, la partie centrale de la croix du cimetière, avec le buste très mutilé du Christ. Cette sculpture très usée, mais parfaitement reconnaissable, confirme la datation qui avait été proposée par Charles Durand dans sa description de 1850 : la croix de cimetière a bien été érigée au début du XVI<sup>e</sup> siècle, dans le même temps que l'église.

29. Qui, à notre connaissance, ne sont pas parvenus jusqu'à nous.

30. Particulièrement une carte postale datée par le cachet de la poste de 1911.

31. Nommée "baptistère" sur la légende de la carte postale



## ***La restauration de l'abbaye Sainte-Croix de Bordeaux au XVIIe siècle par les bénédictins de la congrégation de Saint-Maur***

par Michèle Peyrissac \*

*“De toutes les congrégations de l'ordre de Saint-Benoit il n'y en a point de plus illustre, plus féconde en personnes scavantes, et qui rende plus de services à l'Eglise, que celle de Saint-Maur en France”<sup>1</sup>.*

Avec la réforme de Saint-Maur, l'ordre des bénédictins connaît au XVIIe siècle un remarquable renouveau tant sur le plan spirituel que matériel. Ce renouveau s'illustre à Bordeaux, et dans bien d'autres établissements de l'ordre, par d'importants travaux de restauration et de reconstruction. Les réalisations des mauristes apparaissent alors comme autant de réponses apportées à des problèmes souvent négligés par leurs prédécesseurs. Nous les présentons ici de manière à reconstituer, le plus fidèlement possible, un ensemble architectural d'une ampleur qu'il est difficile d'imaginer de nos jours. Il ne subsiste plus en effet de la vénérable abbaye Sainte-Croix que l'église médiévale du même nom et un seul des bâtiments conventuels construits au XVIIe siècle, très remanié lors de son affectation à l'école des Beaux-Arts en 1890. Les deux édifices s'élèvent sur la place Pierre-Renaudel à proximité du quai Sainte-Croix et de la Garonne.

La physionomie du quartier a évolué au fil des années ; peu à peu il a perdu son aspect champêtre lié à la présence de nombreux enclos et jardins conventuels. Sur les terrains appartenant autrefois aux religieux voisinent maintenant des maisons datant des XVIIIe et XIXe siècles et des réalisations du XXe siècle, ainsi, du côté du fleuve, le Conservatoire Régional de région. A l'emplacement des jardins de l'ancien noviciat des Jésuites, face à l'église, la construction

de l'I.U.T.B Michel de Montaigne et du Lycée professionnel les Menuts, l'ouverture d'une nouvelle voie de circulation marquent aujourd'hui une autre étape vers la modernité.

### **Une origine très ancienne**

Albert Chauliac a consacré un important ouvrage à l'abbaye Sainte-Croix, publié à Paris en 1910. C'est la seule monographie concernant l'établissement des bénédictins à Bordeaux mais l'auteur s'est surtout attaché à son histoire, à l'organisation de la vie monastique et à l'église médiévale ; en revanche il a négligé les bâtiments conventuels plus récents. De plus aucune reproduction de plan ancien, aucune photographie ne vient illustrer son propos. A l'époque mérovingienne, nous dit-il, des moines établirent leurs cabanes dans un marécage traversé par un estey nommé l'Eau Bourde. Là ils trouvèrent *“la solitude, de vastes espaces à assainir et à défricher, un ruisseau pour actionner un moulin, l'eau potable nécessaire aux usages domestiques et un sol qui n'attendait que des travaux d'irrigation pour devenir fer-*

\* Nous remercions MM. les professeurs Robert Coustet et Christian Taillard pour l'intérêt qu'ils ont bien voulu porter à notre travail et pour leurs précieux conseils.

1. Père Hélot, Histoire des ordres monastiques, religieux et militaires, Paris, 1718, tome VI, p. 286.



tile, comme le sont tous les terrains d'alluvions"<sup>2</sup>. En dépit des recherches approfondies effectuées par Chauillac dans les sources anciennes, nous savons peu de choses sur la fondation de l'abbaye. Le témoignage le plus ancien de son existence reste une épitaphe du VII<sup>e</sup> siècle, connue par des copies tardives. Elle évoque de manière assez imprécise le décès d'un certain Mommolenus survenu sous le règne de Clovis. Chauillac identifie ce personnage à saint Mommolin, premier ou second abbé de Fleury-sur-Loire ; la tradition rapporte en effet que le saint, en route pour Saint-Jacques-de-Compostelle, mourut dans l'abbaye Sainte-Croix où il fut enseveli<sup>3</sup>. Les dates cependant ne concordent pas et aucun texte ne permet de confirmer cette hypothèse<sup>4</sup>. Les reliques du Mommolin de Bordeaux, quoiqu'il en soit, firent depuis ce temps l'objet d'un culte très populaire qui contribua sans aucun doute à l'essor de la communauté. L'épitaphe et le tombeau étaient encore visibles dans la nef au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>.

L'abbaye, comme la ville de Bordeaux, fut dévastée par les sarrazins vers 730 puis reconstruite à l'époque carolingienne. Au cours des invasions normandes, les bâtiments subirent à nouveau d'immenses dégâts mais leur restauration ne se fit qu'au début du XI<sup>e</sup> siècle, ou plus vraisemblablement au Xe siècle, grâce à Guillaume le Bon, comte d'Aquitaine<sup>6</sup>. A la fin du XII<sup>e</sup> siècle l'abbaye, bien dirigée par ses abbés, se trouvait à la tête d'un important domaine foncier et à l'apogée de sa prospérité. La bulle du pape Alexandre III de février 1165 et celle de Célestin III d'avril 1193 confirmèrent ses possessions en Bordelais et en Agenais<sup>7</sup>. A partir de 1439 cependant, les abbés, devenus commendataires, cumulèrent les bénéfices ; peu à peu ils accaparèrent les revenus de l'abbaye dans leur intérêt personnel et négligèrent l'entretien des bâtiments. La discipline se relâcha, le nombre des moines diminua. La gestion de Jules Salviati (1566-1607), notamment, apparaît désastreuse : "Corruption complète de la discipline et des mœurs, querelles incessantes avec les religieux, ruine de l'église et du monastère, chapelle abbatiale et lieux réguliers transformés en celliers ou en greniers..." déplore Dom François Rolle, président de la congrégation des Exempts, dans une lettre adressée le 9 mars 1583 à l'abbé de Sainte-Croix. L'union de l'abbaye à cette congrégation, la même année, n'eut pas tous les effets escomptés<sup>8</sup>.

## La congrégation de Saint-Maur

Le cardinal de Sourdis, désireux de remédier au désordre qui régnait dans les monastères de son diocèse, convoqua à Bordeaux en septembre 1624 un concile provincial. Celui-ci prit des décisions importantes : il contraignit les prieurs à la résidence, incita les évêques à prendre des sanctions contre les moines indisciplinés et les abbés négligeant

les devoirs de leur charge. Mais ces prescriptions ne furent pas suivies par l'abbaye Sainte-Croix, exempte de la juridiction des évêques<sup>9</sup>.

La congrégation bénédictine de Saint-Maur, prenant pour exemple les monastères lorrains unis à la congrégation de Saint-Vanne, s'imposait cependant progressivement en France. Le chapitre général, rassemblé à Toul en 1618, en établit les premiers fondements ; en août de la même année, elle fut approuvée par lettres patentes du roi Louis XIII<sup>10</sup>. Dom Placide Devaux, procureur de Saint-Augustin de Limoges, premier monastère de France acquis à la réforme mauriste, fut amené à séjourner à Bordeaux à la fin du mois de juin 1627. A la demande de François de Sourdis, il contribua à mettre en place la réforme dans l'abbaye Sainte-Croix. Les tractations ne traînèrent pas ; dès le 2 juillet 1627 un concordat était signé entre le cardinal, les religieux réfractaires à l'ordre nouveau et les réformés. La congrégation de Saint-Maur prit possession de l'abbaye Sainte-Croix et plaça à sa tête Dom Anselme Rolle, un de ses fondateurs<sup>11</sup>. Elle reprit la règle de saint Benoît dans toute sa rigueur<sup>12</sup> : biens en communs, offices réunis à la

2. A. Chauillac, *Histoire de l'abbaye Sainte-Croix de Bordeaux*, Paris, 1910, p. 12.

3. Jean Darnal, *Narré véritable de la vie, trespas et miracle de Monseigneur Saint Mommolin*, Bordeaux, 1618, p. 63 et 138 ; chronique bourdeloise, Bordeaux, 1672, Millanges, p. 6 r<sup>o</sup> et v<sup>o</sup>. Cf Chauillac, *op.cit.* p. 23 à 59.

4. *Histoire de Bordeaux* par Ch. Higounet, Bordeaux, 1963, Tome II, p. 82, 83.

5. B.M.B., Notes de l'Abbé Bellet, ms 828V, p. 67.

6. Chronique bourdeloise, *op.cit.*, p. 6 v<sup>o</sup> et 7 r<sup>o</sup>, p. 8 r<sup>o</sup> ; A.D.Gir, H 640 f<sup>o</sup>1. Le document relatif à la restauration du XI<sup>e</sup> siècle, une copie du XII<sup>e</sup> siècle, pose problème quant à sa date et son authenticité. Cf. A.H.G., t. 27, p. 1. Les mêmes faits sont rapportés dans *Gallia Christiana in provincias ecclesiasticas distributa*... Paris, 1720, tome II, p. 848 et 858. La restauration de Guillaume II dit le Bon remonterait dans cet ouvrage au Xe siècle.

7. A.D.Gir., H 640, f<sup>o</sup> 15.

8. Dom Devienne, *Histoire de la ville de Bordeaux*, t. II, p. 98 et suiv. Cf *Histoire de Bordeaux de 1453 à 1715*, sous la direction de R. Boutruche, t. IV, 1966, p. 227.

9. A.H.G. tome XVII, p.377 et suiv. Cf Chauillac, *op.cit.*, p. 224.

10. Helyot, *op.cit.*, t.VI, p. 286.

11. A. de Lantenay, *Les prieurs claustraux de Sainte-Croix de Bordeaux et Saint-Pierre de La Réole depuis l'introduction de la réforme de Saint-Maur*, Bordeaux, 1884, p. 16 à 25.

12. Saint Benoît, *la Règle des Moines*, traduction de Dom Ph. Schmitz, Maredsous, 1948.

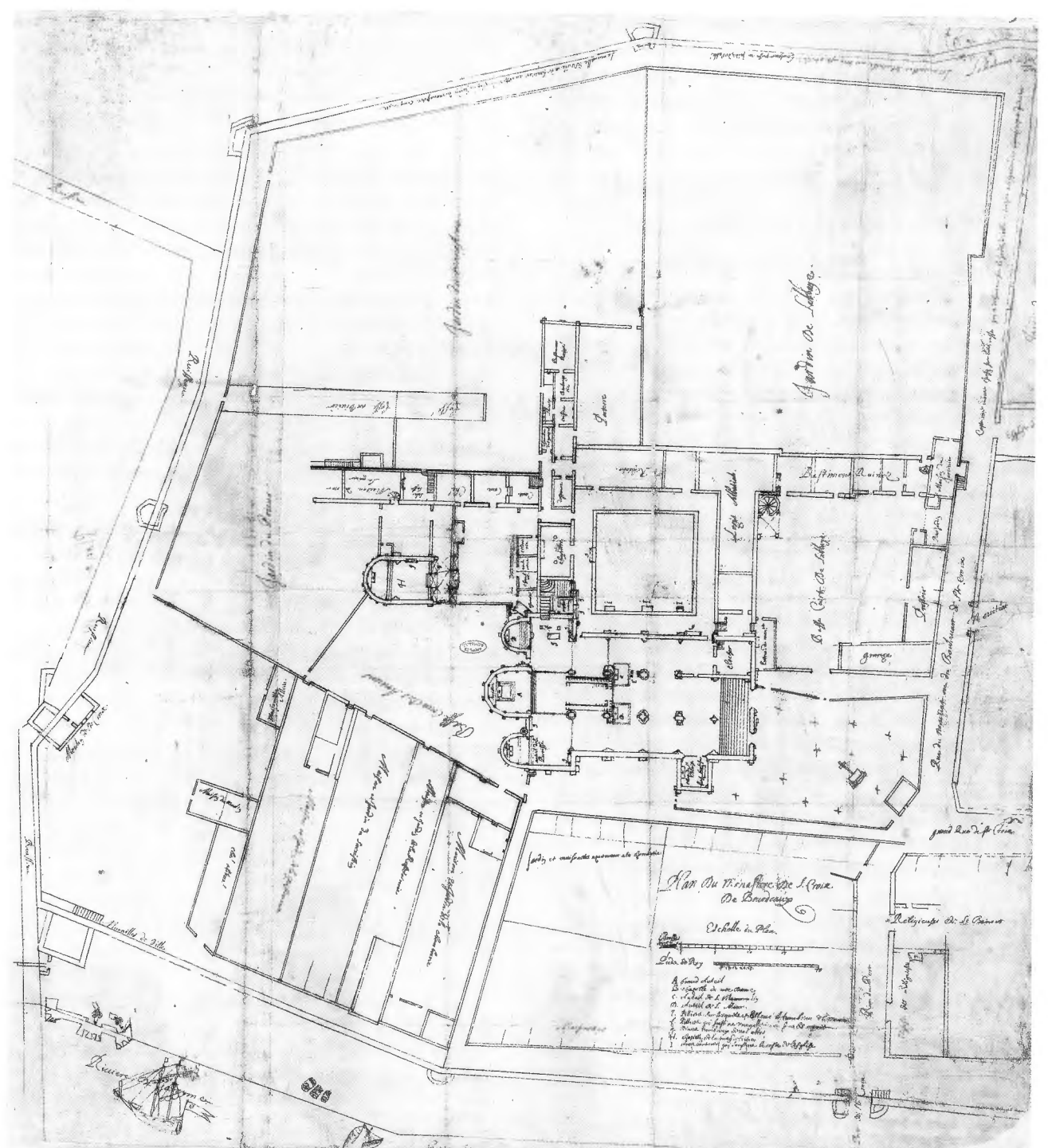


Fig. 1. — Plan des bâtiments et terrains de l'abbaye Sainte-Croix en 1656.  
Document conservé au Centre historique des Archives nationales à Paris.



mense conventuelle, abstinence continuelle, jeûnes fréquents... Les moines respectèrent ce mode de vie jusqu'à la Révolution. "Les tentatives de révolte des religieux anciens" n'eurent pas, comme dans certaines communautés, de graves conséquences <sup>13</sup>.

## Les travaux d'aménagement dans l'église

Une quinzaine de plans de l'abbaye Sainte-Croix, provenant du fonds ancien de Saint-Germain-des-Prés, se trouve actuellement aux Archives nationales. Exécutés par les Mauristes après leur prise de possession du monastère, il s'agit pour la plupart de projets de reconstruction ou de réaménagement des lieux réguliers. Un plan dressé en 1656, par contre, donne un état des lieux avant que les travaux n'aient été entrepris ; grâce aux annotations qui l'accompagnent, il nous permet de situer dans l'église certains éléments de l'architecture et du décor intérieur que nous serons amenée à évoquer ici <sup>14</sup>.

Les parties les plus anciennes de l'église Sainte-Croix datent de la fin du XI<sup>e</sup> siècle et du début du XII<sup>e</sup> siècle. L'édifice, de plan basilical, comporte une nef de cinq travées flanquée de bas-côtés et un large transept ; elle se termine à l'est par une abside et deux absidioles. Tout un quartier de la ville est né et s'est constitué au moment de sa reconstruction ; il fut englobé dans la troisième enceinte de la ville, commencée au début du XIV<sup>e</sup> siècle. Mais, dès 1130, une nouvelle paroisse était établie dans l'église des Bénédictins. Elle possédait un autel dédié à Sainte-Catherine dans l'absidiole nord et était desservie par un vicaire perpétuel <sup>15</sup>. Dans l'abside centrale prenait place le grand-autel, consacré à la Sainte-Croix tandis que dans l'absidiole sud un autre autel secondaire était voué au culte de la Vierge (fig. 1).

Malgré les efforts de Sampetro d'Ornano, un des derniers abbés commendataires, les mauristes avaient trouvé une église et des lieux réguliers en très mauvais état. Soucieux avant tout de respecter l'observance et de vivre décemment, ils ne touchèrent pas à l'ossature de l'édifice médiéval mais ils entreprirent assez vite des travaux. Il s'agit pour l'essentiel d'une remise en état et de modifications correspondant à un choix d'ordre pratique et liturgique, plus qu'esthétique. Rien de plus révélateur à ce sujet que la lettre de Dom Grégoire Tarris, premier Supérieur général de la Congrégation de Saint-Maur, aux supérieurs des monastères. Révolté par l'état de désolation dans lequel se trouvent la plupart des églises de l'ordre, il s'inquiète des conséquences que cela peut avoir sur la vie religieuse des fidèles et des moines : "Quel sentiment de Dieu pensez-vous peut-on avoir la dedans ? Quel esprit de devotion ? Quelle foy de la verite des Saints mysteres et de la reelle presence de Jesus-

Christ sur nos Sacrez Autels ? Ne nous estonnons plus apres cela, si les pretieuses Reliques de nos Saints et glorieux patrons sont si negligees, tenues si chetivement, et avec si peu de reverence, puisque le Maistre, Dieu de gloire et Souveraine Majeste est si fort meprise" <sup>16</sup>.

Le 22 octobre 1627, Bernard de la Farque, menuisier, s'engage à démolir l'orgue de l'église et à construire sur les deux piliers qui le soutiennent une nouvelle tribune fermée, en bois de noyer, d'environ 7 mètres sur 8. Il devra déplacer les piliers, poser les planchers de la tribune et y installer des sièges et *un autel en table de Flandres*. Il mettra en place des jalousies et ménagera les ouvertures nécessaires pour l'éclairage ; de plus il construira une galerie conduisant jusqu'à la porte du dortoir. Le tout coûtera 550 livres et une pipe de vin, les matériaux étant fournis par l'artisan hormis les ferrures <sup>17</sup>. On aperçoit très bien sur le plan de 1656 la section des piliers qui supportaient la tribune, logée dans le bras droit du transept. La présence de la galerie facilitait les allées et venues des religieux, tenus de se lever la nuit pour assister à certains offices.

En 1632, les maître-maçons Pierre et Bernard Foisie refont en pierre de taille tous les degrés devant le grand autel ainsi qu'un lave-mains à la sacristie. Ils effectuent également des réparations dans la chapelle Saint-Blaise, située près de l'entrée de l'église et dans les chapelles latérales. Dans les années qui suivent, les archives des religieux font état de travaux de première nécessité : remplacement des vitres cassées, blanchiment des murs et peu à peu renouvellement du sol de l'église <sup>18</sup>.

En 1647, Jean Carrau reçoit 60 livres "pour avoir racommodé tout le pavé de leglize et la dite abbaye et faict partie d'icelluy à neuf." A l'origine le sol de l'édifice était composé de carreaux de terre cuite, ornés de personnages, d'animaux ou de fleurs ; quelques-uns sont encore visibles dans le transept gauche, à une quarantaine de centimètres au dessous du sol actuel. En 1677, lors de nouvelles réfections, on abandonna ce type de carreau. Léonard Brouillet,

13. A. Chauliac, *op.cit.*, p. 225.

14. A.N., NII Gironde 8/1, Plan des bâtiments et terrains de l'abbaye et monastère Sainte-Croix de Bordeaux ; publié par M. Bugner, *Cadre architectural et vie monastique des bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur*, Paris, 1984, fig. 5, p. 165.

15. A. Chauliac, *op.cit.*, p. 331-332.

16. R.P. Dom Grégoire Tarris, *Advis aux Reverends peres superieurs de la Congregation de Saint-Maur en France*, Paris, 1632, p. 100. B.M.B.

17. A.D.Gir., H 779, f° 171, acte signalé par Chauliac mais sans références, p. 313.

18. A.D.Gir., H 306, f° 10 ; H 1074, comptes pour l'année 1637 ; H 1075, comptes pour les années 1640-1646.

maçon, fut chargé "de mettre et pozer toutes les chainettes qu'il faudra pour la decoration du pave et pour les tombes de ladicte eglise Sainte Croix... et ce a raison de 16 sols par brasse". Par ailleurs l'artisan referra entièrement le carrelage de l'église "bien uny et poly" pour six sols par brasse ; le syndic fournira la pierre et les autres matériaux nécessaires <sup>19</sup>. En juin de l'année suivante, les comptes de l'abbaye mentionnent un paiement à Bernard Bravillet "pour réduire les 13 degres de lesglize du coste de la paroisse à 4 marches". Au moment de la pose du nouveau pavé, les religieux exhaussèrent le sol de leur sanctuaire pour lutter sans doute contre l'humidité ; en janvier 1678 il était question d'élever l'autel de la chapelle Saint-Blaise, de la carrelure et "mestre a plain pied comme l'eglise a este eslevée" <sup>20</sup>.

Les fenêtres des collatéraux furent obturées au XVIII<sup>e</sup> siècle, nous dit Chauliac, sans toutefois préciser à quelle date. Est-ce pour permettre de nouvelles constructions contre l'église ? Deux mentions autorisent à cette hypothèse. Le 22 mai 1640, le R. P. Syndic s'engage à faire construire trois échoppes "entre les pilliers qui soustiennent lesglise proche la grande porte du preau de ladite abbaye". Le 16 mars 1641, il est de nouveau question de bâtir des maisonnettes contre la nef de la paroisse, c'est à dire vers le nord, "tant pour empescher les gouttieres qui gastent les murailles et arc-boutans du dit coste que pour empescher les ordures et imondices qui s'y amassent tous les jours". En 1684, les religieux font encore construire derrière l'église et joignant la sacristie trois petites échoppes, elles aussi destinées à la location, pour la somme de 700 livres <sup>21</sup>.

En 1648, les mauristes font état du mauvais état de la toiture de l'église : "le petit clocher estoit prest de renverser sur la couverture et enfoncer les voûtes qui estoient desja fort lavées et menaçoient ruine" <sup>22</sup>. Quelques années plus tard on retrouve la trace de travaux importants de charpente et de couverture. En 1677, on fait bâtir le clocher de la paroisse Sainte-Croix situé au nord-est de l'édifice ; en février 1681, Jean Gassiot, couvreur, est chargé de le recouvrir d'ardoise. L'année précédente les religieux avaient acheté pour 466 livres 10 sols du bois en grande quantité afin de réparer la charpente de l'église et celle précisément du clocher de la paroisse <sup>23</sup>.

## La nouvelle sacristie

De 1674 à 1676, les maîtres-maçons Claude Tastevin et Nicolas Mérisson reconstruisent ou tout au moins réaménagent la sacristie ; Tastevin déplace et rebâtit l'autel de la paroisse pour poser le retable <sup>24</sup>. Comme on peut le voir sur le plan de 1656, deux petites sacristies prenaient place à cette époque derrière les autels dans l'abside centrale et dans l'abside nord. Dans un rapport daté du 10 juillet 1683 le prieur Paul Saporita envisage la construction d'une nou-

velle sacristie. Il expose que "dans l'entier dessein des bastimentz du monastère quy fust approuvé par le R. P. Supérieur général avant qu'on les commençast, il y estoit comprise une sacristie qui reste à faire derriere le grand autel" <sup>25</sup>. Dans le contrat de maçonnerie déposé chez Me Duteau quelques jours plus tard, Jean Savoye, dit Lacroix, promet d'élever derrière l'église une sacristie de 40 pieds environ de longueur et, entre le grand-autel et la chapelle Notre-Dame, un couloir pour y accéder. Au dessus des fondations, il construira les murs en pierre de Bourg, avec un entablement de même pierre que les entablements du dortoir de l'abbaye. Dans le mur oriental il percera quatre demi-croisées qui auront des jambages et des couvertures en pierre de Saint-Laurent ; à l'est également, il établira trois piliers-butants et un autre au coin de la muraille joignant la sacristie de la paroisse. Il couvrira cette nouvelle sacristie d'une voûte d'arêtes de pierre de Saint-Laurent, haute de plus de six mètres sous clef, et posera des carreaux de terre cuite ; des chaînettes de pierre de Rauzan reproduiront le dessin des arêtiers des voûtes. Pour toute cette besogne l'artisan fournira les matériaux nécessaires et recevra 1. 950 livres. Une copie de ce contrat précise que la construction aura 24 pieds de large ; elle apparaîtra ainsi de forme carrée du fait de l'existence du couloir <sup>26</sup>.

Un devis est établi pour revêtir de boiseries les murs de la sacristie. Un menuisier s'engage à réaliser un premier lambris "à cadre" d'environ deux mètres de hauteur avec table et marchepied de huit mètres de longueur. Puis sur un côté de la pièce il confectionnera, outre le lambris, des armoires pour "les cahiers" comportant des tiroirs dans la partie basse décorés de pointes de diamant. Les grandes armoires provenant de l'église seront placées sur un autre côté et de la même manière intégrées à la menuiserie. Des pilastres soutiendront l'entablement qui couronnera le tout et comptera environ 140 pieds de long. Un second devis daté du 21 décembre 1683 prévoit, comme le précédent, des lambris et des armoires "à cadres" mais agencés différemment. Un confessionnal et un oratoire devront compléter l'ensemble, réalisé en bois de noyer <sup>27</sup>.

19. A.D.Gir., H 306, f° 14 et 19.

20. A.D.Gir., H 1077, f° 8 et 5.

21. A.D.Gir., H 284, f° 96 ; H 642, f° 11 ; H 284 f° 33.

22. A.D.Gir., H 661, f° 67, relation des réparations faites dans les dernières années.

23. A.D.Gir., H 1076, f° 1 ; H 1077 ; H 1069, f° 9.

24. A.D.Gir., H 1076, f° 5 v°, f° 6, comptabilité.

25. A.D.Gir., H 643, f° 20, acte du 10 juillet 1683.

26. A.D.Gir., H 284, f° 100 ; H 794, p. 207.

27. A.D.Gir., H 306, f° 23, document non daté ; H 1069, f° 10.



Fig. 2. — Armoire de l'ancienne sacristie (détail).

Dans son ouvrage, Chauliac évoque cette sacristie, qui fut effectivement construite contre l'abside de l'église, et la qualifie de "*spacieuse mais fort lourde*". Elle fut démolie vers 1910<sup>28</sup>. Les belles armoires de l'actuelle sacristie, placée contre le bras droit du transept, pourraient avoir appartenu à l'ancienne ; elles comportent, comme dans les devis, des panneaux rectangulaires moulurés mais leur décor est cependant quelque peu différent : ce sont des caryatides engainées qui portent la corniche à fines denticules. Cependant, deux portions de lambris, qui paraissent dater de la même époque, présentent des pilastres comme prévu (fig. 2).

### Le décor intérieur

Si l'architecture de l'église ne fut pratiquement pas modifiée au cours du XVII<sup>e</sup> siècle, son décor intérieur, par contre, fit l'objet de nombreuses commandes auprès d'artisans de la ville, ou bien venus de provinces voisines, essentiellement méridionales. Raviver la foi des fidèles en assurant la dignité du culte et en renouvelant les images si

longtemps négligées, telle était en effet l'ambition des mauristes. Travaux de rénovation, d'embellissement, tout fut mis en œuvre pour transformer la vieille bâtisse médiévale en un édifice conforme aux exigences de la Réforme tridentine et aussi au goût de l'époque.

### Les tombeaux

Dans l'église se trouvaient de nombreux tombeaux d'abbés qui, nous dit Chauliac, furent détruits à la Révolution. A différentes dates nous retrouvons aussi la mention de sépultures, à tel ou tel emplacement dans la nef, concédées à des familles importantes de la ville<sup>29</sup>. Le tombeau de saint Mommolin, le patron de l'abbaye, était sans doute le plus connu, mais, mal entretenu par les moines, il avait fini par tomber en ruine. Les religieux de Saint-Maur le firent réparer en mai et juin 1646 par un certain Me René et déplacer près d'un pilier de la nef ; on entailla ce pilier pour y poser l'épithaphe. Le 10 août 1651, Guillaume Bouchard, menuisier de Bordeaux, reçut 150 livres pour "*l'encauffreure du sépulchre de Saint-Mommolin*"<sup>30</sup>. Le plan dressé en 1656 montre que le tombeau était placé contre le dernier pilier de la nef à droite, juste avant le chœur. Il faisait face à l'autel consacré au saint et, selon la description qu'en fait l'abbé Bellet, il reposait lui-même sur deux petits piliers<sup>31</sup>.

### Les retables

La plus grande attention fut apportée aux retables destinés à orner les différents autels. En 1647, la comptabilité des religieux fait état de paiements au peintre Cureau pour le portrait de saint Gérard et d'un acompte pour les tableaux de saint Maur et saint Mommolin. L'année suivante on promet 150 livres et une barrique de vin à la veuve de Cureau en paiement de ces deux toiles, destinées "*au bas du chœur*"<sup>32</sup>. D'assez bonne facture, les deux grands tableaux se trouvent actuellement, détachés de leur cadre d'origine, dans un des collatéraux de l'église. saint Mommolin, revêtu de l'ample robe noire à capuchon des bénédictins, apaise un pauvre dément enchaîné que soutiennent quelques fidèles (fig. 3). La scène traitée avec simplicité et réalisme, évoque les cérémonies qui accompagnaient la fête du saint et témoigne d'une foi populaire encore empreinte de naïveté. Bellet écrivait en 1738 : "*On*

28. Chauliac, *op.cit.*, p. 320. Il date la construction des années 1674-1676.

29. A.D.Gir., H 298, f° 23, 25, 30.

30. A.D.Gir., H 1075, f° 99 à 101 ; H 301, f° 6. Cf Chauliac, *op.cit.*, p. 30.

31. B.M.B., ms 828 V, p. 67.

32. A.D.Gir., H 1075, f° 119, 143 et 132 ; H 306, f° 15, 31 juillet 1648.



Fig. 3. — Saint Mommolin apaise un dément. Huile sur toile.

*en fais la feste le 8 août, il y a un grand concours de peuple qui viennent l'intercéder pour guérir de la douleur de teste*"<sup>33</sup>. saint Maur, le disciple de saint Benoît, représenté lui aussi dans une attitude conventionnelle, avec la mitre et le bâton abbatial, bénit un groupe de seigneurs qui, agenouillés devant lui, implorent sa miséricorde. La présence d'un malade, ou d'un blessé, allongé sur sa litière, donne à penser que nous assistons ici encore à une guérison miraculeuse.

Cette commande venait sans doute compléter les retables que Me Raymond Caussade s'était engagé à exécuter le 13 juillet 1646, l'un pour l'autel de saint Mommolin, l'autre pour celui de saint Maur, qui encadraient l'entrée du chœur. L'ensemble, dont le dessin était de la main du maître menuisier, comprenait colonnes, balustres, marchepieds et devants d'autel en bois de noyer. Pour mettre en place la porte du chœur, l'artisan supprimerait certaines stalles. Il fournirait le bois nécessaire et recevrait 900 livres payables en plusieurs fois<sup>34</sup>.

Quelques années plus tard les religieux entreprirent de faire décorer le maître-autel. Les particuliers contribuèrent à la réalisation de l'ouvrage. Le 13 février 1663, Pierre

Fauchier, marchand, et sa femme offrent 1 200 livres au monastère, en considération des bons soins apportés à leur fils Léonard, religieux de Sainte-Croix, décédé, pour être employées à la fabrication d'un retable. Par son testament du 20 novembre 1664, Jean Darluc, novice et fils d'un marchand de Souillac, fait un legs de 400 livres destinées "*à un tableau pour mettre au retable du grand-autel qu'y ce faic pour la dite eglise*". La mère d'un autre religieux, Louise de Mocler, donne elle aussi 400 livres pour ce même tableau, le 16 avril 1666<sup>35</sup>.

C'est Raymond Estanssan, maître sculpteur, qui s'engage le 20 avril 1665 à faire le retable et le tabernacle du grand-autel pour la somme de 3 000 livres et suivant le dessin qui en a été fait. Il reçoit un premier versement de 100 livres, puis un autre de 200 le 3 mai 1666, mais il semble pourtant que le travail n'ait pas été réalisé en temps voulu<sup>36</sup>. Le 21 août 1668 les religieux rapportent que le retable et le tabernacle entrepris par Me Eymond sculpteur "*il y a cinq ans passés*" ne sont toujours pas terminés et qu'une partie seulement en a été montée. Le 4 septembre 1670, Estanssan est encore une fois rappelé à l'ordre<sup>37</sup>. Le prix-fait établi en 1665 n'est pas très explicite, cependant Paul Roudié signale une commande passée en 1664 par ledit Estanssan auprès d'un menuisier de Castillon-sur-Dordogne : huit pièces de noyer dont quatre de 9 pieds de long serviraient de colonnes au retable et quatre autres pour faire des chapiteaux<sup>38</sup>.

Si l'on en croit Chauliac, le maître-autel en marbre veiné de rouge encore en place aujourd'hui aurait été construit au XVII<sup>e</sup> siècle, et avancé dans le chœur en 1847<sup>39</sup>. Ce n'est pas notre avis. Elevé sur quatre degrés, cet imposant ouvrage s'apparente plutôt au type d'autel dit "*à la romaine*" dont la mode s'est propagée en France dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Nous en avons retrouvé un semblable dans l'église de l'abbaye de Sorde, restaurée elle aussi par les mauristes ; il porte la date de 1784 et a été attribué aux frères Mazzetti, deux sculpteurs originaires de Suisse

33. B.M.B., ms 828, p. 67. Lire à ce sujet : Ch Marionneau, *Description des œuvres d'art qui décorent les édifices publics de la Ville de Bordeaux*, Bordeaux, 1861, p. 198, 199.

34. A.D.Gir., H 780, f° 241 ; H 1075, f° 104.

35. A.D.Gir., H 349, f° 29 ; 3 E 4765, f° 247 ; H 1096, f° 36.

36. A.D.Gir., H 1069, f° 5 ; 3 E 4767, f° 19.

37. A.D.Gir., H 1069, f° 6 ; H 306, f° 3.

38. Paul Roudié, *La Sculpture à Bordeaux au XVII<sup>e</sup> siècle*, R.H.B., t. XXV, 1976, p. 29. Cf. A.D.Gir., 3 E 6593, f° 42.

39. Chauliac, *op.cit.*, p. 313. Cf. Procès verbaux du Conseil de fabrique, séance du 25 avril 1847.





Fig. 4. — Maître-autel.  
Cliché M. Dubau, Inventaire général.

italienne qui ont beaucoup travaillé pour les églises des anciens diocèses d'Aire et de Dax<sup>40</sup>. L'autel de Bordeaux date sans doute de cette époque et il n'est pas exclu qu'il ait été exécuté par les deux artistes italiens. L'œuvre associée de la même façon des marbres de couleurs variées, le marbre blanc étant réservé aux moulures qui soulignent ses formes galbées et aux motifs sculptés qui la décorent : larges volutes latérales, têtes d'angelots ailés sur les angles, cartouche en forme de cœur et fleurs de lys pour le panneau central. (fig. 4) Les deux anges adorateurs posés sur l'autel de Sorde et qui enjolivent généralement les autels des Mazzetti, ont disparu à Sainte-Croix. Un lourd tabernacle de marbre a remplacé, plus tardivement, celui d'origine.

Le 10 juin 1673, un nouveau contrat est signé pour la construction d'un retable par le frère Robert Plouvier et Jacques Sabourie, menuisier et sculpteur ; il sera placé cette fois sur l'autel de la paroisse Sainte-Catherine. L'artisan doit réaliser la niche qui abritera la statue de la sainte, niche semi-circulaire "en façon de tourelle avec des ornements au dessus et par les côtés", semblable à celle du maître-autel de l'église Saint-Pierre, en ville. Les piédestaux des colonnes seront assemblés "avec cadres et par le devant quelques ornements convenables". Un bas-relief représentera le martyre de sainte Catherine au moment où le bourreau lui tranche la tête ; au dessous entre les piédestaux, un chérubin portera sa statue. La balustrade et le marchepied iront d'un bout de la muraille à l'autre, comme chez les carmes

déchaussés, avec une porte du côté de la sacristie ; quelques gradins seront faits à l'autel et un banc devant le retable. Deux cadres sont prévus avec leurs ornements pour les statues de saint Sébastien et saint Roch ; elles seront un peu plus petites que celle de sainte Catherine, haute de cinq pieds et demi. De chaque côté du retable deux autres cadres recevront de grands tableaux. Entre les piédestaux, dessous les statues de saint Roch et saint Sébastien et sur toute la frise, l'artisan sculptera des motifs décoratifs. Pour toute cette besogne, il suivra le dessin fait et signé par les deux parties et il recevra 800 livres. En janvier 1677, le même artisan pose une porte neuve à l'entrée de l'église, du côté de la paroisse également<sup>41</sup>.

La comptabilité tenue par les religieux nous permet de suivre l'avancement des travaux. Dès le mois de mai 1674, il est fait état de dépenses pour transporter certaines parties du retable déjà terminées. Les portefaix font plusieurs voyages : c'est ainsi que le 24 décembre un certain Antoine Faures livre les trois figures principales, sans accepter de paiement ce jour-là. Le maître serrurier Arnaud Gordon

40. J. Cabanot et D. Meyer, *Sorde l'abbaye*, Canéjean 1995. Lavie C., *Autels et décors, L'œuvre des Mazzetti dans les églises landaises*, Dax, 1992.

41. A.D.Gir., H 1069, f° 8 ; H 1076, f° 13, acte signalé par Chauillac, *op.cit.*, p. 311, et transcrit par P. Roudié, art. cit., p. 88.

fournit la ferrure, notamment les pattes nécessaires à la mise en place du retable, de la balustrade et du coffre qui l'accompagnent. En fin d'année Jacques Sabourie est chargé de payer au sculpteur Girouard les trois statues qu'il a faites pour le retable ; grâce à cette quittance nous connaissons donc l'auteur de ces œuvres, originaire de Carpentras<sup>42</sup>. En Janvier 1675, 100 livres sont versées à maître Sabourie, puis 200 en octobre 1676 (sur cette dernière somme 100 livres ont été données par testament par M. Jean Bernard et sa femme en 1672). Ce même mois, le frère Thomas reçoit 30 sols pour avoir blanchi les statues de saint Roch, saint Sébastien et sainte Catherine<sup>43</sup>.

Les travaux cependant traînent en longueur. Le 31 mars 1677, Sabourie "entrepreneur du retable de la paroisse", verse à Girouard les 60 livres qu'il lui doit ; le 7 avril il reçoit le reliquat des 900 livres qui lui étaient encore dues pour la facture du retable et des additions apportées au projet. Me Mouflart termine le tabernacle à la place de Sabourie et sa veuve en perçoit le dernier paiement le 30 septembre 1679. Ce n'est qu'au cours de l'année 1679 que les statues sont enfin dorées : la figure de sainte Catherine par le frère Thomas, celle de Dieu le Père, les deux anges et la croix "qui est au plus haut du retable", saint Sébastien et saint Roch par Auguste Camaré. Ce dernier dore également la niche de Dieu le Père, les quatre pommes et bouquets de fruits qui couronnent l'ensemble. Dans les dernières dépenses effectuées à la fin de l'été 1679, on note l'achat de queues de renard pour nettoyer et lustrer le retable<sup>44</sup> ! Entre le prix-fait avec Sabourie et les dernières finitions, plus de six ans se sont écoulés...

Le manque d'argent peut expliquer la lenteur des travaux. Le 14 juillet 1691 plusieurs objets d'argent de la sacristie jugés inutiles furent vendus au bureau de la Monnaie de la ville. La somme était destinée à la décoration, au blanchiment et à la dorure du grand-autel "de la même manière que les autels de Saint-Maur et Saint-Mommolin sont dorés"<sup>45</sup>. Lorsque Louis d'Auglure de Bourlemont visitera l'église en juin 1683 il ne manquera pas de s'arrêter devant l'autel de la paroisse et d'admirer son beau retable tout neuf en bois de noyer : les statues de saint Sébastien et saint Roch encadrent la niche "bien décorée" et la statue de sainte Catherine, comme cela avait été prévu dans le contrat ; le tabernacle "fort propre au dehors et bien garny au dedans" a lui aussi enfin trouvé sa place<sup>46</sup>.

#### Les boiseries du chœur

Le 18 juillet 1681, les religieux de Sainte-Croix envisagent de faire réaliser "un nouveau boisage" pour le chœur de leur église, "à cause de la caducité extrême de celui du présent". Le visiteur de la province propose de leur envoyer "un commis qui est à Tolose intelligent en la sculpture pour en avoir la direction"<sup>47</sup>. L'année suivante, le 1<sup>er</sup> juin, le prieur Paul

Saporta rapporte que le vicaire général de la congrégation a approuvé "le dessein des chaires du chœur de l'église qu'on avoit depuis si longtemps proposé de faire à luy envoye le 25 septembre dernier, et donne sa permission de l'exécuter", à condition qu'on n'emprunte pas d'argent pour cela. Simon Buisson, sculpteur natif de Montpellier, a repris le dessin de l'ouvrage qu'il a déjà exécuté pour le monastère de Saint-Sever ; il s'engage à le réaliser dans un délai de dix huit mois, moyennant 3. 500 livres et un logement pour lui et ses ouvriers dans une des chambres du monastère pendant sa mise en place. Pour faire "quelque chose de solide" il utilisera du bois de chêne "beau net sec et marchand". L'offre de Buisson apparaît avantageuse aux religieux et ils acceptent ses conditions ; ils fourniront en sus au sculpteur la ferrure nécessaire, la batterie de cuisine et même les "herbes" du jardin<sup>48</sup>...

Le contrat de besogne, déposé chez Me Lhoste le 3 juin 1682<sup>49</sup>, indique que l'ensemble, réalisé en bois de chêne, comportera 62 stalles réparties dans le fond et de chaque côté du chœur, sur deux niveaux. La chaire abbatiale, placée au fond du chœur, du côté de l'épître, sera couronnée par une corniche "en arceau", surmontée d'un vase et d'un chérubin ; deux "arpies", placées selon toute vraisemblance au niveau des parcloes, compléteront ce décor. Les deux rangées de stalles seront elles aussi ornées à leurs extrémités de harpies, ou bien plus simplement, de consoles à deux faces. Au milieu du chœur le sculpteur devra faire un pupitre en forme de coffre avec des pilastres à chaque angle et, sur le panneau mobile servant de porte, les armes de la congrégation d'un côté et de l'autre celles du monastère. Sur le pupitre une boule portera l'aigle aux ailes déployées destiné à tenir le livre ; quatre lions couchés soutiendront le tout. Sur les trois stalles du presbytère<sup>50</sup>, réservées au diacre, au sous-diacre et au célébrant et placées sur "un pied d'estal", régnera une corniche formant un arc au dessus de la chaire du célébrant, amorti par une corbeille de fleurs et un chérubin.

42. A.D.Gir., H 1076, comptabilité, f° 3 et 4. Cf Paul Roudié, art. cit., p. 47.

43. A.D.Gir., H 1076, comptabilité.

44. A.D.Gir., H 1077, comptabilité, f° 6, 7, 9, 10, 12.

45. A.D.Gir., H 643, f° 21, acte capitulaire.

46. A.D.Gir., G 640.

47. A.D.Gir., H 642, f° 154, acte capitulaire.

48. A.D.Gir., H 643, f° 16.

49. A.D.Gir., 3 E 13 508, f° 1111 ; acte transcrit par Paul Roudié, *op.cit.*, p. 91.

50. Du latin presbiterium ; partie de l'église isolée par la clôture du chœur et réservée aux prêtres qui célèbrent la messe.

Comme sur les stalles du chœur de Saint-Etienne de Toulouse, mises en place au début du XVII<sup>e</sup> siècle, la présence de harpies au niveau des parcloles pourrait attester l'influence de l'Antiquité et de l'Ecole de Fontainebleau. Le modèle toulousain connu, en effet, un réel succès jusqu'à la fin du siècle et fut souvent copié dans la région, à Lectoure par exemple ou dans la collégiale de Saint-Gaudens<sup>51</sup>. Buisson, qui vivait à Vic-en-Bigorre en 1682, ne pouvait ignorer ces réalisations. A Saint-Sever, quelques stalles, toujours en place, ne correspondent pas à l'ambitieux projet offert au chapitre de Bordeaux<sup>52</sup>. Elles sont ornées de serviettes repliées et de candélabres comme au siècle précédent ; en fait de harpies, elles comportent aussi de sages caryatides, très finement sculptées. Mais reste à savoir si le contrat passé avec Buisson pour Sainte-Croix fut bel et bien suivi d'effet...

### La clôture du chœur

Le 4 janvier 1679, le prieur Dom Paul Saporta, ayant rassemblé le chapitre, rapporte que le R. P. François Girod, visiteur de la province, *"avait trouvé fort étrange que depuis les nouvelles réparations qu'on a fait dans notre église le cœur et presbiterie estoient restes entierement ouverts..."*. En effet, Sainte-Croix étant aussi une église paroissiale, les bénédictins sont tenus de la laisser souvent ouverte pour l'administration des sacrements et les enterrements ; la pose d'une grille de fer éviterait, bien sûr, les vols répétés et surtout la disparition de la lampe d'argent et du Saint-Ciboire. Mais, en raison du coût de l'ouvrage, *"pas moins de deux mille livres"*, les religieux doivent demander l'assentiment du R. P. Supérieur général.

Cette grille, qui pesait 3. 200 kilogrammes, a disparu ; elle fut vendue 1195 francs en 1847 et, *"la fabrique se félicita de ce qu'on ait bien voulu l'acheter au prix du fer neuf"*<sup>53</sup>. Un dessin anonyme, conservé aux Archives Nationales dans la liasse concernant Sainte Croix, a déjà été publié et commenté. Il s'agit sans doute du projet soumis au chapitre pour la clôture du chœur ; il propose deux modèles très similaires : l'un à gauche plus orné, l'autre à droite plus sobre et d'un coût certainement moins élevé<sup>54</sup> (fig. 5). Sur les parties latérales, plus basses, on retrouve les mêmes balustres en poire ventrus dont les enroulements forment des cœurs dans les intervalles ; la partie la plus ornée s'enrichit de motifs en anse de panier, de fleurons d'où s'échappent des tiges à graines, et de fleurs rondes. Pour dissuader les éventuels intrus, la frise supérieure se hérissé de fleurons de tôle. La porte à deux vantaux occupe le centre de la composition ; son dessin joue sur la répétition de formes plus complexes : vases ou balustres pour les panneaux, anses de paniers affrontés ou adossés pour la frise médiane. A la hauteur de l'entablement des fleurs rondes et des rinceaux feuillagés accompagnent les anses de panier formant la frise

supérieure. Une grande fleur de lys, encore étoffée d'enroulements végétaux, couronne l'ensemble avec, de chaque côté, deux éléments d'amortissement : une sphère toute simple à droite, un vase fleuri à gauche. Comme l'indique Mme Lacoue-Labarthe des motifs décoratifs analogues se retrouvent sur les rampes d'escalier et les impostes des maisons bordelaises construites dans le dernier quart du XVII<sup>e</sup> siècle ; ils s'inspirent des modèles donnés par les recueils parisiens ou provinciaux autour de 1680.

Ces éléments de décor, patiemment réunis mais tellement vulnérables, ont presque tous disparus aujourd'hui, y compris le bénitier de marbre, payé onze livres le 8 mai 1697<sup>55</sup>. L'église a été dépouillée de ses richesses passées et seuls les documents anciens permettent d'imaginer les œuvres qui contribuaient à l'embellir. Les documents figurés sont rares et ce sont les contrats de besogne qui, nous l'avons vu, apportent des descriptions assez précises ; de plus ils font référence à des réalisations antérieures qui, dans la mesure où elles existent encore, complètent des images définitivement perdues. Ils attestent dans tous les cas la rupture définitive avec les formules gothiques, la mise en place d'éléments décoratifs inspirés de l'Antiquité gréco-romaine et largement diffusés par les artistes de la Renaissance : colonnes avec chapiteaux, pilastres, corniches... que l'on trouve notamment sur les retables. La part accordée à l'influence baroque est par contre plus difficile à évaluer. Elle se manifeste pourtant de manière très sensible dans l'élaboration du retable de sainte Catherine avec l'abondance des motifs sculptés et des dorures, et le parti adopté pour glorifier la jeune martyre : dans la niche *"toute ouverte par le dessus"* la statue de la sainte, représentée en grandeur nature, devait recevoir de façon indirecte la lumière du vitrail placée derrière.

### Les bâtiments conventuels

Désireux avant tout de réformer l'abbaye, le cardinal de Sourdis ne s'était pas inquiété des biens matériels nécessaires aux moines : *"ils étaient obligés de coucher à terre sur de*

51. P. Julien, Harpies, griffons et chimères dans les stalles du chœur au XVII<sup>e</sup> siècle : le modèle toulousain, *Gazette des Beaux-Arts*, septembre 1994.

52. Nous tenons à remercier Mme Francis Lafargue, historienne d'art, et son époux qui nous ont communiqué les photographies et les renseignements concernant ces stalles.

53. A.D.Gir., H643, f° 15, acte capitulaire ; procès-verbaux du conseil de fabrique, séance du 25 avril 1847. Cf. A. Chaubiac, *op.cit.*, p. 312.

54. M. F. Lacoue-Labarthe, *l'art du fer forgé en pays bordelais de Louis XIV à la Révolution*, p. 52.

55. A.D.Gir., H 306, f° 22.

la paille, et deux par deux dans des cellules si étroites, qu'à peine un homme robuste aurait pu y respirer seul"<sup>56</sup>. Dans un premier temps, les religieux de la congrégation de Saint-Maur, se limitèrent aux réparations indispensables. En 1632, Pierre et Bernard Foisie, maçons, firent une porte et une arcade pour l'entrée du monastère et quelques aménagements dans le réfectoire, le dortoir et la boulangerie. Ils pavèrent et blanchirent tout le cloître ainsi que les chambres près de l'entrée du monastère et le dortoir<sup>57</sup>.

Le 8 janvier 1633, un accord fut conclu entre l'abbé Desaignes et les religieux. Les prédécesseurs de l'abbé, s'étaient emparé *"d'une bonne partie des lieux réguliers de la communauté"* et de la maison prieurale, et ils avaient laissé leur maison au prieur des anciens religieux *"au très grand préjudice du repos desdits pères et notable incommodité de leur vie régulière."* Les bénédictins demandèrent à l'abbé *"de leur délaissier ce qui leur appartenait de toute ancienneté et sans quoy ils ne pouvoient se loger commodement et de s'en retourner en son ancien logis..."* Ils espéraient que l'abbé favoriserait ainsi l'établissement de la réforme dans le monastère et ferait les réparations nécessaires comme il s'y était engagé. En contrepartie ils lui accordaient la jouissance de la maison prieurale jusqu'à son décès<sup>58</sup>.

Dans les années 1642-1643, la pose de 92 pieds de vitre *"pour des chambres bâties à neuf"* prouve que de nouveaux aménagements se font pendant cette période<sup>59</sup>. Soucieux par ailleurs de renouer avec l'observance de la vie monastique traditionnelle, les mauristes s'efforcent de faire réparer les murs de leur clôture. A leur demande, le maire et les jurats ordonnent, le 27 février 1644, que les ouvertures trouvées dans la muraille de ville fermant leur jardin au nord soient murées. Dans une nouvelle requête, adressée aux jurats au mois de juin suivant, les religieux insistent pour que deux pans de muraille soient construits rapidement, avec une petite porte à chacun, *"pour la conservation de leurs jardins et lieux réguliers et retranchements des abus cy devant introduits aux environs desdits jardins"*<sup>60</sup>.

Quelques décennies plus tard, les mauristes décident d'entreprendre de nouvelles constructions. Rassemblés le 19 avril 1660 par le prieur Claude Boistard, ils délibèrent sur l'opportunité d'acquérir la maison et le jardin de l'abbé *"pour le besoin, disent-ils, que nous avons de nous bastir, attendu la decadence et ruyne totale et deffaut des edifices reguliers."* Au mois de mai, une nouvelle délibération tend à demander au chapitre général l'autorisation de restaurer le monastère dont l'insalubrité occasionne *"les maladies continuelles et morts fréquentes de nos confreres... icelles [permissions] obtenues on procederoit des aussytost à la batisse juxte les modelles et desseings quy en auront este traces par les plus habilles architectes a ce appellees apres avoir este prealablement approuves par le susdit chapitre ou Rnd pere Supérieur general"*<sup>61</sup>. Quels étaient ces architectes ? Aucun

nom ne nous est donné. Nous savons cependant que Jean Savoye, maître architecte bordelais, construisit pour les bénédictins la nouvelle sacristie en 1683 et l'année suivante pour la fabrique de la paroisse une maison avec arceau destinée à la location<sup>62</sup>. Était-il l'architecte attitré du monastère ou bien avons-nous affaire à un religieux ? Les bénédictins comptaient en effet au XVII<sup>e</sup> siècle d'excellents architectes : le plus célèbre était Guillaume de la Tremblaye, né à Bernay en 1644. Il dessina plusieurs planches pour le Monasticon Gallicanum que préparait Dom Germain<sup>63</sup>.

Dans le minutier de Me Duteau, notaire du quartier Sainte-Croix, nous avons retrouvé un acte daté du 2 août 1666 dans lequel il est question d'un certain frère Robert, religieux de l'ordre de Saint-Benoît, qui a *"la direction et conduite du bastiment quy ce fait dans la dite abbaye."* Il a conclu un marché avec Duloy et Lespaignol, marchands de bois, pour des *"cadenes"* et des filières mais seule une partie de la commande a été livrée en mars, notamment les poutres de 30 pieds de long ; il faut pourtant terminer le bâtiment de toute urgence<sup>64</sup>. S'agit-il ici du frère Robert Plouvier, simple convers, qui du Languedoc à l'Anjou dressa les plans de plusieurs abbayes, entre autres celui de Sorde, dans les Landes<sup>65</sup> ? C'est fort probable puisqu'en 1673 ce religieux fait partie de la communauté de Sainte-Croix et qu'il signe avec Sabourie le contrat de construction du retable de la paroisse. De plus, et c'est là notre pièce à conviction, il existe dans la liasse conservée aux Archives nationales un plan général de l'abbaye établi et annoté par lui en 1662. Ce plan n'a sans doute pas été accepté tout de suite par le chapitre général, seul autorisé à prendre les décisions importantes concernant les monastères, puisque d'autres projets l'accompagnent avec lesquels il a été certainement mis en concurrence.

56. A. de Lantenay, *op.cit.*, p. 35.

57. A.D.Gir., H 306, f° 10.

58. A.D.Gir., H 305, f° 20.

59. A.D.Gir., H 1075, comptabilité, f° 37.

60. A.D.Gir., H 305, f° 17, lettre du 27 février 1644 ; f° 18, requête de juin 1644.

61. A.D.Gir., H 642, actes capitulaires, f° 83 et 84.

62. A.D.Gir., H 284, f° 100 ; H 966, f° 27.

63. *Monasticon Gallicanum*, Paris, 1869, éd. L. Courajod. Cet ouvrage rassemble 153 vues cavalières représentant les abbayes de l'ordre bénédictin. Ces vues ne sont pas toutes très fiables dans la mesure où elles peuvent correspondre à des projets qui n'ont pas été réalisés.

64. A.D.Gir., H 4767, f° 966.

65. Il fit sa profession à Redon en 1645 et mourut à la Daurade à Toulouse en 1680. Cf. M. Bugner, *op.cit.*, p. 32, 39..





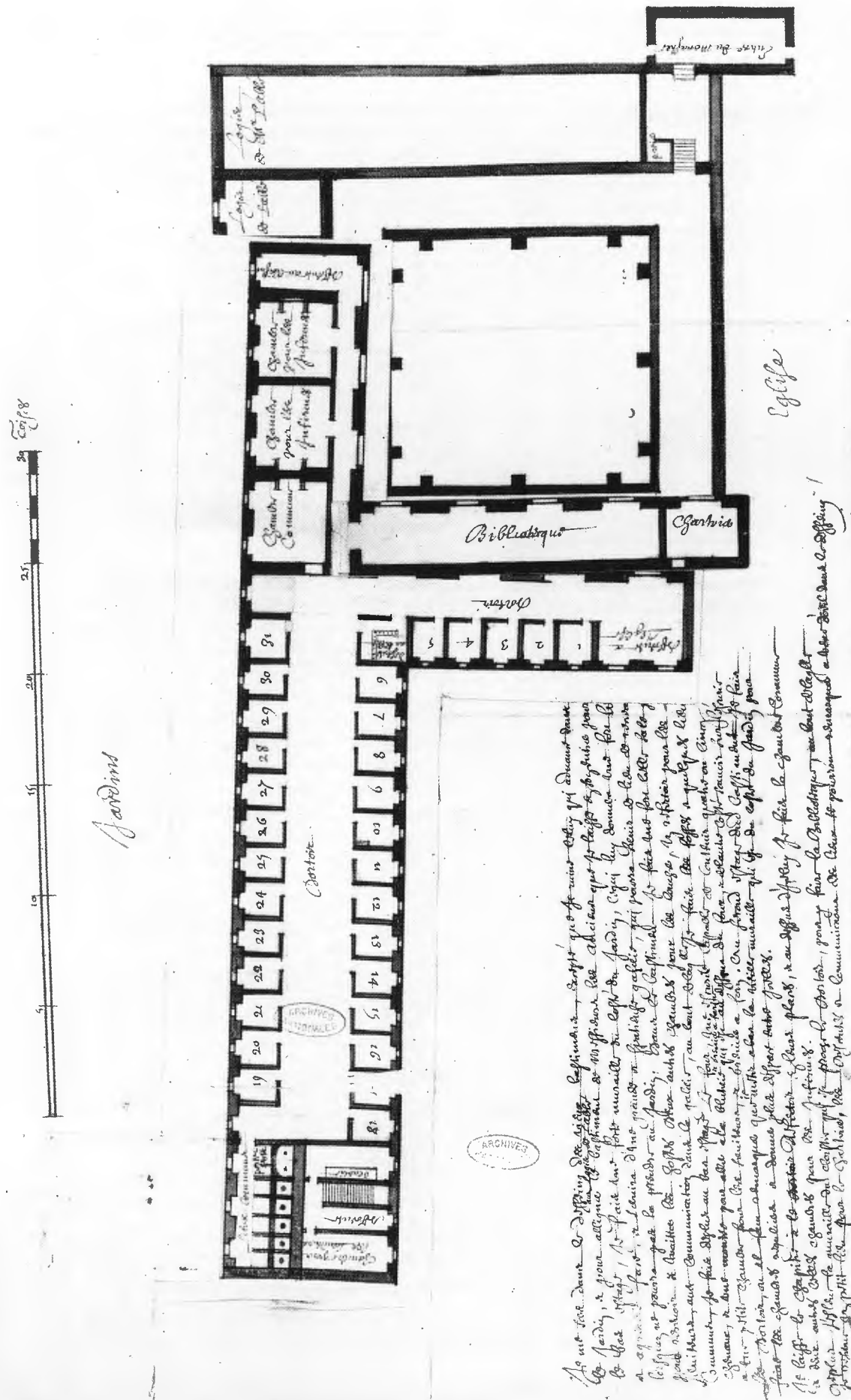


Fig. 7. — "Desseing du monastère de Sainte-Croix de Bourdeaux, fait par D. François Vrayet".  
Document conservé au Centre historique des Archives nationales à Paris.

l'hôtellerie. L'extension de l'abbaye, comme dans les autres projets évoqués plus haut, se fait à l'est avec la construction d'un grand corps de logis réservé aux religieux. Ce bâtiment, dont l'aménagement présente des nouveautés, prend désormais une importance primordiale (fig. 8). Il ne s'agit pas là pourtant d'une innovation bordelaise. Dans sa thèse consacrée à l'architecture mauriste, Mme Monique Bugner signale dans certaines abbayes, dès la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, la construction d'un bâtiment destiné à la vie conventuelle en dehors des lieux réguliers déjà existants ; c'est le cas, par exemple, à Saint-Pierre de Brantôme. D'autres projets similaires seront établis par la suite, notamment à Ambronay, à Sorde ou à Saint-Riquier, si bien que, pour cet auteur, ce type de bâtiment conventuel, adapté aux besoins des religieux, demeure la construction caractéristique des mauristes <sup>74</sup>.

Le dernier plan en date montre les projets de fortifications pour agrandir l'esplanade et le glacis du boulevard Sainte-Croix. A cette époque les nouveaux bâtiments sont terminés, y compris le cloître qui compte cette fois cinq arcades par côté. Mises à part quelques modifications dans la distribution intérieure, le plan de Pouvier a donc été réalisé <sup>75</sup> (fig. 9).

C'est le prieur claustral Pierre Béziat qui avait commencé la reconstruction des lieux réguliers et posé la première pierre le 31 juillet 1664. Durant son premier triennat (1666-1669), son successeur, Dom Placide du Vergier, fit mettre le dortoir *"en état de recevoir les religieux"*, puis confirmé dans sa charge en 1669, *"il fit continuer la bâtisse du monastère, hôtelleries, infirmeries, bibliothèque et cloître dont les deux cotés sont parachevés, en sorte qu'on peut dire que le monastère de Saint Croix de Bordeaux est bâti tout à neuf et qu'il est un des plus beaux et des plus réguliers de la congrégation. On travaille présentement à faire la porte pour l'entrée du monastère, et à dorer le tabernacle du grand autel"* <sup>76</sup>.

## Financement des travaux

Pour édifier leur monastère, les moines furent contraints de s'endetter. Leur délibération du 16 janvier 1664 porte sur un emprunt de 10 000 livres ; réunis pour le même objet le 17 juillet 1665, ils exposent que le monastère est *“en grande nécessité d'argent, tant pour continuer le bastiment commencé que pour les despans qu'il convient faire pour la provision des barriques nécessaires.”* Le 16 août 1667 il est de nouveau question d'emprunter 7 000 livres *“attendu la nécessité évidante qu'il y avoit d'achever le bastiment et de faire le corps de logis qui doit joindre leglise”* <sup>77</sup>.

Les difficultés apparaissent aussi dans la comptabilité des religieux. Dès 1633, on observe une meilleure gestion du temporel, de nombreux registres sont tenus avec soin de façon à mieux connaître le patrimoine de l'abbaye. La richesse du monastère ne cesse cependant de décroître : le

revenu des menses est insuffisant ainsi que les pensions versées aux moines et le taux des dîmes a encore tendance à diminuer. La croissance des charges se traduit par des emprunts de plus en plus fréquents : 17 000 livres précisément en 1664 et 1680. Cette utilisation systématique des emprunts affaiblit le patrimoine et le déficit est permanent <sup>78</sup>. Comme souvent, ce sont les dons des particuliers qui permettent en partie de faire face aux dépenses. Le 24 novembre 1664, par exemple, le frère Marc-Anthoine Giroton, novice, lègue 400 livres qui seront employées à des réparations dans l'église et à "*la batisse quy se fait a present audit couvent*" <sup>79</sup>. Mais c'est la demoiselle Jeanne de Hegué, dame de La Vizon, qui apporte une aide substantielle et laisse aux religieux 6 000 livres à son décès. Dans son testament elle demande à être ensevelie dans l'église Sainte-Croix et que l'on fasse les frais de ses obsèques <sup>80</sup>.

## Les bâtiments anciens

Pour mettre fin à un procès intenté par la confrérie de la Madeleine, l'archevêque Henri de Sourdis autorise, le 18 octobre 1664, les bénédictins à démolir la chapelle de la Madeleine. Ce petit édifice, composé d'une seule nef fermée par une abside, se dressait à quelques pas du chevet de l'église et gênait la construction du corps de logis destiné au réfectoire et au dortoir. Dès 1660, nous l'avons vu, il est question également d'acquérir la maison de l'abbé, indépendante du monastère et placée au sud-ouest de l'église, pour pouvoir bâtir <sup>81</sup>. Cette transaction cependant ne se fera pas et certains bâtiments anciens subsisteront autour de la cour d'entrée de l'abbaye, dont précisément la maison de l'abbé qui ferme le cloître à l'ouest.

Un procès-verbal de visite, établi le 19 juillet 1708, en présence du Père-syndic, apporte une description assez complète des lieux <sup>82</sup>. La cour, de forme recangulaire, est

74. M. Bugner, *op.cit.*, p. 56, 57, 60

75. A.N., NII Gironde, 8/12. Ce plan a été établi après 1675, date à laquelle une partie des jardins des Bénédictins fut confisquée.

76. B.N., ms latin n° 12667, f° 137 à 146, Mémoire de tout ce qui s'est passé de plus remarquable dans l'abbaye Sainte Croix depuis que la réforme de la congrégation de Saint-Maur y a été introduite. Cf A ; de Lantenay, *op.cit.*, p. 55, 75 et 76.

77. A.D.Gir., H 642, Actes capitulaires, f<sup>o</sup> 103, 105 et 117.

78. G. Guyon, Les essais de restauration du patrimoine de l'abbaye Sainte-Croix de Bordeaux au travers de la comptabilité des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, *R.H.B.*, 1974, t. XXII, p. 43.

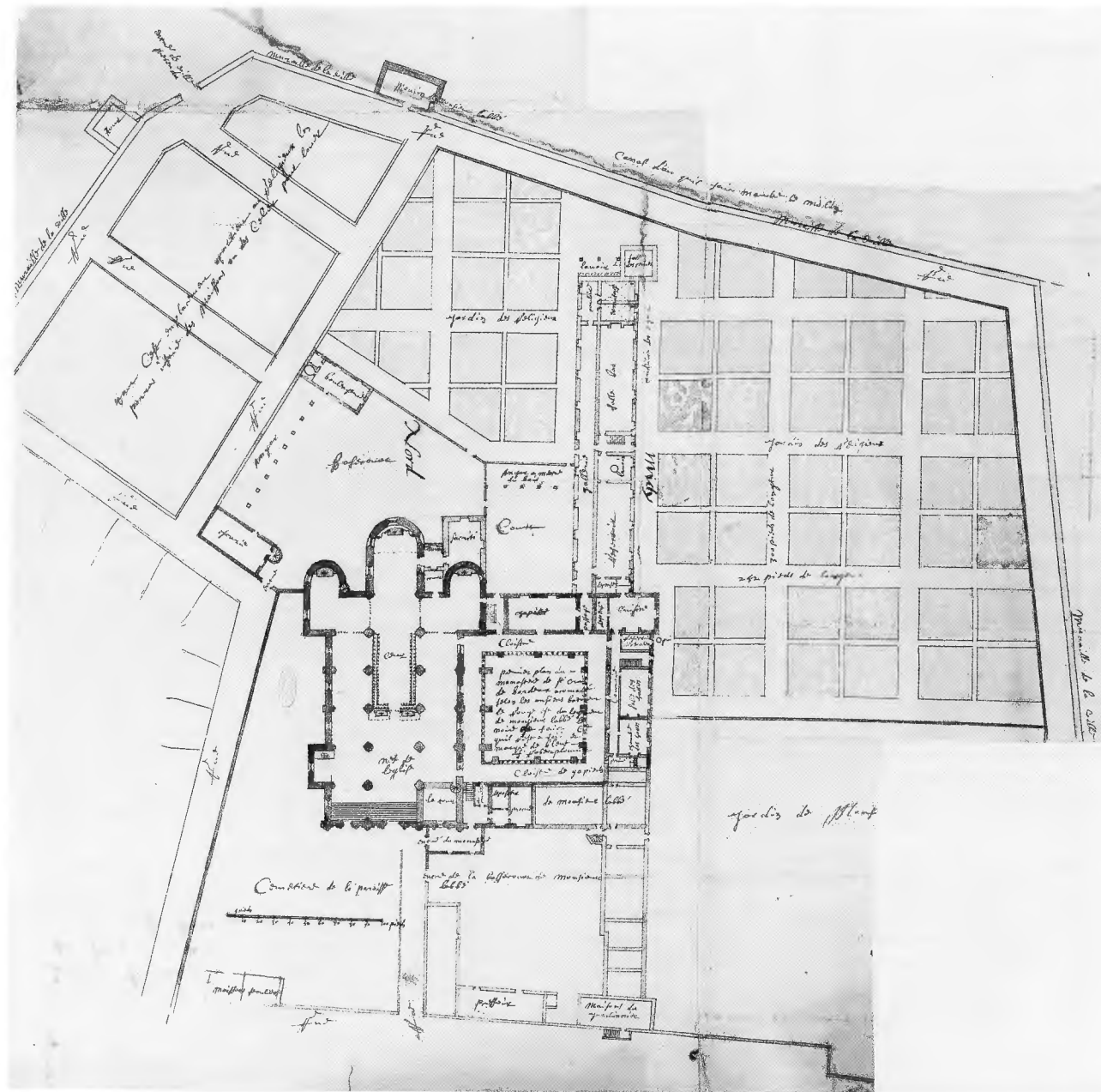
79. A.D.Gir., 3 E 4765, f° 250.

80. A.D.Gir., H 477, f<sup>o</sup> 4, testament du 18 août 1665.

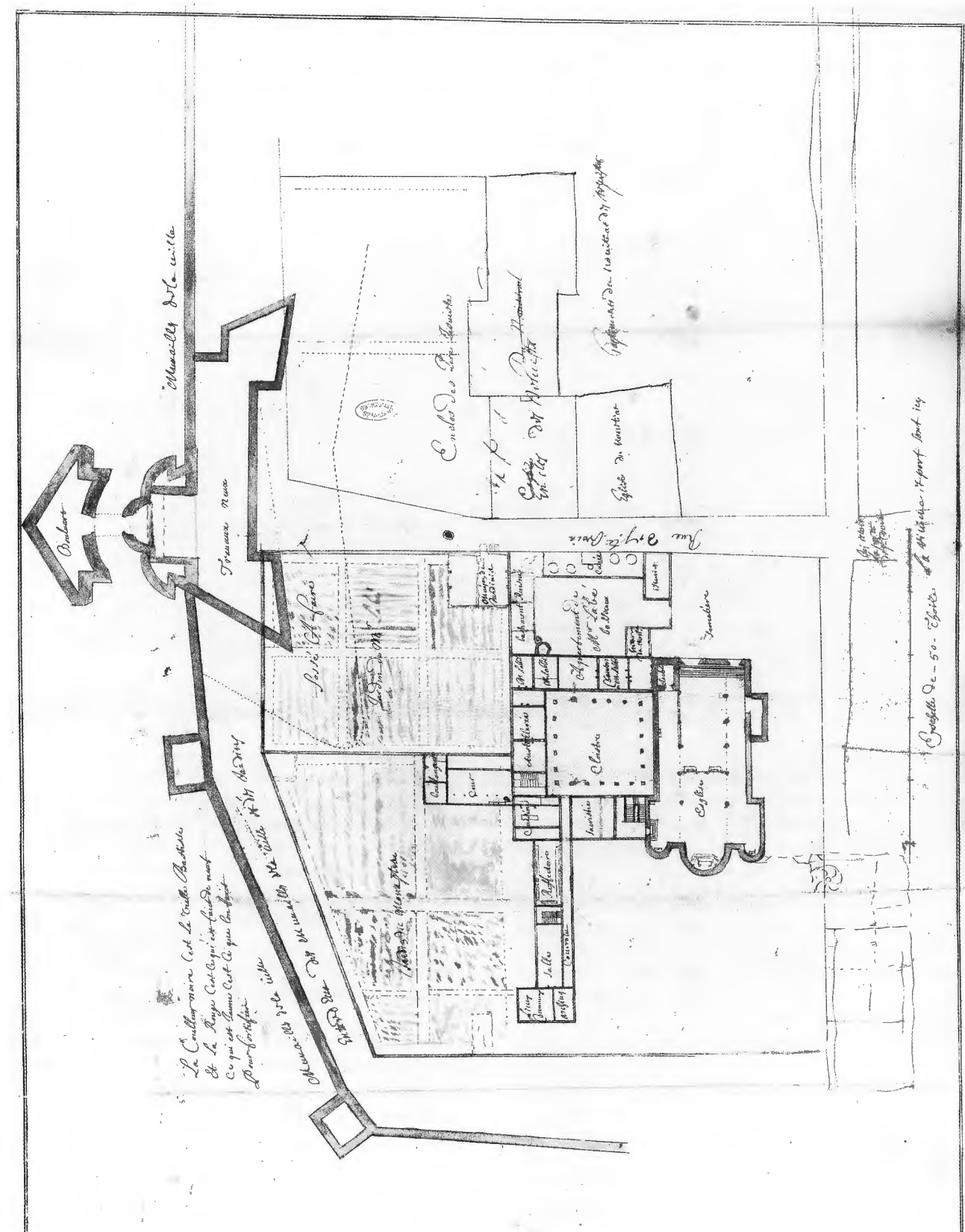
81. A.D.Gir., H 280, f° 74 et H 642, f° 83.

82. A.D.Gir., H 524, f<sup>o</sup> 1.





*Fig. 8. — Plan du frère Robert Plouvier, 1662.  
Document conservé au Centre historique des Archives nationales à Paris.*



*Fig. 9. — Plan de l'abbaye établi après 1675.  
Document conservé au Centre historique des Archives nationales à Paris.*

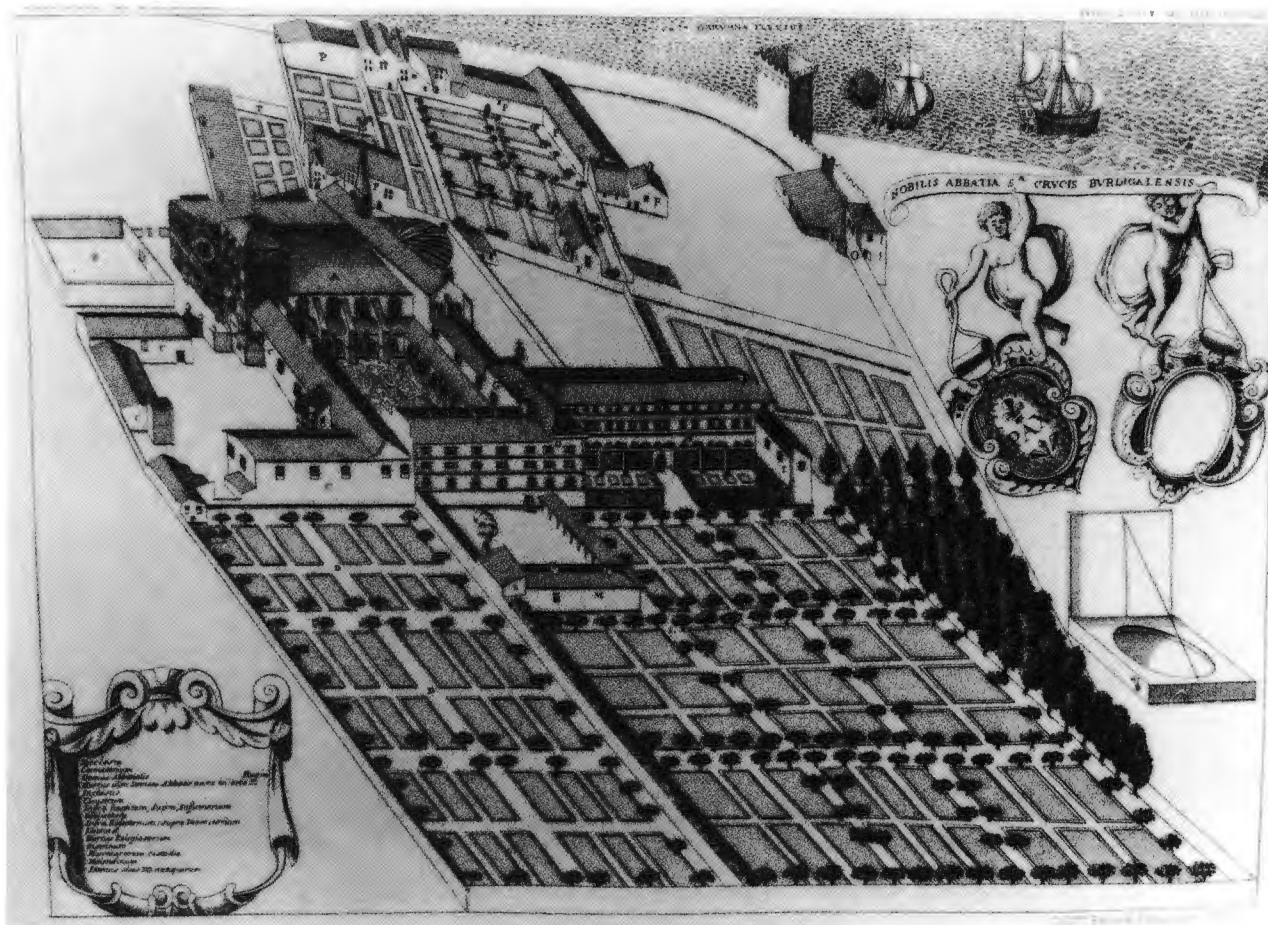


Fig. 10. — Abbaye Sainte-Croix de Bordeaux, vue cavalière du Monasticon Gallicanum.

bordée de bâtiments construits au fur et à mesure des besoins : au nord, près du portail, l'écurie, à l'ouest, le cuvier avec au bout un petit logement en forme de pigeonier et, au sud, un chai attribué autrefois au jardinier. Entre ce chai et le logis abbatial subsistent depuis fort longtemps de vieilles mesures où ont été installées des latrines.

A cette époque la maison de l'abbé, louée à un particulier, a perdu son faste passé. *"Le logement bas qui renferme la cuisine et ses annexes est en mauvais état, n'y ayant plus d'un siècle que ladite cuizine n'a esté blanchie ny passée au bouclier..."* Le premier étage qui comprend une salle et quatre ou cinq chambres nécessite lui aussi des travaux même si certains contrevents ont été refaits à neuf et peints en rouge comme le sont tous ceux du logis. Le grand escalier de pierre, construit hors œuvre, permet d'accéder à une terrasse dont la balustrade est en partie enlevée ; la chambre de la tour n'a plus de boiserie ni de vitre aux fenêtres. Le perron d'entrée de la maison qui conduit à la grande salle est couvert par une voûte de pierre et éclairé par une fenêtre donnant sur la cour. En raison de sa vétusté, un grand

nombre de pierres menacent de tomber. Comme le précise le procès-verbal, les choses sont dans cet état depuis plus d'un siècle. Pourtant en 1664, au moment de la restauration du monastère, un arc-boutant a été construit pour soutenir ce perron. Le prix-fait concernant ce travail indique que le maçon Michau a reçu 90 livres *"pour avoir fait a neuf un gros arc boutan de pierre de taille contre un pilier qui soutient le grand degre et terrasse au dessus du logis abbatial"* <sup>83</sup>.

Un plan partiel, dessiné au XVIII<sup>e</sup> siècle, représente la cour et la maison abbatiale, bien antérieure nous venons de le voir à la campagne de travaux des années 1660-1670 <sup>84</sup>. Au XIV<sup>e</sup> siècle, en effet, l'abbé possédait déjà une maison spacieuse avec dépendances et jardin. A la fin de ce siècle, cette résidence fut transformée en hôtellerie et on en construisit une autre, plus importante, à l'ouest du cloître ; c'est

83. A.D.Gir., 3 E 4765, acte du 15 janvier 1664.

84. A.D.Gir., H 679, plan des lieux réguliers, 1796, anonyme.

celle que nous venons de décrire. Vers 1565, le cardinal Bernard Salviati l'agrémenta d'une tour et d'un escalier de pierre comme en présentaient souvent les demeures seigneuriales au temps de la Renaissance ; il y fit aussi sculpter ses armoiries <sup>85</sup>. Notre plan, bien que plus tardif, correspond à la description du procès-verbal de 1708 et à celui du frère Plouvier. La destination des différents corps de bâtiment, en gros, n'a pas changé.

Nous pouvons aussi retrouver l'aspect de cette cour abbatiale grâce à la vue cavalière dessinée par un artiste anonyme à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle pour le *Monasticon Gallicanum* <sup>86</sup> (fig. 10). Les bâtiments à fonction utilitaire présentent une architecture des plus simples avec des toitures basses. La maison de l'abbé, à deux niveaux et au toit plus pentu, est reconnaissable à sa tour hors-œuvre surmontée effectivement d'une terrasse avec balustrade, probablement celle que construisit Salviati ; une petite tourrelle contenant un escalier à vis y est accolée.

## Les nouveaux bâtiments

Les mauristes respectèrent le plan traditionnel des abbayes bénédictines. Comme au Moyen-Age ils disposèrent les différents corps de logis autour du cloître, adossé au flanc sud de l'église. Cette disposition, qui se retrouve fréquemment sur les planches du *Monasticon Gallicanum*, permet d'éviter que les bâtiments conventuels ne soient assombrés par la masse imposante de l'église.

En raison du mauvais état dans lequel ils se trouvaient, rien ne fut conservé des anciens bâtiments conventuels et même le cloître fut reconstruit. Il est vrai qu'il montrait lui aussi des signes de faiblesse et de vétusté : en 1632 les frères Foisie fermèrent plusieurs de ses arcades *"dont la taille dans le mur était mince"* <sup>87</sup>. Chauliac prétend, sans en fournir la preuve, qu'à cette époque il se trouvait à un autre emplacement, ce que dément le plan de 1656. Un corridor et un parloir, réservé aux visiteurs, séparaient l'entrée du monastère et le cloître situé à un niveau plus bas que celui de la basse-cour <sup>88</sup>.

La vue cavalière du *Monasticon Gallicanum* laisse apparaître deux des galeries couvertes par des appentis, l'une construite entre les contreforts de l'église, l'autre s'appuyant contre l'aile orientale. De style classique, dépourvu de décor sculpté, elles présentent des arcades en plein cintre séparées par de simples contreforts talutés et fermées dans leur partie basse par une balustrade de pierre. Un parterre de broderies orne le préau.

Sur les différents projets établis par les mauristes, le cloître garde à peu près les mêmes dimensions qu'au Moyen-Age puisqu'il reste limité par la nef de l'église et la maison de l'abbé <sup>89</sup>. Le nombre de piliers-contreforts varie cependant d'un dessin à l'autre : on en compte trois par côté sur

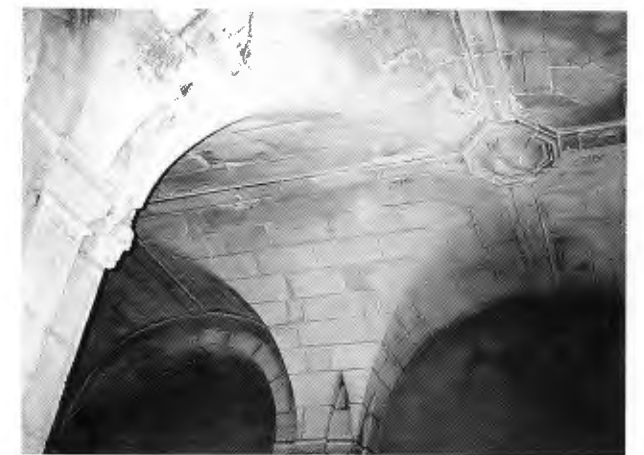


Fig. 11. — Galerie nord du cloître.

le plan de Plouvier, quatre sur le plan établi après les travaux, vers 1675-1680, et sur celui de 1796. La galerie nord et la première travée de la galerie est ont échappé à la destruction ; nous y accédons comme autrefois par une porte ouvrant dans le collatéral de l'église. Elles ont conservé leurs voûtes d'arêtes à lierne centrale. Des pilastres aux chapiteaux simplement moulurés rythment les travées ; ils sont cantonnés par des culs de lampe en forme de vase sur lesquels retombent les arêtes (fig. 11). Si l'on a abandonné ici la voûte d'ogives, liernes et culs de lampe évoquent encore l'architecture médiévale. Du côté du préau les ouvertures ont été remaniées et les arcades fermées. Une photographie, prise avant la destruction du cloître à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, montre des arcades en arc segmentaire à impostes et de robustes contreforts ; contrairement à ce qui est indiqué sur les plans, on en compte cinq par côtés... <sup>90</sup> (fig. 12).

Le premier corps de bâtiment construit au XVII<sup>e</sup> siècle est celui qui subsiste actuellement au sud-est de l'église. Le cloître et les corps de logis qui l'entouraient ont disparu.

85. Statuts, de reddendis comptis, 1<sup>o</sup>, de cellerario, 21 série H. liasse A, n° 10 (la référence, donnée par l'auteur, ne nous a pas permis de retrouver le document) ; *Gallia Christiana*, t. II, col. 865. Cf. Chauliac, op.cit., p. 325.

86. *Monasticon Gallicanum*, éd. Courajod, pl. XV.

87. A.D.Gir., H. 306, f° 10.

88. A.N., NII Gironde, 8/9. Le plan mentionne un dénivelé d'une brasse et demie.

89. D'après un des plans (NII Gironde 8/6) il mesure 94 pieds, soit 30 mètres environ, du côté de l'église.

90. La photographie, qui atteste la très grande simplicité de ce cloître, nous a été obligeamment signalée par MM. Ph. Maffre et P. Vivez. (Rep. M. Dubau, Inventaire général, A.D.A.G.P., année 2001).



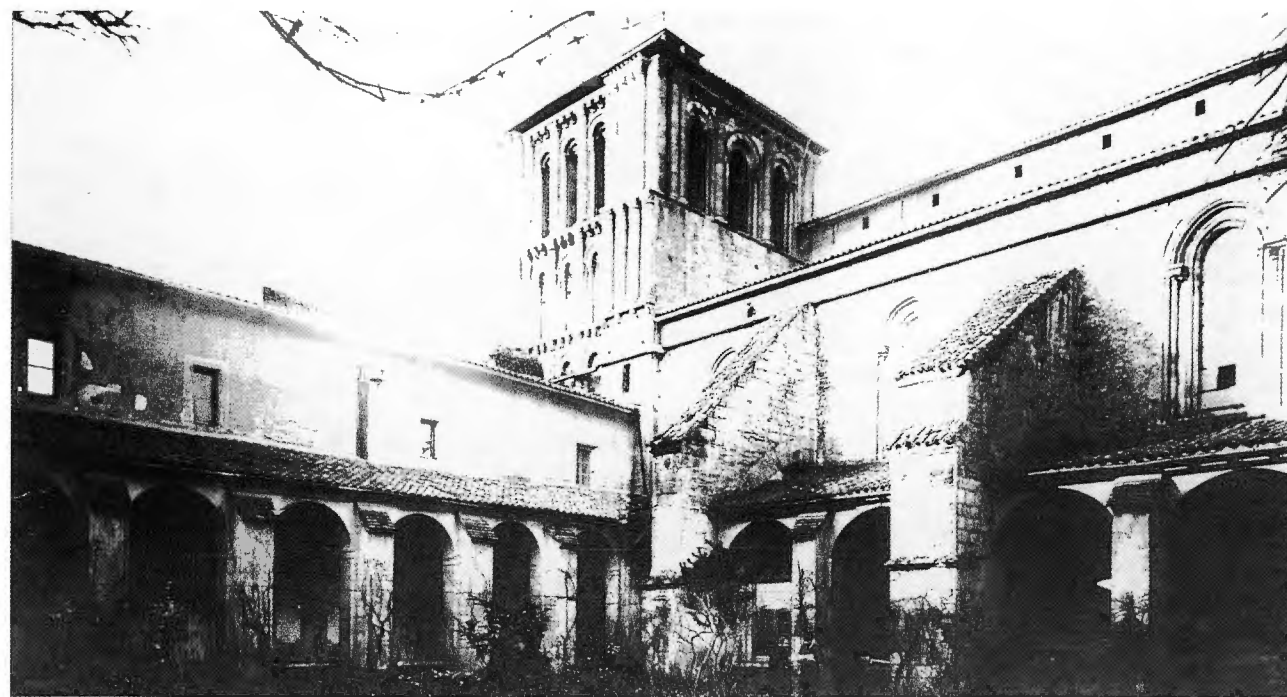


Fig. 12. — Le cloître avant sa destruction. Cliché Dubau. Inventaire général.

Nous n'avons retrouvé qu'un seul prix-fait concernant cette construction. Le 1<sup>er</sup> août 1666, Jacques de Hergne ou de Hergue, maître charpentier, entreprend de faire la charpente du bâtiment neuf du monastère, contenant 170 pieds en œuvre, soit environ 56 mètres de long, et 35 pieds de large. Il doit mettre en place toutes "les cadaines" des second et troisième niveaux et faire "les assemblages que lon jugera à propos" pour une couverture de tuiles canal à deux pentes. Un chevalet permettra d'évacuer les eaux entre le bâtiment neuf et le vieux. Huit cintres sont prévus pour les voûtes du réfectoire et de la galerie. L'artisan recevra 480 livres pour ce travail<sup>91</sup>. Comme on peut le voir sur la vue cavalière du *Monasticon Gallicanum*, le bâtiment, effectivement, ne comportait que trois niveaux à l'origine. Le toit à deux versants, couvert de tuiles et peu élevé, a été remplacé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par un toit brisé qui a permis de gagner un quatrième niveau habitable.

Ce grand bâtiment fut construit ex nihilo à l'est du cloître, c'est à dire du seul côté où il était possible d'étendre le monastère tout en permettant aux moines, pendant les travaux, d'occuper les anciennes installations. Ouvert largement vers le sud et les jardins de l'abbaye, il forme un ensemble indépendant destiné à la vie communautaire des moines mais il reste relié au cloître et à l'église. Un rapport d'expertise, effectué en 1753 par les architectes Jean Richefort et Jacques Blanc, nous apporte une description particulièrement intéressante des lieux réguliers. A cette

époque le monastère a déjà vieilli et il est question de le restaurer de fond en comble. Le coût des travaux s'élève à 36 179 livres. Le document permet de retrouver le plan intérieur des corps de logis nouvellement construits et de vérifier certaines des affirmations de Chauillac<sup>92</sup>. Il correspond bien au plan dressé par le frère Plouvier en 1662, du moins en ce qui concerne le rez-de-chaussée, seul niveau représenté.

Dans le cloître, où débute la visite, une porte en chêne ouvre sur la grande galerie qui occupe au nord toute la longueur du bâtiment oriental. Comme l'indique le contrat de charpenterie elle est entièrement voûtée et de hautes croisées donnant sur la cour située derrière l'église l'éclairaient largement. Cette galerie-promenoir, qualifiée à tort de cloître par Chauillac, jouxte le réfectoire et "la sale de compagnie" avec lesquels elle communique directement. Une grille la ferme du côté est ; deux autres portes permettent l'accès à la basse-cour et au vestibule d'entrée où prend naissance le grand escalier. Ce vestibule, qui occupe une

91. A.D.Gir., H 306, f° 18 ; acte signalé par Lantenay, *op.cit.* p. 75, mais sans référence.

92. A.D.Gir., H 674, f° 24, Procès-verbal du 17 mars 1753. Chauillac nous dit tirer ses informations d'une description faite par un certain Dom Boulon en 1758 (H 938) mais ce document est introuvable.

position centrale dans le bâtiment, sépare le réfectoire de la salle de compagnie. Une porte à deux vantaux en bois de chêne ouvre sur le jardin. Hautes voûtes, grandes fenêtres avec vue sur le jardin, murs crépis et blanchis, carreaux de terre cuite au sol : les deux salles du rez-de-chaussée ont été aménagées de la même façon. On a doté cependant le réfectoire d'une chaire pour le lecteur et la salle de compagnie d'une cheminée. Une cave fait toute la longueur du réfectoire. Accessible par un escalier intérieur, elle a aussi une issue sur la basse-cour avec quelques marches où peuvent passer les tonneaux de vin.

Le grand escalier conduit aux chambres des religieux réparties de chaque côté d'un large corridor. Alors que le nombre des moines était fixé en principe à vingt par la réforme de Saint-Maur, le procès-verbal fait état d'une quarantaine de cellules apparemment toutes semblables ; mais rien ne dit si elles sont toutes occupées à cette époque. Elles comportent chacune une fenêtre à six panneaux vitrés, comme celles du rez-de-chaussée, protégée par des contrevents. Au dernier étage les religieux ont aménagé "une mirande" éclairée par seize baies en plein-cintre qui n'ont jamais eu de fermeture d'où des dégâts occasionnés par la pluie. La charpente, entre les deux pavillons, comporte seize fermes et seize travées ; elle est recouverte de tuiles à l'exception de la petite charpente qui protège "la cloche de l'exercice" recouverte d'ardoise.

La vue cavalière du *Monasticon* montre à l'extrémité est du bâtiment une petite construction d'apparence modeste qui, selon la légende, était réservée aux latrines. Elle apparaît aussi dans le projet de Plouvier. Par la suite on établit ici une aile en retour d'équerre coiffée d'un pavillon semblable à celle qui s'élevait à l'ouest. Le rapport de 1753 indique qu'il était possible de passer directement de la salle de compagnie au local pour les archives et à la procure que les religieux avaient aménagés au premier niveau. Par ailleurs, nous savons (et cela nous permet de préciser la date de construction de ce pavillon oriental) que c'est en 1700 que les mauristes firent bâtir leurs archives pour la somme de 3 000 livres<sup>93</sup> ; jusque là leurs documents étaient entreposés dans l'église. Les deux autres niveaux renferment les lieux communs. La grande cour qui s'étend entre le corps de logis des moines et l'église, fermée à l'ouest par une aile du cloître, faisait dans tous les projets l'objet d'aménagements divers. Plus simplement elle se trouve au XVII<sup>e</sup> siècle entourée de petites constructions liées à sa fonction domestique : un appentis pour le bois adossé à la grande galerie, un autre près de l'église contre la chambre servant de volière et une écurie avec une issue, à l'arrière, sur les jardins.

La construction du bâtiment est fut suivie d'assez près par celle de l'aile orientale du cloître qui n'était cependant pas encore commencée en 1667. En août de cette année-là, nous l'avons vu, il devenait urgent de faire le corps de logis

qui devait le réunir à l'église : "tant à cause que le vieux bastiment menace une ruine certaine que parce qu'il est impossible de garder la regularite dans le nouveau bastiment si ce corps de logis n'est fait"<sup>94</sup>. Sur la vue cavalière de l'abbaye nous voyons effectivement un corps de logis à un seul étage fermant le cloître côté est. Il permet aux moines de se rendre directement à l'église. Le rez-de-chaussée comprend deux salles : le chapitre auquel on peut accéder directement depuis la grande galerie et une salle de classe. Le grand escalier, à volées droites et repos formant retour d'équerre, conduit au "petit dortoir des religieux"<sup>95</sup>.

Un autre corps de bâtiment devait être construit pour l'hôtellerie et les infirmeries du monastère. En 1670, les religieux jugeaient nécessaire "d'y travailler incessamment" ; le legs de Mlle de La Vizon était précisément destiné à ces travaux<sup>96</sup>. Comme on peut le voir sur le plan de Plouvier et sur le plan établi dans les années 1675-1680, ce corps de logis fermait le cloître au sud ; il se trouvait ainsi séparé des lieux réguliers comme le voulait la règle. La salle des hôtes, équipée d'une cheminée, et celle réservée aux domestiques prenaient place au rez-de-chaussée séparées par un grand escalier à volées droites. Au premier étage les religieux avaient installé les chambres de l'infirmerie, desservies par un corridor éclairé par six fenêtres. On trouvait aussi à ce niveau une chapelle pourvue d'un autel, une cuisine et des lieux communs. D'autres chambres pour l'infirmerie occupaient le deuxième niveau aménagé de la même façon<sup>97</sup>.

Ce bâtiment apparaît sur la vue cavalière du *Monasticon Gallicanum*, coiffé lui aussi d'un toit assez plat à deux versants. Un toit plus élevé formant pavillon et couvert d'ardoise le domine à l'est ; il recouvre l'aile en retour d'équerre qui le réunit à la fois au grand bâtiment réservé à la communauté et à la galerie orientale du cloître. Comme l'indique la légende, le dernier étage abritait la bibliothèque. De là, un escalier de bois conduisait en haut du pavillon dont les combles étaient éclairées par trois lucarnes. Au rez-de-chaussée, prenaient place la dépense et la cuisine pavée de pierre et équipée d'une grande cheminée. "Un passoir" permettait de communiquer directement avec le réfectoire voisin. Au premier étage du monastère les religieux disposaient d'un chauffage équipé, lui aussi, d'une cheminée. Le procès-verbal n'indique pas clairement sa situation mais, selon toute vraisemblance, il était installé au dessus de la cuisine ; on pouvait ainsi s'y rendre depuis le dortoir comme depuis les infirmeries.

93. A.D.Gir., H 321.

94. A.D.Gir., H 642, f° 105.

95. Cf. Procès-verbal de 1753.

96. A.D.Gir., H 642, f° 124.

97. Cf. Procès-verbal de 1753.

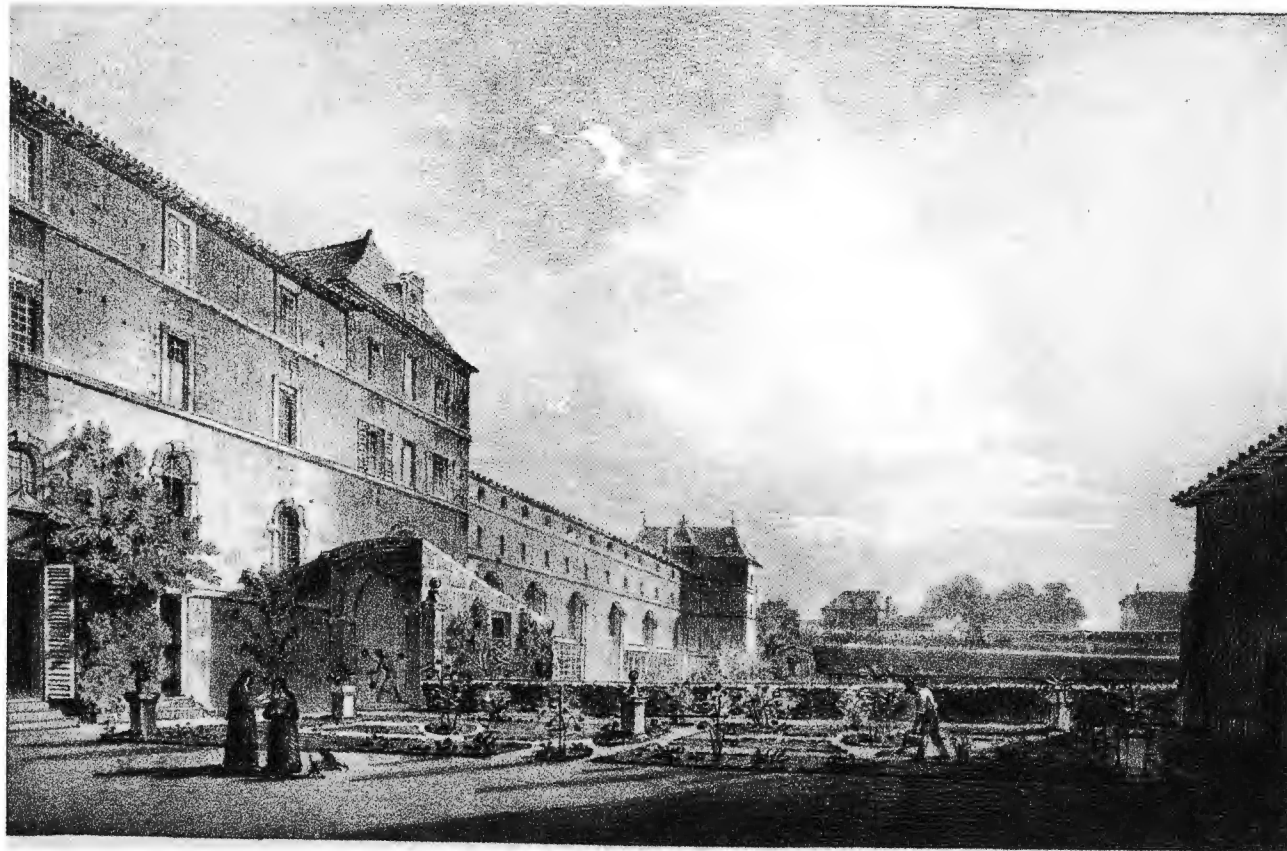


Fig. 13. — Vue de l'hospice de vieillard du côté du jardin. Lithographie fin XIXe siècle.

### Les élévations des nouveaux bâtiments

L'élévation méridionale des deux principaux corps de logis est représentée sur le dessin du *Monasticon Gallicanum* et, de manière plus précise, sur une gravure de la fin du XVIIIe siècle<sup>98</sup> (fig. 13). L'aile sud du cloître comporte un niveau de soubassement où sont ménagées des portes donnant accès au jardin ; l'une d'elles est surmontée "d'un couvert" en ardoise comme le signale le procès-verbal de 1753. Au dessus l'élévation est sensiblement la même que celle du bâtiment oriental : larges bandeaux de pierre séparant les étages et servant d'appui aux fenêtres, chaînes d'angle harpées, longues successions de fenêtres qui se superposent. De simples encadrements de pierre à bossages soulignent les ouvertures rectangulaires tandis qu'au premier étage les claveaux forment un arc en plein-cintre avec clefs et impostes saillantes. Sous la toiture, la corniche porte des modillons très apparents. Le pavillon, placé sur le même alignement et couvert d'une haute toiture à quatre pans, possède une lucarne ornée d'un fronton triangulaire.

Le bâtiment destiné aux religieux est encadré par les deux pavillons en saillie aux extrémités. Le pavillon oriental, construit au début du XVIIIe siècle, complète de manière très logique la façade et apporte la symétrie qui lui

faisait défaut. Au rez-de-chaussée, important par sa hauteur, des contreforts, simplement protégés par un glacis de pierre dure, soutiennent les murs. La porte d'entrée principale, au centre, présente un décor très sobre : l'arcade en plein-cintre, à clef saillante, s'inscrit dans une travée dorique couronnée par un fronton courbe. Les fenêtres des deux grandes salles, réparties de chaque côté de l'entrée, adoptent elles aussi l'arc plein-cintre ; leurs clefs saillantes affectent la forme de volutes. Au second niveau des encadrements de pierre à crossettes soulignent les baies tandis qu'au troisième apparaissent les ouvertures en plein-cintre de la mirande.

Ce corps de logis, le seul subsistant avec son pavillon oriental, présente de nos jours le même appareil régulier à tous les niveaux. A l'époque qui nous intéresse, seuls les piliers butants étaient recouverts de pierre de taille, "le socq", c'est à dire le soubassement et les murs bâtis en petit moellon avaient reçu un crépi<sup>99</sup>. En 1887, en effet, au moment

98. B.M.B., Fonds Delpit, carton 21. A cette époque "un hospice de vieillards" est installé dans les lieux.

99. Cf. procès-verbal de 1753.

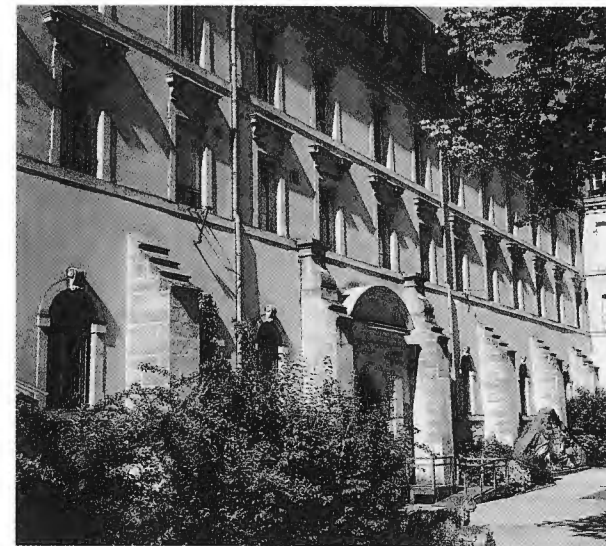


Fig. 14. — Elévation sud du corps de logis subsistant, actuellement Ecole des Beaux-Arts.

du transfert de l'Ecole des Beaux-Arts dans l'ancien hospice de vieillards, on décida de surhausser le bâtiment et de remanier la façade. Les fenêtres du second niveau reçurent une corniche portée par des consoles. La porte d'entrée que l'on pensait pouvoir conserver dut être démolie et remplacée par une nouvelle porte en pierre de Sireuil, celle que nous voyons aujourd'hui. Une nouvelle corniche à modillons vint également couronner l'édifice ; au dessus on aménagea un étage de combles. Un pavillon neuf compléta l'ensemble à l'ouest<sup>100</sup> (fig. 14).

La façade arrière, côté cour, laisse apparaître au premier niveau le petit moellon qui a perdu son crépi d'origine. Les seize fenêtres en plein cintre éclairant le corridor n'ont apparemment pas été transformées. Aux niveaux supérieurs, en revanche, les murs ont été revêtus d'un appareil régulier ; la longue succession de fenêtres rectangulaires munies de chambranles à crossette qui correspondait aux cellules des moines a été interrompue au troisième niveau pour laisser place aux grandes baies des ateliers. La porte d'entrée occupant, comme sur l'autre façade, le centre du rez-de-chaussée, ouvre sur la galerie. Elle reprend un schéma et un décor souvent utilisés à Bordeaux dès le début du

100. A.M.B., 6836 M2, pièces 3 et 6, projet de transfert de l'Ecole des Beaux-Arts dans le bâtiment principal de l'ancien hospice des vieillards, Alphonse Ricard architecte, 18 mai 1887 ; 6836 M3, Travaux supplémentaires, 11 mai 1889.



Fig. 15. — Elévation nord.



Fig. 16. — Porte d'entrée, côté nord.



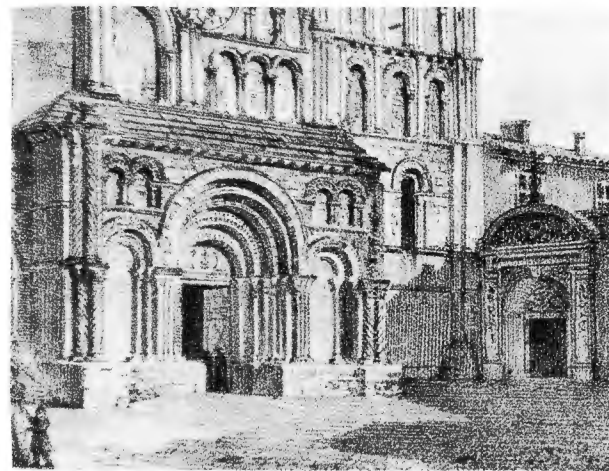


Fig. 17. — Eglise Sainte-Croix, gravure du XIXe siècle.



Fig. 18. — Entrée de l'ancienne abbaye.

XVIIe siècle et apporte une touche maniériste dans un ensemble qui, par ailleurs, est soumis à une sobriété toute classique. Deux pilastres peu saillants portent un entablement finement orné de consoles, de rinceaux et, au centre, d'un écusson où s'inscrit la devise des bénédictins : PAX. Un oculus placé dans un arc en plein-cintre repose sur la corniche ; une tête féminine et une console en ornent la clef (fig. 15 et 16).

Une porte monumentale ayant appartenu à l'abbaye a été transportée non loin de là au XIXe siècle ; cette entrée provenant de l'hospice de vieillards a été démontée avec soin et réutilisée pour la Maison Cantonale du VIe canton, nous dit Chauliac. Elle est toujours en place <sup>101</sup>. La vousure en plein-cintre de cette porte, les pilastres qui l'encadrent comme le fronton qui la surmonte ont reçu un décor feuillagé abondant où se mêlent encore quelques fleurs, des rubans et des linges. Nous ne savons pas exactement à quelle date fut réalisé cet ensemble, qualifié par Chauliac de "*très décoré mais peu artistique*". Mais, comme l'atteste une gravure du XIXe siècle antérieure aux travaux de restauration effectués par Abadie en 1860, il ornait l'entrée du couvent placée sur la droite de la façade de l'église <sup>102</sup> (fig. 17 et 18). Par ailleurs, le contrat passé en juillet 1683 avec Jean Savoye dit Lacroix pour la construction de la sacristie indique que l'architecte devait démolir le portail d'entrée de la cour, situé entre l'église et la grande maison du chambrier, et le remonter à l'entrée du jardin des religieux. Il est donc possible que les religieux aient chargé Lacroix à ce même moment de refaire un nouveau portail pour l'entrée du couvent <sup>103</sup>. Le procès-verbal de 1753 signale qu'il est à cette date en assez bon état ; seul un des chambranles a besoin d'être réparé.

### L'aménagement et le décor intérieur

Le procès-verbal de 1753 apporte, nous l'avons vu, une description assez précise du couvent et notamment du corps de logis subsistant de nos jours. Malgré les grandes transformations du XIXe siècle, celui-ci a conservé l'essentiel de sa structure d'origine et quelques éléments du décor intérieur. Au rez-de-chaussée, on peut admirer les voûtes, d'une facture rare à Bordeaux, où les voûtains de brique s'oppo-

101. A Chauliac, *op.cit.*, p. 327.

102. B.M.B., Fonds Delpit, carton XV, n° 24.

103. A.D.Gir., H 284, f° 100 ; H 674, f° 24.



Fig. 19a. — Galerie du rez de chaussée. Abbaye.



Fig. 19b. — Cul de lampe, motif feuillagé (détail).



Fig. 19c. — Cul de lampe, tête d'angelot (détail).

sent aux arêtes en pierre appareillée <sup>104</sup> (fig. 19). Dans la galerie, les culs de lampe portent un motif feuillagé et ceux près de la porte ouvrant sur le vestibule d'entrée, des têtes d'angelots. Dans l'ancienne salle de compagnie aujourd'hui transformée en bibliothèque, les voûtes retombent sur des chapiteaux associant volutes et linges.

La belle porte en fer forgé qui ferme la galerie à l'est et dont l'existence est attestée en 1753 apparaît comme une des premières réalisations de ce genre à Bordeaux. Mme Lacoue-Labarthe la rattache à un art né à Versailles à la fin du règne de Louis XIV ; le modèle en est donné par les planches des grilles du château royal gravées par Leblond <sup>105</sup>. Nous ne reprendrons pas ici la description faite par notre spécialiste du fer forgé mais notons, comme elle, l'habileté de la composition qui tend à atténuer la hauteur et l'étroitesse de l'ouverture par le jeu des motifs décoratifs : grands balustres carrés sur socle dans la partie inférieure séparée du barreaudage par une frise médiane de S affrontés de petits balustres ; frise supérieure en arc segmentaire avec entrelacs de ronds et d'ovales. Une imposte dormante occupe toute la partie haute. Les armes des bénédictins de Saint-Maur avec la couronne d'épines, les trois clous et la devise PAX y figurent, prises dans un cadre complexe (fig. 20). Le style de cet ouvrage, en accord avec celui du bâtiment, a pu, selon toute vraisemblance, être mis en place plus tardivement d'après un modèle conçu antérieurement. En 1753, l'autre extrémité de la galerie était encore fermée par une porte en chêne qui elle, par contre, datait de la première campagne de travaux. Au moment de la construction du pavillon oriental, les religieux aménagèrent un vestibule en prolongement du corridor, ouvrant à la fois sur les archives et sur le jardin. La porte en fer forgé vint fermer ce vestibule voûté d'arêtes tout en permettant de voir la fontaine monumentale, toute proche, qui ornait les jardins et qui, fort heureusement, a été conservée. Nous y reviendrons plus loin.

L'escalier de pierre monumental construit au centre du corps de logis autour d'une large cage existe toujours, tout au moins jusqu'au premier étage. Il s'agit d'un escalier tournant à droite, à trois volées droites. Comme à Saint-Savin en Poitou ou à Saint-Sever, sa rampe est faite de solides balustres en pierre (le fer forgé, on le sait, a fait une apparition assez tardive dans les cages d'escalier de Bordeaux) (fig. 21). Au second et au troisième niveau le cloisonnement en cellules et la mirande ont disparu et l'espace intérieur redistribué. De chaque côté de l'escalier on distingue au premier étage la trace de deux ouvertures en plein-cintre (elles ont été en partie bouchées) correspondant au long corridor central qui desservait les cellules ; une grande croisée comportant dix-huit panneaux de vitre, en éclairait la

104. Ce type de voûtes est, en effet, plus fréquent dans les Landes ou dans la région toulousaine. Mais nous avons rencontré aussi les mêmes à Paris, place des Vosges, recouvrant les galeries à arcades.

105. M.F. Lacoue-Labarthe, *op.cit.* p. 75.



Fig. 21. — Escalier monumental.

partie orientale. Encore intact, le corridor du premier étage de l'abbaye aux Dames de Saintes peut nous donner une idée de l'ampleur que possédait ce type de dégagement dans les abbayes mauristes.

Nous n'avons pas beaucoup de détails concernant l'aménagement des cellules. Bien éclairées par de grandes fenêtres à six panneaux de vitre, elles ne comportaient pas de cheminées ; leurs murs étaient crépis et blanchis au lait de chaux comme le corridor, leur sol recouvert de plancher et leur mobilier des plus succincts. L'essentiel du décor architectural, nous l'avons vu, était concentré au premier niveau du corps de logis, réservé à la vie communautaire. Un mobilier, plus soigné sans doute que celui des cellules, garnissait les grandes salles. Un seul prix-fait témoigne de l'attention portée par les religieux à l'ornement des murs. Le 18 novembre 1677, Antoine Leblond de la Tour "peintre ordinaire de l'hostel commun de la présente ville" fut chargé d'exécuter trois tableaux pour la décoration du réfectoire : "iceux tableaux de grandeur nécessaire pour la dite salle et a ces fins sera ledit syndic tenu ainsi qu'il promet de fournir les estampes ou images nécessaires pour faire lesdits tableaux ensemble les chassis et toile pour iceux tableaux"...<sup>106</sup>

La bibliothèque est une pièce que les bénédictins, par tradition, soignaient particulièrement. Les moines s'y livraient aux lectures spirituelles et aussi aux travaux littéraires dont ils étaient éventuellement chargés. Un des mérites de la congrégation de Saint-Maur fut d'organiser avec méthode le travail intellectuel et notamment l'érudition historique. Dom Grégoire Tarisse, premier Supérieur général, donna l'impulsion. Selon Brutails, il ne semble pas toutefois que l'abbaye Sainte-Croix ait été un centre d'études important ni que ses religieux aient laissé des œuvres d'un grand intérêt<sup>107</sup>. Quoiqu'il en soit, la bibliothèque de l'abbaye comprenait deux grandes salles, toutes lambrisées et éclairées chacune par six fenêtres. Les livres étaient rangés dans "des rayons" ou niches en bois de chêne, équipées de marchepied. Des carreaux de terre cuite, carrés sur le pourtour et hexagonaux dans la partie centrale, recouvraient le sol. Installée dans le pavillon occidental, la bibliothèque avait un accès direct à "la mirande", lieu de récréation et de repos d'où les moines pouvaient jouir de la vue sur le fleuve et sur la ville. Cet aménagement, typiquement méridional, se rencontrait dans de nombreux couvents et maisons du Sud-Ouest. Nous en connaissons de nombreux exemples dans Bordeaux même.

### Les jardins et les dépendances

La vue cavalière du *Monasticon* montre bien l'ampleur des terrains de l'abbaye. L'implantation très ancienne du monastère en dehors des murailles de la ville l'explique sans doute, tout comme la spécificité de l'ordre bénédictin, épris de solitude. Vouée à la prière, à l'étude mais aussi aux travaux manuels qui lui permettent d'assurer certains besoins matériels, la communauté possède de nombreuses dépendances. Cependant les temps ont changé. Au nord de l'église un groupe de constructions entourées de jardins, les "domus antiquorum", est voué à la destruction dans les projets établis par les mauristes. A cet emplacement ils prévoient des lots plus réguliers pour les religieux titulaires d'un office ou bien pour bâtir des maisons ou des chais destinés à la location. Plus à l'est, contre le mur de ville, le moulin garde sa vocation première de même que dans la cour abbatiale le cuvier et les chais.

Au sud de l'église et des bâtiments conventuels, l'espace se divise en deux parties bien distinctes : le jardin de l'abbaye proprement dit et celui de l'abbé que le roi fit confisquer en partie en 1676 pour agrandir le fort Louis et étendre ses glacis<sup>108</sup> ; un mur de soutènement les sépare du

106. A.D.Gir., H 794, f° 165.

107. J.A. Brutails, *Notes sur le fonds bénédictin des Archives de la Gironde*, Bordeaux, 1915, p. 22.

108. A.D.Gir., H 524, f° 7 ; dans leur requête à l'Intendant les religieux se plaignent de ne pas avoir été indemnisés pour ces terrains confisqués.



Fig. 20. — Porte en fer forgé fermant la galerie.  
Cliché M. Dubau, Inventaire général.





Fig. 22. — La fontaine adossée aux remparts.

fait de leur différence de niveau. D'un côté comme de l'autre des allées bordées d'arbres découpent de grandes pièces rectangulaires, divisées elles-mêmes en six compartiments consacrés aux cultures. Du côté de l'abbaye des dépendances ferment la cour qui s'étend devant le corps de logis des infirmeries. Il s'agit, comme l'indique la légende, de la boulangerie et de l'apothicairerie ; une galerie couverte correspond peut-être au lavoir projeté en 1679 : "le visiteur de province ayant trouvé fort étrange que dans un monastère comme le notre on avoit négligé de faire un lavoir commode où les religieux puissent laver leurs sargettes"...<sup>109</sup> Devant le grand corps de logis oriental on aperçoit de chaque côté de l'entrée principale deux petits parterres clos par des treilles. Le procès-verbal de 1753 mentionne aussi ce jardin "renfermé par un clervoir avec au dessous une banquette" et aussi une treille de vigne contre le mur de clôture sud.

Tous ces aménagements, qu'ils aient été simplement projetés ou bien réalisés, perpétuent la tradition bénédictine accordant une grande part à la mise en valeur de la terre. Certaines de ces treilles existaient avant l'arrivée des mauristes. Dans un document daté du 4 décembre 1600, il est question de travaux d'entretien dans le grand jardin de l'abbaye : à charge de "pouder, ouvrir, plier et lier, et garnir d'œuvre et laton toutes les treilles et tonnelles qui sont dans le dit jardin"<sup>110</sup>. Dans l'angle sud-est, contre le mur de ville, il y avait une garenne qui disparut, nous dit Chauliac, en 1707<sup>111</sup>. A cet emplacement, et à quelques pas du bâtiment subsistant de nos jours, s'élève une très belle fontaine adossée à l'ancien rempart. Selon Piganeau elle aurait été mise en place au XVIIe siècle. Brutails, par contre, déclare avoir

relevé dans un registre de Sainte-Croix la mention suivante : "dans le jardin se trouve une fontaine au bout du corridor qui fut bâtie en 1735". Braquehay signale lui aussi la construction d'une nouvelle fontaine pour les bénédictins mais sans préciser son emplacement ; elle aurait été construite en 1757 par un certain Lucas, fontainier de Paris, pour 1 200 livres<sup>112</sup>. Cette dernière date, trop tardive, ne peut être retenue pour l'œuvre qui nous occupe : en 1753, en effet, une fontaine monumentale est déjà en place à l'est du bâtiment principal ; il faut rejoindre quelques-unes de ses pierres et en changer d'autres. La date avancée par Brutails nous paraît mieux convenir ; il est possible cependant, comme pour la porte en fer forgé qui lui fait face, que son dessin ait été réalisé bien plus tôt, au moment où se construisait le pavillon des archives, c'est à dire au début du XVIIIe siècle.

La fontaine, construite en pierre de taille, comporte une grande niche inscrite dans une travée corinthienne ; deux ailerons rachètent la différence de hauteur entre cette partie centrale et les parties latérales plus basses. A cette composition classique s'intègrent des éléments décoratifs

109. A.D.Gir., H 643, f° 16.

110. A.D.Gir., H 784, p. 166.

111. A. Chauliac, *op.cit.*, p. 237.

112. S.A.B., tome X, p. XVI, séance du 11 novembre 1885 ; S.A.B., tome XXVII, p. 6, séance du 10 février 1905 ; A.M.B., ms 330 ; cahier 2, p. 405.

qui, bien qu'inspirés eux aussi de l'antiquité gréco-romaine, donnent à l'ensemble un style résolument baroque. Leurs proportions, la liberté avec laquelle ils sont utilisés évoquent l'art des jardins et les fontaines des villas italiennes. Il s'agit des obélisques à bossages un-sur-deux servant d'éléments d'amortissement, du superbe pot-à-feu sculpté en bas-relief, comme de l'immense coquille qui surmonte la niche, couverte de congélations. Le degré à pans et l'escalier formé de deux volées doubles descendent au bassin et ajoutent à la monumentalité et à la théâtralité de cette fontaine (fig. 22).

On a retrouvé dans les jardins un cadran solaire tout à fait particulier. Taillé de façon différente sur chacune de ses faces, il est couvert de cadrans solaires de toutes espèces ; on en compte 26. Selon Louis Janin il aurait été commandé pour le nouveau monastère et serait resté en place jusqu'à l'éviction des bénédictins en 1790<sup>113</sup>.

Pour A. Chauliac, l'édifice qui s'élève près de l'église Sainte-Croix a "l'aspect monacal et la lourdeur des constructions fin XVIIe siècle". Certes l'ensemble des bâtiments, tels qu'ils avaient été conçus à l'époque, devait paraître bien imposant avec ses deux grands pavillons, ses longues suites de fenêtres, ses contreforts massifs. Mais sa sobriété n'excluait pas le souci de l'équilibre, de l'harmonie, et aussi le souci du décor que l'on trouvait notamment autour des portes d'entrée, sur la grille de fer forgé qui fermait la galerie, ni surtout la qualité de la construction elle-même. De plus son style classique, caractérisé par l'ampleur des proportions, les ouvertures percées régulièrement, cohabitait de façon plutôt heureuse avec l'églogue médiévale.

Nous ne pouvons manquer de rapprocher cet édifice de l'hôpital de la Manufacture, tout proche, et que l'on commença à bâtir en 1639. De conception très classique, il présente également des façades très dépouillées et des toits en pavillon percés de lucarnes à fronton. Les plans en avaient été dessinés par Lemercier. Plus évidente encore nous apparaît la parenté étroite qui relie l'abbaye Sainte-Croix aux autres couvents construits par les mauristes au XVIIe siècle ou au début du XVIIIe siècle. Et nous pensons plus particulièrement à Sorde dans les Landes, à Saint-Pierre de Brantôme, ou à Saint-Savin en Poitou... Nous retrouvons souvent sur les planches du *Monasticon Gallicanum* les mêmes grands bâtiments austères aux longues façades plates, aux toits uniformes. Les contreforts qui soutiennent le premier niveau ne sont pas non plus une exception bordelaise. Nous en voyons la même utilisation à Saint-Sauveur d'Aniane, à Saint-Riquier et à Saint-Pierre de la Réole par exemple<sup>114</sup>. Dans d'autres abbayes ils peuvent couvrir deux niveaux.

Peut-on parler pour autant d'un style propre aux bénédictins ? Il paraît difficile de l'affirmer. L'hôpital de la Manufacture que nous venons d'évoquer, comme tant d'autres édifices publics ou religieux de la deuxième moitié

du XVIIe siècle, présentent les mêmes caractéristiques et en particulier le même respect des règles de la symétrie, la même sobriété du décor. Et ce sont plutôt les raisons pratiques, la recherche de la "commodité" qui guident les choix des architectes mauristes comme ceux des architectes du temps. Le besoin de clarté, le désir de ménager des vues agréables sur la Garonne et les jardins du monastère justifient la taille et le nombre des fenêtres. L'aménagement intérieur, laissant une large place aux dégagements, que ce soit les vestibules, les escaliers ou bien les couloirs, la présence de nombreuses cellules expliquent l'ampleur des constructions. Peut-on aussi, comme Joan Evans, attribuer à l'influence de Guillaume de la Tremblaye les hautes fenêtres cintrées du rez-de-chaussée, caractéristiques d'un "Norman benedictine style" ? Certes pas, soutient Mme Monique Bugner, qui refuse de définir un style régional en fonction d'un type de fenêtres : les fenêtres cintrées se retrouvent partout en France, en Normandie, dans le Centre ou encore dans l'Ouest<sup>115</sup>.

Dom Grégoire Tarris, Supérieur général de 1630 à 1648, n'avait jamais accepté, rapporte Dom Martène, "que dans les nouveaux édifices, dans les jardins et autres lieux, il n'y eût rien qui ressentît la pompe et l'éclat des personnes de qualité, voulant simplement qu'on y vît reluire la modestie, la pauvreté et la simplicité religieuse"<sup>116</sup>. En dépit de cette volonté manifeste, vers la fin du XVIIe et au XVIIIe siècles les mauristes eux-mêmes construisirent de très belles maisons comme Saint-Etienne de Caen ou Le Bec-Hellouin. Telle que nous avons pu la reconstituer, Sainte-Croix de Bordeaux ne présentait pas une richesse équivalente à celle de ces prestigieuses abbayes. On ne s'étonnera pas, dès lors, du peu d'intérêt qu'elle suscita auprès des contemporains : aucun texte, aucun récit de voyageur, en dehors des témoignages apportés par les religieux, n'évoque les nouvelles constructions, du moins à notre connaissance. Pourtant, les bâtiments mauristes semblent bien avoir retrouvé au XVIIe siècle un certain faste, une réelle grandeur en tous cas, propre à répondre aux exigences et aux espérances de l'ordre.

113. Louis Janin, Le cadran solaire de l'abbaye Sainte-Croix, *R.H.B.*, 1972, p. 31. Ce cadran solaire se trouve aujourd'hui au Musée d'Aquitaine.

114. *Monasticon Gallicanum*, *op.cit.*, pl. 46, 79 et 7. Christian Taillard, Les bâtiments monastiques de La Réole, *Congrès archéologique de France. Bordelais et Bazadais*, 1987. (1990), p. 105-115.

115. Joan Evans, *Monastic architecture in France, from the Renaissance to the Revolution*, Cambridge, 1964 ; Monique Bugner, *op.cit.*, p. 3.

116. L. Hauteceur, *Histoire architecture classique en France*, tome II, 1948, p. 858.



## Une pièce rare d'orfèvrerie sacrée bordelaise : la Vierge à l'Enfant en vermeil de la cathédrale Saint-André à Bordeaux

par Marc Favreau \*

Perpétuel chantier de restauration, la cathédrale Saint-André de Bordeaux reste un lieu de découvertes <sup>1</sup>. C'est ainsi qu'est récemment apparue une *Vierge à l'Enfant* en vermeil. Conservé jusqu'à présent à l'abri des regards, ce vestige précieux avait échappé aux inventaires de Charles Marionneau et d'Auguste Brutails <sup>2</sup>.

### La statuette en vermeil

La *Vierge à l'Enfant* (fig. 1) de la cathédrale Saint-André de Bordeaux est une ronde-bosse en vermeil ou argent doré, haute de quarante centimètres et demi. Elle repose sur un socle en bois de neuf centimètres de haut. La Vierge apparaît debout, en position frontale, tenant l'Enfant sur son bras gauche et un sceptre fleurdelisé dans sa main droite. Elle porte une longue robe haut ceinturée, tombant en plis légèrement obliques qui dissimulent en partie les pieds nus. Sur la robe, se superposent le manteau aux plis lourds et le voile qui couvre la tête, encadre l'ovale du visage, cache l'ondulation des cheveux par ses plis courbes mais laisse voir la gorge. Le revers de la statue (fig. 2) présente un drapé qui tombe lourdement. Le port altier, légèrement cambrée et déhanchée, la Vierge lève le talon du pied droit (fig. 3). S'appuyant contre le sein de sa mère, l'enfant, vêtu d'une tunique agrafée sur l'épaule gauche, esquisse un geste de bénédiction de la main droite.

Chaque personnage porte une couronne fermée et sommée d'un lys héraldique à quatre crochets (fig. 4). On retrouve cette fleur à l'une des extrémités du sceptre que la Vierge tient entre le pouce et l'index de la main droite. Pour sa part, l'enfant porte un globe dans l'autre main.

Le socle en bois se présente avec un mince placage d'ébène d'Afrique sur lequel les lettres AM entrelacées et clouées, dessinent le monogramme d'*Ave Maria*. Aucun indice ne permet de déterminer l'ancienneté de cet élément de bois qui n'est pas solidaire de la statue. Deux trous, pratiqués sur sa face supérieure, permettent l'engagement et le maintien de deux tiges filetées soudées à la partie inférieure de celle-ci.

\* Maître de conférences en Histoire de l'Art moderne à l'Université Michel de Montaigne-Bordeaux III. Nous tenons à remercier M. Bernard Théron, sacristain de la cathédrale Saint-André, qui nous a révélé l'existence de cette statuette et nous en facilité l'examen, M. Philippe Maffre, conservateur départemental des Antiquités et Objets d'Art ; Mme Marina Biron qui a restauré la statuette.

1. Gaborit (Michelle), "Découvertes de peintures murales dans la cathédrale Saint-André de Bordeaux", *Revue archéologique de Bordeaux*, tome LXXXVIII, 1997, pp. 67-101.

2. Marionneau (Charles), *Description des œuvres d'art qui décorent les édifices publics de la Ville de Bordeaux*, Bordeaux, Chaumas-Gayet, 1861 ; Brutails (J. Auguste), *Album d'objets d'art existant dans les Eglises de Gironde*, Société Archéologique de Bordeaux, imp. Cadoret, 1907.





Fig. 1. — Vierge à l'Enfant, vue de face (avant restauration).  
Bordeaux, cathédrale Saint-André.



Fig. 2. — Vierge à l'Enfant, vue de dos.  
(Clichés de la Vierge à l'Enfant bordelaise, Stéphane Coulaud).

Dépourvue d'âme de bois, la Vierge à l'Enfant se compose de deux feuilles d'argent assez épaisses, travaillées au repoussé<sup>3</sup>, soudées à l'intérieur, qui forment le corps et la partie supérieure des pieds. L'orfèvre a recouvert la statuette d'une pellicule d'or grâce à la dorure au mercure caractérisée par son homogénéité et sa qualité, sa couleur et sa solidité<sup>4</sup>. Sur ces deux feuilles, il a adapté les parties fondues séparément (bras droit et visage de la Vierge, corps de l'Enfant) et a renforcé les pieds de semelles pour une meilleure assise. Une fois l'œuvre terminée, il a soudé à la base les deux tiges filetées avant de les placer dans le socle<sup>5</sup>. Certains éléments en argent doré sont rapportés, tels le sceptre qui se dévisse en deux parties pour pouvoir se loger

entre les deux doigts de la Vierge ; les deux couronnes sont vissées sur la tête de chaque personnage et le globe soudé

3. Arminjon (Catherine) et Bilimoff (Michel), *Principes d'analyse scientifique : Art du métal*, Paris, Imprimerie nationale, 1998, p. 40.

4. Arminjon (Catherine) et Bilimoff (Michel), *op.cit.*, pp. 274-277 ; *Principes d'analyse scientifique : la sculpture, méthode et vocabulaire*, Paris, Imprimerie Nationale, 1978, pp. 349-350 et 656.

5. On trouve une fixation semblable dans une *Vierge à l'Enfant* réalisée par F. de Saint-Aubin, de Morlaix, en 1701, et conservée à l'église du Plouénan (Finistère) ; in *L'Art du métal*, p. 129, fig. 162B.

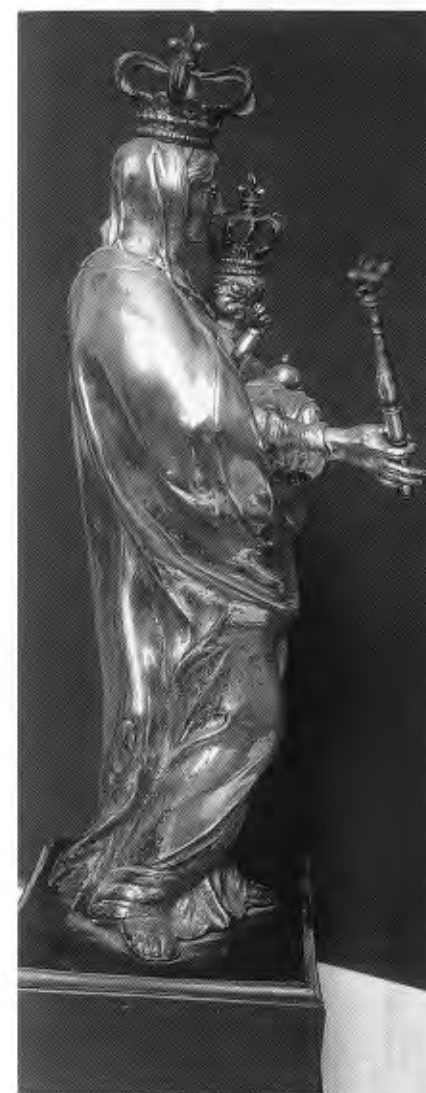


Fig. 3. — Vierge à l'Enfant, vue de profil.



Fig. 4. — Vierge à l'Enfant, détail.

dans la main gauche de l'Enfant. L'orfèvre a ciselé les détails des visages, des chevelures, des couronnes et des vêtements, et amati<sup>6</sup> la robe de la Vierge.

La statuette présente un bon état de conservation malgré une exposition prolongée à l'humidité dont les traces de corrosion et les piquures ont disparu depuis la récente restauration<sup>7</sup>. Certains éléments en relief et de faible épaisseur, par conséquent fragiles (une des branches de la couronne de l'Enfant et la croix qui figurait sur le globe, dont l'arrachement apparaît sur la partie supérieure) ont disparu à une date indéterminée ou ont perdu leur dorure, telles les couronnes, l'extrémité du sceptre et la retombée du manteau.

La Vierge bordelaise s'inscrit dans une grande tradition iconographique. Elle présente les habituels attributs de la royauté céleste et terrestre (couronne, sceptre et globe), à l'instar d'autres pièces d'orfèvrerie contemporaines comme

6. *L'Art du métal*, p. 127.

7. Mme Marina Biron, chargée de la restauration, nous a fourni de précieux renseignements sur les éléments constitutifs de l'œuvre. Nous tenons à l'en remercier.

une Vierge à l'Enfant autrefois à Rodez<sup>8</sup> ou celle conservée au grand séminaire de Strasbourg<sup>9</sup>. On connaît de nombreuses représentations de Vierge à l'Enfant du Grand Siècle<sup>10</sup>. A Bordeaux les textes d'archives de l'Ancien Régime révèlent qu'elles étaient nombreuses, en pierre, en bois peint et doré, le plus souvent dans les églises et les chapelles conventuelles ; il en subsiste une dizaine mais celle-ci est la seule en métal précieux.

La composition de la Vierge à l'Enfant de la cathédrale de Bordeaux reprend celle généralement adoptée par les autres représentations mariales depuis le XIII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire la Mère debout et portant l'Enfant sur son bras gauche (fig. 1). Le léger déséquilibre de son corps, doucement incliné vers la gauche, permet de ramener l'enfant au centre et de lui assurer une meilleure assise. De profil, le corps de la Vierge présente une légère cambrure des reins. Le créateur a privilégié un point de vue principal en présentant Marie de face, mais aussi un point de vue secondaire, de trois quarts vers la droite, qui permet d'apprécier le visage de Jésus. L'absence de renseignements sur la destination originelle de l'œuvre empêche de connaître sa relation avec l'espace environnant : était-elle isolée, placée contre un mur ou dans une niche ? Aucune réponse sûre ne peut être fournie mais l'examen du dos de la statuette suggérerait que la vue de face était privilégiée.

Les mouvements expressifs de la Vierge se résument à la flexion de la jambe gauche et au décollement du talon droit ainsi qu'à la présentation ostensible du sceptre ; l'enfant, à l'attitude rigide et au dos droit, fait un geste de bénédiction. Le corps de la Vierge se devine à peine sous le lourd manteau qui lui donne cette allure massive : les épaules, le sein droit, la taille, la cuisse et le genou droit se laissent deviner. Placé sur un cou gracieux marqué du creux sus-ternal, le visage présente une beauté toute classique, à l'impassible majesté, avec ses sourcils parfaitement arqués, ses traits fins et réguliers. Cette idéalisation est accentuée par le profil du nez et aussi par les mains aux longs doigts fins. L'Enfant Jésus possède un corps et des membres légèrement potelés, et un visage poupin sous une abondante chevelure.

L'épais manteau présente, de face, des plis courbes ou en U extrêmement larges et souples, qui accompagnent les mouvements du corps, des plis semi-circulaires apparaissent sous les pieds du Christ. Le dos du manteau n'offre au regard que quelques plis verticaux peu saillants. Quant à la robe, elle présente un drapé plus fin, plus serré et légèrement bouffant au niveau de la ceinture, qui souligne le buste de la Vierge. Ces plis réapparaissent au bas du vêtement, tombant verticalement jusqu'au niveau des pieds où ils se brisent. La tunique de l'enfant, agrafée sur l'épaule, laisse deviner par sa légère transparence le corps potelé.

## L'orfèvre identifié : Arnaud Sermensan

Au revers du manteau, en bas, à gauche, on découvre quatre poinçons plus ou moins lisibles (fig. 5). Le *Règlement général sur les faits de l'orfèvrerie et sur le commerce des matières d'or et d'argent* (30 décembre 1679) stipulait que les marques devaient se situer au revers des rondes-bosses, dans une partie résistante et épaisse. L'orfèvre, le fermier de la Marque et le garde de la Jurande apposaient leur marque avec force à tour de rôle, pour éviter leur disparition ou leur déformation durant l'achèvement de l'ouvrage.

Sur la pièce bordelaise, les poinçons représentent, de bas en haut, deux fleurs de lys, les lettres A S couronnées et séparées par le profil d'un cervidé, les lettres BORD surmontant un Z, et une marque pratiquement illisible. Leur identification est aisée grâce aux travaux de MM. Clarke de Dromantin, spécialistes de l'orfèvrerie bordelaise<sup>11</sup>.

Le poinçon de maître comprend les deux lettres A S couronnées et séparées par un animal. Ce sont les initiales de l'orfèvre Arnaud Sermensan dont la première syllabe du patronyme apparaît en manière de rébus sous l'aspect d'un cerf. Dans cette famille d'orfèvres bordelais, il fut le seul à utiliser ce différent. Au-dessus des deux initiales se lit encore une couronne, mais au-dessous l'usure a, en revanche, effacé les deux points qui s'y trouvaient et qui recevaient l'appellation de *grains de remède* car ils rappelaient la tolérance accordée aux orfèvres sur le titre<sup>12</sup>.

8. Présentée lors de l'exposition au Musée des Arts décoratifs de Paris en 1965, cette statuette de 1620, haute de 49 centimètres, classée monument historique en 1938 et conservée à l'évêché de la ville, fut volée en mars 1981. Nous remercions Mme Claire Delmas, conservateur des Antiquités et Objets d'Art de l'Aveyron de nous avoir communiqué ces renseignements et le cliché.

9. Cette statue de 1735, en argent, haute de 1,68 mètre, provient de Molsheim et reviendrait à Joseph Ignaz Saller d'Augsbourg (Hering-Mitgau) (Mane), *Barocke Silberplastik in Südwestdeutschland*, Weissehorn, Verlag, 1973, pp. 216-217). Nous remercions M. Schlaefli, bibliothécaire du grand séminaire, de nous avoir communiqué ces renseignements et le cliché.

10. On peut rapprocher l'œuvre bordelaise de *Notre Dame de l'Espérance* en marbre de Carrare, offerte par la république de Gênes au monastère de Saint-Maximin la Sainte-Baume (Var), voire même de la *Vierge à l'Enfant* attribuée à Noël Le Vasseur et conservée à l'église Saint-Etienne de Beaumont (*Le Trésor du Grand Siècle. L'Art et l'architecture du XVII<sup>e</sup> siècle à Québec*, Musée de Québec, 1984, p. 94, pl. 27-a).

11. Clarke de Dromantin (Jean et Jacques), *Les Orfèvres de Bordeaux et la marque du Roy*, Suresnes, Editions de Pygiron, 1987.

12. Pourcentage d'argent pur dans le métal mis en œuvre.

et B. Les poinçons de charge devaient être changés à chaque nomination de fermier mais ils pouvaient servir au successeur comme les baux les y autorisaient.

Le troisième poinçon, comprenant les lettres BORD sur une lettre Z, attestait le titre du métal en présence d'un garde de la Jurande et du commis fermier. Nommé poinçon de la Jurande, de communauté ou de maison commune, il comporte la première syllabe de la ville. La lettre Z, dite *lettre date*, correspond aux années 1708-1710.

Le quatrième poinçon aux deux fleurs de lys est le poinçon de décharge qui certifiait l'acquittement par l'orfèvre des droits fiscaux à l'hôtel de la Monnaie. Son sujet variait à l'infini sans plus de rapport avec le différent monétaire qu'avec l'indication de la communauté. L'utilisation d'un poinçon aux deux fleurs de lys à Bordeaux se situe entre octobre 1708 et 1714.

L'étude de ces poinçons donne donc l'identité de l'orfèvre : Arnaud Sermensan, et précise la fourchette chronologique au cours de laquelle la statue fut réalisée, c'est-à-dire les années 1708-1710.

MM. Clarke de Dromantin ont donné les principaux éléments biographiques concernant Sermensan<sup>13</sup>. Né le 8 avril 1656 de Charles Sermensan (1614-1704), maître orfèvre, et de Bertrande Molinié, Arnaud reçut le baptême à Saint-André. Il était l'aîné de Jean, aussi maître orfèvre, mort en 1735, de Pétronille mariée à l'orfèvre Jean Verdier, et de Marthe, morte en 1681. Le 26 janvier 1687, il épousa Pétronille Jagourd, âgée de dix-huit ans, en l'église Saint-Pierre. Le jeune couple perdit deux filles en bas âge entre 1690 et 1691. Deux fils vécurent : Charles né en 1693, qui sera reçu maître orfèvre en 1718, et Arnaud, né vers 1702, nommé maître orfèvre en 1724, ainsi qu'une fille, Françoise (1705-1782). Cependant, le 16 novembre 1709, Pétronille Sermensan mourut. L'orfèvre resta veuf jusqu'à sa mort le 17 octobre 1732, rue Poitevine, paroisse Saint-Pierre<sup>14</sup>.

Arnaud Sermensan connaissait bien son métier pour l'avoir sans doute pratiqué très jeune dans l'atelier paternel qui travaillait beaucoup pour les églises<sup>15</sup>. Il fut reçu maî-



Fig. 5. — Poinçons au revers de la statuette de Bordeaux.

Le poinçon devenu illisible devait correspondre au poinçon de charge qui permettait au fermier de la Marque, d'une part, de déterminer le poids de l'objet dégrossi et ainsi d'évaluer les droits et de vérifier si les édits somptuaires étaient respectés et, d'autre part, d'engager l'artisan à représenter au contrôle l'œuvre une fois terminée afin de payer les droits. Créés en 1672, les poinçons de charge bordelais comportaient la lettre K qui était le différent de l'hôtel des Monnaies du chef-lieu de la Généralité. Seules les années 1717 et 1719 portèrent les lettres couronnées A

13. Clarke de Dromantin, *op.cit.*, p. 420.

14. Jean et Jacques Clarke de Dromantin domicilièrent Sermensan en 1718 rue des Argentiers (Clarke de Dromantin, *op.cit.*, p. 420).

15. Charles Sermensan a travaillé pour la fabrique Saint-Michel en juin 1658, réalisa en 1680 des canons d'autel que conserve l'Hôpital des Enfants de Bordeaux ou une croix processionnelle exécutée entre 1680 et 1682 et qu'abrite l'église d'Avensan. Mais l'œuvre majeure de Charles Sermensan fut sans conteste la châsse de saint Macaire pour la cathédrale Saint-André, vers 1670, dont nous avons retrouvé récemment la quittance et la description. Le reliquaire, qui devait prendre place en 1677 dans le maître autel, pesait plus de soixante kilogrammes d'argent.





Fig. 6. — Vierge à l'Enfant.  
Guiclan (Finistère), église paroissiale.  
(© Inventaire général, cliché Artur-Lambert).

tre par la communauté des orfèvres de Bordeaux entre 1680 et 1685. Le 25 février 1691, Charles Sermensan, "désirant acquérir le repos", céda sa boutique à son fils Arnaud, aussi bourgeois et maître orfèvre de Bordeaux, et demeurant rue Poitevine, paroisse Saint-Pierre<sup>16</sup>. Les orfèvres bordelais lui confièrent alors des responsabilités et l'élirent ancien garde le 8 août 1712, avec Gabriel Tillet, jeune garde. Parmi les différents travaux de Sermensan, dont subsiste une douzaine de pièces<sup>17</sup>, une commande de la fabrique paroissiale de Sainte-Croix témoigne de son talent et de sa réputation. Le 15 octobre 1688, les ouvriers de la fabrique lui passèrent

commande d'un buste reliquaire pour le crâne de saint Mommolin (aujourd'hui détruit), d'un poids de quatorze à quinze marcs<sup>18</sup>, à raison de trente-neuf livres le marc, métal et façon compris. Le buste devait prendre place dans une niche conçue à cet effet et fermée par deux serrures, et n'en sortir que la veille et le jour de la fête (les 7 et 8 août). Au terme de sa carrière, Sermensan reçut commande du couvent de la Merci d'une petite Vierge en argent de sept marcs<sup>19</sup>, avec un esclave tenu enchaîné par la Vierge. La disparition de cette statuette depuis le XVIIIe siècle empêche sa comparaison avec celle étudiée dans le présent article.

La réalisation de statuettes en métaux précieux se multiplia dès la fin du Moyen Âge, mais les fontes royales, puis révolutionnaires ont contribué à la destruction quasi-complète de ces pièces. L'exposition sur les trésors des églises de France en 1965<sup>20</sup> a présenté une dizaine de Vierge à l'Enfant en argent du XVIe au XVIIIe siècle, dont la très belle statue conservée au grand séminaire de Strasbourg, les statuettes de Rodez et de Clermont-Ferrand. Cette manifestation n'avait pas rassemblé toutes les statuettes d'orfèvrerie des musées et des églises de France, notamment de Bretagne. Depuis ces dernières années, les travaux menés par l'Inventaire général facilitent la connaissance des exemplaires enfermés dans des sacristies ou des trésors, comme la Vierge à l'Enfant appartenant à la paroisse du Guiclan, dans le Finistère (fig. 6), réalisée par François de Saint-Aubin en argent repoussé en 1717<sup>21</sup> et proche de la ronde-bosse bordelaise par son apparence. En revanche, très rares sont les pièces anciennes conservées de l'orfèvrerie religieuse bordelaise<sup>22</sup>; ce qui ne signifie nullement leur rareté durant l'époque moderne comme en témoignent les archives ecclésiastiques. La découverte de la Vierge à l'Enfant à la cathédrale Saint-André enrichit donc le patrimoine bordelais d'une pièce rare et de grande qualité.

16. A.D.Gir., 3E 6643, f° 509 et suite, 25 février 1691.

17. Clarke de Dromantin, *op. cit.*, p. 420.

18. Trois kilos et demi environ.

19. A.D.Gir., G 2143, 14 février 1726.

20. *Les Trésors des églises de France*, Paris, Musée des Arts décoratifs, 1965, C.N.M.H.S.

21. *Les Orfèvres de basse Bretagne*, Paris, Inventaire général, 1994, p. 338.

22. La plus ancienne pièce est une croix de procession du XVIe siècle, conservée à Londres, British Museum (*Bordeaux, 2000 ans d'histoire*, pp. 314-317).

## Une origine inconnue

Par leur nature fiscale et corporative, les poinçons renseignent sur l'identité de l'orfèvre et sur une fourchette chronologique pour l'exécution de l'œuvre. Pour identifier le commanditaire, les archives ecclésiastiques et notariales peuvent éventuellement fournir la source documentaire indispensable. Pour les fonds religieux, le seul texte du XVIIIe siècle qui évoque une Vierge en argent est la quittance du couvent de La Merci du 14 février 1726, d'une quinzaine d'années postérieure à la fabrication de la statuette de Saint-André. Ce document comporte la mention suivante : *Faire une petite figure de la Vierge d'argent semblable à celle que j'ay fait cy-devant pour les dames religieuses du couvent Sainte-Catherine avec les mêmes agréments et ornemens*. La grande imprécision de ces quelques lignes empêche tout rapprochement entre la Vierge de ce dernier couvent et la ronde-bosse de la cathédrale. Pour les archives notariales, le dépouillement des contrôles des actes pour les années 1707-1711<sup>23</sup>, et des minutes des quarante-quatre notaires exerçant durant les années 1708-1710 n'ont rien apporté.

Devant ce constat, une autre voie de recherches pourrait s'ouvrir avec la consultation des inventaires révolutionnaires dont on connaît la méticulosité descriptive mais aussi, comme toute archive, les faiblesses. Dans leurs visites des paroisses et autres couvents, les inspecteurs délégués ne trouvèrent qu'une statue de la Vierge dans le réfectoire des Ursulines<sup>24</sup>, et "neuf figures d'argent" à la Chartreuse<sup>25</sup>; aucune Vierge à l'Enfant en argent doré. Cette absence pourrait s'expliquer soit par la dissimulation de l'objet par des fidèles lors des inventaires, comme cela se produisit notamment pour Notre-Dame de la Nef à Saint-André, soit par une localisation de l'orfèvrerie dans une paroisse ou un couvent extra-muros.

L'ultime recours pourrait se situer dans les archives diocésaines<sup>26</sup> qui conservent le *Mémorial des curés de la paroisse Saint-André, église primatiale de Bordeaux*. Son auteur, curé de la paroisse, évoque la vie de la cathédrale

depuis la fin de la Révolution jusqu'à la Restauration. Malheureusement, il ne fait aucune mention ou allusion concernant une Vierge à l'Enfant en vermeil du XVIIIe siècle.

Devant ce constat décourageant, on ne peut que se reporter à l'inventaire de la fabrique, rédigé le 19 janvier 1906 lors de la séparation de l'Eglise et de l'Etat : n° 226. *Groupe, Vierge et Enfant Jésus, dit Vierge du Mont Carmel, argent doré sur socle élevé, pour procession, estimé d'un commun accord 200 francs*<sup>27</sup>. Dans sa simplicité tout administrative, le texte ne donne aucun autre indice sur l'éventuelle provenance de l'œuvre. Une liasse de la série T (Monuments historiques) mentionne la construction d'un autel dans la chapelle du Mont-Carmel en 1861-1862, dont les travaux furent suspendus pour une raison indéterminée; ce projet concernait peut-être la mise en valeur de l'orfèvrerie<sup>28</sup>.

La Vierge à l'Enfant en argent doré de la cathédrale garde une part de mystère : celui de sa commande et de son affectation. Elle demeure cependant une pièce d'orfèvrerie bordelaise rare et précieuse<sup>29</sup> qui, nous l'espérons, accélérera l'installation et la présentation du trésor de la primatiale.

23. A.D.Gir., 2 C 11-15.

24. *Ibid.*, Q 893, n° 76, 3 thermidor an II.

25. *Ibid.*, Q 892, 16 août 1791.

26. Nous remercions M. l'abbé Jean-Claude Veissier, archiviste du diocèse, de nous avoir communiqué le document cité ci-dessus.

27. A.D.Gir., 8V7 (inventaire des biens dépendant de la fabrique de l'église métropolitaine Saint-André à Bordeaux), p. 58, 19 janvier 1906.

28. *Ibid.*, 162 T 30 H.

29. A titre de complément, il convient de signaler qu'aucune statuette identique ne semble connue actuellement dans l'orfèvrerie nantaise : cf. *L'Orfèvrerie nantaise. Dictionnaire des poinçons de l'orfèvrerie française*, Paris, Imprimerie Nationale, collection "cahiers de l'Inventaire", 1989.

---

## ***L'hôtel Saint-François : un immeuble de rapport sous le second Empire***

par Nathalie Bégard \*

---

Antoine Théodore Audubert, entrepreneur de bâtisse, construisit pour lui-même un immeuble de rapport situé au coin de la rue du Mirail et de la rue Saint-François à Bordeaux, connu de nos jours sous le nom d'hôtel Saint-François. Auparavant, existait à cet emplacement un vaste hôtel particulier qui avait été en grande partie reconstruit au XVII<sup>e</sup> siècle pour le comte d'Estrades, maire de la ville. Cette propriété s'étendait de la rue du Mirail à la rue Leyteire. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, elle appartenait à François Benoît Darche, conseiller au parlement de Bordeaux. En 1850, trois associés entrepreneurs de bâtisse, Antoine Audubert, Jacques et Pierre Videau, achetèrent la partie centrale de l'édifice et diverses dépendances. Quelques années plus tard, en 1854, le maire Antoine Gautier, le conseil municipal et le préfet de Mentque décidèrent de prolonger la rue Saint-François entre la rue Leyteire et la rue du Mirail. Une partie de l'ancienne propriété Darche fut achetée par la ville et des bâtiments furent détruits à l'exception de l'aile droite qui est encore visible de nos jours. C'est sur une partie des fondations de l'hôtel d'Estrades qu'Antoine Audubert construisit son nouvel immeuble. Il en commença les travaux en 1855.

### **Reconstitution de l'hôtel d'Estrades**

En 1653, le roi Louis XIV nomme maire perpétuel de Bordeaux le comte Godefroy d'Estrades, lieutenant-général aux armées royales, commandant en chef de la province de Guyenne, et surtout l'un des vainqueurs de la Fronde borde-

laise. Godefroy, comte d'Estrades, fut maire de 1653 à 1675 ; Louis, marquis d'Estrades, lui succéda de 1675 à 1711 ; puis Louis Godefroy, comte d'Estrades, de 1711 à 1717.

L'hôtel de ville se trouvait près de la porte de la Grosse Cloche, au bout de la rue du Mirail. Les maires précédents logeaient non loin de là, rue des Ayres, à la mairerie. Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, cette propriété de la ville était vétuste et quelques travaux de restauration et de transformation avaient été entrepris. A partir de 1620, pendant la période de la Fronde et en l'absence de la magistrature de la ville, la mairerie perdit sa fonction. A son arrivée à Bordeaux, le comte d'Estrades s'installa dans un hôtel particulier de la rue du Mirail où il fit faire d'importants travaux de réfections et d'aménagements. D'après trente-huit quittances délivrées par le régisseur des biens du comte entre 1654 et 1656 et déposées chez maître Liquart, notaire, nous savons que les travaux furent confiés à vingt-huit maîtres-artisans de différents corps de métier du bâtiment, tous entrepreneurs à Bordeaux ou aux alentours<sup>1</sup>. Les pierres employées venaient des carrières *de Taillebourg, de Rausan, de Saint-Laurans et de Ribault*. Ces carrières alimentaient en pierre la reconstruction du château Trompette. Un maître-maçon de l'hôtel d'Estrades, Pierre Bouin, travaillait également à la restauration de cette forteresse.

---

\* Maîtrise d'Histoire de l'Art, sous la direction de Monsieur le professeur Dominique Jarrassé.

1. Fonds Maurice Birot, liasse 5, manuscrit, L'hôtel du comte d'Estrades, A.M.Bx.



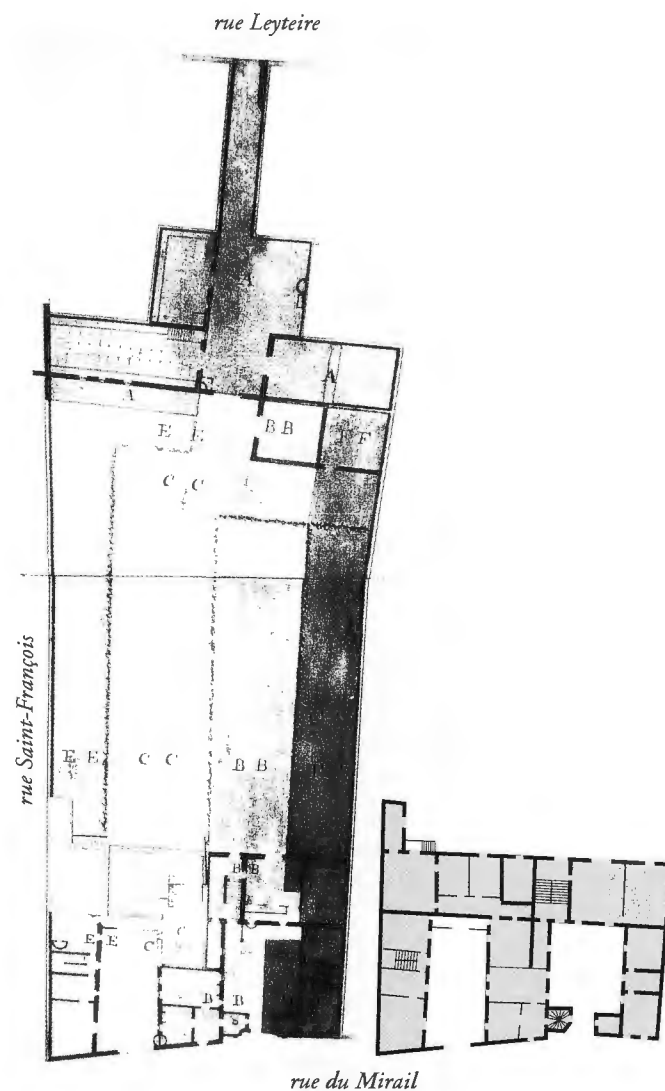


Fig. 1. — Plan de l'hôtel d'Estrades.  
Plan au sol d'après le plan de 1796. (A.D.Gir. 3 E 13290).

Il ressort de ces documents que tous les bâtiments déjà existants furent rebâti à neuf. Les murs furent relevés, crépis et blanchis à la chaux. Les principales charpenteries et menuiseries furent remplacées. À l'intérieur, les pièces furent refaites et peintes en rouge et gris. Les travaux coûtèrent 18 944 sous, dont 13 600 sous uniquement pour la maçonnerie et la charpenterie.

À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, cet hôtel particulier était devenu la propriété de Françoise Thérèse de Luxe, mariée à François Benoît Darche, conseiller au parlement de Bordeaux. Lors de la succession de Mme de Luxe en 1796, la propriété fut partagée entre cinq de ses six enfants. Deux actes notariés, où l'on trouve deux plans, sont riches en informations<sup>2</sup>.

D'après le plan au sol du rez-de-chaussée, l'hôtel était formé d'un corps de logis principal, avec deux cours fermées donnant sur la rue du Mirail, et un jardin ayant issue rue Leyteire trois ailes en retour d'équerre sur le corps principal donnaient sur la rue du Mirail. Les ailes avaient des surfaces inégales, le tracé de la rue n'étant pas rectiligne ; l'aile centrale était la plus importante. Les corps de logis possédaient des caves et se dressaient sur trois niveaux, plus greniers. Du temps de la famille Darche, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, cette habitation comportait quarante-cinq pièces sans compter les caves et greniers. Les appartements privés de François Benoît Darche occupaient l'aile médiane ; son cabinet d'étude se situait au premier étage et sa chambre au second. Le corps de logis principal, était dominé au centre par un pavillon de quatre étages, situé au bout de l'aile médiane ; il abritait un grand escalier droit en bois.

La cour de gauche était fermée sur la rue du Mirail (au n° 20), par un mur dans lequel s'ouvrait un portail. Au fond de cette cour, un perron surmonté d'une galerie donnait accès au corps principal. La cour de droite (au n° 22), s'ouvrait par une porte cochère joutée à gauche par un escalier en colimaçon en pierre et à droite par une petite construction sans doute réservée aux suisses (fig. 1).

Les rez-de-chaussée de l'hôtel comprenaient exclusivement des pièces de service : cuisines, offices, dépenses, petit cabinet, couloir, chais à bois. Pour desservir les étages, un escalier droit en pierre était situé dans l'aile gauche, un autre escalier en pierre, suspendu, avec rampe en fer, se trouvait au centre de l'aile droite et le grand escalier en bois du pavillon distribuait les autres parties de l'hôtel. Un grand nombre de pièces occupait les deux étages. La plupart étaient des chambres, des antichambres, et des cabinets. Les pièces du logis principal donnant sur le jardin étaient distribuées par un couloir côté cour de gauche. Toutes étaient éclairées par des croisées ou fenêtres et certaines chauffées par des cheminées.

L'ensemble des édifices de droite est appelé "bâtiment neuf". On peut en conclure que ce côté a été construit au XVII<sup>e</sup> siècle pour le comte d'Estrades, sans doute pour y installer des dépendances à côté de l'ancien hôtel particulier qu'il avait acheté et fait restaurer. La construction de cette aile droite est encore visible actuellement (Antoine Audubert y apportera un certain nombre de modifications vers 1876). La façade donnant sur la rue du Mirail est en pierre de taille appareillée et s'élève sur trois niveaux. Le premier et le deuxième étage sont séparés par un bandeau.

2. Archives notariales de maître Trimoulet, notaire à Bordeaux, 14 janvier 1806, A.D.Gir. 3 E 13290.



Fig. 2. — Hôtel d'Estrades. Aile droite, façade ouest, sur rue.

Les deux fenêtres du premier étage occupent toute la hauteur du niveau. Les chambranles plats sont marqués par une clé en triglyphe. Une corniche peu profilée soutient le bord de la toiture recouverte de tuiles romaines (fig. 2). Bien qu'A. Audubert ait aussi modifié les ouvertures et la décoration de la façade intérieure de cette aile, il est encore possible d'apercevoir au troisième niveau une baie dont l'embrasure est sensiblement la même que celles de la façade extérieure. Sans trop se tromper, on peut en conclure que toutes les fenêtres de cette aile droite avaient la même forme.

Une lithographie non datée de Mlle Laroque d'après une gravure de Noël<sup>3</sup> représente l'aile centrale et la partie droite du corps de logis principal (fig. 3). Cette illustration montre une cour et deux bâtisses en pierre se joignant en angle. Celle de gauche s'élève sur trois niveaux. Le premier est bas et il est percé d'une ouverture carrée munie de barreaux verticaux éclairant une cuisine. Un cordon sépare le premier niveau du deuxième. Deux grandes croisées à chambranles plats et à meneaux de pierre se superposent. Elles

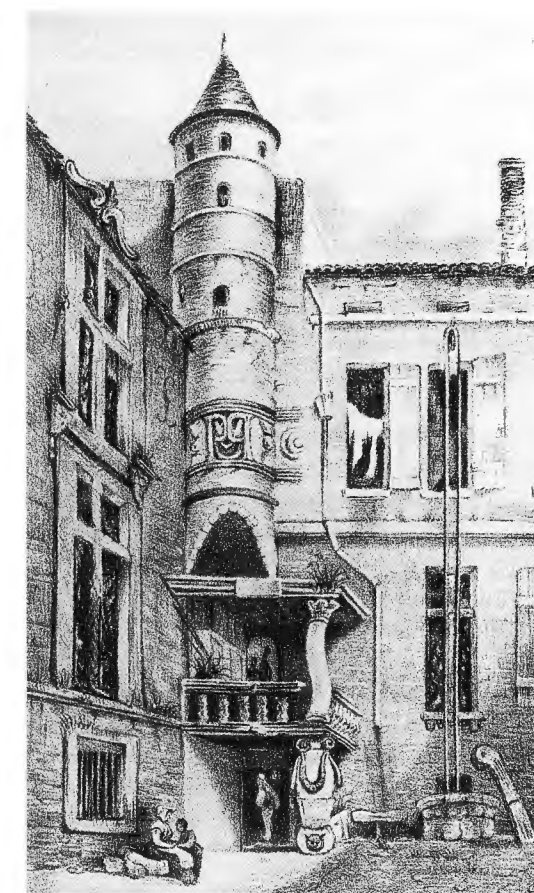


Fig. 3. — Hôtel d'Estrades. Façades de la deuxième cour intérieure. Gravure de Noël, lithographie de Mlle Laroque.

éclairaient le bureau d'étude de François Benoît Darche au premier étage et sa chambre au deuxième. Un amortissement en volutes est sis au bord de la toiture au faîte de la croisée supérieure. On ne distingue pas de grenier. Des tuiles plates ou de larges ardoises couvrent le toit. Ce logis est prolongé par un bâtiment contigu plus haut, le pavillon de quatre étages, sans toiture apparente et enfermant une salle basse, un grand escalier en bois, des latrines au troisième étage et un grenier au quatrième.

Au fond de la cour, le logis principal s'élève sur trois niveaux avec comble. Ce bâtiment est de facture moins ancienne que l'autre. Le rez-de-chaussée est à demi souterrain et contient une cuisine avec four et contre-four. Un bandeau sépare le deuxième niveau du troisième. Des contrevents ferment des croisées étroites. Des tuiles romaines couvrent la toiture. On remarque une haute cheminée de

3. Ducourneau, *La Guienne Historique et Monumentale*, Tome III, 1842, page 134.



Pierre. La modénature est pauvre. Au-dessus de la croisée centrale du deuxième étage est accrochée une poulie d'où pend une corde qui descend dans un puits en pierre. Cette bâtisse est celle qui subsiste encore, transformée par les travaux d'Audubert.

Dans l'angle des corps de logis, on observe une porte ouverte, basse et étroite, sous une loggia en pierre surmontée d'une tourelle en surplomb. Une colonne de soubassement renflée, avec chapiteau ionique, décorée à son pied d'une tête d'animal et sur ses flancs d'une guirlande tombante, soutient la loggia. Une balustrade de pierre avec balustres à bossages l'entoure. Une entrée dont le haut est arrondi ouvre au fond à gauche. L'angle extérieur est porté par une colonne torse à fût lisse et à chapiteau corinthien soutenant un dais en pierre légèrement courbé. Cette loggia de décoration maniériste se trouve depuis 1892 sur une des façades de l'école des Beaux Arts de Bordeaux. Au-dessus du dais, dans l'angle et dépassant le faîte des maisons, s'élève une haute et mince tourelle sur trompe. La toiture circulaire et pointue semble être couverte d'ardoises. Des reliefs ornementaux sont sculptés en frise large au-dessus de la voûte.

Derrière l'hôtel particulier s'étendait un vaste jardin. En 1850, des vignes, divers arbres et arbustes y étaient plantés. Il se terminait au fond à droite par un chai à bois divisé en deux. Devant celui-ci, un espace vide était réservé aux voitures.

Un mur de clôture avec en son centre un portail fermé d'une porte pleine, séparait le jardin d'une grande cour intérieure proche de la rue Leyteire. Du côté droit de cette cour, deux remises à carrosses avec greniers étaient mitoyennes des chais à bois. En face, côté nord, une grande écurie avec vingt-deux box possédait trois croisées grillées ouvrant sur une cour côté jardin. Un escalier conduisait à un logement ayant deux fenêtres. Ensuite, la cour se rétrécissait et une petite écurie de huit box, avec un grenier à foin au-dessus, jouxtait perpendiculairement la grande écurie. Le puits principal de l'hôtel était établi près du mur sud de cette grande cour. Une allée donnant passage aux voitures et aux piétons débouchait sur la rue Leyteire (au n° 11), par une porte cochère.

Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, de nombreux hôtels particuliers entre cour et jardin bordaient la rue du Mirail. Ils appartenaient à des personnages ou à des communautés de renom. Dans ces conditions, il n'y a pas à s'étonner de l'importance de l'hôtel d'Estrades. Sa distribution est conforme aux habitudes architecturales de l'époque : rez-de-chaussée réservé aux vestibules, offices et cuisines, les étages nobles avec chambres et antichambres ont vues sur le jardin, et des dépendances occupent les ailes. L'originalité de cet hôtel résidait, outre son exceptionnelle ampleur, dans

la loggia de style maniériste et la tourelle en surplomb (peut être aussi dans la forme de la cage d'escalier à vis situé à l'entrée de la cour de droite).

Après la Révolution française, la rue avait perdu de son prestige et la plupart des immeubles furent mis en location en leur entier ou restructurés en appartements locatifs. C'est ainsi que, suite à la succession de Françoise Thérèse de Luxe en 1796, la propriété fut divisée en cinq lots. Jusqu'en 1860, différentes transactions immobilières furent opérées, dont on retiendra les suivantes :

- Le 22 décembre 1832, Mlle Marie Thérèse Appoline d'Arche de Luxe entre en possession de l'aile gauche, de la partie senestre du corps de logis principal, de la cour et de la moitié gauche du jardin dans sa longueur <sup>4</sup> ;

- Le 17 juillet 1850, Mme veuve Péhau, ses deux frères et sa sœur, cèdent aux entrepreneurs Jacques et Pierre Videau et à Antoine Audubert l'aile médiane, la partie droite du corps de logis principal, la deuxième cour et l'autre moitié du jardin, moyennant la somme de 36 000 fr. <sup>5</sup> ;

- En juin 1853, Mademoiselle Appoline d'Arche de Luxe songe à mettre à l'alignement la façade de son immeuble, rue du Mirail n° 20, comme viennent de le faire ses proches voisins, les missionnaires de Saint-Jacques. Après examen <sup>6</sup>, l'on s'aperçut que sa propriété se trouvait placée sur l'éventuel prolongement de la rue Saint-François, projeté entre la rue Leyteire et la rue du Mirail. Le 14 mars 1854 <sup>7</sup>, un arrêté préfectoral ayant adopté le projet de prolongement de la rue Saint-François, la ville chargea son architecte Charles Burguet et Charles Périé, architecte et entrepreneur de travaux publics, d'effectuer une enquête et de fixer les indemnités d'expropriation à allouer. Le 14 mai 1854, la ville acquiert 45 000 fr. la propriété de Mlle Appoline d'Arche de Luxe. En juin, la municipalité cède aux entrepreneurs Videau et Audubert des parcelles de terrains contiguës à leur propriété ainsi que les matériaux de l'hôtel Darche, à charge pour eux d'effectuer toutes les démolitions. En novembre, la ville finit par obtenir, par rachat ou

4. Archives notariales de maître Lacoste, notaire à Bordeaux, 18 janvier 1845, - échange M. Giles Darche et M. Ulysse Bernard Péhau, A.D.Gir. (non coté).

5. Archives notariales de maître Despiet, notaire à Bordeaux, 17 juillet 1850, - vente Mme Péhau aux frères Videau et Audubert, A.D.Gir. (non coté).

6. Délibération du conseil municipal, 30 décembre 1853, 22 mai 1854, 11 août 1854, Rapports sur le prolongement de la rue St François, A.M.Bx. 12 D 34, 12 D 35.

7. Correspondance entre la municipalité et la préfecture au sujet de la voirie : prolongement de la rue St François, janvier 1854 à novembre 1856, 23 lettres, A.D.Gir. 3 O 64.

échange, tout le terrain nécessaire au percement de la rue. Les travaux peuvent commencer et en novembre 1856 le prolongement est terminé ;

- Le 2 août 1855 <sup>8</sup>, les frères Videau et A. Audubert opèrent une séparation de leurs biens. Antoine Audubert prend à son compte les bâtiments acquis et Jacques Videau le jardin ;

- Le 31 juillet 1860 <sup>9</sup> enfin, M. Augustin Audubert, père d'Antoine, obtient l'aile droite de l'hôtel appartenant auparavant à M. Louis Mondenard, pour la somme de 11 000 fr.

Il est intéressant de noter l'évolution des prix sur cinq ans. En 1850, les frères Videau et Audubert achètent 36 000 fr. la partie centrale de l'hôtel Darche et ses dépendances. En 1853, Mlle d'Arche de Luxe propose 45 000 fr. à la ville pour sensiblement la même superficie de terrain. Les frères Videau et Audubert acquièrent les parcelles contiguës à leur propriété pour la somme de 16 000 fr. Or un an plus tard, en août 1855, lors du partage de leurs biens, ils évaluent leur propriété à 84 000 fr. Même si leur estimation est un peu exagérée, (l'immeuble est hypothéqué et ils sont endettés), cela révèle bien l'aspect spéculatif des terrains, situés près d'une prochaine ouverture d'artère et de surcroît en centre ville.

## Le bâtisseur : Antoine Théodore Audubert (1819-1893)

On ne connaît pratiquement rien d'Antoine Théodore Audubert. Il est né le 2 mars 1819 à Bordeaux. Il est fils unique. Son père Augustin Audubert (1792-1862) était tailleur de pierres, maçon, entrepreneur de bâtisse, propriétaire, marchand de poterie et matériaux pour la bâtisse. Il est donc vraisemblable qu'Antoine ait appris les métiers du bâtiment dans la cellule familiale et qu'il ait eu des facilités pour effectuer des apprentissages auprès d'autres professionnels du bâtiment. Le 9 octobre 1844 <sup>10</sup>, il épouse Jeanne Videau, dont le père, Jacques, et l'oncle, Pierre, sont aussi entrepreneurs de bâtisse. Ils auront une fille, Marie, qui mourra à l'âge d'un an.

Dans les différents actes notariés consultés et les recensements, la profession d'Antoine Audubert est souvent indiquée comme "entrepreneur de bâtisse" et parfois "architecte". Or dans les annuaires bordelais, il apparaît comme architecte, ingénieur civil, entrepreneur de travaux publics et un peu plus tard, il ajoutera expert-arbitre : levée des plans et arpentage au moyen d'un trigonomètre et liquidation de compte. N'oublions pas qu'il est aussi propriétaire et logeur en garni. Il aurait été intéressant de connaître sa formation et de savoir s'il fréquenta un véritable atelier d'architecture, puisqu'il se prétendait architecte.

Vers 1860, cinquante architectes figurent dans l'annuaire bordelais ; quatorze d'entre eux, soit 25%, sont d'anciens élèves de l'école des Beaux-Arts de Paris. Une trentaine de ces architectes feront partie de la Société des Architectes de Bordeaux fondée en 1863. Les architectes doivent solliciter leur admission au sein de la société qui, dès sa fondation, envisage un recrutement par cooptation. Pour y entrer, ils doivent justifier de leur apprentissage dans une école ou chez un maître reconnu. Ils doivent aussi prouver par leurs actes antérieurs, qu'ils ont bien profité de leurs leçons dans la réalisation d'ouvrages <sup>11</sup>. Certaines demandes seront rejetées <sup>12</sup>. A. Audubert n'a pas fait partie de la Société des Architectes de Bordeaux.

Toujours vers 1860, les entrepreneurs de bâtisse sont cent quatorze sur la place de Bordeaux, dont sept figurent aussi sous la rubrique des architectes. Le Code civil ne fait aucune différence de statut entre architecte et entrepreneur, et ce jusqu'en 1945. Les principaux concurrents des architectes sont les entrepreneurs et les ingénieurs. Les débats pour une différenciation des professions seront très nombreux au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

Du 1<sup>er</sup> juillet 1846 au 22 décembre 1853, Antoine Audubert est l'associé des frères Jacques et Pierre Videau dans une société construction. C'est ensemble qu'ils achètent, pour un tiers chacun, la partie centrale de l'hôtel Darche en 1850.

Au recensement de 1851, Antoine Audubert, entrepreneur de bâtisse est installé au 22-24 rue du Mirail, ainsi que Jacques et Pierre Videau et leur frère Henri, plâtrier. Augustin Audubert, y a établi un magasin de matériaux pour bâtisse et de poteries. Ils ont installé des bassins à chaux et à eau dans le jardin. On peut considérer que c'est une entreprise familiale relativement importante.

8. Archives notariales de maître Condaminé, notaire à Gradignan, 2 août 1855, partage (entre) les frères Videau et Audubert, A.D.Gir. 3 E 33148.

9. Archives notariales de maître Casteja, notaire à Bordeaux, 11 et 13 août 1894, acte de vente de l'immeuble à M. Jean Pierre Beylot, A.D.Gir. 3 E 40977.

10. Archives notariales de maître Lacoste, notaire à Bordeaux, 9 octobre 1844, acte de mariage d'Antoine Audubert et Jeanne Videau, A.D.Gir. (non coté).

11. Durand Charles, *La corporation des maîtres maçons et architectes de la ville et faubourgs de Bordeaux. La société des architectes de Bordeaux 1574-1878*. Bordeaux, Impression administrative, Ragot, 1878.

12. *Revue Générale d'Architecture et des Travaux publics*, Volume XXIII - 1865, colonnes 260 à 263, M.J. Lafargue, "Rapport sur les travaux de la Société depuis sa fondation (à Bordeaux)".



Le 2 août 1855<sup>13</sup>, les frères Videau et Audubert feront le partage de leurs biens. Des “*différentes affaires de travaux et entreprises de bâtisses* [qu’ils ont effectuées] *en commun et par tiers entre eux*”; ils possèdent un “*avoir commun de 55 278 fr. 46 cent*”. Antoine Audubert reçoit les bâtiments de l’hôtel Darche, estimés à 58.000 fr., plus une somme de 11.939 fr. et une dette inscrite sur l’immeuble de 44.000 fr. Il commence à reconstruire l’édifice en 1855, avant même que la rue Saint-François ne soit prolongée.

Au recensement de 1856, Jacques et Pierre Videau ont déménagé, seul reste Henri Videau avec ses fils, plâtriers, qui partiront peu après. Les appartements laissés vides sont loués. Jacques Videau, beau-père d’Audubert, entreprend la construction de quatre habitations rue Saint-François, sur une partie du jardin qu’il a reçu lors du partage des biens.

Il est probable qu’Antoine Audubert se soit spécialisé, comme tant d’autres entrepreneurs, dans la construction de maisons, villas et échoppes. Dans l’état actuel des recherches sur le patrimoine bordelais au XIX<sup>e</sup> siècle, il n’est connu que pour la construction de l’hôtel Saint-François. Mais sans doute avait-il d’autres ambitions : la construction d’un hôtel aussi richement décoré, avec une forme architecturale inhabituelle à Bordeaux, n’est pas un acte neutre. C’était une manière de faire connaître son talent d’architecte-ingénieur-entrepreneur et décorateur. Il comptait peut-être avoir des commandes pour l’édification d’autres immeubles de ce genre nouveau.

Antoine Théodore Audubert s’éteint à l’âge de 74 ans, le 14 août 1893 à Arcachon où il résidait momentanément chez Jean-Baptiste Videau, un neveu de sa femme, entrepreneur, domicilié à Arcachon<sup>14</sup>. Il est enterré le 17 août 1893 au cimetière de la Chartreuse à Bordeaux, dans la tombe des familles “Videau cadet frères” où reposent Pierre Justin, mort en 1873, Jacques (1793-1879) et Jeanne, morte en 1887. Sa femme, Jeanne, quittera l’immeuble pour aller habiter au 38 rue Saint-François dans une des quatre maisons qu’elle a héritées de son père.

Nous ne savons pas si Antoine Audubert a beaucoup construit, mais il semblerait, d’après l’inventaire après décès, qu’il n’ait pas amassé fortune<sup>15</sup>. Il n’a pas d’enfant : ses héritiers sont sa femme et des cousines. L’immeuble sera vendu les 11-13 août 1894 à Jean-Pierre Beylot pour la somme de 200.000 fr. (27.000 fr. pour l’ancienne maison et 173.000 fr. pour la nouvelle construction)<sup>16</sup>.

## Le programme : un immeuble de rapport

Déjà en 1851, quand les familles Videau et Audubert s’installent au 22-24 rue du Mirail, dix-sept autres locataires, partagent l’édifice. En 1866, trente-neuf personnes habitent dans le nouvel immeuble et dix-neuf dans l’ancien, dont le propriétaire, M. Audubert. En tant que “logeur en garni”, il a cinquante-trois locataires<sup>17</sup>. Les deux bâtiments comportent aussi quatre locaux commerciaux, trois, rue Saint-François, dont deux, un restaurant et un café, possèdent chacun une salle au 1<sup>er</sup> étage, et un magasin au 26 rue du Mirail.

Il est intéressant de connaître le statut social de ces premiers locataires. Trente personnes ont une activité professionnelle. La plupart sont des artisans, dont dix exercent dans la couture, les autres sont des employés. D’après la situation de l’immeuble, en bordure du centre historique, et la qualité de la construction, on aurait pu s’attendre à des locataires d’un statut social plus enviable. En 1871, beaucoup d’entre eux ont quitté l’immeuble, remplacés par de nouveaux occupants de même condition.

En 1869, l’ensemble des loyers du nouvel immeuble, rue Saint-François n° 44 à 52, désigné sur le registre du sommier des Biens Immeubles<sup>18</sup> comme *maison, cours, jardin*, rapportait 3 007,41 francs par an ; les loyers du n° 22-24 rue du Mirail s’élevaient à 300,38 francs par an et celui du magasin au n° 26 à 150,22 francs ; ce qui donne un revenu locatif annuel de 3 458,01 francs, somme relativement importante pour l’époque. A titre de comparaison, la même année, Jacques Videau, propriétaire et bailleur des quatre nouvelles maisons contiguës, rue Saint-François,

13. Archives notariales de maître Condomine, notaire à Gradignan, 2 août 1855, partage (entre) les frères Videau et Audubert, A.D.Gir. 3 E 33148.

14. Archives notariales de maître Faugère, notaire à Bordeaux, 13 juin 1894, acte de notoriété (contient l’acte de décès d’A. Audubert établi à Arcachon), A.D.Gir. (non coté).

15. Archives notariales de maître V. Cathala, notaire à Bordeaux, 3 novembre 1893, inventaire après décès d’Antoine Audubert, A.D.Gir. 3 E 49445.

16. Archives notariales de maître Casteja, notaire à Bordeaux, 11 et 13 août 1894, acte de vente de l’immeuble à M. Jean-Pierre Beylot, A.D.Gir. 3 E 40977.

17. Recensement de 1851, 1856, 1861, 1866, 1871, A.M.Bx.

18. Sommier des Biens Immeubles, rue St François, A.D.Gir. 3 Q 741, rue du Mirail, A.D.Gir. 3 Q 841.

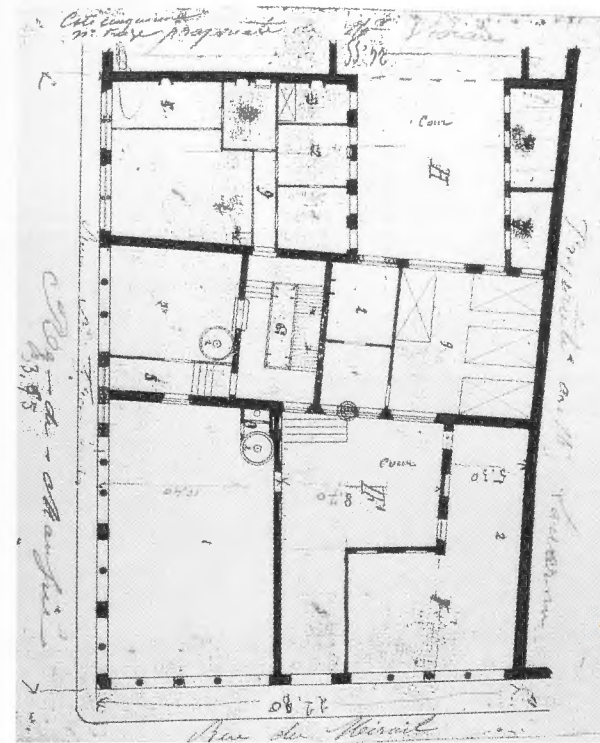


Fig. 4. — Plan de l’hôtel de la Perle.

reçoit 1 687,88 francs de ces locations ; rue du Mirail, au n° 28, un grand hôtel particulier du XVII<sup>e</sup> siècle de deux étages avec cour et jardin est loué 1 209,32 francs ; aux n° 30-32, un autre hôtel particulier de deux étages avec cour et jardin rapporte 2 031,56 francs ; et aux n° 36-38, le vaste hôtel de Puysegur est loué 2 630,98 francs à la congrégation des sœurs de l’Immaculée Conception.

## Description

Il existe huit calques originaux dessinés par Antoine Audubert représentant les plans au sol et ceux des différents étages de son immeuble. Trois concernant les plans du 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> étages, sont annotés de la façon suivante : *hôtel de la Perle, 44, 46, 48, 50 et 52 rue Saint-François à l’angle de la rue du Mirail n° 20, 22, 24 et 26. Construit à Bordeaux, ce 9 février, 1863. Audubert*. On apprend ainsi que le commanditaire-entrepreneur avait nommé son immeuble “hôtel de la Perle”.

Suite à la destruction d’une partie de l’hôtel Darche, Audubert commence la construction de son nouvel immeuble dès 1855<sup>19</sup>. Il garde en partie les anciennes fondations du corps principal, élargit l’aile médiane pour mettre l’hôtel dans l’alignement de la future rue Saint-François, prolonge ce côté en bâtissant à neuf une construction sur le terrain qu’il a reçu en partage des biens des associés, et qui

jouxta une maison de Jacques Videau. La façade intérieure de cette nouvelle construction a vue sur une deuxième cour au fond de laquelle il construit un édifice étroit qui lui sert de dépôt de matériaux. Il refait à neuf le grand escalier central autrefois installé dans le pavillon surélevé (fig. 4).

Par contre, rue du Mirail, en ce qui concerne l’aile droite et la moitié droite du corps de logis principal, Antoine Audubert n’a pas modifié les structures portantes, mais la porte cochère a disparu. Ceci est confirmé par un acte notarié du 14 juin 1863<sup>20</sup> qui ne mentionne pas de transformation faite par le propriétaire sur cette maison. L’aile droite de l’ancien hôtel Darche ne fut rachetée qu’en 1860 par Audubert. Son fils, Antoine, avait sans doute l’intention de transformer ce bâtiment, puisqu’il en avait dessiné les plans. Le 3<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> étage qu’il pensait surélever ne resteront que des projets, peut-être faute de moyens financiers. Cependant la façade et les deux étages ont été remaniés un peu plus tard. Jusqu’en 1871, les recensements indiquent une entrée au 22-24 rue du Mirail, et un magasin au 26. Au recensement de 1876, il est noté que pour l’entrée du 22-24 il faut se reporter au 48 rue Saint-François, qui est l’entrée principale du “bâtiment neuf” ; le 26 rue du Mirail est toujours occupé par un magasin. Au recensement de 1881, on lit : “n° 20-22 : 4 étages, un magasin” ; au 24 : “3 étages, un magasin” ; et au n° 26 : “un magasin, inhabité”. La séparation des entrées est donc réalisée. Sur les recensements suivants, le n° 20 correspond à un magasin (le “café de la Perle”), le 22 à un accès d’immeuble, les 24 et 26 à deux magasins distincts. Sans autres renseignements, nous estimons que la façade de l’ancien hôtel Darche a été agrandie vers 1876. A. Audubert a construit un haut portail sur deux niveaux surmonté de deux étages. A sa droite, il a prolongé le mur de façade existant en l’élevant à la même hauteur que l’ancien bâtiment. Il a créé ainsi un retour d’aile sur façade plus spacieux que le précédent. Le rez-de-chaussée est occupé par un magasin qui absorbe presque toute l’ancienne cour. Une nouvelle cour est agencée au 1<sup>er</sup> étage. Un large escalier d’honneur en pierre mène à cette cour et à une cage d’escalier central sise à l’emplacement de l’ancien pavillon.

Dans son ensemble, l’édifice volumineux s’inscrit mal dans la perspective de la rue Saint-François. La grande façade mesure 33,65 m. de long sur une hauteur d’environ 17,70 m. Elle possède cinq niveaux, seize travées et soixante-

19. Archives notariales de maître Condamine, notaire à Gradignan, 2 août 1855, partage (entre) les frères Videau et Audubert, A.D.Gir. 3 E 33148.

20. Archives notariales de maître Condamine, notaire à Gradignan, 14 juin 1863, acte conditionnel de prêt du Crédit Foncier de France à M. et Mme Audubert, A.D.Gir. 3 E 33156.





Fig. 5. Façades de l'hôtel Saint-François (à gauche) et rue du Mirail (à droite).



Fig. 6. — Détails de la travée centrale de la rue Saint-François.



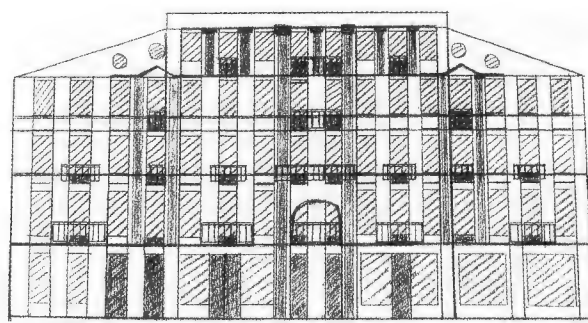


Fig. 7. — Schéma de la façade rue Saint-François.

dix baies. Le rez-de-chaussée et une grande partie du premier étage étaient destinés à une fonction commerciale. Appartements et chambres à louer occupaient les trois étages supérieurs (fig. 5).

La grande façade présente l'apparence d'une symétrie axiale, mais ce n'est qu'une illusion d'optique parfaitement maîtrisée par l'entrepreneur. Les contraintes parcellaires - reprise des fondations déjà existantes, construction à neuf sur le terrain supplémentaire obtenu lors du partage des biens, alignements des rues du Mirail et Saint-François - ne permettent pas une symétrie orthogonale, le côté gauche étant plus large que le droit. Ce défaut est compensé, à gauche, par un élargissement des trumeaux. Par suite du nombre pair des seize travées, l'axe central correspond à des trumeaux qui occupent la face visible d'un des deux murs de refend transversaux. Pour rétablir l'équilibre des pleins et des vides, une superposition de balcons desservant deux baies met en valeur les deux travées centrales qui deviennent ainsi l'axe médian de la façade (fig. 7).

Au centre est situé un double portail à pilier central qui occupe deux travées et s'élève sur deux niveaux. Le pilier est accolé au mur de refend transversal. Un plein de travée servant de linteau et supportant un balcon divise ce portail en deux. La porte d'entrée principale était celle de gauche ; elle donnait accès à un couloir conduisant à la cage d'escalier. La porte de droite était l'entrée d'un local commercial (fig. 6).

Les ouvertures sont à distance régulière, alignées les unes sur les autres. Toutes les doubles baies centrales sont des portes-fenêtres.

Rue du Mirail, la façade érigée par Audubert ne possède que quatre niveaux. Du deuxième au quatrième, cinq travées rythmées sont identiques à celles de l'autre façade. Le portail occupe l'espace de deux travées sur deux niveaux et sépare la *nouvelle construction* de l'ancien hôtel Darche. Au total, cette façade comporte vingt-trois baies.

L'originalité la plus frappante est le toit-terrasse système de couverture rare en France et spécialement à Bordeaux à cette époque. Sur un acte conditionnel de prêt du



Fig. 8. — L'escalier d'honneur.

Crédit Foncier de France, rédigé en 1863, il est noté à propos de l'hôtel Saint-François : *les eaux de la ville sont installées à tous les étages et sur la terrasse où elles alimentent un lavoir*. L'installation de ce lavoir apparaît comme une solution originale pour assurer le bien-être des locataires.

Le dernier niveau de l'immeuble n'est pas traité à la manière d'un étage attique habituel. Sa disposition fait référence aux façades à mur-pignon des maisons à pans de bois ou en pierre qui existaient encore en assez grand nombre au XIX<sup>e</sup> siècle à Bordeaux. Mais plus rares étaient, les façades à pignon coupé. Audubert a pu s'en inspirer.

Audubert renonce au rez-de-chaussée formé de grandes arcades englobant premier niveau et entresol. Il préfère installer des devantures oblongues avec poteaux et poitrails en fer. Quelques exemples de ces nouvelles façades commerciales sont diffusés dans la *Revue Générale d'Architecture*. A Bordeaux, cette structure métallique est visible derrière les devantures des boutiques construites à partir de 1867, en particulier cours Alsace-et-Lorraine et rue Ravez, elle se gé-



Fig. 9. — La cour intérieure du premier étage.

néralisera par la suite. La plupart des poitrails en tôle rivetés datant de cette époque sont signés "Privat et C<sup>e</sup> - Bordeaux". Nous n'en sommes ici qu'au stade expérimental.

En 1863, l'acte conditionnel de prêt signale vingt-trois balcons à consoles sculptées. Il en reste aujourd'hui vingt-deux, dont dix-huit sur la rue Saint-François et quatre sur la rue du Mirail. Il est possible qu'en 1863, un balcon ait existé au premier étage de l'ancien hôtel. La répartition des balcons à garde-corps en ferronnerie ajourée et la grandeur des plates-formes en surplomb varient d'un étage à l'autre, mais ils sont tous devant les portes-fenêtres. Toutes les plates-formes sont rectangulaires exceptée une. Audubert présente un échantillonnage de balcons. Aux balcons continus, fréquents sur les façades des immeubles de rapport bordelais, notre architecte préfère le balcon individuel multiplié.

Devant le portail de la rue du Mirail, se trouve un pas-de-porte de quatre marches en pierre à degrés droits. La porte en bois à deux vantaux ouvre sur un escalier d'honneur entre murs à demi hors œuvre. Il s'agit d'un large escalier en pierre à deux volées droites de onze marches chacune, séparées par un repos. Les astragales des girons couvrent des sortes de rinceaux sculptés sur les contremarches. Au niveau du repos, un autre escalier droit tournant à gauche, dont les trois premiers degrés sont convexes, mène à une grande salle commerciale du premier étage. L'escalier d'honneur conduit à l'ancien pavillon où se trouve la cage d'escalier principale et à une cour surhaussée au premier étage. L'aménagement d'une cour intérieure au deuxième niveau est peu habituel, mais en y installant son escalier, l'architecte n'avait pas d'autres solutions (fig. 8 et 9).





Fig. 10. — Cage de l'escalier central.

Le portail d'entrée de la rue du Mirail, construit vers 1876, a de quoi surprendre pour une maison à loyers modestes. Mais, plus étonnant est l'escalier monumental. L'immeuble était alors habité par des artisans. Audubert leur offre un escalier d'honneur.

Cet escalier d'honneur conduit à une vaste cage centrale, occupée par un escalier droit suspendu, à cinq volées droites superposées, partant des caves jusqu'au toit terrasse. Elle est éclairée par une lanterne vitrée. Les paliers contournent un jour rectangulaire. Une rampe d'appui en pierre dure, sculptée sur les deux faces, est couronnée d'une main courante en fer (fig. 10).

Les noyaux au nombre de huit et placés aux angles du jour rectangulaire, sont des poteaux métalliques en double T, qui semblent être des rails de chemin de fer. A cette époque, les rails avaient l'avantage d'être en acier, plus résistant que la fonte, et de posséder un moindre encombrement que des colonnes de pierre. Ils pouvaient ainsi supporter de très lourdes charges et étaient fabriqués industriellement en série. C'est peut-être un tel détail curieux, qui révèle les qualités d'ingénieur dont se prévalait Audubert. Ne doutons pas qu'Audubert ait eu l'occasion d'examiner des ossatures en fonte déjà assez nombreuses dans la ville. Mais ces colonnes moulées et décorées étaient encore onéreuses. Il a pu juger que des rails seraient un matériau préfabriqué de substitution adéquate. On peut se demander s'il n'a pas travaillé auprès de la Compagnie générale des chemins de fer. En tant qu'ingénieur, la réponse est négative, mais en tant qu'entrepreneur, des recherches supplémentaires pourraient être effectuées. L'acquisition de ces rails n'a pu se faire que par un intermédiaire. Là où la plupart des architectes les auraient dissimulés dans un parement, il les laisse à l'état brut. C'est peut-être par fierté pour cette idée novatrice qu'il a montré l'utilisation détournée que l'on pouvait en tirer.

L'acte de prêt signale également que *l'éclairage au gaz est établi dans le grand escalier. Des sonneries électriques et des porte-voix correspondent de la loge du concierge au palier de tous les appartements*. Le gaz d'éclairage à bec AUER à incandescence était très fréquent. Utilisé dans les cages d'escalier, il pouvait aussi se trouver à l'intérieur des pièces. L'usage des sonneries électriques semble en revanche peu répandu en province. Voici ce qu'en dit, en 1861, la *Revue Générale d'Architecture*<sup>21</sup> : *Déjà, quelques applications de l'ordre de celles que nous recommandions aux architectes amis du progrès avaient été réalisées (volume XII). Elles se sont depuis multipliées, mais avec lenteur cependant en ce qui concerne la France. Nous croyons donc faire œuvre utile en appelant de nouveau l'attention sur des procédés qui peuvent si efficacement concourir à l'aménagement et au confortable des habitations particulières, ...*

Toutes les pièces comportent des cheminées engagées. Ce sont des cheminées industrielles de type "capucine simple" avec manteau en marbre de sciage fermé par un rideau métallique. Elles étaient très répandues à cette époque mais rarement dans les chambres à coucher. Les conduits d'évacuation de fumée sont adossés aux trumeaux des façades. Cette disposition existe à Bordeaux, mais rarement car elle

21. *Revue Générale d'Architecture*, Volume XIX, 1861, colonnes 193, 203 et suivantes, "Sonneries électriques pour appartements".

peut être considéré comme une source de déperdition de chaleur. En règle générale, les conduits sont placés contre les murs mitoyens et les murs de refend transversaux.

Toutes les pièces principales d'habitation sont éclairées par deux baies.

La distribution intérieure est mixte : appartements locatifs et configuration d'un hôtel de voyageurs avec café, restaurant, chambres. Le café et le restaurant communiquaient entre eux aux premier et deuxième niveaux, mais les gérants étaient différents. Audubert, en tant que logeur en garnis, se chargeait probablement de la location des chambres. Aucun document de l'époque ne signale l'hôtel de la Perle comme un hôtel de voyageurs.

La circulation intérieure donnant accès aux appartements et aux chambres était bien programmée. A l'intérieur des appartements, les pièces étaient indépendantes, leur dégagement se faisant par une antichambre à l'entrée du logis. Aux deuxième et troisième étages deux logements communiquant entre eux se trouvaient sur le côté gauche. La division de droite était constituée de sept chambres à louer de superficie égale, toutes communicantes entre elles et desservies par un corridor central. Cette disposition permettait de louer les chambres séparément ou non.

Cet aménagement entre appartements et chambres indique que l'architecte ne destinait pas leur location à une clientèle bourgeoise aisée, mais bien à la classe ouvrière. Sans doute influencé par la pensée du socialisme utopique du comte de Saint-Simon, il a tenté d'offrir à cette population laborieuse les commodités, les équipements et les innovations de l'époque et il contribue à sa manière "au progrès des sciences, des beaux-arts, et des métiers". En tant qu'artiste et artisan, il pourrait faire partie de ces "hommes dont les travaux sont d'une utilité positive à la société".

En établissant un lien entre les traditions vernaculaires, héritage de son milieu d'entrepreneur, et les progrès structurels de son temps, Audubert essaie de se hisser au rang des architectes bien informés. A sa manière, il suit la démarche des éclectiques.

## L'ornementation

Les ressources du répertoire décoratif le plus inattendu sont ici mises à contribution afin de donner de l'animation à la grille monotone et répétitive des pleins et des vides.

En pleine période d'éclectisme architectural, A. Audubert affirme son originalité en puisant ses références dans un corpus ornemental extrêmement varié et, bien souvent, inhabituel.

## La façade nord, rue Saint-François (fig. 5)

En ce qui concerne la décoration de la façade nord, une lecture aisée est contrariée par le décor non répétitif entre le deuxième et le troisième étage.

Commençons par l'axe central. Le portail inscrit dans deux travées s'élève sur deux niveaux. Il est encadré par deux pilastres couronnés par un chapiteau "tripartite", composé de longues feuilles échancrées recourbées, d'un griffon et d'un balustre de chapiteau ionique entouré par une ceinture en relief imitant une corde. Le balustre peut être considéré comme une liaison visuelle avec les consoles à volutes placées sous les extrémités des balcons. Ces deux chapiteaux identiques portent deux courts piliers surmontés par des chapiteaux toscans annelés qui soutiennent les extrémités de la plate-forme du balcon supérieur. Les longues feuilles et le griffon en pierre sculptée évoquent une inspiration romane. Les griffons seraient placés ici non pas en tant que gardiens d'un trésor, mais comme gardiens de l'immeuble.

Le linteau, qui est en fait le prolongement des pleins de travées adjacents, est décoré d'un aigle aux ailes déployées sous la plate-forme du balcon supérieur. Il est assis, position peu commune pour le roi des oiseaux, sur une corniche couverte de zinc finement ciselé. Sa facture est assez grossière. Cet emblème impérial fréquent dans la décoration des bâtiments officiels du règne de Napoléon III est rare, en revanche, dans les demeures privées.

Le bord du balcon ondulé est recouvert d'un lambrequin en tôle découpée semblable à celle de la corniche où l'aigle est assis. Notons que c'est l'unique balcon qui n'est pas soutenu par des consoles. Le garde-corps ajouré, en ferronnerie est très sobre. En son centre, est inscrit dans une ellipse l'emblème de l'architecture, le compas et l'équerre, qui figure assez habituellement sur les façades des maisons d'architectes bordelais. L'emblème a pris ici la forme d'un A, initiales d'Audubert et d'Antoine.

Le deuxième niveau est composé d'un arc en plein cintre arasé, posé sur les impostes des ailettes, qui cache en partie deux portes-fenêtres séparées toujours par le pilier central. Au-dessus de l'arc et pratiquement au centre de la façade, un portefaix assis, encastré dans une corniche, semble porter sur son dos la plate-forme du balcon supérieur. Il est en position de force. Ses bras et ses mains prennent appui sur la corniche, ses jambes sont repliées et, de chaque côté d'une agrafe non décorée, ses pieds reposent sur le rebord de l'arc arasé. Il porte le costume d'ouvrier de l'époque : chemise ouverte, manches retroussées et pantalon flottant. C'est la silhouette d'un homme mûr. Cette sculpture est en pierre renforcée par une armature de fer (cf. fig. 6).





Fig. 11. — Façade nord. Axe central, 4e niveau droite : mascarons.

En 1911, soit 17 ans après la mort d'Audubert, Maurice Ferrus, dans *Bordeaux pittoresque*, écrit : *La maison fut bâtie, il y a environ cinquante-cinq ans, par un architecte très original, M. Audubert. La construction du balcon étant terminée, M. Audubert en jugea insuffisante l'ornementation. (...) Ayant pris le croquis d'un de ses porte-pièces, comme ployé sous un lourd fardeau, il fit faire avec ce croquis une statue en pierre. Cette statue fut ensuite placée sous le balcon.* M. Ferrus pense donc que la statue, aurait été placée à cet endroit vers 1856, date de la construction de l'édifice. Nous réfutons cette datation beaucoup trop précoce à notre avis. En effet, c'est au cours de la décennie quatre-vingt, avec du retard sur la peinture, que quelques sculpteurs réalistes se tournent vers le monde du travail.

M. Ferrus ajoute qu'une légende est née autour de ce maçon porte-pièces, une trentaine d'années auparavant, soit vers 1881. Nous jugeons donc que la légende a été mise en circulation peu de temps après la pose de la statue, du vivant d'Audubert.

Mais en l'absence d'autres sources, nous nous en tenons à la version de M. Ferrus. La motivation de l'architecte n'aurait été que d' étoffer la décoration du portail. Il est vrai que, privé des statues de l'aigle et du portefaix, l'ornementation paraît bien insuffisante en comparaison avec celle du nouveau portail installé rue du Mirail. Il n'en reste pas moins

que le fait que cet ouvrier du bâtiment ait été placé au centre de l'édifice n'est pas innocent. L'ouvrier, et à travers lui l'entrepreneur de bâtisse, tient tout l'équilibre de l'immeuble sur son dos. L'équerre et le compas, symbole de nombreux corps de métier du bâtiment, sont placés en-dessous de lui, sur le balcon du premier étage, l'étage noble. Par cette représentation, Audubert rend ainsi hommage à toute la profession. C'est peut-être aussi un moyen d'afficher sa sympathie politique avec le monde ouvrier.

Les plates-bandes des embrasures des portes-fenêtres du quatrième niveau sont ornées chacune par un cartouche garni d'une tête. Les formes des cartouches, empruntées au baroque sont des enroulements végétaux en C. La mouluration, épaisse et grasse, multiplie ainsi renflements et saillies. Les visages au naturel d'un jeune homme et d'une jeune fille sont proéminents ; leur style est comparable à celui des mascarons bordelais du XVIIIe siècle (fig. 11). Parfois, des commanditaires et des architectes aimaient se faire représenter dans des mascarons. L'idée nous est venue qu'Audubert, cumulant ces deux tâches, avait pu accomplir la même démarche. Les deux visages traités avec davantage de réalisme que les autres appuieraient cette suggestion. Si c'est le cas, le bon sens voudrait que le visage féminin soit celui de Madame Audubert, se tenant auprès de son époux et du côté des maisons de son père, Jacques Videau.

Le premier étage présente, de chaque côté de l'axe médian, deux compositions ternaires répétitives séparées par une composition unique située entre deux pilastres. La décoration de l'embrasure et de la plate-bande des portes-fenêtres centrales est la réplique de celle de la baie entre les pilastres. Ce qui donne une alternance de la même décoration de guirlande, une baie sur deux. Quant aux deux fenêtres latérales de ces triplets, elles présentent des chambranles à deux larges fascies découpées dans les angles supérieurs. Les agrafes des plates-bandes représentent un écusson orné d'une ou de deux fleurs différentes. Leur dessin est naïf. Deux modillons galbés en talon avec décor floral ou végétal encadrent les plates-bandes et soutiennent les corniches de fronton. Ces éléments de modénature sont un rappel, à moindre échelle, des consoles de balcons voisins. Sur les corniches, sont disposés des frontons cintrés à une volute rentrante, tantôt à droite, tantôt à gauche, enserrant un motif floral partout différent. La tête des volutes touche les plates-formes des balcons supérieurs. Les trumeaux étant plus larges dans la division gauche, ces volutes dépassent les corniches. La mise en valeur de ces volutes réduit l'impact des horizontales. L'association entre les baies du premier et du deuxième étage se fait par leur intermédiaire ainsi que par celle des balcons.

Seules les plates-bandes du premier étage sont garnies d'écussons et de guirlandes identiques à motifs de fleurs, de feuilles ou de fruits.

Ces lignes ondulatoires et souples s'opposent à la décoration disposée entre les horizontales des corniches, entre le deuxième et le troisième étage, qui casse le rythme des symétries et déséquilibre l'ensemble du parement. Ceci est dû principalement à la reprise des frontons à une volute placés de part et d'autre de la ligne des pilastres latéraux, ce qui donne, sur la verticale un enroulement contrarié de volutes. D'autre part, ces volutes étant fort éloignées l'une de l'autre, la lecture horizontale manque d'enchaînement. Cependant, nous notons une répétition de motifs : quatre frontons triangulaires brisés, deux mufles de lion au milieu d'arabesques florales, et deux compositions florales. Des repentis de traitement de relief sont visibles derrière les frontons brisés. La dispersion des éléments décoratifs rompt l'harmonie "classique" que l'on s'attendrait à trouver sur une façade monumentale.

Le surhaussement de l'entablement central, par rapport aux deux pignons en appentis latéraux est rattrapé par deux sculptures d'atlantes, à chaque coin. Les atlantes sur la façade sont engainés au sommet d'un aileron à volute supérieure rentrante et inférieure sortante. Une grande et large feuille d'acanthe couvre la partie supérieure du galbe, suivies de quatre grosses perles en bas-relief. Les corps sont vigoureux, les visages des jeunes hommes sont expressifs, leurs longs cheveux flottent au vent. Les bras relevés au-dessus de leur tête soutiennent la corniche d'entablement. Un autre atlante comble le retour d'angle (celui du côté gauche est pratiquement invisible). Leur morphologie et leur visage ressemblent plutôt à ceux d'enfants ou d'adolescents. Ces atlantes, trop réalistes, n'ont pas le physique usuel de l'emploi et font preuve d'originalité (fig. 12).

#### La façade ouest, rue du Mirail

Le portail (fig. 13) occupe l'espace de deux travées sur deux niveaux. Sur un pas-de-porte de quatre marches, ce portail est formé d'une porte bâtarde, d'une traverse d'imposte, toutes deux en menuiserie, et d'un châssis de tympan ajouré en éventail en ferronnerie. Ils sont inscrits dans une embrasure en arcade à ébrasement à ressauts. Un atlante et une cariatide sur socle se font face dans les écoinçons. L'agrafe décorative débordement sur l'intrados.

L'atlante est vêtu depuis la taille d'un drapé noué garni d'une fibule à tête de lion. Il tient une lunette de la main gauche et semble lorgner les seins de la jeune femme. En effet, la cariatide porte un voile tout le long de son dos et un drapé depuis ses hanches, mais son torse est nu. Son regard et son bras droit nous invitent à regarder l'ornementation centrale. Les socles sur lesquels les deux personnages se tiennent sont couverts de feuilles d'acanthe et d'une grappe de raisins.

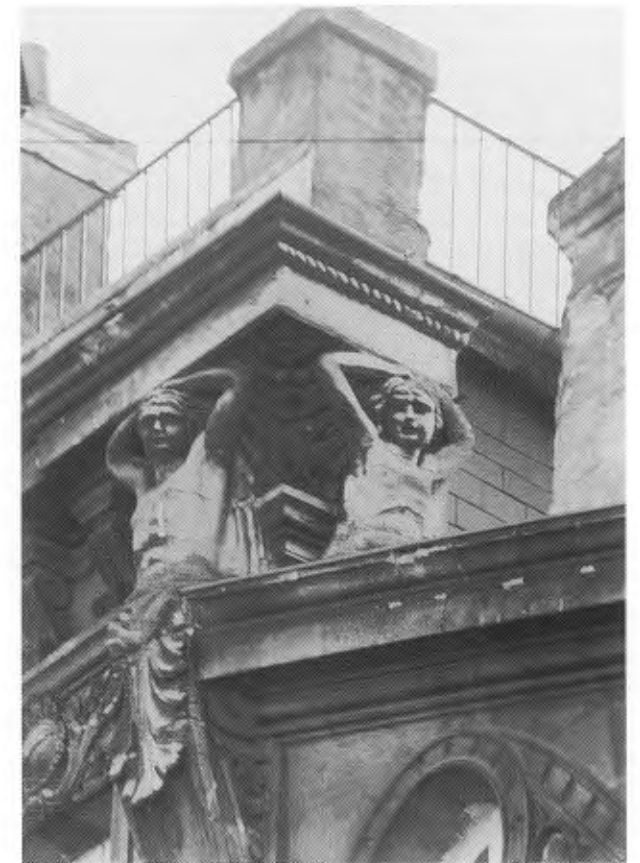


Fig. 12. — Façade nord. Côté droit, 5e niveau droite : atlantes.

L'agrafe est composée d'une fleur de lys, de roses, d'une coquille et de trois putti. L'esthétique est empruntée au style Louis XV. L'aspect féminin de la coquille, l'aspect phallique du lys et les roses, symboles de l'amour, participent au symbolisme de fécondité, de prospérité et de chance. Les putti renforcent le thème principal de l'ensemble auquel ils participent. Ils tiennent dans la main droite une masse, dans la main gauche, sans doute, un ciseau et semblent très absorbés dans leur travail. Ils ressemblent à ceux laissés par les tailleurs de pierre sur des ouvrages construits par eux. Cela laisserait supposer qu'Audubert ait suivi l'apprentissage des compagnons ou emprunté leur signature ou fait travailler des compagnons.

Les panneaux supérieurs des deux vantaux de la porte sont ornés d'accessoires emblématiques ; à droite, les instruments de l'artiste : crayon, pinceau, palette et papier roulé ; à gauche, ceux de l'architecte : compas, équerre et règle, complétés par le résultat de leur travail, un chapiteau ionique.





Fig. 13. — Le portail de la rue du Mirail.

Est-ce une belle histoire d'amour qui nous est racontée là ou une allégorie dédiée à la prospérité des architectes ?

A la même époque, Charles Durand construit l'hôtel du Paty (place Jean Moulin) et place en façade quatre cariatides de facture classique. Notre cariatide n'en est qu'une pâle interprétation. Quant à l'atlante, traité avec humour, il est peut-être le seul en France à posséder une longue vue. Audubert ose une création divertissante et sans doute moqueuse qui tourne en dérision l'héritage classique. Ce trait marque une grande indépendance d'esprit.

En fait, en tant qu'architecte-entrepreneur-propriétaire, Audubert prend le parti d'offrir une autre façon de décorer un immeuble bordelais. En se libérant du carcan étroit des normes classiques locales, il se permet une interprétation personnelle des styles à grand renfort de citations audacieuses et de fantaisie, mais aussi de maladresse. C'est essentiellement par la surcharge ornementale, par la répartition désordonnée de la décoration et par quelques éléments originaux que cette demeure se distingue. C'est une façon pour Audubert d'affirmer une indépendance, une individualité mais aussi de présenter l'éventail de ses savoir-faire. La décoration des façades de sa maison-atelier ne serait-elle pas, aux regards de ses futurs clients, un catalogue à ciel ouvert ?

Cet éclectisme néo-baroque fut-il apprécié de la bourgeoisie bordelaise ? On peut en douter. Manquant de solides bases d'apprentissage d'ornemaniste, Audubert juxtapose, sans coordination réelle, une profusion d'éléments disparates qui nuisent à l'homogénéité de l'ensemble. Il n'a pas totalement compris l'enjeu du mouvement éclectique. L'architecte qui souscrit à l'éclectisme cherche une synthèse harmonieuse des styles. Seuls les ornements éclectiques de très grande qualité parviennent à s'élever au-dessus d'un niveau purement imitatif. Il faut être un véritable créateur, maître de son art, pour produire un chef-d'œuvre ; peu y parviendront. Audubert a peur du vide architectural. Son goût est orienté vers le faste et le pompeux à moindre coût, sans coordination vigoureuse. Il sera plus tard reconnu comme un architecte très original, d'esprit bizarre et fantaisiste, et son expérience restera isolée.

#### La décoration de la rampe d'escalier

L'acte conditionnel de prêt de 1863 signale : *"au centre de l'édifice se trouve le grand escalier à marches et rampe en pierre dure sculptée conduisant des caves sur la terrasse"*. Nous n'en savons pas plus, mais cela nous indique que des sculptures situées sur la rampe d'appui étaient terminées en 1863. Rappelons que l'escalier suspendu est composé de cinq volées droites superposées ; chaque palier contourne un jour rectangulaire et comprend trois retours à gauche. Les deux faces de la rampe d'appui sont sculptées. Les quatre noyaux métalliques situés aux extrémités du jour délimi-

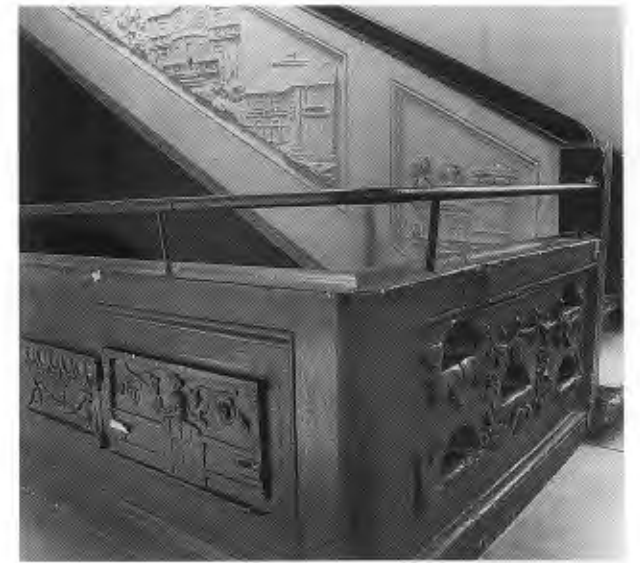


Fig. 14. — Grand escalier, face interne.

tent l'encadrement de panneaux sur la face externe de la rampe. Les rampes des deuxième retours à gauche des paliers et des montées d'escalier comprennent donc trois panneaux, divisés en deux petits panneaux à l'intérieur des noyaux des extrémités et en un panneau central beaucoup plus étendu (fig. 10).

La facture des motifs sculptés est assez grossière en particulier sur la face externe qui est aujourd'hui couverte d'une épaisse peinture ocre blanc ; la face interne est rouge foncé. Il est fort dommage que nous n'en sachions pas plus sur l'identité du sculpteur et surtout sur ses sources, car la signification de la plupart de ces bas-reliefs nous reste obscure. On peut toujours imaginer que des dessins préparatoires aient été exécutés par A. Audubert, et ensuite mal reproduits. Cependant, cette hypothèse paraît peu plausible. En tant qu'entrepreneur ou architecte, même sans talent, Audubert devait maîtriser les principes élémentaires du dessin d'architecture que nous ne trouvons absolument pas ici, tout au moins jusqu'au palier du quatrième étage.

De nombreux ouvrages et revues diffusaient des planches illustrées qui ont pu inspirer le dessinateur, en particulier la *Revue Générale d'Architecture*. Cependant, nous envisageons plutôt un rapprochement avec des vignettes illustrant les chapitres de revues, de livres ou des croquis d'après nature, mais nos nombreuses recherches sur ces figures sont restées vaines.

La face interne est principalement consacrée aux motifs décoratifs (fig. 14). Les bas-reliefs sur la face externe développent le thème de l'architecture des origines jusqu'au XIXe siècle, dans une chronologie certes cahotante mais





Fig. 15. — Frontispice de la "Revue Générale d'Architecture".

plus ou moins respectée depuis le rez-de-chaussée jusqu'au dernier niveau. Mise à part cette relative suite chronologique, la logique de la narration nous échappe. L'interprétation de ces bas-reliefs pose un réel problème. Il ne s'agit pas d'une Histoire de l'architecture, des monuments plus représentatifs de chaque époque auraient été évoqués. Cinq monuments de Bordeaux indiqueraient aussi une orientation régionale.

Nous commençons l'ascension par l'Antiquité suivie de la Préhistoire ; l'inverse aurait été souhaitable. Au premier étage, nous marquons une pose avec une interprétation du frontispice de la *Revue Générale d'Architecture*<sup>22</sup> (fig. 15). Le maître et son disciple sont isolés du dessin qui a servi de modèle. L'indépendance des deux hommes par rapport aux artisans du bâtiment n'est sans doute pas fortuite, elle marque une séparation entre les décideurs et les travailleurs. Le disciple a pris les traits d'un étudiant ou d'un fils écoutant les conseils de son père. Les ouvriers au travail représentent les différents corps de bâtiment tra-

vaillant sous les ordres d'un entrepreneur, métier des familles Audubert et Videau. Deux bas-reliefs, peut-être un monument funéraire et une colonne brisée, encadrent les ouvriers mais ne nous aident pas à la compréhension de l'ensemble (fig. 16-17-18).

La *Revue Générale d'Architecture et des Travaux Publics* commente l'actualité de tous les aspects d'activité liés au bâtiment et aux travaux publics d'intérêt général. Elle est considérée comme l'un des principaux forums de l'éclectisme. Son directeur, César Daly, ouvre les colonnes de sa revue aussi bien aux adeptes de ce mouvement qu'à ses détracteurs. Il prône un éclectisme mesuré consistant à faire usage des styles historiques tout en faisant appel aux procédés les plus novateurs de l'art de bâtir. Avec ses somptueuses planches gravées sur acier, cette revue touche un large public au delà même des professionnels du bâtiment<sup>23</sup>. A. Audubert faisant partie de cette mouvance éclectique, il n'est pas étonnant qu'il s'inspire clairement des modèles et des idées diffusés dans la *Revue*.

Du premier au deuxième étage, différents types de constructions médiévales sont dessinés à la manière de petites vignettes. Hors contexte, leur sens reste hermétique. Ce n'est qu'une succession de constructions civiles sur fond minéral et végétal : pont, phare, tour-porche, tours, aqueduc, arc monumental, donjon et guette. Certes, les réflexions sur l'architecture médiévale sont dans l'esprit de l'époque, mais nous sommes ici en présence d'édifices non significatifs pour appréhender les modes de construction de cette période.

Sur le palier du deuxième étage, apparaît l'église Sainte-Croix avant les restaurations d'Abadie (1863)<sup>24</sup>. C'est le premier édifice bordelais qui est présenté ici. Sa construction est antérieure à celle de l'église Saint-Seurin, placée un peu plus haut. Ensuite le sacré côtoie le profane, car à sa suite nous trouvons une bâtisse inconnue de style renaissance.

Notons qu'à partir d'ici toute préoccupation chronologique disparaît. Une porte cochère ou porte d'entrée de ville médiévale précède la porte d'Aquitaine du XVIIIe siècle, dont l'original est d'ailleurs proche de l'immeuble. Suivent un temple romain, une porte monumentale d'époque indéterminée, l'église Saint-Seurin, un drapeau en haut d'une tour et quatre ordres d'architecture, placés dans une progression anachronique, corinthien, ionique, toscan et

22. M. Saboya, Demeures et ateliers d'architectes à Bordeaux..., *Le Festin*, n° 29, février 1999, p. 92 (reprod.).

23. M. Saboya, *Presse et architecture au XIXe siècle*, Paris, Picard, 1991.

24. Cf. Chronologie des projets et travaux établie par Cl. Larroche, *Paul Abadie architecte (1812-1884)*, Paris, R.M.N., 1988, pp. 146-148.

dorique. Une tour-lanterne et un campanile, tous deux probablement romans, se font face et encadrent la porte de la Grosse Cloche du XVe siècle. Cet amalgame anarchique échappe à toute logique analytique.

Un intérieur d'édifice inconnu avec deux personnages, côtoyant l'église Saint-Michel, a donné lieu à différentes explications de la part des curieux (fig. 37). Après vérification, nous restons dans l'expectative. Les diverses hypothèses sont les suivantes : intérieur de la chapelle de l'hôpital Saint-André : la ressemblance est lointaine ; intérieur d'une loge maçonnique : sans annotation symbolique cela paraît peu probable ; intérieur de la synagogue de la rue Causserouge, voisine de l'immeuble : mais les deux intérieurs sont trop dissemblables ; intérieur d'une chapelle avec un autel surmonté d'un ciborium : mais laquelle ? Nous avons mentionné la porte d'Aquitaine, la Grosse Cloche et l'église Saint-Michel, cette chapelle aurait donc pu se situer dans ce triangle géographique. Une vérification dans les édifices religieux encore existants aux alentours ne nous a pas donné satisfaction. Non loin du bas-relief où figure l'église Saint-Michel et faisant face à la Grosse Cloche, se situe un moine revêtu de l'habit des Franciscains (fig. 38). Ce serait peut-être là une piste. L'immeuble, rue Saint-François, est non loin de l'ancien couvent des Cordeliers. Malheureusement, nous n'avons pas trouvé de reproduction des chapelles de ce couvent. Ce Franciscain est peut-être saint Antoine de Padoue. Le livre et la croix qu'il tient à la main sont des attributs communs à ce saint, qui est, de plus, le saint patron de notre architecte.

A partir de l'église Saint-Michel, nous entrons dans un développement de quelques éléments d'architecture gothique : clôture d'église, église, cloître, croisée, maison.

En groupant les thèmes abordés, du premier au quatrième étage, nous constatons que les aspects de l'architecture médiévale sont largement représentés, surtout en ce qui concerne l'architecture religieuse chrétienne. Nous notons la présence du roman avec l'église Sainte-Croix de Bordeaux, l'église Saint-Seurin de Bordeaux, une tour lanterne, un campanile ; la présence du gothique avec des églises, une clôture de chapelle, une galerie de cloître ainsi que le gothique-renaissance avec l'église Saint-Michel de Bordeaux. L'architecture médiévale est également illustrée par des constructions civiles : ponts, tour-porche, porte de la Grosse Cloche à Bordeaux. L'architecture militaire et l'architecture privée y trouvent également leur place.

Nous remarquons aussi une prédominance de certains thèmes : des tours, des colonnes, des portes ou des porches.

L'architecture Renaissance est peu figurée. Quant aux architectures postérieures, elles sont oubliées jusqu'au XIXe siècle, mise à part la porte d'Aquitaine à Bordeaux qui date du XVIIIe siècle.



Fig. 16. — 1er étage, palier, 1er retour à gauche. Interprétation du frontispice de la "Revue Générale d'Architecture", dessiné par Henri Labrousse. Un jeune homme, avec un portefeuille, et son maître avec un parchemin (un plan ?) entre les mains.

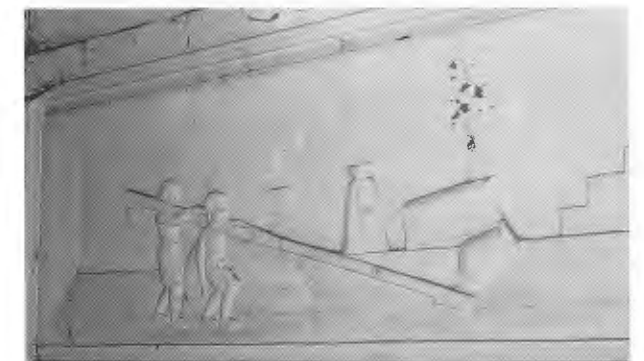
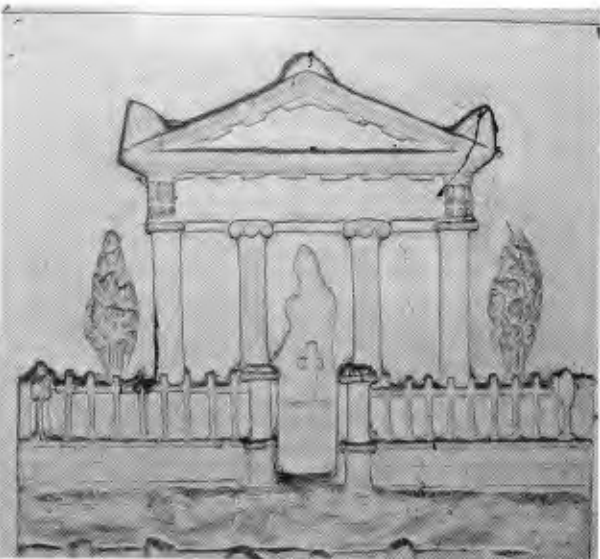
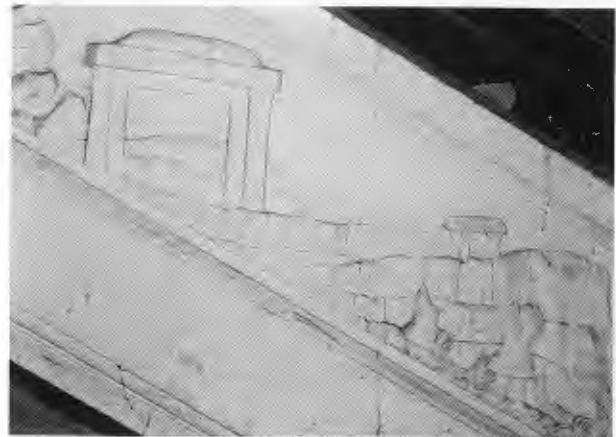
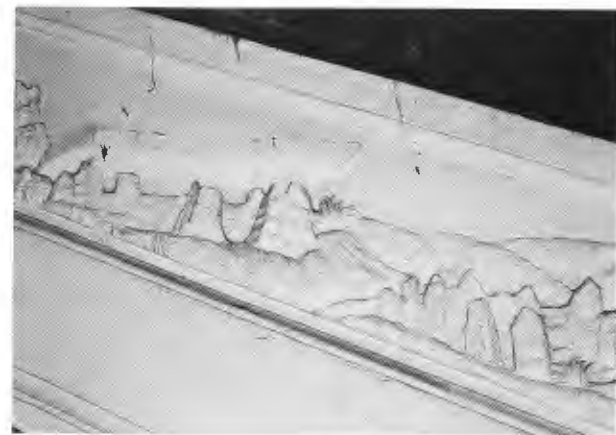


Fig. 17. — 1er étage, palier, panneau central. Interprétation du frontispice de la "Revue Générale d'Architecture". Deux charpentiers.



Fig. 18. — 1er étage, palier, panneau central. Interprétation du frontispice de la "Revue Générale d'Architecture". Un portefaix, deux forgerons, un tailleur de pierre.





19 | 23  
20 |  
21 |  
22 | 24

Fig. 19. — Rampe entre le rez-de-chaussée et le 1er étage, haut du panneau central. Cromlech et dolmen.

Fig. 20. — Rampe entre le rez-de-chaussée et le 1er étage, bas du panneau central. Mur cyclopéen et porte monumentale.

Fig. 21. — Rez-de-chaussée, palier, panneau central. Monuments antiques : pyramide et arc plein cintre.

Fig. 22. — Rampe entre le 2e et le 3e étage, haut du panneau central. Les trois ordres : corinthien, ionique, dorique.

Fig. 23. — Rez-de-chaussée, palier, panneau central. Monuments antiques romains.

Fig. 24. — 1er étage, palier, 1er panneau. Derrière un bahut ouvert portant une grille, une croix latine sur piédestal et un temple ionique (monument funéraire ?).



Fig. 25. — Monuments antiques.

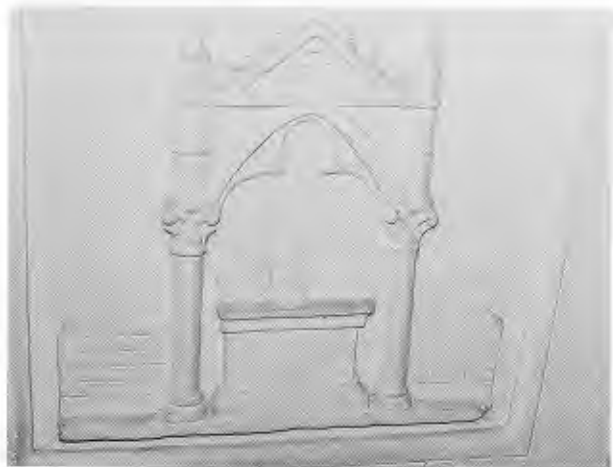
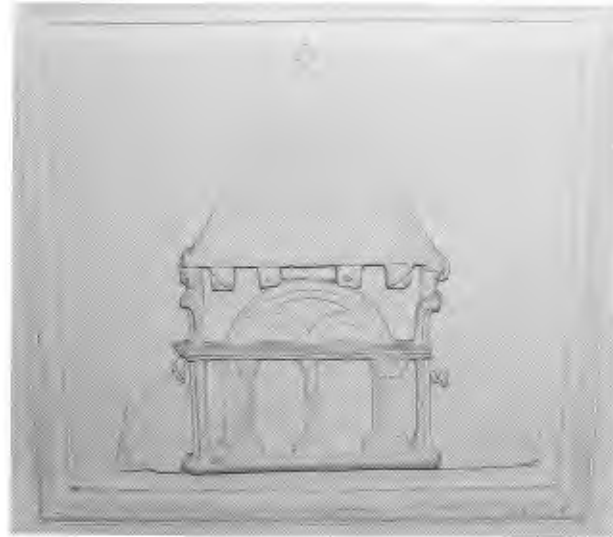
Fig. 26. — 1er étage, palier, 3e panneau. Colonne détruite.

Fig. 27. — 1er étage, palier, 3e retour à gauche. Pont médiéval.

Fig. 28. — 2e étage, palier, 1er panneau. Donjon et guette (architecture médiévale militaire).

Fig. 29. — Rampe entre le 2e et le 3e étage, 3e panneau. Tour-lanterne (architecture romane).





30 | 34 Fig. 30. — 3e étage, palier, 1er panneau. Campanile roman.

31 | — Fig. 31. — 3e étage, palier, 3e panneau. Autel et ciborium gothique.

32-3 | 35 Fig. 32/33. — Rampe entre le 3e et le 4e étage, panneau central, détails. Coupole romane et galerie de cloître gothique.

Fig. 34. — Rampe entre le 3e et le 4e étage, 3e panneau. Eglise gothique.

Fig. 35. — La Renaissance : retour à l'antique (?).

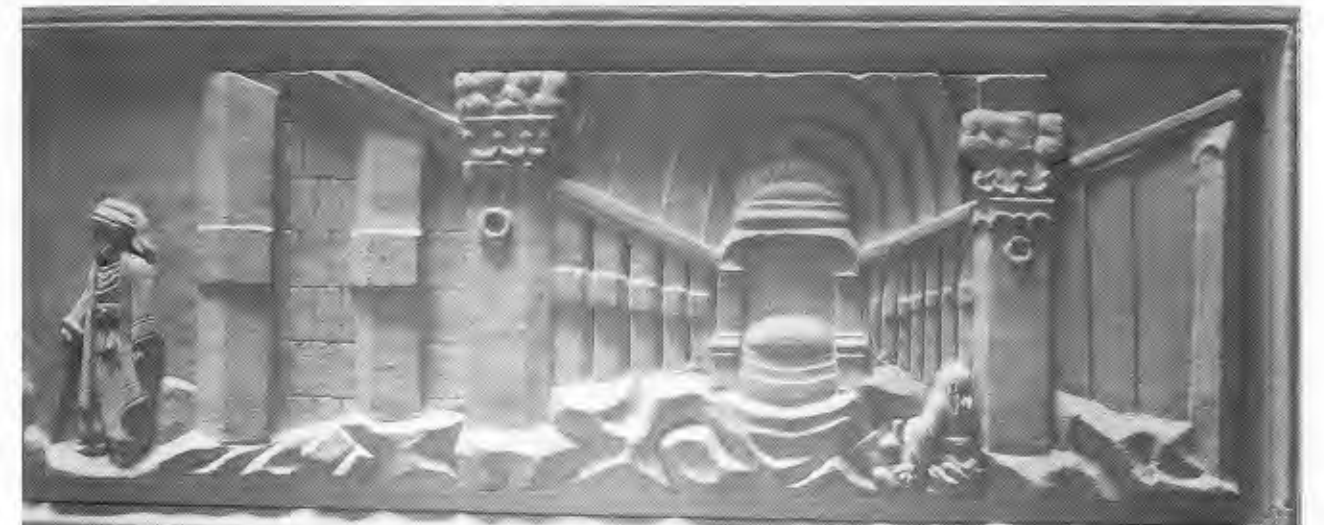
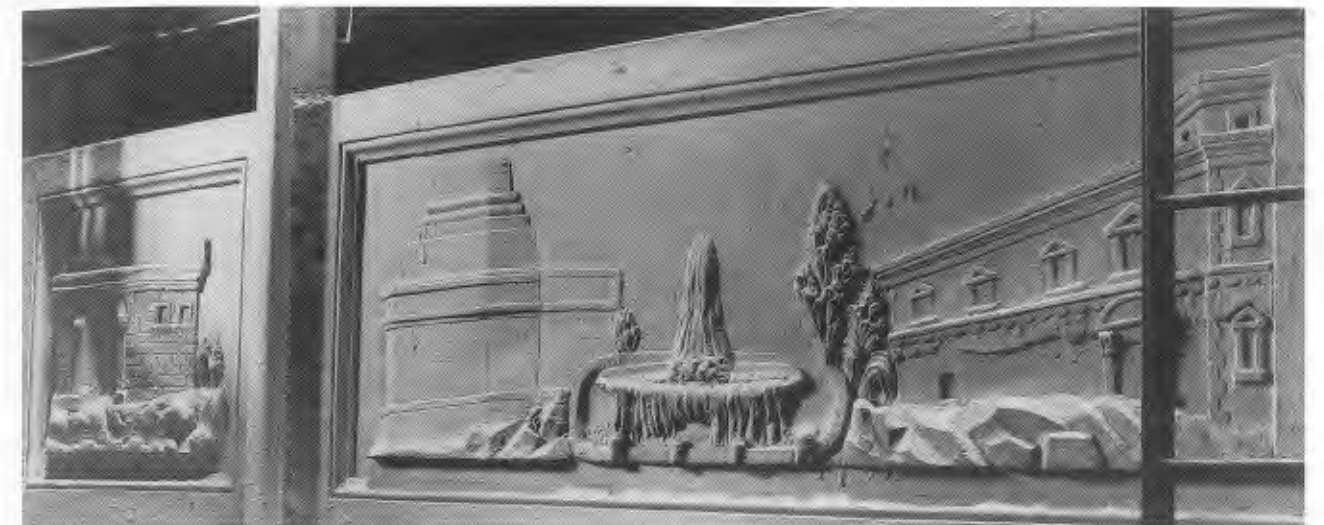


Fig. 36. — Palais et fontaine Renaissance.

Fig. 37. — Edifice religieux (?).

Fig. 38. — Le moine.





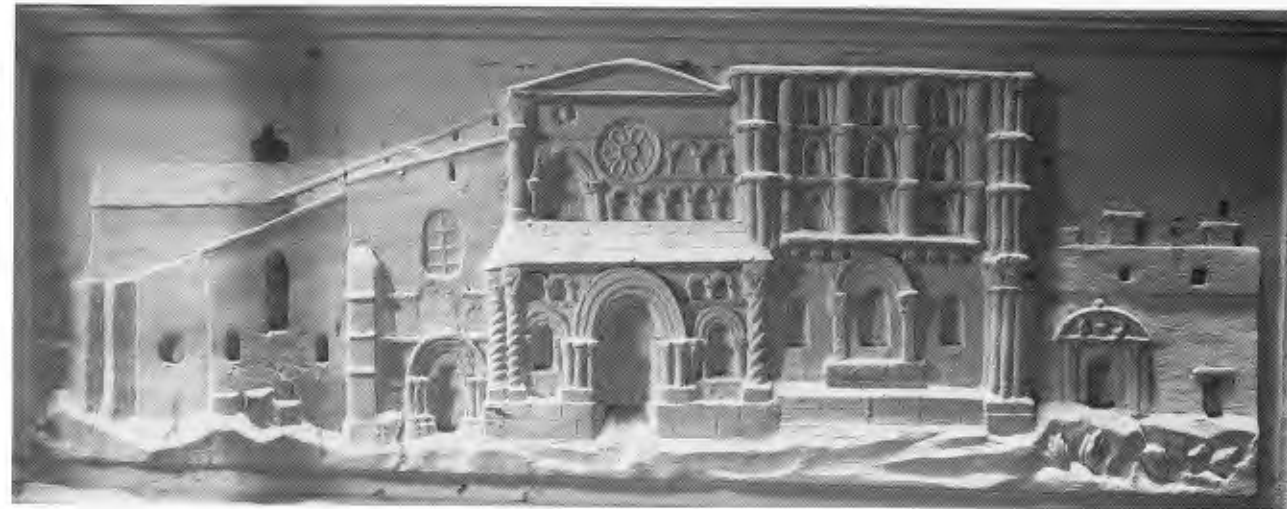


Fig. 39. — Sainte-Croix.

Fig. 40. — Saint-Seurin.

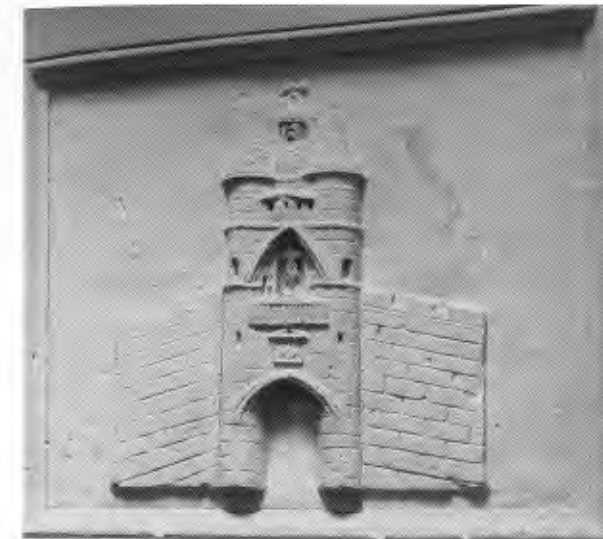
Fig. 41. — Saint-Michel.

Fig. 42. — La Grosse cloche.

Fig. 43. — La porte d'Aquitaine.



	39	42	43
40			
	41		



Cinq monuments de Bordeaux sont ici représentés : église Sainte-Croix, église Saint-Seurin, église Saint-Michel, la Grosse Cloche et la porte d'Aquitaine (fig. 39 à 43).

La représentation d'une locomotive sur le palier du quatrième étage marque l'entrée dans le XIXe siècle (fig. 44). La mise en place des réseaux de chemin de fer Bordeaux-La Teste en 1841, Bordeaux-Paris en 1851 et Bordeaux-Bayonne en 1855 a favorisé le développement de quartiers suburbains et la création de stations balnéaires. En parallèle, la bourgeoisie en plein essor a entraîné une intensification constructive de maisons individuelles. Dans les nouveaux quartiers de Bordeaux et le long des boulevards de ceinture, la maison bourgeoise affiche son éclectisme<sup>25</sup>. Dans les nouvelles villes balnéaires, d'Arcachon à Biarritz, se multiplient les références pittoresques : vernaculaire, rustique, orientale, exotique<sup>26</sup>. Après 1850, la culture architecturale délibérément éclectique favorise ces croisements. Bon nombre de ces maisons de villégiature naissent de cette hybridation.

A. Audubert donne neuf exemples de maisons de forme différente qui reflètent bien l'habitat individuel de son époque (fig. 45 à 49). Deux d'entre elles, de part et d'autre de l'hôtel de La Perle possèdent des toits-terrasses. Leurs projections sont beaucoup plus rigoureuses que celles des autres demeures, les proportions et la perspective sont mieux rendues. Ceci nous incite à penser qu'Audubert était spécialisé dans la construction de maisons individuelles. Ces reproductions peuvent être considérées soit comme des esquisses soit comme des réalisations de l'architecte-entrepreneur au même titre que son hôtel. Ces maisons ou ces esquisses auraient été exécutées avant la finition de la rampe. Elles seraient donc les fruits de la société de construction Videau-Audubert ou de l'entreprise Audubert. A. Audubert est décédé à Arcachon, chez un neveu de sa femme, lui-même entrepreneur et il a travaillé jusqu'à la fin de sa vie, son inventaire après décès nous en



donne foi. Certains bas-reliefs présentent des similitudes avec des maisons construites autour du bassin d'Arcachon, à la même époque. Mais A. Audubert ne figure pas parmi les architectes répertoriés ayant œuvré dans cette contrée, et les archives touchant les activités des entrepreneurs sont aussi inexistantes qu'à Bordeaux. Ses possibles constructions restent dans l'anonymat à moins qu'elles ne soient représentées ici.

A. Audubert présente la façade nord de son immeuble, l'hôtel de la Perle, sur le palier du quatrième étage (fig. 52). Si les lignes générales correspondent à la réalité, on remarque

25. R. Coustet, M. Saboya, *Bordeaux le temps de l'histoire. Architecture et urbanisme au XIXe siècle*, Bordeaux, Mollat, 2000.

26. *La ville d'hiver d'Arcachon*, Paris, I.F.A., 1983.

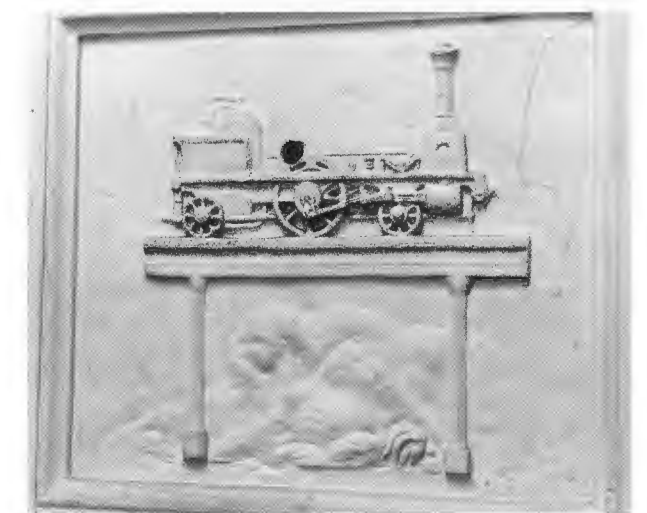


Fig. 44. — 4e étage, palier, 1er retour à gauche. Locomotive et viaduc.





Fig. 45. — Maisons individuelles : styles néomédiéval et classique.



Fig. 47. — Maison individuelle : style classique français.



Fig. 46. — Maisons individuelles : styles italien.





Fig. 48. — Maison individuelle : villa balnéaire.

quelques variantes. La verticale de l'axe central est accentuée par un belvédère "italien" et par un oriel placé au troisième niveau au-dessus du portefaix. La disposition des vitrines du premier niveau est symétrique et l'ornementation asymétrique entre le troisième et le quatrième niveau est supprimée. Une balustrade en pierre borde le toit-terrasse.

L'acte conditionnel de prêt de 1863 fait état de *la rampe en pierre dure sculptée conduisant des caves sur la terrasse*. Nous en avons conclu que l'exécution des bas-reliefs était terminée à cette date. Cependant la présence des modifications apportées sur la façade de l'hôtel peut remettre en cause la datation des bas-reliefs à partir du palier du quatrième étage. A moins qu'Audubert ne soit un visionnaire, l'exécution d'oriel et de sculpture d'ouvrier débute aux environs de 1880. Ce qui induirait que les bas-reliefs réalisés, à partir du palier du quatrième étage, seraient d'exécution plus tardive. Cependant, nous remarquons des imperfections au quatrième niveau, de fines bandes de stucs ont glissé. Cela signifierait que ce bas-relief a été retouché et que l'aigle, le portefaix et l'oriel ont été ajoutés par la suite.

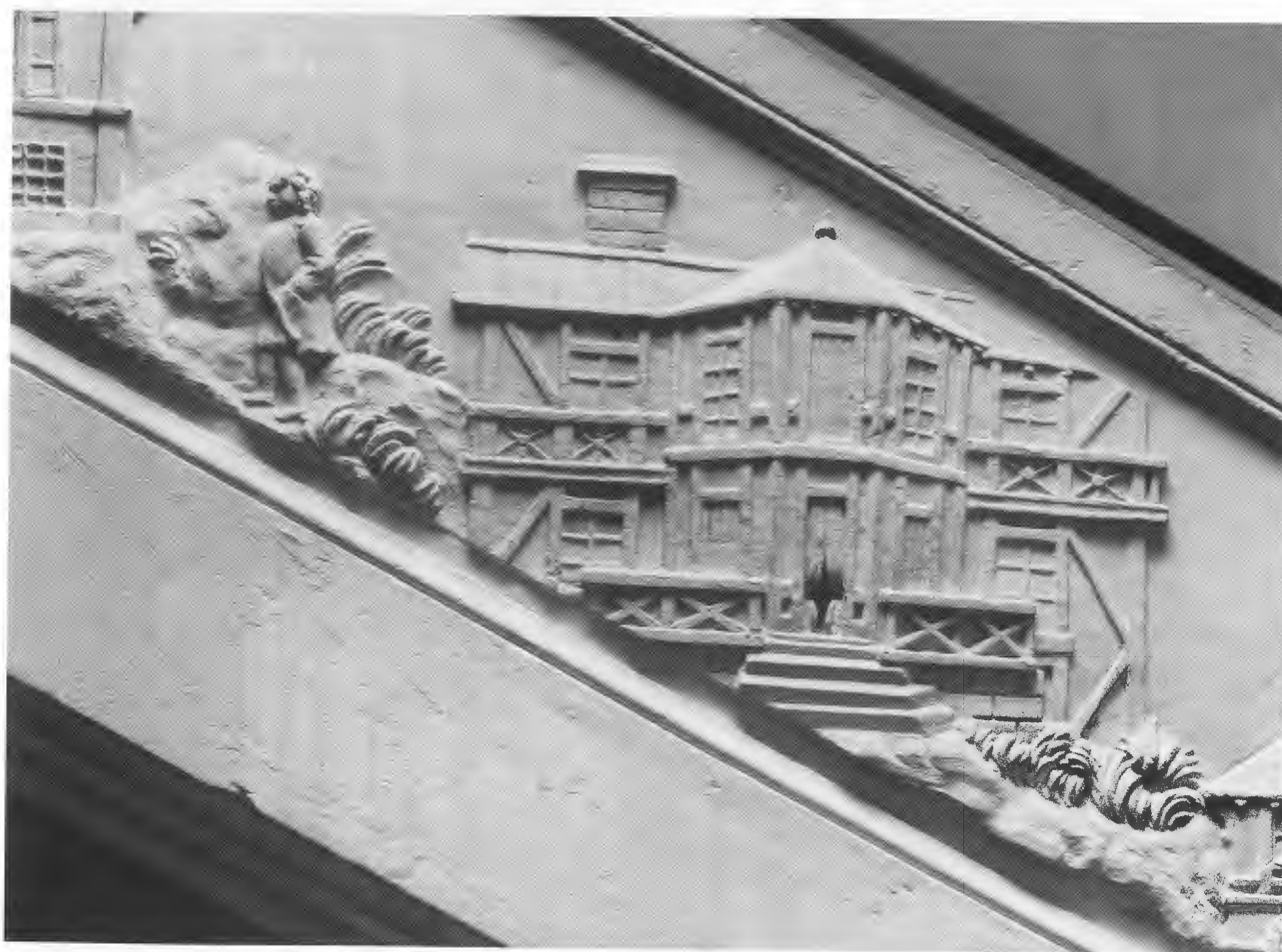


Fig. 49. — Maison individuelle : chalet montagnard.

Toute une série d'ornements est représentée sur la face interne de la rampe d'appui. Le thème des trophées d'armes romaines est développé entre le premier et le deuxième étage. Les motifs végétaux, seuls ou dans des compositions, sont les plus nombreux ; s'y insèrent deux bucranes, une tête de bouc, une chouette et quelques visages humains. Il s'agit d'une suite de motifs décoratifs banals et de qualité médiocre (fig. 50 et 51). Trois habitations du XIXe siècle et une serre prennent place sur le palier du quatrième étage.

Nous avons déjà vu qu'Audubert n'aimait pas le vide. Dans cet esprit, tous ces bas-reliefs joueraient alors un rôle de remplissage et se limiteraient à une fonction ornementale, sans liaison narrative. Sa façade nord est parsemée d'éléments disparates sans réel enchaînement. Partant de ce raisonnement, les bas-reliefs seraient une juxtaposition de croquis placés sans cohérence lisible, peut être pris dans un ancien cahier d'étude, précieux aux yeux de son auteur. Quitte, une nouvelle fois, à se démarquer du bon goût bordelais, il habille l'extérieur de la rampe d'une création tout à fait personnelle. Par contre, pour la décoration intérieure de la rampe, il expose un catalogue de motifs utilisés en art décoratif. Ainsi sur la même rampe, il nous soumet une face à cachet très personnel, presque ludique, et une autre à caractère plus professionnel.

A notre connaissance, ce type de décoration très diversifiée, sur une rampe d'escalier, est unique. C'est encore une originalité de notre architecte.

Au cours de cette étude nous avons essayé d'apprécier le travail d'un architecte-entrepreneur original. Son goût bizarre ne remet pas en cause ses compétences de bâtisseur : l'immeuble tient toujours debout. Il sait utiliser au mieux les fondations existantes, adopte quelques-unes des dernières données architectoniques et se préoccupe du confort et du bien-être de ses locataires.

Parmi ses idées architecturales novatrices, nous retiendrons l'établissement d'un toit-terrasse avec un lavoir et l'installation de rails en guise de noyaux d'escalier, laissés à l'état brut.

Pour une maison à loyer destinée à de modestes travailleurs, Antoine Audubert n'a pas lésiné sur les effets grandiloquents. Bien évidemment, les caractéristiques les plus évidentes de cet immeuble résident dans la redondance décorative extravagante des façades. Quelques originalités comme l'atlante à la lunette, détourné de son emploi habituel et surtout la statue du portefaix attirent sans aucun doute les regards, les questions et les commentaires. Les deux escaliers, moins visibles, sont eux-aussi uniques. L'un, par sa somptuosité gratuite, n'a pas lieu d'être et l'autre, par son foisonnement de mystérieux bas-reliefs, n'a pas fini de nous proposer son énigme.

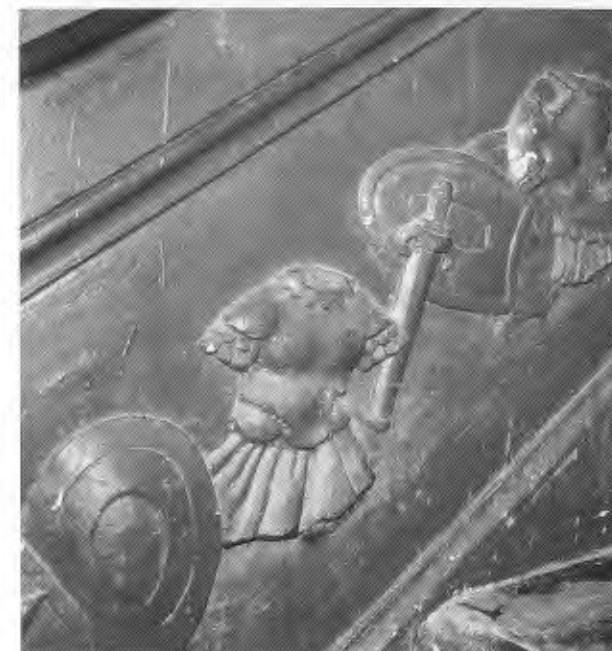


Fig. 50 et 51. — Rampe entre le premier et le deuxième étage. Trophées d'armes romaines.

Délivré des contraintes d'un commanditaire, Antoine Audubert peut décider de tout. A l'approche de ses quarante ans, il se fait plaisir et construit vraisemblablement la maison à loyer de ses rêves. Un tel exercice permet toutes les



audaces mais présente un risque si elles ne sont pas appréciées par la future clientèle. Bordelais de souche, élevé dans le milieu du bâtiment, connaissant donc la culture et le goût de ses compatriotes, nous serions curieux de savoir pourquoi il a placé une décoration aussi téméraire et non dénuée d'humour sur ses façades. Était-ce seulement pour exposer un échantillonnage de son savoir faire d'ornemaniste ? N'a-t-il pas cherché à sortir du statut d'entrepreneur de bâtisse pour être, enfin, reconnu comme architecte ? L'édification de sa demeure, véritable vitrine de son savoir, devait certainement marquer une étape dans sa vie. Dans cette intention, il a adopté un choix non conventionnel de décoration pour se démarquer avec force de ses collègues et

leur montrer ses capacités. L'édifice aurait été situé dans une meilleure perspective, dans un quartier un peu plus cossu, construit avec des matériaux nobles et avec plus de rigueur dans l'emploi des éléments éclectiques, Audubert aurait peut-être vu un rêve se réaliser : entrer dans le sérail des architectes chevronnés, ceux qui font partie de la Société des architectes de Bordeaux et qui vont donner leur mesure avec la construction du cours d'Alsace-et-Lorraine et des rues voisines qui débute en 1868. L'immeuble de rapport du second Empire d'Antoine Théodore Audubert reste atypique. Il mérite cependant d'être mieux connu. Mais il demande aussi une protection contre les dégradations et les agressions quotidiennes et nécessite une restauration.

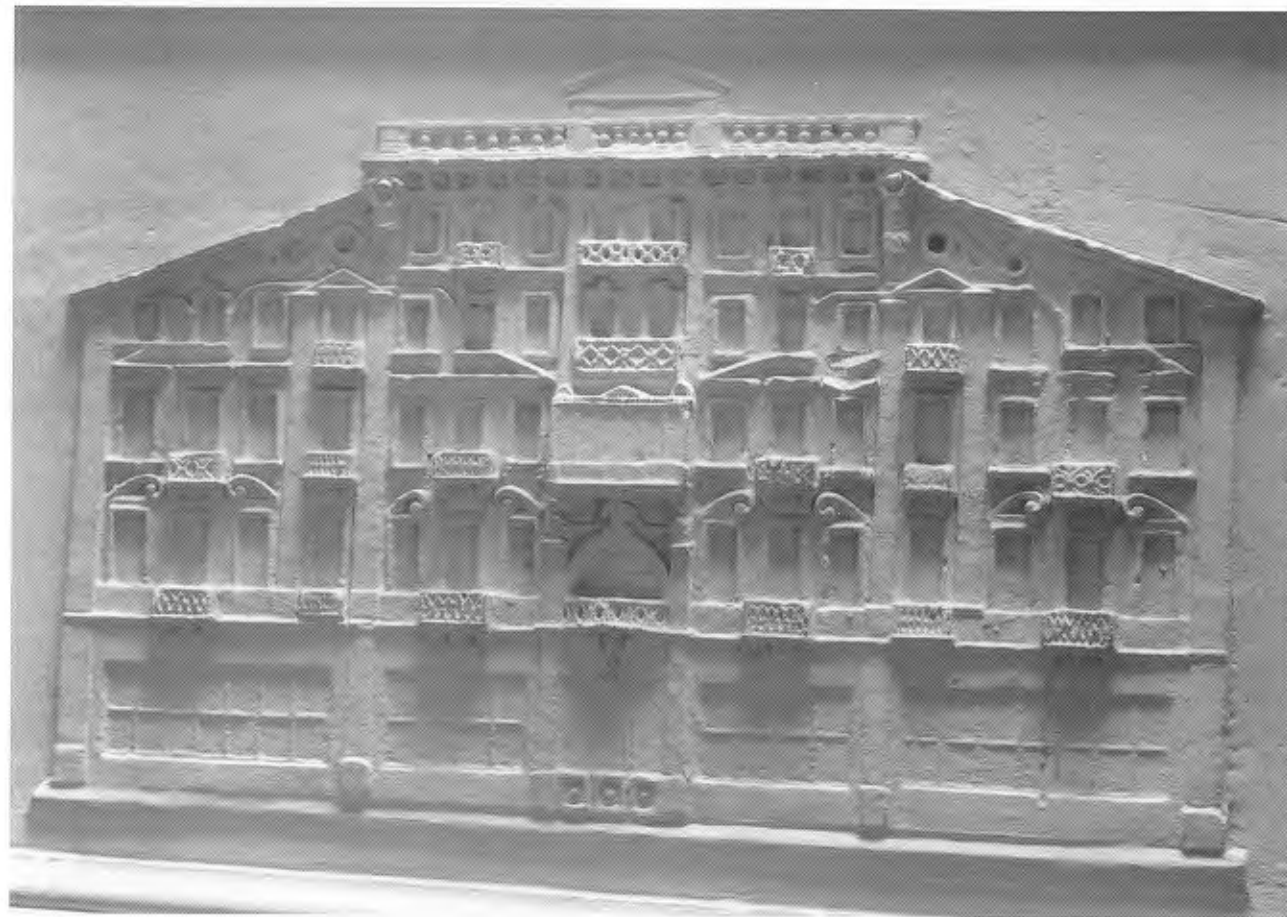


Fig. 52. — L'hôtel de la Perle.

#### Crédits photographiques :

Michel Dubau, *Inventaire général* : fig. 5, 6, 8, 9, 13, 14, 25, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 46, 47, 48, 49, 52.

Nathalie Bégard : fig. 2, 10, 11, 12, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 44, 50, 51.

## Les entrepreneurs du bâtiment à Bordeaux entre 1865-1950

par Bertrand Charneau \*

### Exécution, imitation, création

L'histoire semble parfois ingrate et oublieuse. Parmi les Beaux-Arts, l'architecture occupe la première place. A l'intérieur de cette discipline une hiérarchie existe, mettant en avant les architectes, qui ont su s'imposer comme seuls détenteurs du processus de création. Les entrepreneurs de maçonnerie, ou entrepreneurs de bâtiments, bien qu'en charge du gros œuvre dans un chantier de construction, sont considérés - et se sont eux-mêmes longtemps considérés - comme des exécutants. L'histoire de l'architecture ne leur réserve qu'une place minime. Pourtant, une analyse approfondie du métier d'entrepreneur, avec en premier lieu une évaluation quantitative, puis une appréciation qualitative de leurs constructions, pourrait amener véritablement à découvrir que le terme générique d'entrepreneur met trop vite tout le monde dans le même sac. Si nombre d'entre eux ont été et sont restés les exécutants des plans des architectes, d'autres ont probablement suivi une démarche naturelle d'imitation qui, encore pour certains, les a amenés à une capacité de création.

Que sait-on du métier et des travaux des entrepreneurs bordelais<sup>1</sup> ? et qui sont-ils ?

Si les peintres ont le plus souvent signé leurs œuvres, si les sculpteurs ont fait de même, généralement sur le socle des statues, les constructeurs de bâtiments n'en ont pas pris l'habitude. Les quelques noms portés sur les façades bordelaises datent, au plus tôt, de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces signatures donnent à coup sûr les noms

des constructeurs de l'édifice. Une étude approfondie ne peut pas se contenter de quelques traces. Les annuaires bordelais font mention de nombreux entrepreneurs. Si la conservation des fonds des agences d'architectes est de plus en plus encouragée et organisée, il n'existe pas à Bordeaux, à notre connaissance, de fonds d'entrepreneurs de bâtiment déposés dans des archives publiques.

Des sources archivistiques existent pourtant, et sont l'apport essentiel choisi pour la recherche sur les entrepreneurs de travaux publics bordelais, présentée ici.

### Une recherche en cours<sup>2</sup>

Le présent article fait figure de bilan d'étape. Il s'agit de tirer les premiers enseignements d'un travail de dépouillement d'archives consacré aux "autorisations de voirie".

\* Chercheur à l'Inventaire d'Aquitaine.

1. L'ouvrage de Robert Coustet et Marc Saboya, *Bordeaux, le temps de l'histoire...* (voir bibliographie) mentionne les noms de dix-sept entrepreneurs.

2. Cette première analyse de la construction privée à Bordeaux vue à travers les entrepreneurs de maçonnerie a pour source la documentation préliminaire d'une opération du service régional de l'Inventaire d'Aquitaine (DRAC). Elle devrait se poursuivre par une étude de l'architecture domestique (fin XIX<sup>e</sup>, début XX<sup>e</sup> siècle) dans le cadre d'une thèse de troisième cycle à l'université Michel de Montaigne Bordeaux 3, sous la direction de Marc Saboya.



Les Archives municipales de Bordeaux<sup>3</sup> conservent en effet, sur trente mètres linéaires, les dossiers de demandes de permis de construire, autrefois appelés "autorisations de voirie". Les dossiers ont été versés aux archives par la mairie tous les six ans. Ces autorisations de voirie constituent la série 50 O, classée dans les années 1970. Les dossiers sont classés par ordre alphabétique de rues.

La série 50 O comporte 1 768 références, mais ne contient en fait que 1 386 dossiers ouverts à un nom de rue. Les dossiers d'autorisations arrivent ensuite par le numéro de l'immeuble dans la rue. De nombreuses lacunes existent, même si la construction concerne la période couverte par la série 50 O. Le microfilmage des documents est en voie d'achèvement.

Cet article se fonde sur une analyse du dépouillement de 20 000 dossiers de demandes d'autorisations de voirie saisi sur informatique. La somme des fiches encore à saisir peut être évaluée à 2000. Les conclusions de cette publication devront donc être réévaluées à la fin de la recherche.

### La période étudiée

La fourchette chronologique (1865-1950) proposée se calque sur la période couverte par la série 50 O. En effet, les premières demandes d'autorisations de bâtir conservées aux archives de Bordeaux concernent la deuxième moitié de l'année 1865 et, les dossiers les plus récents portent sur des travaux projetés dans les années 1950. Les demandes sont exhaustives jusqu'après-guerre (1945-1946). Avec la nouvelle législation sur les permis de construire, seuls quelques dossiers des années 1946 à 1955 sont déposés et conservés dans la série 50 O.

### L'entrepreneur, ce méconnu<sup>4</sup>

Une recherche bibliographique fait apparaître que le sujet a été peu abordé par les historiens de l'architecture. L'histoire des entrepreneurs de travaux publics - à Bordeaux en particulier - reste donc à approfondir ou même à envisager.

Parmi les principaux "corps d'état" composant le métier du bâtiment, la maçonnerie représente le gros œuvre, le second œuvre incluant la menuiserie, l'équipement sanitaire, le chauffage, la peinture, ou l'électricité. Malgré l'importance de leur tâche de constructeur, les entrepreneurs font figures d'artisans, surtout pour la période étudiée.

Pour cette période, il s'agit la plupart du temps de micro-entreprises, dont il est malaisé de connaître le nombre d'ouvriers qui devait fluctuer au gré des chantiers.

Les entrepreneurs de bâtiment proprement dits n'apparaissent guère avant la Restauration. C'est aussi à cette période que s'engagent des opérations de spéculation dans

la mesure où les fonctions de promotion et de production peuvent aller de pair. Les entreprises "générales" se constituent au cours du XIXe siècle. Elles coordonnent les autres corps de métier intervenant sur le chantier.

### Les autorisations de voirie : origine et contenu

Le chapitre premier de l'arrêté municipal portant règlement sur la voirie urbaine à Bordeaux, daté du 2 juillet 1864, précise comme suit la forme des demandes :

"Toute demande de permission de voirie ayant pour objet d'établir des constructions, de modifier les façades de celles qui existent ou de former une entreprise quelconque sur le sol des voies publiques ou de leurs dépendances doit aussi être faite sur papier timbré et adressée au Maire. Elle est présentée par le propriétaire et contient l'indication exacte de ses nom, prénom et domicile.

Elle désigne la rue et le numéro de l'immeuble auquel ils se rapportent et à défaut du numéro, elle détermine sa situation par des indications suffisantes. Elle doit désigner aussi la longueur en façade de la construction à établir ou à réparer, le nombre d'étages et la nature des saillies".

Conformément à l'article 4 du décret du 26 mars 1852, "la demande de permission pour construire, reconstruire ou faire des grosses réparations devra toujours être accompagnée des plans, coupes et élévations, le tout coté, nécessaire pour l'étude complète des questions de stabilité, pour justifier de l'épaisseur des murs, du bon établissement des âtres, foyers, conduits de fumée et de toutes autres dispositions pouvant affecter la sûreté publique et la salubrité".

Le document se présente sous forme d'une feuille simple de 24,7 cm sur 17,5 cm. Au recto, sont formulés la nature du projet, le délai pour clôturer le dépôt des matériaux, l'engagement de payer les dégâts éventuels causés sur la voie publique. Le pétitionnaire signe et indique son adresse. Selon le règlement, le nom et l'adresse de l'entrepreneur figurent sur le document - c'est lui qui recevra l'autorisation de la mairie. Il est parfois précisé que les travaux sont faits "sans architecte". Un cachet fiscal est apposé en haut à gauche de la pétition. En haut de la feuille, mention est faite du secteur urbain concerné : voirie Nord ou voirie Sud. Suivant l'organisation de l'administration

3. Que soient ici remerciés M. Jean-Paul Avisseau, Mlle Agnès Vatican (ancien et actuel conservateur) et le personnel des Archives municipales. Nous remercions également M. Claude Laroche du Service régional d'Inventaire d'Aquitaine pour sa collaboration.

4. Titre d'un article paru pour le cinquantenaire du syndicat professionnel en 1951.

municipale, un tampon signale à quelle date la demande a été communiquée à l'architecte de la ville et à l'architecte voyer ou à la Direction des travaux publics de la ville de Bordeaux, à l'architecte des bâtiments communaux et de la voirie ou encore à l'inspecteur voyer. Le verso de la demande est en général réservé à la réponse de l'administration qui précise les travaux autorisés, la longueur des façades, les saillies, l'alignement.

Pour la "petite voirie" (rues ordinaires) les demandes sont faites au maire, pour la "grande voirie" (boulevards), la demande est faite au préfet.

La représentation des plans des immeubles est proposée sous les formes les plus diverses : calques, papiers, bleus. Esquisses ou plans précis et soignés, ils ne sont généralement pas cotés. Ils font mention du nom du propriétaire, de l'adresse du chantier et annoncent les travaux projetés. Ils sont datés et signés par le propriétaire qui les "approuve". Selon le cas, figure la mention "Dressé par l'entrepreneur" suivi du nom de celui-ci. Les plans sont colorés suivant une convention : rouge pour le projet à exécuter, jaune pour les démolitions et noir pour les parties restant en place.

### L'entrepreneur de travaux publics : la vie et l'œuvre

Tant qu'il s'est agi de petites entreprises familiales, l'image de l'entrepreneur était celle d'un ouvrier du bâtiment. L'architecte faisant figure de "patron".

Une confusion s'est installée depuis longtemps dans les professions du bâtiment. Georges Liet-Veaux le souligne dans son ouvrage intitulé *La profession d'architecte*<sup>5</sup> : "On peut affirmer qu'au XVIIIe siècle la confusion règne dans les faits et dans les mots et que, le plus souvent l'architecte ne désigne qu'un entrepreneur". Encore à l'époque de la rédaction du Code Civil de 1804, la distinction entre architectes et entrepreneurs n'est pas claire.

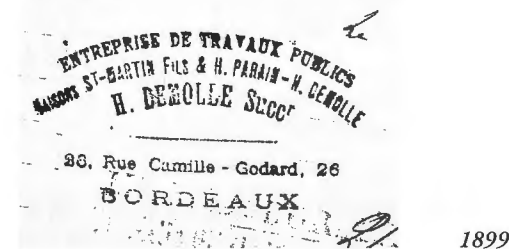
Georges Liet-Veaux ajoute que ce n'est qu'avec la loi du 31 décembre 1940 que la charte des architectes dispose en son article 3 que : "La profession d'architecte est incompatible avec celle d'entrepreneur, industriel ou fournisseur de matières ou d'objets employés dans la construction".

Dans l'*Histoire du métier d'architecte en France*<sup>6</sup>, Gérard Ringon indique que le métier d'architecte se constitue dans l'affirmation d'une double prééminence à l'égard des autres métiers qui interviennent dans le processus d'édification : prééminence technique, au sens où, du projet de l'édifice à sa réalisation, l'architecte entend maîtriser l'ensemble de ce processus ; prééminence sociale, car l'architecte revendique un statut d'un rang supérieur à celui des métiers manuels.

Au milieu du XIXe siècle, Vinçard affirme que leur travail *donne aux ouvriers du Bâtiment une physionomie particulière (...) Ces ouvriers n'ont pas l'élégance, la douceur, l'aménité qui se rencontrent chez les travailleurs qui exercent des professions de luxe (...) On reconnaît, même sous des habits de fête, l'ouvrier du Bâtiment. Ils ont plus de rudesse extérieure (...), ils ont aussi plus de franchise*<sup>7</sup>.

Gérard Ringon signale que ce n'est qu'en 1895 que Julien Guadet rédige au nom de la Société centrale un texte qui énonce les *Devoirs professionnels de l'architecte envers lui-même, ses confrères, ses clients, les entrepreneurs*. Ces écrits constitueront plus tard le Code Guadet.

Les entrepreneurs apposent habituellement leur tampon sur les documents. Les tampons des entreprises figurant sur les autorisations de voirie montrent en quelque sorte comment les entrepreneurs se présentent. On peut dire que ce cachet professionnel contient des informations d'ordre sociologique. Il annonce que l'entreprise est constituée du père avec son fils aîné, ou de toute la fratrie ou du neveu ou encore du gendre. Ce qui montre bien que l'entreprise est une histoire de famille. Il est parfois aussi fait mention des successeurs, la clientèle doit être rassurée sur la pérennité de l'établissement et doit être fidélisée.



Au terme entrepreneur, le *Dictionnaire raisonné d'architecture*<sup>8</sup> indique que : "Dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics, ce mot désigne plus spécialement un industriel qui se charge à ses risques et périls d'exécuter des travaux, sous les ordres d'un architecte ou d'un ingénieur, pour le compte d'une administration ou d'un particulier. Cette obligation de l'entrepreneur d'exécuter un travail peut être consentie d'après diverses bases, telles le forfait, le métré, suivant une série de prix, etc. Il peut accepter en outre telles autres charges, conditions et obligations que l'architecte ou l'ingénieur jugent à propos de stipuler dans leur cahier des charges".

5. Liet-Veaux Georges, *La profession d'architecte*... édition 1954.

6. Ringon Gérard, *Histoire du métier d'architecte*... 1997.

7. Citation mentionnée dans *Histoire des métiers du Bâtiment aux XIXe et XXe siècles*... séminaire à la fondation Royaumont, 1989.

8. *Dictionnaire raisonné d'architecture*... Librairie de Firmin-Didot et Cie, Paris, 1883.



L'autorisation de voirie, document administratif régi par les arrêtés cités plus haut, doit indiquer le statut des différents protagonistes. La municipalité doit pouvoir déterminer les responsabilités de chacun en cas d'infraction. Dans de nombreux cas, le propriétaire est souvent mentionné comme son propre entrepreneur. De même que la personne qui a établi les plans (propriétaire ou entrepreneur) est désignée quelquefois comme "l'architecte" de la construction. Ainsi, par exemple, sur les plans de la maison qu'il construit en 1891 rue de Talence, l'entrepreneur de bâtisse Jean Montet signe en tant que propriétaire, entrepreneur et architecte.

L'Encyclopédie de l'architecture de P. Planat<sup>9</sup> énonce que la responsabilité des constructeurs est contenue dans les articles 1792 et 2270 du Code civil. D'après l'article 1792, si l'édifice construit à prix fait périclète, en tout ou partie, par le vice de la construction, même par le vice du sol, les architectes et les entrepreneurs en sont responsables pendant dix ans. D'après l'article 2270, après dix ans l'architecte et les entrepreneurs sont déchargés de la garantie des gros ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés.

Le même article stipule que la responsabilité du plan incombe entièrement à l'architecte, parce que c'est l'architecte qui établit et qui coordonne les éléments de la construction, qui en établit la stabilité et la résistance.

En fait dans la plupart des dossiers des autorisations de voirie, les plans soumis à l'administration portent la mention : "Dressé par l'entrepreneur".

Les entrepreneurs de travaux publics bordelais

Une estimation

Les annuaires bordelais sont une source précieuse de renseignements. Ils comportent des chapitres classés par profession. On peut ainsi compter le nombre d'entrepreneurs proposant leurs services à Bordeaux, ou tout du moins, ceux qui ont désiré et payé leur droit d'inscription.

Années	Entrepreneurs	Architectes	Population de Bordeaux
1866	155	52	173 120
1876	184	90	194 055
1886	212	84	238 899
1895	182	105	252 102
1905	191	111	257 471
1931	149	88	262 990
1940	144	91	258 348
1950	219	92	257 946

Un seul métier sous divers noms

Les entrepreneurs impriment leur raison sociale sur les autorisations de voiries. Quelques exemples pris sur les tampons des entreprises montrent une diversité d'appellations désignant le même métier :

- Entrepreneurs de Bâtiments, H. Granet, 1877.
- Entrepreneur de travaux publics et monuments funéraires, J. Remacle, 1890.
- Entrepreneurs de Bâtisse, A. Ramond, 1892.
- Travaux de Bâtisse, Antin fils, 1892.
- Entrepreneur de Travaux Publics, A. Le Thieur, 1896.
- Entrepreneurs, Abadie Frères, 1897.



1897

- Entreprise Générale du Bâtiment et de L'Ameublement, Foudrerie, Charpenterie, Gustave Carde fils et Cie, 1906.



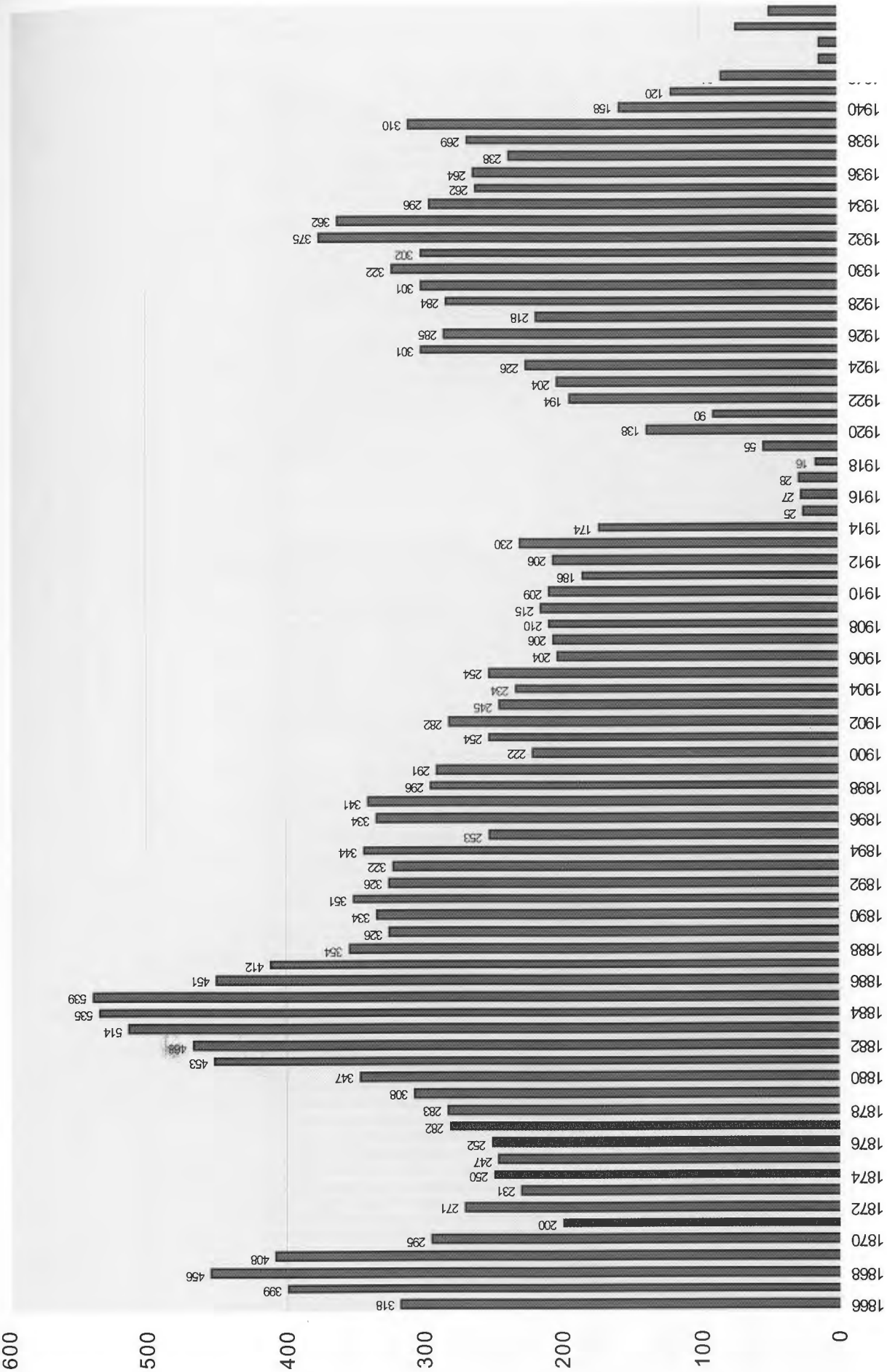
1906

- Entreprise Générale, A. Raiton, 1908.
- Entrepreneurs-Constructeurs, J. Magrez et G. Robin, 1909.
- Travaux de Maçonnerie, Blanchissage-Ciment, P. Toulouse, 1910.
- Entrepreneur, P. Vigneau, 1910.
- Travaux de Bâtisses, Paul Darchand, 1921.



1921

9. Encyclopédie de l'architecture... Dujardin et Cie éditeurs, Paris, [1890].



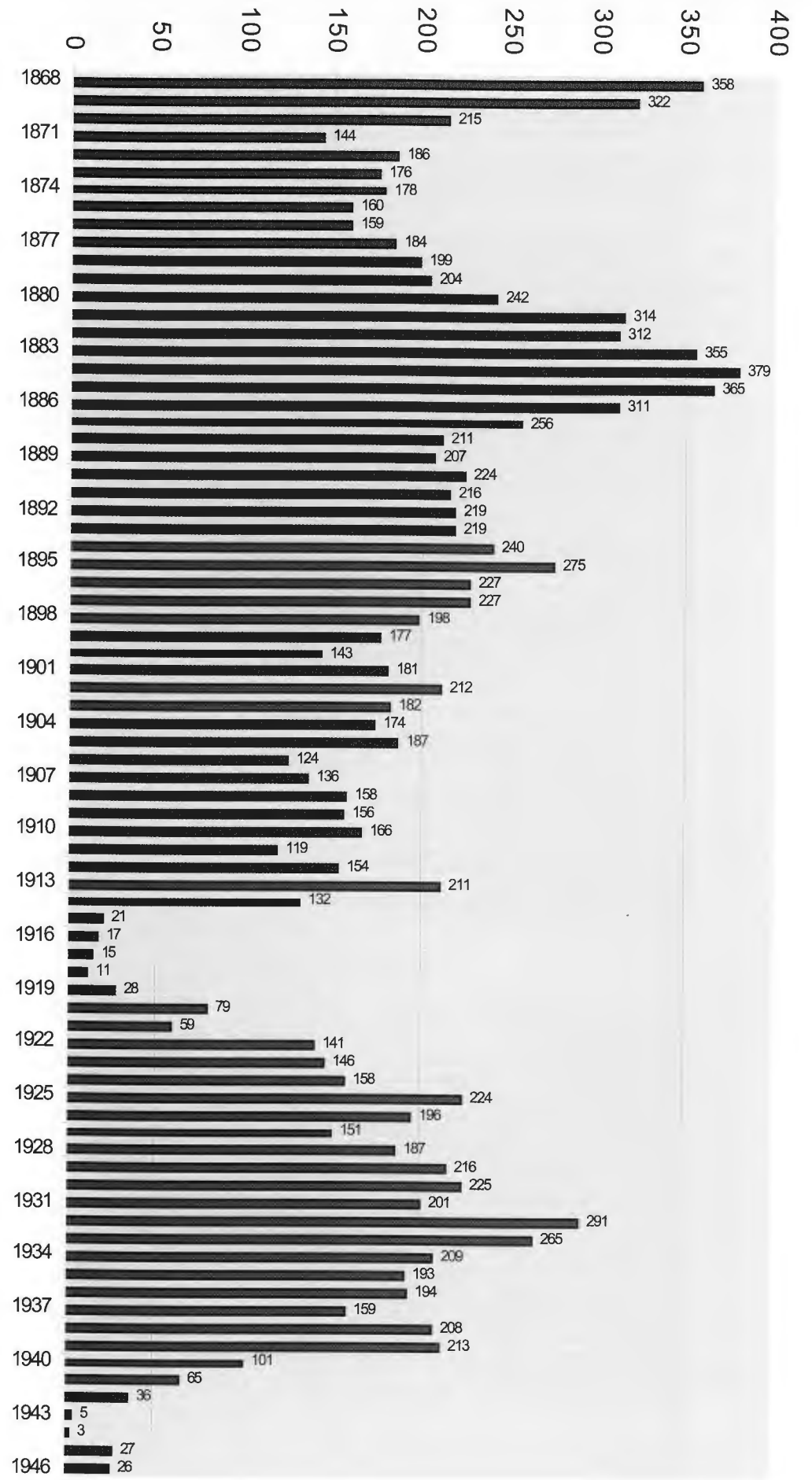
Histogramme 1. Nombre total de chantiers par années.



*Histogramme 3.*  
*Nombre de mentions explicites (sur l'autorisation de voirie)*  
*de l'intervention d'un entrepreneur par année.*



*Histogramme 2.*  
*Nombre de constructions et reconstructions*  
*(maisons, chais, écuries-remises, garages...) par année.*





- Entreprise Générale de Travaux, Balineau Frères, 1923.
- Entreprise de Maçonnerie, G. Tauzin, 1925.
- Constructeur, Gaston Prévot, 1928.
- Entreprise Générale de Maçonnerie, 1929.
- Entreprise du Bâtiment, Abel Boirie, 1932.
- Entreprise du Bâtiment, André, Ganipeau, 1933.
- Entreprise Générale du Bâtiment, Patanchon, 1938.
- *Maçonnerie-Béton Armé, Travaux à Façon, R. Fauvet, 1945.*

Il ne faut sans doute pas voir dans une telle déclinaison une volonté de chaque entrepreneur de se distinguer, mais plus sûrement une habitude, un usage familial. Cela tendrait à révéler le peu de souci de constituer un corps cohérent et identifiable. Cette diversité des appellations ne contribue donc pas à donner une image forte et valorisante du métier.

Comme évoqué plus avant, la taille des entreprises n'est pas aisée à déterminer. Pour la période étudiée, il s'agit de fait de micro-entreprises. Mis à part le père-patron assisté du ou des fils, il devait probablement être fait appel à une main d'œuvre occasionnelle pour des chantiers publics importants, comme c'est le cas pour celui de la Régie du gaz<sup>10</sup>. Au cours de la construction de ce bâtiment commencé en 1932 par l'architecte Jourde, le syndicat des ouvriers du bâtiment accusa l'entreprise Jules Pinçon et fils d'employer plus d'ouvriers étrangers que prévu dans le cahier des charges. Il fut répondu que l'entrepreneur "avait embauché les ouvriers qui avaient bien voulu travailler dans les fouilles remplies d'eau mais que malheureusement une majorité seulement d'ouvriers étrangers voulaient s'astreindre à ce travail".

## Les globe-trotters

"Il ne peut être comparé à un industriel ou à un commerçant dont la profession exige la fixité, car [l'entrepreneur] est avant tout un globe-trotter, ou mieux, un nomade à la recherche de réalisations pour le bien être de la communauté...."<sup>11</sup>.

En ce qui concerne la construction privée, il est à remarquer que souvent les petites entreprises sont beaucoup sollicitées dans le quartier où elle sont installées. Une cartographie affinerait l'hypothèse. Les plus grosses entreprises ou les entrepreneurs de renom construisent dans l'ensemble de Bordeaux et bien au-delà.

## Portraits de familles

Certaines entreprises figurent en tête quant au nombre de chantiers recensés dans les dossiers d'autorisations de voirie.

### Magrez et Robin

Le registre de recensement de 1906 indique : Joachim Magrez né en 1864 dans le Morbihan. Il épouse Marguerite Jornage. Ils ont trois enfants Joseph, Marguerite et Marcel.

Georges Robin est né en 1858 à Mombrier en Gironde. Il épouse Elisabeth Renou. La famille est composée de deux enfants : Raoul et Jean.

En 1895, l'entreprise Magrez et Robin est située 22 cours Journu-Auber où lui succédera l'entreprise J. Magrez et fils frères, puis Magrez frères.

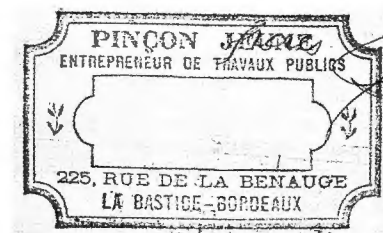
Pour l'heure, le dépouillement des autorisations de voirie place cette entreprise largement en tête de tous les entrepreneurs de travaux publics bordelais pour la période étudiée. Magrez et Robin puis Magrez et fils ont participé à plus de 150 chantiers. Bien que leur nom soit associé ponctuellement à celui d'architectes comme Emile Marchand, Cyprien Alfred-Duprat, Paul Minvielle ou Albert et Robert Touzin, il semble qu'ils aient eu la direction de beaucoup de constructions. Ils laissent leurs noms gravés sur un grand nombre de maisons du quartier de l'actuel cours Balguerie-Stuttenberg et du cours du Médoc.



1933

### Pinçon

Jules Pinçon est né en 1866 ; il a épousé Gabrielle Lafitte de qui il a eu André, Marguerite et Roger.



1899

10. Robert Coustet, dans : *Revue historique de Bordeaux*, 1978-1979, p. 175, 191.

11. M. Marin, dans *L'entrepreneur ce méconnu*, Bordeaux, 1951.

L'entreprise Pinçon frères est installée à la Bastide quartier de la Benauge. En 1870, l'annuaire mentionne un Pinçon aîné rue de la Benauge. L'annuaire de 1876 indique Pinçon aîné 80 rue Bonnefin (voie donnant sur la rue de la Benauge) et Pinçon jeune 191 rue de la Benauge. En 1950, Pinçon Jules et fils sont installés aux numéros 261 à 271 de la même rue.

Les constructions de cette famille d'entrepreneurs se répartissent sur tout le territoire communal. Les Pinçon ont travaillé avec les plus connues des agences d'architectes bordelais et principalement avec les Lamy et Le Coadier (constructions sur l'avenue Thiers), l'agence Cazalis et Lacroix, Adoue et Lataste pour des immeubles boulevard Antoine-Gautier, et encore Fernand Pujibet.

### Bertrand Hauret

Né en 1862 à Castelau-Rivière-Basse dans les Hautes-Pyrénées, il épouse Héloïse Crouzillac en 1900. Ils ont un fils André né en 1900.

Un papier à en-tête de l'entreprise mentionne en 1893 que B. Hauret est successeur de l'ancienne Maison Bertrand et Hauret gendre, 1 place de la Monnaie. Un autre document daté de 1921 porte l'indication : "Maison fondée en 1888". B. Hauret apparaît dans l'annuaire de 1895 au numéro 1 place de la Monnaie. En 1900, il a un bureau boulevard du Tondu (actuellement Antoine-Gautier), n° 62. L'annuaire de 1930 donne pour adresse les numéros 190-192 rue Guillaume-Leblanc. En 1897-1898, Hauret construit sa maison de l'actuel boulevard du Maréchal-Leclerc n° 68-72, en collaboration avec J. Boussard architecte parisien avec qui il a travaillé pour une extension des Postes rue du Palais-Gallien. Il collabore également avec les architectes Robert Chevalier, A. Guilbaud, Paul Durand, André Bac, Léon Drouyn. Dans l'état actuel de l'étude, la Maison Hauret apparaît dans 80 chantiers à Bordeaux. Il a particulièrement construit dans la rue Frantz-d'Espagnat et dans ce secteur de la ville.

### Henri Gaugeacq

H. Gaugeacq est né en 1864 à Bordeaux. Il a eu quatre enfants : Charles, Henriette, Marie, Antoinette. Le registre du recensement de l'année 1901 précise que la domestique née en 1881, est originaire de Ygos dans les Landes.



1934

Gaugeacq n'apparaît pas sur les annuaires avant 1895 l'entreprise se trouve alors 58 rue de la Gare. En 1910 Henri est toujours établi à cette adresse, tandis qu'un Gaugeacq est signalé rue de Bègles au 228. Puis Henri Gaugeacq s'installera au 59 rue Aubidey où il est encore dans les années 1930. Un Bertrand Gaugeacq construit pour son compte une série de maisons rue de la Gare en 1876 (est-ce le père ou le frère ?). Henri est lui-même constructeur et propriétaire de nombreuses échoppes rue de Nérac. Il a travaillé avec les architectes Désardurats, G. de Tamanhan, L. Gérard et H. Bayard. L'entreprise Gaugeacq est mentionnée dans plus de 160 dossiers d'autorisations de voiries dépouillés.

### Léon Abadie

L. Abadie est né en 1849 à Lourdes. Son fils et son frère s'appellent Jean. La domestique est originaire des Basses-Pyrénées (aujourd'hui Pyrénées-Atlantiques).

L'entreprise Abadie frères est établie 60 rue de l'Ormeau-Mort. Nombre de ses constructions sont situées dans ce quartier des boulevards, vers la rue du Tondu. Les Abadie ont collaboré aux travaux des architectes Gervais et Lacussan, par exemple, mais ont surtout travaillé pour leur propre compte.

Il faut encore mentionner une série d'entreprises dont le nombre des chantiers révèle une importante activité pour la période étudiée.

Ainsi les entrepreneurs Propin, Berthomieu, Genvré, Piquet, Lagueyte, Pingoux et Rodier, Prou, Boyreau, Durac, Jagaille, Ferrand, Ouvrard, Retail, Velay, Solomiac, Tardy, Vialla, peuvent être cités parmi les chefs d'entreprises bordelaises de la fin du XIXe siècle et de la première moitié du XXe siècle qui ont le plus construit.

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS

J. LICARDIES

Albert PROU Gendre & Suc

39, Rue David-Johnston, 39

BORDEAUX

Drele pour l'Entrepreneur

1904

Entreprise Générale de Batisses

Anc. Maison-VELAY

DAVID & DUGAY

Successeurs

Bureau : Rue Castano, 15 bis, B.

Téléphone n° 1965

1912



## Que font les entrepreneurs ?

### Du choix de l'architecte

La restitution de l'extrait d'une correspondance entre l'architecte André Bac (1865-1954) <sup>12</sup>, le commanditaire (M. Cassaigne), et certains entrepreneurs, montre comment étaient choisis les adjudicataires.

André BAC  
architecte  
95, rue de Pessac Bordeaux  
Bordeaux le 12 7<sup>mes</sup> 1891

à Monsieur N. Cassaigne

à Gujan

Mon cher Monsieur,  
N'ayant pas eu le plaisir de vous rencontrer à votre comptoir cette semaine et le temps nous pressant, je viens vous informer qu'après bien des démarches, j'ai fini par rencontrer un entrepreneur qui consent à faire un rabais de 19 p % sur le devis que je vous ai présenté.

Cet entrepreneur du nom de Velay, est un des meilleurs de Bordeaux, sinon le premier, je le connais depuis fort longtemps et il est digne de toute confiance, il est surtout d'une activité peu ordinaire et c'est ce qu'il vous faut.

Quant à Rambert je regrette de lui enlever ce travail, mais vous l'avez averti de ce à quoi il pouvait s'attendre. Il vous a fort bien dit qu'il n'irait pas au dessous de 15 p %, il est inutile dans ces conditions de compter sur lui.

Le devis que vous connaissez s'élève à fr. 20 812. 89  
à déduire rabais fait par Godet et Rambert 15 % 3 121. 93

reste 17 690. 96

rabais de Velay 19 % 20 812. 89  
3 954. 44

reste 16 858. 45

La soumission de Velay que je vous transmets se monte à 16 800. 00  
il fait même plus de 19 p % de rabais.

Chiffre de Godet et Rambert 17 690. 96  
Chiffre de Velay 16 800. 00

Différence 890. 96

Il y a donc une différence de 890<sup>f</sup> 96 entre les deux. Vous gagnez de ce coup les honoraires de votre architecte, c'est déjà quelque chose.

Quant à la substitution de l'escalier en pierre par celui de bois, l'entrepreneur n'y trouve pas son bénéfice car la diminution de 300 francs qu'il fait est insignifiante. Il n'y a donc pas à hésiter dans ce cas et il est préférable d'opter pour l'escalier en pierre qui est plus avantageux à tous égards.

Bertrand Charneau

Je vous adresse un projet de marché à forfait, vous examinerez s'il est bien établi, les conditions de paiement seront à votre convenance.

Si vous le voulez bien, afin de ne pas perdre un temps précieux, nous pourrions prendre rendez-vous pour mardi prochain à 2 heures pour la signature du marché.

Je vous prie donc de me répondre par retour du courrier, si cela vous plait, et me renvoyer la minute du marché, afin que je la copie sur papier timbré. Nous commencerons alors immédiatement.

Avez vous reçu réponse de la mairie ; vous devez savoir hélas ! comment marchent les affaires de la Ville.

Je vous prie de présenter mon hommage respectueux à Madame Cassaigne et me croire votre bien dévoué.

André Bac  
architecte

P. Solomiac  
ENTREPRENEUR  
238, ROUTE DE TOULOUSE, 238  
BORDEAUX

Bordeaux le 3 7<sup>mes</sup> 1891  
Je soussigné Pierre Solomiac Entrepreneur de travaux Publics demeurant à Bordeaux 238 route de Toulouse,  
Déclare vouloir faire les travaux de toute nature portés au devis descriptif dressé par Monsieur A. Bach architecte de Monsieur Cassaigne, et sous sa direction, m'engageant a exécuter tous ses ordres et sans restriction aucune, travaux situés a Bordeaux rues Mondenard et Hériard Dubreuilh moyennant un rabais de seize francs par cent francs, sur tous les travaux Prévus aux Présent Devis, et qui s'élèven[t] a la somme de

P. Solomiac

ROCHERON & VELAY N<sup>VEU</sup>  
ENTREPRENEURS

P. VELAY S<sup>EUR</sup>  
286, RUE JUDAÏQUE  
BORDEAUX  
Bordeaux le 12 7<sup>mes</sup> 1891

Après avoir pris connaissance des plans, coupes, élévations, devis et cahier des charges, dressés, par Monsieur A. Bac architecte à Bordeaux, pour la construction, en surhaussement de l'immeuble de Monsieur Cassaigne, situé à l'angle des rues Mondenard et Hériard Dubreuil.

12. Le fonds Bac est conservé aux Archives municipales de Bordeaux.

Les entrepreneurs du bâtiment à Bordeaux 1865-1950

Je m'engage à faire la construction, clef en main, d'après les détails du devis et a forfait moyennant la somme de seize mille huit cents francs, y compris les jalousies, pour les croisées, en façade sur rue et deux fers reliant les angles des pans coupés, au premier étage et sous la charpente.

Dans le cas ou l'on supprimerait l'escalier en pierre, pour en établir un en bois le dessus des marches en chêne et le reste en bois de nerva, je ferais une diminution de trois cents francs sur l'ensemble, les parpaings de la dite cage d'escalier seraient remplacés par des cloisons doubles.

Bordeaux le 9 7<sup>me</sup> 1891  
P. Velay Entrepreneur de travaux  
Publics 266 rue Judaïque

### Premières données chiffrées

A partir du dépouillement des autorisations de voirie dans son état actuel, quelques données chiffrées dépeignent la situation de la construction privée à Bordeaux de la fin du Second Empire à la IV<sup>e</sup> République.

nombre de fiches	mention explicite de l'intervention d'un architecte	mention explicite de l'intervention d'un entrepreneur	mention explicite "sans architecte"	mention explicite "sans entrepreneur"
20 000	4 130	12 000	860	20

La mention explicite sur l'autorisation de voirie de l'intervention d'un entrepreneur n'exclut pas l'intervention d'un architecte. La mention "sans entrepreneur" signifie que le propriétaire est son propre entrepreneur et endosse donc les responsabilités afférentes.

## Bibliographie

Bosc Ernest, *Dictionnaire raisonné d'architecture et des sciences qui s'y rattachent*, Paris, Librairie de Firmin-Didot et Cie, 1883.

Cousret Robert, Marc Saboya, *Bordeaux, le temps de l'histoire, architecture et urbanisme (1800-1914)*, Bordeaux, Mollat, 1999.

Coustet Robert, "La naissance de l'architecture de béton à Bordeaux, Raoul Jourde et le bâtiment de la régie municipale du gaz et de l'électricité", dans : *Revue historique de Bordeaux*, tome XXVII, 1978-1979.

*Encyclopédie de l'architecture et de la construction*, P. Planat (sous la direction de), Paris, Dujardin et Cie, [1890].

*Histoire des métiers du Bâtiment aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Jean-François Crola et André Guillerme (sous la direction de), séminaire à la Fondation Royaumont, 28, 29 et 30 novembre 1989, ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, Paris, 1991.

Revue archéologique de Bordeaux, tome XCI, année 2000

### Types de chantiers

- Constructions nouvelles ou reconstructions
- Surélévations (ajout d'un, deux, trois étages)
- Transformations, modifications (pose de poitrails pour établir une devanture, ou pour une surélévation, élargissement, percement, obstruction de baies)

## Conclusion

### Les limites de la source

Bien que l'article 5 du règlement général de 1880 sur la voirie urbaine et les constructions exige de connaître le nom du constructeur (entrepreneur principal, chef ouvrier ou architecte) celui-ci n'est pas toujours indiqué sur les autorisations de voiries, ce qui fausse l'estimation de l'activité des entreprises. De plus, les calculs ne peuvent porter que sur la période proposée par les documents, et il est évident que certains constructeurs ont commencé leur carrière avant 1865. Pour ce qui est des travaux attribuables aux seuls entrepreneurs, auteurs des plans, sans la direction d'un architecte, les autorisations de voiries ne fournissent que la formule "sans architecte".

Si le processus de comptage permet d'établir des estimations, des statistiques (en quelque sorte une série d'analyses quantitatives) le point de vu qualitatif reste plus complexe et nécessitera une importante campagne photographique et une étude des plans dressés par les entrepreneurs.

De cette façon, la distinction entre exécutant, imitateur, ou créateur pourra être affinée, en tenant compte du fait que certains entrepreneurs répondront à l'un ou l'autre critère, ou aux trois à la fois.

Liet-Veaux Georges, *La profession d'architecte, statut juridique*, Paris, édition du Conseil supérieur de l'Ordre (hors commerce), 1954.

Marin M. *L'entrepreneur ce méconnu*, publié dans la plaquette commémorative du Cinquantenaire du syndicat professionnel des entrepreneurs de travaux publics de la Gironde et du Sud-Ouest, Bordeaux, 1951.

Minvielle Géo, *Dictionnaire des constructions* (ancien code Perrin), Juris-classeurs, Paris, Librairie de la cour de Cassation, 1949.

Ringon Gérard, *Histoire du métier d'architecte en France*, Que sais-je ?, n° 3251, Paris, PUF, 1997.



## Une statuette inédite de Dominique Maggesi

par Robert Coustet

En 2001, sera commémoré le bicentenaire de la naissance du sculpteur Dominique Felix Maggesi <sup>1</sup>. Né à Carrare le 17 mai 1801 <sup>2</sup>, il est mort dans notre ville le 6 février 1892 <sup>3</sup>. En 1829, il avait été appelé à Bordeaux afin d'y remplir la double charge de statuaire municipal et de professeur de sculpture. En dépit des difficultés et des critiques, il remplit son rôle avec une grande conscience et il forma de nombreux élèves (Louis de Coëffard de Mazerolles, Amédée Jouandot, Ernest Rancoulet...) qui, à leur tour, firent d'honorables carrières. Il fut très admiré et aussi très critiqué. On l'a accusé d'avoir exercé un véritable monopole de la sculpture à Bordeaux, reproche injuste si l'on tient compte du fait que malgré ses fonctions officielles, il a toujours vécu dans une situation financière précaire et que le marché local, étant donné la pénurie des commandes, n'était guère propice à la concurrence.

Au cours de sa très longue carrière, Maggesi a réalisé un œuvre considérable <sup>4</sup> et pour répondre à la demande il a touché à tous les genres. Pour les édifices publics, il a sculpté des figures monumentales en pierre (le décor de la nouvelle façade de Saint-Seurin, les magistrats de l'attique du palais de justice). Mais ce n'est qu'à regret qu'il renonce au marbre blanc de sa patrie italienne et c'est dans ce matériau noble entre tous qu'il taille ses sujets "historiques" (*Le Génie de la Sculpture*, Giotto du jardin de la mairie) ou religieux (le tombeau du cardinal de Cheverus à la cathédrale), ses statues commémoratives (*Montaigne* et *Montesquieu* de l'esplanade des Quinconces) et les bustes, en très grand nombre, des notables bordelais (les maires de la salle du

conseil municipal, les présidents de la chambre de commerce...). A cette imposante production, manquait la petite sculpture décorative qui dans le courant du XIXe siècle prit un développement exceptionnel et envahit les dessus de cheminées et les plateaux des commodes des appartements bourgeois. C'est à cette dernière catégorie qu'appartient l'œuvre inédite que je vous présente aujourd'hui.

Il s'agit d'une statuette de terre cuite, ce qui constitue déjà une originalité dans l'œuvre du maître (fig. 1). La figure mesure 30 cm de hauteur ; elle repose sur un socle circulaire de 7 cm de haut et de 21,5 cm de diamètre. A gauche, au flanc d'un rocher, s'inscrivent la signature et la

1. Cet acteur majeur de l'art bordelais du XIXe siècle a été étudié par Mme M. N. Maynard : *Le sculpteur Dominique Felix Maggesi*, T.E.R. d'histoire de l'art, Université de Bordeaux III, 1978, exempl. dact. et "Un sculpteur italien à Bordeaux : Dominique Felix Maggesi", *R.H.B.*, 1983-1984, p. 93-110.

2. La date exacte de la naissance de Maggesi est restée longtemps incertaine. E. Férét (*Statistique générale du département de la Gironde*, 1889) et H. de La Ville de Mirmont (*Histoire du musée de Bordeaux*, 1899) avancent, le 29 avril 1807 (?) ; Mme Maynard (o.c.), à partir de la date du décès survenu "à l'âge de 30 ans", propose 1802. L'acte de naissance communiqué par la mairie de Carrare, indique le 17 mai 1801. Je remercie vivement Mme Felicci de m'avoir obligeamment communiqué ce document.

3. Bordeaux, A.M. Etat civil, décès 1892, 1ère section, n° 205.

4. Le catalogue établi par Mme Maynard recense une centaine d'œuvres, sans compter les différentes versions des nombreux bustes.





Fig. 1. — D. Maggesi, Jeune fille se coiffant, terre cuite (1854).



Fig. 2. — J. Pradier, Jeune femme se coiffant, plâtre (v. 1850).



Fig. 3. — A. E. Carrier-Belleuse, Angélique, terre cuite (v. 1865).

date : "D. Maggesi 1854". Des traces de coutures sur les côtés de la figure montrent qu'elle a été moulée sur un modèle original ce qui a permis d'en tirer plusieurs épreuves. Mais deux exemplaires seulement sont actuellement connus<sup>5</sup>. Il semble donc que la tentative de Maggesi pour commercialiser des sujets à prix modeste n'a pas eu de succès ; en tous cas, elle est restée sans lendemain puisque cette statue est rare au point d'avoir échappé à la recension de Mme Maynard et qu'aucune autre œuvre du même genre ne figure à son catalogue.

Le sculpteur a représenté une très jeune fille dans un paysage naturel qui est suggéré par un rocher sur lequel elle est assise. Le socle forme la pelouse où reposent ses pieds, en bordure d'un plan d'eau alimenté par une cascade. La baigneuse a posé à côté d'elle, un vase de forme antique précieusement ouvragé. A demi-nue, elle offre au regard du spectateur ses seins juvéniles mais une draperie cache pudiquement ses cuisses, laissant, cependant, apparaître un genou. Elle relève les bras pour arranger sur sa chevelure une couronne de roses et se regarde dans le miroir du lac pour juger de l'effet et pour parfaire l'arrangement.

Cette figure qui associe le thème du bain et celui de la toilette s'inscrit dans la longue tradition des nus féminins. En ce sens elle est parfaitement "classique". Le style ne l'est

pas moins. L'anatomie est d'une parfaite harmonie. Le visage, doux et pensif, aux traits réguliers, répond à l'idéal de la beauté gréco-romaine ; cependant l'inclinaison de la tête atténue l'effet du regard aveugle propre aux canons antiques. Le geste gracieux et comme arrêté de la jeune fille attentive à contempler son image ne dérange en rien le souple arrangement des draperies.

On a parfois taxé Maggesi de misogynie au prétexte que les représentations féminines sont fort rares dans son œuvre<sup>6</sup>. Cette jolie statuette permet d'atténuer ce soupçon. Cependant, s'il ne fut pas insensible au charme féminin, le statuaire bordelais est resté indifférent aux nouvelles tendances qui, au milieu du XIXe siècle, ont conduit à

5. Un exemplaire entré en 1933 dans les collections du musée des Beaux-Arts sous le titre de *Vénus se coiffant* et prétendument en plâtre (n° d'inventaire : Bx. M. 1111) et un deuxième qui fait l'objet de cette présentation dans une collection privée.

6. Peu de sujets féminins dans la production du sculpteur sauf la Vierge de la chapelle du Mont-Carmel de la cathédrale de Bordeaux, le médaillon en parian de Mme Jules Vieillard et les deux maquettes de la *Garonne* et de la *Dordogne* (musée d'Aquitaine) ainsi que le groupe *Olynde et Sophronie* (détruit du vivant de l'artiste). Cf. Maynard, *Un sculpteur italien*, p. 105.



modifier le traitement du nu. Le romantisme puis le courant réaliste ont autorisé un regard plus sensuel, parfois même franchement érotique, sur la nudité féminine. Il suffit de comparer la statuette de Maggesi avec celles, que vers la même époque, fait éditer James Pradier (fig. 2) pour mesurer à quel point il est loin des fameuses "statues de chair" du maître parisien<sup>7</sup>. Maggesi restera également étranger à la mode néo-rocaille que, quelques années plus tard, Albert-Ernest Carrier-Belleuse illustrera avec brio en pastichant les polissonneries de Clodion (fig. 3). Mais il est vrai Carrier-Belleuse qui, par ailleurs, exposa régulièrement à la Société des Amis des Arts<sup>8</sup> s'est toujours gardé d'y présenter des sujets lestes ; il a privilégié des portraits de célébrités, généralement des membres de l'Institut (sans doute avec le secret espoir d'obtenir des commandes et par conséquent de concurrencer Maggesi dans sa chasse gardée) ou encore des allégories en buste (le *Printemps*, *L'Été*) qui "entretenaient avec les mascarons bordelais un air de famille" (D. Dussol). En restant fidèle à la pudique idéalisation des nus néo-classiques, Maggesi sacrifiait, à n'en pas douter, à la nécessaire bienséance, pour ne pas dire à la pudibonderie, provinciale. Mais il mettait aussi en pratique, avec sin-

cerité, ce qui resta toujours son idéal : le respect des "traditions classiques" et des "règles de l'art et du goût" ainsi que la méfiance à l'égard des "caprices de l'imagination"<sup>9</sup>. Ce faisant, il a contribué par son exemple autant que par son enseignement à assurer à Bordeaux, selon l'heureuse expression de Fr.-G. Pariset "la survie officielle des formules dépassées", étant entendu que pour n'être pas à la pointe de la mode il ait manqué de talent<sup>10</sup>.

7. Exemple : *Femme tressant ses longs cheveux*, dans *Statues de chair. Sculptures de James Pradier*, Catalogue d'exposition, Genève-Paris, 1986, p. 398, n° 301.

8. D. Dussol, *Art et bourgeoisie*, Bordeaux, 1997, p. 127 et 254.

9. Lettre de Maggesi au maire de Bordeaux (15 décembre 1856), citée par M. N. Maynard, *Un sculpteur italien*, p. 108-109.

10. Le bicentenaire de la naissance de Maggesi a été célébré par une exposition à l'espace Mably (14 sept.-4 oct. 2001). Catalogue : *Un sculpteur italien à Bordeaux : Domenico Maggesi...*, Bordeaux, 2001. A l'initiative de la S.A.B. une plaque a été apposée, au 22 rue Emile Zola, sur la maison-atelier du sculpteur.

## Vie et œuvre du statuaire bordelais Edmond Prévot (1838-1892)

par Sophie Dutheil

### Origines sociales et formation artistique

Sébastien Prévot naquit le 4 novembre 1838<sup>1</sup>, au domicile parental sis à Bordeaux, au 49 Grande Rue Saint Jean (fig. 1)<sup>2</sup>. L'artiste est mieux connu sous le prénom d'Edmond qu'il reçut plus tard, selon une pratique courante de l'époque et dont il ne dut se départir que pour les actes officiels.

Comme nombre de sculpteurs faisant carrière au XIX<sup>e</sup> siècle, Edmond Prévot est issu d'un milieu simple. Sa mère, Catherine Roux, était ménagère, son père, Martin Prévot, tailleur de pierre. Il n'est pas à douter que la profession de ce dernier dut exercer une influence décisive sur la carrière de l'aîné de ses trois fils<sup>3</sup>.

Le jeune Prévot se forma à l'exercice de la sculpture en fréquentant de 1853 à 1857<sup>4</sup> l'atelier du statuaire bordelais Louis de Coëffard de Mazerolles. La réputation du lieu devait être bien discrète puisque le nom de Coëffard n'apparaît pas dans l'*Annuaire général du Département de la Gironde* avant 1868<sup>5</sup>.

Ces quatre années d'apprentissage passées aux côtés de ce premier maître seront riches de conséquences sur l'art de Prévot. Elles contiennent également les ferments d'une longue amitié qui lia les deux hommes toute leur vie.

Moins ambitieux que l'enseignement théorique et pratique dispensé à l'Ecole municipale de sculpture, cet atelier

visait essentiellement à former les élèves à la pratique de la sculpture. En complément, Prévot recevait des cours de dessin, d'anatomie et d'histoire de l'art à l'Ecole municipale de dessin et de peinture.

Seuls deux documents témoignent aujourd'hui de son passage à l'Ecole. Tout d'abord, il se distingue au troisième trimestre de l'année 1856, en percevant, en qualité "d'élève de la dite école", une indemnité de quarante francs accordée sur la rente Doucet<sup>6</sup>. Puis en 1857, il réalise "dans l'atelier de l'Ecole de dessin", son œuvre lauréate *Ajax maudissant les Dieux*<sup>7</sup>.

1. A.D. 1 Mi 3238. Actes de naissances à Bordeaux en 1838.

2. Actuel cours de la Marne.

3. Les deux frères cadets d'Edmond Prévot sont Emile Raymond Prévot, fabricant d'outils et Gaston Jean Prévot, parti en Algérie créer une entreprise de menuiserie.

4. A.M. 2 D207. Lettre de Marionneau à l'Académie, mai 1888.

5. E. Lagrell, *Annuaire général du Département de la Gironde*, Bordeaux, Delmas. Les années 1853 à 1858 ont été consultées sans succès à la rubrique "sculpteurs" et "professeurs".

6. A.M. 765 R1. Relevé des avances faites par J. P. Alaux, 28 août 1856.

7. A.M. 12 D39. Procès-verbal du conseil municipal, séance du 16 novembre 1857.





Fig. 1. — Portrait d'Edmond Prévot, par J. de Parada.

Son apprentissage terminé, Prévot âgé de dix-neuf ans sollicita des autorités municipales une subvention en vue de poursuivre ses études à Paris. A l'appui de sa demande, il envoya son *Ajax*. L'appréciation de cette œuvre permet de juger des dispositions précoces de son auteur. On s'accorda, en effet, à reconnaître une maîtrise indéniable des grands principes de la sculpture. De plus, la science du modelé révélait de sérieuses qualités d'exécution et la justesse d'expression, traduite par l'attitude révoltée du héros, était tout à fait convaincante<sup>8</sup>. Persuadée de se trouver en présence d'"une nature exceptionnelle", la municipalité jugea qu'il était de son devoir d'encourager cette vocation naissante<sup>9</sup>. Il fut convenu que le sculpteur percevrait, pendant trois ans, une somme de mille cinq cents francs par an. En échange, il était tenu d'envoyer deux œuvres mettant la Ville à même de juger de ses progrès<sup>10</sup>.

Dès janvier 1858, Prévot s'inscrivit à l'atelier parisien de François Jouffroy avant de fréquenter l'Ecole des Beaux-Arts<sup>11</sup>. Appartenir à un atelier permettait aux élèves sculpteurs, d'une part de pratiquer leur art et, d'autre part, offrait l'occasion aux plus doués de s'y distinguer en vue d'être introduit à l'Ecole. En effet, la recommandation d'un maître sérieux, surtout s'il était membre de l'Institut, tel Jouffroy, avait valeur de passe-droit appréciable et nécessaire<sup>12</sup>.

Prévot n'a laissé aucun témoignage des cinq années passées chez Jouffroy. Cependant, son enseignement académique fut sans doute plus enrichissant que celui dispensé dans le petit atelier de province chez Coëffard.

C'est le 7 octobre 1858<sup>13</sup> que le jeune artiste intégra l'Ecole des Beaux-Arts. L'enseignement reposait essentiellement sur la pratique du dessin. Les élèves étudiaient la figure humaine d'après la gravure, le modèle vivant et la bosse tout particulièrement des moulages de statues antiques. On continuait à se référer, en effet, à l'Antiquité dans laquelle les artistes devaient puiser et leurs sources et leurs références plastiques.

L'Ecole faisait la part belle aux concours. Prévot participa avec assiduité aux "concours de places" dont le but était d'attribuer aux élèves des places définies pour les séances de dessin. L'épreuve, comptant 24 candidats sélectionnés, consistait à exécuter une figure dessinée et modelée. Les résultats de Prévot furent honorables : il fut reçu second sur vingt-quatre en 1861, au semestre d'été<sup>14</sup>. Il participa également en 1860 au concours du Grand-Prix de Rome qui était pour son bénéficiaire le gage d'un avenir assuré. L'épreuve comprenait trois étapes : deux concours d'essai à valeur d'épreuves éliminatoires précédaient l'épreuve définitive. Reçu quatrième au premier concours d'essai, Prévot dut renoncer toutefois à entrer en loges parmi les huit derniers candidats<sup>15</sup>.

Il est permis d'évaluer les progrès du jeune artiste grâce aux lettres de recommandations que Jouffroy, associées à celles de Léon Cogniet et de William Bouguereau, destina à l'attention des autorités municipales. Il s'agissait d'appuyer Prévot dans ses démarches de sorte qu'il fût dispensé des obligations militaires<sup>16</sup>. La mairie accepta en votant en complément une somme de deux mille francs. Enfin, en

8. *Ibid.*9. *Ibid.*

10. Ces œuvres n'ont pu être retrouvées.

11. François Jouffroy : 1806-1882.

12. J. Lethève, *La vie quotidienne des artistes français au XIXe siècle*, Paris, Hachette, 1968, p. 25.13. A.N. AJ<sub>52</sub> 235. Registre matricule des élèves des sections de peinture et de sculpture, 1807-1894-avril 1841-mars 1871.14. A.N. AJ<sub>52</sub> 76. Procès-verbaux originaux des jugements des concours de la section de peinture et de sculpture 1850-1874.15. *Ibid.*

16. A.M. 12D41. Procès-verbal du conseil municipal, séance du 20 mai 1859.

1861, prête à soutenir un avenir qu'il importait de sauvegarder, la Ville renouvela ses largesses en prolongeant d'une année la pension de son jeune protégé<sup>17</sup>. Satisfait des progrès de son élève, Jouffroy avoua qu'il était "un garçon heureusement doué".

Soucieuse de résister à la centralisation parisienne, la municipalité avait intérêt à encourager financièrement la vocation de Prévot. En échange de sa libéralité, elle entendait recevoir : "pour unique et solennel engagement de se rappeler toute sa vie que la Ville de Bordeaux a été pour lui une mère généreuse à laquelle il a promis de devenir un grand artiste"<sup>18</sup>. Il apparaît alors clairement qu'en bénéficiant du soutien de ses concitoyens, Prévot s'engageait en contre partie à faire carrière dans sa ville natale.

## 1864-1885 La recherche du succès

Ses études parisiennes achevées, Prévot, comme promis, retourna à Bordeaux en 1864 dans le dessein d'y faire carrière<sup>19</sup>.

Jusqu'en 1886 date à partir de laquelle il travailla officiellement pour le compte de la municipalité, les commandes qu'il passa avec cette dernière étaient trop irrégulières pour le faire vivre et pour assurer sa notoriété d'artiste local. Sachant que les travaux officiels revenaient priorité à Dominique Maggesi, statuaire attiré, il s'orienta principalement vers le Salon des Amis des Arts et le fameux Salon parisien.

La situation des sculpteurs différait sensiblement de celle des peintres. En effet, la réalisation d'une statue était onéreuse. Le passage du plâtre au marbre ou au bronze représentait une aventure considérable. L'exécution supposait obligatoirement une commande. Ainsi, les sculpteurs dépendaient totalement du commanditaire pour s'exprimer et devaient à cette fin le solliciter. Seules occasions pour eux de montrer leur production, les salons étaient en somme l'unique moyen de se faire connaître du public et de l'Etat que nombre d'artistes n'hésitèrent pas à solliciter pendant la seconde moitié du XIXe siècle. A cet égard, le critique Théophile Thoré déclarait : "(...) il n'y a pas à Paris, six existences indépendantes de la publicité des Salons et de la protection de l'Etat"<sup>20</sup>.

L'année même de son retour en 1864, Edmond Prévot participa au Salon des Amis des Arts<sup>21</sup>. Il devait s'y montrer parmi les exposants les plus assidus puisqu'il ne manqua aucune des expositions, excepté en 1869, 1877 et 1887<sup>22</sup>. A peine sorti de l'Ecole, sa présence aux côtés des artistes de la région révèle bien les attentes que Prévot plaçait dans cette manifestation artistique. En effet, ses fondateurs ne s'étaient-ils pas proposés lors de sa création en

1851 de promouvoir les jeunes talents auprès du public bordelais sans cesse croissant ? Cependant, la sculpture n'y bénéficiait pas du même prestige que la peinture. De moindre intérêt aux yeux du public et de la critique, elle était trop peu représentée chaque année ainsi que le déplorait Henry Devier<sup>23</sup>.

La production que Prévot destina au Salon ne se démarque guère de celle de ses confrères. Il proposa en nombre, bustes et médaillons ainsi que des œuvres à sujet aimable capables de distraire le public. Les titres sont évocateurs : *La Rêverie*, *Le Déjeuner du Pierrot*. Dans cette même veine, se rangent les statuettes d'adolescents : *Le Pâtre*, *Le Chanteur napolitain*.

En adaptant sa production à des genres prisés, Prévot s'exposait naturellement à affronter la concurrence d'artistes réputés tels que Carrier-Belleuse et que Carpeaux. Car pour autant que la Société ait agi en faveur de l'art local, elle ne se priva jamais d'accueillir des artistes de renommée nationale.

Cependant, la Société des Amis des Arts devait mesurer ses propres limites. En dépit des initiatives dont elle fit preuve pour favoriser l'essor artistique de la Ville, elle fut bien obligée de reconnaître l'attrait irrésistible que constituait le Salon parisien aux yeux des artistes de la province. Manifestation essentielle au sein de la capitale, le Salon se tenait en mai et juin au Palais de l'Industrie<sup>24</sup>. Une foule considérable s'y pressait et ainsi chaque année, l'événement "cristallisait l'intérêt de l'opinion et de la critique"<sup>25</sup>.

En 1874 Prévot effectua son premier envoi. Exposer à Paris était une chance qui lui permettait de se faire connaître et d'entrer en contact avec les acquéreurs. Grâce à ces expositions, en effet, les anciens candidats au Grand-Prix de Rome, tel Prévot qui avait échoué quatorze ans auparavant, parvenaient quelquefois à se faire un nom.

17. A.M. 12D43. *Ibid.*, 14 janvier 1861.18. A.M. 12D41. *Ibid.*, 20 mai 1859.

19. A.M. 2D207. Lettre de Marionneau à l'Académie-mai 1888.

20. J. Lethève, *op.cit.*, p. 153.21. D. Dussol, *Art et bourgeoisie, La Société des Amis des Arts de Bordeaux (1851-1939)*, Bordeaux, Le Festin, 1997.

22. La guerre franco-prussienne dut suspendre le Salon de 1871.

23. H. Devier, *Les artistes contemporains à Bordeaux en 1865*, p. 163. Le constat est fait à nouveau vingt ans plus tard par J. P. Clarens, *Le Salon de Bordeaux en 1883, notes d'un passant*, Bordeaux, G. Maleville, 1883.

24. Edifié aux Champs-Élysées à l'occasion de l'Exposition universelle de 1855.

25. J. Lethève, *op.cit.*, p. 117.



En vue de répondre aux critères conservateurs de la sélection, l'artiste fit parvenir des morceaux de choix à travers lesquels s'affirme son allégeance à un classicisme sans concessions. En effet, *La Danse* et *Le Génie funèbre* sont des thèmes nobles que l'art néo-classique avait traité abondamment. Nombreux également sont les portraits en buste et en médaillon que Prévot destina au Salon parisien. Toutefois, la concurrence plus sévère qu'à Bordeaux obligea l'artiste à travailler davantage le marbre, matériau noble par excellence.

En 1887, le jury "composé des plus éminents statuaires"<sup>26</sup>, décerna une mention honorable à son groupe : *La Course interrompue*<sup>27</sup>. Ces récompenses, appréciées du public et des amateurs, avaient valeur d'échelon obligatoire et nécessaire pour tout artiste qui désirait réussir dans la carrière.

En participant assidûment aux Salons parisiens, Prévot, comme tout artiste de la province, ambitionnait à une reconnaissance nationale. Celle-ci se concrétisait habituellement sous la forme d'une récompense ou encore mieux d'une commande de l'Etat. Ainsi, Prévot sollicita lui-même, en 1875, le directeur des Beaux-Arts : "Cette faveur (...) serait pour moi d'une importance considérable, elle me permettrait d'obtenir pour mes travaux futurs, des prix un peu moins ridicules que jusqu'à présent"<sup>28</sup>. Il obtint, en réponse à sa requête, un "bloc de marbre de Crestola pour l'exécution d'un buste de Montesquieu"<sup>29</sup>. Si gratifiante que fut pour lui l'attribution d'une commande de ce genre, celle-ci n'alla pas sans difficulté puisque ce portrait resta la seule commande officielle de sa carrière.

Le sculpteur ne négligea pas non plus les commandes des particuliers qui contribuèrent à assurer sa réputation locale. Mais à l'exception des portraits, il se heurta au désintérêt voire à l'indifférence du public à l'égard de la statuaire : "(...) la foule comprend mieux la couleur que la forme"<sup>30</sup>.

Les relations que Prévot entretenait avec cette clientèle sont aujourd'hui mal connues, faute de documents. Néanmoins, il fixa dans la terre, le plâtre, le bronze et le marbre, les traits de personnalités plus ou moins distinguées de Bordeaux. La plupart de ces effigies sont en buste ou en médaillon moins encombrants et moins coûteux. L'artiste s'ingénia à représenter des milieux aussi divers que possible : médecins, artistes, hommes politiques mais aussi des enfants, des demoiselles et des femmes du monde. Par ailleurs, les commandes funéraires à l'initiative de particuliers (bustes et médaillons où le défunt est représenté sous ses plus flatteuses apparences) lui offrirent quelques débouchés artistiques et financiers non négligeables.

## 1886-1892 La notoriété locale

Le 1er février 1886, Edmond Prévot prit la succession de Dominique Maggesi au poste de professeur de sculpture-statuaire<sup>31</sup>. Rappelons que la Ville afin de développer l'activité artistique locale, avait créé en 1832 une Ecole de sculpture, à la tête de laquelle le statuaire italien avait occupé les fonctions de directeur et de professeur pendant plus d'un demi siècle<sup>32</sup>. La nomination de Prévot intervint dans le cadre d'une réorganisation générale de l'Ecole municipale de dessin, peinture et architecture à laquelle avait été rattaché l'enseignement de la sculpture en 1885. Ces remaniements administratifs constituèrent une étape provisoire vers la création, quatre plus tard, d'une Ecole municipale des Beaux-Arts<sup>33</sup>.

Dans un premier temps, Prévot dispensa ses cours dans le local de l'ancienne Ecole de Sculpture, situé sur les terrasses du Jardin public, "tous les jours, le dimanche excepté, de deux heures à quatre heures"<sup>34</sup>. Puis, à la rentrée 1889, il déménagea pour rejoindre les locaux de la nouvelle Ecole des Beaux-Arts installée dans le bâtiment rénové de l'ancien hospice des vieillards. Ces lieux offraient l'avantage d'être "vastés, bien éclairés et commodes"<sup>35</sup>.

Un rapport du conseil municipal (2 juillet 1886) donne une description du nouvel atelier : "Ces salles voûtées sont très spacieuses et communiquent directement avec une cave vaste et saine, accessoire indispensable d'un cours de sculpture et où l'on pourra conserver à l'abri de la chaleur la terre glaise, les travaux des élèves etc." Cependant, en dépit de ces conditions de travail apparemment satisfaisantes, Prévot se plaignit de la mauvaise orientation de ses locaux où frappait l'après-midi une lumière bien gênante<sup>36</sup>.

26. A.M. 2D207. Lettre de Marionneau à l'Académie, mai 1888.

27. *Catalogue d'Exposition du Salon des Artistes Français*, 1888.

28. A.N. F<sub>21</sub> 248. Lettre d'E. Prévot au directeur des Beaux-Arts, 22 mai 1874.

29. A.N. F<sub>21</sub> 484. Lettre d'E. Prévot au ministre de l'Instruction publique, le 19 août 1875.

30. E. Ponget, *Le Courrier de la Gironde*, 8 mars 1876.

31. *La Gironde*, 31 janvier 1886.

32. M. N. Maynard, *Le Sculpteur D. F. Maggesi à Bordeaux (1802-1892)*, T.E.R., Université de Bordeaux III, 1978, p. 52.

33. A.M. Procès verbal du conseil municipal, séance du 24 novembre 1885.

34. *La Gironde*, 30 janvier 1886.

35. A.M. Rapport sur la situation des affaires municipales, séance du 2 juillet 1886.

36. A.M. 786 R1. Ecole des Beaux-Arts : Rapports trimestriels 1890-1895. Rapport annuel de A. Zo au maire, 19 décembre 1890.

L'organisation et la composition du cours de sculpture d'art sont aujourd'hui bien connues. Celui-ci reposait, pour une grande part, sur le dessin. Les élèves, admis dans la classe du maître, devaient avoir à leur actif au moins deux ans de pratique de cette discipline<sup>37</sup>. Le dessin d'après la bosse se faisait à partir de modèles en plâtre que le sculpteur commandait régulièrement. Ses choix se portaient aussi bien sur des antiques "vingt et un bas-reliefs du Parthénon : Phidias, réduction barbedienne" que sur les œuvres des maîtres de la Renaissance<sup>38</sup>. Quant au dessin sur le vif, il occupait une part importante de l'enseignement, puisqu'à partir de 1891, les modèles furent invités à poser trois heures par jour au lieu de deux.

A la pratique du dessin s'ajoutait celle du modelage en vue de laquelle le professeur n'hésitait pas à renouveler les commandes de plusieurs mètres cubes de terre nécessaire<sup>39</sup>. Les élèves s'entraînaient à réaliser des compositions ou "maquettes". Dessin et modelage représentaient donc les deux activités de fond dévolues à l'enseignement de la sculpture.

Les élèves de Prévot recevaient également un cours d'histoire de l'art et d'anatomie. Pour ce dernier, particulièrement nécessaire à l'exercice de la sculpture, ils étaient tenus de se rendre chaque dimanche à la nouvelle faculté de Médecine. Là, les attendait un professeur d'anatomie chargé de disséquer un cadavre<sup>40</sup>. Dans ce même souci pédagogique, Prévot avait acquis pour son cours les deux fameux *Ecorchés* de Houdon que possédaient alors toutes les Ecoles d'art.

Ses élèves, semble-t-il, donnèrent entière satisfaction à leur professeur qui ne manquait jamais de souligner, dans les rapports trimestriels, leurs efforts et leur assiduité<sup>41</sup>. Certains se distinguèrent par la suite. On retient, en particulier, Jules Rispal, Georges Achard et Gaston Schnegg. Tous commencèrent leur carrière en remportant d'abord le concours en loges de l'Ecole municipale<sup>42</sup> avant d'obtenir différents prix très disputés à l'Ecole nationale des Beaux-Arts. Ainsi, en fut-il de Rispal qui, pensionnaire de la Ville, décrocha à la grande satisfaction de Prévot le prix Lemaire<sup>43</sup>. Par la suite, ce jeune sculpteur débuta dignement sa carrière avec une mention honorable à l'Exposition universelle de 1900 puis collectionna les médailles aux Salons des Artistes Français de 1901 à 1903<sup>44</sup>. La Ville conserve de lui une *Nymphe de Diane*<sup>45</sup>, où se remarquent les préceptes académiques de son premier maître dans la sobriété du modelé et l'idéalisation des formes.

En même temps que le cours de sculpture statuaire, la municipalité confia à Prévot à compter de 1886, la réalisation de cinq bustes en marbre de ses anciens maires. En effet, en 1882, lorsque la Ville avait passé commande auprès de Maggesi des portraits de *Bryas*, *Gautier*, *Cure* et *Fourcand*,

le sculpteur avait refusé. A ses dires, les documents faisaient défaut. En fait, l'artiste vieillissant, préférait se retirer du monde artistique<sup>46</sup>. Quatre ans plus tard, l'administration s'en remit donc aux soins de Prévot.

Plusieurs raisons peuvent expliquer ce choix. Tout d'abord, la mairie avait déjà fait appel à ses services en 1869 pour la réalisation des *Génies* de l'Hôtel de Ville, puis pour celle de l'allégorie de *l'Instruction publique* (fronton de l'Ecole Philomathique). Elle s'était montrée chaque fois satisfaite du résultat. De plus, le style mesuré de l'artiste, dans la continuité des préceptes néo-classiques de Maggesi, garantissait une permanence stylistique. Enfin, il était juste qu'une telle charge allât de préférence à un ancien pensionnaire de la Ville, revenu faire carrière dans sa région natale.

Toutefois, même si Prévot recevait chaque année une commande en principe réservée au statuaire officiel, il n'en porta jamais le titre. Plusieurs preuves portent à le croire. Lorsque Marionneau adressa à l'Académie "l'Examen des titres de la candidature" du sculpteur, il n'est à aucun moment question de son statut d'artiste municipal<sup>47</sup>. Cette hypothèse est corroborée par la lettre que la veuve de Prévot adressa en 1898 au maire. Elle lui proposa d'acquiescer pour son musée le groupe *La Course interrompue*<sup>48</sup> et pour appuyer sa demande, elle rappela les engagements passés entre la municipalité et son époux sans faire cependant allusion au poste de "statuaire officiel"<sup>49</sup>.

37. A.M. *Ibid.* Document concernant le régime des études à l'Ecole des Beaux-Arts s. d.

38. A.M. 753 R3. Lettre de A. Zo au maire, 16 juin 1890.

39. A.M. *Ibid.*, 17 avril 1890.

40. A.M. *Ibid.*, 16 février 1891.

41. A.M. 768 R1. Ecole des Beaux-Arts : Rapports trimestriels, 1890-1895.

42. *Concours et Palmarès de l'Ecole des Beaux-Arts de Bordeaux, 1877-1900*, Bordeaux, Delmas.

43. Fonds Marionneau, 1583 (63), Lettre de Prévot à Marionneau, s. d.

44. E. Bénézit, *Dictionnaire des peintres, sculpteurs, dessinateurs et graveurs*, Paris, 1961.

45. Jardin de la Mairie, statue en pierre.

46. M. N. Maynard, *op.cit.*, p. 13. Né en 1801, Maggesi était alors âgé de 80 ans.

47. A.M. 2 D 207. Lettre de Marionneau à l'Académie, mai 1888.

48. A.M. 3035 M. 1. Lettre de Madame Prévot au maire, 2 février 1898.

49. Ce titre n'est jamais évoqué dans diverses biographies existantes tels E. Féret et E. Bénézit, ainsi que dans les avis de décès des journaux où les principaux titres du sculpteur sont rappelés.



Sur une période de six ans, Prévot reçut la commande des bustes de *Brandenburg*, *Gautier*, *Fourcand*, *Bryas* et *Billaudel*. A cet effet, le conseil municipal ouvrait tous les ans, au budget de l'exercice courant, un crédit de trois mille francs pour "achat de marbre et travaux de statuaire"<sup>50</sup>. Or, le sculpteur percevant quatre mille francs d'appointements par buste, les mille francs supplémentaires devaient être prélevés sur le budget de l'année suivante. Le paiement était clairement établi. Il s'effectuait en quatre acomptes de mille francs chacun après que Prévot en ait formulé officiellement la demande. La plupart du temps chaque versement avait lieu en fonction du degré d'avancement du projet. Pour finir, la municipalité déléguait son architecte chargé de prendre livraison du buste. Ces portraits, autrefois dispersés dans différentes salles de l'Hôtel de Ville, furent regroupés dans la nouvelle salle du conseil municipal, inaugurée en mai 1889.

Fort de ce succès, il lui fut naturellement plus aisé de remporter certaines commandes très convoitées. Le décor de la nouvelle faculté de Médecine en est un exemple. Outre l'appui d'un politique influent, son statut lui permit, en effet, de figurer en priorité parmi la liste des rares sculpteurs bordelais retenus.

Bien que Maggesi ait cessé toute activité professionnelle les dix dernières années de sa vie, la municipalité, par respect pour lui, ne souhaita pas le remplacer. Or le vieux maître mourut en 1892, l'année même du décès de Prévot. Ce dernier fut remplacé par le sculpteur parisien Gaston Leroux, nommé officiellement cette fois<sup>51</sup>.

## L'homme et l'artiste

Edmond Prévot rencontra, au cours de ses études parisiennes, Julie Dubois à laquelle il s'unit civilement le 7 juillet 1864 puis religieusement, en son église de Sainte-Eulalie, deux jours plus tard<sup>52</sup>. La jeune femme, couturière de son état, lui avait déjà donné deux enfants. Par égard à la carrière publique qui attendait le sculpteur, les deux jeunes gens avaient officialisé leur union, aussitôt rentrés de la capitale.

Leur fille aînée, Isabelle Berthe, née le 14 mars 1860, se consacra à une carrière de pianiste qui l'amena à se produire plusieurs fois avec succès sur la scène du Grand Théâtre<sup>53</sup>. Le cadet Edmond dit Léon, naquit un an plus tard, le 6 août. Lui seul continua l'activité de son père en amateur puisqu'il exerçait la profession d'employé de commerce<sup>54</sup>. Enfin, peu de renseignements nous sont parvenus sur Léa, la dernière des enfants, née en 1878.

Jusqu'en 1870, le jeune ménage changea fréquemment d'adresse sans jamais, cependant, quitter le quartier résidentiel de la paroisse Sainte-Eulalie. La première année de

son retour à Bordeaux, Prévot et sa famille s'installèrent au 11, rue de Navarre. Les *Almanachs*, sur lesquels il apparaît dès 1865, mentionnent ensuite son nom au 136, rue Belleville puis au 47, rue du Tondu. Enfin, jusqu'à la mort de l'artiste, la famille ne quitta plus l'échoppe sise au 88, rue du Tondu<sup>55</sup>.

Divers documents, écrits, photographiés et sculptés, permettent de donner une assez bonne description physique de l'artiste<sup>56</sup>. En 1880, le journaliste bordelais Ernest Toulouze brossa un portrait pertinent : "Monsieur Prévot est de taille moyenne, plutôt petit que grand. Jeune encore, ses cheveux longs se font rares et blanchissent un peu sur les tempes ; mais la moustache est fine, la barbe ne grisonne nullement (...) n'était son œil gris-pâle, M. Prévot aurait bien la physionomie d'un artiste italien"<sup>57</sup>. A ceci, Marie Edouard Lenoir ajouta qu'il était "d'une force herculéenne", qualité requise chez un sculpteur qui doit se coller avec la matière pour donner naissance à l'œuvre<sup>58</sup>.

Prévot était un homme humble et modeste et il se montra fidèle toute sa vie au milieu simple dont il était issu. Marie Edouard Lenoir précise : "(...) ennemi de la flagornerie et de la réclame à tam-tam, d'une politesse et d'une discrétion exquises avec ses modèles, le statuaire-sculpteur Edmond Prévot est un spirituel causeur, à l'élocution facile, instruit, sans prétention et pas fat ni poseur du tout"<sup>59</sup>.

Cet art de vivre, fait de raison et d'équilibre, répond parfaitement à l'idéal classique de l'honnête homme. L'artiste ne semble guère avoir été porté aux remises en cause tant religieuses que politiques. Il préférerait miser avec modestie sur la pratique d'un art sans cesse perfectible et se

soumettait dans ce but à une vie aux normes établies. L'entourage amical du statuaire se borna à un nombre assez restreint de personnalités. La discrétion de son caractère n'était pas compatible, a priori, avec une vie mondaine.

Le sculpteur Louis de Coëffard de Mazerolles est certainement une des personnes qui compta le plus au yeux de Prévot. Toute sa vie il fut reconnaissant à son maître de lui avoir enseigné "son art avec une paternelle bonté". Prévot exprima officiellement sa gratitude lors de sa réception à l'Académie : "Je voudrais surtout ressembler à celui (...) qui me prit par la main pour me guider dans cette carrière dont les ornières et les cahots sont si rudes à franchir"<sup>60</sup>. Il assortit cet hommage d'un buste où le tempérament inquiet de l'artiste se lit sur un visage réfléchi.

De vingt ans son aîné, Coëffard que Prévot aimait à qualifier de "maître et ami", remplit véritablement le rôle de père spirituel<sup>61</sup>. On les rencontre collaborant plusieurs fois sur un même chantier, celui de Saint-Michel à partir de 1875 puis celui de la faculté des Sciences et des Lettres en 1885. Enfin, cette coopération se doubla d'une dimension humaine très forte dans leurs rapports. Coëffard fut, en effet, le témoin du mariage religieux de son ancien élève. Quant à ce dernier, on le retrouve en 1864 et 1865, partageant, en compagnie de sa famille, la même adresse que l'ancien maître au 11, rue de Navarre.

En dépit de sa discrétion Prévot participa activement à la vie artistique bordelaise. Comme on l'a vu, il prit soin d'exposer dès son retour à Bordeaux au Salon des Amis des Arts. Une fois la notoriété acquise, Prévot ne tarit point ses envois.

En artiste digne de ce nom, il ouvrit son champ d'activité en prenant part à la vie intellectuelle locale. Il compta parmi les membres de la Société Archéologique l'année même de sa création en 1873 par l'avocat et archéologue Pierre Sansas<sup>62</sup>. Ce groupe d'érudits bordelais se proposait d'étudier et surtout de protéger du vandalisme les vieux monuments de Bordeaux et du département. Dans ce cadre érudit, Prévot participa à divers travaux de fouilles archéologiques. Il exhuma, en compagnie de Braquehay, un fragment de sculpture antique "enfoui sous le seuil de la mairie d'Andernos" et en communiqua le croquis au cours de la séance du 12 novembre 1875. On le retrouve l'année suivante, cité simplement cette fois, comme auteur de la découverte de deux chapiteaux, l'un gallo-romain et l'autre mérovingien<sup>63</sup>. A travers cette activité scientifique, supposant méthode et rigueur, Prévot présente le profil même de l'artiste érudit et curieux.

En 1888, le sculpteur formula officiellement à l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts le vœu d'occuper le fauteuil laissé vacant par son maître Coëffard, disparu un an plus tôt. Après examen favorable des titres de sa candi-

dature, il fut élu membre résidant le 31 mai, puis introduit par Léo Drouyn et Charles Marionneau. Nommé Officier d'Académie en 1886<sup>64</sup>, Prévot remplit scrupuleusement ses devoirs à l'égard d'une "Compagnie soucieuse de s'associer les hommes qui, dans tous les temps, se sont distingués dans les sciences, les lettres et les arts"<sup>65</sup>. Cependant, durant ses quatre années de vie académique, l'artiste ne présenta aucune communication. Après sa disparition, son fauteuil laissé vacant, fut occupé en 1895 par Gaston Leroux, le nouveau sculpteur officiel de la Ville<sup>66</sup>.

Les circonstances du décès de l'artiste furent brutales. *La Petite Gironde* révèle qu'une hémorragie cérébrale l'emporta à son domicile le 7 octobre 1892 au soir<sup>67</sup> muni des sacrements de l'Eglise. Il était âgé de 54 ans. Ses obsèques religieuses se déroulèrent deux jours après, en l'église Sainte-Eulalie. Son corps, d'abord inhumé dans le caveau des artistes au cimetière de la Chartreuse, fut transféré au début du siècle et repose désormais dans le caveau familial<sup>68</sup>. Conformément aux volontés de son époux, sa veuve hérita entièrement des biens du ménage qui s'élevaient, en tout et pour tout, à onze mille francs<sup>69</sup>.

La fortune critique de Prévot se mesure à l'importance que prit l'annonce de sa disparition dans la presse locale et dans quelques revues artistiques. Des avis de décès furent publiés aussitôt par *La Chronique des arts et de la curiosité*, ainsi que par *La Gironde*, *La Petite Gironde* et *Le Nouvelliste*. Ces quotidiens s'empressèrent de relater le déroulement des obsèques. Ainsi, prit part à cette cérémonie funèbre, une "foule considérable d'amis et de connaissances"

60. "Discours de réception de Prévot à l'Académie et Eloge de Coëffard", *Actes de l'Académie*, séance du 28 juin 1888.

61. Louis de Coëffard de Mazerolles : 1818-1887.

62. Pierre Sansas : 1804-1877.

63. *Revue de la Société Archéologique*, séance du 12 mai 1876, t. III, 1876.

64. *Le Journal Officiel*, 18 janvier 1886. Son dossier individuel n'a pu être retrouvé malgré la consultation aux A.D. de la série IM et aux A.N. de la série F<sub>17</sub>.

65. "Discours du président de l'Académie à Prévot", *Actes de l'Académie*, séance du 28 juin 1888.

66. "Eloge d'Edmond Prévot par Gaston Leroux", *Actes de l'Académie*, séance du 4 avril 1895.

67. *La Petite Gironde*, 9 octobre 1892, ainsi que A.M. 3E 314, Acte de décès de Sébastien Edmond Prévot.

68. Cimetière de la Chartreuse, Bordeaux, Registre d'Inhumation 1890-1892 et Arrêté de Concession du 28 avril 1903, caveau M. Pégot.

69. A.D. 3 Q 5210, Déclaration des mutations par décès, le 27 mars 1893.



parmi lesquelles se distinguaient des membres de l'Administration municipale et de l'Académie de Bordeaux, des professeurs et élèves de l'Ecole des Beaux-Arts, des artistes et la famille du sculpteur, enfin <sup>70</sup>. Des discours furent prononcés sur la tombe par différentes notabilités familiales du défunt. La presse publia les oraisons funèbres. La Société des Amis des Arts exprima son "souvenir sympathique" à un de ses fidèles participants <sup>71</sup>; Gaston Leroux, son successeur à l'Académie, prononça un éloge <sup>72</sup>; l'Ecole des Beaux-Arts enfin lui rendit un dernier hommage à l'occasion de la remise des prix de fin d'année en 1893 <sup>73</sup>. De son côté, la Ville se chargea de prendre à ses frais les obsèques de l'ancien professeur de sculpture-statuaire de l'Ecole municipale des Beaux-Arts <sup>74</sup>. Enfin, elle acquit en 1894 à sa veuve, un *portrait* en plâtre de son époux ainsi que le modèle de la statue du *Jeune Berger*. Le buste était destiné à prendre place dans la salle du cours de statuaire tandis que la *statue* une fois exécutée en bronze alla décorer le square Gambetta <sup>75</sup>.

Quelques rares documents permettent de discerner une réflexion du sculpteur sur sa profession et de connaître un peu mieux ses conditions de travail.

De l'avis du statuaire, le concept ou "partie purement artistique", ne suffit pas à donner naissance à l'œuvre. Sa réalisation suppose aussi, à parts égales, une solide maîtrise de la pratique. A partir d'une étude en cire ou en argile, l'artiste doit être capable de la réaliser dans son matériau définitif. En bref, le sculpteur ne peut jamais s'affranchir des tâches matérielles qui constituent le fond de son métier. Notons à ce propos que Prévot reprochait à l'enseignement de la sculpture <sup>76</sup> son manque d'apprentissage technique. Lui-même, participait autant que possible à toutes les étapes du processus de création et accordait une importance primordiale au "métier". De fait, il semble n'avoir jamais travaillé avec l'aide d'un praticien. Même pour l'exécution de l'allégorie de *l'Instruction publique* (Ecole Philomathique) Marionneau rappelle qu'il attaqua résolument seul ce grand fronton <sup>77</sup>.

Toutefois, le travail du bronze échappait partiellement au sculpteur qui devait s'en remettre au savoir du fondeur. Aussi la signature de cet artiste-artisan apparaissait-elle systématiquement aux côtés de celle de Prévot. Les ateliers de Charles Gautier et ceux de Boyer et Rolland sont les seuls noms connus auxquels Prévot confia l'exécution de bustes ou de statues. Charles Gautier, fabricant de bronze renommé, intervint entre autre pour la figure du *Jeune Berger* et d'un *buste d'Inconnu*. Les associés Boyer et Roland, quant à eux, se chargèrent du *buste de Guillaume Henri Brochon* <sup>78</sup>.

En dehors de l'atelier de l'Ecole des Beaux-Arts, où il exécutait ses commandes officielles, l'artiste exerçait dans un local situé au fond du jardin de sa maison d'habitation.

Ernest Toulouze, qui lui rendit visite sur son lieu de travail, en fournit une description assez précise : "Ici, pas d'ornement, pas de meuble, pas de livre. Rien que des outils de l'artiste, ses matériaux et ses œuvres. L'impression qu'on éprouve en entrant est celle que produit le travail assidu, consciencieux, persévérant". Et l'auteur ajoute plus loin : "Allez chez M. Prévot, (...) il vous arrivera ce qui nous est arrivé l'autre jour : nous étions deux visiteurs, et dans l'atelier, [il] n'a pu trouver qu'une seule chaise ; encore a-t-il fallu ôter des outils qui étaient dessus !" <sup>79</sup>

Ce lieu, comme le rappelle à juste raison le journaliste, révèle et caractérise bien le tempérament de l'artiste. Cet atelier est réservé au travail, non aux causeries. Il illustre une vie entièrement dominée par le labeur. Mais il en était ainsi de la plupart des ateliers de sculpteurs. Les matériaux tels que la pierre, le plâtre, le marbre, la glaise, encombrants et salissants, rendaient impossible le maintien d'un endroit propre et ordonné.

Prévot exerçait "vêtu d'un tricot et d'un pantalon de travail, chaussé à l'aise". Il est probable qu'il aimait à donner de lui l'image d'un artiste dévoué et consciencieux. En effet, son buste sculpté par Blanchot, un de ses élèves, le montre coiffé du bérêt des artistes.

Quant à ses principales relations professionnelles, le statuaire côtoya les érudits bordelais, ardents défenseurs du régionalisme.

En 1884, il engagea une correspondance avec Marionneau <sup>80</sup>. Ce dernier, très proche des artistes natifs de la région, s'occupa sans cesse de valoriser leur talent. Prévot le tenait régulièrement au courant de ses activités profes-

70. "Obsèques de Monsieur Prévot", *La Petite Gironde*, 10 octobre 1892.

71. *Compte rendu de la commission administrative : Société des Amis des Arts de Bordeaux*, Bordeaux, Gounouilhou, 1893.

72. "Eloge d'Edmond Prévot par Gaston Leroux", *Actes de l'Académie*, séance du 4 avril 1895.

73. *Concours et Palmarès de l'Ecole des Beaux-Arts 1877-1900*, Bordeaux, Delmas.

74. A.M. 753 R3. Lettre du maire à A. Zo, 3 novembre 1892.

75. Procès-verbal du conseil municipal, séance du 6 mars 1894.

76. A.M. 751 R1. Lettre de Prévot au maire, 26 septembre 1888.

77. A.M. 2D 207. Lettre de Marionneau à l'Académie, mai 1888.

78. Pour ces derniers, moins connus dans la profession, aucun renseignement n'a pu être retrouvé.

79. E. Toulouze, *op.cit.*, pp. 193 et 194.

80. Fonds Marionneau, 1583 (63), Correspondance Prévot-Marionneau, 1884-1890.

sionnelles au sein de l'Ecole municipale de dessin et peinture. De même, l'historien et archéologue Jules Delpit, s'occupa de révéler aux promeneurs, dans des articles de presse, les œuvres monumentales du sculpteur. Quant aux journalistes bordelais Ernest Toulouze et Marie-Edouard Lenoir, ils fournirent aux lecteurs de *La Petite Gironde* un portrait plus intimiste du maître.

## 1864-1872

### Des commandes monumentales importantes

Dès son retour à Bordeaux, Prévot comptait bien s'affirmer dans le milieu artistique en qualité de sculpteur-statuaire indépendant. Les rapports privilégiés qu'il entretenait avec son maître auraient pu naturellement le conduire à participer comme praticien, du moins les premiers temps, à des chantiers placés sous sa direction. Or, aucune trace de sa présence n'a été retrouvée parmi ceux dont Coëffard s'entoura pour la réalisation en 1864 du haut-relief la *Jonction de l'Océan et de la Méditerranée* exécuté au fronton du palais de la bourse agrandi par Charles Burguet <sup>81</sup>. De même, constate-t-on son absence pour la décoration monumentale de l'Institution des Sourdes et Muettes où Coëffard se fit aider cette fois du sculpteur Jabouin <sup>82</sup>.

En 1865, Prévot remporta pour la première fois une commande municipale. Elle consistait à restaurer le décor sculpté de l'Ecole de dressage et d'équitation qui venait d'être transférée rue Judaïque. Bien que de peu d'envergure, cet ouvrage de restauration lui permit de révéler ses qualités. Outre le paiement, il reçut, à la clef, les félicitations du maire Guillaume Henri Brochon : "Le beau fronton de Francin, habilement restauré par un jeune sculpteur bordelais, M. Prévost (sic) y produit un excellent effet" <sup>83</sup>. Ce compliment d'un édile particulièrement attentif à l'embellissement de Bordeaux, avait valeur de reconnaissance officielle venant s'ajouter à ses titres de lauréat de l'Ecole municipale de dessin et d'ancien pensionnaire de la Ville.

C'est une commande religieuse qui, l'année suivante, le révéla au grand public. La paroisse Notre-Dame le chargea de compléter la décoration de son église en plaçant en façade *Saint Thomas d'Aquin* et trois des quatre Docteurs de l'Eglise Latine, à savoir *Saint Augustin*, *Saint Jérôme* (fig. 2) et *Saint Grégoire le Grand*. De cette façade, chef d'œuvre de l'architecture bordelaise du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, Prévot a retenu le classicisme auquel se réfèrent d'évidence ses figures <sup>84</sup>. Il affirme sans détour son appartenance à cette esthétique et se pose en continuateur de l'école bordelaise créée par Maggesi.



Fig. 2. — *Saint Jérôme. Pierre. 1866. Bordeaux, façade de l'église Notre-Dame. Catalogue, n° 97C.*

Satisfait du travail, le conseil de la fabrique vota une gratification de cinq cents francs en plus du prix convenu <sup>85</sup>. Convaincue de son talent, la municipalité accorda à Prévot sa confiance en le chargeant par la suite de deux comman-

81. Coëffard travailla en compagnie de Eudes, Bonnafé et Felon d'après : J. Delpit, *Rapport sur deux frontons exécutés par M.M.L. de Coëffard et A. Jouandot*, Bordeaux, impr. de l'Académie, 1865, p. 4.

82. Coëffard réalisa la statue de l'abbé de l'Epée en façade de l'Institution.

83. A.M. 12D51. Rapport du maire sur les affaires municipales, séance du 17 novembre 1865.

84. M. Reymond, "L'église Notre-Dame de Bordeaux", *Revue de l'art ancien et moderne*, t. 3 vol. 1, 1914, p. 417.

85. Eglise Notre-Dame, Pièces comptables de la fabrique : "dépenses", Décision du conseil de la fabrique, 28 avril 1867.



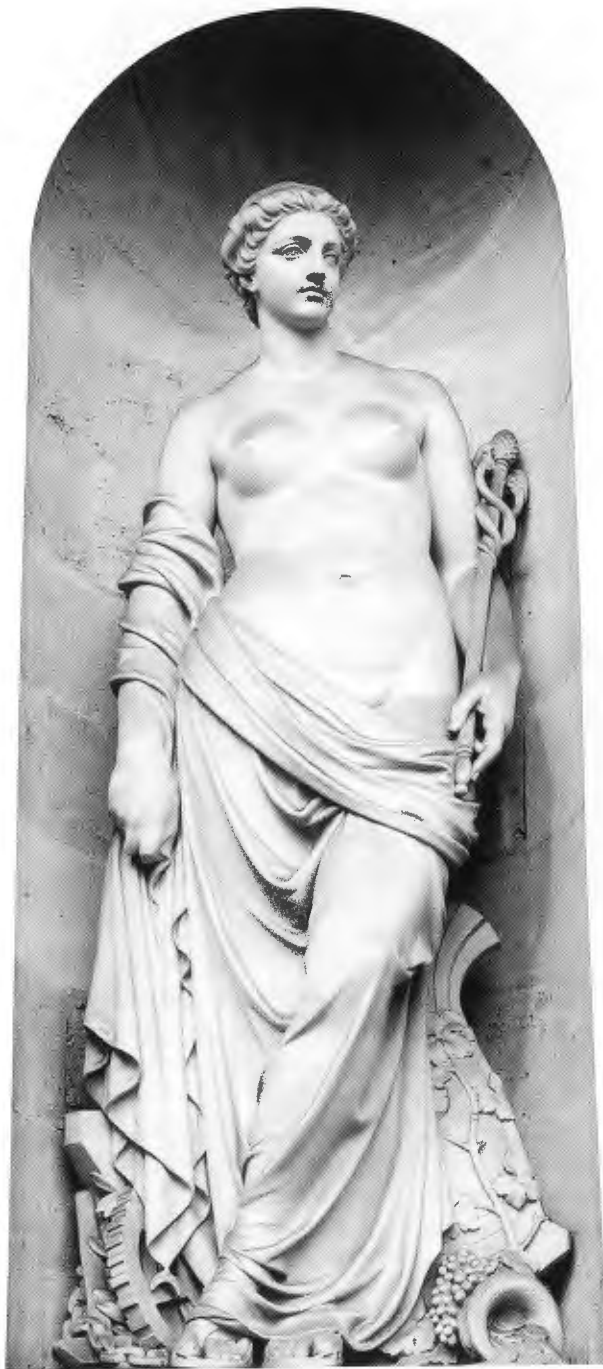


Fig. 3. — Génie du Commerce maritime et de l'Industrie vinicole. Pierre. 1869. Bordeaux, portique d'entrée de l'Hôtel de Ville. Catalogue, n° 98.

des monumentales : en 1869 les *Génies* (fig. 3) du portique d'entrée de l'Hôtel de Ville et en 1872 le fronton de l'Ecole Philomathique (fig. 4). Au sujet des *Génies*, l'administra-

tion s'était elle-même mise en rapport avec "ce jeune sculpteur qui venait de faire ses preuves en produisant notamment les quatre statues qui décorent la façade de l'église Saint-Dominique"<sup>86</sup>.

Ce type de commandes était important à plus d'un titre. En effet, ces œuvres furent placées aux endroits clés de la ville : la mairie, symbole de l'autorité locale et un bâtiment d'enseignement public, symbole de l'équité républicaine.

Ces programmes ambitieux viennent donc confirmer le talent et la notoriété de Prévot. A peine âgé de trente ans, il évinçait Maggesi pour les rares commandes monumentales de la Ville. Cette situation ne fut certainement pas sans créer quelque tension. En 1881 le vieux statuaire officiel exprima à la mairie son amertume qu'aient été exécutés sans son concours divers travaux de statuaires et parmi les commandes dont il se disait exclu figuraient entre autres les "statues des deux niches de l'Hôtel de Ville et le fronton de l'Ecole professionnelle"<sup>87</sup>.

Dès cette première période, Prévot affirma clairement les qualités de son art auxquelles il resta fidèle toute sa carrière. Il sait passer d'un style expressif, avec les figures graves et presque pathétiques de Notre-Dame, à un répertoire de formes plus souples dans le *Génie du Commerce maritime et de l'Industrie Vinicole*. Il fait preuve, enfin, d'une véritable noblesse dans la composition toute hiératique du fronton de l'Ecole Philomathique. En somme, Prévot démontra sa maîtrise du répertoire des formes classiques.

### 1873-1884 Commandes religieuses et commémoratives

#### Commandes religieuses

Après 1850, l'Eglise devint un riche mécène sur lequel Prévot put compter pendant les dix premières années de la Troisième République. Cette activité était dû notamment à l'administration active du cardinal Donnet, une des figures les plus populaires et les plus puissantes de Bordeaux à cette époque<sup>88</sup>. Le prélat déploya d'incessants efforts en vue d'agrandir et surtout d'embellir les monuments reli-

86. A.M. 12 D57. Procès-verbal du conseil municipal, séance du 7 février 1868.

87. A.M. 747 R2. Lettre de Maggesi au maire, 19 novembre 1881.

88. Nommé cardinal du diocèse de Bordeaux au début du Second Empire, il décéda en 1882.

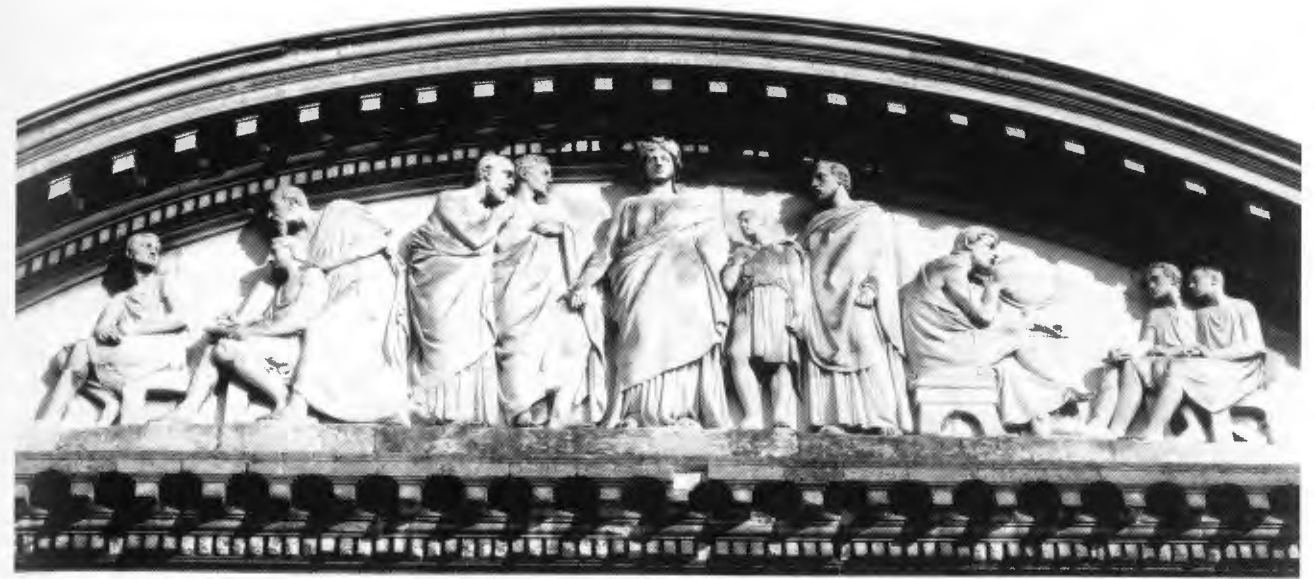


Fig. 4. — Allégorie de l'Instruction publique. Pierre. 1872. Bordeaux, fronton de l'Ecole Philomathique. Catalogue, n° 107.

gieux de son diocèse. Malgré la crise provoquée par la chute du Second Empire, cette action se prolongea sous la Troisième République<sup>89</sup>. Ainsi, de grands chantiers profitèrent à une pléiade d'artistes de la région et Prévot obtint dans ces circonstances ses principales commandes religieuses. Il s'agit de l'exécution pour le clocher de Verdelaix de quatre *Anges laudateurs* (1874) et deux ans plus tard, celle de six statues de *Prophètes* (fig. 26) destinées à la nouvelle chapelle du Grand Séminaire.

Au commencement du Second Empire, l'abbé Jean-Baptiste Meynard avait entrepris une grande campagne de restauration et de décoration de l'église Saint-Michel. A compter de 1875, l'artiste rejoignit les sculpteurs Coëffard, Jabouin et Mora employés à l'ornementation de la basilique. Dans un premier temps, il œuvra à la sculpture monumentale des chapelles latérales qui venaient d'être restaurées. En 1876, il réalisa la *sainte Marguerite* et le *saint Jean* de la chapelle du Sacré-Cœur, suivis du haut-relief du *Christ et de la Samaritaine au puits* (fig. 21) (1882) placé dans la chapelle des fonds baptismaux. Il termina cette série en 1885 par un groupe dédié à saint Jean-Baptiste : *Le Précurseur montrant le Divin Maître aux Juifs*. Dans un second temps, il remporta la commande du *Chemin de croix* (fig. 20) et d'une paire d'*Anges porte-flambeaux* disposée dans le chœur (fig. 19).

Ces œuvres religieuses se caractérisent par un style épuré, une grande simplification du modelé et du graphisme grâce à une économie de moyens.

Après la disparition du cardinal Donnet (1882), bientôt suivie de celle de l'abbé Meynard trois ans plus tard, Prévot cessa toute collaboration avec l'Eglise.

#### Commandes à caractère commémoratif

De 1877 à 1884, l'artiste accepta une série de commandes funéraires pour le cimetière de la Chartreuse à Bordeaux.

A la fin du siècle, les cimetières étaient devenus de véritables "musées de sculpture"<sup>90</sup>. A l'instar des "champs de repos" parisiens où les plus grands sculpteurs exercèrent leur talent, la décoration sculptée de la Chartreuse connut un essor sans précédent. Dès 1850, Maggesi puis Coëffard avaient embelli de leur ciseau les tombeaux de personnalités locales. Prévot et Jouandot leur succédèrent dans cette tâche après 1870.

Dans le cadre de commandes privées ou à souscriptions publiques, Prévot réalisa *La Lyre brisée* (fig. 17) (1883), une des rares statues allégoriques que compte le cimetière ainsi que des portraits en buste et en médaillon, genre répandu à la fin du siècle.

En même temps, des municipalités parfois proches, parfois très éloignées de Bordeaux firent appel à ses services pour des commandes monumentales : un *Monument à Edmond Laporte* (fig. 29) (1883) érigé à Soulac et un *Monument élevé à la gloire des médecins et pharmaciens* (1880) à Gorée (Sénégal).

89. L. Desgraves et G. Dupeux, *Histoire de Bordeaux au XIXe siècle*, t. VI, Bordeaux, Delmas, 1969, p. 313.

90. A. Le Normand. Romain, *La sculpture au XIXe siècle, une mémoire retrouvée*, Paris, La documentation française, 1986, p. 307.



Ces compositions de caractère commémoratif étaient destinées à orner une place publique. En effet, Prévot comme les autres sculpteurs de sa génération se fit l'interprète de la politique laïque du nouveau régime républicain à l'initiative duquel se multiplièrent les hommages publics. C'est cette politique de commémoration des gloires nationales et locales qui avait déjà permis à Prévot de réaliser, pour le compte de l'Etat, un *buste de Montesquieu* (1875).

## 1884-1892

### Nouvelles commandes municipales

A partir de 1884, Prévot retrouva les commandes de la municipalité bordelaise pour laquelle il modela les bustes des anciens maires.

A l'initiative de l'Etat, la Ville lança à cette époque un vaste programme de décoration monumentale en réponse à une circulaire du ministre de l'Instruction publique qui visait à encourager la décoration des monuments publics<sup>91</sup>. Le fronton sculpté de l'Ecole Philomathique avait été le dernier grand chantier mis en œuvre par la mairie en 1872. La nouvelle faculté de Droit (1874), premier bâtiment important construit à l'initiative de la République, avait dû se satisfaire d'un simple fronton cintré et brisé. Une lettre du délégué de la Chambre de Commerce de la Ville témoigne du discrédit dont les artistes bordelais avaient été victimes au début de la Troisième République : "Monsieur le Directeur des Beaux-Arts, pour maintenir notre école au niveau élevé qu'elle a su conquérir, a été heureusement inspiré en proposant d'étendre aux monuments de la province le principe des grands travaux de décoration appliqué presque exclusivement à la capitale"<sup>92</sup>.

Rappelons qu'au début du Second Empire, Napoléon III avait relancé l'économie en partie grâce à une politique de grands travaux<sup>93</sup>. Pas moins de trois cents sculpteurs furent employés pour décorer d'une part, les nouveaux bâtiments du Louvre de Visconti et de Lefuel ainsi que l'Opéra de Charles Garnier. Ce "vertige décoratif" se prolongea sous la Troisième République dans l'architecture des banques, des grands magasins, des gares etc.

L'initiative prise par l'Etat en faveur des édifices publics de la province fut vivement saluée par le milieu artistique bordelais. Les principaux bâtiments construits après 1880 purent exhiber en façade une riche ornementation. En 1884, Coëffard et Prévot décorèrent le nouveau musée des Beaux-Arts de quatre bustes en pierre. On confia au second les effigies de *Duffour-Dubergier* et de *Fieffé*. L'année suivante, il compta parmi les sculpteurs bordelais engagés à la décoration de la nouvelle faculté des Sciences et des Lettres. D'après les dessins fournis par Granet, il reproduisit fidèlement l'allégorie des *Sciences*<sup>94</sup>. On le retrouve,

enfin, livrant pour la faculté de Médecine et de Pharmacie un *buste colossal de Dupuytren* et un *médailillon du Docteur Clémot*.

Outre ces décors de frontispice, l'administration bordelaise se préoccupa de décorer places et jardins avec les portraits des notabilités locales. Dans le cadre de cette politique de commémoration, Prévot sculpta tour à tour un *buste de Camille Godard* en marbre pour le musée de la Ville en 1882 puis en bronze pour un monument dressé en son honneur au Parc Bordelais (1889) et enfin un médailillon (1884) au cimetière de la Chartreuse.

## Les influences stylistiques

### Le néo-classicisme

L'œuvre de Prévot répond pour une large part aux principes néo-classiques, esthétique dont l'impact couvrit tout le XIXe siècle.

Au siècle précédent, l'archéologue allemand Winckelmann avait défini les règles de cet art que Quatremère de Quincy transmit par la suite aux jeunes artistes français. Ces érudits trouvèrent leurs idéaux réalisées en "types éternels dans les chefs-d'œuvre de l'Antiquité où sont posées en même temps les lois et les bornes du genre"<sup>95</sup>. Les sculpteurs tels que Canova puis Thorwaldsen ou encore des peintres comme David et ses émules cherchèrent dans l'Antiquité les modèles d'un "Beau idéal".

L'art de Prévot ne plonge pas ses racines directement dans les productions phares de ces artistes. Il s'inspire plutôt du néo-classicisme tardif qui marque l'œuvre de son maître bordelais. En effet, son passage dans l'atelier de Coëffard fut, semble-t-il, déterminant pour l'orientation stylistique que prit son art par la suite. Le maître lui inculqua le respect pour les "grands principes" et les règles du "grand genre" qu'il tenait lui-même de Maggesi dont l'arrivée à Bordeaux avait apporté un souffle nouveau à la création locale. Le Carrarais transmit des préceptes, un art que

91. A.D. 163T4. Lettre du ministre de l'Instruction publique au préfet de la Gironde, 9 février 1878.

92. *Ibid.* Lettre de la Chambre de Commerce de Bordeaux au préfet de la Gironde, avril 1878.

93. *Histoire d'un art : la sculpture, l'Aventure de la sculpture moderne aux XIXe siècle et XXe siècle*, t. IV, Genève, A. Skira, 1986, p. 51.

94. R. Coustet, "Les bas-reliefs de l'ancienne faculté des Sciences et des Lettres de Bordeaux ou La Ville de Bordeaux dispensant ses trésors à l'Instruction publique", *R.E.A.*, t. 95, 1993, n° 1-2.

95. V. Fournel, *Les artistes français contemporains : peintres et sculpteurs*, 2e édition, Tours, A. Mame et fils Editeurs, 1885, p. 238.

lui avaient enseignés de célèbres artistes néo-classiques Bartolini et Raggi<sup>96</sup>. Il réussit à créer une véritable école et ses élèves ne s'affranchirent que rarement des règles apprises. Ainsi, l'art de Coëffard s'imprégna d'une science et d'une retenue bien présentes à nouveau dans l'œuvre de Prévot.

Dans sa production, Prévot étudia soigneusement les effets du nu et de la draperie qui confèrent à chaque œuvre un caractère intemporel et leur permet d'approcher du "Beau idéal".

Prévot modela quelques nus virils dans lesquels il mit à profit ses connaissances d'anatomiste. Selon le genre auquel ils appartiennent, ces nus manifestent un degré d'idéalisation plus ou moins affirmé. Il idéalise fortement le *Génie des Sciences et des Arts* (fig. 25) et celui du *Monument funéraire à Edmond Laporte* (fig. 29) en adoucissant le modelé. La pierre, lissée, polie, indique les repères anatomiques et musculaires principaux, tels les clavicules et les muscles de l'abdomen. Les membres, quant à eux, demeurent de simples volumes arrondis.

A la différence du genre allégorique, le *Jeune Berger* (fig. 16) et *l'Effroi* (fig. 18) révèlent une facture plus "réaliste". Le discret naturalisme du modelé des chairs trahit, de la part de l'artiste, une étude d'après le modèle vivant.

A cette recherche de la forme pure s'ajoute l'étude des draperies que portent la plupart des figures. Les hommes ont revêtu la toge : *fronton de l'Ecole Philomathique* (fig. 4), allégorie des *Sciences*. Les femmes sont drapées, à la manière grecque, du chiton aux plis fins et serrés et de l'himation, manteau à l'étoffe plus épaisse : l'allégorie de *l'Instruction publique* (fig. 4) et la femme assise du groupe dédié à *saint Jean-Baptiste*.

En règle générale, Prévot drape ses figures de manière à leur faire révéler la position du corps toujours présenté en *contrapposto*. Pour le *Génie des Sciences et des Arts*, il reprend un motif inspiré des statues classiques qui est de combiner un drapé vertical le long de la jambe d'appui à des plis incurvés accusant le volume de la jambe libre.

En outre, l'artiste anime discrètement ses figures en créant des oppositions contrastées entre le traitement des bustes nus, au modelé doux et nuancé, et celui des draperies aux sillons plus ou moins creusés, retenant les ombres : *saint Jérôme* (fig. 2), les *Génies* de l'Hôtel de Ville.

Enfin, lorsqu'il habille ses personnages de costumes modernes, Prévot ne peut s'empêcher d'imposer aux vêtements une manière classique. Au bas-relief des *Sciences*, les scientifiques de l'époque moderne, à l'arrière du cortège, ont endossé une redingote dont les grands plis rectilignes leur confèrent une majesté égale à celle des Anciens. De même, les amples drapés des vêtements sacerdotaux de *saint Augustin* (fig. 23) et *saint Grégoire* (fig. 24) concourent à renforcer le sentiment recherché de sobriété et de noblesse.

En dernier ressort, Prévot exprima sincèrement ses affinités avec l'art classique dans sa façon de traiter le genre funéraire monumental et celui du portrait.

Dans le premier cas, l'artiste s'inspira pour la figure d'adolescent du *Monument à Edmond Laporte* des génies antiques remis à l'honneur par Canova. Rappelons que l'esthétique antique aux yeux des sculpteurs du XIXe siècle était propre à exprimer la mort chrétienne avec sincérité et authenticité. Des génies canoviens, la statue de Prévot a retenu la jeunesse éternelle, le visage inexpressif, le maniérisme de la pose<sup>97</sup> mais non la noblesse des formes ni la sensualité.

Enfin, pour le *Monument élevé à la gloire des médecins et pharmaciens* de l'île de Gorée, Prévot reprend le modèle grec de la *Pleureuse* drapée et voilée. Dans l'attitude de l'affliction, elle tient la palme du martyr, symbole chrétien qui révèle l'adaptation de la culture antique aux croyances modernes.

Dans les portraits, le sculpteur s'appliqua à régulariser les traits de ses modèles. Il épure les lignes et adoucit le modelé, procédés que met en valeur le travail du marbre (médallions *Prioleau* (fig. 6) et *Jean Soula*). Dans certains cas, il laisse le globe oculaire lisse, de même que l'iris et la pupille qui ne sont pas indiqués sur le *portrait de Louis Bauzon*. En outre, le schéma en hermès du *buste de Dupuytren* est un mode de représentation fort apprécié du néo-classicisme (on songe au *buste de Napoléon Ier* par Houdon<sup>98</sup>), ainsi que la quasi frontalité du *buste d'Albert Brandenburg*. Il est vraisemblable que Prévot s'inspira plus ou moins des nombreux bustes de notables auxquels Maggesi avait consacré une part importante de son talent. Il retint des compositions du maître leur rigueur toute néo-classique. Toutefois, il ne l'égala ni dans le traitement lisse du marbre, ni dans l'arrangement de la chevelure, traitée par mèche souple et, pas davantage, dans l'effet d'ensemble.

Dans la continuité des sculpteurs néo-classiques, la quête du Beau idéal constitue, dans une large mesure, la problématique de l'œuvre de Prévot. Il le rappela lui-même lors de son discours de réception à l'Académie : "Ce but, Messieurs, est de ressembler aux hommes dont la vie s'emploie

96. Bartolini (1750-1850) est le plus remarquable de tous les sculpteurs italiens qui se rattachent au néo-classicisme, dans le deuxième quart du XIXe siècle. Son originalité fut d'accorder une part importante à l'observation de la nature. Raggi (1791-1862). Son art néo-classique fut influencé par des tendances romantiques et réalistes qui en firent un artiste plus académique.

97. G. Hubert, *Les sculpteurs italiens en France sous la Révolution, l'Empire et la Restauration, 1790-1830*, Paris, Ed. de Broccard, 1964, p. 59.

98. J. A. Houdon (1741-1828) exécuta ce buste en terre cuite en 1806.



à rechercher le beau et le vrai, y travaillant sans relâche et sans s'arrêter à l'intérêt mesquin qui est le mobile du plus grand nombre"<sup>99</sup>.

## Les influences romantiques

La révolution romantique (apparue en sculpture peu après 1830) fut trop violente pour ne pas marquer de son empreinte l'art de Prévot. Bien que l'artiste ne puisse être qualifié de "romantique", il est aisé de retrouver dans son œuvre certains traits caractéristiques de ce style.

La production du statuaire compte un certain nombre de statuettes, une forme de sculpture que l'esthétique romantique généralisa au milieu du siècle. Elle répondait aux attentes d'une nouvelle clientèle bourgeoise. La statuette, en effet, offrait l'avantage d'être peu onéreuse et trouvait facilement sa place dans les intérieurs cossus. Prévot adapta sa production à cette mode nouvelle en choisissant des sujets aimables (*Le Déjeuner du Pierrot*, *Le Pâtre*, *Le Sommeil*). La *Jonction du Peugue et de la Devèze* (fig. 28) exprime, également, ce goût pour un romantisme tempéré. Prévot fait preuve dans ce bas-relief d'une plus grande liberté d'exécution, inhabituelle jusque là dans son œuvre. Le modelé des chairs est plus heurté et parfois même arbitraire ou "veule" comme lui reprocha Henry Devier<sup>100</sup>. Mais l'évocation de la végétation aquatique met les allégories en situation grâce à un pittoresque discret. De même, les mines enjouées des personnages ainsi que le galbe prononcé des hanches rappellent les figures de la *Jonction de l'Océan et de la Méditerranée* de Coëffard au fronton nord du palais de la bourse. Son maître s'était distingué du néo-classicisme sévère de Maggesi, en s'orientant vers un style plus souple et gracieux. Pour preuve, Jules Delpit n'hésita pas à rapprocher la figure de *La Méditerranée* des œuvres de James Pradier<sup>101</sup>.

Sans jamais se départir complètement des préceptes néo-classiques, Prévot puisa son inspiration dans des temps moins anciens que l'Antiquité de sorte que son art se trouvât enrichi d'influences diverses.

On constate dans ses œuvres religieuses l'apparition discrète du goût nazaréen. Créée par le peintre allemand Overbeck<sup>102</sup>, l'école des nazaréens se proposait de mettre l'art au service d'un renouveau religieux. Elle préconisait un retour à la foi naïve et au mysticisme du Moyen-Âge et des débuts de la Renaissance selon l'exemple de Fra Angelico et du Pérugin. En sculpture, le Danois Bertel Thorwaldsen popularisa ce goût pour un art épris de simplicité et de pureté. Son *Christ*, destiné à l'église Notre-Dame de Copenhague, influença de façon décisive la statuaire religieuse du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans cet esprit et grâce à une économie de moyens techniques, Prévot parvint à donner à ses figures un sentiment religieux sincère.

Ses œuvres se caractérisent par un graphisme sec et épuré. On remarque notamment les visages anguleux de *sainte Véronique* et de *La Vierge de Piété* du Chemin de Croix de Saint-Michel. Cette rigueur est accentuée par le tracé rectiligne des plis de la robe de *saint Thomas d'Aquin* (fig. 22) (église Notre-Dame) et de *sainte Marguerite* (église Saint-Michel).

Prévot dote ses figures masculines de cheveux longs. Séparés par une raie centrale, ils soulignent l'ovale du visage : le *Christ* du haut-relief de *La Samaritaine au puits* (fig. 21) (église Saint-Michel), *Daniel* et *saint Jean* (chapelle du Grand Séminaire). Ce procédé mis au point par Thorwaldsen devint un véritable élément iconographique, symbole d'innocence. Malheureusement, la recherche abusive d'idéal aboutit à priver, quelquefois, ses personnages de caractère. L'expression doucement extatique de leur visage ne traduit pas toujours leur individualité : les *Anges laudateurs* du clocher de Verdelaïs, *sainte Marguerite* et *saint Jean* dans la chapelle du Sacré-Cœur à l'église Saint-Michel. En effet, un des écueils de l'art nazaréen fut de tomber dans une production "douceâtre" que se chargèrent de propager, à la fin du siècle, les ateliers de Saint Sulpice.

Les apports de la Renaissance florentine constituent une part non négligeable dans la recherche expressive des saints de la façade de l'église Notre-Dame et des prophètes de la chapelles du Grand Séminaire. Prévot a pu se souvenir, en effet, des prophètes que Donatello avait exécutés pour le campanile de la cathédrale de Florence<sup>103</sup>. Il reprend le sens dramatique du Florentin, pour mettre en valeur l'expressivité de ses figures. Saints et prophètes expriment un sincère mouvement spirituel intérieur. Un réalisme savamment dosé, permet d'individualiser ces figures et de communiquer le sentiment religieux qui les anime.

Peu après 1860, la sculpture néo-florentine connut un vif succès. Les œuvres de Falguière (*Le Vainqueur au combat de coq*, 1863) et de Dubois (*Le Chanteur florentin*, 1865), contribuèrent à répandre, jusqu'à la fin du siècle, ce goût pour une statuaire pittoresque et précieuse. Les titres évocateurs du *Chanteur Napolitain* et de la *Canzonne* témoignent de l'attachement de Prévot à cette mode<sup>104</sup>.

99. "Discours de réception de Prévot à l'Académie", *Actes de l'Académie, séance du 28 juin 1888*.

100. Henry Devier, *Le Courrier de la Gironde*, 24 novembre 1868.

101. J. Delpit, *op.cit.*, p. 9.

102. Friedrich Overbeck (1789-1869).

103. *Habacuc*, *Jérémie* et *Abdias*, marbre, 1418-1435. La distribution large des ombres et des lumières n'est pas sans rappeler, également, les *Prophètes* du Puits de Moïse que Claus Sluter exécuta entre 1401 et 1405.

104. Prévot exposa ces deux œuvres, non localisées, au Salons des Amis des Arts de Bordeaux.

Le *Jeune Berger* (fig. 16) et la *Lyre brisée* (fig. 17) montrent de jeunes adolescents qui révèlent une beauté moins sévère et plus fine qu'à l'accoutumée. Dans le premier cas, la pose est souple et les formes sont élégantes (on remarque le hanchement accentué du personnage). La précision du modelé montre bien que le sculpteur a interrogé directement la nature. Dans le second cas, le genre néo-florentin est interprété selon les règles néo-classiques. Prévot a été influencé par la *Jeanne d'Arc* d'Henri Chapu<sup>105</sup>. Il reprend la position agenouillée, les bras tendus et les mains jointes de l'héroïne. Toutefois, l'adolescente conserve des signes néo-classiques évidents que l'on repère dans le choix du marbre, le vêtement drapé et l'idéalisation du visage.

Enfin, Prévot cède à l'influence romantique dans ses portraits en représentant le modèle dans son actualité. La plupart du temps celui-ci est vêtu de son costume quotidien (*bustes des maires*, *buste de Coëffard* (fig. 13)). Les femmes sont coiffées à la mode : chignon tressé au *médailillon Prioleau* (fig. 6). *Julie Dubois* (fig. 9) porte le "madras", la coiffure populaire des Bordelaises modestes. Sur le *buste de la comtesse d'Ipañagua* (fig. 5), Prévot figure les accessoires de sa parure : éventail, bracelet, bague. La précision de ces détails, ajoutée à la forme du buste à bras, ne sont pas sans rappeler certains portraits de Carpeaux<sup>106</sup>. Cette vérité du costume qui reflète l'appartenance sociale du modèle se vérifie surtout dans la sculpture funéraire. Par souci de ressemblance, également, Prévot fait montre d'une scrupuleuse exactitude dans le rendu du modelé (*bustes de Sansas* et de *Coëffard*). Mais cette recherche de la perfection formelle ne parvient pas toujours à dissimuler une certaine sécheresse. On constate que la ressemblance physique l'emporte souvent sur l'expression générale.

Lorsque Prévot utilise le bronze pour quelques uns de ses bustes et médaillons (*bustes d'A. Gautier* (fig. 14) et d'*Inconnu*), ce matériau lui permet un rendu plus vigoureux des surfaces (*Médailillon d'un Médecin à la toque* (fig. 8))<sup>107</sup>.

Quoi qu'il en soit, le statuaire demeure fidèle à sa formation "classique". En effet, pour satisfaire sa clientèle privée, il donna toujours un tour avenant à chaque modèle en atténuant certains détails physiques trop marqués.

## Prévot : un artiste académique

En fin de compte, Prévot ne peut être qualifié ni d'artiste néo-classique ni de romantique. Il est plus juste de reconnaître que son art, fortement marqué par le néo-classicisme, est parcouru de tendances romantiques. Cette association des styles révèle un sculpteur académique. Sa production, effectivement, témoigne d'un respect un peu figé à l'égard d'une tradition classique qui n'est désormais plus discutée. A ce propos, l'adjoint délégué au Beaux-Arts,



Fig. 5. — Buste de la comtesse d'Ipañagua. Plâtre teinté. 1878. Coll. privée. Catalogue, n° 39.

un certain Bertin, signalait dans l'éloge funèbre de l'artiste : "Il avait avant tout le respect de l'exactitude et maître consciencieux, il eût considéré comme une trahison de s'écarter lui-même des règles qu'il excellait à enseigner"<sup>108</sup>.

105. Chapu exposa sa statue pour la première fois au Salon de Paris en 1870 et la version en marbre en 1872. L'œuvre est conservée au musée du Louvre.

106. Carpeaux exécuta dans ce genre le *buste de la duchesse de Mouchy*.

107. Rappelons que la forme du médaillon se répandit à l'époque romantique. David d'Angers lui donna ses lettres de noblesse en exécutant une galerie d'Hommes célèbres. Prévot, lui-même, réalisa un nombre important de médaillons.

108. *La Gironde*, 15 octobre 1892.



Le cas de Prévot est loin d'être isolé. Il appartient à ces générations de sculpteurs qui adaptèrent leur production à une clientèle bourgeoise aux goûts conservateurs. Alors que la peinture avait assisté tour à tour au triomphe du romantisme, à l'éclosion du réalisme bientôt suivie de celle de l'impressionnisme, la sculpture, quant à elle, restait fidèle aux principes académiques.

Plusieurs raisons expliquent la permanence de ce style aussi bien chez les artistes que dans la critique et dans le public. L'Ecole des Beaux-Arts, tout d'abord, contribua pour une large part à orienter la création des artistes vers un style conventionnel. Le jeune sculpteur n'en ressortait pas sans avoir acquis une connaissance approfondie du corps humain, savoir que reflètent sans nul doute les statues du *Jeune Berger* et celle de *L'Effroi*. Ces œuvres illustrent bien le souci de raison et de correction qui sont le propre de l'art de Prévot. La précision du modelé, le rendu net, appliqué au rendu du détail anatomique, révèlent une étude d'après le modèle vivant dont toute imperfection a été corrigée, interprétée selon le canon antique. Il résulte de cette grande habileté technique une recherche de la perfection dans l'exécution qui devient parfois une fin en soi.

C'est ensuite le Salon parisien qui se fit l'ardent défenseur de la tradition académique. Les membres du jury, anxieux de conserver leur clientèle, écartaient systématiquement tout ce qui risquait de bouleverser le goût et les habitudes<sup>109</sup>. Or, on sait combien ces manifestations annuelles étaient attendues des jeunes artistes qui souhaitaient se faire connaître du public et de l'Etat.

Enfin, la production monumentale de Prévot, demeura soumise la plupart du temps aux exigences du commanditaire et de l'architecte. A la faculté des Sciences et Lettres, c'est Charles Durand qui, sur l'élévation du bâtiment, détermina l'emplacement de la sculpture mais aussi, indiqua aux sculpteurs les mouvements, les attitudes de la statuaire : "Tous personnages debout, à de rares exceptions ; figures drapées à l'antique, calmes, de moyen relief ; plutôt sculpture décorative que statuaire proprement dite"<sup>110</sup>. Au vu de ces impératifs, on peut se demander quelle fut la part d'autonomie dont bénéficia Prévot.

De la même façon que Coëffard avait interprété l'enseignement de Maggesi en donnant à ses figures un tour plus souple et plus gracieux, Prévot orienta ses recherches stylistiques vers un classicisme sobre et dépouillé. Il représente de façon systématique ses figures dans des attitudes calmes. Celles-ci, solidement plantées dans le sol apparaissent, on l'a vu, en station hanchée ou *contrapposto*. Néanmoins cette pose à l'antique ne parvient pas toujours à animer ses figures d'une souplesse naturelle : le *Génie des Sciences et des Arts*, l'allégorie de l'*Instruction publique*. Au calme des attitudes, s'ajoute une gestuelle simple et mesurée, ou les

bras sont le plus souvent ramenés près du corps (*saint Augustin* et *saint Grégoire le Grand*). Elle est tour à tour expressive ou conventionnelle pour *sainte Marguerite* et *saint Jean* à la chapelle du Sacré-Cœur (église Saint-Michel).

En somme, les figures occupent timidement l'espace environnant ce qui a pour effet de communiquer une impression générale de statisme. Cette particularité est souvent accentuée par des compositions à point de vue unique. La plupart des œuvres de Prévot sont des statues d'applique (prophètes du Grand Séminaire, *sainte Marguerite* et *saint Jean* à l'église Saint-Michel) ou bien elles s'inscrivent dans le cadre fermé d'une niche comme les génies de l'Hôtel de Ville et les saints en façade de Notre-Dame. Quand bien même on peut en faire le tour (*L'Effroi*, la statuette de *Léa Prévot*), ces statues sont faites pour être regardées sous un angle déterminé, de trois quarts face. Cette tendance à "traiter les groupes comme des bas-reliefs" était un procédé académique courant<sup>111</sup>.

Dans ses compositions monumentales, Prévot montre un même souci d'équilibre et de clarté. Il recourt à des ordonnances pyramidées, tel le groupe de l'*Instruction publique* au fronton de l'Ecole Philomathique et celui de *saint Jean-Baptiste* à l'église Saint-Michel. On remarque dans chaque cas un goût pour les groupements clairs et simples. Les personnages sont ordonnés symétriquement de part et d'autre de l'axe médian que représentent la figure de l'*Instruction publique* ou celle de *saint Jean-Baptiste*. Cet équilibre des masses assure à la composition une lecture immédiate. Enfin, dans ces groupes, les vêtements des personnages sont traités de manière large, de sorte que de grands plans lumineux soulignent le statisme de la mise en scène.

Cette manière d'ordonner les figures et de les draper rappelle le style "sévère" des compositions monumentales parisiennes de Jouffroy<sup>112</sup>. Après 1850, les sculpteurs Cavelier, Thomas et Eugène Guillaume mirent à la mode un néo-classicisme plus rigide avec des figures aux attitudes calmes et graves.

Finalement, par la simplicité des poses et des drapés combinée à la sécheresse du graphisme, l'art d'E. Prévot prolonge l'esthétique archaïque, remise à l'honneur par

109. M. Rheims, *La sculpture au XIXe siècle*, Paris, Arts et Métiers graphiques, 1972, p. 8.

110. A.M. 6889 M16, lettre de Durand au maire, 13 janvier 1885, cité dans R. Coustet, *op.cit.*

111. R. Wittkower, *Qu'est-ce que la sculpture ? Principes et procédures*. Paris, Macula, 1995, p. 263

112. Jouffroy réalise en 1869 le groupe de l'*Harmonie* au nouvel opéra.

Thorwaldsen sous la Restauration. Un journaliste n'hésita pas, d'ailleurs, à le nommer le "Praxitèle bordelais"<sup>113</sup>. Toutefois, la recherche trop poussée de noblesse a parfois desservi son art. Ses contemporains le reconnaissaient en définissant sa manière par les termes de "savante correction", "de mouvement mesuré... trop mesuré peut-être"<sup>114</sup>. En 1895, lorsque l'Académie accueillit son successeur Gaston Leroux, le président rappela son tempérament artistique en ces termes : "(...) respectueux avant tout de la forme humaine, cherchant avec ténacité l'équilibre de ses figures, il laissait peu de choses au hasard d'une ébauche première et ses œuvres m'apparaissent comme le type de la sculpture un peu froide qui convient au ciel gris de nos hivers et à la simplicité des lignes de l'architecture de nos monuments publics"<sup>115</sup>.

Cet article est tiré de mon Mémoire de maîtrise, préparé sous la direction de Monsieur Robert Coustet.

Nous exprimons tout d'abord nos plus vifs remerciements à Monsieur Coustet, professeur émérite d'histoire de l'art et à Monsieur Marc Saboya, maître de conférence pour l'aide qu'ils nous ont apportée tout au long de cette recherche.

Nous tenons de même à remercier Madame Muller, conservateur honoraire au musée d'Aquitaine, des renseignements précieux et éclairants qu'elle nous a apportés ainsi que Madame Cante, conservateur au musée des Beaux-Arts.

Nos remerciements s'adressent également à Monsieur Bériac, documentaliste aux Archives départementales de la Gironde qui nous guida efficacement dans la consultation des archives ainsi qu'à Madame Avisseau, conservateur en chef des Archives départementales.

Nous remercions aussi Monsieur Avisseau, conservateur honoraire des archives municipales de Bordeaux et archiviste de l'académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux, de l'intérêt qu'il a manifesté pour nos recherches.

L'art de Prévot ne peut donc être en aucun cas associé à une recherche stylistique originale et novatrice. A l'instar de ses maîtres bordelais, il se contenta d'appliquer les poncifs académiques qui lui avaient été enseignés et à l'égard desquels il se montra fidèle tout au long de son œuvre. Mais il est vrai que cette continuité stylistique que l'on observe sur trois générations a répondu aux attentes de la municipalité et de la bourgeoisie bordelaise.

113. M. E. Lenoir, *op.cit.*, p. 148.

114. E. Toulouze, *op.cit.* p. 195.

115. "Eloge d'Edmond Prévot par Gaston Leroux", *Actes de l'Académie*, séance du 4 avril 1895.

Nous remercions chaleureusement Monsieur A. Delion, arrière petit-fils d'Edmond Prévot et Madame, ainsi que Monsieur S. Laradi, arrière petit-fils de l'artiste et Madame, ainsi que Madame H. Sarrazin, arrière petite-cousine du sculpteur, de leur bienveillance et de leur participation active à ce travail.

Notre reconnaissance s'adresse également au Père de Menditte, ancien curé de la paroisse Saint-Michel, Madame Bianco-Brun de la paroisse Notre-Dame, et Sœur Chantal de la paroisse de Verdélais.

Nous tenons à remercier en outre Monsieur P. Vivez de la Société Archéologique de Bordeaux, Monsieur Soccorsi, directeur de la Chambre de Métiers de la Gironde ainsi que la mairie de Soulac.

Nos remerciements s'adressent à Monsieur Cuisinier-Raynal, médecin général à l'hôpital principal de Dakar pour les photographies du Monument de Gorée qu'il nous a gentiment envoyées.

Notre reconnaissance va également aux Archives nationales de France, aux Archives d'Outre-mer d'Aix-en-Provence, aux Archives nationales du Sénégal et aux Service historique de la Marine nationale, ainsi qu'au musée d'Orsay que nous nous sommes permis de solliciter.



Catalogue de l'œuvre sculptée<sup>116</sup>

## Les portraits

## A- Les médaillons

- 1- *Portrait*  
Marbre, 1868,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1868, Bordeaux, S.A.A.
- 2- *M. G. S.*  
Plâtre, 1872,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1872, Bordeaux, S.A.A.
- 3- *M. V...*  
Plâtre, 1875,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1875, Bordeaux, S.A.A.
- 4- *M. F. du C...*  
Plâtre, 1875,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1875, Bordeaux, S.A.A.
- 5- *Mme. V...*  
Albâtre, 1876,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1876, Bordeaux, S.A.A.
- 6- *Adèle et Jeanne Prioleau* (fig. 6)  
Marbre, s. d. E. Prévot, 1880,  
Bordeaux, Cimetière de la Chartreuse,  
31° série, n°48.



Fig. 6. — Médaillon Prioleau. Marbre.  
1880. Bordeaux, cimetière de la  
Chartreuse. Catalogue, n° 6.

Bibl. : M. Lassère, *Le cimetière de la Chartreuse*, Prévot et Lassère, *Chants des morts*.

La mère et la fille, Adèle et Jeanne, étaient toutes deux chanteuses lyriques au Grand-Théâtre.

7- *Camille Godard*  
Bronze, 1884,  
Bordeaux, cimetière de la Chartreuse,  
8° série, n°211.  
Bibl. : M. Martin et M. Ferrus, *La Chartreuse de Bordeaux*.

Né en 1823 à Cognac, Camille Godard fonda une maison de vins et spiritueux. A sa mort en 1881, ce bienfaiteur légua à la ville de Bordeaux son immense fortune qui comptait, entre autre, la donation du Parc Bordelais. En échange de ses largesses, la municipalité commémora diversement la mémoire du défunt (cf. Cat. n°53 et n° 112).

8- *Louis Bauzon*  
Bronze, s. d. E. Prévot, 1885,  
Paris, coll. part.  
Louis Bauzon fut journaliste. Il collabora à de nombreuses revues dont *La Gironde*.

9- *Gustave Labat* (fig. 7)  
Terre cuite, s. d. E. Prévot, 1887,  
Bordeaux, musée des Beaux-Arts, réserves (Inv. M 1155)



Fig. 7. — Médaillon de G. Labat.  
Terre cuite. 1887. Bordeaux,  
Musée des Beaux-Arts.  
Cliché du Musée des Beaux-Arts, tous droits  
réservés. Catalogue, n° 9.

Ancien élève de l'Ecole municipale de Dessin et de Peinture, Gustave Labat s'occupa beaucoup d'art et de recherches archéologiques. On conserve de lui un grand nombre de lithographies et d'aquarelles.

10- *M. G. L...*  
Bronze, 1888,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1888, Bordeaux, S.A.A. et 1889,  
Paris, Salon.

11- *M. L. B...*  
Bronze, 1888,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1888, Paris, Salon et 1889, Bordeaux, S.A.A.

12- *[Médecin à la toque]* (fig. 8)  
Bronze, 1889,  
Paris, coll. part.



Fig. 8. — [Médaillon d'un Médecin  
à la toque]. Bronze. 1889.  
Coll. privée. Catalogue, n° 12.

13- *M. A. M...*  
Bronze, 1891,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1891, Bordeaux, S.A.A.

14- *M. G. de S.*  
Bronze, 1892,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1892, Bordeaux, S.A.A.

116. Le S.A.A. renvoie aux catalogues des expositions de la Société des Arts de Bordeaux.

15- *J. Vagnair*  
Marbre, 1892,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1892, Paris, S.A.F.

16- *Julie Dubois* (fig. 9)  
Plâtre teinté,  
Paris, coll. part.  
Couturière de son état, Julie Dubois fut l'épouse d'Edmond Prévot.



Fig. 9. — Médaillon de Julie Dubois.  
Plâtre teinté. Coll. privée. Catalogue, n° 16.

17- *Jean Soula*  
Marbre.  
Bordeaux, cimetière de la Chartreuse,  
51° série, n°105.  
Bibl. : M. Lassère, *Le cimetière de la Chartreuse*; Prévot et Lassère, *Chants des morts*.  
Jean Soula fut le fondateur de la "Banque de Bordeaux Soula-de-Trincaud-La Tour".

18- *Maurice Rivals* (fig. 10)  
Bronze, s. E. Prévot,



Fig. 10. — Médaillon du docteur  
Maurice Rivals. Bronze.  
Coll. privée. Catalogue, n° 18.

Paris, Coll. part.

19- *[Inconnu]*  
Bronze, s. E. Prévot,  
Paris, coll. part.

## B- Les bustes

20- *Portrait*  
Plâtre, 1866,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1866, Bordeaux, S.A.A.

21- *M. Cabrol*  
Marbre, 1867,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1867, Bordeaux, S.A.A.  
M. Cabrol fut "président de la Chambre de Commerce" de Bordeaux<sup>117</sup>.

22- *L'Enfant et l'escargot*  
Marbre, 1868,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1868, Bordeaux, S.A.A.

23- *Pierre Sansas*  
a-Terre cuite, s. d. Prévot, 1869,  
Bordeaux, Société Archéologique.  
b-Pierre, 1877,  
Bordeaux, cimetière de la Chartreuse, 33°  
série, n° 225.

Bibl. : "Inauguration du monument de P. Sansas", *Revue de la Société Archéologique de Bordeaux*, 1877; Prévot et Lassère, *Chants des morts*.

Ardent défenseur de la République, Pierre Sansas participa à la rédaction de divers journaux et revues. Il fonda en 1873 la Société Archéologique. A sa mort en 1877, sa famille fit élever un monument à sa mémoire. Celui-ci devait rappeler par sa forme, les "études épigraphiques chères à M. Sansas".

24- *Portrait*  
Terre cuite, 1870,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1870, Bordeaux, S.A.A.

25- *Portrait*  
Terre cuite, 1870,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1870, Bordeaux, S.A.A.

26- *M. le Dr. M...*  
Terre cuite, 1872,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1872, Bordeaux, S.A.A.

27- *Isabelle Prévot* (fig. 11)  
Plâtre teinté, 1873,  
Paris, coll. part.  
Isabelle Prévot, née en 1860, était la fille aînée d'Edmond Prévot. Elle se consacra à la musique et fit une carrière de pianiste.



Fig. 11. — Buste d'Isabelle Prévot.  
Plâtre teinté. 1873.  
Coll. privée. Catalogue, n° 27.

28- *Mme XXX...*  
Stuc, 1873,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1873, Bordeaux, S.A.A.

29- *Mme F.*  
Stuc, 1873,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1873, Bordeaux, S.A.A.

30- *M. F.*  
Stuc, 1873,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1873, Bordeaux, S.A.A.

31- *M. G.*  
Stuc, 1873,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1873, Bordeaux, S.A.A.

117. A.M. 2D 207.



- 32- *Mlle B.*  
Stuc, 1873,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1873, Bordeaux, S.A.A.
- 33- *M. P...*  
Plâtre, 1874,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1874, Bordeaux, S.A.A.
- 34- *Mlle J. P...*  
Plâtre, 1874,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1874, Bordeaux, S.A.A.
- 35- *Guillaume Henri Brochon*  
Bronze, s. d. E. Prévot, Boyer et Rolland  
Fondeurs, 1874,  
Coll. part.  
Insc. : sur la tranche, *A. H. Brochon / Hommage de reconnaissance*  
Exp. : 1875, Bordeaux, S.A.A.  
Guillaume Henri Brochon (1810-1874) fut maire de Bordeaux de 1864 à 1867.
- 36- *La Petite Jeanne*  
Terre cuite, 1875,  
loc. inconnue.  
Exp. : E. Ponget, *Le Courrier de La Gironde*, 11 janvier 1875.  
Le journaliste E. Ponget, enthousiasmé par l'œuvre, nous apprend que "M. E. Prévot à improvisé ce petit buste qui lui fait grand honneur et légitime une fois de plus sa bonne renommée."
- 37- *Montesquieu*  
a-Plâtre, 1876,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1876, Bordeaux, S.A.A.  
b-Marbre, 1876,  
Bordeaux, Bibliothèque municipale.  
Exp. : 1876, Paris, S.A.F.  
Bibl. : E. Ponget, *Le Courrier de La Gironde*, 11 janvier 1876, 8 mars 1876.  
Conformément à sa demande, l'Etat concéda à Prévot le 20 octobre 1875 un bloc de marbre de Crestola en vue de l'exécution d'un buste de Montesquieu<sup>118</sup>. Pour réaliser son portrait, le sculpteur s'inspira de celui de Jean-Baptiste Lemoyne et d'une médaille gravée par Jacques Antoine Dassier. Contrairement à ses attentes, il se vit refuser l'achat de son portrait. L'Etat, en effet, n'avait passé aucune commande à l'artiste<sup>119</sup>. Vivement appuyé par les autorités municipa-

- les que le buste intéressait, Prévot dut négocier l'achat de l'œuvre afin que l'Etat en fit don à la Ville<sup>120</sup>. Acquis pour deux mille quatre cents francs le 17 juin 1879, le buste fut attribué, à la bibliothèque municipale<sup>121</sup>.
- 38- *Montesquieu*  
Marbre, 1876,  
Bordeaux, musée d'Aquitaine (Inv. D. 86. 5. 1.).  
Ce buste est la seconde version en marbre conservée au musée d'Aquitaine.
- 39- *La comtesse d'Ipañagua* (fig. 5)  
Plâtre teinté, 1878,  
Paris coll. part.
- 40- *Portrait d'enfant (de D. P.)*  
Terre cuite, 1878,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1878, Bordeaux, S.A.A.
- 41- *Portrait de J. G.*  
Bronze, 1878,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1878, Bordeaux, S.A.A.
- 42- *M. Sarreau*  
Plâtre, 1879,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1879, Bordeaux, S.A.A.  
Jean-Baptiste Sarreau fut à la fois directeur de la Société chorale de Sainte-Cécile, maître de chapelle de l'église Saint-Michel et directeur des chœurs et du chant au cercle philharmonique de Bordeaux.
- 43- *Frère Alphonse*  
Plâtre bronzé, 1879,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1879, Bordeaux, S.A.A.
- 44- *Portrait de Mme T...*  
Plâtre, 1879,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1879, Paris, S.A.F.
- 45- *Paul Régnauld* (fig. 12)  
Marbre, 1880,  
Bordeaux, cimetière de la Chartreuse, 34<sup>e</sup> série, n°48.  
Bibl. : E. Toulouse, *La vie à Bordeaux*; M. Lassère, *Le cimetière de la Chartreuse*; Prévot et Lassère, *Chants des morts*.  
Paul Régnauld (1827-1879) était ingénieur des Ponts et Chaussées. En, 1880 la famille du défunt s'adressa à Prévot

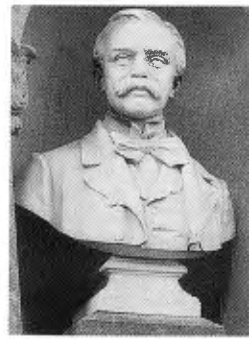


Fig. 12. — Tombeau de Paul Régnauld. Buste. Marbre. 1880. Bordeaux, cimetière de la Chartreuse. Catalogue, n° 45.

pour "faire revivre la physionomie grave et sympathique de cet homme de mérite".

- 46- *Mme André de P...*  
Marbre, 1880,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1880, Paris, Salon.
- 47- *Mme de P...*  
Plâtre, 1880,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1880, Bordeaux, S.A.A.
- 48- *M. P...*  
Plâtre, 1880,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1880, Bordeaux, S.A.A.
- 49- *Feu A. Constant*  
Plâtre, 1881,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1881, Bordeaux, S.A.A.  
A. Constant était "artiste-peintre et sculpteur". Elève de Léon Cognet, il exposa régulièrement au Salon des Amis des Arts.
- 50- *Mme D...*  
Plâtre teinté, 1881,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1881, Bordeaux, S.A.A.
- 51- *Enfant*  
Plâtre teinté, 1882,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1882, Bordeaux, S.A.A.
- 52- *Portrait*  
Plâtre, 1882,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1882, Paris, S.A.F.
- 53- *Camille Godard*  
Marbre, 1883,  
Bordeaux, Parc Bordelais.  
Bibl. : *La Petite Gironde*, mars 1904.  
Afin d'honorer la mémoire de Camille Godard, la municipalité bordelaise commanda à Prévot en 1882 un buste de marbre blanc destiné à prendre place dans les galeries du nouveau musée des Beaux-Arts<sup>122</sup>. Prévot bénéficia des conseils d'intimes et d'une photographie. Le sculpteur perçut trois mille cinq cents francs en avril 1883<sup>123</sup> (cf. Cat. n°7 et n°109).
- 54- *[Inconnu]*  
Bronze, s. d. E. Prévot, Ch. Gautier, bronzier, 1884,  
Bordeaux, coll. part.
- 55- *Le nouveau né, portrait de Léa P...*  
Plâtre, 1884,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1884, Paris, S.A.F.
- 56- *M. G...*  
Plâtre, 1885,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1885, Bordeaux, S.A.A.
- 57- *Mlle C. U...*  
Plâtre, 1885,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1885, Bordeaux, S.A.A.
- 58- *Mlle Jacquelin*  
Plâtre, 1885,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1885, Paris, S.A.F.
- 59- *Gilbert Martin*  
Plâtre, 1885,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1885, Paris, S.A.F.  
Né en 1839, Gilbert Martin était à la fois dessinateur et journaliste.
- 60- *Feu T...*  
Marbre, 1886,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1886, Bordeaux, S.A.A.
- 61- *Louis-André de Coëffard* (fig. 13)  
Plâtre, s. d. E. Prévot, 1887,  
Bordeaux, Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.

Insc. : *Hommage/ mon cher maître/ L de Coëffard/ statuaire.*  
Bibl. : C. de Tréveret et Ch. Marionneau, *Funérailles de Louis-André de Coëffard*.  
Louis-André de Coëffard de Mazerolles (1818-1887) fut le maître et ami de Prévot. Ancien élève de Maggesi, il perpétua à son tour les préceptes de la statuaire académique. Il participa activement à la vie artistique bordelaise. A sa mort, Prévot lui rendit cet hommage sculpté que loua Marionneau pour ses ressemblances physiques et psychologique.



Fig. 13. — Buste de L. A. de Coëffard. Plâtre. Bordeaux, Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts. Catalogue, n° 61.

- 62- *Albert Brandenburg*  
a-Marbre, s. d. E. Prévot, 1887,  
Bordeaux, musée d'Aquitaine, réserves (Inv. M. A. 53)  
Exp. : 1888, Bordeaux, S.A.A.  
b-Marbre, s. d. E. Prévot, 1887,  
Bordeaux, musée d'Aquitaine, réserves (Inv. n°12541)  
Albert Brandenburg (1835-1886) était issu d'une vieille famille du haut commerce bordelais. Elu maire de Bordeaux de 1878 à 1884, sa politique fit preuve d'un esprit libéral.

Prévot acheva le premier buste en octobre 1889 pour lequel il toucha quatre mille francs<sup>124</sup>.

- 63- *Antoine Gautier* (fig. 14)  
a-Fonte de fer, s. d. E. Prévot, 1888,  
Bordeaux, musée d'Aquitaine (Inv. n°70. 16. 1).  
Exp. : 1971, Bordeaux, *Bordeaux deux mille ans d'histoire*.  
b-Marbre, 1888,  
Bordeaux, Hôtel de ville, salle du conseil municipal.



Fig. 14. — Buste d'Antoine Gautier. Fonte de fer. 1888. Bordeaux, musée d'Aquitaine. Cliché T. M. Arnaud, tous droits réservés. Catalogue, n° 63.

Antoine Gautier (1798-1882) fut maire de Bordeaux de 1849 à 1860. Il apporta un soutien décisif pour la création en 1851 de la Société des Amis des Arts. Prévot exécuta le buste en fonte de fer d'après le modèle qui servit à la réalisation du marbre. Pour ce dernier, il perçut la somme de quatre mille francs<sup>125</sup>.

122. A.M. 3009 M1.

123. *Ibid.*

124. A.M. 3038 M1.

125. *Ibid.*





Fig. 15. — Buste d'Emile Fourcand. Marbre. 1889. Bordeaux, musée d'Aquitaine. Cliché T. M. Arnaud, tous droits réservés. Catalogue, n° 64.

64- *Emile Fourcand* (fig. 15)  
Marbre, s. d. E. Prévot, 1889, Bordeaux, musée d'Aquitaine, réserves (Inv. n°84. 10. 1).  
Exp. : 1994, Bordeaux, *La Franc-Maçonnerie*.

Emile Fourcand (1819-1881) fut élu maire de Bordeaux en 1870. En octobre 1888, la Ville commanda à Prévot une version en marbre du buste de l'édile réalisé en bronze par Maggesi six ans plus tôt. Prévot acheva l'exécution du buste en novembre et perçut à cet effet la somme de quatre mille francs <sup>126</sup>.

65- *Le marquis de Bryas*  
Marbre, s. d. E. Prévot, 1891, Bordeaux, musée d'Aquitaine, réserves (Inv. n° 12555).  
Charles de Bryas (1785-1866) fut maire de Bordeaux en 1830 et 1831. En janvier 1891, la Ville passa commande à Prévot d'un buste du marquis de Bryas, œuvre que Maggesi avait refusé d'exécuter neuf ans plus tôt <sup>127</sup>.

66- *Jean-Baptiste Billaudel*  
Marbre, s. d. E. Prévot, 1892, Bordeaux, musée d'Aquitaine, réserves (Inv. n° 12560).

Jean-Baptiste Billaudel (1793-1851) fut élu maire de Bordeaux en 1848. Prévot accepta la commande du buste en 1891 <sup>128</sup>.

67- *Bacchante*  
Marbre, 1892, loc. inconnue.  
Exp. : 1892, Bordeaux, S.A.A.

## La statuaire

### A- Les statuettes

68- *La Rêverie*  
Plâtre, 1865, loc. inconnue.  
Exp. : 1865, Bordeaux, S.A.A.  
Bibl. : H. Devier, *Les artistes contemporains à Bordeaux*.

En 1865, Henri Devier remarquait parmi les œuvres exposées, la composition du sculpteur : "*La Rêverie*, plâtre de Monsieur Prévot, est élégante et gracieuse".

69- *La Danse*  
1867, loc. inconnue.  
Exp. : 1867, Bordeaux, S.A.A.

70- *Le Pâtre*  
Plâtre, 1873, loc. inconnue.  
Exp. : 1873, Bordeaux, S.A.A.

71- *Vierge*  
Plâtre, 1873, loc. inconnue.  
Exp. : 1873, Bordeaux, S.A.A.

72- *Le Sommeil*  
Terre cuite, 1873, loc. inconnue.  
Exp. : 1873, Bordeaux, S.A.A.

73- *Chanteur Napolitain*  
Plâtre, 1874, loc. inconnue.  
Exp. : 1874, Bordeaux, S.A.A.

74- *Femme à la fontaine*  
Terre cuite, 1874, loc. inconnue.  
Exp. : 1874, Bordeaux, S.A.A.

75- *[Femme assise]*  
Plâtre, 1875, Bordeaux, coll. part.

76- *La Canzonne*  
Terre cuite, 1879, loc. inconnue.  
Exp. : 1879, Bordeaux, S.A.A.

77- *Léa Prévot*  
Plâtre teinté, Bordeaux, coll. part.  
Léa Prévot (1878-1937) était la dernière des trois enfants de Prévot.

### B- Les statues en ronde bosse

78- *Ajax maudissant les Dieux*  
Plâtre, 1857, loc. inconnue.

79- *La Vocation*  
Plâtre, 1858, loc. inconnue.  
Exp. : 1868, Bordeaux, S.A.A.

80- *Le Déjeuner du Pierrot*  
Plâtre, 1870, loc. inconnue.  
Exp. : 1870, Bordeaux, S.A.A.

81- *Jeune Berger*  
a-Plâtre, 1872, loc. inconnue.  
Exp. : 1874, Paris, Salon.  
b-Bronze, 1894 (fig. 16), Bordeaux, place Gambetta, fondu sous l'occupation.

En 1874, Edmond Prévot proposa à l'administration des Beaux-Arts l'achat du modèle en plâtre du *Jeune Berger* <sup>129</sup>. Aucune suite ne fut donnée à sa demande. Vingt ans plus tard, c'est à titre d'hommage posthume que la Ville de Bordeaux se porta acquéreur de l'œuvre auprès de la veuve du statuaire pour la somme de deux mille francs <sup>130</sup>. L'exécution en bronze fut confiée à Charles Gautier qui proposa un "travail très soigné" pour mille soixante quinze francs.

126. *Ibid.*

127. A.M. 3001 M2.

128. A.M. 3038 M1.

129. A.N. F<sub>21</sub> 248.

130. Délibération du cons. mun. de Bx, 6 mars 1894.



Fig. 16. — Jeune Berger. Bronze. 1894. Bordeaux, ancien square Gambetta. Fondu sous l'occupation. Catalogue, n° 81b.

Elevée sur un socle en pierre, la statue rejoignit le square Gambetta. Pendant la dernière guerre, on la transféra au Parc Bordelais afin de la soustraire aux Allemands. Toutefois, la statue ne fut pas épargnée par la commission des métaux non ferreux (10 mars 1942) <sup>131</sup>.

82- *La Danse*  
Plâtre, 1880, loc. inconnue.  
Exp. : 1880, Paris, Salon et 1881, Bordeaux, S.A.A.

Bibl. : E. Toulouze, *La vie à Bordeaux*. Ernest Toulouze nous décrit l'ébauche qu'il a vu dans l'atelier du sculpteur : "cette statue représente la danse, non pas la danse telle que la montre le fameux groupe de Carpeaux, mais la danse noble et classique. La statue de Monsieur Prévot

est fort belle de lignes, le mouvement est harmonieux bien qu'il m'ait paru un peu lent".

83- *Génie funèbre*  
Plâtre, 1881, loc. inconnue.  
Exp. : 1881, Paris, S.A.F. et 1882, Bordeaux, S.A.A.  
Bibl. : *La Gironde*, 14 juin 1881.

84- *La Lyre brisée* (fig. 17)  
Marbre, 1883, s. E. Prévot, Bordeaux, cimetière de la Chartreuse, 9° série, n° 140.  
Bibl. : M. Martin et M. Ferrus, *La Chartreuse de Bordeaux*; M. Lassère, *Le cimetière de la Chartreuse*; Prévot et Lassère, *Chants des morts*.

Le défunt Fernand Cabanes était conducteur des ponts et chaussées. Il décéda à Bordeaux le 25 février 1882 à l'âge de 23 ans. Sur la face antérieure du socle, mire, lunette de visée, rouleau illustrent sa profession.



Fig. 17. — La Lyre brisée. Marbre. 1883. Bordeaux, cimetière de la Chartreuse. Catalogue, n° 84.

85- *Joseph abandonné*  
Plâtre, 1883, loc. inconnue.  
Exp. : 1883, Paris, S.A.F. et 1884, Bordeaux, S.A.A.

86- *Jeune pâtre*  
Plâtre, 1890, loc. inconnue.  
Exp. : 1890, Paris, S.A.F.



Fig. 18. — L'effroi. Bronze. 1892. Bordeaux, musée des Beaux-Arts. Cliché du musée des Beaux-Arts, tous droits réservés. Catalogue, n° 87.

87- *L'Effroi* (fig. 18)  
Bronze, s. d. E. Prévot, 1892. Bordeaux, musée des Beaux-Arts, réserves (Inv. Bx. M. 12443)  
Exp. : 1893, Bordeaux, S.A.A.  
Bibl. : P. Kjellberg, *Les bronzes du XIXe siècle*.  
La statue, exposée un an après la mort de Prévot, fut acquise par la Société des Amis des Arts. Elle revint à Achille Zo, membre souscripteur.

### Travaux de statuaire à l'église Saint-Michel de Bordeaux

88- *Anges porte-flambeaux* (fig. 19)  
a-Pierre, sacristie.  
b-Pierre, sacristie.  
Bibl. : C. Cullia-Ventouris, *Inventaire du mobilier de l'église Saint-Michel de Bordeaux*.

131. A.M. 3001 M4.





Fig. 19. — Anges porte-flambeaux. Vue générale du sanctuaire. Bordeaux, église Saint-Michel.  
A. M. Fonds E. de Fayolle 1146. Catalogue, n° 88.

De 1875 à 1883, plusieurs groupes sculptés de Prévot, Mora et Coëffard vinrent décorer le sanctuaire de l'église restauré par Burguet. En juin 1956 le Service des Bâtiments de France procéda à l'enlèvement de "six statues d'Anges" jugées alors "sans grande valeur artistique, témoins seulement de l'esprit de l'époque"<sup>132</sup>.

89- *Chemin de croix* (fig. 20)  
Pierre, 1876 à 1880, 14 groupes, sacristie.



Fig. 20. — Chemin de croix. Vue générale. Pierre. 1876 à 1880.  
Bordeaux, église Saint-Michel.  
L'ensemble de ces 14 groupes a été remis dans le sous-sol de l'église après avoir subi des actes de vandalisme.  
Catalogue, n° 89.

Bibl. : *L'Aquitaine*, 17 juillet 1885 ; Abbé F. Laprie, *Oraison funèbre de l'Abbé J.B. Meynard*.

En 1876, Prévot entreprit la réalisation des quatorze stations d'un *Chemin de croix* sculptées dans autant de monolithes. Ce type de commande était alors sans précédent à Bordeaux. L'année suivante, la première station était mise en place et huit autres lui furent commandées. L'inauguration solennelle eut lieu en 1880. Le financement put se faire "grâce aux dons de plusieurs généreux paroissiens, la fabrique ne contribuant à cette œuvre que pour les socles".

90- *Saint Jean et sainte Marguerite*  
Pierre, 1876,  
rétable de la chapelle du Sacré-Cœur.  
Bibl. : *L'Aquitaine*, 17 juillet 1885 ; C. Cullia-Ventouris, *Inventaire du mobilier de l'église Saint-Michel de Bordeaux*.

A l'occasion de la restauration de la chapelle un nouvel autel, réalisé par le sculpteur Jabouin, remplaça celui du XVIII<sup>e</sup> siècle. On disposa dans les niches en hauteur le *Christ*, commandé à Coëffard,

encadré de part et d'autre par les statues de *saint Jean* et de *sainte Marguerite*, œuvres de Prévot.

91- *Le Christ et la Samaritaine au puits* (fig. 21)



Fig. 21. — Le Christ et la Samaritaine au puits. Pierre. 1882. Bordeaux, église Saint-Michel. Catalogue, n° 91.

Haut-relief, pierre, s. d. E. Prévot, 1882. chapelle des fonds baptismaux.  
Bibl. : *L'Aquitaine*, 22 septembre 1882, 31 juillet 1885 ; M. E Lenoir, *Le Biogra-*

132. A.D. 29. 12 W-89/33.



Fig. 22. — Saint Thomas d'Aquin et trois docteurs anciens de l'Eglise Latine. Bordeaux, église Notre-Dame. Catalogue, n° 97.

*phe*, 1884 ; C. Cullia-Ventouris, *Inventaire du mobilier de l'église Saint-Michel de Bordeaux*.

En 1882, s'achevèrent les travaux d'ornementation de la nouvelle chapelle des fonds baptismaux financés par "de généreux paroissiens (...), jaloux de rivaliser avec l'administration municipale"<sup>133</sup>. La fabrique fit appel aux services de l'architecte Faget pour la pose du relief. La parabole de la Samaritaine symbolise les Gentils gagnés par la parole du Christ, autre image de la conversion par le baptême.

92- *Le Précurseur montrant le Divin Maître aux Juifs*.

Pierre, 1885,  
chapelle Saint-Jean-Baptiste.  
Insc. : sur le tombeau : 1885/ *Autel donné par Jean-Bernard-Rémi Pommez en mémoire de son père Jean-Baptiste Pommez décédé le 22 janvier 1850.*

sur l'autel : *Ecce Qui tollit peccata mundi Facite fructum dignum paenitentia*  
Bibl. : *L'Aquitaine*, 31 juillet 1885 ; Abbé F. Laprie, *Oraison funèbre de J. B.*

*Meynard* ; C. Cullia-Ventouris, *Inventaire du mobilier de l'église Saint-Michel de Bordeaux*.

Le 6 juillet 1885, à l'appel de l'abbé Meynard, un paroissien du nom de Jean-Bernard-Rémi Pommez offrit un don de huit mille francs pour l'érection d'un autel neuf dédié à saint Jean-Baptiste. Prévot exécuta le groupe sculpté et fournit les dessins de l'autel réalisés par la "maison Lambinet".

### C- Les groupes

93- *Oreste et Pylade*

Plâtre, 1864,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1864, Bordeaux, S.A.A.

94- *Pietà*

Plâtre bronzé, 1886,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1886, Bordeaux, S.A.A.

95- *La Course interrompue*

Plâtre, 1887,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1887, Paris, S.A.F. et 1888, Bordeaux, S.A.A.

Bibl. : *La Gironde*, 31 mai 1887 ; *Actes de l'Académie nationale des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux*, 4 avril 1895. Ce groupe valut à Prévot une mention honorable, l'unique récompense qu'il remporta au Salon parisien. Heureux, Prévot écrivit à Marionneau : "je vais me remettre à l'œuvre, animé d'une nouvelle ardeur et avec cette conviction que mes succès sont agréables à des personnes que j'estime et affectionne tout particulièrement"<sup>134</sup>.

96- *Montreur de singe*

Plâtre, 1889,  
loc. inconnue.  
Exp. : 1889, Paris, S.A.F. et 1890, Bordeaux, S.A.A.

### D- Les statues dépendantes d'un ensemble architectural

97- *Saint-Thomas d'Aquin et trois Docteurs anciens de l'Eglise Latine* (fig. 22)

133. A.M. 4009 M29.

134. Fonds Marionneau : 1583 (63).



Pierre, 1866, Bordeaux, église Notre-Dame, façade. Bibl. : "L'église Notre-Dame de Bordeaux", *Revue de l'art ancien et moderne*, 1914 ; P. Courtault, "L'église Notre-Dame de Bordeaux", *Revue Philomatique*, 1917 ; P. Roudié, "La construction de L'église Notre-Dame de Bordeaux", *Revue de La Société Archéologique*, 1986.

a-Saint-Thomas d'Aquin

s. E. P.

b-Saint Augustin (fig. 23)

s. E. P.



Fig. 23. — Saint Augustin. Pierre. 1866. Bordeaux, façade de l'église Notre-Dame. Catalogue, n° 97b.

c-Saint Jérôme (fig. 2)

s. E. P.

d-Saint Grégoire-Le-Grand (fig. 24)

En vue de parachever la restauration de la façade lancée peu après 1860, la fabrique de l'église projeta de placer quatre

statues dans les niches du premier niveau<sup>135</sup>. La commande revint à Prévot qui reçut mille francs par statue<sup>136</sup>. Le choix de ces quatre figures révèle la volonté de la fabrique de respecter l'iconographie de l'ordre des Dominicains pour lesquels l'église a été construite. La présence de saint Thomas d'Aquin aux côtés des Pères de l'Eglise trouve ses origines dans l'histoire de l'ordre. C'est avec les écrits de saint Thomas que les docteurs du concile de Trente défendirent au XVI<sup>e</sup> siècle le dogme attaqué par l'hérésie protestante. Pie V décida en 1567



Fig. 24. — Saint Grégoire le Grand. Pierre. 1866. Bordeaux, façade de l'église Notre-Dame. Catalogue, n° 97d.

que l'Eglise rendrait désormais à saint Thomas le même culte qu'aux Pères de l'Eglise. On remarque à Notre-Dame l'absence de saint Ambroise.

98- *Le Génie du Commerce maritime et de l'Industrie vinicole* (fig. 3) et *le Génie des Sciences et des Arts* (fig. 25)

Pierre, s. d. Prévot, 1869, Bordeaux, palais Rohan, portique. Bibl. : J. d'Wells, *Le Palais Rohan* ; X. Védère, *Le Palais Rohan* ; Ch. Taillard, *Bordeaux classique*.

Les statues de Deschamps pour les niches du portique du palais Rohan disparurent à la Révolution. En 1867, la municipalité bordelaise voulant remédier à cette lacune, chargea Prévot de "représenter allégoriquement les aptitudes qui distinguent depuis bien des siècles les habitants de notre cité c'est à dire, le goût des Sciences et des Arts, celui du Com-



Fig. 25. — Génie des Sciences et des Arts. Pierre. 1869. Bordeaux, portique d'entrée de l'Hôtel de Ville. Catalogue, n° 98.

merce maritime et de l'Industrie vinicole"<sup>137</sup>. Le statuaire fut payé sept mille

135. A.M. 4001 M7.

136. Eglise Notre-Dame, délibération de la fabrique.

137. A.M. 12 D57.

francs, la fourniture de la pierre étant à la charge de son commanditaire.

99- *Anges laudateurs*

Pierre, 1874,

Verdelais, église Notre-Dame, clocher.

Bibl. : *L'Aquitaine*, 11 juillet 1874 ; 25 septembre 1875.

a- [Deux Anges musiciens]

b- [Deux Anges au volumen]

En décembre 1873, l'architecte Duphot, chargé de restaurer le clocher de l'église, se mit en rapport avec Prévot. Après réalisation d'une maquette en terre, le statuaire exécuta les effigies de quatre *Anges*, payé chacune neuf cents francs. En novembre 1874, les sculptures achevées furent transportées à Verdelais et le clocher inauguré l'année suivante par le cardinal Donnet.

100- *Prophètes*

Pierre, 1876,

Bordeaux, Grand Séminaire, chapelle.

Bibl. : *L'Aquitaine*, 25 octobre 1873 ; 6 novembre 1875 ; 4 mars 1876 ; F. Echeberry, *La succursale*.

a-Moïse (fig. 26)

s. d. E. Prévot, 1876.

b-David (fig. 26)

s. d. E. Prévot, 1876,

Insc. : *Psallam/ Deo (?) eol/ Quamdiul/ Sum.*



Fig. 26. — Moïse et David. Pierre. 1876. Bordeaux, vue d'ensemble de la chapelle du Grand Séminaire. Catalogue, n° 100a et b.



Fig. 27. — Jérémie. Pierre. 1876. Bordeaux, chapelle du Grand Séminaire. Catalogue, n° 100c.

c-Jérémie (fig. 27)

s. d. E. Prévot, 1876,

Insc. : *Defecerunt/ Præ/ Lacrymis/ Oculi/ Mei.*

d-Ezéchiël

s. d. Prévot,

Insc. : *Et/ Occidetur/ Christus.*

e-Isaïe

s. d. E. Prévot, 1876,

Insc. : *Eccel/ Virgo/ Concipiet/ Et/ Pariet/ Filio.*

En 1873, L'architecte Labbé fut chargé de fournir les plans d'une nouvelle chapelle de style néo-gothique pour le grand séminaire. Une souscription publique finança l'architecture et la décoration sculptée. Les statuaires Charron, Beau-soleil, Jabouin et Prévot se partagèrent la réalisation de dix-sept statues de saints et de prophètes, payée mille francs chacune. Les religieux du grand séminaire attendaient avant tout de ces figures : "une pose religieuse qui inspire le recueillement et la pitié".

101- *Duffour-Dubergier et Fieffé*

Bustes, pierre, 1884,

Bordeaux, musée des Beaux-Arts.

La construction du nouveau musée des Beaux-Arts achevée, la municipalité voulut célébrer la mémoire de ses anciens bienfaiteurs. Le 4 septembre 1884, Prévot et Coëffard se partagèrent respectivement la commande de quatre bustes de pierre payé mille francs l'un<sup>138</sup>.

102- *Guillaume Dupuytren*

Buste, marbre, 1886,

Bordeaux, ancienne faculté de Médecine, façade.

Bibl. : Dr. G. Péry, *Histoire de la faculté de Médecine (...)* ; Cl. Laroche, "Pro Scientia Urbe et Patria", *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1992.

Guillaume Dupuytren (1777-1835) était chirurgien de Louis XVIII et de Charles X et professeur de clinique chirurgicale. En 1885, l'architecte parisien Jean-Louis Pascal venait de faire achever la nouvelle faculté de Médecine et de Pharmacie.

Il fut question à cette époque de décorer la façade du bâtiment de cinq bustes en marbre. L'état offrit de contribuer pour moitié à la dépense totale et proposa cinq sculpteurs de son choix, "des artistes jeunes, connus et distingués déjà par des récompenses plus ou moins importantes"<sup>139</sup>. L'autre moitié de la dépense qui s'élevait à huit mille francs, devait en échange être versée par la municipalité bordelaise. Désireuse toutefois d'aider des artistes bordelais, cette dernière parvint à imposer, auprès du Ministre de l'Instruction publique, Prévot et Granet<sup>140</sup>. De même, le choix des personnalités à représenter posa problème. La Mairie réussit non sans peine à proposer les effigies de Dupuytren et Jussieu, deux figures locales du milieu médical que l'Etat avait négligé.

Le 12 août 1885, Prévot reçut commande du buste de Dupuytren, moyennant la somme de six cents francs<sup>141</sup>.

138. A.M. 8303 M28.

139. Procès verbal du cons. mun., 1er mai 1885.

140. A.M. 6872 M40.

141. A.D. 129 T1.





Fig. 28. — Allégorie de la Jonction du Peugue et de la Devèze. Pierre. 1868. Bordeaux, angle du cours d'Alsace et Lorraine et de la rue Sainte Catherine. Catalogue, n° 106.

## Les reliefs

### A- Les plaquettes :

#### 103- Femme apprenant à un jeune enfant à marcher

Terre cuite, s. E. Prévot, Libourne, musée des Beaux-Arts. Don Claude Laporte, 1991.

#### 104- Homme apprenant à un garçon à tirer à l'arc

Terre cuite, s. E. Prévot, Libourne, musée des Beaux-Arts. Don Claude Laporte, 1991.

### B- Les reliefs :

#### 105- Portique de l'Ecole de dressage et d'équitation

Pierre, 1865. Bordeaux, piscine Judaïque. Bibl. : M. Ferrus, *La Petite Gironde*, 3 janvier 1929.

En juillet 1865, la municipalité bordelaise chargea Prévot, pour la somme de mille cinq cents francs, de restaurer les sculptures que Francin avait exécuté un

siècle plus tôt. L'intervention du jeune sculpteur porta sur les têtes, les mains et les pieds des personnages. L'artiste reçut la consigne toutefois de conserver l'aspect de vétusté des sculptures.

#### 106- La Jonction du Peugue et de La Devèze (fig. 28)

Haut-relief, pierre, 1868, s. E. Prévot statuaire.

Bordeaux, 111 rue Sainte-Catherine. Bibl. : *Le Courrier de La Gironde*, 24 novembre 1868.

Henri Devier reprocha à Prévot l'absence de fini qui caractérise habituellement ses œuvres : "les jambes de ces figures sont d'une longueur démesurée ; ces têtes microscopiques sont dures et sèches, les formes de la femme manquent d'ampleur, le modelé du corps de l'homme est veule, peu accentué, on n'y sent pas la force musculaire qui devrait contraster avec les grâces féminines de sa compagne".

#### 107- L'Instruction publique (fig. 4)

Haut-relief, pierre, s. d. E. Prévot sc., 1872.

Bordeaux, Ecole Philomathique, fronton.

Bibl. : Y. Maïzel, *Le bâtiment de l'Ecole Philomathique de Bordeaux*.

Au début du mois d'avril 1870, Prévot proposa d'exécuter un groupe en haut-relief au fronton de l'Ecole professionnelle alors en construction<sup>142</sup>. A l'appui de sa demande, il présenta à l'administration municipale et à l'ingénieur Lancelin une photographie d'une première maquette. Ce projet que l'ingénieur trouva "très heureusement conçu" fut approuvé par le maire le 28 du même mois<sup>143</sup>. Prévot reçut la somme de cinq mille francs, la fourniture de la pierre et le levage des blocs étant à la charge de la Ville.

En juillet 1870, Lancelin apporta quelques modifications comme la suppression d'un décor de feuillages. Un an et demie plus tard, le haut-relief était en "état de réception définitive"<sup>144</sup>.

142. A.M. 6853 M7.

143. *Ibid.*

144. *Ibid.*

Prévot "attaqua seul ce grand fronton de douze mètres de long et l'acheva en treize mois, sans l'aide d'un seul praticien"<sup>145</sup>. A travers cette allégorie, la Ville tint à rappeler ses engagements en matière de développement de l'Instruction publique qui devint une priorité nationale sous la Troisième République.

### 108- Les Sciences

Bas-relief, pierre, 1885, s. E. Prévot. Bordeaux, musée d'Aquitaine, façade. Bibl. : R. Coustet, "Les bas-reliefs de la façade de l'ancienne faculté des Sciences et des Lettres de Bordeaux", *R.E.A.*, 1993 ; Ph. Rivé, *La Sorbonne et sa reconstruction*.

Le bâtiment de la nouvelle faculté achevé, Charles Durand son architecte entreprit de le décorer en 1883 en plaçant trois bas-reliefs en façade.

Leur financement fut assuré conjointement par la municipalité et l'Etat qui néanmoins entendait imposer trois artistes parisiens de son choix, les sculpteurs Allard, Soldi et De Saint-Vidal<sup>146</sup>. Cette décision allait à l'encontre des souhaits de la Ville dont l'objectif était de "fournir aux artistes bordelais des éléments susceptibles d'accroître leur juste réputation"<sup>147</sup>.

Agacé de constater que la marche des travaux lui échappait, l'architecte réceptionna en novembre 1883 les maquettes puis les modèles l'année suivante. Une commission artistique se réunit et refusa le travail. On contesta le choix du sujet à trait mythologique et le style jugé trop gracieux ne pouvait guère convenir à la vocation pédagogique d'un tel édifice<sup>148</sup>. En novembre 1884, on contacta Coëffard, Granet et Prévot obligés de participer néanmoins à un concours organisé sur les instances de l'architecte. Le lauréat Granet se chargea de fournir les modèles tandis que ses deux compagnons lui servirent de praticien. Dans sa loyauté, la municipalité vota une gratification supplémentaire de sept mille cinq cents francs en supplément des cinq mille francs alloués à chaque artiste<sup>149</sup>.

### 109- Docteur Clémot

Bas-relief, marbre, 1888. Bordeaux, ancienne faculté de Médecine et de Pharmacie, cour d'honneur. En 1885 l'architecte Pascal passa commande de quatorze portraits en médaillon des "savants médecins (...)" qui avaient honoré la ville de Bordeaux". L'Etat et la municipalité se partagèrent les frais pour moitié<sup>150</sup>. En 1887, les édiles toutefois ne manquèrent pas de relever la part "bien maigre" réservée aux artistes de la région. Prévot reçut la somme de mille francs laquelle fut complétée par une gratification de quatre cents francs accordée à chaque artiste<sup>151</sup>.

## Les monuments funéraires

### 110- A la gloire des Médecins et Pharmaciens

Ronde bosse, pierre, 1880.

Sénégal, île de Gorée.

Insc. : *Aux médecins et pharmaciens morts victimes de leur dévouement pendant l'épidémie de 1878.*

*Les habitants du deuxième arrondissement du Sénégal reconnaissant.*

Bibl. : *L'Illustration*, 20 novembre 1880 ; *Le Courrier de La Gironde*, 12 novembre 1880 ; *Une Ecole centenaire 1890-1990, Ecole du service de santé des armées de Bordeaux*.

En 1878, une épidémie de fièvre jaune décima la population de l'île de Gorée. Partis soigner les malades, vingt-quatre officiers de santé, médecins et pharmaciens, périrent "victimes de leurs dévouement". "Pleine de reconnaissance pour ces modestes héros, la population du deuxième arrondissement du Sénégal, voulant perpétuer leur mémoire, ouvrit une souscription dans le but de leur élever un monument, dont l'exécution fut confiée à M. Edmond Prévot (...) auquel toute liberté était laissée".

Une statue de *Pleureuse* domine un ensemble composé d'un piédestal exhaussé sur trois degrés. Accoudée à un cippe, cette figure "invite la foule à lire les noms des victimes gravés sur la colonne funèbre".



Fig. 29. — Monument funéraire à Edmond Laporte. Pierre. 1883. Soulac. Catalogue, n° 111b.

### 111- Monument funèbre à la mémoire d'Edmond Laporte

a-Modèle réduit, 1883,

loc. inconnue.

Exp. : 1883, Bordeaux, S.A.A. et 1884, Paris, S.A.F.

b-Pierre, 1883, s. d. Prévot. (fig. 29)

145. A.M. 2 D207.

146. A.M. 6889 M16.

147. *Ibid.*

148. *Ibid.*

149. *Ibid.*

150. A.M. 6872 M40.

151. Procès verbal du cons. mun., 17 juillet 1889.



Soulac (Gironde), carrefour des avenues du Général de Gaulle et Du Perrier de Larsan.

Insc. : *Au Sauveteur Edmond-Joseph-Jean Laporte/ Les Baigneurs de Soulac.* Souvenir du 20 septembre 1880.

Emplacement donné par M. Mrs. Bijon et Dubuc.

Érigé le 15 août 1883.

Bibl. : M. E. Lenoir, *Le Biographe*, 1884.

Militaire de son état, Edmond Laporte "périt victime de son dévouement" à Soulac en sauvant de la noyade un jeune baigneur.

"Sous l'impression d'un tel événement, la reconnaissance populaire décida qu'un monument élevé par souscription, rappellerait l'acte d'héroïsme que venait d'ac-

complir Edmond Laporte. Malheureusement l'artiste n'eut à sa disposition qu'un modeste budget ce qui ne lui permit de composer son projet que de la manière la plus simple (...)".

112- *Monument à Camille Godard*

Bronze, 1890,

loc. inconnue.

Insc. : *A Camille Godard/ la Ville de Bordeaux reconnaissante*

Bibl. : *La Petite Gironde*, 19 mars 1894.

Pour honorer la mémoire de son bienfaiteur, la municipalité érigea un monument à Camille Godard placé dans l'enceinte même du Parc Bordelais.

En 1890, Prévot se chargea de l'exécution d'un buste en bronze prévu pour prendre place au sommet d'un piédestal.

L'artiste toucha alors mille deux cents francs. La somme comprenait d'une part la confection d'un modèle en plâtre et d'autre part sa reproduction en bronze demi-rouge, ciselée et bronzé <sup>152</sup>.

En mai 1890, le buste terminé et installé recueillit les compliments de l'architecte Flandrai : "L'effet est excellent à tous points" <sup>153</sup>.

Dérobé au cours du mois de mars 1904, le bronze fut remplacé par l'exemplaire original en marbre conservé jusqu'alors au Musée des Beaux-Arts (cf. Cat. n° 7 et n° 53).

152. A.M. 3009 M1.

153. *Ibid.*

## *L'espace théâtral à Bordeaux Artus et Lauriol, deux peintres décorateurs bordelais 1873-1913*

par Sanna Hanben

### **L'espace théâtral à Bordeaux**

Maquettes à l'appui, rentrer dans le ventre du Grand Théâtre de Bordeaux pour y retracer non plus son devenir mais son advenir, son essence même : le spectacle. Le présent article ne scrute pas la bâtisse de l'architecte, mais s'enveloppe de ses entrailles pour observer la vie sur scène, aussi bien côté décors que côté public.

Certes, le Grand Théâtre est ce monument magistral conçu par Victor Louis en 1773, mais il se compose aussi de deux mondes théâtraux qui s'enchevêtrent : la salle et la scène. L'un réel, l'autre fictif, ces deux espaces entretiennent des relations d'échange et de communication. Le public est tout aussi bien acteur que le décorateur est spectateur, ils sont les protagonistes du même spectacle et ils renvoient l'un à l'autre. Le dynamisme de cet échange est à l'origine du "double-décor" bordelais : l'un scénique, l'autre urbain, il s'agit d'un troisième espace théâtral. Car de la salle et de la scène, de ces deux espaces s'emboîtant, s'extrait un troisième, celui de la ville théâtralisée. Une fois le spectacle terminé, le public emmène la peinture de trompe-l'œil dans ses demeures privées et la municipalité l'exporte dans les rues de Bordeaux.

Ainsi, l'espace théâtral bordelais est celui où se confondent les espaces des différents créateurs de l'univers artificiel et réel qu'est le spectacle. Il est le fruit de la dynamique qui se tisse à travers la rencontre de la salle, de la scène et de la ville de Bordeaux, toujours en étroite relation avec la scène parisienne, modèle, référence et concurrente.

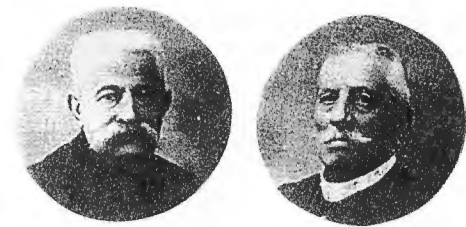
Les maîtres de l'illusion et du trompe-l'œil se nomment Artus et Lauriol, les peintres décorateurs attitrés du Grand Théâtre de 1873 à 1913. Ils sont les imagiers de cette dynamique, de cet univers.

### **Artus et Lauriol <sup>1</sup>**

Artus et Lauriol incarnent le type même de maître artisan d'une esthétique scénique basée sur la perspective feinte et le trompe-l'œil théâtral. En s'inscrivant dans la tradition de la toile peinte illusionniste au service d'un théâtre précis, ne signant jamais leurs œuvres, ils représentent l'un des

1. Pierre Gustave Artus : Bordeaux, 28 décembre 1831-27 juin 1912.  
Jean Gustave Lauriol : Bordeaux, 15 avril 1842-07 juin 1916.





Pierre Gustave Artus  
(28 décembre 1831-27 juin 1912).

Jean-Gustave Lauriol  
(15 avril 1842-7 juin 1916).

Fig. 1. Portraits d'Artus et Lauriol.  
(A.M. Fonds E. de Fayolle : Artus : 229 ; Lauriol : 5362-5363).

derniers maillons de la grande famille de décorateurs français dont les décors servent de référence partout en Europe depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

Aujourd'hui, leurs décors ont disparus. Les générations suivantes les jugeant démodés, elles ne les ont pas conservés. Néanmoins, les Archives municipales de Bordeaux conservent le fonds d'atelier d'Artus et Lauriol. Cette collection contient de nombreuses maquettes, des esquisses et des cahiers de mise en scène. Ensemble unique, il permet de retracer plus d'un demi-siècle de production scénique à Bordeaux dont Artus et Lauriol sont les auteurs.

Avant de commencer leur longue carrière au Grand Théâtre en 1873, les deux hommes travaillent déjà ensemble. Bordelais de naissance, ils reçoivent une formation de peintres en bâtiment dans les ateliers des maîtres artisans de la ville. Lauriol compte parmi ses professeurs Alban de Lesgallery, peintre originaire de Bordeaux, élève de Lacour fils. Quant à Artus, il est ami avec le décorateur du Grand Théâtre, Jules Salesses<sup>2</sup>, à qui il succédera en 1873 avec son associé Lauriol.

Leur première collaboration attestée date de 1865<sup>3</sup>. Cette année-là, le peintre William Bouguereau peint le plafond de la salle des concerts au Grand Théâtre et compte parmi ses aides Artus et Lauriol. Lors de la vacance du poste de décorateur au Grand Théâtre en 1873, c'est ce même peintre, à l'apogée de sa gloire, qui recommande Artus et Lauriol auprès de la mairie<sup>4</sup>. Débute alors une histoire de belle fidélité entre les Bordelais et les deux hommes.

Entre les décorateurs de l'opéra municipal n'est pas une mince affaire. Il s'agit d'un métier de prestige convoité à l'époque par quelque deux cents peintres-décorateurs de la ville<sup>5</sup>. Métier de prestige, il ne permet pas toujours de nourrir son homme. Ainsi, Artus et Lauriol n'abandonnent jamais leur métier premier, celui de peintres en bâtiment.

Comprendre le métier d'Artus et Lauriol, leurs fonctions au Grand Théâtre et leur façon de travailler, c'est alors ne jamais perdre de vue Paris avec ses innombrables ateliers de peintres décorateurs. On constate de nombreuses analogies entre ces ateliers et celui d'Artus et Lauriol qui n'hésitent pas d'ailleurs à y trouver leur première source d'inspiration. Les deux hommes s'associent en 1873 par acte notarié<sup>6</sup> et leur société n'est pas sans rappeler les entreprises de la capitale. Nombreux sont les décorateurs parisiens qui travaillent en même temps en tant que peintres en bâtiment. Ils décorent les plafonds des théâtres et s'occupent de la peinture décorative d'hôtels particuliers, d'églises et de monuments publics. De maître en élève, ils se transmettent leur savoir-faire technique et les associations peuvent parfois durer plusieurs décennies. Artus et Lauriol cependant se classent au palmarès de la longévité avec quarante ans de production commune. Ils créent non seulement tous les décors de scène du Grand Théâtre de 1873 à 1913, les entretiennent et les rénovent, s'occupent de toutes les peintures décoratives du théâtre de Louis, mais se chargent également de la peinture murale des salons d'expositions de la ville de Bordeaux, de la décoration des bâtiments publics, des maisons privées et de la visualisation des projets d'aménagement urbain à l'aide d'aquarelles.

Parallèlement, Lauriol exerce le métier de professeur de perspective à l'Ecole des Beaux-Arts de Bordeaux. Il est l'auteur de plusieurs traités de perspective et de dessin décoratif<sup>7</sup>. Son successeur au poste sera son gendre, Jules Artus<sup>8</sup>, le fils de Pierre Gustave Artus. Jules Artus leur succédera également en tant que décorateur attitré du Grand Théâtre. Il y reste jusqu'en 1931, date de sa mort prématurée, et prolonge ainsi le "règne" des Artus et Lauriol à cinquante-huit ans de service au Grand Théâtre de Bordeaux.

2. A.M., M 1858, 2<sup>e</sup> section, n° 116.

3. A.M., 1704 R 25, Correspondance générale, 1872-1873

4. A.M., 1704 R 25, Correspondance générale, 1872-1873.

5. M. Vachon, *Enquête sur les industries d'art à Bordeaux*, Bordeaux, 1895.

6. L'acte ayant disparu, le seul renvoi se trouve dans une lettre d'Artus adressée au maire de Bordeaux, le 15. 9. 1873 (A.M., 1704 R 25)

7. Lauriol, *Recueil d'opérations perspectives*, Bordeaux, 1877.

8. Jules Artus, Bordeaux, 1868-1913. Il se marie en 1891 avec la fille de Gustave Lauriol, Madeleine Lauriol, et travaille avec son père et beau-père à partir de 1907 en tant que décorateur et peintre en bâtiment.

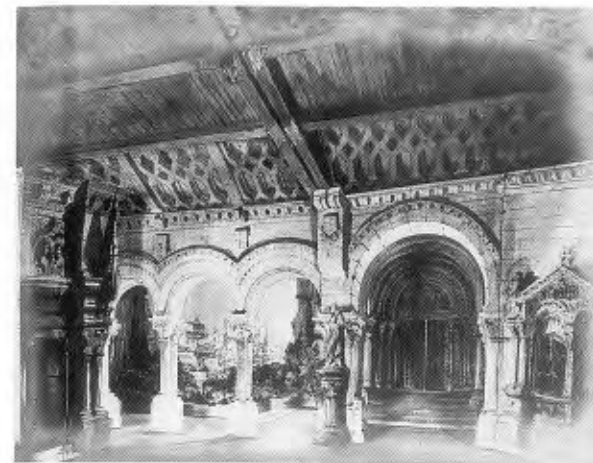


Fig. 2. — *Le Cid*.  
(Bibliothèque Nationale de l'Opéra {B 69 (7),  
Photo n° 182, Cl. B. N. 88 C 136 033).

Opéra en 4 actes et 10 tableaux de Jules Massenet, livret A. Dennery, L. Gallet, E. Blau. Création à l'Opéra de Paris, le 30 décembre 1885. Maquette construite, Eugène-Louis Carpezat, 1885. Acte I, tableau 2, Galerie du Palais.

## Bordeaux face à Paris

"La maison lyrique est le véritable hôtel de ville de notre cité"<sup>9</sup> écrit un journaliste bordelais en 1891. A l'époque, le Grand Théâtre est un important carrefour artistique et politique de la vie bordelaise, la vitalité économique se doit d'y voir son reflet culturel. On réclame le fort ténor comme on exige un préfet honorable ou un maire intelligent. Loin d'être un simple lieu de spectacle, le Grand Théâtre est compris comme un des filtres de la prospérité de la ville. Il occupe une place capitale au sein de la société bordelaise. On affirme que "nulle part ailleurs, on ne va plus au théâtre qu'à Bordeaux"<sup>10</sup> et la vie post-estivale ne semble reprendre qu'à partir de l'ouverture de la saison lyrique.

La fierté locale étant solide, le débat concernant la décentralisation est omniprésent dans la presse qui se veut le porte-parole entre le théâtre lyrique, le public et la capitale. Faire du Grand Théâtre la première scène de province, tel est le but commun de la Ville, du directeur et du public : Renommée nationale, projet personnel ou ambition locale sont autant de motivations pour concurrencer la capitale. Dans une ville rebelle à tout centralisme parisien, il n'est pas étonnant de lire un journaliste définir le Grand Théâtre de scène nationale "en admettant, ce qui est probable, que l'Aquitaine forme encore une nation"<sup>11</sup>. Cependant, la concurrence ne se fait pas par une politique de création différente de la Scène nationale, modèle et référence, mais par l'effort de monter les mêmes ouvrages lyriques, de suivre les mêmes tendances musicales qu'à Paris.



Fig. 3. — *Le Cid*.  
(A.M. Fonds Artus 26, Cl. Sanna Hanben).

Cahier de mise en scène, non daté, non signé. Acte I, tableau 2, Galerie du Palais.



Fig. 4. — *Le Cid*.  
(A.M. Fonds Artus, Maquette montée n° 20, Cl. AM, Bernard Rakotomanga).

Première au Grand-Théâtre, le 16 avril 1887. Maquette construite, Artus et Lauriol, non datée, non signée. Acte I, tableau 2, Galerie du Palais.

9. "Silhouettes Mondaines : Tancrède Gravière", *Bordeaux-Mondain*, n° 69, 1891.

10. M. Lacoste, *La question du Grand Théâtre*, 1886.

11. "Silhouettes Mondaines : Tancrède Gravière", *Bordeaux-Mondain*, n° 69, 1891.



Au tournant du siècle, Paris s'enorgueillit d'être la capitale du théâtre lyrique en Europe. Les décors issus des ateliers parisiens sont la référence incontournable en matière de production scénique. Par des cahiers de mise en scène, véritables reconstitutions des décors parisiens, mais aussi par des correspondants sur place ou simplement par des magazines spécialisés, les décorateurs de province sont incités à suivre les dernières évolutions de Paris. Comme dans toutes les grandes villes de France, le Grand Théâtre de Bordeaux calque ses décors et ses mises en scène sur ceux de Paris<sup>12</sup>. À l'aide des cahiers et des planches de décors de la capitale, les spectacles bordelais ressemblent à des productions parisiennes en miniature. En 1887, la création de l'opéra *Le Cid* de Jules Massenet à Bordeaux en est un exemple parlant (figures 2-4).

Ainsi, Artus et Lauriol apparaissent moins des créateurs que des artisans du décor. Ils usent et rusent avec les moyens du bord et leur production scénique témoigne davantage d'un caractère national et non pas d'une originalité bordelaise. Dépendants de l'accord du directeur qui dépend à son tour de la municipalité, ils sont restreints dans leur liberté de création scénique.

Néanmoins, leur travail tient lieu d'exemple d'un atelier provincial dont la production n'est pas en retard par rapport à l'Opéra de Paris et dont la finesse d'exécution ne lui est en rien inférieure. Quelqu'un qui n'aurait que l'exemple d'Artus et Lauriol sous les yeux pourrait aisément se faire une idée du décor d'opéra de la fin du XIXe siècle et du début du XXe.

## Le décor d'opéra à la fin du XIXe et au début du XXe siècle

L'Opéra de Paris, que la bourgeoisie a investi tout au long du XIXe siècle, est devenu le reflet d'une société qui souhaite l'union de la science avec l'art au service d'un décor magique et illusionniste. L'opéra est avant tout compris comme divertissement et moyen d'évasion, on aspire à un décor qui fait appel à l'émotion.

Au tournant du XIXe siècle, ce décor va entrer dans une phase de remise en question. À chaque grande période de l'histoire correspond une certaine conception de l'espace scénique. À la fin du XIXe siècle, le problème de l'espace au théâtre se pose avec une particulière acuité, comme il se pose alors dans tous les arts, notamment en littérature et en peinture.

Depuis bientôt un siècle, les décorateurs officiels de l'Opéra de Paris pratiquent l'art d'un décor illusionniste peint, basé sur la vérité archéologique. Sur scène, ils créent l'illusion du réel en trois dimensions grâce à des dispositifs

scéniques instaurés par le fondateur de la profession, Ciceri, le plus important décorateur de l'Opéra du début du XIXe siècle. Il est à l'origine du décor de scène fondé sur les notions de vérité et de nature. Tous les décorateurs français du XIXe siècle s'inspirent de son art. Son influence est capitale. Elle sera consacrée par le succès des décors français qui servent de référence partout en Europe, faisant de Paris la capitale de la scène lyrique au XIXe siècle.

Cependant, la leçon du maître va se trouver dans une impasse à la fin du XIXe siècle. La troisième génération de décorateurs va pousser la vérité archéologique à un tel degré qu'ils en oublient l'élément fondamental de la création scénique, la fantaisie. Ils n'innovent plus, mais se contentent de reprendre toujours les mêmes procédés techniques voués au pittoresque, prisonniers de l'accumulation du détail anecdotique. Au sein de la presse spécialisée, de nombreux critiques réclament un renouvellement des stéréotypes scéniques dès les années 1880<sup>13</sup>.

Tout d'abord, la condamnation de la traditionnelle toile peinte illusionniste se concentre au théâtre indépendant parisien. Elle se retrouve dans les deux principaux courants de pensée de l'esthétique, le naturalisme et le symbolisme. D'une part, le naturalisme prône un théâtre fondé sur la vérité, sur l'observation de la vie sociale et dénonce le mensonge du décor en trompe-l'œil. D'autre part, le symbolisme veut fuir les contingences du réel. Il aspire à abolir l'espace matériel de la scène par la modification picturale des décors et tente la collaboration avec des peintres avant-gardistes. S'il s'agit d'une époque passionnée de recherches, aucune synthèse scénographique ne naît avant la Première Guerre Mondiale. Les tentatives de réforme s'appuient au départ sur une élite intellectuelle du théâtre indépendant.

À l'opéra, il faut attendre la veille de la Première Guerre Mondiale pour assister à un profond renouvellement de la création scénographique. À partir de 1909, la scène d'opéra, et surtout de ballet, va également être investie par les peintres de chevalet révélés au monde entier par le Russe Serge de Diaghilev et par sa compagnie des "Ballets Russes".

Les peintres tels que Léon Bakst et Picasso vont rompre avec la tradition du décor illusionniste et proposent la notion nouvelle de correspondance entre le monde des sons et celui des formes et des couleurs. Ils vont inscrire la traduction visuelle de l'œuvre musicale au centre même du processus créateur.

12. A.M., Fonds Artus, exemples de cahiers de mises en scène, planches de décors : n° 1, 4, 16, 22.

13. "Erreurs dramatiques", *La vie artistique*, Marseille, 1880.

Cette spectaculaire révolution picturale ne surgit cependant pas de nulle part. Depuis la fin du XIXe siècle, la création d'opéra est de plus en plus sensible à la transposition scénique de l'écriture lyrique. L'évolution se fait lentement au théâtre lyrique, elle est moins violente qu'au théâtre indépendant, moins éclatante que l'œuvre d'un homme extravagant comme Serge de Diaghilev. Elle est présente. Si on ne renie pas encore la traditionnelle toile peinte illusionniste, on commence à s'intéresser à l'espace scénique et à son rapport avec la musique et le chanteur. L'évolution commence à se faire sentir dans l'appréhension d'une mise en scène plus intelligente où musique, acteurs, costumes et décors forment un ensemble cohérent. Le régisseur est de plus en plus important pour la direction des acteurs et des masses chorales. Même s'il n'exerce pas encore les fonctions de l'actuel metteur en scène, son importance ne peut plus être niée au XIXe siècle finissant. Il s'agit des premiers pas de la mise en scène. Progressivement, on commence à tenir compte du message musical. Même si l'écriture scénique se place encore sous la férule d'un langage illusionniste à caractère naturaliste, amoureux du détail "vrai", le processus de changement est amorcé.

À Bordeaux, Artus et Lauriol arrivent aux prémices de ces réflexions sur l'espace scénique, en 1873, et s'en vont quand celle-ci n'attend plus que la fin de la Grande Guerre pour prendre sa véritable ampleur. Ils vont rester fidèles à la tradition de la toile peinte illusionniste tout au long de leur carrière et ne participeront pas à la révolution picturale des "Ballets Russes" de Paris. Les directeurs du Grand Théâtre de Bordeaux, tributaires d'un public amoureux de la tradition, poursuivent une politique qui évite les trop brusques changements dans la création scénique.

## L'espace scénique au Grand Théâtre de Bordeaux

Néanmoins, la remise en question de la création lyrique n'est pas ignorée de la scène bordelaise. Dans cette phase de transition, la discussion concernant l'art lyrique se lit comme un fil rouge dans la presse bordelaise. La critique théâtrale connaît un développement spectaculaire à cette époque. Elle joue un rôle important en un temps où il y a à Bordeaux presque autant de journaux que de théâtres. La question du Grand Théâtre ne laisse aucun journaliste indifférent et l'échange entre la presse spécialisée et la presse quotidienne a un effet de stimulation sur l'art lyrique bordelais. Les directeurs sont en effet obligés de se tenir constamment au courant des nouveautés de la capitale. Leur politique d'exploitation s'en ressent, elle est ambitieuse et active. La volonté de concurrencer les scènes d'autres villes de province, mais surtout celles de Paris, est omniprésente dans l'exploitation lyrique bordelaise<sup>14</sup>.

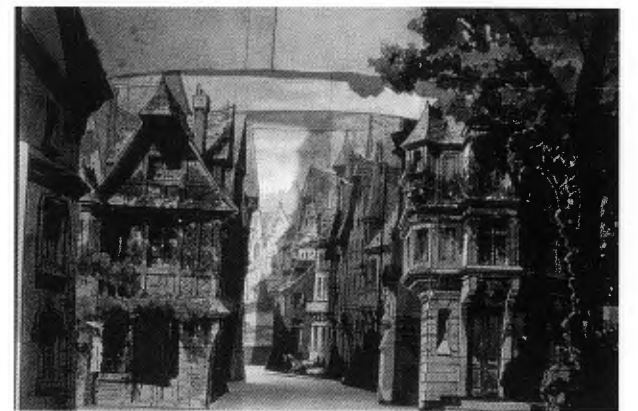


Fig. 5. — *Les maîtres chanteurs de Nuremberg*. (A.M. Fonds Artus, Maquette montée n° 32, Cl. AM, Bernard Rakotomanga).

*Drame musical en 3 actes de Richard Wagner. Première au Grand Théâtre de Bordeaux, le 23 janvier 1904. Première à l'Opéra de Paris, le 10 novembre 1897. Création à Munich, le 21 juin 1868. Maquette construite, Artus et Lauriol, non datée, non signée. Acte III, Devant les maisons de Sachs et Pogner.*

La période la plus active et la plus brillante de l'exploitation lyrique à Bordeaux se situe entre 1880 et 1913. Les directeurs du Grand Théâtre se montrent exemplaires dans leur politique de création, tant sur le plan national qu'international.

Avec Tancred Gravière (1886-1899), le Grand Théâtre accueille son premier directeur véritablement musicien. C'est lui notamment qui introduit Wagner à Bordeaux. Artiste lui-même, ayant dirigé d'autres théâtres auparavant, Gravière rentre dans les annales artistiques de la ville pour y avoir monté une quinzaine d'œuvres dont sept opéras inédits en France. Il s'intéresse particulièrement aux musiciens naturalistes et véristes comme Leoncavallo et Laparra<sup>15</sup>. Avec Frédéric Boyer (1901-1907), ancien sujet bordelais des troupes précédentes, et Fernand Bory (1907-1913), ancien directeur de salles de spectacles à Bordeaux, la politique de création continue jusqu'à la fermeture pour restauration en 1913.

Le portrait de l'exploitation lyrique du Grand Théâtre entre 1873 et 1913 peut brièvement se résumer ainsi : les trois grands noms qui se trouvent le plus fréquemment à l'affiche sont Meyerbeer, Wagner et Massenet.

14. "La décentralisation artistique", *L'Avant-Scène*, n° 15, 1906.

15. A.M., 1710 R 44-54, Direction Gravière, 1886-1899.





Fig. 6. — *Cendrillon*.  
(A.M. Fonds Dauzats 33, Cl. Sanna Hanben).

*Féerie en 4 actes, 6 tableaux de Jules Massenet, livret H. Cain, P. Collin. Première au Grand Théâtre de Bordeaux, le 7 décembre 1899. Création à l'Opéra-Comique de Paris, le 24 mai 1899. Photographie de mise en scène, non datée. Décor Artus et Lauriol, acte IV, L'arbre aux fées.*

Si le grand opéra de Meyerbeer survit à son compositeur pendant de longues années, Wagner est considéré comme un artiste à part, un génie dont on dit ne pas encore saisir toute l'importance (fig. 5<sup>16</sup>). L'opéra lyrique de Massenet jouit d'une popularité inébranlable (fig. 6). Entre 1885 et 1909, les directeurs du Grand Théâtre montent quinze opéras du compositeur de Saint-Étienne.

Parallèlement, les noms de Verdi, de Bizet et de Puccini se partagent la tête d'affiche. A Bordeaux, on parle de "nouvelles tendances lyriques"<sup>17</sup> au sujet de l'opéra *Aïda* de Verdi que l'on s'empresse de monter avant l'Opéra de Paris, en 1879 (fig. 7). Le public bordelais attend un peu plus longtemps la première représentation de *Carmen* de Bizet (monté en 1875 à Paris, à Bordeaux en 1878); cependant, *La Bohème* de Puccini n'a que huit mois de "retard" sur la capitale, en 1899. A maintes reprises, on affiche des créations françaises et mondiales d'œuvres véristes et naturalistes. Les directeurs du Grand Théâtre sont ici plus rapides que leurs homologues de la capitale en créant entre autres *Paillasse* de Leoncavallo (1894), *La Navarraise* de Massenet (1895), *Fedora* de Giordano (1905)<sup>18</sup>.

Concernant la mise en scène des œuvres, toutes montées dans des décors conventionnels utilisant la toile peinte illusionniste à caractère naturaliste, on dénote deux grandes tendances dans la création scénique. D'une part, le public applaudit aux décors des mises en scène grandioses, d'autre part, il commence à s'intéresser au jeu dramatique des protagonistes et souhaite un espace scénique dans lequel l'acteur peut évoluer.

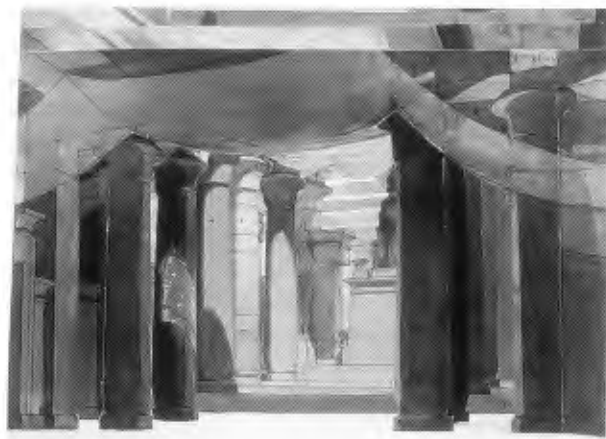


Fig. 7. — *Aïda*.  
(A.M. Fonds Artus, Maquette montée n° 19, Cl. A.M. Bernard Rakotomanga).

*Opéra en 4 actes, 7 tableaux de Giuseppe Verdi, livret A. Ghislanzoni. Première au Grand Théâtre de Bordeaux, le 12 février 1879, reprise en 1888. Première à l'Opéra de Paris, le 22 mars 1880. Création au Caire, le 24 décembre 1871. Maquette construite, Artus et Lauriol, non datée, non signée. Acte I, tableau 2, Le temple d'Isis.*

Les décors spectaculaires, souvent exotiques, sont très appréciés du public. Ils emmènent le spectateur en Inde avec *Lakmé*<sup>19</sup> de Léo Delibes ou au paradis d'Indra dans le *Roi de Lahore*<sup>20</sup> de Massenet. Ces mises en scène se veulent grandioses. Elles reflètent le goût du public pour l'exubérance et pour le spectaculaire instauré par le grand opéra en France au XIXe siècle. Le grand opéra, généralement tiré d'un sujet épique ou historique, fait un large appel aux masses chorales et s'intéresse plus au chant puissant et déclamé qu'à la progression du jeu dramatique du chanteur. Tels de grands tableaux de scène, les décors tendent à égarer les fresques épiques.

16. Avec le *Gesamtkunstwerk*, Wagner influence tous les compositeurs, mais aussi les décorateurs. Il remodèle l'art lyrique si profondément qu'il demeure longtemps une figure à part, un génie isolé. S'il est le seul des grands compositeurs d'opéra à définir clairement sa conception en matière de traduction scénique, il poursuit également l'illusionnisme, en contradiction avec l'inspiration de son œuvre. Les décors de Bayreuth ne se différencient pas de ceux de l'Opéra de Paris. En voulant s'assurer les meilleurs moyens de traduction scénique de son époque, il n'arrive pas à dépasser la toile peinte illusionniste à caractère naturaliste.

17. "Grand Théâtre : *Aïda*", *Le Théâtre*, 12-18 février 1893.

18. Malheureusement, le Fonds Artus des Archives municipales de Bordeaux ne contient que très peu de documents iconographiques concernant les œuvres naturalistes et véristes.

19. A.M., Fonds Artus, Maquette montée n° 14.

20. A.M., Fonds Artus 13, quelques éléments de maquette.



Fig. 8. — *Quo Vadis ?*  
(A.M. Fonds Dauzats 33, Cl. Sanna Hanben).

*Opéra en 5 actes de Jean Nouguès, livret H. Cain d'après H. Sienkiewicz. Première au Grand Théâtre de Bordeaux, le 1<sup>er</sup> mars 1910. Création à l'Opéra de Nice, le 10 février 1909. Photographie de mise en scène, non datée. Décor Artus et Lauriol, acte IV, tableau 2, Le cirque.*

A la fin du XIXe siècle, s'ajoutent au spectacle grandiose les découvertes de la science permettant aux décorateurs de maîtriser l'espace de la scène et d'y intégrer des effets spéciaux sophistiqués. A la différence de la scène du grand opéra, ces décors sont de plus en plus construits et investissent davantage l'espace scénique comme le démontre la production de *Quo Vadis ?*, œuvre de Nouguès (fig. 8).

Ces décors ne sont pas animés par le merveilleux et la fantaisie des grands tableaux scéniques de Ciceri et de ses successeurs immédiats. Sûrs de leur métier, les décorateurs du XIXe siècle finissant emmêlent et combinent les tours de main et les stéréotypes, à l'image de la musique d'un Massenet, généreux et libre dans l'emploi des citations. Ces décors sont comme des portraits d'apparat de la scène lyrique. Leur grande sœur est l'architecture historicisante de la fin du XIXe siècle. C'est l'Opéra Garnier avec ses éléments architecturaux hétérogènes recomposés, privilégiant les courbes et brouillant volontairement la perception des structures par l'exubérance du décor et de la polychromie des matériaux. L'Opéra, symbole de la fête, mais aussi modèle rationaliste par ses dispositifs scéniques, est la référence de ce décor du tournant du siècle, symbole de l'exubérance, rationalisé par l'emploi de la science et de la machinerie de plus en plus maîtrisées.

Parallèlement à l'engouement du spectacle grandiose, l'appréhension de l'espace scénique change. L'évolution de l'écriture lyrique met l'accent sur la progression dramatique des chanteurs, de plus en plus importante. Les œuvres de Wagner, de Verdi et de Bizet jouent un rôle déterminant dans la recherche de cette nouvelle écriture lyrique. Dans *Carmen* de Bizet (1875), le conflit entre le Bien et le



Fig. 9. — *Carmen*.  
(A.M. Fonds Artus 26, Cl. Sanna Hanben).

*Opéra-comique en 4 actes de Georges Bizet, livret H. Meilhac, L. Halévy. Première au Grand Théâtre, le 17 décembre 1878. Création à l'Opéra-Comique de Paris, le 3 mars 1875. Lavis, Artus et Lauriol, non daté, non signé. Acte I, Place à Séville.*



Fig. 10. — *La Bohème*.  
(A.M. Fonds Artus, Maquette montée n° 33, Cl. A.M. Bernard Rakotomanga).

*Opéra-Comique en 4 actes de Giacomo Puccini, livret G. Giacosa, L. Illica. Première au Grand Théâtre, le 18 février 1899. Première à l'Opéra-Comique de Paris, le 13 juin 1898. Création à Turin, le 1<sup>er</sup> février 1896. Maquette construite, Artus et Lauriol, non datée, non signée. Acte III, Une barrière à la sortie de Paris.*

Mal du grand opéra est remplacé par celui de l'Homme et de la Femme (fig. 9). *La Bohème* de Puccini (1896) définit un moment important dans l'évolution du théâtre lyrique (fig. 10). L'opéra de Puccini raconte la vie réelle du quartier Latin de Paris en 1830, la vie "du dehors", transposée dans le monde lyrique sur une scène d'opéra. Par le refus délibéré de fiction historique et d'idéalisation, Puccini révèle le monde dans une autre dimension.





Fig. 11. — Château de Bourran.

(Château de Bourran, IUFM d'Aquitaine, Mérignac, Cl. Sanna Hanben).

Architectes L. et P. Lafargue vers 1870, commanditaires Ravésies et Prom. Plafond de la salle à manger, vue générale. Artus et Lauriol, vers 1870.

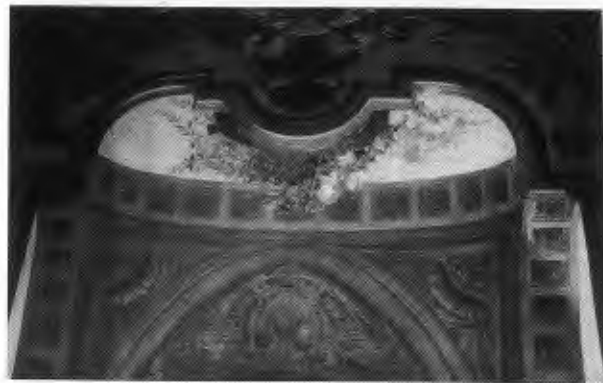


Fig. 12. — Château de Bourran.

(Château de Bourran, IUFM d'Aquitaine, Mérignac, Cl. Sanna Hanben).

Plafond de la salle à manger, détail. Artus et Lauriol, vers 1870.

Cette évolution entraîne une modification du décor de scène et de son espace. Ces opéras ne sont pas montés dans les tableaux scéniques de grand opéra où l'acteur était souvent contraint à un certain statisme sans jeu dramatique véritable. A partir des années 1890, la génération des veristes italiens et des naturalistes français se met à chercher de nouveaux codes d'expression lyrique, de nouveaux sujets dramatiques. Leur musique prétend mettre "une tranche de vie"<sup>21</sup> en musique. *Paillasse*<sup>22</sup> de Leoncavallo ou *Louise*<sup>23</sup> de Charpentier tentent de transmettre des sujets de la vie contemporaine sur scène. Quant aux décorateurs, ils essaient à leur tour de mettre "une tranche de vie" en scène et veulent rapprocher l'espace scénique de l'espace matériel

des chanteurs (fig. 10). Parallèlement à l'importance croissante du jeu dramatique, l'espace scénique des mises en scène devient primordial.

Il faut souligner l'ambivalence de ce nouvel espace scénique. La musique étant impuissante à "décrire" la vérité, le décor ne peut pas créer un lieu réel sur une scène d'opéra, espace artificiel par excellence. Si l'ambiguïté de ces tentatives ne peut être niée, l'idée de rapprocher acteurs et décors ne doit pas non plus être ressentie comme entièrement négative. La prise de conscience du jeu d'acteur, la volonté de lui offrir un espace dans lequel il peut évoluer et où il ne soit pas contraint au statisme du grand opéra, s'inscrit dans une évolution positive de la scénographie à laquelle Artus et Lauriol participent pleinement.

### La théâtralisation de l'espace habitable et urbain

L'activité des deux hommes ne s'arrête pas à la conception de décors. Leur créativité donne suite à des contrats divers qui leur font franchir les portes du Grand Théâtre. L'intégration du travail d'Artus et Lauriol dans la ville est totale. Ils vont emporter le monde illusionniste théâtral dans les demeures privées comme dans les châteaux, dans les établissements publics et dans les rues de Bordeaux, en ouverture spatiale sur la scène urbaine. Sollicités par le particulier et par la municipalité, ils dépayseront leurs commanditaires au moyen du trompe-l'œil et de la perspective feinte, ils ouvrent des espaces et imaginent la ville.

Dès 1870, la famille Piganeau fait appel à leurs compétences de peintres en bâtiment pour la décoration de leurs demeures familiales de Blanquefort (château Dulamon<sup>24</sup>) et de Mérignac (château de Bourran<sup>25</sup>). Le thème commun de la peinture plafonale des deux salles à manger, encore conservées aujourd'hui, est celui du rapprochement de la musique avec l'univers pictural : de manière explicite au château Dulamon où deux putti tiennent respectivement palette de peintre et cymbale, de façon plus implicite au château de Bourran où le vocabulaire architectural de la voûte feinte reprend celui de la grande salle du Grand Théâtre (fig. 11-12). Tous les deux témoignent d'un univers de trompe-l'œil théâtral comme beaucoup d'autres

21. H. Rosenthal, J. Warrak, *Guide de l'opéra*, 1995, p. 885.

22. A.M., Fonds Artus 4, indications scéniques seulement.

23. A.M., Fonds Artus, Académie, pochette 29, quelques éléments de maquette.

24. Le château Dulamon abrite actuellement La Maison Saint-Joseph des Orphelins Apprentis d'Auteuil.

25. Au château de Bourran siège l'IUFM d'Aquitaine.



Fig. 13. — Projet de dégagement de la Grosse Cloche.

(A.M. IX-B/44, Cl. Sanna Hanben).

Commanditaire Mairie de Bordeaux. Aquarelle, Artus et Lauriol, signée, 1898.

chantiers de la maison Artus et Lauriol<sup>26</sup>. Le savoir-faire de Lauriol en tant que perspectiviste et la volonté des commanditaires d'ouvrir l'espace participent d'un désir collectif de mondes imaginaires. Il y a là une envie de subterfuge pour rendre l'espace mentalement plus grand.

Les réalisations en peinture décorative d'Artus et Lauriol ne sont pas révolutionnaires, elles touchent par leur finesse et leur intelligente exécution. Les projets de décorations sont esquissés en vue de servir dans un lieu qui existe réellement, mais qui se doit de transporter, de faciliter l'accès à l'imaginaire humain. Dans leur univers soigné, Artus et Lauriol pensent la personne présente dans ces lieux. L'ouverture spatiale par la perspective et le trompe-l'œil confère à l'espace habitable une dimension de scène théâtrale.

En tant que peintres décorateurs municipaux, la ville de Bordeaux demande à Artus et Lauriol d'imaginer les différents projets d'aménagements urbains à l'aide d'aquarelles<sup>27</sup>, comme celui du dégagement de la Grande Cloche en 1898 (fig. 13).

Ces aquarelles sont intéressantes sur le plan de leur "mise en scène". On est en présence de véritables petits décors de scène qui n'attendent plus que les acteurs, en l'occurrence les Bordelais, pour prendre vie. La minutie et la finesse dans l'exécution rappellent les maquettes scéniques d'Artus et Lauriol. L'imaginaire de leur création n'est pas stérile, mais vivant. Il joue avec les données spatiales et temporelles de la ville pour aboutir à un espace imaginé de la scène urbaine.

26. A.M., Fonds Artus 29, Cahier Type de décorations intérieures de la maison Artus et Lauriol.

27. A.M., Fichier d'artistes, Artus et Lauriol, projets d'aménagements urbains.



## En guise de conclusion

L'artisanat d'Artus et Lauriol prend fin avec l'avènement de la Première Guerre Mondiale. Après 1918, la création de décors deviendra progressivement un acte autonome, revendiquant une part entière au processus artistique de l'évocation visuelle de l'opéra. Les décorateurs interviendront dans la conception même de la création lyrique démontrant que leur travail ne sert plus comme simple calque de décor, mais qu'il a bien une valeur artistique indépendante.

Les deux hommes n'ont eu de cesse de s'investir dans les affaires culturelles de la ville et les Bordelais le leur ont rendu en les sortant de l'anonymat auquel un décorateur provincial pouvait être condamné. Leurs noms rentrent dans les annales de Bordeaux de leur vivant <sup>28</sup>.

A Bordeaux, le décor n'est pas seulement la mise en condition d'un lieu donné, de la scène en face de la salle. Il y est espace humain, espace rêvé, produit par Artus et Lauriol et les Bordelais. L'espace de leurs décors d'opéra n'est jamais neutre, il entretient toujours des liens directs avec la musique, le public et la cité. Artus et Lauriol sont les imagiers de cette dynamique, de cet univers. Ils assou-

vissent inlassablement l'attente des spectateurs qui veulent s'imaginer à travers leurs tableaux scéniques et urbains.

Artus et Lauriol sont les derniers maîtres ouvriers de cette grande famille de décorateurs français du XIXe siècle. Il est important de leur redonner une place dans la production scénique en France. S'ils connaissent entre 1873 et 1913 un immense succès, on les oublie par la suite, trouvant leur production erronée et obsolète. Cependant, en essayant de rapprocher l'espace scénique de celui de l'acteur, les décorateurs du XIXe siècle finissant, y compris Artus et Lauriol, ont participé à préparer la scène à s'affranchir des lois matérielles de la cage de scène. Le décor d'opéra, en s'approchant au maximum de l'espace du chanteur, pouvait ensuite le dépasser et atteindre l'essence de l'œuvre lyrique, espace infiniment plus vaste.

De 1873 à 1913, Artus et Lauriol participent à l'évolution perpétuelle de la scénographie lyrique, méritant de plein droit de figurer dans une anthologie des décorateurs français.

28. Féret, *Statistique Générale...*, 1889 / Guérin, *Des Hommes...*, 1957.

## Annexe

### 1. Corpus iconographique

#### Archives municipales de Bordeaux

##### 1. Le Fonds Artus

Ce fonds d'atelier contient de nombreuses maquettes, des esquisses et des cahiers de mise en scène. Ayant subi les outrages de multiples déménagements, la collection est actuellement conservée à trois endroits aux Archives municipales de Bordeaux :

1. En salle de lecture :	Fonds Artus n° 1-29
	Fonds Pelleport-Burète, recueil 287
2. Au laboratoire de photographie :	50 maquettes montées
3. A l'Académie :	20 poches, 17 enveloppes dans un carton intitulé «Décors du Grand Théâtre»

La collection est considérable. Elle retrace la création lyrique du Grand Théâtre de 1836 à 1931. Elle inclut non seulement le fonds d'atelier d'Artus et Lauriol et de leur successeur Jules Artus, mais également des maquettes et des documents issus de l'atelier de Salesses et Betton, prédécesseurs d'Artus et Lauriol. On y trouve également quelques éléments de décors d'Alban de Lesgalery, professeur de Lauriol, mais aussi de Berinzago et d'Olivier, décorateurs du Grand Théâtre de la première moitié du XIXe siècle.

Concernant la période de 1836 à 1856, les décors se trouvent dans le Fonds Pelleport-Burète ; pour la période allant de 1856 à 1873, les documents sont classés dans le Fonds Artus.

##### 2. Le Fonds Dauzats

Les Dauzats furent les chefs-machinistes du Grand Théâtre pendant plus d'un siècle (XIXe siècle et première moitié du XXe). Ce Fonds contient des documents relatifs au fonctionnement du plateau scénique, de la plantation des décors et du stockage de ces derniers. On y trouve des plans du Grand Théâtre, des inventaires, des cahiers de répertoire, mais aussi des photographies, ainsi que des aquarelles et des esquisses de décors.

##### 3. Fichier d'artistes

Ce fichier conserve aux noms d'Artus et de Lauriol, les différentes aquarelles concernant les projets d'aménagement urbain de la ville de Bordeaux (1889-1898).

### 2. Sources manuscrites et imprimées

#### Archives municipales de Bordeaux

(Les références entre guillemets indiquent les ouvrages qui ne sont pas conservés à Bordeaux, mais à la Bibliothèque Nationale de France.)

##### 1. Série R : Grand Théâtre

La série R du Grand Théâtre est relativement complète en ce qui concerne les relations entre directeurs du Grand Théâtre et mairie de Bordeaux. On y trouve des fichiers de correspondance avec les services municipaux, des dossiers concernant les directions successives et les cahiers des charges. Y sont également conservés les inventaires de l'atelier des décors et tous les dossiers concernant la production, l'entretien et la restauration du matériel scénique.

##### 2. Délibérations du Conseil Municipal, 1873-1913.

##### 3. Sources imprimées

- Du Bois Halbran, *Des théâtres à Bordeaux*, Bordeaux, 1864 (B.N.F. de l'Opéra, [Arch. Théâtre/Bordeaux]).
- Lauriol, Gustave, *Recueil d'opérations perspectives*, Bordeaux, Poissonnié frères, 1877, (B.N.F. [8-V-13 411]).
- Minier, Hyppolite, *Le Théâtre à Bordeaux, étude historique*, Bordeaux, 1883.
- Loquin, Anatole, *La musique à Bordeaux*, 1877/1878, Bordeaux, Fret et fils, 1878.
- Lacoste, M., *La question du Grand Théâtre à Bordeaux*, extrait de *La Gironde*, 2-4 février 1886, Imprimerie Gounouilhau, Bordeaux, 1886.
- Vachon, M., *Enquête sur les industries d'art à Bordeaux*, Bordeaux, 1895, (B.N.F. 8° V 26 013).

### 3. Périodiques

- 1879-1882 : *L'Artiste*, Bordeaux.
- 1884-1891 ; 1897-1897 ; 1910 : *Journal officiel des théâtres*, Paris (B. NF., Gr. Fol. V 464).
- 1885-1888 ; 1895-1906 : *Journal de Bordeaux*, Bordeaux, (B.N.F. Jo. 85 783).
- 1890-1894 : *Bordeaux-Mondain*, Journal de littérature, sports, beaux-arts, Bordeaux (B.N.F. Fol Jo 884).
- 1890-1893 : *La Gironde Illustrée*, supplément de *La Gironde* et de *La Petite Gironde*, Bordeaux.



- 1893-1915 : *Le Théâtre*, Journal quotidien des théâtres, Bordeaux, (B.N.F. Jo A 1474).
- 1901-1904 : *L'Art du Théâtre*, Revue mensuelle, Paris, (B.N.F. Fol. Yf 150).
- 1903 : *La Vie artistique*, Gazette théâtrale mondaine, Marseille, (B.N.F. Jo A 250).
- 1905-1906 ; 1907-1908 : *L'Avant-Scène*, Journal de critique théâtrale, Bordeaux (B.N.F. Jo 10 025)
- 1905-1906 ; 1907-1908 : *L'Avant-Scène*, Journal de critique théâtrale, Bordeaux, (B.N.F. Jo 40 025).
- 1907-1914 : *Comoedia*, quotidien, Paris, (B.N.F. Micr. D 69).

#### 4. Bibliographie

##### a) Grand Théâtre de Bordeaux

- Baylet, Louis, *Restauration du Grand Théâtre municipal*, Bordeaux, 1918.
- Tournefeuille, Roger, *Cent succès lyriques*, Bordeaux, 1922.
- Pourcin-Tournefeuille, *La Tétralogie de Richard Wagner à Bordeaux*, Bordeaux, 1922
- Boularé, Henri, *Les coulisses du Grand Théâtre*, Bordeaux, 1926
- Ferrus, Maurice, *Richard Wagner à Bordeaux, une aventure amoureuse*, Bordeaux, 1935
- D'Welles, Jacques, *Le Grand Théâtre à Bordeaux, Naissance et vie d'un chef-d'œuvre*, Bordeaux, Delmas, 1950.
- Entraide sociale du théâtre et des spectacles vivants à Bordeaux, *Guide d'une visite du Grand Théâtre de Bordeaux, documents 1773-1973*, Bordeaux, 1973.
- Pehourcq, Guy, *Maquettes de décors d'Artus et Lauriol, 1872-1930*, Plaque de l'exposition *Le Bicentenaire du Grand Théâtre*, Bibliothèque municipale, Bordeaux, 1980.
- Duffour, Norbert, *Aspects de la vie culturelle bordelaise au XIXe siècle*, Talence, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1980.
- Actes du Colloque du Bicentenaire du Grand Théâtre, *Victor Louis et le théâtre, scénographie, mise en scène et architecture aux XVIIIe et XIXe siècles*, Paris, C.N.R.S., 1982.
- Larué-Charlus, Michèle (sous la dir.), *Le Grand Théâtre de Bordeaux*, Bordeaux, William Blake et Co. Edit., 1991.
- Galy, Roger, *Le Grand Théâtre de Bordeaux*, Bordeaux, Edit. Loubatières, 1992.
- Taillard, Christian, *Le Grand Théâtre de Bordeaux, miroir d'une société*, Paris, C.N.R.S., 1993.

- Du Pasquier, Jacqueline, *Bordeaux Arts déco*, catalogue du Musée des Arts décoratifs de Bordeaux, Bordeaux, Somogy, Edit. d'Art, 1997.
- Dussol, Dominique, *Art et Bourgeoisie, La Société des Amis des Arts de Bordeaux, 1851-1939*, Paris, Le Festin,, Atelier du C.E.R.C.A.M., 1997.
- Lormier, Dominique, *Bordeaux et Arcachon à la Belle Époque*, Mémoires-Aquitaine, Edit. C.M.D., 1998.

##### b) Le décor de scène à la fin du XIXe et au début du XXe siècle.

- Cogniat, Raymond, *50 ans de spectacle en France, les décorateurs de théâtre 1900-1955*, Paris, 1955.
- Bablet, Denis, *Esthétique générale du décor de théâtre de 1870 à 1914*, Paris, C.N.R.S., 1965.
- Wilde, Nicole, *Décors et costumes du XIXe siècle*, 2 tomes :  
1. *Le décor de l'Opéra de Paris*,  
2. *Théâtres et décorateurs*, Paris, B.N.F., 1986, 1993.
- Join-Diéterle, Catherine, *Les décors de scène de l'Opéra de Paris à l'époque romantique*, Paris, Edit. Picard, 1988.
- Duault, Alain, *L'Opéra de Paris*, Paris, Edit. Sand, 1989.
- Montes, Christian, *Les lieux de l'opéra*, in *Géographie et cultures*, Lyon, n° 6, 1993, pp. 51-74.
- Fontaine, Gérard, *Le décor d'opéra, un rêve éveillé*, Paris, Edit. Plume, 1996.
- Fontaine, Gérard, *Palais Garnier, le fantôme de l'Opéra*, Paris, Edit. Noësis, 1999.

##### c) Guides et dictionnaires

- Féret, E., *Statistique Générale du département de la Gironde*, 2 volumes, Bordeaux, 1889.
- Guérin, Jean et Bernard, *Des Hommes et des Activités autour d'un demi-siècle*, Bordeaux, B.E.B., 1957.
- Rosenthal, Harold et Warrak, John, *Guide de l'opéra*, 1964, réédition 1983. Traduction française de Mancini, Roland et Rouveroux, Jean-Jacques, Edition Arthème Fayard, 1974, dernière réédition 1995.
- Kobbe Gustave, *Kobbe's complete opera book*, 1976, réédition 1987. Traduction française Aubert, Marie-Caroline, Collins, Denis, Pâris, Marie-Stella, adaptation française Kahane, Marine, *Tout l'opéra*, Paris, Robert Laffont, 1980, dernière réédition 1999.
- Batta, Andras, *Opéra*, Cologne, Könemann, 1999. Traduction française, Könemann Verlagsgesellschaft mbH, 2000

## Hygiène et santé publique à Bordeaux de la seconde moitié du XIXe siècle au début du XXe siècle : la loi du 15 février 1902

par Stéphane Barry

Comme l'écrit Pierre Lavedan : "...l'histoire des grandes villes du XIXe siècle est celle d'une maladie <sup>1</sup>". A une époque où la peste se répand encore à travers le monde <sup>2</sup>, la France, à l'image de grands pays européens tels que l'Allemagne, l'Angleterre, le Danemark ou outre Atlantique, les Etats-Unis <sup>3</sup>, se soucie de sa santé publique. En février 1902, après plusieurs années de débats, la loi "relative à la protection de la santé publique" voit le jour <sup>4</sup>. Ce texte fondamental consacre le triomphe de l'hygiène publique qui, selon une définition donnée par Littré, s'applique à "l'ensemble des connaissances qui assurent la santé des populations considérées en masse" <sup>5</sup>. M.-N. Bouillet la définit en 1864, dans son *Dictionnaire universel des sciences, des lettres et des arts*, comme étant : "La connaissance des lois, des mœurs et de la police des peuples... Elle s'occupe de tout ce qui concerne la salubrité publique, construction et entretien des égouts et dépôts d'immondices, distribution des eaux, halles et marchés, salles de spectacles, prisons, ateliers de manufacture, surveillance de l'éclairage, des aliments, des boissons, des logements, etc" <sup>6</sup>. Il n'existe pas à proprement parler de spécialistes de l'hygiène avant 1880 <sup>7</sup>. Cependant, les préoccupations hygiénistes sont largement répandues chez les politiques, scientifiques et médecins du pays qui, confrontés à des épidémies face auxquelles ils sont impuissants, font tout pour assainir les villes et les campagnes.

Bien que depuis le XVIIIe siècle, il existe une "volonté politique cohérente et résolue en matière de santé publique" <sup>8</sup>, la France avant la loi du 15 février 1902 ne dispose

de peu de textes législatifs généraux relatifs à l'hygiène. Face à ces lacunes, tout au long du XIXe siècle, une nouvelle organisation sanitaire se met en place. Pour ne citer

1. Lavedan P., *Histoire de l'urbanisme*, Paris, 1952, tome III, p. 53. Cité par Goubert J.-P., "Eaux publiques et démographie historique dans la France urbaine du XIXe siècle : le cas de Rennes, *Annales de démographie historique*, 1975, p. 120.
2. Voir sur la dernière pandémie l'ouvrage de Mollaret H., Brossolet J., *Alexandre Yersin ou le vainqueur de la peste*, Paris, Fayard, 1985, 320 pages.
3. En Angleterre, l'hospitalisation d'office est exécutée sans aucun échappatoire, dans des cas particuliers, comme lors de maladies épidémiques. Aux Etats-Unis, le gouvernement ferme ses frontières à toute personne susceptible d'introduire une maladie contagieuse. La législation sanitaire fait l'objet de conventions internationales qui aboutissent par exemple à la création en 1907 à Rome, de l'Office international d'hygiène publique dont le siège est à Paris.
4. Sur l'historique de cette loi voir Martin, Bluzet, *Commentaire de la loi de 1902 relative à la protection de la santé publique*, Paris, 1903.
5. Hildesheimer F., *Fléaux et sociétés : de la Grande peste au choléra, XIVe-XIXe siècle*, Paris, Hachette, 1993, p. 132.
6. Bouillet M.-N., *Dictionnaire universel des sciences, des lettres et des arts*, Paris, Hachette, 1864, p. 829.
7. Faure O., *Histoire sociale de la médecine (XVIIIe-XXe siècles)*, Paris, Anthropos, 1994, p. 181.
8. L'épidémie de dysenterie de 1779 symbolise parfaitement cette volonté du pouvoir royal. Voir à ce propos Lebrun F., *Se soigner autrefois. Médecins, saints et sorciers aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Paris, Le Seuil, 1995, rééd., Point Seuil histoire, p. 182.



que les progrès les plus marquants, "de 1822 à 1831, quelques grandes villes de province comme Lyon, Marseille, Lille, Nantes, Rouen et Bordeaux, se dotent de Conseils de salubrité, à l'image de celui créé à Paris en 1802. En même temps, un Conseil supérieur de santé du royaume est institué par l'ordonnance du 17 avril 1822. En 1836, le gouvernement invite l'Académie de médecine à lui présenter un plan général de réorganisation pour tout le royaume. Entre 1848 et 1850, plusieurs décrets et lois créent un système uniforme de commissions fondées sur le découpage du pays en circonscriptions administratives. La plus importante, celle qui supervise l'ensemble, est le Comité consultatif d'hygiène publique de France. En outre, dans chaque département existe un Conseil départemental d'hygiène publique et de salubrité. Enfin, il y a en principe dans chaque canton des Commissions sanitaires. A cela, s'ajoutent progressivement de nombreux autres Conseils et Commissions dotées de compétences géographiques et administratives variées selon les communes"<sup>9</sup>.

Au cours du XIXe siècle l'influence des hygiénistes grandit rapidement. Ils se regroupent au sein d'associations très actives<sup>10</sup>, comme la Société française d'hygiène, fondée à Paris le 7 mai 1877 ou à Bordeaux, celle d'hygiène publique<sup>11</sup>. D'autre part, leur participation active à la vie politique du pays, tant à l'échelon local que national, aboutit à l'émergence d'une législation sanitaire nationale. Des hygiénistes, comme Brouardel<sup>12</sup>, Monod<sup>13</sup> ou des philanthropes élus à l'image de Siegfried<sup>14</sup> sont de parfaits relais pour répercuter dans les enceintes parlementaires leurs projets, comme nous le verrons lors des débats préparatoires à la loi de 1902.

Parmi quelques-uns des textes les plus importants qui sont promulgués tout au long du siècle, retenons la loi de police de 1822, celle du 13 avril 1850 relative à l'assainissement des habitations insalubres, celle de 1884 qui accroît la compétence des maires en matière de santé publique et la loi du 15 février 1902. Simultanément, cet engagement de l'Etat se double d'initiatives locales, privées et publiques qui contribuent à mettre en place et à renforcer un réseau parfois ancien de surveillance et de protection de la santé publique.

Malheureusement, ces textes émanant du gouvernement ou des communes, n'ont fréquemment que des résultats limités, essentiellement pour des raisons politiques, idéologiques et financières. Pour pallier ces difficultés d'application, mais aussi pour donner au pays une grande loi tendant à uniformiser la législation sur l'hygiène publique, le Président de la République promulgue une loi adoptée au préalable par le Sénat et la Chambre des députés, connue sous le nom de "loi relative à la santé publique". Ce texte fondamental, résultat d'une longue maturation et de nombreux débats, s'inscrit dans une époque où l'Etat se veut de

plus en plus interventionniste et intransigeant en matière d'actions législatives prenant en compte les grands principes de l'hygiène et de la santé publique.

La loi du 15 février 1902, texte original et unificateur, est particulièrement mal reçue par beaucoup de communes qui se voient contraintes de l'appliquer. Si on excepte les débats préparatoires à la loi, nous voyons se multiplier les oppositions de toutes sortes, dès les premières années du XXe siècle.

Il nous est impossible d'aborder au sein de ce court article tous les aspects de la santé publique inclus dans cette loi, car les thèmes sont particulièrement nombreux, et les traiter dans leur totalité serait impossible dans la mesure où il faudrait s'intéresser à tous les domaines de la santé publique du début du XXe siècle, à l'exception de l'hygiène privée. Par conséquent, et puisqu'une étude plus approfondie dépasserait le cadre limité de cette publication, nous avons

9. Hildesheimer F., *op. cit.*, pp. 132-133. A Bordeaux, il faut attendre un arrêté en date du 9 août 1831 du préfet de la Gironde, le comte de Preissac, pour voir instituer un Conseil de salubrité. Levieux, *Que faut-il penser de nos institutions d'hygiène publique et de salubrité ?*, Bordeaux, Imprimerie Duverdière et Cie, 1873, p. 4.

10. Latour B., *Les microbes : guerre et paix*, Paris, A.-M. Métailié, 1984, 281 pages.

11. Le 5 mars 1881. Sur ce sujet, voir Napias H., Martin A.-J., *L'étude et les progrès de l'hygiène en France de 1878 à 1882*, Paris, 1882. Cité par Guerrand R.-H., *Les lieux. Histoire des commodités*, Paris, La Découverte, 1985, p. 119.

12. D'après l'historien Jacques Léonard, Paul Brouardel est "l'ubiquité en personne". En effet, ce grand médecin de la seconde moitié du XIXe siècle (1837-1906) est au cours de sa carrière professeur de médecine légale, doyen de la Faculté de médecine (1886), président du Conseil supérieur d'hygiène publique (1887-1906), directeur des *Annales d'hygiène publique* (depuis 1879), président de la Commission du *Codex* (1895) et coauteur d'un gigantesque traité de médecine et de thérapeutique en 10 volumes. Il est aussi président de l'AGMF puis de l'Union des syndicats médicaux, tout en étant commissaire du gouvernement chargé de défendre les projets de lois médicales devant les assemblées parlementaires. Ce bref rappel biographique est extrait de Faure O., *op. cit.*, p. 180.

13. Ancien préfet du Calvados et futur directeur de l'Assistance publique au ministère de l'Intérieur, il est le principal maître d'œuvre de la loi sur l'assistance médicale.

14. Excepté sa participation à la création du Bureau d'hygiène municipale du Havre, Jules Siegfried fonde avec Georges Picot, en 1889, la Société française des habitations à bon marché. Ils préparent aussi le texte de loi du 30 novembre 1894, qui ouvre des sources de crédit importantes, comme la Caisse des dépôts et la Caisse d'Epargne qui peuvent employer une partie de leurs ressources à financer la construction d'HBM. Mais, comme pour la loi du 13 avril 1850, "le ver est dans le fruit" dès le premier article puisque l'établissement des comités chargés d'impulser la loi dans chaque département est facultatif et la mission de ces organismes purement morale.

choisi d'évoquer, afin de comprendre la résistance des villes, trois thèmes particulièrement évocateurs à ce propos. Ce sont respectivement, la création des règlements sanitaires qu'impose la loi, la création des Bureaux municipaux d'hygiène et la lutte contre les habitations insalubres.

Nous laisserons volontairement de côté quelques aspects fondamentaux de la loi dans la lutte contre les maladies comme par exemple la vaccination ou la déclaration obligatoire par les médecins de toute maladie contagieuse.

Enfin, nous tenterons d'appréhender, essentiellement à partir des sources bordelaises et girondines, telles que les écrits des médecins, les délibérations du Conseil municipal ou les rapports du Conseil d'hygiène départemental, les raisons et l'ampleur des résistances à l'égard de cette loi, la portée réelle de cette législation au sein d'une grande ville comme Bordeaux, et le contenu de ce texte qui suscite de nombreux débats, et qui engage, non seulement la responsabilité des médecins, mais aussi celle des pouvoirs publics.

## Les origines de la loi du 15 février 1902

A l'origine, le médecin bordelais Armaingaud lance à la tribune du Congrès pour l'avancement des sciences de 1873 la campagne pour le vote d'une loi sur l'hygiène publique<sup>15</sup>. Officiellement, les débats préalables s'ouvrent le 3 décembre 1881 avec une proposition de loi déposée par Martin Nadaud. Mais ceux-ci ne prennent réalité qu'avec les dépôts des rapports des docteurs Langlet le 13 juillet 1892 à la Chambre, et Cornil le 27 décembre 1895 au Sénat. En fait, la loi est adoptée bien des années plus tard, le 15 février 1902<sup>16</sup>. Elle entre officiellement en application le 15 février 1903.

Il faut chercher la genèse de ce texte dans la défaite de 1870 et la montée en puissance de ce qu'Olivier Faure dénomme le "lobby hygiéniste"<sup>17</sup>. Indubitablement, la débâcle provoque dans tout le pays un choc considérable. Elle est interprétée, en outre, comme le signe d'une véritable décadence de la "civilisation française" passant notamment par une dénatalité<sup>18</sup>. Les études démographiques alarmistes se multiplient. Le ralentissement du rythme de l'accroissement naturel qui passe d'une moyenne annuelle de 6 ‰ au début du siècle à une moyenne de 2,4 ‰ vers les années 1880, est ressenti comme une véritable catastrophe nationale<sup>19</sup>. Les élites politiques, intellectuelles et plus particulièrement médicales prennent conscience du retard démographique de la France par rapport à d'autres pays européens et notamment l'Allemagne. Quant aux hygiénistes, malgré quelques variantes dans les thèmes, leur pro-

gramme est limpide. Certains d'entre eux ne prétendent-ils pas : "La régénération ne pourra venir que d'un surcroît d'esprit scientifique et de l'application de la méthode expérimentale jusque dans l'ordre social et moral le plus élevé. Il faut chercher la cause de nos désastres dans le régime qui subordonne les hommes de la science à ceux de la politique et de l'administration"<sup>20</sup>. Il faut voir dans la finalité de leur travail non seulement le désir de combler le retard du pays, mais aussi l'intention de centraliser leur action au sein d'un secteur nouveau de l'administration qui serait consacré à la santé publique. A ce sujet, le docteur Armaingaud est particulièrement explicite : "Si la Science ne peut atteindre ses buts que par une administration centralisée, il n'y a pas à hésiter : créons-la. Il est inutile de faire une fois de plus des réformes platoniques, d'édicter des lois s'il n'y a pas pour veiller à leur exécution un service administratif compétent ayant à la fois l'initiative et l'autorité"<sup>21</sup>. On le constate, leurs ambitions dépassent amplement le simple contrôle de toutes les institutions sanitaires, locales, départementales ou nationales qui quadrillent le pays. Bien que leur programme ne soit pas intégralement repris dans les différents projets de lois sur l'hygiène et la santé publique naissant, leur action et leur volonté centralisatrice éclairent non seulement l'origine des grandes lois de la seconde moitié du XIXe siècle et des premières décennies du XXe siècle, mais aussi la lutte obstinée que leur livrent les défenseurs des traditions, des libertés individuelles et des autonomies locales. Ces derniers perçoivent manifestement que les intentions des hygiénistes ne visent comme l'écrit Olivier

15. Faure O., *Les français et leur médecine au XIXe siècle*, Paris, Belin, 1993, p. 243.

16. Tous les arguments sont présentés lors des débats parlementaires sur la loi de 1902, en particulier, le projet de loi pour la protection de la santé publique, *Journal Officiel, documents parlementaires, Chambre*, 1891, annexe n° 1774, pp. 2892-2908. Rapport de la commission, *ibidem*, 1887, annexe 2152, pp. 573-586. Rapport de la commission du Sénat, *ibidem*, Sénat, 1896, annexe 74, pp. 200-219.

17. Faure O., *op. cit.*, pp. 242-244.

18. Sur le débat démographique en France à partir de la seconde moitié du XIXe siècle : Guillaume P., *Le rôle social du médecin depuis deux siècles (1800-1945)*, Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la sécurité sociale, 1996, pp. 81-84.

19. Csergo J., *Liberté, égalité, propreté. La morale de l'hygiène au XIXe siècle*, Paris, Albin Michel, 1988, p. 19.

20. Faure O., *op. cit.*, pp. 244-245. A ce propos, A.-J. Martin en 1880, demande à ce que la médecine "prennent sa place dans le cycle des autorités du pays". Martin A.-J., *Les revendications de l'hygiène publique en France*, Paris, 1880, 96 pages.

21. *Journal Officiel, documents parlementaires, Chambre*, 1892, annexe 2 334, pp. 2 162-2 190. Cité par Faure O., *op. cit.*, p. 245.



Faure, qu'«à instaurer une nouvelle forme de pouvoir, fondée sur la compétence, en d'autres termes une technocratie qui contredit largement la démocratie»<sup>22</sup>. Enfin, cette opposition explique pour l'essentiel les réticences des pouvoirs locaux à appliquer promptement la loi du 15 février 1902 qui est pour certains «une pièce maîtresse de l'action de l'Etat en matière d'hygiène publique»<sup>23</sup>, «un véritable code d'hygiène sociale..., un progrès sérieux sur la législation sanitaire antérieure...»<sup>24</sup>, alors que pour d'autres, elle n'est qu'aliénation.

## Quelques traits de la loi du 15 février 1902

Cette nouvelle loi, sujet de tant de débats, contient 34 articles répartis en cinq titres :

- Titre I : Des mesures sanitaires générales ;
- Titre II : L'administration sanitaire ;
- Titre III : Dépenses ;
- Titre IV : Pénalités ;
- Titre V : Dispositions diverses.

Suivant cette distribution, ces 34 articles peuvent être classés selon les thèmes de la prévention dans le domaine de l'environnement, la prévention dans le cadre de la santé, l'intervention en cas d'épidémie, de la surveillance épidémiologique et l'organisation administrative<sup>25</sup>.

Pour ne retenir que quelques exemples, cette loi, dont le but essentiel est la lutte contre les maladies, impose notamment des mesures de désinfection, la destruction ou la réfection des habitats insalubres, la vaccination obligatoire contre la variole ou encore la création de plans d'urbanisme. Pour certains, ce texte et les règlements sanitaires en découlant sont considérés comme «un des fondements du droit moderne de l'urbanisme»<sup>26</sup> qui, avec l'hygiène urbaine, est un des piliers de la lutte contre les épidémies dans les villes. A ce propos, Rochard écrit en 1890 dans son *Encyclopédie d'hygiène*, «Nous savons aujourd'hui, et personne n'en doute, que les maladies épidémiques ne s'implantent pas dans les villes bien entretenues, abondamment pourvues d'eau et dont la voirie est bien surveillée»<sup>27</sup>. Comme le souligne Françoise Hildesheimer, «Avec le médecin, l'ingénieur devient le second agent de la lutte contre les épidémies»<sup>28</sup>. Cette nouvelle législation impose aux communes d'adopter un règlement en matière de santé publique qui soit conforme à l'esprit du texte. Comme le souligne l'historien Olivier Faure, avec toutes ces mesures, le caractère obligatoire de la loi «paraît d'autant plus réel que se met en place un quadrillage sanitaire impeccable, auquel rien ni personne ne semble pouvoir échapper. Le pays tout entier est sillonné par de monstrueuses étuves à désinfecter qui traquent le microbe jusque dans les hameaux les plus reculés»<sup>29</sup>.

Pour appliquer la loi dans leur commune, les maires bénéficient, en accord avec leur Conseil municipal, d'une relative autonomie (dont ils disposaient avec la loi de 1884), tout en étant sous le contrôle du préfet et d'un Conseil d'hygiène départemental. Le chapitre premier de la loi, relatif aux «Mesures sanitaires générales», est particulièrement explicite à ce propos. Il est spécifié par exemple dans l'article 7 que les mesures de désinfection prévues contre certaines maladies seront «mises à exécution dans les villes de 20 000 habitants et au-dessus, par les soins de l'autorité municipale, suivant des arrêtés du maire, approuvés par le préfet, et, dans les communes de moins de 20 000 habitants, par les soins d'un service départemental»<sup>30</sup>. Cette loi, tout en étant autoritaire, offre aux communes des possibilités d'adaptation. C'est d'ailleurs sur ce point que vont se fonder les Conseils municipaux bordelais successifs pour retarder la stricte application de la loi.

## Bordeaux au début du XXe siècle : une cité encore insalubre

Bordeaux, au début du XXe siècle, s'avère être une grande ville disposant d'une organisation administrative suffisamment développée et de moyens techniques, scientifiques et financiers suffisants pour lui permettre une politique d'équipement efficace. En outre, la cité possède une structure hospitalière ancienne et importante, ainsi qu'une élite intellectuelle et médicale de renom, comme le confirme la présence des docteurs Bayet, Ferré<sup>31</sup>, Lande, Armaingaud ou Arnozan<sup>32</sup>, qui, outre leurs occupations politiques, enseignent à la Faculté de médecine de la ville.

22. *Ibidem*.

23. Mansotte F., «La loi sur l'hygiène publique de 1902, un des fondements de l'action de l'Etat au XXe siècle», *Santé publique*, n° 1, mars 1996, p. 54.

24. Nahmias, *La lutte contre les maisons insalubres et la loi du 15 février 1902. Son application à Bordeaux*, thèse de médecine, Université de Bordeaux, Bordeaux, Imprimerie de l'Université, 1918, p. 29.

25. Mansotte F., art. cit., pp. 54-55.

26. *Journal Officiel* du 19/02/1902, p. 1173.

27. Hildesheimer F., *op. cit.*, p. 132.

28. *Ibidem*. L'on peut lire également : Barles S., *La ville délétère. Médecins et ingénieurs dans l'espace urbain XVIIIe-XIXe siècles*, Seyssel, Champ Valon, 1999, 373 pages.

29. Faure O., *op. cit.*, p. 241.

30. *Journal Officiel*, 19 février 1902, p. 1173.

31. A.M.Bx., fonds Fayolle.

32. A.M.Bx., fonds Arnozan.

Pourtant, cette cité industrielle et portuaire de 256 638 habitants en 1901<sup>33</sup> souffre encore sur le plan de la salubrité de sa situation géographique, et ce malgré les grands travaux d'urbanisme des XVIIIe et XIXe siècles<sup>34</sup>, comme la percée de l'actuel cours d'Alsace-Lorraine en 1867<sup>35</sup>. Nombreuses sont encore les «rues étroites tortueuses et sales, vieilles, profondes et hautes maisons à trois et quatre étages, qui souvent prennent jour sur des courettes exiguës. Dans la paroisse Saint-Pierre, que d'antiques habitations mal entretenues, que de constructions aux ouvertures insuffisantes, aux murs décrépis où suinte l'humidité, aux escaliers étroits faiblement éclairés par de petites baies, aux longs corridors sombres que longent des caniveaux découverts où séjournent les eaux ménagères!»<sup>36</sup>. En 1932, le docteur Ginestous recense 16 passages, impasses ou rues dont la largeur est inférieure à 2 mètres. Le record est détenu par l'impasse Fontaine-Bouquière, située à proximité de l'actuel cours Victor Hugo, qui ne mesure en certains points que 0,80 m de largeur<sup>37</sup>. Une des rues les plus caractéristiques de la cité est d'après le docteur Nahmias, la rue Tour-de-Gassies, proche de l'église Saint-Pierre. Etroite et tortueuse, «couverte de détritus de toute sorte, elle est traversée en son milieu et sur toute sa longueur par un caniveau découvert par où s'écoulent les eaux sales, les eaux ménagères et d'où s'élèvent de mauvaises odeurs»<sup>38</sup>.

À l'étroitesse des rues, il convient d'ajouter l'insalubrité liée aux comportements, à la négligence de la population ou à la présence de métiers polluants, même si alors, cette pollution est constituée de matières rapidement biodégradables<sup>39</sup>. Un arrêté du maire daté de 1884 nous éclaire tant sur les causes principales de l'insalubrité urbaine dans une grande ville comme Bordeaux, que sur l'impact limité des mesures d'assainissement prises par la municipalité. Ainsi, il est écrit : «Que, pour assurer la salubrité de la ville, il ne suffit pas de pourvoir au nettoyage des voies publiques et que les mesures prises par l'administration municipale demeureront inefficaces s'il est permis aux habitants de maintenir impunément dans l'intérieur de leurs demeures des foyers d'infection qui sont de nature à porter atteinte à la santé publique... qu'il importe, dans l'intérêt de tous, de détruire par des précautions convenables les causes d'insalubrité qui résultent de la malpropreté et de l'exiguïté des logements en garni, de l'agglomération des habitants dans ces logements, de la disposition défectueuse des cabinets d'aisances, de la mauvaise odeur qu'ils répandent, de la présence d'animaux domestiques dans les maisons, des dépôts d'immondices dans les coins, allées, passages et voies privées, etc»<sup>40</sup>. Ajoutons à cela qu'en 1895, sur les 32 000 maisons de l'agglomération, 12 000 possèdent des fosses vidangées tous les 15 ou 20 ans. Ce très long intervalle s'explique par la mauvaise construction des réceptacles. En fait, toutes les matières s'infiltrant dans le sol, empoisonnent la nappe phréatique ou se répandent directement dans

la Garonne<sup>41</sup>, entraînant incontestablement le développement de maladies liées au cycle de l'eau, comme la dysenterie.

## Vers la création d'un nouveau règlement sanitaire municipal issu de la loi du 15 février 1902

L'application de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique modifie sensiblement le dispositif sanitaire de la cité, et par-là même tente de répondre à tous les problèmes d'insalubrité évoqués précédemment. Le docteur Lamarque souligne que «si, d'une manière générale, l'organisation nouvelle constitue un progrès, en ce qui concerne la surveillance et les mesures prises pour améliorer l'hygiène de tout le territoire, elle contient des lacunes en ce qui concerne les villes et surtout les grands centres».

À Bordeaux, «ni le Conseil départemental d'hygiène, ni la Commission sanitaire de circonscription, qui a dans ses attributions tout un arrondissement, ne peuvent, avec le nombre restreint des membres qui les composent et ce, quels que soient le dévouement et la compétence de ces derniers, statuer sur les innombrables questions d'hygiène et de salubrité que comporte une grande ville comme celle-ci»<sup>42</sup>.

33. Guillaume P., *La population de Bordeaux au XIXe siècle. Essai d'histoire sociale*, Paris, Armand Colin, annexe II, p. 232.

34. Ginestous E., *L'assainissement du vieux Bordeaux. Les grands travaux de voirie*, Bordeaux, Bière, sd., 24 pages.

35. *Ibidem*, p. 21.

36. Nahmias, *op. cit.*, p. 22.

37. Ginestous E., «L'impasse Fontaine-Bouquière», *Journal de médecine de Bordeaux*, n° 10, 25 août 1926.

38. Nahmias, *op. cit.*, p. 22.

39. A titre d'exemple, citons dans le cadre de la ville de Nantes les reproches des hygiénistes à l'égard des tanneurs, lors de l'épidémie de choléra de 1832. Nous pouvons lire dans le journal *Le Breton*, «Près le Port Communeau, sur la rive droite de l'Erdre, des tanneurs achèvent dans des barques de déplier les peaux qu'ils ont fait séjourner dans la chaux et les lavent ensuite. Ces détritus et cette eau chlorurée rencontrent à quelques distance au-dessous un bateau de blanchisseuses ; celles-ci y plongent et replongent continuellement leur linge. Assurément, ce n'est point là le chlore dont la Commission sanitaire prescrit l'emploi», cité par Peron André, *L'Erdre et ses bateaux-lavoirs*, Quimper, Editions Ressac, 1996, p. 39.

40. Ginestous, *op. cit.*, p. 19.

41. Rodier E., *L'évacuation des eaux usées*, Paris, 1905. Cité par Guerrand R.-H., *Les lieux. Histoire des commodités*, Paris, La Découverte, 1985, p. 144. Voir aussi Marmisse, *Hygiène publique*, Bordeaux, Feret, 1865, 23 pages.

42. A.M.Bx., *Délibération du Conseil municipal de Bordeaux*, séance du 11 novembre 1904, p. 440.



Pour répondre aux exigences de la nouvelle législation, chaque municipalité doit être pourvue d'un règlement sanitaire dans un délai d'un an. Contrairement aux règlements précédents dont se sont dotées les communes, le maire, qui prend toutes les mesures nécessaires conformément à la loi du 5 avril 1884, doit, selon le texte du 15 février 1902, soumettre la préparation du nouveau règlement à l'avis du Conseil municipal. Ensuite, le document est approuvé ou rejeté par le préfet sur avis du Conseil départemental d'hygiène. Normalement, ces mesures doivent être rapidement mises en place. Pourtant, une lettre ministérielle de janvier 1906 rappelle aux préfets l'urgence des dispositions à appliquer, car de nombreuses villes ont pris, volontairement ou pas, du retard. En 1905, sur les 554 communes de la Gironde, 219 ont déjà soumis à l'Administration concernée des projets de règlements, dont 101 sont approuvés<sup>43</sup>. A Bordeaux, où il est intéressant de constater que la ville s'est déjà dotée d'une législation sanitaire<sup>44</sup>, les pouvoirs municipaux sont rappelés à l'ordre à plusieurs reprises par le préfet qui leur signifie clairement la nécessité de se mettre en conformité avec la nouvelle loi. D'après les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de ce texte, les règlements sanitaires communaux doivent déterminer :

- "1° les précautions à prendre, en exécution de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, pour prévenir ou faire cesser les maladies transmissibles, visées à l'article 4 de la présente loi, spécialement les mesures de désinfection ou même de destruction des objets à l'usage des malades ou qui ont été souillés par eux, et généralement des objets quelconques pouvant servir de véhicules à la contagion ;

- 2° les prescriptions destinées à assurer la salubrité des maisons et de leurs dépendances, des voies privées closes ou non à leurs extrémités, des logements loués en garni et des autres agglomérations quelle qu'en soit la nature, notamment les prescriptions relatives à l'alimentation en eau potable et à l'évacuation des matières usées"<sup>45</sup>.

A cela, le Conseil supérieur de l'hygiène publique se charge d'ajouter deux règlements modèles destinés respectivement aux villes (A) et aux campagnes (B). Ces règlements annexés à la circulaire ministérielle du 30 mai 1903, détaillent et précisent les mesures d'hygiène à développer. Néanmoins, ces règlements modèles ne sont que des moyens mis à la disposition des administrations municipales et l'organisation qu'ils offrent n'est en rien obligatoire.

A Bordeaux, le nouveau règlement suit globalement le modèle A, dont il reproduit le plus souvent le texte même. Il s'organise autour de quatre titres et se répartit en 102 articles :

- Titre I : Salubrité ;
- Titre II : Dispositions générales ;
- Titre III : Prophylaxie des maladies transmissibles ;
- Titre IV : Pénalités.

Tous les thèmes de l'hygiène publique sont abordés. Ainsi le législateur s'intéresse autant aux maladies transmissibles qu'aux locaux destinés à la fabrication ou à la conservation des denrées alimentaires, qu'aux fosses d'aisance ou aux habitations. En outre, en complément du modèle A, et pour prendre en compte les particularismes locaux, l'auteur du règlement, le docteur Bellocq, procède à de larges emprunts extraits des arrêtés municipaux non tombés en désuétude. Quelques exemples illustreront l'aspect que revêt ce nouveau règlement. Ainsi, les articles 24, 25 et 32 du modèle A<sup>46</sup>, consacrés à l'alimentation en eau, ne figurent pas dans le règlement de la ville. De même, l'article 41 du modèle A<sup>47</sup> visant les égouts susceptibles de recevoir les déchets de vidange est supprimé. D'une manière générale le règlement bordelais ajoute et complète les différents articles du modèle A. Ainsi, il réglemente par exemple la sortie des malades (art. 90-91), la hauteur des maisons (art. 9 à 11), la surface des cours (art. 12 à 17), etc. De même, sur les vidanges, le fumier, les fossés, le règlement modèle ne dit presque rien alors que celui de Bordeaux y consacre plusieurs articles (art. 47 à 51, puis 56 à 60).

Le docteur Bellocq, en tant que conseiller municipal et délégué à la Division de l'Assistance et de l'Hygiène publiques, est chargé d'élaborer ce nouveau règlement "très complexe et même draconien... qui comprend dans son texte une quantité de clauses qui ressortissent à plusieurs divisions, en dehors de celle de l'hygiène, notamment aux Divisions des Travaux publics..."<sup>48</sup>. Après un long travail de préparation, un premier texte est transmis le 13 novembre 1905 à la Commission sanitaire de l'arrondissement, puis au Conseil départemental d'hygiène, qui, après l'avoir examiné et apporté quelques changements, le renvoie le 26 décembre 1906 devant le Conseil municipal<sup>49</sup>. Les principales modifications demandées portent sur des points techniques illustrant parfaitement l'esprit dans lequel les hygiénistes font ce travail et le rôle croissant qui est donné à la science.

43. Clavel M.-G., "L'action municipale dans les villes en matière d'hygiène sociale", *Annales Alliance d'hygiène sociale*, n° 3, août 1905, p. 36.

44. D'autres villes, comme le Havre ou Toulouse, font ainsi.

45. *Journal Officiel*, 19 février 1902, p. 1173. Cité par Faure O., *op. cit.*, p. 251.

46. Voir : *Le recueil des actes officiels et documents intéressant l'hygiène publique. Travaux du Comité consultatif de France, pour l'année 1903*, tome 33, Melun, Imprimerie Administrative, 1904, pp. 37-38.

47. *Ibidem*, p. 39.

48. A.M.Bx., *Délibération du Conseil municipal de Bordeaux*, séance du 11 novembre 1904.

49. A.M.Bx., *Délibération du Conseil municipal de Bordeaux*, séance du 1er février 1907, p. 57.

Pour ne retenir que quelques exemples, des modifications sont imposées quant à la hauteur des maisons qui, selon les théories hygiénistes de l'époque, "est un facteur important dans l'appréciation de la salubrité de la rue"<sup>50</sup> (art. 9). Il est aussi prescrit que le treillage à mailles sur les prises d'air vitrées placées aux combles soit de 25 millimètres (art. 15). Notons encore que le ramonage des calorifères, fourneaux, etc., est recommandé tous les deux mois alors que les initiateurs bordelais du règlement ont demandé à le faire "deux fois par an et plus souvent si le besoin l'exige"<sup>51</sup>. De fait, les modifications requises portent au total sur 5 articles. En outre, deux nouveaux articles relatifs aux locaux destinés à la fabrication, à la vente ou à la conservation des denrées alimentaires sont rajoutés (art. 75 et 76). La nouvelle réglementation est arrêtée par le maire le 7 février 1907, après avis favorable du Conseil municipal et du Conseil départemental d'hygiène. Enfin, conformément à la loi ce texte est approuvé par le préfet.

En dehors des règlements sanitaires municipaux, la nouvelle loi suscite par son titre II consacré à l'administration sanitaire (articles 19 à 25 inclus) une nouvelle organisation au sein des communes, voulue par les législateurs. Celle-ci s'organise autour d'organes de contrôle et d'inspection et des organes consultatifs que l'on retrouve tant à l'échelon départemental que local. Dans le cadre de ce dernier, il est essentiel de relever toute l'importance du paragraphe 2 de l'article 19. Il institue dans les villes d'au moins 20 000 habitants et dans les communes d'au moins 2 000 habitants, siège d'un établissement thermal, un nouveau service municipal doté officiellement de larges compétences : le Bureau municipal d'hygiène dont l'organisation et les conditions de fonctionnement sont réglées par un décret en date du 3 juillet 1905.

## Le premier Bureau d'hygiène de Bordeaux : le Bureau municipal de statistiques et d'hygiène

En France, le premier Bureau municipal d'hygiène est créé en 1879. A cette époque, Messieurs Jules Siegfried et Gibert pensent que la ville du Havre manque "d'un service spécial pour l'application des mesures sanitaires"<sup>52</sup>. Par la suite, le docteur Lallemand applique cet exemple à la ville de Nancy, puis plusieurs grandes villes de l'hexagone se dotent d'une telle institution<sup>53</sup>.

A Bordeaux, c'est en 1880 que le Professeur Paul Dupuy publie une étude intitulée *De l'insuffisance des institutions d'hygiène à Bordeaux*<sup>54</sup>, dans laquelle il porte une critique acerbe sur l'administration sanitaire de sa cité. Il constate que le service d'hygiène de la ville "se trouve disséminé dans la plupart des divisions de la ville de Bordeaux : police

administrative, police municipale, état civil, instruction publique, travaux publics (police de voirie et de constructions), etc.", et il ajoute, "La multiplicité des services ayant trait à l'hygiène dans la mairie de Bordeaux est une des raisons qui masquent leur insuffisance aux yeux de nos administrateurs"<sup>55</sup>. Se référant à des pays tels que la Belgique, l'Angleterre ou les Etats-Unis, qui selon lui ont recours à des mesures sérieuses de désinfection lorsque surviennent des maladies contagieuses, il écrit "Je ne crois pas trop m'avancer en affirmant que la police administrative n'a jamais pris à Bordeaux de semblables mesures dont elle peut fort bien ignorer jusqu'à l'existence... Ici encore, la compétence a fait défaut, mais le devoir à remplir demeure entier. Il s'impose sérieusement"<sup>56</sup>.

Pour répondre à ces lacunes, il faut impérativement selon l'auteur concentrer les services sanitaires. Comme le souligne le docteur Ginestous, Paul Dupuy réclame, en précurseur, la création d'un Bureau municipal d'hygiène. Malheureusement cela ne va pas aller sans heurts et oppositions de toutes sortes. Ainsi, lors de la séance du Conseil municipal en date du 15 février 1881, Dupuy rappelle au maire de Bordeaux, Albert Brandenburg, sa proposition d'instituer un Bureau municipal d'hygiène. Il reçoit alors pour seule réponse "que ce qui avait été réalisé à Nancy et au Havre ne pouvait pas l'être à Bordeaux"<sup>57</sup>. Pugnace, Dupuy renouvelle sa demande lors de la séance du Conseil municipal du 5 juin 1885. A cette époque, il est conseiller municipal réélu<sup>58</sup>, et peut cette fois s'appuyer sur les pouvoirs plus étendus en matière de santé publique et d'hygiène que confère aux maires et Conseils municipaux la loi

50. Ginestous E., *op. cit.*, p. 12.

51. *Ibidem*.

52. Piechaud F., "Les bureaux municipaux d'hygiène. Historique, organisation et attribution", *Journal de médecine de Bordeaux*, n° 14, 25 juillet 1925, p. 515 ; Napias H., *Hygiène hospitalière et assistance publique*, Paris, 1893. Cité par Allemandou B., *La santé des enfants au cœur de la politique locale. Bordeaux 1789-1989*, Talence, MSHA, 1999, p. 105.

53. Ces villes sont successivement Reims, Rouen, Saint Etienne, Amiens, Pau, Nice, Toulouse, Grenoble, Besançon, Lyon, Bordeaux, puis Paris, Clermont-Ferrand, Marseille, Nantes, Lille et Dijon. Cette liste est extraite de Nahmias, *op. cit.*, pp. 55-56.

54. Dupuy P., *De l'insuffisance des institutions d'hygiène à Bordeaux*, Bordeaux, Delmas, 1880, 19 pages.

55. Ginestous E., *Les services d'hygiène de la ville de Bordeaux. Le Bureau municipal d'hygiène*, Bordeaux, Delmas, 1940, p. 16.

56. *Ibidem*.

57. *Ibidem*.

58. Depuis le 11 mai 1884.



du 5 avril 1884. Mais il rencontre une nouvelle fois la mauvaise volonté de certains conseillers. Ainsi, un adjoint du nouveau maire Alfred Daney, le docteur Plumeau<sup>59</sup> s'oppose au projet de Dupuy, qu'il trouve "trop vaste et dont les résultats ne seront pas en rapport avec la dépense occasionnée"<sup>60</sup>. Mais le besoin d'une administration sanitaire municipale centralisatrice se fait de plus en plus impérieux et, à la même époque, le Professeur Dupuy trouve un allié de poids avec le Professeur Layet<sup>61</sup> qui réclame l'institution d'un Bureau municipal d'hygiène dont il fixe ainsi les attributions : "Les administrations municipales jouissent d'un droit d'initiative qui leur assure les bénéfices d'une préservation raisonnée et fructueuse, et le Bureau municipal d'hygiène, fonctionnant sous la direction du maire, devient à la fois centre d'élaboration active des lois sanitaires et l'un des plus sûrs moyens d'arriver à leur application pratique"<sup>62</sup>.

Comme nous l'avons brièvement évoqué, la loi du 5 avril 1884 avait accru considérablement les pouvoirs du maire en matière de santé publique. Avec ce texte, il a entre autres charges "le nettoyage, l'interdiction de ne rien jeter qui puisse causer des exhalaisons nuisibles, les inhumations, et les exhumations, l'inspection sur la salubrité des comestibles exposés en vente, et enfin le soin de prévenir par des précautions convenables et celui de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux, tels que les maladies épidémiques ou contagieuses et les épizooties en provoquant, s'il y a lieu, l'intervention de l'administration supérieure"<sup>63</sup>. Profitant de ces nouvelles compétences, et malgré les résistances qu'il rencontre au sein du Conseil municipal, le 8 septembre 1884, le maire de Bordeaux prend un arrêté relatif à la santé publique. Ce nouveau texte donne à Bordeaux, non seulement une réglementation qui sert pendant longtemps de base à la surveillance sanitaire de la ville, mais aussi une réelle impulsion pour créer un Bureau municipal d'hygiène. Lors d'une séance du Conseil municipal, le 21 juillet 1891, un pas décisif est franchi. Après une intervention éclairée de Monsieur Roques, qui rappelle aux membres du Conseil "le coup de clairon" du professeur Dupuy en 1880, et la nécessité de conserver les services déjà en fonctionnement, il est décidé de créer un Bureau municipal d'hygiène qui prendra le nom de Bureau municipal de statistique et d'hygiène<sup>64</sup>. De toute évidence, il est rapidement installé puisque pour le financer, un crédit de 3000 francs est inscrit au budget de l'exercice courant, afin de permettre son fonctionnement jusqu'à la fin de l'année 1891. Surveillé par une Commission consultative, dont nous parlerons plus bas, il est rattaché à la Division de la police administrative (1<sup>re</sup> section). Ce Bureau est constitué d'un petit noyau de fonctionnaires qui peut être selon les circonstances agrandi. Ainsi l'on trouve en son sein : "un chef de bureau secrétaire, un commis à la statistique et un expéditionnaire"<sup>65</sup>.

Les attributions du Bureau consistent dans la centralisation de tous les documents statistiques du service municipal et plus particulièrement de ceux concernant l'état sanitaire de la ville. Pour cela, chaque division administrative de la ville doit recueillir tous les renseignements demandés par le Bureau. Globalement, ceux-ci portent sur les thèmes suivants : "statistiques diverses, maladies épidémiques ou transmissibles, mariages-divorces-légitimisations, naissances et décès, exécution de la loi du 23 décembre 1874 sur la protection des enfants du premier âge-Inscription gratuite des nourrices-Enfants placés en nourrice-Garde malades, hygiène scolaire, vaccine, inspection des viandes et denrées alimentaires, exécution de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux, exécution de la loi du 13 avril 1850 sur l'insalubrité des habitations (sur laquelle nous reviendrons largement), inspection des établissements insalubres et inspection des fosses d'aisances"<sup>66</sup>.

Dès sa création, le Bureau de statistiques et d'hygiène est placé sous la surveillance d'une Commission consultative présidée par le maire ou un de ses adjoints désigné par lui<sup>67</sup>. Elle est composée : de l'adjoint délégué au service du Bureau de statistique et d'hygiène, du médecin directeur du service d'hygiène, de l'inspecteur général de la salubrité, de 3 membres élus par le Conseil municipal qui sont renouvelables tous les 2 ans et rééligibles, et 3 membres pris dans le corps médical de la ville qui sont nommés par le maire, révocables par lui et également rééligibles tous les 2 ans<sup>68</sup>. Cette Commission qui bénéficie d'une large autonomie tant dans son organisation que dans son fonctionnement, joue un rôle essentiel dans la bonne marche du Bureau. Elle a pour mission : "d'examiner toutes les ques-

59. Il est selon Michel Bauret "un hygiéniste politique". Bauret M., *op. cit.*, tome I, p. 167.

60. Ginestous E., *op. cit.*, p. 17.

61. Sur le professeur Layet, lire Allemandou B., *op. cit.*, pp. 102-105.

62. Layet, "Un mot sur les attributions d'un Bureau municipal d'hygiène à Bordeaux", *Journal de médecine de Bordeaux*, octobre 1879. Parmi les travaux de ce professeur on peut aussi consulter Layet A., *L'organisation d'un service municipal de désinfection et sur les principes qui doivent présider à la préservation des maladies épidémiques*, Bordeaux, 1892. Cité par Allemandou B., *op. cit.*, p. 105.

63. Article 97 de la loi du 5 avril 1884. *Ibidem*.

64. A.M.Bx., 4908 I 1. *Statuts du Bureau municipal de statistique et d'hygiène de Bordeaux*.

65. *Ibidem*, p. 3.

66. *Ibidem*, pp. 4-5.

67. *Ibidem*, art. 2.

68. *Ibidem*, pp. 1-2.

tions du ressort du Bureau de statistique et d'hygiène, de recevoir toutes les réclamations du ressort de ce même service, d'entendre les rapports des médecins, de surveiller l'établissement de toutes les statistiques du service municipal et plus particulièrement de celles concernant la santé publique, de proposer en cas d'épidémie toutes les mesures nécessaires pour arrêter la propagation et enfin de donner son avis à l'administration sur tous les projets où l'hygiène municipale serait en jeu"<sup>69</sup>.

Enfin, le 31 juillet 1891, le maire A. Bayssellance détermine dans un arrêté municipal le rapport qui doit s'établir entre le Bureau et la mairie. Il est ainsi décidé :

"Art. 1.-M. le docteur Layet (Alexandre), professeur d'hygiène à la Faculté de médecine est nommé directeur du Service médical du Bureau de statistique et d'hygiène. Il recevra en cette qualité une indemnité annuelle de 1200 francs non passible de la retenue qui lui sera comptée par trimestre échu.

Art. 2.-Le Directeur du Service médical transmettra au maire avec son avis tous les renseignements qu'il pourra recueillir sur la situation hygiénique et nosologique de la ville.

Il proposera au maire les mesures à prendre pour arrêter le développement des maladies transmissibles ou infectieuses et dirigera l'exécution de celles qui auront été décelées. Il présentera tous les ans un rapport d'ensemble sur les améliorations à apporter au point de vue de l'hygiène et sur les résultats de celles qui auront été précédemment réalisées"<sup>70</sup>.

Malheureusement, face à des projets municipaux ambitieux, comme la création d'une importante Division de l'Assistance et de l'Hygiène publiques qui contrôlerait tous les services sanitaires de la ville, cette belle innovation qu'est le Bureau de statistique et d'hygiène ne dure guère. Pourtant, selon Albert Bluzet toutes ces créations municipales plus ou moins spontanées permettent d'améliorer considérablement l'état sanitaire de la France avec un gain chaque année d'environ 23 000 vies<sup>71</sup>. D'ailleurs, cette opinion semble communément partagée et des auteurs comme Chantemesse et Mosny écrivent à ce propos "Dans toutes les villes dotées d'un Bureau d'hygiène, antérieurement à la loi de 1902, sauf pour une, pour laquelle il serait trop long de rechercher les causes de sa situation fâcheuse, l'amélioration de l'état sanitaire s'était traduite par une diminution de la mortalité."<sup>72</sup>

Malgré ces bons résultats officiels, les édiles municipaux décident de donner une nouvelle orientation à la politique sanitaire de la ville en transformant le récent Bureau municipal d'hygiène en Division de l'Assistance et de l'Hygiène publiques. Par la suite, le Bureau municipal d'hygiène, qui est pourtant inscrit dans les prérogatives de la Division, voit les fonctions de son directeur remises en

question. Puis, le traitement de ce dernier est rayé du budget des dépenses de la ville lors du Conseil municipal du 25 juillet 1893 et son emploi est supprimé le 1<sup>er</sup> janvier 1894<sup>73</sup>.

## Une institution sanitaire aux multiples attributions : la Division de l'Assistance et de l'Hygiène publiques

À Bordeaux, les élections du 8 mai 1892 conduisent à l'hôtel de ville plusieurs hommes nouveaux dont le docteur Paul-Louis Lande<sup>74</sup> qui occupe alors la fonction d'adjoint au maire. Le docteur Lande n'est pas un inconnu. Hygiéniste de grand renom, il succède le 8 mai 1878 à Henri Gintrac<sup>75</sup> au Conseil d'hygiène publique et de salubrité de la Gironde. Installé le 19 mai 1892 au Conseil municipal en tant qu'adjoint à l'Assistance et à l'Hygiène publiques, il entreprend d'établir à Bordeaux une nouvelle organisation sanitaire. C'est sur sa proposition que le maire permet la création de la Division de l'Assistance et de l'Hygiène publiques par des arrêtés du 19 mai 1892<sup>76</sup> et du 18 juin 1896<sup>77</sup>. Le docteur Paul-Louis Lande en est le premier adjoint délégué de 1892 à 1896<sup>78</sup>.

Le 15 mai 1892 un nouvel arrêté du maire fixe les très nombreuses attributions de cette récente Division qui comprend, par exemple en 1899 : "Les établissements charitables subventionnés par la ville (hospices civils, Bureau de bienfaisance, orphelinats, crèches, enfants abandonnés, sourds-muets, aveugles, épileptiques, etc.). Envoi d'indi-

69. *Ibidem*, pp. 2-3.

70. Ginestous E., *op. cit.*, p. 21.

71. Piechaud E., art. cit., p. 515. Toujours selon Bluzet, à Bordeaux le bénéfice des vies humaines est de 864 en 1902, par rapport à l'année 1890. Cité par Chantemesse, Mosny, *op. cit.* Cité par Nahmias, *op. cit.*, p. 56, note 2.

72. Chantemesse, Mosny, *op. cit. Ibidem*, note 1.

73. Ginestous E., *op. cit.*, p. 22.

74. Sur le docteur Lande, on peut consulter Allemandou B., *op. cit.*, p. 106, note 42.

75. Directeur de l'Ecole de médecine.

76. A.M.Bx., *Délibération du Conseil municipal de Bordeaux*, séance du 11 mai 1906, p. 163.

77. *Recueil des travaux du Conseil départemental d'hygiène et des Commissions sanitaires de la Gironde pour les années 1905 et 1906*, Bordeaux, Ragot, tome II, 1907, pp. 180-181.

78. Il est remplacé par le docteur Alban Peytoureau.



gents aux eaux thermales et des enfants pauvres au sanatorium d'Arcachon. Rapatriements. Bains de rivière. Secours aux noyés. Salubrité publique : affaires générales, logements insalubres ; établissements dangereux, insalubres ou incommodes ; inspection sanitaire des garnis ; inspection chimique des denrées alimentaires ; dépôts d'hydrocarbures (vente au détail) ; hygiène et sécurité des travailleurs dans les établissements industriels ; établissement des procès-verbaux de déclaration d'accidents. Remise de livret d'apprentis. Statistiques diverses concernant l'hygiène publique. Service médical, pharmaceutique et d'accouchement de nuit. Service de vaccination et de revaccination, dépôt de pulpe vaccinale. Service antidiphtérique, dépôt de sérum. Service de désinfection. Inspection sanitaire des écoles communales, primaires et maternelles. Police de la pharmacie, liste des médecins, des vétérinaires, des sages femmes de la ville. Déclaration des maladies épidémiques. Médecins municipaux. assistance médicale gratuite<sup>79</sup>. A cette longue liste, il faut rajouter entre 1896 et 1899, le rattachement à la Division du casier sanitaire, puis d'un Institut Pasteur municipal<sup>80</sup>, qui occupe alors une place maîtresse dans l'organisation sanitaire de la ville, et plus particulièrement dans la réorganisation des services de vaccination. Là encore, les maladies, et plus particulièrement la variole, jouent un rôle déterminant, surtout à partir des années 1870-1880. Au cours de cette dernière décennie, plusieurs grandes villes créent des Instituts vaccino-gènes alimentés par des fonds municipaux. Avec la mort du prestigieux Louis Pasteur en 1895, les différents laboratoires qui sont chargés de la production de vaccin peuvent être regroupés comme à Bordeaux, et devenir des Instituts Pasteur.

En quelques années, la Division de l'Assistance et de l'Hygiène publiques devient à Bordeaux le fer de lance de la municipalité en matière de santé publique. A ce titre, elle peut dans l'esprit des édiles municipaux se substituer au nouveau bureau d'hygiène que veut imposer la loi, d'autant plus que la Division est une création municipale. Ceci a pour conséquence de voir dans les nombreuses prérogatives que regroupe la Division une des raisons des réticences du Conseil municipal à appliquer rapidement les directives de la loi du 15 février. Preuve en est, cette réponse en date 13 mars 1903 d'un adjoint du maire de Bordeaux au médecin chef des hôpitaux Petit, lorsque ce dernier veut connaître l'organisation sanitaire de Bordeaux. Il lui est répondu : Aucune disposition n'a encore été prise dans la ville de Bordeaux en vue d'assurer l'application de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique.

Il existe toutefois à la Mairie depuis une douzaine d'années une Division qui s'occupe partiellement des questions d'hygiène et d'assistance publiques<sup>81</sup>. A titre d'exemple, elle a notamment dans ses attributions les affaires relevant de la Commission des logements insalubres ainsi que le service de désinfection. Nous ne pouvons que constater

toute l'importance que donne la municipalité à la Division de l'Assistance et de l'Hygiène publiques qui remplit parfaitement les objectifs impartis au futur Bureau municipal d'hygiène, sans le coût financier que nécessiterait son installation, et surtout, les édiles municipaux limitent la pénétration de l'Etat dans les affaires de la commune. Pourtant, la ville est dans l'obligation de respecter la loi et par conséquent d'instituer un nouveau Bureau municipal d'hygiène.

### Le nouveau Bureau municipal d'hygiène de Bordeaux : un accouchement long et douloureux

Officiellement, le Bureau municipal d'hygiène est un "service spécial prévu dans le fonctionnement de la cité, indépendant des autres services, présidé par le maire et dirigé par un spécialiste des questions d'hygiène"<sup>82</sup>. Conformément à la loi, il est sous le contrôle de l'inspecteur départemental<sup>83</sup>. Il se compose essentiellement d'un directeur spécialiste en matière d'hygiène, assisté de collaborateurs médecins, architectes chimistes, bactériologistes, vétérinaires et agents techniques chargés des mesures imposées et de quelques employés commis à l'exécution des affaires courantes. Les modalités de nomination du directeur sont importantes car elle seront une source de litige et de retard dans la mise en application de la loi à Bordeaux. Officiel-

79. *Annuaire de la Gironde pour l'année 1899*, p. 133. Voir aussi Ginestous E., *op. cit.*, pp. 21-22.

80. C'est en 1899, suite à une proposition du docteur Dupeux, qu'une délibération du Conseil municipal en date du 15 novembre autorise la création d'un Institut antirabique. La direction de ce nouveau service, qui manque apparemment de tout, est donné au professeur Gabriel Ferré. C'est par un arrêté du maire Paul Louis Lande que cet Institut devient l'Institut Pasteur municipal qui regroupe alors le service antirabique et le service antidiphtérique. Au côté de Gabriel Ferré, le docteur Buard devient chef du laboratoire de la diphtérie et de la rage, tandis que le docteur Hobbs est nommé chef des laboratoires de la vaccine et de la tuberculose.

81. A.M.Bx., 4911 I 9, f° 36-37.

82. Piechaud F., art. cit., p. 514.

83. L'article 19 de la loi du 15 février 1902 rend obligatoire dans chaque département la création d'un service d'inspection et de contrôle dirigé par un médecin nommé par l'autorité centrale et assisté s'il y a lieu, d'adjoints. Pour connaître en partie les attributions de ces inspecteurs, le lecteur peut consulter Latrille A., *Les difficultés d'application de la loi du 15 février 1902 relative à la santé publique*, Ragot, Bordeaux, 1944, pp. 15-16, note 4.

Barry (S.), Allemandou (B.), *L'Institut Pasteur de Bordeaux, 1899-1914*, article en préparation.

lement, il doit être nommé par le maire, mais les titres des candidats doivent être auparavant examinés par le Conseil supérieur d'hygiène publique de France. Parmi le personnel dont s'entoure le directeur, il faut souligner, comme le note Albert Bluzet, le rôle essentiel que jouent dans le service les agents techniques. Ceux-ci "doivent contrôler la mise en œuvre des différentes mesures et en rendre compte au directeur, faire des enquêtes sur les cas suspects que la rumeur publique a révélés et que nul médecin n'a visité, que la désinfection en cours et en fin de maladie a bien été opérée. Leur champ d'action s'étend aussi, en ce qui concerne les eaux potables, à la constatation des vices de construction et les conséquences qui s'ensuivent violant les lois de l'hygiène et entraînant intoxication ou infection, etc"<sup>84</sup>.

A Bordeaux, nombreux sont les opposants à l'instauration d'une telle administration sanitaire. Pour appuyer leur discours, ils prétendent que "devançant l'obligation légale, la ville de Bordeaux avait dès 1890 un Bureau d'hygiène sous la dénomination de Division de l'Assistance et de l'Hygiène publiques... ; que cette Division connaissait toutes les questions prévues dans la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique ; qu'à sa tête se trouvait un adjoint, généralement un médecin, ayant pour collaborateur un chef de division, directeur des services, un sous-chef de division, deux chefs de bureau, huit employés aux écritures, deux inspecteurs de salubrité, six agents de l'usine municipale de désinfection, dix médecins municipaux, un médecin inspecteur sanitaire de la ville, un chimiste de la ville, six médecins inspecteurs des écoles communales, douze chirurgiens dentistes des écoles communales..."<sup>85</sup>. C'est sur ces arguments que l'on discute la doctrine et l'application de la loi concernant la création de ce Bureau d'hygiène. Toutes ces interprétations de la loi sont d'autant moins recevables que cette dernière ne laisse que peu de choix aux villes de plus de 20 000 habitants. En outre, deux nouveaux textes législatifs, un décret interprétatif de la loi du 15 février, en date du 3 juillet 1905 et un arrêté ministériel du 23 mars 1906, viennent compléter la loi en fixant avec une grande précision les conditions d'organisation et de fonctionnement des Bureaux d'hygiène. Pourtant, les opposants vont contourner ces textes pour en retarder l'application. Ainsi, l'article 2 du décret du 3 juillet 1905 donne au maire la nomination du directeur du Bureau, mais son choix est limité comme nous l'avons vu aux "personnes reconnues aptes, à raison de leurs titres, par le Comité consultatif d'hygiène publique de France"<sup>86</sup>. Or, au mépris de la législation, le directeur du Bureau est nommé par le maire sans aucune consultation ni présentation au Comité consultatif d'hygiène publique de France qui est pourtant le seul à pouvoir attester sur examen des titres et de la capacité technique du titulaire. Pour arriver à cela, les responsables bordelais, en la personne de Monsieur Vigneau, un des représentants de la Division d'Assistance et d'Hygiène pu-

bliques, s'appuient sur une autre partie de l'article 2 évoqué plus haut, où il est écrit : "Les directeurs en fonction des Bureaux d'hygiène actuellement existants sont dispensés de l'obligation de soumettre leurs titres au Comité d'hygiène publique de France. Les employés ou agents du service peuvent appartenir, en même temps, à d'autres services municipaux"<sup>87</sup>.

Pour beaucoup, la Division de l'Assistance et de l'Hygiène publiques, dans la mesure où elle succède à un premier Bureau d'hygiène en reprenant toutes ces compétences, peut être considérée comme un Bureau, et par conséquent répondre aux directives de la loi. Du reste, Vigneau le dit clairement, le 11 mai 1906, lors d'une séance du Conseil municipal : "Bordeaux est parfaitement en règle avec la loi du 15 février 1902 et avec le décret du 3 juillet 1905. Sa Division d'hygiène est dirigée par un adjoint offrant toutes les garanties de compétence voulues ; elle comprend plusieurs médecins et un chimiste. De plus le personnel exclusivement municipal qui la compose, possède, de part une expérience longue et de chaque jour, les connaissances pratiques suffisantes pour appliquer les mesures utiles concernant la santé publique"<sup>88</sup>. Et il pousse l'hypocrisie en rajoutant au cours de la même réunion : "C'est d'ailleurs ce que reconnaît l'autorité supérieure, puisque dans une lettre que nous a adressée M. le préfet de la Gironde, à la date du 4 avril dernier, ce haut fonctionnaire dit notamment : Je sais que votre Administration s'est déjà préoccupée de l'organisation du Bureau municipal d'hygiène. Je vous prie donc de vouloir bien, en vous inspirant des recommandations de l'Administration centrale, appeler le Conseil municipal à délibérer à bref délai..."<sup>89</sup>. En fait, et les conseillers municipaux bordelais le savent bien, la stricte application de la loi de 1902 demande l'installation d'un Bureau municipal d'hygiène qui ne correspond pas exactement à la situation bordelaise. D'ailleurs, et con-

84. Piechaud F., art. cit., p. 515.

85. Ginestous E., *op. cit.*, p. 23.

86. *Ibidem*. Ce Comité est créé au lendemain de la Révolution de 1848. Il est composé de vingt membres dont onze nommés, parmi lesquels six médecins. Son rôle est d'éclairer le ministre de l'Intérieur sur les mesures à prendre en matière de : quarantaine, prévention et lutte contre les épidémies, amélioration des conditions sanitaires des populations manufacturières et agricoles, propagation de la vaccine, établissements thermaux, police médicale et pharmaceutique, salubrité des ateliers. Enfin, il indique les questions à soumettre à l'Académie de Médecine.

87. A.M.Bx., *Délibération du Conseil municipal de Bordeaux*, séance du 11 mai 1906, p. 164.

88. A.M.Bx., *Délibération du Conseil municipal de Bordeaux*, séance du 11 mai 1906, p. 164.

89. *Ibidem*.



trairement à ce qu'affirme Vigneau, le préfet s'en inquiète puisqu'à deux reprises, en avril 1906 (la lettre de satisfaction dont parlait Vigneau) et en mai 1907, il somme le maire de Bordeaux de mettre fin à cette situation illégale. Pourtant cette dernière va perdurer pendant plus de deux décennies <sup>90</sup>.

En octobre 1923, suite à une injonction ministérielle le préfet demande au maire de Bordeaux des éclaircissements sur le fonctionnement des services d'hygiène municipaux. Pour réponse, le préfet reçoit une lettre en date du 16 octobre 1923 dans laquelle il est spécifié que "les seules différences entre l'organisation bordelaise et celle que prescrit la loi consistaient dans ce fait que la ville restait maîtresse du choix des agents qu'elle plaçait à la tête des services d'hygiène au lieu de rester subordonnée dans ses choix au ministère de l'hygiène et de la Prévoyance sociale" <sup>91</sup>. Néanmoins, après ce nouveau rappel à l'ordre, le Conseil municipal se résout le 21 décembre 1923 à désigner, sur une liste de candidats reconnus aptes par le Conseil supérieur d'hygiène publique de France, le directeur du Bureau municipal d'hygiène. En outre, il décide de rechercher un local où le Bureau puisse fonctionner conformément à la loi. Le 23 février 1924, le docteur Xavier Arnozan, adjoint délégué à l'Assistance et à l'Hygiène publiques, écrit au ministère de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociale "les circonstances qui empêchaient de créer à Bordeaux un Bureau d'hygiène viennent de prendre fin. Nous sommes décidés à créer sans tarder cette organisme officiel..." <sup>92</sup>. Finalement, par arrêté en date du 22 mai 1924, le maire fixe le mode de constitution et de fonctionnement de ce nouveau Bureau bordelais.

Il comprend outre le directeur, des employés permanents, un chef de bureau, des commis et des inspecteurs de salubrité, et, à titre de collaborateurs, le médecin sanitaire de la ville, les médecins municipaux, l'architecte de la ville, le directeur de l'Institut Pasteur municipal, les vétérinaires de la ville, le commissaire central de police. Notons aussi que la municipalité recherche réellement cette fois-ci un local où puisse fonctionner ce nouveau service.

Pour désigner le directeur, le poste est dans un premier temps déclaré vacant <sup>93</sup>, puis en octobre le Conseil supérieur d'hygiène publique de France est appelé à examiner les candidatures. Par un arrêté du 18 mars 1925, un hygiéniste de renom, le docteur Bastien Llaguet <sup>94</sup>, est nommé directeur du Bureau municipal d'hygiène. Il entre en fonction le 1<sup>er</sup> avril de la même année.

Les compétences de ce Bureau peuvent être réparties en deux groupes ; celles découlant directement de la loi du 15 février et celles que l'on peut considérer comme facultatives, même si elles peuvent revêtir une grande importance. La loi regroupe suivant l'arrêté du 23 mars 1906 les attributions dites obligatoires en trois paragraphes principaux.

Ils concernent respectivement les mesures sanitaires à prendre envers les individus, les immeubles et les localités. Un arrêté ministériel indique d'autres attributions n'ayant pas trait à la loi du 15 février 1902. Ainsi, du Bureau relève le service médical de l'état civil, l'hygiène de l'enfance ou encore la surveillance de l'hygiène scolaire dans les écoles. De nombreux autres services peuvent lui être rattachés, comme ceux dont dépend l'hygiène alimentaire dans les abattoirs et les marchés, la police sanitaire des animaux et la prophylaxie des maladies vénériennes.

Ainsi, ce Bureau traite tout autant des priorités sanitaires comme la création de centres de vaccination antidiphthérique que de manifestations à notre avis plus démagogiques, remplissant les objectifs d'une politique nataliste, à l'image de ce concours du plus beau bébé de Bordeaux qui a lieu en 1929. Pour l'essentiel, les réalisations du Bureau municipal d'hygiène sont les suivantes :

- 1° Inspection médicale scolaire ;
- 2° Création des centres de vaccination antidiphthérique (10 février 1928) ;
- 3° Réorganisation avec le Syndicat professionnel des médecins du service médical et pharmaceutique de nuit (22 octobre 1925) ;
- 4° Réorganisation des services médicaux des dispensaires antituberculeux ;
- 5° Réorganisation des services de prophylaxie anti-vénérienne et attribution à l'hygiène de la surveillance des prostituées (1939) ;
- 6° Concours du plus beau bébé de Bordeaux (1929) ;
- 7° Réorganisation du livret sanitaire des immeubles ;
- 8° Création du livret sanitaire individuel (1927).

A l'exception de ces progrès notoires qui s'échelonnent tout au long de la première moitié du XXe siècle, il est un autre combat fondamental que doivent livrer les hygiénistes, qu'ils soient médecins, politiques, etc., celui contre

90. Il est intéressant de noter qu'une grande ville comme Toulouse connaît approximativement la même chronologie, puisque c'est seulement en 1905 que la municipalité se préoccupe de se conformer à la loi de 1902. Un Bureau municipal d'hygiène est créé en 1907, comme à Bordeaux. Armengaud A., "Quelques aspects de l'hygiène publique à Toulouse au début du XXe siècle", *Annales de démographie historique*, 1975, pp. 131-137.

91. Ginestous E., *op. cit.*, p. 24.

92. *Ibidem*.

93. Avis au *Journal Officiel* du 2 juillet 1924.

94. Bastien Llaguet est pharmacien supérieur, licencié ès sciences, ancien chef de laboratoire du professeur de Nabias à la faculté de médecine, ancien professeur à l'Ecole de médecine de Poitiers, membre du Conseil départemental d'hygiène et ancien directeur du Bureau municipal d'hygiène d'Arcachon dont il prend la direction après la guerre.

les logements, et plus généralement les bâtiments considérés comme insalubres, donc dangereux pour la santé publique, car foyers de maladies.

## La question des logements insalubres

Dès la seconde moitié du XIXe siècle, les communes peuvent s'appuyer si elles le désirent sur la loi du 13 avril 1850 <sup>95</sup> pour lutter contre les habitations jugées insalubres. Ce texte, promulgué à l'instigation d'Armand de Melun <sup>96</sup>, peut être essentiel pour une grande ville comme Bordeaux car il est profondément lié à l'hygiénisme et à la santé publique <sup>97</sup>. Casimir Périer écrit à ce propos, "Dans l'œuvre d'hygiène sociale, il n'en est pas de plus importante que celle de l'habitation" <sup>98</sup>. Une habitation insalubre n'est-elle pas "Celle qui, par des conditions hygiéniques défectueuses, compromet la santé de ceux qui l'occupent, des voisins, voire même de tout un quartier" <sup>99</sup> ?

Pour les médecins et hygiénistes de la seconde moitié du XIXe siècle et du début du XXe siècle, "Les causes principales de l'insalubrité sont : la mauvaise disposition architecturale, la répartition défectueuse des appartements à l'intérieur, l'humidité du terrain, le mauvais entretien de la maison, la malpropreté, le surpeuplement, etc" <sup>100</sup>. Tous ces éléments, "ces détestables conditions d'hygiène" <sup>101</sup>, favorisent logiquement l'apparition de multiples infections. Le docteur Lamarque dit à ce propos lors d'une séance du Conseil municipal le 11 novembre 1904, "l'habitation malsaine est, vous le savez, le foyer d'où partent les épidémies ; elle est un des facteurs les plus importants de la propagation des épidémies telles que les rhumatismes et surtout la tuberculose et il importe, au plus haut degré, de ne pas négliger cet élément de prophylaxie, au moment où la lutte contre cette dernière maladie est plus que jamais engagée" <sup>102</sup>.

Mais jusqu'à quel point peut-on accuser le logis dans l'apparition et le développement des maladies ? Ceci est difficile à préciser bien que l'influence de l'insalubrité de l'habitat et plus particulièrement de l'habitat ouvrier (car ce sont les plus défavorisés), dans la propagation du mal soit évidente. Ainsi, si l'on ne peut affirmer que le choléra ou la dysenterie apparaissent à cause de l'insalubrité d'un appartement, il est néanmoins certain que cette dernière joue un rôle essentiel. En effet, il n'est plus à prouver que parmi les facteurs favorisant le mal, l'humidité, le mauvais état des lieux, la saleté des hommes, le manque de ventilation, le mauvais écoulement des eaux de ménage, des urines et les excréments en général, la mauvaise qualité des puits et des eaux potables, joints à l'ignorance, à la pauvreté et à la négligence peuvent d'avantage expliquer, sans que

l'on puisse malheureusement le mesurer clairement, le développement des maladies. A ce propos, le meilleur exemple reste la tuberculose. Bien que Bordeaux soit avec Lille à l'avant-garde du combat avec les travaux du docteur Armaingaud <sup>103</sup>, la tuberculose provoque encore 12,5 % des décès de la ville en 1913 <sup>104</sup>.

L'autre grand fléau du siècle est le choléra. Dès le début, les ravages causés par les grandes épidémies de choléra sont généralement attribués par les médecins à la proximité ou à l'emploi d'eaux viciées ainsi qu'à l'insalubrité des habitations, caractérisée par exemple par l'absence ou la réutilisation sans précaution des cabinets d'aisance. Or, dans une instruction publiée en septembre 1871 par le Comité consultatif d'hygiène de France, il est écrit : "Il est aujourd'hui généralement admis que ce qui est particulièrement dangereux auprès d'un cholérique, c'est ce qui se dégage de ses déjections" <sup>105</sup>. Bien que les demeures bourgeoises soient touchées par le fléau, ce sont les quartiers les plus pauvres et les populations défavorisées qui en souffrent le plus, comme des autres maladies d'ailleurs. Ainsi, après la grande épidémie de 1832 qui fait à Paris plus de

95. Patrice Bourdelais et Jean-Yves Raulot pensent que cette loi a été votée "avec d'autant plus de rapidité que l'épidémie de 1848-1849 venait de rappeler la réceptivité du territoire au choléra", Bourdelais P., Raulot J.-Y., *Une peur bleue. Histoire du choléra en France (1832-1854)*, Paris, Payot, 1987, p. 239.

96. Philanthrope qui a travaillé dans les quartiers pauvres de Paris avec la sœur Rosalie Rendu, le vicomte Armand de Melun est élu à l'assemblée législative de 1849 où il dépose un projet de loi relatif à l'assainissement et à l'interdiction des logements insalubres.

97. Les différentes maladies que peut entraîner l'insalubrité de certaines maisons sont évoquées par le docteur Nahmias, *op. cit.*, pp. 13-28.

98. Cité par Ginestous E., *op. cit.*, p. 5.

99. *Ibidem*, p. 9.

100. *Ibidem*.

101. Thuyllier G., "Hygiène et salubrité en Nivernais au XIXe siècle", *Revue d'histoire économique et sociale*, volume XLV, n° 3, 1967, p. 309.

102. A.M.Bx., *Délibération du Conseil municipal de Bordeaux*, séance du 11 novembre 1904, p. 440.

103. A Arcachon est ouvert dès 1887 un sanatorium. En 1892, le docteur Armaingaud y crée une Ligue préventive contre la tuberculose, d'où sortent en 1889, une Société de préservation et un sanatorium à Pessac. Agulhon M., Choay F., Crubellier M., Lequin Y., Roncayolo M., *La ville de l'âge industriel. Le cycle hausmannien*, Paris, Le Seuil, 1983, rééd., Point Seuil histoire, 1998, p. 294.

104. *Ibidem*, p. 294.

105. Levieux, *Rapport sur les causes d'insalubrité de la ville de Bordeaux*, Bordeaux, Ragot, 1871, p. 18.



18 000 victimes, un enquêteur officiel rapporte "Là où une population misérable s'est trouvée encombrée dans des logements sales et étroits, là aussi l'épidémie a multiplié ses victimes"<sup>106</sup>. A Bordeaux, après l'épidémie de 1854 qui fait officiellement 714 victimes<sup>107</sup>, le docteur Gintrac, dénonce la responsabilité des taudis dans la diffusion du fléau. Il écrit : "l'épidémie cholérique a d'abord éclaté et a semblé se complaire dans les quartiers dont les rues sont étroites, humides, mal aérées, dans ceux où une population malheureuse se trouve encombrée dans des logements insalubres et insuffisants"<sup>108</sup>. L'historien Roger-Henri Guerrand précise "dans l'arrondissement le plus riche, le troisième, on compte 3 morts, tandis que, dans le huitième et le dixième, 125 et 200 sont dénombrés"<sup>109</sup>. Assurément, la venue de cette terrible maladie en France joue un rôle dans la promulgation de la loi du 13 avril 1850.

Comme nous pouvons le constater, dès la première moitié du XIXe siècle, la crainte de la maladie est essentielle afin de comprendre le sens de ce combat contre l'habitation insalubre qui connaît un second souffle avec la défaite de 1870. A ce moment, se renforce l'idée qu'il y a beaucoup trop de maladies et que celles-ci sont liées à des germes qu'il faut combattre. Malheureusement, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, on ne sait les détruire. Alors, pour limiter l'impact des maladies et éviter leur propagation, l'on s'attaque avec vigueur aux milieux où elles peuvent se développer : la ville et les habitations insalubres.

La première grande loi relative à ce problème est celle d'avril 1850 qui établit "que dans toute commune où le Conseil municipal l'aura déclaré nécessaire par une délibération spéciale, il sera nommé une commission chargée de rechercher et d'indiquer les mesures indispensables d'assainissement des logements et dépendances insalubres, mis en location, ou occupés par d'autres que le propriétaire, l'usufruitier ou l'usager..."<sup>110</sup>. Légalemment, la création d'une telle commission, pièce capitale du projet, n'est nullement obligatoire, car subordonnée à une décision du Conseil municipal. Or à cette époque, les assemblées communales sont essentiellement formées de notables et donc, généralement, peu réceptives à la condition des ouvriers. Pourtant à Bordeaux, le Conseil municipal, après avoir attendu, selon le docteur Allemandou<sup>111</sup>, la troisième pandémie de choléra de 1854, institue après une délibération le 20 novembre 1854 une Commission des logements insalubres. Avec cette première grande loi, nous pouvons considérer que le problème des logements insalubres fait entrer de plein pied le sanitaire dans le municipal<sup>112</sup>.

A Bordeaux, cette Commission rassemble vingt membres nommés par le Conseil municipal et renouvelables par tiers chaque année. Elle se réunit pour la première fois à la mairie de Bordeaux, le 23 décembre 1854, sous la présidence de M. Fauré, adjoint au Maire.

Dès sa création, cette Commission, divisée en autant de sous-commissions qu'il existe de cantons urbains, instruit un très grand nombre de dossiers. S'appuyant sur une loi "d'une précision qui s'étend jusqu'aux détails d'exécution"<sup>113</sup>, ces sous-commissions visitent les maisons et établissements présentant quelques causes d'insalubrité, et notent dans des rapports les résultats des visites. Par la suite, ces rapports sont transmis à l'autorité municipale qui rend exécutoires les mesures prescrites au moyen d'une délibération prise en conformité de l'article 3 de la loi d'avril 1850<sup>114</sup>. Cette Commission qualifiée de laborieuse et pénible parce que "visiter les logements insalubres d'une ville, c'est visiter sa population la plus pauvre, la plus souffrante, la plus malheureuse"<sup>115</sup>, se montre particulièrement active. Ainsi, après dix huit mois de travail, 140 dossiers sont transmis à l'administration dont 61 pour affaires réglées. Notons aussi à titre d'exemple les 719 affaires étudiées entre 1876 et 1881<sup>116</sup>. C'est l'examen de ces nombreux cas qui permet alors au docteur et hygiéniste bordelais Jean-Emile

106. Guerrand R.-H., "Les étapes du logement social en France", *Prévenir*, n° 6, novembre 1982, p. 11.

107. *Ibidem*, p. 291.

108. Gintrac H., *Relation de l'épidémie cholérique qui a régné dans l'arrondissement de Bordeaux pendant l'été 1854*, Bordeaux, 1855. Cité par Guerrand R.-H., *op. cit.*, p. 106. Voir aussi du même auteur, *Les origines du logement social en France*, Les Editions ouvrières, Paris, 1966 ; *Le logement populaire en France, sources documentaires et bibliographie*, Paris, Centre d'études et de recherches architecturales, 1976.

109. *Ibidem*.

110. *Municipalité bordelaise, op. cit.*, tome II, p. 431.

111. Allemandou B., *Approche historique des politiques de santé publique*, Rapport intermédiaire, Laboratoire de sociologie de la santé, Université de Bordeaux II, septembre 1996, p. 99.

112. Nous rappelons que depuis plusieurs siècles, les édiles municipaux et les représentants du Roi se soucient des questions de salubrité dans leur cité, mais au XIXe siècle, toutes ces questions bénéficient d'infrastructures institutionnelles plus solides et d'une mobilisation des médecins, politiques, hygiénistes qui profitent de l'éclosion de nouvelles idées dont ils sont les relais, et des progrès médicaux. Enfin, les dernières grandes épidémies, comme le choléra, le développement de fléaux perçus comme étant sociaux, tel que la tuberculose, ainsi que le développement du monde ouvrier qui souffre d'une insalubrité flagrante, font que les bâtiments insalubres, sources de nombreux maux deviennent un souci prioritaire dans la politique de santé publique que conduisent les communes et le gouvernement.

113. Lettre du Préfet de la Gironde au Maire de Bordeaux en date du 12 septembre 1859.

114. Ces informations sont extraites de la *Municipalité bordelaise, op. cit.*, tome II, p. 431.

115. Allemandou B., *op. cit.*, p. 51.

116. Pour suivre annuellement le nombre de dossiers étudiés entre 1875 et 1891, lire le tableau des logements insalubres dans *Municipalité bordelaise, op. cit.*, tome II, p. 433.

Mauriac de développer des considérations générales d'hygiène sur l'importance de l'insalubrité de l'habitation dans le développement des épidémies<sup>117</sup>.

Face à la Commission, les propriétaires, que l'opinion publique dénomme "M. Vautour" dès le I<sup>er</sup> Empire, "véritables industriels du bouge qui tirent de leurs locations des revenus scandaleux et immoraux"<sup>118</sup>, font souvent preuve d'une évidente mauvaise foi, d'autant plus que cette loi porte clairement atteinte au droit de propriété au nom de l'intérêt public. Néanmoins, s'ils ne veulent obtempérer malgré les tentatives d'arrangement à l'amiable, ils peuvent y être contraints. Ainsi, comme le souligne le Préfet de la Gironde dans une lettre au Maire de Bordeaux en date du 12 septembre 1859, la loi "vous donne, dans l'espèce des pouvoirs très entendus. La Commission que vous avez créée pour son fonctionnement peut prescrire les travaux qu'elle juge nécessaires dans les logements insalubres ; et si les propriétaires ne déferent pas à ses injonctions, ils sont passibles d'amende ; le logement peut être interdit, et, enfin, vous pouvez dans certains cas, poursuivre l'expropriation de l'immeuble. Nulle loi de police, appelée à protéger les intérêts particuliers, n'atteint aussi rigoureusement la propriété privée, et par conséquent ne donne autant de force à l'autorité chargée d'en procurer l'exécution"<sup>119</sup>. Si, malgré tout, le propriétaire résiste et que l'administration municipale n'a pu obtenir les résultats escomptés, elle saisit le Parquet, en vertu d'une circulaire du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, du 5 février 1858. Mais apparemment, cette mesure extrême semble relativement rare, puisqu'en 1884 sur 1760 dossiers étudiés seuls 94 vont au Parquet, et qu'en 1885, sur 882 dossiers, seuls 44 suivent la même procédure<sup>120</sup>. Vingt ans plus tard, en 1904, sur 1 276 dossiers vérifiés, seuls 173 font l'objet de rapports de contraventions ; et sur ces 173, 150 contrevenants se soumettent et exécutent "de bonne grâce les travaux demandés". Enfin, selon les chiffres communiqués par Bellocq, seuls 23 procès-verbaux ont été dressés, et "le tribunal de simple police nous a toujours donné gain de cause. Une seule affaire a été l'objet d'un appel en Conseil de Préfecture et nous avons eu également gain de cause"<sup>121</sup>. A la lecture de ces chiffres, il est certain que la Commission travaille, et si l'on s'en tient au nombre de dossiers traités, il semble que la loi soit assez efficace pour résoudre progressivement le problème des logements insalubres à Bordeaux. Pourtant, la réalité est toute autre et quelques exemples suffiront à montrer les lacunes de ce texte.

Tout d'abord, cette Commission, à l'image de toutes celles constituées à l'époque, n'est composée que de notables éclairés et d'hygiénistes, tel que le docteur Charles Levieux<sup>122</sup>, qui n'envisagent probablement leur travail que comme étant le prolongement de leur pratique charitable

ou de leur engagement hygiéniste. Leur combat est comme le souligne E. Kalff, "une tâche philanthropique par excellence"<sup>123</sup>. Ensuite, le maire de la commune a un pouvoir limité car il ne peut prendre d'initiatives sans l'approbation du Conseil municipal. Si ce dernier crée une Commission, comme cela est le cas à Bordeaux, celle-ci, malgré son remarquable travail, atteint rapidement les limites de ses prérogatives. Ainsi, légalement, elle ne peut exiger l'assainissement que des immeubles affectés au logement, et encore faut-il qu'il soit habité par une personne autre que le propriétaire, l'usufruitier ou l'usager. Par conséquent, l'autorité est désarmée devant les propriétaires qui font de leur propre habitat un foyer d'infection. Si une procédure est engagée, elle s'avère souvent trop longue et très compliquée<sup>124</sup>. En outre, l'exécution d'office des travaux demandés est rendue difficile, car les sanctions que peut infliger la Commission n'ont que peu d'impacts. Par exemple, après une mise en demeure demandant au contrevenant de mettre aux normes son appartement, la Commission peut lui infliger, s'il n'obéit pas, une amende allant de seize à cent francs. Mais dans tous les cas, l'appartement reste toujours aussi insalubre.

En fait, la loi d'avril 1850 est le symbole de ce que Roger-Henri Guerrand appelle "le système D" à la française", qui selon notre auteur "domine et inspire toute une série de textes législatifs (qui à) chaque fois, ne s'attaquent respectueusement qu'à un aspect du problème, continuant ainsi la traditionnelle série des lois "facultatives" en l'honneur depuis les origines de notre démocratie parlementaire"<sup>125</sup>. Par conséquent, et malgré les espoirs que symbo-

117. Mauriac J.-E., *Rapport général sur les travaux de la Commission des logements insalubres pendant les années 1876 à 1881 inclusivement*, Paris, 1882, 153 pages.

118. Ginestous E., *op. cit.*, p. 7.

119. *Municipalité bordelaise, op. cit.*, tome II, p. 432.

120. *Ibidem*, p. 433.

121. A.M.Bx., *Délibération du Conseil municipal de Bordeaux*, séance du 11 novembre 1904, p. 441.

122. Pour de plus amples renseignements sur ce médecin, l'on peut consulter Baret M., *op. cit.*, tome I, p. 150. Sont aussi présents à cette réunion MM. Noguey, Lataste, Mialhe, Fourestier, Brandan, Arnoux, Lalande. A.M.Bx., Ginestous E., *op. cit.*, p. 14.

123. Kalff E., "La sensibilité à l'hygiène : Paris, 1850-1880. La loi sur les logements insalubres", *Annales de la recherche urbaine*, n° 33, 1987, p. 98.

124. D'après le docteur Nahmias, il "fallait trois ou quatre ans à la solution des affaires qui faisaient l'objet de recours contentieux, et de six mois à un an à la solution de celles qui ne soulevaient aucune réclamation". Nahmias, *op. cit.*, pp. 29-30.

125. Guerrand R.-H., *art. cit.*, p. 13.



lisait la loi du 13 avril 1850, au début du XX<sup>e</sup> siècle la situation désastreuse du logement populaire n'a toujours pas fondamentalement changé.

Avec la loi de 1902, les pouvoirs municipaux doivent se fonder sur le règlement sanitaire communal imposé par la nouvelle législation. Pour traiter du problème des logements insalubres dans les communes où la loi le prévoit, c'est le futur Bureau municipal d'hygiène qui prend en charge la gestion des casiers sanitaires et plus généralement celle des habitations insalubres ; mais nous avons vu à quel point l'installation de cette nouvelle institution sanitaire à Bordeaux est longue et laborieuse. Alors, en attendant l'établissement officiel du Bureau, ce travail revient à la Division de l'Assistance et de l'Hygiène publiques.

Dans la nouvelle législation, les articles relatifs aux appartements insalubres sont contenus essentiellement dans le titre premier qui est consacré à la salubrité. En outre, la loi abroge par son article 31 la loi de 13 avril 1850, et le 15 février 1903 date de l'application officielle du texte, la Commission des logements insalubres cesse d'exister. A Bordeaux, elle se réunit pour la dernière fois le 3 février 1903<sup>126</sup>. Conformément à la loi, l'ancienne Commission doit être remplacée par une nouvelle Commission sanitaire municipale. Celle-ci sera officiellement instituée lorsque le "règlement sanitaire en application de la loi du 15 février 1902 sera approuvé"<sup>127</sup>. En attendant ce nouveau règlement qui paraît en 1907, la Division de l'Assistance et de l'Hygiène publiques poursuit, sous la direction de Bellocq, le travail de la Commission des logements insalubres. A ce propos, il précise lors d'une séance du Conseil municipal en date du 11 novembre 1904, "Les recherches faites pour l'examen des causes d'insalubrité n'ont pas été abandonnées ; l'établissement des casiers sanitaires n'a pas été interrompu un seul instant, si bien que pendant la durée du fonctionnement de la Commission des logements insalubres, on examinait une moyenne de 900 à 1 000 dossiers par an ; or, depuis le 3 février 1903, jour de sa dernière réunion, jusqu'au 25 mai 1904, où j'ai pris effectivement la direction du service de l'hygiène, 1 711 dossiers ont été examinés, et, depuis le 25 mai 1904, c'est-à-dire depuis le jour où j'ai pris la Division de l'Assistance et de l'Hygiène publiques, 1 276 dossiers ont été vérifiés"<sup>128</sup>.

La loi du 15 février consacre à la salubrité de l'habitation toute sa partie II. Quelques articles illustreront parfaitement les nouvelles perspectives qu'offre ce texte et les armes juridiques dont se dote le législateur. Ainsi, l'article 11 prescrit que "dans les agglomérations de 20 000 habitants, aucune habitation ne peut être construite sans le permis du maire constatant que dans le projet qui a été soumis, les conditions de salubrité présentées par le règlement sanitaire sont observées"<sup>129</sup>. Par conséquent, le propriétaire désireux de construire doit déposer à la mairie une

demande d'autorisation avec plans et coupes, permettant de se rendre compte si l'immeuble répond aux critères de salubrité prescrits par la loi. Les grosses réparations sont aussi assimilées aux constructions neuves et le permis de construire est là encore indispensable. Si la loi n'est pas respectée, le contrevenant risque une amende allant de 16 à 500 francs.

L'article 12 est le plus important, car il concerne les immeubles déjà existants et reconnus insalubres. Il est spécifié : "Lorsqu'un immeuble bâti ou non, attenant ou non à la voie publique, est dangereux pour la santé des occupants ou des voisins, le maire ou à défaut le préfet, invite la Commission sanitaire prévue par l'article 20 de la présente loi à donner son avis :

1° Sur l'utilité et la nature des travaux ;

2° Sur l'interdiction de l'habitation, de tout ou partie de l'immeuble ; jusqu'à ce que les conditions d'insalubrité aient disparues"<sup>130</sup>.

Par cet article capital, le législateur pose des principes nouveaux qui ont pour but de rendre plus efficace l'intervention des pouvoirs publics. Il doit permettre au maire assez vigilant de pouvoir obtenir la stricte application des mesures d'hygiène publique.

Comme nous l'avons vu, la loi du 13 avril 1850 ne concernait que les logements ou dépendances insalubres, mis en location ou occupés par d'autres que le propriétaire, l'usufruitier ou l'usager. En outre, l'insalubrité devait être inhérente à l'habitation, ce qui limitait encore un peu plus l'efficacité de la loi. Avec le texte de 1902, tout change puisqu'il s'applique officiellement à tout immeuble bâti ou non, loué ou habité par le propriétaire, attenant ou non à la voie publique. En outre, il ne faut pas simplement qu'il soit dangereux pour les occupants, il suffit qu'il représente une menace pour les voisins pour tomber sous le coup de la loi.

De fait, il s'agit d'un texte très étendu comprenant dans la généralité de ses termes aussi bien les immeubles et maisons bâtis que les non bâtis, qu'ils soient clos ou pas. Tous les autres articles de la loi détaillent par exemple les recours dont les propriétaires disposent face aux requêtes de l'Administration ou encore incitent financièrement les proprié-

126. A.M.Bx., *Délibération du Conseil municipal de Bordeaux*, séance du 11 novembre 1904, p. 441.

127. *Ibidem*.

128. A.M.Bx., *Délibération du Conseil municipal de Bordeaux*, séance du 11 novembre 1904, p. 441.

129. Nahmias, *op. cit.*, p. 31.

130. *Ibidem*, pp. 32-33.

taires à faire des travaux (art., 14 à 17). Enfin, en 1902, l'administration municipale s'appuie depuis quelques années sur deux innovations dont l'impact sera tout à fait considérable. Tout d'abord, ce sont les habitations à bon marché<sup>131</sup>, dont l'étude sort du cadre de ce chapitre, et surtout le casier sanitaire municipal qui accroît considérablement les possibilités de contrôle et de surveillance de la municipalité sur les logements insalubres. Créé en 1892<sup>132</sup> par le docteur Lande, instauré officiellement en octobre 1894<sup>133</sup>, il faut attendre néanmoins l'année 1897, pour voir concrètement les premiers dossiers apparaître<sup>134</sup>.

## Un outil de surveillance et de contrôle essentiel : le casier sanitaire

Officiellement, le casier sanitaire des maisons doit, s'il est négatif, empêcher la vente des biens immobiliers visés et obliger ainsi le propriétaire du logement soit à la démolition, soit à une réfection selon les normes imposées. Bordeaux reprend ici une innovation parisienne instaurée par le préfet Poubelle et organisée par Juilerat. Cette organisation facultative consiste essentiellement dans l'établissement et la mise à jour d'un dossier sanitaire pour tout immeuble situé dans la commune. Calqué sur le casier parisien, le casier bordelais comprend pour chaque dossier complet :

1° Une chemise en carton souple portant le numéro de l'immeuble et le nom de la rue où il est situé ;

2° Une feuille blanche de description de l'immeuble portant les indications suivantes : date de la construction, longueur de la façade, nombre de corps de bâtiment, profondeur totale, superficie bâtie et non bâtie, nombre d'étages, de pièces sur rue ou sur cours et jardins, d'aérations médianes, nombre d'habitants, établissements industriels, boutiques sur rue, commerces exercés, écuries, etc. ;

3° Une feuille rose indiquant les résultats de l'enquête sanitaire sur la maison ; moyen d'alimentation en eau (eau de la ville, fontaine publique ou puits), analyse de l'eau du puits et décision, nombre et nature des systèmes de vidange (fosse étanche, automatique, mobile ; cabinets d'aisances communs ou particuliers, distribution d'eau, appareils de chasse, tuyaux de chute, ventilateurs, sièges, cuvettes) ; mode d'écoulement des eaux ménagères et pluviales (citernes, caniveau de la rue, canalisation souterraine d'évacuation générale) ; écurie (nombre d'animaux, fosse à fumier, évacuation du purin). Sur le verso figurent les diverses causes d'insalubrité dans les garnis, les mesures prescrites et la suite donnée ;

4° Une feuille bleu gris contenant l'indication des travaux prescrits par le Bureau d'hygiène, la date du rapport et la suite donnée, ainsi que les dates où ont été exécutés les différents travaux ;

5° Une feuille bleu clair où figurent les dates des vidanges, le nombre d'habitants et la capacité de la fosse en mètres cubes ;

6° Une feuille jaune indiquant tous les cas, mortels ou non, de maladies contagieuses, la nature de la maladie et la date de la déclaration ;

7° Une feuille vert foncé relatant la date des désinfections, la nature de la maladie, le procédé employé et le nombre de pièces désinfectées"<sup>135</sup>.

Le casier sanitaire est pour tous un précieux instrument d'information. Il permet non seulement de connaître l'état sanitaire d'un bâtiment, mais aussi de suivre la progression de la tuberculose ou de toute autre maladie épidémique dans la ville.

Le docteur Nahmias cite l'exemple d'un dossier du casier sanitaire relatif à une maison de la rue Dauphine ou en l'espace de douze ans et demi<sup>136</sup>, l'on enregistre 10 cas de maladies contagieuses dont 7 suivies de mort<sup>137</sup>. Or, toujours d'après le docteur Nahmias, le dossier sanitaire de cette maison est "rempli de prescriptions pour remédier à l'insalubrité locale : blanchiment des murs à trois couches de chaux, réparation des cabinets, du caniveau pour l'écoulement des eaux ménagères dans le couloir...". A propos d'une autre maison, il raconte : "en consultant le dossier du numéro... de la rue des Bahutiers, je constate, sur la feuille jaune de ce dossier, 4 décès par tuberculose en deux ans : 1905-1906. Cet immeuble m'inspire donc des doutes. Accompagné d'un inspecteur de la salubrité, je le visite. Que vois-je ? Un imposant bâtiment de 4 étages avec corridor étroit et sombre, murs décrépis où suinte et perle l'humidité. Un escalier également sombre conduit aux chambres également obscures, des différents étages. Partout des plafonds très bas, des tapisseries en lambeaux, des moisissures, des toiles d'araignées. Pas d'air, pas de soleil.

131. En 1904, le docteur Lamarque fait ce triste constat lors d'une séance du Conseil municipal : "Le logement hygiénique, si bien réalisé par l'œuvre des habitations à bon marché, représente et ne représentera longtemps encore qu'une faible quantité en regard des immeubles de construction plus anciens qui ne se modifieront que peu à peu". A.M.Bx., *Délibération du Conseil municipal de Bordeaux*, séance du 11 novembre 1904, p. 411. Intervention du dr. Lamarque.

132. *Ibidem*, p. 57.

133. Bauret M., *op. cit.*, tome II, p. 466.

134. *Ibidem*, p. 467.

135. *Ibidem*, pp. 58-59.

136. Du 31 mars 1899 au 20 octobre 1913.

137. Ce sont respectivement 6 décès par tuberculose, 1 par fièvre typhoïde, 2 cas de scarlatine et 1 cas de diphtérie. Pour la chronologie voir : Nahmias, *op. cit.*, p. 60.



En somme, maison mal entretenue depuis fort longtemps déjà, en si mauvais état que, pour la rendre habitable, il faudrait de grosses et coûteuses réparations. Les indications du casier sanitaire ne m'avaient donc pas trompé<sup>138</sup>.

Une fois la situation de l'immeuble identifiée, les autorités sanitaires prennent les mesures adéquates. Ils peuvent imposer, conformément à la loi, la mise aux normes de l'habitation insalubre. Suivant la même politique, le local malsain doit être impérativement désinfecté, d'autant plus que nous sommes alors en pleine "révolution pasteurienne", et que celle-ci doit, dans l'esprit de chacun, permettre un recul de la mortalité grâce à la lutte contre les maladies transmissibles<sup>139</sup>. A ce propos, le docteur Nahmias écrit "Depuis les découvertes de Pasteur et de son école, il n'est pas exagéré de soutenir qu'un appartement qui vient d'être habité par un phthisique, un diphtérique, un typhique et dont les parquets, les murs, contiennent des bacilles de Koch, de Loeffler et d'Eberth est aussi insalubre qu'un appartement aux privés insuffisants ou humides. Aussi, l'application de la désinfection est-elle une mesure d'assainissement de la plus haute importance"<sup>140</sup>.

Avec la nouvelle législation de février 1902 et l'expérience acquise depuis 1850, l'on peut légitimement penser que nous allons assister à une avancée décisive dans la lutte contre les habitations insalubres. D'autant plus que ce règlement est perçu, comme le souligne le docteur Nahmias, comme étant "un Code sanitaire suffisamment complet, précis, minutieux et détaillé, approprié aux nécessités locales et fondé sur les principes d'une hygiène rationnelle et scientifique. C'est une arme excellente contre l'insalubrité de l'habitation, entre les mains d'une municipalité résolue à la manier avec prudence, tact et mesure, mais aussi à frapper dur et ferme"<sup>141</sup>. Pour ne retenir qu'un exemple, la municipalité peut désormais, de par l'article 12 de la loi du 15 février, après avis de la Commission sanitaire, interdire l'habitation de tout ou partie d'un immeuble, bâti ou non, attenant à la voie publique, lorsqu'il est dangereux pour la santé des occupants ou des voisins. Ceci est un progrès incontestable comparé à la loi d'avril 1850.

Or, malgré ces mesures, le texte de 1902 demeure tout aussi inopérant que celui de 1850. Comme pour cette dernière loi, les propriétaires qui voient leurs droits largement menacés, d'autant plus que les pouvoirs locaux s'appuient sur de nouvelles pratiques comme le casier sanitaire, n'obtempèrent le plus souvent que sous la contrainte. Pour eux, la réparation de leur logement (et a fortiori le quitter), ne peut qu'entraîner une baisse des revenus qu'ils perçoivent. En outre et cela peut sembler paradoxal, ils obtiennent souvent le soutien de leurs locataires qui craignent à juste titre que le coût des travaux ne se répercute sur le montant des loyers.

De toute évidence, la loi de 1902 souffre de lacunes et atteint rapidement ses limites. Une commune, même importante comme Bordeaux, se trouve dépourvue des moyens matériels indispensables à la bonne exécution de ses directives, d'autant plus que les dépenses nécessaires demeurent facultatives et que la "jurisprudence est si restrictive en ce qui concerne les devoirs de la propriété privée que la défense de l'intérêt général est impossible"<sup>142</sup>. Pour ne citer qu'un exemple, l'expropriation pour cause d'insalubrité publique est une partie de la législation à peine entrevue par le texte de 1902. Ainsi, l'article 18, donne simplement au maire la possibilité d'acquérir l'immeuble insalubre dans la forme ordinaire de l'expropriation pour utilité publique, comme lui permet la loi du 3 mai 1841<sup>143</sup>. Dans un rapport qu'il présente le 18 janvier 1912 à la Chambre des députés sur une proposition de loi de M. Siegfried, André Honnorat écrit : "... On estimera que si, après dix années d'application, la loi de 1902 n'a provoqué, en la matière, que d'aussi rares initiatives, c'est qu'elle est manifestement impuissante à répondre à son but..."<sup>144</sup>. Il faut attendre la loi du 7 juin 1915, pour voir se renforcer les lois du 3 mai 1841 et du 15 février 1902 en matière d'expropriation. Ainsi, ce nouveau texte a pour objectif d'adapter à la protection de la santé publique la possibilité d'expropriation qui n'était prévue jusqu'alors que pour cause d'insalubrité, et de "réduire la valeur vénale des immeubles de la dépréciation partielle ou totale résultant des déficiences sanitaires"<sup>145</sup>.

Le problème des logements insalubres est loin d'être réglé avec la loi du 15 février 1902. Et dans l'Entre-deux-guerres, le docteur Ginestous, auteur de plusieurs ouvrages sur la question, reconnaît toute la limite des mesures prises depuis 80 ans. Il écrit : "nous sommes bien obligés de reconnaître que le mal du logement insalubre est loin d'avoir été vaincu dans la ville de Bordeaux. Autant que nous ayons

138. *Ibidem*, p. 59.

139. Salomon-Bayet C., *Pasteur et la révolution pasteurienne*, Payot, Paris, 1986, 436 pages. Cité par Faure O., *op. cit.*, p. 243.

140. Nahmias, *op. cit.*, p. 61.

141. *Ibidem*, p. 54.

142. Piechaud F., art., cit., p. 514.

143. Latrille A., *op. cit.*, p. 156.

144. Honnorat A., *Rapport fait au nom de la Commission de l'hygiène publique sur la proposition de loi de M. Jules Siegfried, relative à l'expropriation pour cause d'insalubrité publique*, n° 1592, Chambre des députés, session de 1912. Cité par Ginestous E., *Les taudis. Les habitations à bon marché à Bordeaux*, Bordeaux, Imprimerie Delmas/Chapon/Gounouilhou, 1933, pp. 9-10.

145. *Ibidem*, p. 10.

fait et autant que nous voudrions faire, nous nous heurtons, dans la lutte contre les taudis, à des difficultés telles qu'elles apparaissent presque comme des impossibilités"<sup>146</sup>.

Dès sa création, la loi du 15 février 1902 a logiquement des "admirateurs", mais elle trouve aussi de nombreux détracteurs lui reprochant, malgré son côté novateur et national, d'être inefficace. Comme le souligne André Latrille, pour certains, ce texte est "un mort-né, un enfant non viable, qu'avait conçu en vingt ans un Parlement où s'entrechoquaient les opinions les plus diverses sur la santé publique"<sup>147</sup>.

Parmi les remontrances retenues, une d'entre elles découle directement des répercussions consécutives à l'intervention de l'Etat dans le champ local. Ainsi, elle porte sur l'organisation administrative antérieure à la loi, qui laisse encore une trop grande place aux organismes consultatifs locaux, qui selon certains, comme André Latrille, n'ont "d'autre rôle que d'apporter un retard considérable dans l'examen des dossiers ou de leurs services"<sup>148</sup>. Et le même auteur ajoute "il est inutile, nous semble-t-il de maintenir ces assemblées composées de personnes qui n'ont parfois que des rapports éloignés avec la santé publique"<sup>149</sup>.

Du côté des pouvoirs locaux, la question financière revêt une grande importance car l'application de la loi ne peut qu'alourdir la charge financière des communes. Or, il est spécifié dans l'article 26 de ce nouveau texte que "les dépenses rendues nécessaires par la présente loi... seront réparties entre les communes, les départements et l'Etat, suivant les règles fixées par... la loi du 15 juillet 1893"<sup>150</sup>. Ce partage des charges est un compromis qui doit clore un long débat durant lequel les défenseurs des collectivités locales ont clairement exprimé leur refus de tout alourdissement financier. Pour ne citer que deux exemples, au Sénat, le 18 décembre 1900, le médecin Alcide Treille<sup>151</sup> déclare, "Dans cette question, il n'y a ni radicaux, ni modérés, ni représentants de droite ou de gauche, il n'y a que des hommes soucieux de ce que l'on veut faire dans leur pays. Soucieux de ménager les deniers du contribuable... Vous êtes, dans ce Grand Conseil des communes, les représentants autorisés de ces populations rurales qui sont venues lentement mais sincèrement à la République, et dont l'attachement est certain et profond ; prenez garde, par des mesures vexatoires et coûteuses, par des mesures contraires à la Science et au bon sens, d'éloigner ces populations de la République"<sup>152</sup>. Dans le même esprit, le sénateur Pichon explique son opposition ainsi : "Je suis maire d'une petite commune rurale de 1 200 habitants et j'ai la conviction que, si on lui demandait d'accepter un règlement sanitaire quelconque, elle s'y opposerait très énergiquement..."<sup>153</sup>. Les communes sont particulièrement réticentes à toute idée d'alourdissement de leurs charges en matière de santé publique, alors qu'en réalité, le coût réel suscité par ce nou-

veau texte est, comme nous l'avons vu, reparti entre différents acteurs. Malgré tout, il faut voir une des raisons majeures à l'opposition que suscite en France la loi du 15 février 1902.

De même, on reproche également à cette loi de modifier les rapports entre médecins et malades, reposant sur le secret médical, avec la déclaration obligatoire des maladies contagieuses. En outre, comme le souligne Pierre Guillaume, l'obligation de vaccination, devenue effective en 1903 dans le cas de la variole est pour les individus une contrainte supplémentaire imposée par la loi.

A l'évidence, les maires de Bordeaux retardent l'application de la loi parce qu'entre autres choses, ils craignent l'impact que peuvent avoir toutes les mesures de ce texte que l'opinion, mais aussi les notables, perçoivent comme coercitives. En outre, si les maires désirent appliquer rapidement la loi, ils se trouvent en fait limités, comme nous l'avons vu, par cette même législation ; souvenons-nous de la quasi impossibilité qu'a un maire d'expulser des individus d'un logement insalubre. Cette impuissance appelle chez le Professeur Duclaux un commentaire acerbe. Pour lui, "Telle qu'elle est, la loi eut pu donner des résultats acceptables si on n'y avait introduit deux rouages de carton : le maire et le préfet". Pourtant, loi prévoit par son article 9 la possibilité de suppléer à un maire défaillant. Ainsi, si le préfet l'estime utile, le Conseil Général peut organiser un service départemental de contrôle. Mais en réalité, ce pouvoir ne semble être appliqué que très rarement, et si une division de la préfecture est chargée de la partie administrative de la loi du 15 février 1902, elle n'exerce en réalité aucun contrôle et n'utilise pas du droit que possède le préfet de suppléer aux maires défaillants. Pour constater un progrès dans ce domaine, il faut attendre plus de trente ans. Avec le décret du 31 octobre 1935, comme le souligne le docteur Allemandou, la tutelle de l'Etat s'im-

146. Ginestous E., *op. cit.*, p. 5.

147. *Ibidem*, p. 170.

148. *Ibidem*, p. 172.

149. *Ibidem*.

150. On trouvera une analyse de la loi dans Monod H., *La santé publique, législation sanitaire de la France*, Paris, Hachette, 1902, p. 213. Cité par Guillaume P., "L'assistance entre l'Etat et collectivités locales en France, au XIXe siècle", *Sociologie de la santé*, n° 11, décembre 1994, p. 39, note 2.

151. Alcide Treille est un ancien médecin militaire qui a acquis une réputation en étant l'organisateur de la médecine coloniale.

152. *Journal Officiel*. Débats parlementaires 1900. Sénat, p. 968 et suiv. Cité par Guillaume P., art. cit., p. 40 et note 1.

153. *Ibidem*, p. 40.



pose aux Bureaux municipaux d'hygiène "désormais sont placés sous le contrôle de l'inspecteur départemental de l'Hygiène. Les directeurs de ces bureaux sont nommés par le ministre de la Santé publique sur proposition du maire. Ainsi, les directeurs des Bureaux municipaux d'hygiène antérieurement fonctionnaires municipaux deviennent des fonctionnaires d'Etat. Le décret du 17 avril 1937 précisera les conditions de recrutement de ces directeurs qui doivent être docteurs en médecine possédant des compétences en hygiène. Cette étatisation de l'hygiène municipale n'a été possible que grâce à la création d'une administration centrale à l'échelon ministériel. En effet, le 27 janvier 1920, suite à l'épidémie de grippe espagnole de 1918, le pouvoir politique se dote de moyens d'intervention en créant le ministère de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociale qui deviendra le ministère de la Santé"<sup>154</sup>.

Malgré tous ces défauts, et les résistances qu'elle rencontre, la loi du 15 février 1902 est incontestablement une grande loi qui prend place parmi tous ces textes importants voyant le jour au cours des deux premières décennies du XXe siècle. Il est évident qu'il y a dans la loi du 15 février 1902 des prescriptions qui ont été longtemps d'une valeur incontestable, telle que la déclaration des maladies contagieuses, la prophylaxie par la désinfection et la vaccination ou encore les règlements sanitaires. Comme le souligne André Latrie en 1944, "la loi de 1902 peut être considérée, malgré sa vétusté et ses diverses modifications, comme la charte de l'hygiène française. Elle est le véritable point de départ de tout ce qui a été fait depuis sa promulgation"<sup>155</sup>.

Par conséquent, cette loi est la conséquence, tout en étant la source, de profondes mutations qui ne peuvent conduire qu'à une modernisation des services de l'Etat. Tout ceci passe, comme l'écrit Pierre Guillaume, par "la création de la Direction de l'Assistance Publique au sein du ministère de l'Intérieur, en 1886, par celle en 1888, du Conseil supérieur de l'assistance Publique, par la naissance en 1906, du Ministère du Travail puis, en 1920, celui de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociale, enfin en 1930, de celui de la Santé Publique"<sup>156</sup>. Parallèlement, Michel Bauret précise que la loi de 1902 permet le développement des services départementaux et le renforcement de leurs relations avec ceux de la municipalité<sup>157</sup>. Enfin, soulignons que les principales dispositions de cette loi, malgré le combat d'arrière-garde que lui livrent les propriétaires, les défenseurs d'une certaine idée de la liberté individuelle, et des édiles municipaux surtout soucieux de préserver leur électorat, se retrouvent presque intégralement dans les cinquante premiers articles de notre actuel Code de la Santé publique, et qu'à Bordeaux, de nombreuses d'institutions sanitaires, comme le Bureau d'hygiène sont issues de la loi du 15 février 1902.

154. Allemandou B., *op. cit.*, pp. 112-113.

155. *Ibidem*, p. 10.

156. Guillaume P., *op. cit.*, p. 96.

157. Bauret M., *op. cit.*, tome I, p. 231.

## Une entreprise bordelaise soucieuse de sa publicité : les Cafés Masset

par Jean-François Fournier

Pour bien des bordelais de l'entre-deux-guerres et des années 1950, les cafés Masset, dont le siège social se trouvait 142 rue Sainte Catherine, étaient LA référence en la matière. Ce choix résultait de la qualité des produits fabriqués mais aussi du sens aigu de la publicité qu'avaient les dirigeants de cette entreprise. Alors que de nombreuses maisons concurrentes se contentaient pour se faire connaître, de l'impression d'un "pavé" sur un support aussi banal que l'Annuaire de la Gironde, la direction des Cafés Masset eut l'intelligence de multiplier et de diversifier les objets où on pouvait lire le nom de l'entreprise. Ces petites choses, vouées à une existence éphémère, nous renseignent souvent mieux sur les goûts d'une époque qu'un long discours et une vaste étude. Pour une bonne connaissance des créations publicitaires conçues par les dessinateurs travaillant pour Masset, évoquons les par catégories.

### Les publicités imprimées

Dès le début du XXe siècle, les bordelais furent habitués à voir dans les rues des publicités pour les "Cafés Masset" ; en regardant les cartes postales de ce temps, on voit que certains tramways étaient surmontés de panneaux à leur nom (fig. 1). Il existait aussi des publicités au nom de la marque peintes sur les murs à même la pierre ; on peut encore en voir une à demi effacée, à l'angle de la rue Fondaudège et de l'impasse des Tanneries<sup>1</sup> et une autre 8 place Louis Barthou.

La grande originalité du propriétaire des Cafés Masset dans les années 1920, Henri Touchard, fut de confier ses réclames, comme on disait alors, à l'agence de publicité Miranda qui, sous la direction de Georges Castelmur<sup>2</sup>, employait d'excellents dessinateurs. Cette agence, située rue Guillaume Brochon, s'était faite une spécialité d'assurer les publicités figurant sur les programmes du Grand-Théâtre de Bordeaux, des Bouffes, du Trianon et du Casino d'Arcachon, atteignant ainsi un très large public.

Les dessins emblématiques des Cafés Masset, on dirait aujourd'hui les logos, étaient au nombre de deux, chacun de couleur bleu marine. Le premier représentait une balle de café enserrée de cordes, avec la mention "Cafés Masset, 140-142 rue Sainte Catherine Bordeaux" (fig. 2), l'autre, qui le remplaça (mais ils coexistèrent pendant longtemps sur différentes publications) figurait une poche de café entourée de cordelettes portant l'inscription "Cafés Masset, 142 rue Sainte Catherine Bordeaux. Supériorité reconnue" (fig. 3). Ces deux images étaient tellement ancrées dans l'inconscient collectif que le nom de la marque était devenu inutile, au premier coup d'œil, elles étaient immédia-

1. Voir J.-P. Hieret, "L'œil du routard, l'art des murs en Aquitaine". *Le Festin*, n° 33, hiver 2000, p. 20.

2. Guérin, "Des activités et des hommes autour d'un demi siècle". Bordeaux, 1957, p. 144.



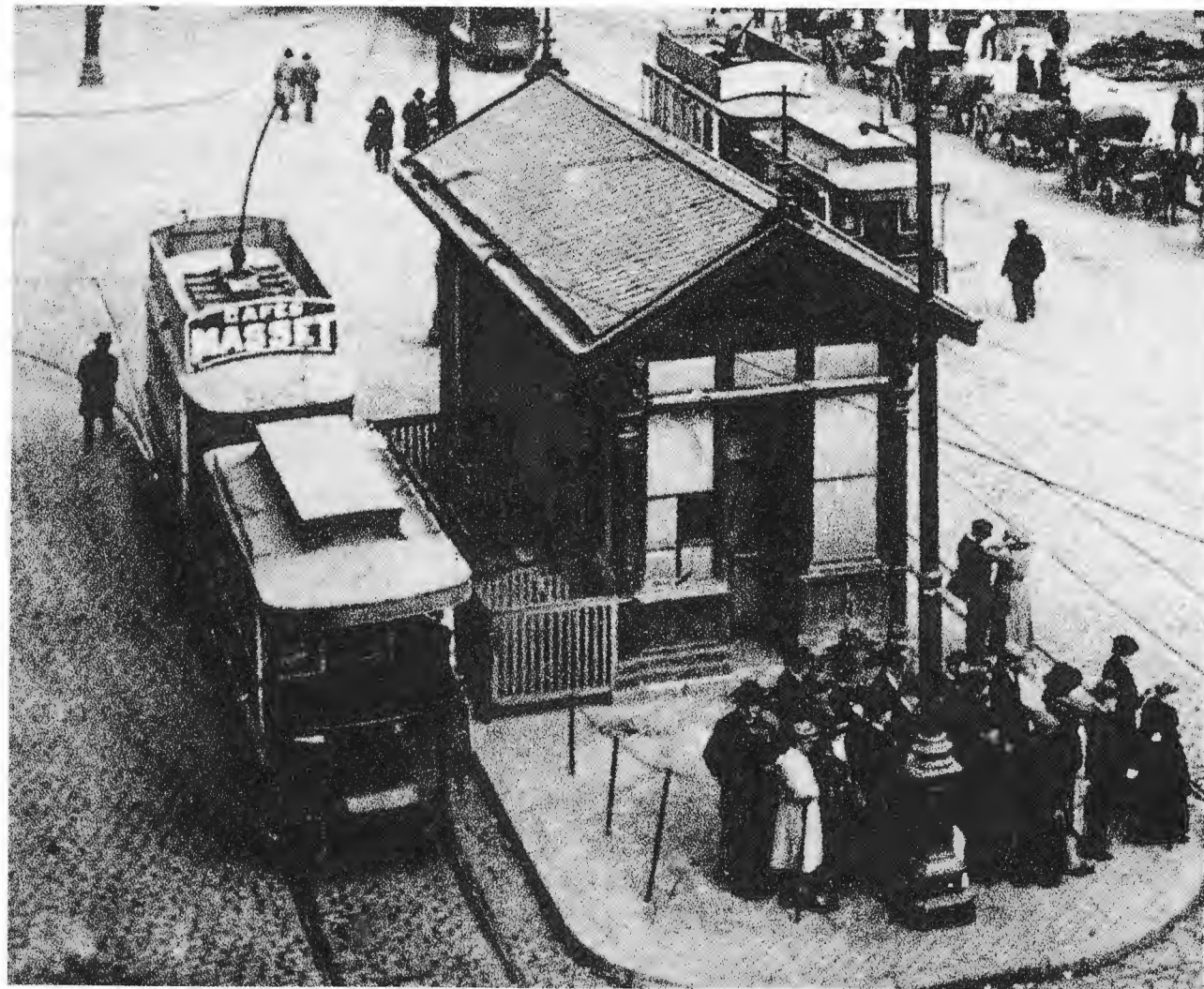


Fig. 1. — A l'arrêt situé devant la gare Saint-Jean, un tramway porte une publicité pour les Cafés Masset (vers 1910).



Fig. 2 et 3. — Logos Masset. Publicité parue dans *Le Sud-Ouest de la France*, éditions Miranda, 1925.

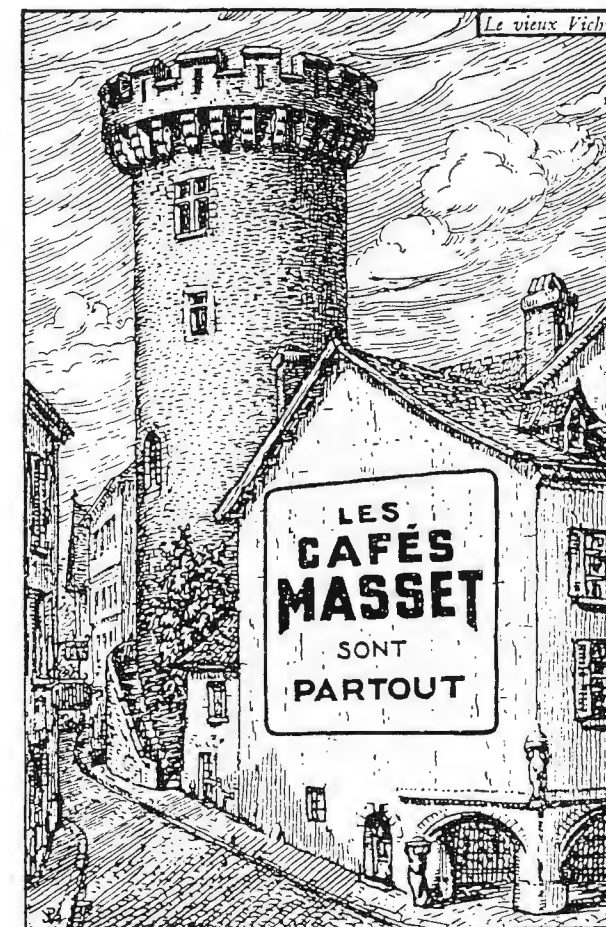


Fig. 4. — J.-B. Vettiner. Publicité pour les Cafés Masset parue dans les programmes du Grand-Théâtre de Bordeaux dans les années 1930. Ce dessin fut aussi publié dans *Les grands succès lyriques*, ouvrage de R. Tournefeuille édité par les Editions Miranda en 1927.

tement identifiée. Alors que la plupart des entreprises bordelaises du secteur agro-alimentaire s'en tenaient à leurs logos ou à une affiche traditionnelle, les Cafés Masset demandèrent à leur agence de publicité de varier les illustrations les concernant. En ces années là, le nom de Masset était partout présent : dans les *Annuaire de la Gironde*<sup>3</sup> (dont la tranche elle-même portait parfois le nom de notre entreprise), dans les bars, sur les tasses offertes par la maison, chez les épiciers de toute la région, où il figurait sur des cartons servant à la décoration et dans de nombreux programmes de spectacles, nous l'avons déjà précisé.

Sur certains programmes du Grand-Théâtre de Bordeaux des années 1930, en plus de l'habituel logo, figure un beau dessin de Jean-Baptiste Vettiner<sup>4</sup> représentant une vue de Vichy ; sur un mur, se trouve une affiche portant la mention "Les Cafés Masset sont partout" ; cette œuvre, n'était pas inconnue des bordelais car elle avait déjà été reproduite en 1927 dans l'ouvrage de Roger

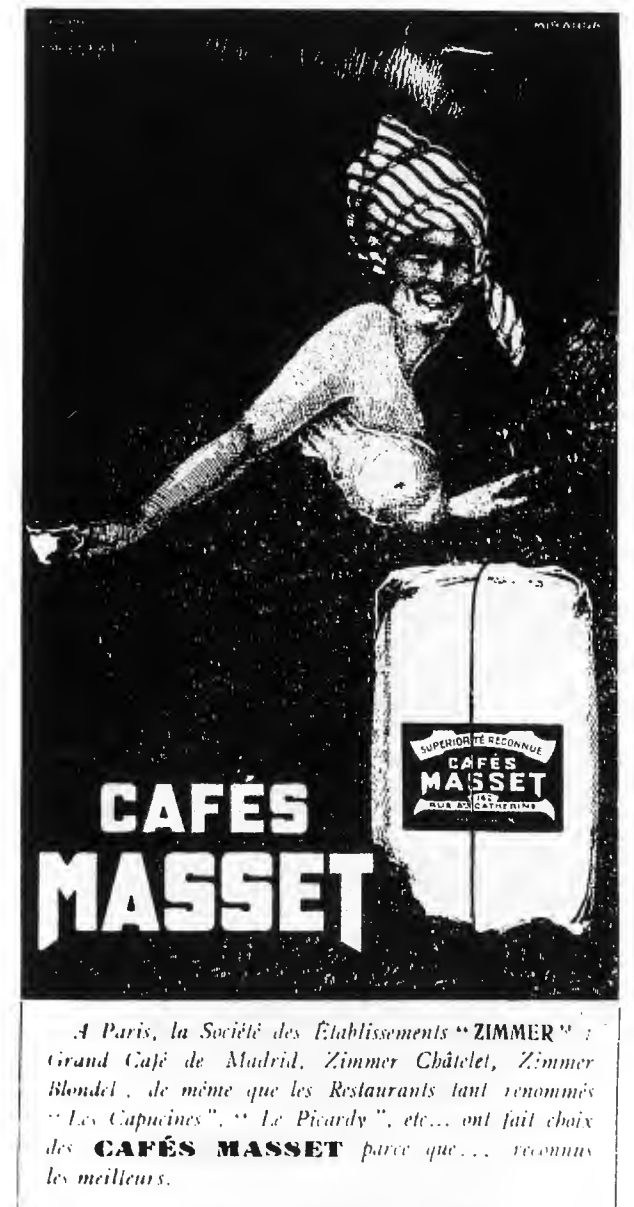


Fig. 5. — Publicité parue dans les années 1930, dans les programmes du Grand-Théâtre. Dessin de A. Dumas d'après Georges Scott.

Tournefeuille *Les grands succès lyriques*, ouvrage édité, lui aussi, par les éditions Miranda (fig. 4). Sur d'autres programmes figuraient un dessin du graphiste André Dumas (d'après Georges Scott) vantant la marque (fig. 5).

3. Publicités parues chaque année.

4. S. Madamet, *Recherches sur l'œuvre gravée de Jean-Baptiste Vettiner*. Deux tomes polycopiés, Mémoire de maîtrise, Université Bordeaux III, Bordeaux, 1985.





Chaque client le sait,  
Nous ne servons à table  
Qu'un café délectable  
- c'est le Café Masset

## CAFÉS MASSET

BUREAUX ET MAISON DE VENTE:  
138, 140, 142  
rue Saint-Catherine  
BORDEAUX

USINE :  
234, 236  
route du Médoc  
LE BOUSCAT - BORDEAUX

TÉLÉPHONES { 1<sup>re</sup> ligne 15.98  
2<sup>e</sup> ligne 63.59

COLIS POSTAUX DANS TOUTE LA FRANCE

Fig. 6. — Logo Masset. Publicité parue dans *Le Sud-Ouest de la France*, éditions Miranda. 1925.

En 1925, ces mêmes éditions firent paraître une intéressante publication portant le titre *Le Sud-Ouest de la France*, aux pages 68 et 73, on trouve deux publicités pour la maison Masset. Si la dernière page représente l'habituel logo, l'autre reproduit un dessin signé "L.J. Assé" (fig. 6) montrant un garçon de café portant un plateau sur lequel sont posées une tasse et une cafetière fumante ; sous la composition, on peut lire :

Notre principe :  
Chaque client le sait  
Nous ne servons à table  
Qu'un café délectable  
C'est du café Masset.

### Le stand des Cafés Masset aux foires de Bordeaux et les objets publicitaires

Pendant la période de l'entre-deux-guerres, les Cafés Masset furent parmi les plus fidèles participants aux foires expositions de Bordeaux qui se déroulaient place des Quinconces. Le stand était connu de tous et une foule considérable s'y retrouvait soit pour prendre un café en parlant "affaires", soit pour y passer un moment de repos. Les exposants et les visiteurs venant des endroits les plus divers, l'entreprise trouvait là de nouvelles occasions de se faire connaître et d'acquérir de nouveaux débouchés commerciaux. Les foires expositions de Bordeaux étaient alors l'occasion pour les Cafés Masset de distribuer une quantité d'objets publicitaires. Ce sont eux, maintenant, que nous allons évoquer.

Les premiers d'entre eux semblent être ces éventails de papier (fig. 7 à 10), montés sur des armatures de bois pliantes, que presque chaque marque de renom faisait fabriquer dans les années 1930 pour ses fidèles clientes. Quand on sait la chaleur étouffante qui régnait parfois dans les stands de la foire, la climatisation étant alors inconnue, cet accessoire était particulièrement bien venu... Il existait au moins quatre sortes d'éventails offerts par la maison Masset.

Le premier (fig. 7), comme tant d'autres objets publicitaires des années 1920-1930 fabriqués à l'usage des commerçants bordelais, s'inspire de l'art du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais les suivants sont d'un graphisme un peu plus moderne, celui représentant un papillon (fig. 10) se rattache même au style Art Déco.

Pendant la période des fêtes de fin d'année, Masset offrait à ses clientes de nombreux cadeaux, en particulier des agendas, ornés, au début des années 1930, d'un dessin représentant une cafetière fumante (fig. 11) ; à peu près à la même époque on offrait aussi un agenda dont la couverture cartonnée de couleur rouge était ornée de l'inscription "Cafés Masset" en lettres or (fig. 12). A cette occasion, les enfants n'étaient pas oubliés, ils recevaient de menus présents en particulier des buvards, cadeau non négligeable à cette époque où la moindre ligne écrite sur un cahier de classe devait l'être, obligatoirement, à la plume Sergent-Major !



Fig. 7 à 10. — Eventails offerts par les Cafés Masset.



Fig. 10. — Eventail au papillon (vers 1935).

7	8
9	10



Fig. 11 et 12. — Agendas offerts par les Cafés Masset.





Fig. 13. — Liste des cadeaux offerts par les Cafés Masset (1961).

## LISTE DES CADEAUX 1961

**COLLECTION INTERPLANETAIRE**  
Avion à réaction (N modèles usurés)  
Fusée interplanétaire  
Rampe de lancement pour avions et fusées

### SERIE TRAINS EN MATIERE PLASTIQUE

Rail droit ou courbe	1
Locomotive	1
Wagon voyageurs ou marchandises	1
Aiguillage	2
Sachet délicieux Caracoles au « CAFÉ MASSET »	10
Ballon multicolore 16 cm en plastique, avec chambre à air	10
Jeu de 32 Cartes à jouer « MASSET » lavables	10

Cuillère à café « KROMALU »	2
Mouchoir Dame 32 x 32	2
Mouchoir fantaisie bonne qualité, coloris mode	4
Mouchoir fin blanc « FLOCON » 32 x 32	4
Grand Mouchoir Homme « PENTHUIS » 40 x 40, très belle qualité	6
Étui 7 grs de Poivre moulu « MASSET »	8
Cendrier « MASSET » bleu et or	10
Grand Mouchoir fin blanc, bariolé satin	11
Serviette de table « VACANCES » grand teint	12
Couteau de table lame sauge dentelée	12
Paquet 75 Grs Café « MASSET LUXE »	12
Paquet 75 Grs Café « MASSET GRAND AROME »	15
Tasse et Soucoupe « MASSET » couleur vert saumon, 50 gr	16
Grand Torchon Serviette de table, article mode	18
1 K° de Sûreté plié « MASSET »	20
Boîte 5 Mouchoirs assortis	20
Serviette éponge bonne qualité	25
Coffret 5 Tasses et Soucoupes « MASSET » bleu et or	75
Mappe service « VACANCES » 6 couverts	120

plus FIN ! plus FORT ! plus FRAIS !  
quel Arome... le nouveau MASSET !

Novembre 1961. — Cette liste annule et remplace la précédente.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle jusqu'au début des années 1960 qui virent sa disparition, la maison Masset, comme beaucoup d'établissements vendant des produits alimentaires, remettait à ses clients des timbres qu'on devait coller sur un carnet remis à cet effet ; une fois le carnet rempli, on devait le rapporter au détaillant pour obtenir de menus objets au nom de l'entreprise. Ces cadeaux reflètent bien les vicissitudes de ces années du XX<sup>e</sup> siècle si différentes les unes des autres sur le plan économique. Somptueux dans les années 1920-1930, inexistantes sous l'occupation allemande, pra-

tiques et amusants dans les années 1950, ils devinrent de simples gadgets dans les années 1960 en raison du coût élevé de leur prix de revient qui rendait impossible la fabrication d'objets aussi beaux que ceux distribués avant la seconde guerre mondiale. Les primes offertes lors des années 1960, malgré leur absence de luxe, n'en fascinaient pas moins les enfants ; il n'existait pas alors un petit bordelais qui ne rêvât de posséder la fusée interplanétaire et sa rampe de lancement, en matière plastique, offertes généreusement par les Cafés Masset (fig. 13).



Fig. 14. — Boîte éditée à l'occasion du centenaire de la maison.

En 1952, pour fêter le centenaire de la maison, les Cafés Masset firent fabriquer une quantité de boîtes en tôle dont le couvercle, tenu fermé par un crochet en fil de fer, était, fait nouveau, en bakélite (fig. 14). Bien des familles conservèrent longtemps cet objet dans leurs cuisines. De couleur beige clair, il est orné d'un dessin représentant une silhouette de jeune femme, pleine de dynamisme, accompagnée de la mention « Et j'ai 100 ans ! » ; c'est devenu aujourd'hui une rareté insigne fort recherchée par les collectionneurs<sup>5</sup>.

## Les films

La grande originalité des Cafés Masset en matière d'art publicitaire, toujours pour fêter son centenaire, fut de commander des films vantant ses produits à une époque où cette initiative n'était pas courante en province. Le journal *Empreintes*<sup>6</sup> nous renseigne sur leur fabrication. Ils furent tournés (en 35 mm couleur) dans les studios des films Jimmy Berliet, cours de Verdun à Bordeaux ; pour cela, Edmond Deler, dessinateur publicitaire alors fort connu, avait conçu des personnages de tissu et de carton ; tous les scénarii étaient axés sur le mot « grain » et avaient pour personnage central « le bonhomme Masset ». Par exemple, un matelot en pleine tempête s'écriait : « Vous en faites pas Capitaine, c'est du Masset ! ». Un autre mettait en scène des fous dont



Fig. 15. — Etude de Deler pour un personnage (le fou) des films Masset. (Coll. J.-F. Fournier).

un se révèle être le bohnomme Masset (fig. 15) ; l'infirmier déclare : « Pas fou du tout et pourtant il a un grain ; formidable, c'est du Masset ! ». Ces petits courts-métrages furent projetés dès le mois de décembre 1951 dans les salles de cinéma de Bordeaux et de la banlieue. Il y a quelques années, peu avant la mort d'Edmond Deler<sup>7</sup>, j'ai découvert chez un brocanteur quelques uns de ses dessins préparatoires pour les films Masset le scénario de l'un d'eux et sa programmation dans les salles. Ils sont sans doute les ultimes vestiges de ces œuvrettes qui amusèrent tant les bordelais des années 1950.

Cette courte étude montre que la direction des Cafés Masset, des années 1920 aux années 1960, fut très soucieuse de sa publicité ce qui n'a rien d'exceptionnel. Là où réside l'originalité c'est dans le fait qu'elle choisit toujours des supports allant dans le sens du progrès et de la nou-

5. Cette boîte porte la mention « Cafés Masset fondés en 1852 », mais il est à noter que l'entreprise avait fêté son centenaire dès le mois de décembre 1951 (Voir Sud-Ouest du 18 décembre 1951, p. 4). Comme nous le verrons plus loin, le publiciste Edmond Deler travailla à cette époque pour Masset ; il n'est pas impossible qu'il soit l'auteur du décor de la boîte.

6. *Empreintes*, n° 23, Mars 1996, p. 14-17.

7. Il mourut à Bordeaux en 1999 à l'âge de 89 ans.





Fig. 16. — Illustration d'un programme du Grand Théâtre (Dessin d'A. Dumas) 1938.

veauté. Comme nous l'avons vu, elles furent élégantes ou amusantes mais, attitude typiquement bordelaise, toujours distinguées, de bon goût et ne tombant jamais dans l'excès... L'impact de ces campagnes publicitaires sur le public eut des effets bénéfiques certains. En premier lieu, celui de fidéliser la clientèle mais, aussi, celui de donner de la marque une image de tradition et de respectabilité, élément primordial dans une ville aussi conservatrice que l'était Bordeaux. Je garde encore en mémoire, avec un certain attendrissement, l'attitude des ménagères du début des années 1950 qui, fidèles clientes des Cafés Masset, n'auraient pas songé une minute changer de marque ! De nombreux habitants de la Gironde profitaient d'un voyage à Bordeaux pour aller s'approvisionner à la maison mère, 142 rue Sainte Catherine, car ils savaient trouver là des produits fraîchement torréfiés dans l'usine de l'entreprise située au Bouscat<sup>8</sup>.

À l'intention des jeunes lecteurs, précisons que les poches vendues ne contenaient que du café en grains ; le café moulu n'existant pas, il fallait que les maîtresses de maison se servent, pour effectuer cette opération, d'un moulin à



Fig. 17. — Un calendrier des cafés Masset (1957) orné du marin créé par Deler.

café à manivelle. Ce n'est qu'au début des années 1960 que se généralisa l'usage du moulin électrique, objet auquel les gens de la campagne réservèrent un accueil fort méfiant.

Comme tant d'autres fabriques de produits alimentaires manufacturés résidant à Bordeaux et dans la proche banlieue tels les chocolats Tobler, les biscuits Olibet, les jus de fruits Pampré d'or ou les apéritifs Picon, les Cafés Masset jouissaient auprès du public d'un prestige difficilement imaginable aujourd'hui. Plus qu'une maison renommée, ils étaient devenus une véritable institution<sup>9</sup>.

8. Pour l'usine voir le dossier Touchard, (torréfaction de cafés, 1925). A.D.Gir. 5 M 354.

9. Les annuaires de la Gironde du début des années 1970 indiquent que les Cafés Masset devinrent "Masset-Café quotidien", puis ensuite, "Café quotidien". Cette marque suivit une toute autre politique, tant sur le plan publicitaire que sur le plan commercial ; le magasin de la rue Sainte Catherine fut fermé, l'usine et les bureaux, situés au Bouscat assurant seuls la diffusion du produit.

## Activités et manifestations de la Société Archéologique de Bordeaux en 2000

### Cours public XXXVIII<sup>e</sup> année

#### Restauration, dérestauration, protection du patrimoine

2 février : M. Michel Goutal, *Restauration de monuments bordelais*.

9 février : M. Bernard Lemoine, *La restauration du patrimoine campanaire de Bordeaux*.

16 février : M. Michel Jarlan, *La restauration des documents graphiques*.

23 février : M. Jean Brieu, *La restauration des maquettes de bateaux ex-voto*.

1<sup>er</sup> mars : M. Louis Peyrusse, *Restauration et dérestauration, un cas exemplaire : Saint-Sernin de Toulouse*.

8 mars : Mme Brigitte Derion, *Découvertes du passé, restauration d'objets archéologiques*.

15 mars : M. Bernard Fournier, *Restauration, conservation de vitraux du XVI<sup>e</sup> siècle à Bordeaux et dans sa région*.

### Archéologie générale

8 janvier : M. Ludovic Bonnardet, *Le portail occidental gothique disparu de la collégiale Saint-Seurin à Bordeaux*.

12 février : M. Jean-Luc Piat, *Opérations archéologiques dans le quartier Sainte-Croix de Bordeaux*.

8 avril : Mme Anne Ziégler, *À propos de la statue en bronze d'Hercule du Musée d'Aquitaine de Bordeaux*.

13 mai : M. Bernard Charneau, *Les entrepreneurs de travaux publics à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle*.

17 juin : M. Thierry Gé, *Evolution de l'embouchure de la Gironde au cours de l'Éocène*.

14 octobre : M. Christian Corvisier, *Une relecture architecturale du château de Rauzan*.

18 novembre : M. Darreau, *Les Ponts et Chaussées au XVIII<sup>e</sup> siècle*.

9 décembre : M. Rémi Desalbres, *Paysages des Landes girondines aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*.

### Groupe Jules Delpit

#### étude de manuscrits et documents inédits

22 janvier : Dr Michaud, *Le vitrail japonisant bordelais à la Belle Époque*.

26 février : M. Pierre Lecœur, *Le franc*.

25 mars : Mme Sana Hanben, *L'espace théâtral à Bordeaux : Arthus et Lauriole, deux peintres décorateurs Bordelais 1873-1913*.

28 avril : Présentation d'objets antiques et anciens dont une sculpture de Maggesi par le Pr Coustet et une peinture de Léo Drouyn (représentant Brantôme) par le Dr Charon.

27 mai : Mme Michelle Peyrissac, *Documents sur les bâtiments conventuels de l'Abbaye Sainte-Croix*.

24 juin : M. Stéphane Bary, *La législation sanitaire aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*.



28 octobre : M. Pierre Coudroy de Lille, *Quelques éléments historiques et architecturaux à propos de l'église de Gironde sur Dropt*.

25 novembre : Mme Nathalie Bégard, *L'hôtel Saint-François à Bordeaux*.

16 décembre : M. Jean-Paul Casse, *Saint-Laurent au Moyen Age, une frontière en Médoc*.

### Assemblée Statutaire 12 mars 2000

A été présidée par M. Jean-Claude Cousseau, directeur des Musées de Bordeaux et du CAPC et le Maire de la ville était représenté par M. Jambon. Le Président Charon a remercié les personnalités présentes dans la salle et a fait mention de celles qui étaient excusées.

M. Cousseau a commencé la séance par une allocution au cours de laquelle il a remercié la Société Archéologique de l'avoir convié et il a fait état de l'importance de ses collections au Musée d'Aquitaine. Le rapport moral a été lu par Mme Veronique Journu, puis le rapport financier et le compte rendu du commissaire aux comptes par M. Xavier Roborel de Climens. Ces deux rapports ont fait l'objet d'une approbation à main levée.

Le Président Cousseau a félicité la Société Archéologique pour la diversité de ses activités et de ses recherches. Il

a également apprécié son assiduité aux expositions organisées par les Musées et espère qu'une bonne collaboration s'établira durablement.

La remise des médailles et des diplômes s'est déroulée comme suit :

- Médaille d'argent au Médecin-Général Debruge.
- Médailles de bronze à Mesdames Mauricette Laprie et Véronique Journu ainsi qu'à M. Philippe Maffre.
- Remise des diplômes à Mesdames Nicole Gangloff, Michelle Peyrissac, Duffau et à Messieurs Jean-Claude Comte, Laurent Coste, Jean-Jacques Michaud et Jean Brieu.

Mme Julia Roussot-Larroque a ensuite fait une conférence sur les récentes découvertes en archéologie faites en Médoc, révélant la présence d'aires du Néolithique, ignorées jusqu'alors dans la région. Elle regrette qu'une protection des vestiges n'ait pu se prolonger "in situ".

### Visites

22 mars : L'atelier de M. Bemard Fournier, 20 rue Saint-François à Bordeaux.

1er décembre : L'exposition "Au-delà des images" au Musée d'Aquitaine.

12 octobre : L'exposition "Vaisselle d'argent à Bordeaux au XVIIIe siècle" au Musée des Arts décoratifs.

## Cercle numismatique Bertrand-Andrieu Procès-verbaux des séances de l'année 2000

### Abréviations bibliographiques

- C : H. Cohen, *Description historique des monnaies frappées sous l'Empire romain*, 2e éd., Paris, 1880-1892, 8 vol.  
Ci : L. Ciani, *Les monnaies royales françaises de Hugues Capet à Louis XVI*, Paris, 1926.  
Dy : J. Duplessy, *Les monnaies françaises royales de Hugues Capet à Louis XVI*, Paris-Maastricht, 1988-1989, 2 vol.  
Hill : P. V. Hill, *The Coinage of Septimus Severus and his family of the mint of Rome AD 193-217*, Londres, 1977.  
Laf : J. Lafaurie et P. Prieur, *Les monnaies des rois de France, Hugues Capet à Henri IV*, Paris-Bâle, 1951-1956, 2 vol.  
Pozzi : Vente monnaies. 1921, 4 avril. Lucerne. *Monnaies grecques antiques provenant de la collection de feu le professeur S. Pozzi*, Genève : L. Naville, 1921.  
RIC : *The Roman Imperial Coinage*, Londres, 1923-1981, 9 t. en 12 vol.  
Seaby : H. A. Seaby, *Roman Silver Coins*, Londres, 1952-1987, 5 vol.

### Liste des membres de la Société archéologique ayant participé aux travaux du Cercle

MM. Bardet, Bénusiglio, Bost, Charon, Debruge, Delpit, Konuk, Lecœur, Marchand, Pujo, Sénac, Mlle Téraly, MM. Ursy, Vivez, Wiedemann.

### Composition du bureau pour l'année 2000

Président : Dr Debruge.

Vice-présidents : MM. Bardet et Pujo.

Archiviste-bibliothécaire : M. Lecœur.

Conseiller et trésorier : M. Wiedemann.

Secrétaire : M. Sénac.



## Séance du 16 janvier 2000

Présidence du Dr Debruge, président

### Communication :

M. Bost : "Guerre et finances, de Marc Aurèle à Maximin (161-238)".

Jean-Pierre Callu, fondateur des études modernes sur les aspects monétaires de la crise de l'Empire romain au III<sup>e</sup> siècle ap. J.-C., a pris comme point de départ de son œuvre, avec de bonnes raisons, l'année 238. Mais que s'est-il passé dans les trois-quarts de siècle précédant cette date ? La question vaut d'être posée, puisque nombre d'historiens font commencer à Marc Aurèle, avec les premiers graves revers militaires que ses voisins barbares d'Orient et d'Occident infligent à l'Empire, la (longue) phase de déclin qui, lentement mais sûrement, a conduit celui-ci à sa ruine et à sa disparition, au moins en Occident.

Les sources littéraires contemporaines, Dion Cassius et Hérodien, n'ignorent pas que les finances impériales ont été durement touchées au cours de cette période : il y a eu beaucoup de guerres extérieures et intestines, et le Trésor s'est trouvé à plusieurs reprises dans une situation critique. Mais nos auteurs n'abordent le sujet que pour déplorer les sorties d'argent indignes (tributs versés aux barbares, faveurs généreuses aussi indues que multiples octroyés aux soldats, gaspillage scandaleux des deniers publics par des princes dépensiers), sorties qu'il faut bien compenser, et qui le sont par d'injustes ponctions sur les (fortunes des) bons citoyens. Ces redites mécaniques et sans doute aussi partisans montrent surtout que, pour éclairer le sujet, il faut chercher d'autres informateurs. La question posée est alors celle de savoir si l'on peut connaître par les monnaies ce que ne disent pas les sources littéraires.

Pour évaluer le poids de la guerre sur les finances impériales, la monnaie est théoriquement le meilleur observatoire puisque, dans l'Antiquité, la seule à circuler est la monnaie métallique, c'est-à-dire une monnaie que l'on peut compter, peser et étudier dans sa composition interne. On postule que toute variation dans les quantités frappées, dans les poids et dans la qualité du métal doit traduire des situations concrètes qu'il revient au spécialiste de mettre en évidence. Bien que l'étude des poids ne soit pas sans intérêt, on s'en est tenu ici aux comptages et aux analyses des monnaies d'or et d'argent.

Au bout du compte, les informations que l'on peut tirer de l'enquête ne sont pas aussi précises qu'on pouvait l'espérer. Pour l'époque de Marc Aurèle, on voit bien les effets de l'effort de guerre sur les finances et la monnaie

impériales, mais, ensuite, les choses sont moins nettes. Ce qui semble cependant ressortir, c'est que, après 180, la situation a été rétablie et que les réserves ont été reconstituées.

Cette constatation invite à regarder du côté des stocks (métal monnayé, métal précieux conservé en lingots ou en objets précieux), bien qu'on ne sache rien, ni de leur volume, ni de leur mode de gestion. Cela aide, par exemple, à interpréter et à corriger l'impression de chute de la production de la monnaie sous Sévère Alexandre et Maximin (222-238), puisque cette période est celle de la reconstitution des stocks amoindris par les ponctions effectuées par leurs prédécesseurs dépensiers. La crise de 238 et les dépenses énormes qui ont été engagées alors prouvent suffisamment qu'il y avait de l'argent dans les caisses lorsque le Sénat a pris la direction de la révolte.

Mais cela ne veut pas dire pour autant que la situation de l'Empire était particulièrement florissante, car, en réalité, la prospérité était toujours provisoire et dépendait toujours de conditions particulières. Les finances impériales restaient fragiles, et n'étaient pas capables de soutenir un effort prolongé : les premières catastrophes militaires du règne de Philippe l'ont bientôt cruellement démontré.

La communication est illustrée par la projection de transparents et la présentation par M. Ursy d'une série de monnaies romaines de la même époque.

### Présentation :

M. Wiedemann présente une gravure de Sébastien Leclerc, extraite d'un ouvrage, qui représente un projet de médaille relative à la réduction de l'Alsace en province française en 1680.

## Séance du 20 février 2000

Présidence du Dr Debruge, président

### Communication :

M. Debruge : "Essai de mises au point généalogiques des Ptolémée relatif à la numismatique".

La communication est illustrée par la projection de diapositives et la distribution de tableaux généalogiques.

En complément, M. Bénusiglio présente une histoire de Ptolémée Aulète dans une édition illustrée du XVII<sup>e</sup> siècle (*Histoire de Ptolémée Auletes, dissertation sur une pierre gravée antique du cabinet de Madame!* [Baudelot de Dairval]. - Paris : Aubouin et Clouzier, 1698. - XLVI-465 p. ill. ; 18 cm).

## Séance du 19 mars 2000

Présidence du Dr Debruge, président

### Communication :

M. Konuk : "Le portrait monétaire, du Ve siècle à l'époque hellénistique".

La communication est illustrée par la projection de diapositives.

### Présentations :

M. Bénusiglio présente deux documents monétiformes de 5 ECUS frappés à l'occasion de la visite du pape Jean-Paul II en Alsace (1988), différenciées par la facture de la date (gros et petits caractères).

M. Wiedemann présente deux photographies de la médaille en or du sacre de Charles X dédiée au vicomte de Gourgues, député de la Gironde.

M. Debruge présente la boucle déposée par M. Desrentes. Boucle avec ardillon, diam. 37 mm, cuivre jaune. Inscription circulaire :  
+OMATERDEIMBMANTORMEIORAP.

## Séance du 16 avril 2000

Présidence du Dr Debruge, président

### Communication :

M. Marchand : "Le règne de Septime Sévère à travers quelques deniers".

Le fondateur de la dynastie des Sévères, Lucius Septimius Severus (Septime Sévère), est né le 11 avril 146 à Leptis Magna en Tripolitaine (Afrique). Il est issu d'une famille de chevaliers et de sénateurs. Physiquement, il est petit, maigre, basané, frisé, avec une barbe caractéristique bien connue des numismates. En 175, Septime Sévère épouse Paccia Marciana, qui décède quelques années après. Veuf, en 180, il épouse en secondes noces Julia Domna, fille du grand prêtre de Baal à Émèse. Elle est belle, ambitieuse, intelligente et très libre de mœurs. Julia Domna donne à Septime Sévère deux fils : Septimius Bassianus (Caracalla) le 4 avril 188 et Lucius Septimius Geta (Géta) le 27 mai 189.

Alors que Septime Sévère est gouverneur de Pannonie supérieure avec le rang de consul, ses soldats, apprenant que les prétoriens de Rome ont assassiné Pertinax et mis l'empire aux enchères, le proclament empereur le 9 avril 193. Il reprend alors le nom de Pertinax. Prenant de vitesse aussi bien Pescennius Niger (proclamé empereur par les

légions d'Orient) que Clodius Albinus (proclamé empereur par les légions de Bretagne et soutenu par celles d'Espagne et de Gaule), il se place à la tête des légions du Rhin et du Danube pour marcher sur Rome [1]. Dide Julien tente, en vain, d'organiser une résistance. Septime Sévère arrive devant Rome début juin et le Sénat le reconnaît immédiatement pour empereur. Sur ses deniers, la titulature se compose des mots L SEPT SEV (*Lucius Septimius Severus*), éventuellement précédés de IMP CAES (*Imperator Caesar*) et suivis de PERT (*Pertinax*) et AVG (*Augustus*).

Septime Sévère élimine rapidement Dide Julien et associe Albin comme César avant de combattre Niger en Orient. Ce n'est qu'en 195 que Septime Sévère parvient à vaincre Niger. Un denier représentant l'empereur à cheval commémore son retour après cette victoire [3]. Septime Sévère mène alors une brillante campagne en Arabie, en éliminant ceux qui avaient soutenu Niger. C'est alors qu'il prend les titres victorieux de *Arabicus* et *Adiabenicus* (l'Adiabène étant l'actuelle Assyrie) [2].

En 194, Septime Sévère proclame Julia Domna Augusta et, en 196, il se sent assez fort pour fonder une dynastie. Il se retourne contre Albin, qu'il avait associé comme César et qui s'était déclaré lui-même empereur en janvier. Il nomme César son fils aîné Caracalla, tout en lui donnant le nom de Marcus Aurelius Antoninus. En 197, il se débarrasse de son dernier adversaire, Albin. De retour à Rome, il élimine les derniers partisans de ses anciens rivaux, affirme clairement ses ambitions dynastiques et tempère ce coup de force en donnant au peuple des jeux splendides [4].

Mais très vite il doit quitter la capitale car les Parthes menacent l'empire [5]. Il mène contre eux une brillante campagne en 197-198 et célèbre en 198 avec ses soldats la grande victoire parthique [6] en nommant Caracalla, alors âgé de douze ans, coempereur avec le titre d'Auguste. Géta reçoit, lui, le titre de César. A partir de cette date se rajoutent à la titulature initiale les mots PART MAX (*Parthicus Maximus*).

De 199 à 202, Septime Sévère s'attarde avec sa famille en Orient pour mieux se faire connaître dans ses provinces. Durant ces années, et plus précisément en 200-201, on peut lire sur les deniers une titulature de transition : SEVERVS AVG PART MAX [7]. A partir de 201 elle sera remplacée définitivement par SEVERVS PIVS AVG. En 203-204, les empereurs se rendent en Afrique du Nord et visitent plusieurs villes dont Carthage [8].

De retour à Rome, Septime Sévère fête ses dix ans de règne, fait construire sur le Forum l'arche qui porte son nom et célèbre les jeux Séculaires qui auraient dû marquer le début d'un nouvel Âge d'or, comme le clament de nombreux deniers de cette période. En fait il doit sacrifier Plautien son favori, préfet du prétoire et père de Plautille, mariée à Caracalla en 202.



Septime Sévère demeure à Rome jusqu'en 208. Puis il quitte Rome avec ses deux fils pour aller combattre en Bretagne et laisse la régence à Julia Domna. En 209, il est à la frontière anglaise du nord pour réparer le mur d'Hadrien. Le fort d'Arbeia, sur la rive sud du fleuve Tyne, est au centre du dispositif logistique de l'armée. La représentation de ce fleuve divinisé se retrouve au revers d'un rare denier frappé en 209 [9]. Cette même année, Septime Sévère élève Géta à la dignité d'Auguste. L'empire est alors gouverné par trois empereurs, "un vieillard et deux adolescents qui se détestent". Sur ses deniers, le vieil empereur, malade, demande la protection de Jupiter pour ses deux fils [10]. A partir de 210, il prend également le titre de *Britannicus* (titulature SEVERVS PIVS AVG BRIT).

Alors qu'il s'apprête à repartir au combat, il meurt le 4 février 211 à Eburacum (York), à l'âge de soixante cinq ans. Caracalla et Géta ramènent la dépouille de leur père à Rome pour lui donner des funérailles dignes de sa divinisation. Sur les deniers, on peut lire la légende DIVO SEVERO PIO à l'avvers et voir un bûcher ou un aigle au revers [11].

Il est possible de dater les deniers de Septime Sévère avec une grande précision, notamment grâce aux travaux de Hill. La puissance tribunitienne, renouvelée chaque année entre 193 et 211, permet la datation à l'année près à partir de 198. Avant cette date, cette information est souvent absente des deniers. On peut alors utiliser l'indication de la salutation impériale. De 193 à 198, Septime Sévère fut acclamé onze fois et sur ses deniers les années 193, 194, 195, 196, 197 et 198 correspondent respectivement aux acclamations numéros 1-2, 2-4, 4-7, 7-8, 8-10 et 10-11.

La communication est illustrée par la projection de diapositives et la présentation de quelques monnaies dont :

[1] Denier, Rome, 193. IMP CAE L SEP SEV PERT AVG (tête laurée à droite). R/ LEG XIII GEM M V TR P COS (aigle légionnaire perchée entre deux étendards). C 272 ; RIC 14 ; Hill 31.

[2] Denier, Rome, 195 (8e émission, 1ère officine). L SEPT SEV PERT AVG IMP V (tête laurée à droite). R/ ARAB ADIAB COS II P P (Victoire marchant à gauche). C 48 ; RIC 58 ; Hill 164.

[3] Denier, Rome, 196 (12e émission, 1ère officine). L SEPT SEV PERT AVG IMP VIII (tête laurée à droite). R/ ADVENTVI AVG FELICISSIMO (l'empereur à cheval à droite, levant la main). C 6 ; RIC 74 ; Hill 232.

[4] Denier, Rome, 197 (15e émission, 1ère officine). L SEPT SEV PERT AVG IMP VIII (tête laurée à droite). R/ MVNIFICENTIA AVG (éléphant cuirassé à droite). C 348 ; RIC 82 ; Hill 274.

[5] Denier, Rome, 197 (15e émission, 4e officine). L SEPT SEV PERT AVG IMP VIII (tête laurée à droite). R/ PROPECTIO AVG (l'empereur galopant à droite, tenant une haste). C 580 ; RIC 106 ; Hill 277.

[6] Denier, Rome, 198 (2e émission, 3e officine). L SEPT SEV AVG IMP XI PART MAX (tête laurée à droite). R/ VICT PARTHICAE (Victoire marchant à gauche, un captif à ses pieds). C 741 ; RIC 142a ; Hill 355.

[7] Denier, Rome, 200 (9e émission, 3e officine). SEVERUS AVG PART MAX (tête laurée à droite). R/ P M TR P VIII COS II P P (Victoire volant à gauche, devant elle un bouclier). C 454 ; RIC 150 ; Hill 444.

[8] Denier, Rome, 204 (17e émission, 1ère officine). SEVERVS PIVS AVG (tête laurée à droite). R/ INDVLGENTIA AVGG IN CARTH (déesse céleste de Carthage assise sur un lion qui court à droite). C 222 ; RIC 266 ; Hill 655.

[9] Denier, 209. SEVERVS PIVS AVG (tête laurée à droite). R/ P M TR P XVII COS III P P (fleuve divinisé allongé, tenant un trident). C 530 ; Seaby 530.

[10] Denier, Rome, 211 (4e émission, 1ère officine). SEVERVS PIVS AVG BRIT (tête laurée à droite). R/ P M TR P XIX COS III P P (Jupiter protégeant deux petits personnages : Caracalla et Géta). C 563 ; RIC 243 ; Hill 1159.

[11] Denier, Rome, 211. DIVO SEVERO PIO (tête nue à droite). R/ CONSECRATIO (aigle perché sur une base). C 86 ; RIC 191.

### Présentations :

M. Marchand présente une petite monnaie grecque en bronze.

M. Bardet présente l'exemplaire 2 euros d'une monnaie temporaire autorisée à circuler en ville de Bordeaux du 2 au 22 mars 1998. Pont de Bordeaux. Trois oiseaux dans le ciel. Légende circulaire "Le Pont de Pierre" suivie de 12 étoiles à 5 branches. R/ Les armes de la ville de Bordeaux. Dessous sur quatre lignes "2 Euro de Bordeaux". A gauche "2-22 mars", à droite 1998. Sous les armes, à droite, la signature du graveur "G. Buquoy". Cu-ni, 30 mm, tranche cannelée. Cette pièce a eu valeur libératoire avec l'autorisation du Ministère des finances, du 2 au 22 mars 1998. Elle a circulé pendant cette période avec le concours des commerçants bordelais et de la Fédération du commerce bordelais. La Banque populaire du Sud-Ouest a assuré le financement de l'édition et la mise en circulation des pièces à Bordeaux. Le graveur est Gérard Buquoy, maître graveur à la Monnaie de Paris, établissement de Pessac.

## Séance du 21 mai 2000

Présidence du Dr Debruge, président

### Communication :

M. Delpit : "Blanc au K et Karolus".

La communication est illustrée par la présentation de monnaies tirées du Fonds O. Miller et d'autres collections.

### Présentation :

M. Marchand présente une pièce douteuse en argent se rapportant à l'Antiquité grecque avec au droit une amphore, ainsi qu'une pièce fausse en bronze imitant une monnaie d'Égine.

## Séance du 18 juin 2000

Présidence du Dr Debruge, président

### Communication :

M. Wiedemann : "Les trésors, l'or et l'argent dans les contes populaires gascons".

### Présentation :

M. Lecœur présente la pièce de 100 F Panthéon.

## Séance du 15 octobre 2000

Présidence du Dr Debruge, président

### Communication :

M. Sénac : "Aperçu sur des monnaies trouvées dans les fouilles de la place Camille-Jullian à Bordeaux (1<sup>re</sup> partie)".

La communication est illustrée par la présentation de monnaies médiévales antérieures à 1294 parmi les plus caractéristiques.

## Séance du 19 novembre 2000

Présidence du Dr Debruge, président

### Communication :

M. Ursy : "Le torque dans les monnaies gauloises".

La communication est illustrée par la présentation de 6 monnaies gauloises en billon et en potin tirées du Fonds O. Miller et d'autres collections.

### Présentations :

M. Marchand présente 3 monnaies en argent d'Antoine antérieures à la bataille d'Actium (31 av. J.-C.) et 1 denier de Septime Sévère frappé pour la 14<sup>e</sup> légion qui l'avait proclamé empereur.

M. Wiedemann présente 4 monnaies de Thaïlande : 1,5 (2 exemplaires) et 10 baht des années 1980/1990.

## Séance du 17 décembre 2000

Présidence du Dr Debruge, président

### Communication :

M. Konuk : "Les monnaies à inscriptions cariennes".

La communication est illustrée par la projection de diapositives.

En complément, M. Debruge présente un statère au bétyle de Kaunos (Khbide en carien), 4<sup>e</sup> période (430-410), arg., 21 mm, 11,15 g, 11 h, Pozzi 2821 (attribuée autrefois à Mallos,auj. à Kaunos).

Bibliographie spécialisée : KONUK (Koray), "The Early Coinage of Kaunos", in *Studies in Greek Numismatics in Memory of Martin Jessop Price* / s. dir. Richard Ashton et Silvia Hurter, ... - Londres : Spink, 1998, p. 197-223 + pl. 47-50.

### Présentation :

M. Marchand présente une monnaie de Vélia (Lucanie), signée Kleudoros, 400-350 av. J.-C., 19 x 18 mm, 7,13 g, 7 x 8 h.



*Revue archéologique de Bordeaux*  
*tome XCI, année 2000*

*Sommaire*

*Bilan et orientation de la recherche archéologique en Aquitaine en 2000* ..... 3

*Travaux et recherches archéologiques en Gironde* ..... 11

*Bibliographie archéologique régionale* ..... 33

Pierre RÉGALDO-SAINT BLANCARD  
*Le quartier de Tropeyte à Bordeaux, essai de synthèse historique et archéologique* ..... 41

Jean-Luc PIAT  
*Explorations archéologiques dans le quartier Sainte-Croix de Bordeaux* ..... 99

Anne ZIÉGLÉ  
*La statue en bronze d'Hercule trouvée à Bordeaux  
et conservée au Musée d'Aquitaine* ..... 143

Pierre COUDROY DE LILLE  
*L'église Notre-Dame de Gironde-sur-Dropt* ..... 153

Michelle GABORIT  
*L'église de Saint-Symphorien (Gironde)* ..... 157

Michèle PEYRISSAC  
*La restauration de l'abbaye Sainte-Croix de Bordeaux au XVIIe siècle  
par les bénédictins de la congrégation de Saint-Maur* ..... 167

Marc FAVREAU  
*Une pièce rare d'orfèvrerie sacrée bordelaise : la Vierge à l'Enfant en vermeil  
de la cathédrale Saint-André à Bordeaux* ..... 197



Nathalie BÉGARD	
<i>L'hôtel Saint-François : un immeuble de rapport sous le second Empire .....</i>	205
Bertrand CHARNEAU	
<i>Les entrepreneurs du bâtiment à Bordeaux entre 1865-1950 .....</i>	235
Robert COUSTET	
<i>Une statuette inédite de Dominique Maggesi .....</i>	247
Sophie DUTHEIL	
<i>Vie et œuvre du statuaire bordelais Edmond Prévot (1838-1892) .....</i>	251
Sanna HANBEN	
<i>L'espace théâtral à Bordeaux : Artus et Lauriol, deux peintres décorateurs bordelais 1873-1913 .....</i>	281
Stéphane BARRY	
<i>Hygiène et santé publique à Bordeaux de la seconde moitié du XIXe siècle au début du XXe siècle : la loi du 15 février 1902 .....</i>	293
Jean-François FOURNIER	
<i>Une entreprise bordelaise soucieuse de sa publicité : les Cafés Masset .....</i>	313
<i>Activités et manifestations de la Société Archéologique de Bordeaux en 2000 .....</i>	321
<i>Cercle numismatique Bertrand-Andrieu procès-verbaux des séances de l'année 2000 .....</i>	323

## Recommandations aux auteurs

La *Revue archéologique de Bordeaux* publie des articles originaux concernant l'archéologie, l'histoire et l'histoire de l'art à Bordeaux et en Gironde.

L'appel à fournir des articles fait d'ordinaire suite à une communication présentée lors d'une des réunions de la Société. Cet appel ne constitue cependant pas un engagement de publication : les articles seront soumis à un ou des recenseurs choisis pour leur compétence sur le sujet abordé ; des modifications justifiées peuvent être demandées aux auteurs.

Les textes, sauf accord exceptionnel, ne doivent pas dépasser 20 pages, soit environ 60 000 signes. Ils seront fournis sous la double forme d'un tirage papier et d'une disquette MacIntosh ou PC au format Word ou récupérable comme tel ; aucun dactylogramme, aucun manuscrit ne seront acceptés. Tous essais de mise en page sont inutiles et peuvent même constituer une gêne : le texte doit être une saisie " au kilomètre ".

Le style de caractères normal est le romain. L'italique est réservé aux citations de textes anciens dans leur orthographe d'origine, aux mots et aux citations en latin ou en langue étrangère, aux titres d'ouvrages ou de revues. Le gras doit être limité à des effets exceptionnels. Le souligné, sauf cas particulier, est à proscrire. De même les mots en majuscules.

Les titres intermédiaires seront hiérarchisés par un système logique et clair de numérotation. Cette numérotation ne sera pas conservée dans la mise en page définitive ; une hiérarchisation graphique lui sera substituée. Aucun titre ne doit être saisi en majuscules.

Les notes sont consacrées à des références, à des justificatifs, éventuellement à des précisions ou à des nuances qui alourdiraient le texte. Elles ne doivent pas constituer de longs développements. Si nécessaire, il est possible de fournir des annexes et d'y renvoyer.

Pour la bibliographie, toutes les références seront données en notes et non entre parenthèses dans le texte. Les références de type " op. cit. " sont à proscrire. Il est recommandé de n'utiliser en notes que des codes (auteur et date, indication de la page concernée) et de rassembler en une annexe ces codes suivis des références bibliographiques ; cette annexe, dont la présence est vivement souhaitée, doit constituer un document à part du texte. Les références doivent être complètes et rédigées selon les normes en vigueur : pour un ouvrage, " Nom, Prénom. *Titre de l'ouvrage*. Lieu, éditeur, date. " ; pour un article, " Nom, Prénom. *Titre de l'article*. *Revue*, année, tome, pagination. ".

Il est demandé aux auteurs de fournir un résumé de leur contribution. Il s'agit d'une présentation synthétique de la matière de l'article, qui ne doit pas excéder 1000 signes. Il sera édité dans la table des matières et diffusé en même temps qu'elle. En cas d'absence de ce document ou parce qu'il n'est pas jugé conforme, le comité directeur des publications le rédigera et le proposera à l'auteur.

Les figures seront numérotées en une seule série continue, qu'il s'agisse de photographies, de dessins, de diagrammes ou de tableaux. Le texte comportera des renvois précis sous la forme " (fig. 1) ". Si ce type



d'appel ne se justifie pas, des annotations portées en marge du texte papier indiqueront les liens logiques entre texte et iconographie. La liste des figures avec leurs légendes constituera un document à part.

Toutes les illustrations doivent être libres de droits. Sauf accord exceptionnel, leur nombre maximal pour un article de taille normale est de douze. Elles répondront aux dispositions suivantes :

Original	Impression	Support demandé
Photographie noir et blanc	Noir et blanc (simili)	Positif noir et blanc
Photographie couleur	Noir et blanc (simili)	Positif couleur
Diapositive	Noir et blanc (simili)	Diapositive et tirage papier
Diapositive	Couleur (quadrichromie)	
Dessin noir et blanc	Noir et blanc (trait)	Calques originaux ou disquette (Adobe Illustrator de préférence)
Dessin en niveaux de gris	Noir et blanc (simili)	
Dessin en couleurs	Deux, trois couleurs, quadrichromie	

Aucune photocopie ne sera admise, sauf cas exceptionnel.

Le format fini de la revue est de 210 x 270 mm. Les pages sont justifiées sur 170 mm, avec deux colonnes de 80 mm. Les illustrations seront ramenées à ces dimensions. Il importe d'en tenir compte, notamment pour les épaisseurs de traits et les corps des légendes internes aux dessins.

Le comité directeur des publications peut être amené à refuser des illustrations de mauvaise qualité, à en demander de nouvelles ou à leur en substituer d'autres. De même des dessins ou des tableaux peuvent être repris ou adaptés à une configuration particulière. En ces cas, l'auteur sera consulté.

Une prémaquette des articles sera fournie aux auteurs pour correction. Ce n'est pas le lieu des repentirs qui modifieraient gravement le texte : dès lors qu'il a été reçu par la Société, il est considéré comme une version définitive.

Les auteurs membres de la Société recevront 25 tirés à part. Ceux qui en désireraient un plus grand nombre et ceux qui ne sont pas membres de la Société doivent en faire impérativement la demande par écrit, au plus tard lors de la remise de la prémaquette corrigée ; le coût leur en sera indiqué et ultérieurement facturé.

Société Archéologique de Bordeaux

1 place Bardineau, 33000 Bordeaux — Tél. 05 56 44 48 18  
permanence le jeudi après-midi

Conseil d'administration pour l'année 2000

Président d'honneur :

Président :

Vice-présidents :

Secrétaire Général :

Trésorier :

M. le Professeur MARCADÉ, membre de l'Institut  
M. J. CHARON  
M. P. COUDROY DE LILLE  
M. P. PUJO  
Mme V. JOURNU  
M. X. ROBOREL DE CLIMENS

Conseillers :

Mme MULLER,  
MM. AVISSEAU, BÉNUSIGLIO, COUSTET, FAIVRE  
LACOSTE-LAGRANGE, LASSERRE, PUYRAVEAU,  
RÉGALDO-SAINT BLANCARD, VIVEZ

Comité directeur des publications

J.-B. FAIVRE,  
P. RÉGALDO-SAINT BLANCARD,  
X. ROBOREL DE CLIMENS

avec la collaboration pour le présent volume de  
R. COUSTET,  
M.-F. LACOEUE-LABARTHE.



## Publications de la Société Archéologique de Bordeaux

### Ouvrages

J.-P. TRABUT-CUSSAC, <i>Livre des hommages d'Aquitaine</i>	9 euros
Dr A. CHEYNIER, <i>Pair-Non-Pair</i>	(épuisé)
J.-A. BRUTAILS, <i>Les vieilles églises de la Gironde</i>	(épuisé)
A. NICOLAI, <i>Histoire des faïenceries de Bordeaux au XIXe siècle</i>	230 euros
J.-A. BRUTAILS, <i>Album</i>	(épuisé)
<i>Catalogue du Centenaire</i>	19 euros
<i>Fouilles de Parunis, de Mithra aux Carmes</i> (1988)	8 euros

### Collection «Mémoires»

1 <i>Archéologie des Eglises et des Cimetières en Gironde</i>	(1989)	23 euros
2 <i>Aux origines de l'archéologie en Gironde : François Daleau (1845-1927)</i>	(1990)	12,50 euros
3 <i>L'Art du Fer forgé en pays bordelais de Louis XIV à la Révolution</i>	(1993) broché	(épuisé)
	relié	(épuisé)

### Collection «Pages d'Archéologie et d'histoire Girondines»

1 Marie-France LACQUE-LABARTHE, <i>Meubles bordelais, meubles de port</i>	8 euros
2 Robert COUSTET, <i>Le couvent de l'Assomption et les prémices de l'architecture néo-romane à Bordeaux</i>	7 euros
3 Christophe SIREIX (dir.), <i>Les fouilles de la place des Grands-Hommes à Bordeaux</i>	15,25 euros
4 Michèle PEYRISSAC et Hélène GUENET, <i>Bordeaux, le lycée Montaigne</i>	8 euros

## Publications de la Société Archéologique de Bordeaux

### Revue

Les Sociétaires reçoivent le tome de la Revue Archéologique de Bordeaux correspondant à l'année de leur cotisation. Il leur est demandé de prévenir le secrétariat de tout changement d'adresse les concernant. Toute personne étrangère à la Société, notamment toute personne morale, collectivité, association ou société, peut souscrire un abonnement.

**Cotisation pour 2002 : 29 euros. Pour les couples : 35 euros. Pour les étudiants : 18,50 euros.**

Les cotisations doivent être réglées avant la fin du premier trimestre, par chèque bancaire ou postal au compte de la Société Archéologique de Bordeaux.

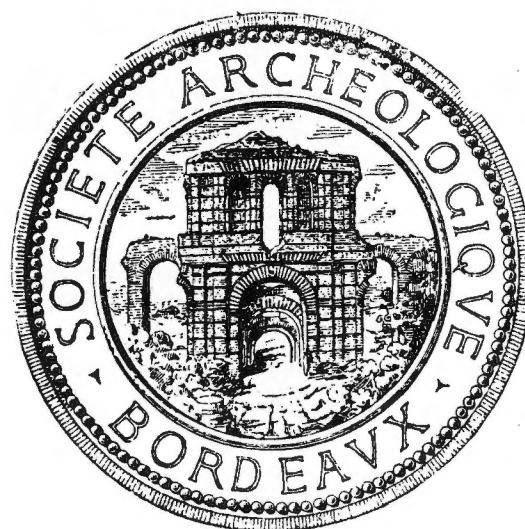
(CCP BORDEAUX 306 80 S)

**Société Archéologique de Bordeaux**  
**Hôtel des Sociétés Savantes, 1 place Bardineau, 33000 Bordeaux - Tél. : 05 56 44 48 18**  
**Païement cotisation = entrée gratuite au Musée d'Aquitaine**

### Cession de tomes isolés (sauf épuisement)

Bulletins récents (depuis 1960)	25 euros
Bulletins entre 1923 et 1960	11 euros
Bulletins anciens (entre 1873 et 1923)	18,50 euros
Tables 1924-1973	11 euros





Société Archéologique de Bordeaux  
1 place Bardineau  
33000 Bordeaux

*Pour le comité directeur des publications*  
Jean-Bernard Faivre, Pierre Régaldo-Saint Blancard, Xavier Roborel de Climens

---

Maquette de la couverture :  
*Presse-Papiers*

Maquette intérieure et composition :  
*Concept 99*  
1 rue Charles Boubès  
33700 Mérignac

Impression : 2-8330  
*La Nef-Chaistrusse*  
87 quai de Brazza  
33015 Bordeaux cedex

---

Dépôt légal : février 2002.



**Sommaire**

<i>Bilan et orientation de la recherche archéologique en Aquitaine</i> .....	3
<i>Travaux et recherches archéologiques en Gironde</i> .....	11
<i>Bibliographie archéologique régionale</i> .....	33
Pierre RÉGALDO-SAINT BLANCARD <i>Le quartier de Tropeyte à Bordeaux, essai de synthèse historique et archéologique</i> .....	41
Jean-Luc PIAT <i>Explorations archéologiques dans le quartier Sainte-Croix de Bordeaux</i> .....	99
Anne ZIÉGLÉ <i>La statue en bronze d'Hercule trouvée à Bordeaux et conservée au Musée d'Aquitaine</i> .....	143
Pierre COUDROY DE LILLE <i>L'église Notre-Dame de Gironde-sur-Dropt</i> .....	153
Michelle GABORIT <i>L'église de Saint-Symphorien (Gironde)</i> .....	157
Michèle PEYRISSAC <i>La restauration de l'abbaye Sainte-Croix de Bordeaux au XVIIe siècle par les bénédictins de la congrégation de Saint-Maur</i> .....	167
Marc FAVREAU <i>Une pièce rare d'orfèvrerie sacrée bordelaise : la Vierge à l'Enfant en vermeil de la cathédrale Saint-André à Bordeaux</i> .....	197
Nathalie BÉCARD <i>L'hôtel Saint-François : un immeuble de rapport sous le second Empire</i> .....	205
Bertrand CHARNEAU <i>Les entrepreneurs du bâtiment à Bordeaux entre 1865-1950</i> .....	235
Robert COUSTET <i>Une statuette inédite de Dominique Maggesi</i> .....	247
Sophie DUTHEIL <i>Vie et œuvre du statuaire bordelais Edmond Prévot (1838-1892)</i> .....	251
Sanna HANBEN <i>L'espace théâtral à Bordeaux : Artus et Lauriol, deux peintres décorateurs bordelais, 1873-1913</i> .....	281
Stéphane BARRY <i>Hygiène et santé publique à Bordeaux de la seconde moitié du XIXe siècle au début du XXe siècle : la loi du 15 février 1902</i> .....	293
Jean-François FOURNIER <i>Une entreprise bordelaise soucieuse de sa publicité : les Cafés Masset</i> .....	313
<i>Activités et manifestations de la Société Archéologique de Bordeaux en 2000</i> .....	321
<i>Cercle numismatique Bertrand-Andrieu procès-verbaux des séances de l'année 2000</i> .....	323